



---

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Dossier consolidé

Projet de loi 7386

Projet de loi portant modification :

1. du Code de procédure pénale ;
2. du Nouveau Code de procédure civile ;
3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;
6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

Date de dépôt : 31-10-2018

Date de l'avis du Conseil d'État : 03-07-2019

Auteur(s) : Monsieur Félix Braz, Ministre de la Justice

## Liste des documents

| <b>Date</b> | <b>Description</b>  | <b>Nom du document</b> | <b>Page</b> |
|-------------|---|------------------------|-------------|
| 30-08-2019  | Résumé du dossier   | Résumé                 | <u>3</u>    |
| 31-10-2018  | Déposé  | 7386/00                | <u>5</u>    |
| 13-11-2018  | 1) Avis de la Cour supérieure de Justice<br>- Dépêche du Président de la Cour Supérieure de Justice au Procureur général d'Etat (30.10.2018)<br>2) Avis du Parquet général (26.10.2018)                       | 7386/01                | <u>22</u>   |
| 04-03-2019  | Amendements gouvernementaux<br>1) Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (1.3.2019)<br>2) Texte et commentaire des amendements gouvernementaux<br/ [...]  | 7386/02                | <u>27</u>   |
| 03-04-2019  | Amendements gouvernementaux<br>1) Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (29.3.2019)<br>2) Texte et commentaire des amendements gouvernementaux<br/ [...] | 7386/03                | <u>43</u>   |
| 08-04-2019  | Avis du Conseil d'État (5.4.2019)   | 7386/04                | <u>54</u>   |
| 20-06-2019  | Amendements adoptés par la/les commission(s) : Commission de la Justice   | 7386/05                | <u>67</u>   |
| 03-07-2019  | Avis complémentaire du Conseil d'État (2.7.2019)  | 7386/06                | <u>76</u>   |
| 03-07-2019  | Rapport de commission(s) : Commission de la Justice<br>Rapporteur(s) : Monsieur Charles Margue  | 7386/07                | <u>79</u>   |
| 10-07-2019  | Premier vote constitutionnel (Vote Positif)<br>En séance publique n°33<br>Une demande de dispense du second vote a été introduite   | 7386                   | <u>96</u>   |
| 17-07-2019  | Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (17-07-2019)<br>Evacué par dispense du second vote (17-07-2019)   | 7386/08                | <u>98</u>   |
| 03-07-2019  | Commission de la Justice Procès verbal ( 26 ) de la reunion du 3 juillet 2019   | 26                     | <u>101</u>  |
| 19-06-2019  | Commission de la Justice Procès verbal ( 24 ) de la reunion du 19 juin 2019   | 24                     | <u>107</u>  |
| 19-06-2019  | Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense Procès verbal ( 08 ) de la reunion du 19 juin 2019  | 08                     | <u>234</u>  |
| 12-06-2019  | Commission de la Justice Procès verbal ( 23 ) de la reunion du 12 juin 2019   | 23                     | <u>361</u>  |
| 20-08-2019  | Publié au Mémorial A n°561 en page 1  | 7386                   | <u>388</u>  |

# Résumé

**CHAMBRE DES DEPUTES**  
**Session ordinaire 2018 - 2019**

---

**PROJET DE LOI**

**portant modification :**

- 1. du Code de procédure pénale ;**
- 2. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;**
- 3. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;**
- 4. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;**
- 5. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice**

Le présent projet de loi vise à rectifier les erreurs matérielles et les imperfections qui se sont glissées dans les textes suivants :

1. le Code de procédure pénale ;
2. le Nouveau Code de procédure civile ;
3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
4. la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
5. et la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;
6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice.

Celles-ci ont pour origine les récentes réformes législatives visant l'exécution des peines, le droit de la famille et l'introduction du juge aux affaires familiales, l'organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF) ainsi que l'approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Plus particulièrement, les adaptations proposées concernent la composition et le fonctionnement de la Cour supérieure de justice. En outre, le projet de loi prévoit l'élargissement du cercle des bénéficiaires d'une prime d'astreinte au sein de la magistrature et du personnel de justice. Il précise la possibilité du recours à la télécommunication audiovisuelle dans le cadre d'une demande de mise en liberté provisoire. La composition de la commission prévue à l'article 15 de la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice est modifiée afin de garantir la représentation du tribunal d'arrondissement de Diekirch.

Finalement, le texte proposé vise à redresser des numérotations inexacts dans le cadre de renvois à des dispositions législatives.

7386/00

**N° 7386****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2018-2019

**PROJET DE LOI**

portant modification :

- du Code de procédure pénale ;
- de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
- de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat

\* \* \*

*(Dépôt: le 31.10.2018)***SOMMAIRE:**

|  | <i>page</i> |
|--|-------------|
| 1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (19.10.2018)..... | 1           |
| 2) Texte du projet de loi.....                   | 2           |
| 3) Exposé des motifs.....                        | 3           |
| 4) Commentaire des articles.....                 | 3           |
| 5) Texte coordonné.....                          | 5           |
| 6) Fiche d'évaluation d'impact.....              | 12          |
| 7) Fiche financière.....                         | 14          |

\*

**ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons :

*Article unique.*— Notre Ministre de la Justice est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant modification :

- du Code de procédure pénale ;
- de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
- de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État.

Palais de Luxembourg, le 19 octobre 2018

*Le Ministre de la Justice,*

Félix BRAZ

HENRI

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Code de procédure pénale est modifié comme suit :

1. L'article 93 prend la teneur suivante :

*« Art. 93. Dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, la personne sera interrogée dans les 24 heures au plus tard à partir de sa privation de liberté. »*

2. À l'article 637, paragraphe 2, le numéro « 4490bis » est remplacé par le numéro « 409bis ».

**Article 2.** La loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est modifiée comme suit :

1. À partir du 16 septembre 2019, l'article 33 prend la teneur suivante :

*« Art. 33. (1) La Cour supérieure de justice est composée d'un président, de quatre conseillers à la Cour de cassation, de onze présidents de chambre à la Cour d'appel, de douze premiers conseillers et de treize conseillers à la Cour d'appel, d'un procureur général d'État, de deux procureurs généraux d'État adjoints, de cinq premiers avocats généraux, de cinq avocats généraux et d'un substitut.*

*(2) Les conseillers à la Cour de cassation portent également le titre de vice-président de la Cour supérieure de justice.*

*(3) Le greffe est dirigé par un greffier en chef et comprend en outre des greffiers selon les besoins du service.*

*D'autres fonctionnaires et employés de l'État peuvent y être affectés. »*

2. L'article 39 est libellé comme suit :

*« Art. 39. (1) Sans préjudice d'autres dispositions légales, la Cour d'appel connaît des affaires civiles, commerciales, criminelles et correctionnelles, ainsi que des affaires jugées par les tribunaux du travail.*

*(2) La Cour d'appel comprend dix chambres qui siègent au nombre de trois magistrats, sous réserve des dispositions de l'article 1007-10 du Nouveau Code de procédure civile.*

*(3) Lorsqu'un procès paraît de nature à entraîner de longs débats, le président de la Cour supérieure de justice peut décider qu'un ou plusieurs magistrats supplémentaires assisteront aux débats.*

*Dans le cas où un ou plusieurs magistrats composant une chambre correctionnelle ou la chambre criminelle seraient empêchés de suivre les débats jusqu'au prononcé du jugement, ils sont remplacés par le ou les magistrats supplémentaires, dans l'ordre de leur désignation par le président.*

*(4) La chambre criminelle siège au nombre de cinq magistrats, dont un président de chambre, désignés chaque année par l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice.*

*(5) En cas d'empêchement, les magistrats de la chambre criminelle sont remplacés conformément aux articles 133 et 134, alinéa 1<sup>er</sup>.*

*(6) La répartition entre les différentes chambres des affaires civiles, commerciales, correctionnelles ainsi que des affaires de droit du travail, se fait par le président de la Cour supérieure de justice.*

*(7) Chacune des chambres pourvoit d'abord à l'expédition des affaires qui lui sont spécialement attribuées.*

*Dans le cas où, par suite de leurs attributions respectives, une des chambres est surchargée par rapport à une autre, le président de la Cour supérieure de justice délègue à celle-ci, d'office ou sur la réquisition du procureur général d'État, partie des affaires attribuées à la chambre surchargée.*

*(8) L'assemblée générale de la Cour supérieure de justice délègue, parmi ses membres, le président et les deux assesseurs-magistrats du Conseil supérieur de la sécurité sociale ainsi que leurs suppléants. »*

3. À l'article 74-5, paragraphe 1<sup>er</sup>, le numéro « 74-3 » est remplacé par le numéro « 74-2 ».

4. L'article 181 est rédigé comme suit :

« **Art. 181.** (1) Il est accordé une prime d'astreinte de :

- 1° cinquante points indiciaires par mois aux magistrats qui sont délégués par le procureur général d'État à l'exécution des peines ;
- 2° quarante points indiciaires par mois aux magistrats siégeant à la chambre de l'application des peines et aux représentants du ministère public auprès de cette chambre ;
- 3° quarante points indiciaires par mois aux magistrats qui sont affectés à la Cellule de renseignement financier ;
- 4° quarante points indiciaires par mois aux magistrats des parquets qui assurent le service de permanence, pendant la période de leur affectation régulière à ce service ;
- 5° quarante points indiciaires par mois au juge d'instruction directeur et aux juges d'instruction ;
- 6° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe de la chambre de l'application des peines respectivement au secrétariat du ministère public auprès de cette chambre ;
- 7° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe des cabinets des juges d'instruction.

(2) Les fonctionnaires, employés et salariés de l'État affectés au Service central d'assistance sociale bénéficient d'une prime de risque de vingt points indiciaires par mois.

(3) La valeur numérique des points indiciaires est déterminée conformément aux règles fixées par la législation en matière de traitements des fonctionnaires de l'État.

Les primes visées au présent article sont non pensionnables. »

5. Les primes d'astreinte visées à l'article 181, paragraphe 1<sup>er</sup>, points 2° et 6° sont accordées à partir du 16 septembre 2018.

**Article 3.** À l'article 11bis, paragraphe 4, alinéa 2, première phrase, *in fine*, de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État, le numéro « 2016/279 » est remplacé par le numéro « 2016/679 ».

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi vise à rectifier les erreurs matérielles et imperfections qui se sont glissées dans le Code de procédure pénale, la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire et la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État. Celles-ci ont pour origine les récentes réformes législatives visant l'exécution des peines, le droit de la famille, l'organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF) ainsi que l'approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Plus particulièrement, les adaptations proposées concernent la composition et le fonctionnement de la Cour supérieure de justice. En outre, le projet de loi prévoit l'élargissement du cercle des bénéficiaires d'une prime d'astreinte au sein de la magistrature et du personnel de justice. Finalement, le texte proposé vise à redresser des numérotations inexacts dans le cadre de renvois à des dispositions législatives.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

*Article 1<sup>er</sup>.*

Cet article vise à modifier le Code de procédure pénale.

*Point 1.*

Au niveau de l'article 93 du Code de procédure pénale, il convient de rectifier une erreur matérielle qui s'est glissée dans le texte et de rappeler le texte tel qu'il a été introduit par la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale (cf. Mémorial A n° 346 du 30 mars 2017).



Avant la loi précitée du 8 mars 2017, l'article 93 du Code de procédure pénale était libellé comme suit :

*« Dans le cas de mandat de comparution, l'inculpé sera entendu de suite par le juge d'instruction ; dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, il sera entendu dans les 24 heures au plus tard de son entrée dans la maison de détention. »*

Initialement, il a été proposé de modifier l'article 93 du Code de procédure pénale dans le cadre du projet de loi n° 7042, étant devenu entre-temps la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'Administration pénitentiaire (cf. Mémorial A n° 626 du 28 juillet 2018), dont l'article 51, point 1), et prévoyant le texte qui suit : *« A l'article 93, les mots « la maison de détention » sont remplacés par ceux de « un centre pénitentiaire ». »*

Cependant, la loi précitée du 8 mars 2017, votée et entrée en vigueur avant le projet de loi n° 7142 précité, a remplacé le texte de l'article 93 du Code de procédure pénale par le texte suivant : *« Dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, la personne sera interrogée dans les 24 heures au plus tard à partir de sa privation de liberté. »*

Il en résulte que la deuxième modification, opérée par la loi précitée du 20 juillet 2018, était en fait inutile, puisque les mots *« la maison de détention »* ne figuraient déjà plus à l'article 93 du Code de procédure pénale.

Actuellement il y a une insécurité juridique quant au libellé exact de l'article 93 du Code de procédure pénale. Dès lors, il est proposé de confirmer par la voie législative le libellé de l'article 93 du Code de procédure pénale, tel qu'il a été introduit par la loi précitée du 8 mars 2017.

#### *Point 2.*

À l'article 637, au paragraphe 2 du Code de procédure pénale, il est proposé de redresser une erreur matérielle dans le cadre d'un renvoi à un article du Code pénal.

#### *Article 2.*

Cet article regroupe les différentes modifications apportées à la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire.

#### *Point 1.*

Le projet de loi vise à adapter l'article 33 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, qui détermine la composition de la Cour supérieure de justice. Depuis le 16 septembre 2018, les effectifs de la Cour supérieure de justice se trouvent renforcés de deux postes supplémentaires, à savoir un conseiller à la Cour de cassation et un premier avocat général, postes créés par la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature. La modification proposée a pour objet de réajuster le plan pluriannuel de recrutement et de garantir que la Cour supérieure de justice comporte également à partir du 16 septembre 2019 quatre conseillers à la Cour de cassation et cinq premiers avocats généraux.

#### *Point 2.*

Le texte proposé a pour objet d'adapter l'article 39 de la législation sur l'organisation judiciaire. Le projet de loi vise à réintroduire le paragraphe 8 de l'article 39 qui a été omis par erreur dans la modification de l'article 39 par la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales portant réforme du divorce et de l'autorité parentale. Dès lors, l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice reste compétente pour arrêter la composition du Conseil suprême de la sécurité sociale. Enfin, une harmonisation de la terminologie est proposée au niveau de la composition des différentes chambres de la Cour supérieure de justice.

#### *Point 3.*

À l'article 74-5, paragraphe 1<sup>er</sup>, il est proposé de rectifier un renvoi inexact à une disposition visant la Cellule de renseignement financier (CRF).

#### *Point 4.*

Dans un souci d'équité, il est proposé d'adapter l'article 181 de la législation sur l'organisation judiciaire en attribuant une prime d'astreinte aux membres de la magistrature et du personnel de la

justice, qui sont obligés d'assurer un service de permanence. Le texte proposé vise à remplacer l'expression « *indemnité* » par celle de « *prime d'astreinte* », car la terminologie proposée exprime mieux la raison de l'indemnisation. Vu que les magistrats siégeant à la chambre de l'application des peines bénéficient aujourd'hui d'une prime d'astreinte, il est proposé d'allouer cette prime non seulement aux magistrats représentant le ministère public auprès de la chambre de l'application des peines, mais également aux fonctionnaires et employés de l'État assurant le greffe respectivement le secrétariat du ministère public auprès de cette chambre. À l'instar des fonctionnaires du greffe des cabinets d'instruction qui bénéficient d'ores et déjà d'une prime d'astreinte, les employés de l'État affectés à ce greffe bénéficieront également d'une telle prime sous l'empire de la future législation.

*Point 5.*

Le projet de loi vise à créer une base légale afin d'allouer aux membres de la magistrature et du personnel de justice une prime d'astreinte dès leur entrée en fonction auprès de la chambre de l'application des peines.

*Article 3.*

Au niveau de l'article 11*bis* de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État, le projet de loi vise à redresser une erreur matérielle au niveau de la numérotation de la réglementation européenne en matière de protection des données à caractère personnel.

\*

## TEXTE COORDONNE

### CODE DE PROCEDURE PENALE

**Art. 93.** Dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, la personne sera interrogée dans les 24 heures au plus tard à partir de sa privation de liberté.

**Art. 637.** (1) L'action publique résultant d'un crime se prescrit après dix années révolues à compter du jour où le crime aura été commis, si dans cet intervalle il n'a été fait aucun acte d'instruction ou de poursuite.

S'il a été fait, dans l'intervalle visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, des actes d'instruction ou de poursuite non suivis de jugement, l'action publique ne se prescrit qu'après dix années révolues, à compter du dernier acte, à l'égard même des personnes qui ne seraient pas impliquées dans cet acte d'instruction ou de poursuite.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'action publique résultant d'une des infractions prévues aux articles 136*bis* à 136quinquies du Code pénal ne se prescrit pas.

(2) Le délai de prescription de l'action publique des crimes visés aux articles 348, 372 à 377, 382-1, 382-2 et 4490*bis* **409bis**, paragraphes 3 à 5 du Code pénal commis contre des mineurs ne commence à courir qu'à partir de la majorité de ces derniers, ou de leur décès s'il est antérieur à leur majorité.

\*

## LOI MODIFIEE DU 7 MARS 1980 sur l'organisation judiciaire

**Art. 33.** (1) La Cour supérieure de justice est composée d'un président, de ~~trois~~ **quatre** conseillers à la Cour de cassation, de onze présidents de chambre à la Cour d'appel, de douze premiers conseillers et de treize conseillers à la Cour d'appel, d'un procureur général d'État, de deux procureurs généraux d'État adjoints, de ~~quatre~~ **cinq** premiers avocats généraux, de cinq avocats généraux et d'un substitut.

(2) Les conseillers à la Cour de cassation portent également le titre de vice-président de la Cour supérieure de justice.

(3) Le greffe est dirigé par un greffier en chef et comprend en outre des greffiers selon les besoins du service.

D'autres fonctionnaires et employés de l'État peuvent y être affectés.

**Art. 39.** (1) Sans préjudice d'autres dispositions légales, la Cour d'appel connaît des affaires civiles, commerciales, criminelles et correctionnelles, ainsi que des affaires jugées par les tribunaux du travail.

(2) La Cour d'appel comprend dix chambres qui siègent au nombre de trois ~~conseillers~~ **magistrats**, sous réserve des dispositions de l'article 1007-10 du Nouveau Code de procédure civile.

(3) Lorsqu'un procès paraît de nature à entraîner de longs débats, le président de la Cour supérieure de justice peut décider qu'un ou plusieurs magistrats ~~du siège~~ supplémentaires assisteront aux débats.

Dans le cas où un ou plusieurs magistrats ~~du siège~~ composant une chambre correctionnelle ou la chambre criminelle seraient empêchés de suivre les débats jusqu'au prononcé du jugement, ils sont remplacés par le ou les magistrats ~~du siège~~ supplémentaires, dans l'ordre de leur désignation par le président.

(4) ~~Toutefois, la~~ **La** chambre criminelle siège au nombre de cinq ~~conseillers~~ **magistrats**, dont un président de chambre, désignés chaque année par l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice.

(5) En cas d'empêchement, les ~~membres~~ **magistrats** de la chambre criminelle sont remplacés conformément aux articles 133 et 134, alinéa 1<sup>er</sup>.

(6) La répartition entre les différentes chambres des affaires civiles, commerciales, correctionnelles ainsi que des affaires de droit du travail, se fait par le président de la Cour supérieure de justice.

(7) Chacune des chambres pourvoit d'abord à l'expédition des affaires qui lui sont spécialement attribuées.

Dans le cas où, par suite de leurs attributions respectives, une des chambres est surchargée par rapport à une autre, le président de la Cour supérieure de justice délègue à celle-ci, d'office ou sur la réquisition du procureur général d'État, partie des affaires attribuées à la chambre surchargée.

**(8) L'assemblée générale de la Cour supérieure de justice délègue, parmi ses membres, le président et les deux assesseurs-magistrats du Conseil supérieur de la sécurité sociale ainsi que leurs suppléants.**

**Art. 74-5.** (1) La CRF peut échanger, spontanément ou sur demande, avec une CRF étrangère, quel que soit son statut, toutes les informations et pièces susceptibles d'être pertinentes pour le traitement ou l'analyse d'informations en lien avec le blanchiment, les infractions sous-jacentes associées ou le financement du terrorisme et la personne physique ou morale en cause, même si la nature de l'infraction sous-jacente associée n'est pas identifiée au moment de l'échange. Sont visées les données à caractère personnel et les autres informations et pièces dont elle dispose ainsi que celles qu'elle peut obtenir spontanément en vertu de l'article ~~74-3~~ **74-2**, paragraphe 4, et, sur demande, en vertu de l'article 5, paragraphe 1er, b) de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

(2) La demande de coopération d'une CRF étrangère décrit les faits pertinents et leur contexte et fournit les raisons de la demande et des indications sur la manière dont les informations seront utilisées.

La CRF peut convenir avec une ou plusieurs CRF étrangères d'un mode automatique ou structuré d'échange d'informations.

(3) Pour répondre, en temps utile, aux demandes de coopération d'une CRF étrangère, la CRF peut utiliser tous les pouvoirs dont elle dispose, y compris, si elle l'estime opportun, celui de demander des

informations supplémentaires en application de l'article 5, paragraphe 1er, lettre b) de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

(4) La CRF ne peut refuser d'échanger des informations et pièces avec une CRF d'un État membre de l'Union européenne qu'à titre exceptionnel, lorsque l'échange est susceptible d'être contraire aux principes fondamentaux du droit national.

Tout refus est motivé.

(5) La CRF peut refuser d'échanger des informations et pièces avec une CRF d'un pays tiers à l'Union européenne dans les cas suivants :

- 1° l'échange n'entre pas dans le champ d'application des dispositions en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ;
- 2° l'échange est susceptible d'entraver une enquête ou une procédure en cours ;
- 3° l'échange est manifestement disproportionné par rapport aux intérêts légitimes d'une personne physique ou morale ;
- 4° l'échange est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels du Grand-Duché de Luxembourg, ou contraire aux autres principes fondamentaux du droit national ;
- 5° la CRF requérante n'est pas en mesure de protéger efficacement les informations ou pièces.

Tout refus est motivé.

(6) L'échange d'informations et de pièces ne peut être refusé pour le motif que la demande de coopération porte également sur des questions fiscales.

(7) Les différences existant entre les droits nationaux en ce qui concerne la définition des infractions fiscales pénales n'entravent pas la capacité de la CRF d'échanger des informations et des pièces ou d'apporter son aide à une CRF d'un État membre de l'Union européenne dans la plus grande mesure possible en vertu du droit national.

(8) La CRF peut subordonner la communication des informations et pièces à une CRF étrangère à la condition qu'elles soient uniquement utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été demandées ou fournies, sauf autorisation préalable et expresse par la CRF de les utiliser à d'autres fins.

(9) La CRF peut autoriser une CRF étrangère à transmettre les informations et pièces à d'autres autorités soit aux fins pour lesquelles elles ont été demandées ou fournies soit à d'autres fins.

La CRF peut subordonner l'autorisation de dissémination des informations et pièces à une autorité étrangère à la condition que les informations et pièces soient utilisées seulement à des fins d'enquête ou pour servir de motivation à une demande d'entraide judiciaire en matière pénale visant à obtenir les éléments de preuve à l'appui des informations échangées.

L'autorisation de dissémination peut être refusée dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 5.

La CRF ne peut autoriser l'utilisation des informations et pièces dans une procédure judiciaire, en mentionnant la CRF comme source de ces informations et pièces et en incluant des communications avec la CRF en tant que pièce jointe à cette procédure, qu'avec l'autorisation préalable expresse du procureur général d'État. Celui-ci peut refuser leur utilisation à des fins judiciaires dans les conditions précitées sur base des motifs prévus à l'article 3 de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire en matière pénale.

(10) Sur demande, la CRF assure un retour d'informations vers la CRF étrangère quant à l'usage des informations et pièces fournies par cette dernière et quant au résultat de l'analyse conduite sur la base de ces informations.

(11) La CRF, représentée par son directeur, peut négocier et signer des accords de coopération fixant les modalités pratiques de l'échange d'informations et de pièces.

(12) La CRF et Europol peuvent échanger toutes informations relatives aux analyses qui relèvent des missions d'Europol telles que définies au règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et remplaçant et abrogeant les décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI.

**Art. 181.** Il est accordé une indemnité non pensionnable :

- 1° de cinquante points indiciaires au magistrat qui est délégué par le procureur général d'État pour la surveillance des établissements pénitentiaires ;
- 2° de quarante points indiciaires aux magistrats qui sont affectés à la CRF ;
- 3° de quarante points indiciaires aux magistrats des parquets qui assurent le service de permanence, pendant la période de leur affectation régulière à ce service ;
- 4° de quarante points indiciaires au juge d'instruction directeur et aux juges d'instruction ;
- 5° de quarante points indiciaires aux conseillers siégeant à la chambre de l'application des peines ;
- 6° de trente points indiciaires aux greffiers employés affectés aux cabinets des juges d'instruction.

Les fonctionnaires, employés et salariés de l'État affectés ou détachés au Service central d'assistance sociale bénéficient d'une prime de risque non pensionnable de vingt points indiciaires.

La valeur numérique des points indiciaires est déterminée conformément aux règles fixées par la législation en matière de traitements des fonctionnaires de l'État.

**Art. 181. (1) Il est accordé une prime d'astreinte de :**

- 1° cinquante points indiciaires par mois aux magistrats qui sont délégués par le procureur général d'État à l'exécution des peines ;
- 2° quarante points indiciaires par mois aux magistrats siégeant à la chambre de l'application des peines et aux représentants du ministère public auprès de cette chambre ;
- 3° quarante points indiciaires par mois aux magistrats qui sont affectés à la Cellule de renseignement financier ;
- 4° quarante points indiciaires par mois aux magistrats des parquets qui assurent le service de permanence, pendant la période de leur affectation régulière à ce service ;
- 5° quarante points indiciaires par mois au juge d'instruction directeur et aux juges d'instruction ;
- 6° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe de la chambre de l'application des peines respectivement au secrétariat du ministère public auprès de cette chambre ;
- 7° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe des cabinets des juges d'instruction.

(2) Les fonctionnaires, employés et salariés de l'État affectés au Service central d'assistance sociale bénéficient d'une prime de risque de vingt points indiciaires par mois.

(3) La valeur numérique des points indiciaires est déterminée conformément aux règles fixées par la législation en matière de traitements des fonctionnaires de l'État.

Les primes visées au présent article sont non pensionnables.

\*

## **LOI MODIFIÉE DU 16 JUIN 2004** **portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État**

**Art. 11bis.** (1) Il est créé un fichier individuel des pensionnaires qui regroupe les dossiers personnels des pensionnaires dans lequel sont enregistrées les données nécessaires destinées à documenter l'hébergement et l'encadrement de chaque pensionnaire placé dans les unités du centre.

Le fichier individuel des pensionnaires comprend pour chaque pensionnaire admis au centre les pièces suivantes :

1. la notice individuelle,
2. les documents relatifs à la santé physique et mentale du pensionnaire conservés dans une farde séparée à l'infirmerie,
3. le projet individualisé du pensionnaire,
4. le rapport d'évolution mensuel du pensionnaire,
5. l'inventaire des effets personnels et des objets de valeur déposés par le pensionnaire au moment de son admission dans une unité du centre.

La partie médicale du dossier personnel de chaque pensionnaire est adressée sous pli fermé au médecin de l'établissement de destination.

Une photographie d'identité est prise de chaque pensionnaire placé au centre. Une nouvelle photo d'identité peut être prise à chaque changement de la physionomie de la personne concernée.

La notice individuelle comprend les données suivantes :

1. les informations concernant l'identité du pensionnaire y compris la photo d'identité du pensionnaire,
2. les informations concernant l'identité de ses parents ou tuteurs légaux et à titre facultatif pour le pensionnaire l'identité de son défenseur,
3. les motifs de son placement et le nom de l'autorité y ayant procédé,
4. l'unité du centre dans laquelle il a été placé,
5. la date et l'heure de son admission, du transfert et de la sortie du centre,
6. toute documentation constatant des blessures visibles et concernant la plainte de mauvais traitements subis antérieurement à son admission au centre,
7. toute information ou rapport concernant son passé et ses besoins en matière d'éducation et d'assistance sociale,
8. toute information sur d'éventuels risques d'automutilation et sur l'état de santé du pensionnaire, dont il y a lieu de tenir compte pour le bien-être physique et mental du pensionnaire, et celui d'autrui,
9. en cas de la mesure disciplinaire, indication de la date du début et de fin de la mesure, de la date de notification de la mesure au pensionnaire et des contrôles effectués dans le cadre de l'exécution de la mesure disciplinaire,
10. toute information sur la conduite du pensionnaire à l'intérieur du centre, la date et heure de la survenance de l'incident et les circonstances de l'incident concernant le pensionnaire et les mesures ordonnées par le responsable du centre en charge,
11. son numéro de compte bancaire,
12. les prénom, nom et qualité des visiteurs et la date des visites émanant du permis de visite,
13. l'indication des noms et adresse des personnes à prévenir en cas de naissance, de maladie grave ou de décès,
14. à titre facultatif pour le pensionnaire, l'indication de sa confession.

La collecte de la donnée relative à l'indication de sa confession ne peut s'opérer que moyennant le consentement exprès et éclairé du pensionnaire.

Ces données proviennent du pensionnaire ou de la personne ayant encadré le pensionnaire.

Peuvent avoir accès au fichier individuel des pensionnaires, à l'exception des données visées à l'alinéa 3 :

- les membres du personnel socio-éducatif, du personnel psycho-social et du personnel médical du centre, afin d'assurer l'encadrement des pensionnaires pendant leur placement au centre,
- le procureur général d'État et son délégué pour les besoins de l'ordre et de la sécurité publics, ainsi que dans l'exercice de leurs missions légales,
- le directeur, le directeur adjoint du centre et le délégué du directeur du centre, aux fins de décision et de gestion en rapport avec le placement des pensionnaires au centre, ainsi que dans l'exercice de leurs missions légales.

Peuvent avoir un accès au dossier médical du pensionnaire, figurant dans le fichier individuel des pensionnaires :

- le personnel médical du centre, aux fins de médecine préventive, de diagnostics médicaux, de l'administration de soins ou de traitements,
- le directeur du centre auquel est confié la garde du pensionnaire mineur, le directeur adjoint du centre et le délégué du directeur du centre afin de pouvoir agir dans l'intérêt de la personne concernée lorsque sa santé est menacée, et afin de préserver le bien-être physique et mental de la personne concernée et des pensionnaires du centre.

Peuvent avoir un accès aux données figurant au point 8 de la notice individuelle du fichier individuel des pensionnaires, le directeur du centre auquel est confiée la garde du pensionnaire mineur, le directeur adjoint et le délégué du directeur du centre afin de pouvoir agir dans l'intérêt de la personne concernée lorsque sa santé est menacée, et afin de préserver le bien-être physique et mental de la personne concernée et des pensionnaires du centre.

À la sortie du pensionnaire son dossier individuel est scellé et classé dans les archives du centre pour être reproduit et continué en cas d'un nouveau placement.

Les données relatives au fichier individuel des pensionnaires sont conservées jusqu'à trois ans à compter de la majorité légale du pensionnaire. Pour les mineurs faisant l'objet d'une prolongation de la mesure de placement au centre aux termes des articles 3 et 4 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, les données relatives au dossier individuel sont conservées jusqu'à trois ans à compter de l'expiration de la durée de leur placement au centre. Lorsque le délai de conservation des données relatives au dossier individuel du pensionnaire est écoulé, les données sont anonymisées à des fins statistiques ou historiques.

(2) Il est créé un fichier de l'unité de sécurité aux fins de surveillance et du maintien de la sécurité de l'unité, dans lequel sont répertoriés les pensionnaires placés dans l'unité de sécurité ainsi que toutes les entrées et sorties des personnes ayant accès à l'unité de sécurité.

Il contient les données à caractère personnel suivantes :

1. les informations concernant l'identité du pensionnaire,
2. la date et l'heure des entrées et des sorties des pensionnaires placés dans l'unité de sécurité,
3. les informations concernant l'identité des personnes ayant accès à l'unité de sécurité et le motif de leur visite,
4. la date et l'heure des entrées et des sorties des personnes ayant accès à l'unité de sécurité.

Pour le personnel de l'unité de sécurité et pour le personnel dirigeant du centre le badge d'entrée vaut autorisation et indication du motif de sa visite dans l'unité de sécurité.

Ces données proviennent de la personne entrant ou sortant dans l'unité de sécurité respectivement des membres du personnel de garde.

Peuvent avoir un accès au fichier de l'unité de sécurité :

- les membres du personnel de garde de l'unité de sécurité afin de contrôler toutes les entrées et les sorties dans l'unité de sécurité,
- le procureur général d'État et son délégué et son délégué pour les besoins de l'ordre et de la sécurité publics, ainsi que dans l'exercice de leurs missions légales,
- le directeur, le directeur adjoint du centre et le délégué du directeur du centre, aux fins de décision et de gestion en rapport avec le placement des pensionnaires au centre, ainsi que dans l'exercice de leurs missions légales. La durée de conservation des données relatives au fichier de l'unité de sécurité est de trois ans à compter de leur enregistrement.

(3) Il est créé un fichier spécial des fouilles qui est établi en vue de documenter la fouille corporelle entreprise et la fouille de la chambre entreprise.

Il contient les données à caractère personnel suivantes :

- a. l'identité du directeur, du directeur adjoint ou du délégué du directeur ayant ordonné la fouille corporelle ou la fouille de la chambre du pensionnaire,
- b. les raisons motivant la fouille entreprise,

- c. les date, heure et résultats de la fouille entreprise,
- d. en cas de fouille de chambre, l'indication de la chambre fouillée,
- e. l'identité des personnes ayant procédé à la fouille,
- f. l'identité de la personne ayant subi la fouille.

Ces données proviennent de la personne ayant fait l'objet de la fouille respectivement de la personne ayant exécuté la fouille.

Peuvent avoir un accès au fichier spécial des fouilles :

- les membres du personnel de garde de l'unité de sécurité, les membres du personnel de centre autorisés à pratiquer les fouilles corporelles et le médecin requis pour réaliser la fouille intime, pour les seuls besoins de la saisine des données nécessaires pour documenter la fouille à réaliser,
- le procureur général d'État et son délégué pour les besoins de l'ordre et de la sécurité publics, ainsi que dans l'exercice de leurs missions légales,
- le directeur, le directeur adjoint du centre et le délégué du directeur du centre, aux fins de décision et de gestion en rapport avec le placement des pensionnaires au centre, ainsi que dans l'exercice de leurs missions légales.

Les données relatives au fichier spécial des fouilles sont effacées après un délai de trois ans à compter de leur premier enregistrement, sauf si elles font l'objet d'une procédure de contrôle avant l'expiration du délai de conservation. Dans ce cas, elles peuvent être conservées au-delà du délai de trois ans jusqu'à la clôture définitive de cette procédure.

(4) Le fichier de l'unité de sécurité, le fichier spécial des fouilles, de même que le fichier individuel des pensionnaires du centre peuvent être établis sur support informatique.

Le procureur général d'État est considéré, en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel, comme responsable du traitement au sens de l'article 4, point 7), du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), ci-après désigné comme le « règlement (UE) n° 2016/279 **2016/679** ». Il peut autoriser l'accès aux données et informations visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 de l'article 11 bis aux magistrats nommément désignés par lui, en fonction de leurs attributions. Le procureur général d'État peut autoriser l'accès aux trois fichiers du centre aux personnes compétentes nommément désignées par lui pour les besoins de la maintenance et de la gestion du système informatique.

Le directeur du centre est considéré, en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel dans le cadre de l'hébergement et de l'encadrement du pensionnaire, comme responsable du traitement au sens de l'article 4, point 7), du règlement (UE) n° 2016/679. Il peut autoriser l'accès aux données et informations visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 de l'article 11bis aux membres du personnel du centre nommément désignés par lui, en fonction de leurs attributions. Le directeur du centre peut autoriser l'accès aux trois fichiers du centre aux personnes compétentes nommément désignées par lui pour les besoins de la maintenance et de la gestion du système informatique.

Les personnes visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 4 ci-avant ayant reçu connaissance des données à caractère personnel visées par le présent article sont tenues au respect du secret professionnel par rapport à des tiers, sous peine des sanctions prévues par l'article 458 du Code pénal.

(5) Lors de chaque traitement de données, les informations relatives à la personne ayant procédé au traitement, la date, l'heure et la référence du dossier dans le cadre duquel la consultation a été effectuée ainsi que le motif de la consultation sont enregistrés. Ces données de journalisation ne sont accessibles, à des fins de contrôle, qu'au responsable du traitement et aux membres de la Commission nationale pour la protection des données.

Les données de journalisation sont effacées après un délai de trois ans à compter de leur premier enregistrement, sauf si elles font l'objet d'une procédure de contrôle. Dans ce cas, elles peuvent être conservées au-delà du délai de trois ans jusqu'à la clôture définitive de cette procédure.

\*



## FICHE D'EVALUATION D'IMPACT

### Coordonnées du projet

|  |   |
|--|---|
| <b>Intitulé du projet :</b>  | <b>Projet de loi portant modification :</b><br><b>1. du Code de procédure pénale ;</b><br><b>2. de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;</b><br><b>3. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat.</b> |
| <b>Ministère initiateur :</b>  | <b>Ministère de la Justice</b>  |
| <b>Auteur(s) :</b>   | <b>Yves Huberty, conseiller</b>   |
| <b>Téléphone :</b>   | <b>247-84017</b>  |
| <b>Courriel :</b>  | <b>yves.huberty@mj.etat.lu</b>  |
| <b>Objectif(s) du projet :</b>                                       | <b>Le projet de loi vise à rectifier les erreurs matérielles et imperfections qui se sont glissées dans plusieurs textes législatifs à la suite de récentes réformes adoptées par la Chambre des Députés.</b>   |
| <b>Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s) :</b> | <b>Néant.</b>   |
| <b>Date :</b>  | <b>03/10/2018</b>   |

### Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s) : Oui  Non   
 Si oui, laquelle/lesquelles :  
 Remarques/Observations :
  
2. Destinataires du projet :
 

|                                       |                              |   |
|---------------------------------------|------------------------------|---|
| – Entreprises/Professions libérales : | Oui <input type="checkbox"/> | Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| – Citoyens :                          | Oui <input type="checkbox"/> | Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| – Administrations :                   | Oui <input type="checkbox"/> | Non <input checked="" type="checkbox"/> |
  
3. Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui  Non  N.a.<sup>1</sup>   
 (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)  
 Remarques/Observations :
  
4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui  Non   
 Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui  Non   
 Remarques/Observations :
  
5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui  Non   
 Remarques/Observations :

<sup>1</sup> N.a. : non applicable.

6. Le projet contient-il une charge administrative<sup>2</sup> pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) Oui  Non
- Si oui, quel est le coût administratif<sup>3</sup> approximatif total ? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données interadministratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel<sup>4</sup> ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
8. Le projet prévoit-il :
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui  Non  N.a.
  - des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui  Non  N.a.
  - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui  Non  N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, laquelle :
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui  Non  N.a.
- Sinon, pourquoi ?
11. Le projet contribue-t-il en général à une :
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui  Non
  - b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui  Non
- Remarques/Observations :
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui  Non  N.a.
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ? Oui  Non
- Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?
14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, lequel ?
- Remarques/Observations :

2 Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

3 Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

4 Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

**Egalité des chances**

15. Le projet est-il :
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non
  - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non
  - Si oui, expliquez de quelle manière :
  - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non
  - Si oui, expliquez pourquoi : Le projet n'opère aucune différenciation suivant le sexe.
  - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non
  - Si oui, expliquez de quelle manière :
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, expliquez de quelle manière :

**Directive « services »**

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation<sup>5</sup> ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur : [www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers<sup>6</sup> ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur : [www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

\*

**FICHE FINANCIERE****Traitements**

- 1 conseiller à la Cour de cassation (M6) : coût estimé : environ 167.000 euros
- 1 premier avocat général (M5) : coût estimé : environ 161.000 euros

**Primes d'astreinte**

- 2 magistrats délégués à l'exécution des peines :  $(2 \times 50) \times 12 = 1.200$  points indiciaires  
coût estimé : environ 24.000 euros
- 5 magistrats (3 siège + 2 ministère public) pour la chambre de l'application des peines :  
 $(5 \times 40) \times 12 = 2.400$  points indiciaires  
Coût estimé : environ 48.000 euros

<sup>5</sup> Article 15, paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

<sup>6</sup> Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

6 magistrats de la Cellule de renseignement financier (CRF) :

(6 X 40) X 12 = 2.880 points indiciaires  
Coût estimé : environ 57.600 euros

40 magistrats des parquets qui assurent le service de permanence :

(40 X 40) X 12 = 19.200 points indiciaires  
Coût estimé : environ 384.000 euros

13 magistrats des cabinets d'instruction :

(13 X 40) X 12 = 6.240 points indiciaires  
Coût estimé : environ 124.800 euros

4 fonctionnaires et employés de l'État pour la chambre de l'application des peines :

(4 X 30) X 12 = 1.440 points indiciaires  
Coût estimé : environ 28.800 euros

15 fonctionnaires et employés de l'État pour les cabinets d'instruction :

(15 X 30) X 12 = 5.400 points indiciaires  
Coût estimé : environ 108.000 euros

#### **Primes de risque**

120 fonctionnaires, employés et salariés de l'État affectés au Service central d'assistance sociale :

(120 X 20) X 12 = 28.800 points indiciaires  
Coût estimé : environ 576.000 euros

**La charge totale pour le budget de l'État peut être estimée à 1.679.200 euros**

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7386/01

N° 7386<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2018-2019

**PROJET DE LOI**

portant modification :

- du Code de procédure pénale ;
- de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
- de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat

\* \* \*

## SOMMAIRE:

|  | <i>page</i> |
|--|-------------|
| 1) Avis de la Cour supérieure de Justice .....   | 1           |
| – Dépêche du Président de la Cour Supérieure de Justice au Procureur général d'Etat (30.10.2018) ..... | 1           |
| 2) Avis du Parquet général (26.10.2018) .....  | 2           |

\*

**AVIS DE LA COUR SUPERIEURE DE JUSTICE****DEPECHE DU PRESIDENT DE LA COUR SUPERIEURE DE JUSTICE  
AU PROCUREUR GENERAL D'ETAT**

(30.10.2018)

Madame le Procureur Général d'Etat,

Vous m'avez transmis le projet de loi sous rubrique et votre avis.

Je rejoins entièrement vos observations.

Je constate avec satisfaction qu'à l'article 33 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire le quatrième conseiller à la Cour de cassation et le cinquième premier avocat général sont réintroduits au texte de loi.

Pour le surplus, je rejoins vos observations pour autant que la Cour soit concernée, à savoir, d'une part, la réintroduction, au paragraphe 8 de l'article 39 de la même loi, des dispositions sur la désignation des membres effectifs et suppléants du Conseil supérieure de la sécurité sociale, et, d'autre part, la désignation des **trois** membres de chaque chambre criminelle.

J'approuve également la réforme de l'article 181 (1) quant à la prime d'astreinte allouée aux magistrats et fonctionnaires de la chambre d'application des peines.

Finalement, je me rallie également à votre observation quant à l'absence de textes de loi coordonnés mis à jour, en toutes matières, facilement accessibles pour tous les utilisateurs.

Je vous prie d'agréer, Madame le Procureur Général d'Etat, l'expression de ma parfaite considération.

*Le Président de la  
Cour Supérieure de Justice,  
Jean-Claude WIWINIUS*

## AVIS DU PARQUET GENERAL

(26.10.2018)

Par dépêche du 24 octobre 2018, Monsieur le Ministre de la Justice a demandé l'avis des autorités judiciaires sur le projet de loi portant organisation du Code de procédure pénale, de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire et de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État.

L'exposé des motifs relève que ce projet de loi vise surtout à rectifier certaines erreurs matérielles qui se sont glissées en raison de procédures législatives parallèles ayant abouti au vote des lois respectives.

Les autorités judiciaires ayant rendu attentif à la plupart de ces erreurs ne peuvent qu'appuyer ce projet de loi.

Ainsi l'**article 1<sup>er</sup>** entend préciser le libellé de l'article 93 du Code de procédure pénale dans sa version de la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale. En effet la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'Administration pénitentiaire avait en son article 51, point 1) disposé que les termes « la maison de détention » sont remplacés par ceux de « un centre pénitentiaire ».

Or le libellé de cet article depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 8 mars 2017 ne prévoit plus que dans le cas d'un mandat d'amener ou d'un mandat d'arrêt, l'inculpé soit entendu dans les 24 heures au plus tard de son entrée dans la maison de détention.

Même si la soussignée est consciente que le présent projet de loi a pour objet une simple rectification d'erreurs matérielles il y a lieu cependant de rendre attentif au fait que dans la pratique cette disposition pose de grands problèmes d'application.

Ceci explique d'ailleurs mon courrier du 4 juillet 2018 qui fait suite à celui de Monsieur le Juge d'instruction-directeur Ernest NILLES du 12 juin 2018.

La situation actuelle peut se résumer comme suit.

Dans le cadre de l'instruction préparatoire, qui peut être ouverte pour crime ou délit, le juge d'instruction a le pouvoir d'émettre à l'encontre du suspect un mandat d'amener ou un mandat d'arrêt. Il s'agit de titres autorisant de priver le suspect de liberté dans l'attente d'être interrogé par le juge d'instruction.

Le mandat d'amener ne peut être décerné contre le suspect que s'il y a danger de fuite, légalement présumé en cas de reproche de crime, ou danger d'obscurcissement des preuves ou si le suspect a fait défaut après avoir été convoqué par mandat de comparution. Le mandat d'arrêt ne peut être décerné que si le suspect auquel sont reprochés des faits qui l'exposent à une peine privative de liberté pour crime ou délit est en fuite ou réside à l'étranger.

Le mandat d'amener ou d'arrêt n'est décerné que dans les cas d'infractions présentant une certaine gravité, laissant craindre un réel danger d'obscurcissement des preuves et anticiper la délivrance, après l'interrogatoire du suspect par le juge d'instruction, d'un mandat de dépôt. Dans les cas moins graves, le suspect est convoqué par mandat de comparution.

Dans la pratique, le suspect n'est, en général, informé de l'existence d'une poursuite pénale engagée contre lui qu'à l'occasion de la notification du mandat d'amener ou d'arrêt. Aux fins d'éviter tout risque d'obscurcissement des preuves, ce n'est, en règle générale, qu'à ce moment que des mesures de perquisitions et de saisies susceptibles d'avertir le suspect de l'existence de la poursuite sont exécutées. Dans ce même souci, en cas de poursuite dirigée contre plusieurs suspects à la fois, la notification des mandats d'amener ou d'arrêt s'effectue en même temps contre tous. Aux fins de préparer l'interrogatoire du suspect par le juge d'instruction, ce dernier donne, en général, commission rogatoire aux officiers de police judiciaire chargés de la notification du mandat d'amener ou d'arrêt de procéder à un interrogatoire du suspect.

Il s'en suit que l'exécution d'un mandat d'amener ou d'arrêt contre un suspect s'accompagne, en général, de l'exécution concomitante de tels mandats à l'encontre de co-suspects, de mesures de perquisitions et de saisies ainsi que de l'interrogatoire des suspects. La notification du mandat déclenche ainsi l'exécution de toute une panoplie de devoirs à exécuter en même temps.

Il s'ajoute que la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale a entouré l'interrogatoire du suspect privé de liberté en exécution d'un mandat d'amener ou d'arrêt d'un



ensemble de droits et garanties dont la mise en oeuvre est de nature à prolonger la durée de cet interrogatoire.

Tous ces facteurs contribuent, chacun pour soi et, à plus forte raison, dans leur addition, à retarder la présentation du suspect privé de liberté en exécution d'un mandat d'amener ou d'arrêt au juge d'instruction aux fins de son interrogatoire.

Avant la loi du 8 mars 2017, l'article 93 du Code de procédure pénale disposait :

*« Dans le cas de mandat de comparution, l'inculpé sera entendu de suite par le juge d'instruction ; dans le cas de mandat d'amener ou d'arrêt, il sera entendu dans les 24 heures au plus tard de son entrée dans la maison de détention ».*

Le suspect devait donc être entendu dans un délai de 24 heures, mais ce délai ne courait pas à partir de sa privation de liberté, mais à partir de son entrée dans la maison de détention. Ainsi qu'il a été vu ci-avant, le suspect est en pratique privé de liberté en exécution du mandat d'amener ou d'arrêt, puis interrogé par officier de police judiciaire sur commission rogatoire du juge d'instruction et ensuite seulement remis dans la maison de détention. Le point de départ du délai de 24 heures courant à partir de l'entrée du suspect dans la maison de détention suivait donc en fait le moment de la privation de liberté de plusieurs heures. Le délai total entre la privation de liberté et l'interrogatoire pouvait, partant, en fait dépasser les 24 heures.

La loi du 8 mars 2017 a modifié sur ce point l'article 93 du Code de procédure pénale, en le libellant comme suit :

*« Dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, la personne sera interrogée dans les 24 heures au plus tard à partir de sa privation de liberté ».*

Les travaux préparatoires de cette loi ne comportent pas de motivation formelle justifiant cette modification qui, par comparaison avec le droit antérieur, implique une réduction du délai, qui ne court plus à partir de la présentation du suspect à la maison de détention, mais déjà à partir de sa privation de liberté. Elle s'explique cependant indiscutablement par le souci d'harmoniser le délai de l'article 93 avec celui de l'article 39, paragraphe 1, du même Code relatif à la présentation au juge d'instruction d'un suspect retenu en procédure de flagrants crime ou délit.

Ce souci compréhensible de cohérence ne tient cependant pas compte de la différence entre les situations régies par les articles 39 et 93. Dans le cas de l'article 39, une personne est privée de liberté sur ordre du Procureur d'État, qui est certes un magistrat, mais non un juge, tandis que dans celui de l'article 93, la privation de liberté est décidée par un juge, magistrat indépendant des autorités de poursuite.

La réforme de 2017 présente sur ce point le paradoxe qu'elle diminue le délai maximal de détention tout en augmentant les formalités à respecter au cours de ce délai raccourci.

Il n'est dans ces circonstances pas surprenant que les praticiens, qu'il s'agisse des juges d'instruction ou des officiers de police judiciaire, ne cessent de se plaindre de la très grande difficulté, voire de l'impossibilité, de résoudre dans bien des cas ce casse-tête chinois. Cette difficulté considérable se présente quasi systématiquement dans toutes les affaires quelque peu complexes, impliquant l'exécution concomitante de devoirs d'instruction ou une pluralité de suspects.

Afin de résoudre cette difficulté fâcheuse et inutile, il serait indispensable de s'inspirer de la réforme de l'article 39 du Code opérée en matière d'infractions terroristes par la loi du 27 juin 2018 adaptant la procédure pénale aux besoins liés à la menace terroriste. Le principe, d'un respect d'un délai de 24 heures à partir de la privation de liberté, est maintenu ; le juge d'instruction peut cependant, en cas d'indices graves de culpabilité et de circonstances particulières de l'espèce prolonger ce délai, une seule fois, pour un délai maximal de 24 heures, par une ordonnance motivée.

Par comparaison avec la réforme de l'article 39, celle proposée de l'article 93 implique qu'un juge, magistrat indépendant des autorités de poursuite, décide non seulement la prolongation de la détention, mais déjà la détention elle-même.

**L'article 2.2.** entend réintroduire à l'article 39 le paragraphe 8 relatif à la désignation des magistrats délégués au Conseil supérieur de la sécurité sociale, paragraphe qui a été omis dans le cadre de la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales.

Cependant une erreur s'est glissée une nouvelle fois dans cet article au niveau du paragraphe 4).

En effet depuis la loi du 10 août 2018 portant modification du Code pénal, du Code de procédure pénale et de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ( JO No 795 du 12 septembre 2018) le libellé de ce paragraphe se lit comme suit :

*« (4) Au sein de la Cour d'appel, les chambres criminelles siègent au nombre de trois magistrats dont un président de chambre, désigné chaque année par l'assemblée générale de la Cour supérieure de Justice ».*

Le projet de loi sous avis se base donc sur un libellé de l'article 39 (4) de la loi modifiée sur l'organisation judiciaire qui n'est plus en vigueur.

Il y a lieu aussi de rectifier dans le libellé actuel le terme de « désigné » en le remplaçant par celui de « désignés » pour reprendre précisément le libellé sur ce point de l'article 39 (4) version antérieure à la loi du 10 août 2018. En effet tous les magistrats composant la/les deux chambres criminelles doivent être désignés par l'assemblée générale de la Cour supérieure de Justice.

La soussignée profite de l'occasion pour relancer un débat qui semble clos alors qu'à défaut de textes de loi coordonnés, de Codes pénal et de procédure pénale publiés à jour, les magistrats se trouvent confrontés à un travail d'analyse fastidieux afin de percevoir quelles dispositions légales sont actuellement applicables. Ceci est d'autant plus compliqué que certaines lois sont entrées en vigueur le 16 septembre donc à la rentrée judiciaire. Il règne une incertitude juridique générale et le projet de loi en est une illustration. Il faudrait remédier à cette situation dans les meilleurs délais.

Finalement la soussignée entend approuver la réforme de l'article 181(1) 2° et 6° qui prévoit d'accorder aux magistrats du parquet général ainsi qu'aux greffiers affectés à la Chambre de l'application des peines une prime d'astreinte au même titre que les magistrats siégeant dans cette chambre et les greffiers affectés aux cabinets d'instruction qui eux aussi assurent un service de permanence 24/24 et 7/7.

*Le Procureur général d'Etat,*

Martine SOLOVIEFF

7386/02

N° 7386<sup>2</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2018-2019

**PROJET DE LOI**

portant modification :

1. du Code de procédure pénale ;
2. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
3. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
4. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;
5. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

\* \* \*

## SOMMAIRE:

|   | <i>page</i> |
|---|-------------|
| <i>Amendements gouvernementaux</i>  |             |
| 1) Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (1.3.2019)..... | 1           |
| 2) Texte et commentaire des amendements gouvernementaux ....  | 2           |
| 3) Texte coordonné.....   | 10          |

\*

**DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT  
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(1.3.2019)

Monsieur le Président,

À la demande du Ministre de la Justice, j'ai l'honneur de vous saisir d'amendements gouvernementaux relatifs au projet de loi sous rubrique.

À cet effet, je joins en annexe le texte des amendements avec un commentaire ainsi qu'une version coordonnée du projet de loi tenant compte desdits amendements.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre aux Relations  
avec le Parlement,*  
Marc HANSEN

\*

## TEXTE ET COMMENTAIRE DES AMENDEMENTS GOUVERNEMENTAUX

### Amendement n° 1

#### – Texte proposé

Le titre du projet de loi prend la teneur suivante :

« *Projet de loi n° 7386 portant modification :*

1. *du Code de procédure pénale ;*
2. *de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;*
3. ***de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;***
4. *de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;*
5. ***de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice. »***

#### – Commentaire

Il est proposé de compléter le titre du projet de loi afin d'y inclure la législation relative à la protection de la jeunesse et celle sur les attachés de justice.

### Amendement n° 2

#### – Texte proposé

L'article 93 du Code de procédure pénale est modifié comme suit :

« **Art. 93.** *Dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, la personne sera interrogée dans les **24 vingt-quatre** heures au plus tard à partir de sa privation de liberté. »*

#### – Commentaire

Afin d'assurer la cohérence légistique au niveau du Code de procédure pénale, il est proposé d'écrire le nombre en toutes lettres au niveau de son article 93.

### Amendement n° 3

#### – Texte proposé

L'article 116 du Code de procédure pénale prend la teneur suivante :

« **Art. 116.** (1) *La mise en liberté peut être demandée à tout stade de la procédure, à savoir:*

1. *à la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement, pendant la période de l'instruction ;*
2. *à la chambre du conseil de la Cour d'appel, si elle est saisie d'un recours contre l'ordonnance de renvoi de la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement ;*
3. *à la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement, si l'affaire y est renvoyée ;*
4. *à la chambre correctionnelle de la Cour d'appel, si appel a été interjeté sur le fond ;*
5. *à la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement, si l'affaire y est renvoyée ;*
6. *à la chambre criminelle de la Cour d'appel, si appel a été interjeté sur le fond ;*
7. *à la chambre correctionnelle de la Cour d'appel, si un pourvoi en cassation a été formé soit contre une décision d'une juridiction d'instruction, soit contre une décision d'une juridiction de jugement.*

(2) *La requête est déposée au greffe de la juridiction appelée à statuer.*

(3) *Il y est statué d'urgence et au plus tard dans les trois jours du dépôt, le ministère public et l'inculpé ou son avocat entendus en leurs explications orales.*

*Lorsque la juridiction appelée à statuer est la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement, cette juridiction statue sur base d'un rapport écrit et motivé du juge d'instruction.*

*Il n'est statué sur une nouvelle demande de mise en liberté qu'au plus tôt un mois après le dépôt d'une précédente demande de mise en liberté.*

**(4) Sur décision de la juridiction appelée à statuer, l'inculpé peut être entendu en ses explications orales par voie de télécommunication audiovisuelle.**

Cette décision n'est susceptible d'aucun recours.

La juridiction appelée à statuer désigne un membre du personnel de l'administration pénitentiaire qui vérifie l'identité de l'inculpé et qui est présent auprès de lui au cours de l'acte de procédure.

L'inculpé concerné est censé avoir comparu.

Si l'inculpé est assisté par un avocat, celui-ci peut se trouver soit auprès de l'inculpé, soit auprès de la juridiction appelée à statuer.

À l'issue de l'opération, le membre du personnel de l'administration pénitentiaire désigné dresse procès-verbal qui est signé par l'inculpé.

Si l'inculpé refuse de signer, le procès-verbal en fait mention.

Le procès-verbal mentionne la date et le lieu de son établissement, son objet, l'identité de l'inculpé et, le cas échéant, de son avocat, s'il se trouve auprès de lui, le nom de la juridiction devant laquelle la demande de mise en liberté provisoire a été présentée et les conditions techniques dans lesquelles l'opération s'est déroulée.

(5) L'inculpé ou son avocat sont avertis, par les soins du greffier, des lieu, jour et heure de l'audience et, le cas échéant, de la télécommunication audiovisuelle ordonnée.

Dans ce cas, l'avocat est averti qu'il a la faculté d'assister l'inculpé soit auprès de celui-ci, soit auprès de la juridiction appelée à statuer sur la demande de mise en liberté.

~~(5)~~ (6) La mise en liberté ne peut être refusée que si les conditions prévues aux alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de l'article 94 se trouvent remplies.

~~(6)~~ (7) La mise en liberté, lorsqu'elle est accordée, peut être assortie du placement sous contrôle judiciaire.

~~(7)~~ (8) Si la mise en liberté est accordée par la chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement, le procureur d'État peut, dans un délai d'un jour qui court à compter du jour de l'ordonnance, interjeter appel de la décision.

L'inculpé reste détenu jusqu'à l'expiration dudit délai.

L'appel a un effet suspensif.

Le greffe avertit l'inculpé ou son avocat des lieu, jour et heure de la comparution au plus tard l'avant-veille de l'audience.

La chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle de la Cour d'appel statue sur l'appel au plus tard ~~10~~ dix jours après qu'appel aura été formé.

Si elle n'a pas statué dans ce délai, l'inculpé est mis en liberté, à charge de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement aussitôt qu'il en sera requis.

~~(8)~~ (9) En cas d'appel de l'inculpé contre une décision de rejet d'une demande de mise en liberté, la chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle de la Cour d'appel statue au plus tard ~~20~~ vingt jours après qu'appel a été formé.

(10) En cas d'appel contre une décision de mise en liberté ou de rejet de mise en liberté, le ministère public et l'inculpé ou son avocat sont entendus en leurs explications orales.

L'inculpé peut également être entendu par voie de télécommunication audiovisuelle. Dans ce cas, les dispositions des paragraphes 4 et 5 sont applicables. »

– Commentaire

L'audition par voie de télécommunication audiovisuelle a été introduite dans le Code de procédure pénale, aux articles 553 et suivants, par une loi du 1<sup>er</sup> août 2018 (Mém. A n° 787 du 11 septembre 2018). Cependant, il résulte de la terminologie y utilisée que ces dispositions ont une fin purement probatoire et ne sauraient partant s'appliquer à la matière des demandes de mise en liberté provisoire où l'inculpé est entendu en ses explications orales, non pas à des fins probatoires par rapport à la prévention lui reprochée, mais au sujet de la demande de mise en liberté provisoire formulée.

Or, en la matière des demandes de mise en liberté provisoire, l'audition par voie de télécommunication audiovisuelle est particulièrement utile alors qu'elle permet d'éviter des transfèrements fastidieux de l'inculpé entre la maison de détention et la juridiction appelée à statuer sur la demande.

Le projet de loi amendé a pour objet de modifier l'article 116 du Code de procédure pénale afin d'y inclure la possibilité d'entendre par voie de télécommunication audiovisuelle l'inculpé qui a formulé une demande de mise en liberté provisoire. Cette modification législative est effectuée en insérant à cet article un nouveau paragraphe 4, en modifiant l'actuel paragraphe 4 qui devient le paragraphe 5 et en insérant un nouveau paragraphe 10. Les paragraphes 5, 6, 7 et 8 demeurent inchangés, mais sont renumérotés 6, 7, 8 et 9.

Le régime de l'audition par voie de télécommunication audiovisuelle dans le domaine des demandes de mise en liberté provisoire est étroitement calqué sur celui des articles 553 et suivants du Code de procédure pénale.

Ainsi, le nouveau paragraphe 4 prévoit, à l'instar de l'article 553 du Code de procédure pénale, que la décision de procéder à l'audition par voie de télécommunication audiovisuelle est prise par la juridiction appelée à statuer et que cette décision n'est susceptible d'aucun recours.

Etant donné que l'inculpé se trouve détenu, son identité est vérifiée, ainsi que le prévoit également l'article 555 du Code de procédure pénale, par un membre du personnel de l'administration pénitentiaire. Celui-ci est présent auprès de lui au cours de la télécommunication audiovisuelle et dresse procès-verbal au terme de l'audition. Le procès-verbal comprend, outre la date et le lieu de son établissement, l'indication de l'identité de l'inculpé, son objet – à savoir qu'il est établi dans le cadre d'une demande de mise en liberté provisoire – ainsi que les renseignements quant à la présence ou non de l'avocat auprès de l'inculpé et les conditions techniques dans lesquelles l'opération s'est déroulée.

Si l'inculpé est assisté par un avocat, celui-ci a le choix, de la même manière que ce qui est prévu à l'article 556 du Code de procédure pénale, de se trouver soit auprès de l'inculpé, soit auprès de la juridiction appelée à statuer. Cependant, contrairement à l'article 556, alinéa 2 du Code de procédure pénale, pour le cas où l'avocat choisit de se trouver auprès de la juridiction appelée à statuer, il n'est pas prévu qu'il ait le droit de s'entretenir préalablement avec l'inculpé en utilisant le moyen de télécommunication audiovisuelle. En effet, dans la mesure où c'est l'inculpé ou son avocat qui formule la demande de mise en liberté provisoire, au moment choisi par eux, il appartient à l'avocat de rencontrer au préalable son client à la maison de détention afin d'y préparer la demande.

L'actuel paragraphe 5 est maintenu, sauf qu'en raison de l'introduction du moyen de télécommunication audiovisuelle, l'avis sur le lieu, le jour et l'heure de la comparution est remplacé par un même avis portant sur le lieu, le jour et l'heure de l'audience de la juridiction appelée à statuer sur la demande de mise en liberté provisoire et qu'il est rajouté que lorsque cette juridiction décide que l'inculpé est entendu par voie de télécommunication audiovisuelle, l'avocat est averti en outre qu'il a la faculté de d'assister son client soit à la maison de détention où celui-ci est détenu, soit auprès de la juridiction appelée à statuer sur la demande de mise en liberté provisoire.

Etant donné que l'audition de l'inculpé par voie de télécommunication audiovisuelle dans le domaine des demandes de mise en liberté provisoire n'est pas effectuée à des fins probatoires, les dispositions de l'article 557 du Code de procédure pénale au sujet de l'enregistrement des dépositions ne sont pas reprises.

Le nouveau paragraphe 10 a pour objet d'introduire la possibilité de l'audition de l'inculpé par voie de télécommunication audiovisuelle également pour l'appel porté contre les décisions de mise en liberté provisoire ou de rejet de mise en liberté provisoire. Il est précisé, en outre, qu'à l'instar de ce qui est prévu à l'article 116, paragraphe 3 du Code de procédure pénale pour les demandes de mise en liberté provisoire présentées en première instance, le ministère public et l'inculpé ou son avocat sont entendus en leurs explications orales.

#### *Amendement n° 4*

L'article 35 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est adapté comme suit :

– *Texte proposé*

« **Art. 35. (1)** *La Cour de cassation comprend une chambre qui siège au nombre de cinq juges magistrats.*

**(2)** *Elle est composée du président de la Cour de cassation et de ~~trois~~ quatre conseillers à la Cour de cassation.*

*(3) Elle se complète par un membre de la Cour d'appel, à désigner pour chaque affaire par le président ou le conseiller à la Cour de cassation le plus ancien en rang qui le remplace.*

*En cas de vacance de poste ou, d'empêchement du président ou d'un conseiller à d'un magistrat de la Cour de cassation, il est remplacé par un membre magistrat de la Cour d'appel.*

*En cas d'empêchement de tous les membres magistrats de la Cour d'appel, la Cour de cassation se complète conformément à l'article 135.*

*(4) Les fonctions du ministère public près la Cour de cassation sont exercées par le procureur général d'État, les procureurs généraux d'État adjoints, les premiers avocats généraux et les avocats généraux.*

*(5) Le greffier en chef de la Cour supérieure de Justice fait le service de greffier à la Cour de cassation ; il peut être remplacé par l'un des greffiers de cette cour. »*

– *Commentaire*

Le texte de l'article 35 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire sera adapté afin de tenir compte de la récente création d'un quatrième poste de conseiller à la Cour de cassation. La possibilité de compléter la Cour de cassation par un magistrat de la Cour d'appel sera maintenue pour le cas où un magistrat de la Cour de cassation sera empêché de siéger. Enfin, il est proposé de subdiviser l'article 35 en cinq paragraphes et d'opérer quelques adaptations purement terminologiques.

*Amendement n° 5*

– *Texte proposé*

L'article 39 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est adapté comme suit :

« **Art. 39.** (1) *Sans préjudice d'autres dispositions légales, la Cour d'appel connaît des affaires civiles, commerciales, criminelles et correctionnelles, ainsi que des affaires jugées par les tribunaux du travail.*

*(2) La Cour d'appel comprend dix chambres qui siègent au nombre de trois magistrats, sous réserve des dispositions de l'article 1007-10 du Nouveau Code de procédure civile.*

*(3) Lorsqu'un procès paraît de nature à entraîner de longs débats, le président de la Cour supérieure de justice peut décider qu'un ou plusieurs magistrats supplémentaires assisteront aux débats.*

*Dans le cas où un ou plusieurs magistrats composant une chambre correctionnelle ou la chambre criminelle seraient empêchés de suivre les débats jusqu'au prononcé du jugement, ils sont remplacés par le ou les magistrats supplémentaires, dans l'ordre de leur désignation par le président.*

*(4) La chambre criminelle siège au nombre de ~~cinq~~ **trois** magistrats, dont un président de chambre, désignés chaque année par l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice.*

*(5) En cas d'empêchement, les magistrats de la chambre criminelle sont remplacés conformément aux articles 133 et 134, alinéa 1<sup>er</sup>.*

*(6) La répartition entre les différentes chambres des affaires civiles, commerciales, correctionnelles ainsi que des affaires de droit du travail, se fait par le président de la Cour supérieure de justice.*

*(7) Chacune des chambres pourvoit d'abord à l'expédition des affaires qui lui sont spécialement attribuées.*

*Dans le cas où, par suite de leurs attributions respectives, une des chambres est surchargée par rapport à une autre, le président de la Cour supérieure de justice délègue à celle-ci, d'office ou sur la réquisition du procureur général d'État, partie des affaires attribuées à la chambre surchargée.*

*(8) L'assemblée générale de la Cour supérieure de justice délègue, parmi ses membres, le président et les deux assesseurs-magistrats du Conseil supérieur de la sécurité sociale ainsi que leurs suppléants. »*



– *Commentaire*

Au paragraphe 4 de l'article 39 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, le présent amendement a pour objet d'aligner le projet de loi sur la dernière modification législative de cette disposition. Plus particulièrement, la loi du 8 août 2018 (publiée au Journal officiel N° 795 du 12 septembre 2018) exige que les chambres criminelles auprès de la Cour d'appel siègent au nombre de trois magistrats. Le projet de loi tel qu'amendé vise à conserver une composition à trois magistrats. Il est précisé que l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice désignera non seulement les présidents des chambres criminelles, mais également les autres membres de celles-ci.

*Amendement n° 6*

– *Texte proposé*

L'article 74-1 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est adapté comme suit :

**Art. 74-1.** *Il est institué sous la surveillance administrative du procureur général d'État une Cellule de renseignement financier; en abrégé « CRF », qui a compétence pour remplir les missions inscrites aux articles ~~74-3~~ **74-2** à 74-7.*

*La CRF comprend un substitut principal, ~~deux~~ **trois** premiers substituts et ~~trois~~ **deux** substituts.*

*La CRF est placée sous la direction du substitut principal qui porte le titre de « directeur de la Cellule de renseignement financier ». Les ~~deux~~ **trois** premiers substituts remplacent le directeur de la Cellule de renseignement financier en son absence suivant leur rang d'ancienneté et portent le titre de « directeur adjoint de la Cellule de renseignement financier ».*

*La CRF est opérationnellement indépendante et autonome. Elle a l'autorité et la capacité nécessaires d'exercer librement ses fonctions, y compris celle de décider d'une manière autonome d'analyser, de demander et de disséminer des informations spécifiques aux services et autorités compétents en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. »*

– *Commentaire*

Le projet de loi vise à amender l'article 74-1 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire. Au niveau de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le texte proposé vise à rectifier un renvoi, alors que les missions de la CRF sont définies par les dispositions des articles 74-2 à 74-7 de cette législation. Au niveau de l'alinéa 2, un poste de substitut sera transformé en poste de premier substitut, tout en maintenant inchangé le nombre total de magistrats composant la CRF, qui restera donc fixée à six. Au niveau de l'alinéa 3, le projet de loi prévoit que le remplacement du directeur de la CRF sera assuré par les trois premiers substituts suivant leur rang d'ancienneté et que ceux-ci seront autorisés à porter le titre de directeur adjoint de la CRF.

*Amendement n° 7*

– *Texte proposé*

L'article 181 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire prend la teneur suivante :

**« Art. 181. (1) Le magistrat du Parquet général qui est délégué par le procureur général d'État à l'exécution des peines bénéficie d'une indemnité spéciale de cinquante points indiciaires par mois.**

~~(1)~~ **(2) Il est accordé une prime d'astreinte de :**

**1° cinquante points indiciaires par mois aux magistrats qui sont délégués par le procureur général d'État à l'exécution des peines ;**

**2° 1 quarante points indiciaires par mois aux magistrats siégeant à la chambre de l'application des peines et aux représentants du ministère public auprès de cette chambre ;**

**3° 2 quarante points indiciaires par mois aux magistrats qui sont affectés à la Cellule de renseignement financier;**

**4° 3 quarante points indiciaires par mois aux magistrats des parquets qui assurent le service de permanence, pendant la période de leur affectation régulière à ce service ;**

**5° 4 quarante points indiciaires par mois au juge d'instruction directeur et aux juges d'instruction ;**

6° 5° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe de la chambre de l'application des peines respectivement au secrétariat du ministère public auprès de cette chambre;

7° 6° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe des cabinets des juges d'instruction.

(2) (3) Les fonctionnaires, employés et salariés de l'État affectés au Service central d'assistance sociale bénéficient d'une prime de risque de vingt points indiciaires par mois.

(3) (4) La valeur numérique des points indiciaires est déterminée conformément aux règles fixées par la législation en matière de traitements des fonctionnaires de l'État.

~~Les primes visées au présent article~~ **Les indemnités spéciales, primes d'astreinte et primes de risque sont non pensionnables.** »

– *Commentaire*

Cet amendement vise à adapter l'article 181 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire. Au niveau de la fonction de délégué à l'exécution des peines, la notion de prime d'astreinte est remplacée par celle d'indemnité spéciale, alors que l'indemnisation se justifie par la responsabilité particulière incombant à cette fonction. Même si l'article 34 de la loi de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire prévoit la désignation de deux délégués à l'exécution des peines (un magistrat du Parquet général et un magistrat d'un parquet) par le procureur général d'État, l'amendement vise à garantir le statu quo au niveau de l'indemnisation. Seul le magistrat du Parquet général délégué à l'exécution des peines continuera donc à toucher l'indemnité spéciale de cinquante points indiciaires par mois, alors qu'il s'agit fonction assurée quasiment à temps plein. Cette indemnité spéciale ne se justifie pas pour le magistrat du parquet près le tribunal d'arrondissement, alors que l'exécution des peines se limite ici au rétablissement des lieux. Il s'agit d'une tâche accessoire pour ce magistrat qui touche d'ores et déjà une prime d'astreinte de quarante points en raison du service de permanence au sein du parquet.

*Amendement n° 8*

– *Texte proposé*

L'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse est adapté comme suit :

« **Art. 11.** Les parents, tuteurs ou autres personnes qui ont la garde du mineur soumis au régime de l'assistance éducative ou maintenu dans son milieu à une ou plusieurs des conditions énumérées à l'alinéa 3 de l'article 1<sup>er</sup>, conservent sur lui l'autorité parentale et en exercent tous les attributs qui ne sont pas inconciliables avec l'application de la mesure.

Si le mineur est placé hors du domicile de ses parents, tuteur ou gardiens, ceux-ci conservent uniquement un droit de visite et de correspondance. Le tribunal ou le juge de la jeunesse en fixe les modalités et peut même, si l'intérêt de l'enfant l'exige, décider que l'exercice de ces droits ou de l'un d'eux sera suspendu.

Quant à la personne du mineur, **tous les autres attributs de l'autorité parentale sont transférés à la personne ou à l'établissement à qui le mineur est confié, à l'exception du droit de consentir à l'adoption et au mariage du mineur.**

**Quant aux biens du mineur,** le juge aux affaires familiales peut nommer un administrateur public à tout mineur ayant fait l'objet d'une mesure de placement par le tribunal de la jeunesse. Le juge aux affaires familiales est informé de la décision de placement par **la** voie du greffe.

L'administrateur public a, sur les biens du mineur, les mêmes attributions qu'un administrateur légal sous contrôle judiciaire.

Il n'est pas institué de subrogé-tuteur. L'hypothèque légale prévue à l'article 2121 du Code civil ne s'applique pas à l'administrateur public.

Les fonctions de l'administrateur public cessent de plein droit par la mainlevée de la mesure de placement. »

– *Commentaire*

Le présent amendement a pour objet de redresser une erreur matérielle, qui s'est produite lors de la modification de l'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse par l'article 11 de la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale (ci-après la « loi du 27 juin 2018 »).

Tel qu'indiqué au commentaire de l'article 11 de la loi du 27 juin 2018, le but de la modification de l'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse était de remplacer les termes « juge des tutelles » par les termes « juge aux affaires familiales », puisque la loi du 27 juin 2018 transfère toutes les compétences concernant les mineurs qui étaient précédemment exercées par le juge des tutelles au juge aux affaires familiales.

Or, l'article 11 de la loi du 27 juin 2018 a par erreur également fusionné les alinéas 3 et 4 de l'ancien article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, ce qui a entraîné la suppression, par mégarde, de parties de phrases figurant précédemment à ces deux alinéas.

Il est donc proposé de redresser cette erreur et de rétablir l'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse dans sa version antérieure à la loi du 27 juin 2018 avec, comme seule modification, le remplacement des termes « juge des tutelles » par les termes « juge aux affaires familiales ».

Il est précisé que cette modification ne remet aucunement en cause le projet de loi 7276 instituant un régime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, mais vise uniquement à redresser une erreur matérielle au niveau de l'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, telle qu'elle reste en vigueur en attendant le vote du projet de loi n° 7276.

*Amendement n° 9*

– *Texte proposé*

L'article 15 de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice prend la teneur suivante:

« **Art. 15.** (1) *Il est créé une commission du recrutement et de la formation des attachés de justice.*

*Les attributions de la commission sont déterminées par les dispositions de la présente loi et des règlements grand-ducaux qui sont pris en exécution de celle-ci.*

(2) *La commission est composée de sept **neuf** membres effectifs, à savoir:*

- 1) *le procureur général d'État ;*
- 2) *le président de la Cour supérieure de Justice ;*
- 3) *le président de la Cour administrative ;*
- 4) *le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ;*
- 5) **le président du tribunal d'arrondissement de Diekirch ;**
- 6) *le président du tribunal administratif ;*
- 7) *un magistrat du Parquet général, désigné par le procureur général d'État ;*
- 8) *si le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg ;*
- 9) **le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Diekirch.**

*La présidence de la commission est assurée par le procureur général d'État.*

*La vice-présidence de la commission est assurée par le président de la Cour supérieure de Justice et le président de la Cour administrative.*

(3) *La commission se complète par sept **neuf** membres suppléants désignés dans les conditions qui suivent.*

*Le procureur général d'État, le président de la Cour supérieure de Justice, le président de la Cour administrative, le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, **le président du tribunal d'arrondissement de Diekirch**, le président du tribunal administratif et, le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg et **le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Diekirch** désignent chacun un suppléant.*

*Le suppléant du magistrat du Parquet général est désigné par le procureur général d'État.*

*(4) La nomination des membres composant la commission est faite par arrêté grand-ducal.*

*(5) La commission ne peut délibérer que lorsque ~~quatre~~ cinq de ses membres au moins sont présents.*

*Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.*

*(6) Tous les actes de la commission doivent indiquer les circonstances de droit et de fait qui les justifient.*

*(7) L'organisation du recrutement et de la formation est assurée par le membre effectif visé au point ~~6~~ 7 du paragraphe 2.*

*Il est assisté dans ses fonctions par un ou plusieurs fonctionnaire(s) de l'administration judiciaire, désigné(s) par le procureur général d'État. »*

*– Commentaire*

Cet amendement vise à modifier l'article 15 de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice, qui régit la composition et le fonctionnement de la commission du recrutement et de la formation des attachés de justice.

Une adaptation de cet article 15 se justifie comme suit : La charge de travail incombant à la commission du recrutement et de la formation des attachés de justice, s'est accrue au cours des dernières années judiciaires en raison de l'augmentation du nombre des recrutements dans la magistrature. Actuellement, l'arrondissement judiciaire de Diekirch n'est pas représenté au sein de ladite commission, alors que des attachés de justice sont formés au sein du tribunal d'arrondissement de Diekirch et de son parquet.

Dès lors, le projet de loi amendé vise à élargir la composition de cette commission. Le président du tribunal d'arrondissement de Diekirch et le procureur d'État près de ce tribunal seront membres effectifs de la commission (paragraphe 2). Ceux-ci désigneront chacun un membre suppléant (paragraphe 3). Sous l'empire de la nouvelle législation, la commission fonctionnera donc à neuf membres effectifs et à neuf membres suppléants. Enfin, le quorum de la commission sera fixé à cinq membres (paragraphe 5).

*Amendement n° 10*

*– Texte proposé*

Les primes d'astreinte visées à l'article 181, paragraphe 4<sup>er</sup> 2 points 2<sup>o</sup> 1<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup> 5<sup>o</sup> **de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire** sont accordées à partir du 16 septembre 2018.

*– Commentaire*

Suite au changement de la numération intervenue à l'article 181 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire (voir amendement n° 7), une adaptation des renvois s'impose au niveau de la disposition attribuant aux membres de la magistrature et du personnel de justice la prime d'astreinte dès leur entrée en fonction auprès de la chambre de l'application des peines.

\*

## TEXTE COORDONNE

### PROJET DE LOI n° 7386

#### portant modification :

1. du Code de procédure pénale ;
2. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
3. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
4. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat ;
5. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice.

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le Code de procédure pénale est modifié comme suit :

1. L'article 93 prend la teneur suivante :

« **Art. 93.** Dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, la personne sera interrogée dans les vingt-quatre heures au plus tard à partir de sa privation de liberté. »

2. L'article 116 est libellé comme suit :

« **Art. 116.** (1) La mise en liberté peut être demandée à tout stade de la procédure, à savoir:

1. à la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement, pendant la période de l'instruction ;
2. à la chambre du conseil de la Cour d'appel, si elle est saisie d'un recours contre l'ordonnance de renvoi de la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement ;
3. à la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement, si l'affaire y est renvoyée ;
4. à la chambre correctionnelle de la Cour d'appel, si appel a été interjeté sur le fond ;
5. à la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement, si l'affaire y est renvoyée ;
6. à la chambre criminelle de la Cour d'appel, si appel a été interjeté sur le fond ;
7. à la chambre correctionnelle de la Cour d'appel, si un pourvoi en cassation a été formé soit contre une décision d'une juridiction d'instruction, soit contre une décision d'une juridiction de jugement.

(2) La requête est déposée au greffe de la juridiction appelée à statuer.

(3) Il y est statué d'urgence et au plus tard dans les trois jours du dépôt, le ministère public et l'inculpé ou son avocat entendus en leurs explications orales.

Lorsque la juridiction appelée à statuer est la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement, cette juridiction statue sur base d'un rapport écrit et motivé du juge d'instruction.

Il n'est statué sur une nouvelle demande de mise en liberté qu'au plus tôt un mois après le dépôt d'une précédente demande de mise en liberté.

(4) Sur décision de la juridiction appelée à statuer, l'inculpé peut être entendu en ses explications orales par voie de télécommunication audiovisuelle.

Cette décision n'est susceptible d'aucun recours.

La juridiction appelée à statuer désigne un membre du personnel de l'administration pénitentiaire qui vérifie l'identité de l'inculpé et qui est présent auprès de lui au cours de l'acte de procédure.

L'inculpé concerné est censé avoir comparu.

Si l'inculpé est assisté par un avocat, celui-ci peut se trouver soit auprès de l'inculpé, soit auprès de la juridiction appelée à statuer.

À l'issue de l'opération, le membre du personnel de l'administration pénitentiaire désigné dresse procès-verbal qui est signé par l'inculpé.

Si l'inculpé refuse de signer, le procès-verbal en fait mention.

Le procès-verbal mentionne la date et le lieu de son établissement, son objet, l'identité de l'inculpé et, le cas échéant, de son avocat, s'il se trouve auprès de lui, le nom de la juridiction devant laquelle

la demande de mise en liberté provisoire a été présentée et les conditions techniques dans lesquelles l'opération s'est déroulée.

(5) L'inculpé ou son avocat sont avertis, par les soins du greffier, des lieu, jour et heure de l'audience et, le cas échéant, de la télécommunication audiovisuelle ordonnée.

Dans ce cas, l'avocat est averti qu'il a la faculté d'assister l'inculpé soit auprès de celui-ci, soit auprès de la juridiction appelée à statuer sur la demande de mise en liberté.

(6) La mise en liberté ne peut être refusée que si les conditions prévues aux alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de l'article 94 se trouvent remplies.

(7) La mise en liberté, lorsqu'elle est accordée, peut être assortie du placement sous contrôle judiciaire.

(8) Si la mise en liberté est accordée par la chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement, le procureur d'État peut, dans un délai d'un jour qui court à compter du jour de l'ordonnance, interjeter appel de la décision.

L'inculpé reste détenu jusqu'à l'expiration dudit délai.

L'appel a un effet suspensif.

Le greffe avertit l'inculpé ou son avocat des lieu, jour et heure de la comparution au plus tard l'avant-veille de l'audience.

La chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle de la Cour d'appel statue sur l'appel au plus tard dix jours après qu'appel aura été formé.

Si elle n'a pas statué dans ce délai, l'inculpé est mis en liberté, à charge de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement aussitôt qu'il en sera requis.

(9) En cas d'appel de l'inculpé contre une décision de rejet d'une demande de mise en liberté, la chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle de la Cour d'appel statue au plus tard vingt jours après qu'appel a été formé.

(10) En cas d'appel contre une décision de mise en liberté ou de rejet de mise en liberté, le ministère public et l'inculpé ou son avocat sont entendus en leurs explications orales.

L'inculpé peut également être entendu par voie de télécommunication audiovisuelle. Dans ce cas, les dispositions des paragraphes 4 et 5 sont applicables. »

3. À l'article 637, paragraphe 2, le numéro « 4490bis » est remplacé par le numéro « 409bis ».

**Art. 2.** La loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est modifiée comme suit :

1. À partir du 16 septembre 2019, l'article 33 est libellé comme suit :

« **Art. 33.** (1) La Cour supérieure de justice est composée d'un président, de quatre conseillers à la Cour de cassation, de onze présidents de chambre à la Cour d'appel, de douze premiers conseillers et de treize conseillers à la Cour d'appel, d'un procureur général d'État, de deux procureurs généraux d'État adjoints, de cinq premiers avocats généraux, de cinq avocats généraux et d'un substitut.

(2) Les conseillers à la Cour de cassation portent également le titre de vice-président de la Cour supérieure de justice.

(3) Le greffe est dirigé par un greffier en chef et comprend en outre des greffiers selon les besoins du service.

D'autres fonctionnaires et employés de l'État peuvent y être affectés. »

2. L'article 35 prend la teneur suivante :

« **Art. 35.** (1) La Cour de cassation comprend une chambre qui siège au nombre de cinq magistrats.

(2) Elle est composée du président de la Cour de cassation et de quatre conseillers à la Cour de cassation.

(3) En cas de vacance de poste ou d'empêchement d'un magistrat de la Cour de cassation, il est remplacé par un magistrat de la Cour d'appel.

En cas d'empêchement de tous les magistrats de la Cour d'appel, la Cour de cassation se complète conformément à l'article 135.

(4) Les fonctions du ministère public près la Cour de cassation sont exercées par le procureur général d'État, les procureurs généraux d'État adjoints, les premiers avocats généraux et les avocats généraux.

(5) Le greffier en chef de la Cour supérieure de justice fait le service de greffier à la Cour de cassation; il peut être remplacé par l'un des greffiers de cette cour. »

3. L'article 39 est libellé comme suit :

« **Art. 39.** (1) Sans préjudice d'autres dispositions légales, la Cour d'appel connaît des affaires civiles, commerciales, criminelles et correctionnelles, ainsi que des affaires jugées par les tribunaux du travail.

(2) La Cour d'appel comprend dix chambres qui siègent au nombre de trois magistrats, sous réserve des dispositions de l'article 1007-10 du Nouveau Code de procédure civile.

(3) Lorsqu'un procès paraît de nature à entraîner de longs débats, le président de la Cour supérieure de justice peut décider qu'un ou plusieurs magistrats supplémentaires assisteront aux débats.

Dans le cas où un ou plusieurs magistrats composant une chambre correctionnelle ou la chambre criminelle seraient empêchés de suivre les débats jusqu'au prononcé du jugement, ils sont remplacés par le ou les magistrats supplémentaires, dans l'ordre de leur désignation par le président.

(4) La chambre criminelle siège au nombre de trois magistrats, dont un président de chambre, désignés chaque année par l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice.

(5) En cas d'empêchement, les magistrats de la chambre criminelle sont remplacés conformément aux articles 133 et 134, alinéa 1<sup>er</sup>.

(6) La répartition entre les différentes chambres des affaires civiles, commerciales, correctionnelles ainsi que des affaires de droit du travail, se fait par le président de la Cour supérieure de justice.

(7) Chacune des chambres pourvoit d'abord à l'expédition des affaires qui lui sont spécialement attribuées.

Dans le cas où, par suite de leurs attributions respectives, une des chambres est surchargée par rapport à une autre, le président de la Cour supérieure de justice délègue à celle-ci, d'office ou sur la réquisition du procureur général d'État, partie des affaires attribuées à la chambre surchargée.

(8) L'assemblée générale de la Cour supérieure de justice délègue, parmi ses membres, le président et les deux assesseurs-magistrats du Conseil supérieur de la sécurité sociale ainsi que leurs suppléants. »

4. L'article 74-1 est rédigé comme suit :

**Art. 74-1.** Il est institué sous la surveillance administrative du procureur général d'État une Cellule de renseignement financier, en abrégé « CRF », qui a compétence pour remplir les missions inscrites aux articles 74-2 à 74-7.

La CRF comprend un substitut principal, trois premiers substituts et deux substituts.

La CRF est placée sous la direction du substitut principal qui porte le titre de « directeur de la Cellule de renseignement financier ». Les trois premiers substituts remplacent le directeur de la Cellule de renseignement financier en son absence suivant leur rang d'ancienneté et portent le titre de « directeur adjoint de la Cellule de renseignement financier ».

La CRF est opérationnellement indépendante et autonome. Elle a l'autorité et la capacité nécessaires d'exercer librement ses fonctions, y compris celle de décider d'une manière autonome d'analyser, de demander et de disséminer des informations spécifiques aux services et autorités compétents en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. »

5. À l'article 74-5, paragraphe 1<sup>er</sup>, le numéro « 74-3 » est remplacé par le numéro « 74-2 ».

6. L'article 181 prend la teneur suivante :

« **Art. 181.** (1) Le magistrat du Parquet général qui est délégué par le procureur général d'État à l'exécution des peines bénéficie d'une indemnité spéciale de cinquante points indiciaires par mois.

(2) Il est accordé une prime d'astreinte de :

1° quarante points indiciaires par mois aux magistrats siégeant à la chambre de l'application des peines et aux représentants du ministère public auprès de cette chambre ;

2° quarante points indiciaires par mois aux magistrats qui sont affectés à la Cellule de renseignement financier ;

3° quarante points indiciaires par mois aux magistrats des parquets qui assurent le service de permanence, pendant la période de leur affectation régulière à ce service ;

4° quarante points indiciaires par mois au juge d'instruction directeur et aux juges d'instruction ;

5° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe de la chambre de l'application des peines respectivement au secrétariat du ministère public auprès de cette chambre ;

6° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe des cabinets des juges d'instruction.

(3) Les fonctionnaires, employés et salariés de l'État affectés au Service central d'assistance sociale bénéficient d'une prime de risque de vingt points indiciaires par mois.

(4) La valeur numérique des points indiciaires est déterminée conformément aux règles fixées par la législation en matière de traitements des fonctionnaires de l'État.

Les indemnités spéciales, primes d'astreinte et primes de risque sont non pensionnables. »

**Art. 3.** L'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse prend la teneur qui suit :

« **Art. 11.** Les parents, tuteurs ou autres personnes qui ont la garde du mineur soumis au régime de l'assistance éducative ou maintenu dans son milieu à une ou plusieurs des conditions énumérées à l'alinéa 3 de l'article 1<sup>er</sup>, conservent sur lui l'autorité parentale et en exercent tous les attributs qui ne sont pas inconciliables avec l'application de la mesure.

Si le mineur est placé hors du domicile de ses parents, tuteur ou gardiens, ceux-ci conservent uniquement un droit de visite et de correspondance. Le tribunal ou le juge de la jeunesse en fixe les modalités et peut même, si l'intérêt de l'enfant l'exige, décider que l'exercice de ces droits ou de l'un d'eux sera suspendu.

Quant à la personne du mineur, tous les autres attributs de l'autorité parentale sont transférés à la personne ou à l'établissement à qui le mineur est confié, à l'exception du droit de consentir à l'adoption et au mariage du mineur.

Quant aux biens du mineur, le juge aux affaires familiales peut nommer un administrateur public à tout mineur ayant fait l'objet d'une mesure de placement par le tribunal de la jeunesse. Le juge aux affaires familiales est informé de la décision de placement par la voie du greffe.

L'administrateur public a, sur les biens du mineur, les mêmes attributions qu'un administrateur légal sous contrôle judiciaire.

Il n'est pas institué de subrogé-tuteur. L'hypothèque légale prévue à l'article 2121 du Code civil ne s'applique pas à l'administrateur public.

Les fonctions de l'administrateur public cessent de plein droit par la mainlevée de la mesure de placement. »

**Art. 4.** À l'article 11bis, paragraphe 4, alinéa 2, première phrase, *in fine*, de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État, le numéro « 2016/279 » est remplacé par le numéro « 2016/679 ».



**Art. 5.** L'article 15 de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice prend la teneur suivante :

« **Art. 15.** (1) Il est créé une commission du recrutement et de la formation des attachés de justice.

Les attributions de la commission sont déterminées par les dispositions de la présente loi et des règlements grand-ducaux qui sont pris en exécution de celle-ci.

(2) La commission est composée de neuf membres effectifs, à savoir:

- 1) le procureur général d'État ;
- 2) le président de la Cour supérieure de justice ;
- 3) le président de la Cour administrative ;
- 4) le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ;
- 5) le président du tribunal d'arrondissement de Diekirch ;
- 6) le président du tribunal administratif ;
- 7) un magistrat du Parquet général, désigné par le procureur général d'État ;
- 8) le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg ;
- 9) le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Diekirch.

La présidence de la commission est assurée par le procureur général d'État.

La vice-présidence de la commission est assurée par le président de la Cour supérieure de justice et le président de la Cour administrative.

(3) La commission se complète par neuf membres suppléants désignés dans les conditions qui suivent.

Le procureur général d'État, le président de la Cour supérieure de justice, le président de la Cour administrative, le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, le président du tribunal d'arrondissement de Diekirch, le président du tribunal administratif, le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg et le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Diekirch désignent chacun un suppléant.

Le suppléant du magistrat du Parquet général est désigné par le procureur général d'État.

(4) La nomination des membres composant la commission est faite par arrêté grand-ducal.

(5) La commission ne peut délibérer que lorsque cinq de ses membres au moins sont présents. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.

(6) Tous les actes de la commission doivent indiquer les circonstances de droit et de fait qui les justifient.

(7) L'organisation du recrutement et de la formation est assurée par le membre effectif visé au point 7) du paragraphe 2.

Il est assisté dans ses fonctions par un ou plusieurs fonctionnaire(s) de l'administration judiciaire, désigné(s) par le procureur général d'État. »

**Art. 6.** Les primes d'astreinte visées à l'article 181, paragraphe 2, points 1° et 5° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire sont accordées à partir du 16 septembre 2018.

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7386/03

N° 7386<sup>3</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2018-2019

**PROJET DE LOI**

portant modification :

1. du Code de procédure pénale ;
2. du Nouveau Code de procédure civile ;
3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;
6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

\* \* \*

## SOMMAIRE:

|  | <i>page</i> |
|--|-------------|
| <i>Amendements gouvernementaux</i>   |             |
| 1) Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (29.3.2019)..... | 1           |
| 2) Texte et commentaire des amendements gouvernementaux ....   | 2           |
| 3) Texte coordonné.....  | 4           |

\*

**DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT  
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(29.3.2019)

Monsieur le Président,

À la demande du Ministre de la Justice, j'ai l'honneur de vous saisir d'amendements gouvernementaux relatifs au projet de loi sous rubrique.

À cet effet, je joins en annexe le texte des amendements avec un commentaire ainsi qu'une version coordonnée du projet de loi émergé tenant compte desdits amendements.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre aux Relations  
avec le Parlement,  
Marc HANSEN*

\*

## TEXTE ET COMMENTAIRE DES AMENDEMENTS GOUVERNEMENTAUX

### *Amendement n° 1*

#### *– Texte proposé*

Le titre du projet de loi prend la teneur suivante :

« *Projet de loi n° 7386 portant modification :*

1. *du Code de procédure pénale ;*
2. ***du Nouveau Code de procédure civile ;***
3. *de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;*
4. *de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;*
5. *de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;*
6. *de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice. »*

#### *– Commentaire*

L'amendement vise à compléter le titre du projet de loi afin d'y inclure le Nouveau Code de procédure civile.

### *Amendement n° 2*

#### *– Texte proposé*

L'article 1017-8 du Nouveau Code de procédure civile prend la teneur qui suit :

« **Art. 1017-8.** *Lorsqu'une personne agresse ou menace d'agresser une personne avec laquelle elle cohabite **ou a cohabité** dans un cadre familial, lorsqu'elle a à son encontre un comportement qui porte gravement atteinte à sa santé psychique et lui rend ainsi intolérable toute rencontre avec elle, le juge aux affaires familiales prononce, sur la demande de la personne concernée, tout ou partie des injonctions ou interdictions énumérées ci-après, à condition qu'elles n'aillent pas à l'encontre d'intérêts fondamentaux et légitimes de la partie défenderesse :*

- l'interdiction de prendre contact avec la partie demanderesse ;*
- l'interdiction d'envoyer des messages à la partie demanderesse ;*
- l'interdiction de s'approcher de la partie demanderesse ;*
- l'interdiction de s'approcher du service d'hébergement et annexes, de la structure de garde pour enfants et de l'école ;*
- l'interdiction d'établir son domicile dans le même quartier que la partie demanderesse ;*
- l'interdiction de fréquenter certains endroits ;*
- l'interdiction d'emprunter certains itinéraires ;*
- l'injonction de laisser la partie demanderesse entrer au domicile commun pour enlever ses affaires personnelles. »*

#### *– Commentaire*

Dans le cadre de l'intervention de justice en cas de violence domestique, le présent amendement a pour objet de redresser une erreur matérielle, qui s'est produite lors de la modification de l'article 1017-8 du Nouveau Code de procédure civile par l'article 5, point 12 de la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale (ci-après la « loi du 27 juin 2018 »). Tel qu'indiqué au commentaire de l'article 5, point 12 de la loi du 27 juin 2018, le but de la modification de l'article 1017-8 du Nouveau Code de procédure civile était de remplacer les termes « président du tribunal d'arrondissement » par les termes « juge aux affaires familiales ». Or, lors de cette modification, les termes « ou a cohabité » qui figuraient à la première phrase de l'article 1017-8, à la suite des termes « d'agresser une personne avec laquelle elle cohabite », ont été supprimés par inadvertance. Le texte proposé vise à réintroduire les termes « ou a cohabité » à la première phrase de l'article 1017-8 du Nouveau Code de procédure civile.

## Amendement n° 3

## – Texte proposé

L'article 39 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est libellé suit :

« **Art. 39.** (1) *Sans préjudice d'autres dispositions légales, la Cour d'appel connaît des affaires civiles, commerciales, criminelles et correctionnelles, ainsi que des affaires jugées par les tribunaux du travail.*

(2) *La Cour d'appel comprend dix chambres qui siègent au nombre de trois magistrats, sous réserve des dispositions de l'article 1007-10 du Nouveau Code de procédure civile.*

(3) *Lorsqu'un procès paraît de nature à entraîner de longs débats, le président de la Cour supérieure de justice peut décider qu'un ou plusieurs magistrats supplémentaires assisteront aux débats.*

*Dans le cas où un ou plusieurs magistrats composant une chambre correctionnelle ou la chambre criminelle seraient empêchés de suivre les débats jusqu'au prononcé du jugement, ils sont remplacés par le ou les magistrats supplémentaires, dans l'ordre de leur désignation par le président.*

~~(4) La chambre criminelle siège au nombre de trois magistrats, dont un président de chambre, désignés chaque année par l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice.~~

**Au sein de la Cour d'appel, les chambres criminelles siègent au nombre de trois magistrats dont un président de chambre, désigné chaque année par l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice.**

~~(5) En cas d'empêchement, les magistrats des la chambres criminelles sont remplacés conformément aux articles 133 et 134, alinéa 1<sup>er</sup>.~~

(6) *La répartition entre les différentes chambres des affaires civiles, commerciales, correctionnelles ainsi que des affaires de droit du travail, se fait par le président de la Cour supérieure de justice.*

(7) *Chacune des chambres pourvoit d'abord à l'expédition des affaires qui lui sont spécialement attribuées.*

*Dans le cas où, par suite de leurs attributions respectives, une des chambres est surchargée par rapport à une autre, le président de la Cour supérieure de justice délègue à celle-ci, d'office ou sur la réquisition du procureur général d'État, partie des affaires attribuées à la chambre surchargée.*

(8) *L'assemblée générale de la Cour supérieure de justice délègue, parmi ses membres, le président et les deux assesseurs-magistrats du Conseil supérieur de la sécurité sociale ainsi que leurs suppléants. »*

## – Commentaire

Actuellement, la Cour d'appel comporte deux chambres criminelles. Dans le cadre de l'article 39 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, l'amendement vise à mettre en évidence la pluralité des chambres criminelles auprès de la Cour d'appel. Au niveau de paragraphe 4, il est proposé de reprendre tel quel le texte résultant de l'article III de la loi du 8 août 2018 (publiée au Journal officiel N° 795 du 12 septembre 2018), qui a introduit une composition à trois magistrats pour les chambres criminelles. Au niveau du paragraphe 5, le texte utilise le pluriel lors de la désignation de ces chambres.

\*

## TEXTE COORDONNE

### PROJET DE LOI n° 7386

portant modification :

1. du Code de procédure pénale ;
2. du Nouveau Code de procédure civile ;
3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat ;
6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice.

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le Code de procédure pénale est modifié comme suit :

1. L'article 93 prend la teneur suivante :

« **Art. 93.** Dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, la personne sera interrogée dans les vingt-quatre heures au plus tard à partir de sa privation de liberté. »

2. L'article 116 est libellé comme suit :

« **Art. 116.** (1) La mise en liberté peut être demandée à tout stade de la procédure, à savoir:

1. à la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement, pendant la période de l'instruction ;
2. à la chambre du conseil de la Cour d'appel, si elle est saisie d'un recours contre l'ordonnance de renvoi de la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement ;
3. à la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement, si l'affaire y est renvoyée ;
4. à la chambre correctionnelle de la Cour d'appel, si appel a été interjeté sur le fond ;
5. à la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement, si l'affaire y est renvoyée ;
6. à la chambre criminelle de la Cour d'appel, si appel a été interjeté sur le fond ;
7. à la chambre correctionnelle de la Cour d'appel, si un pourvoi en cassation a été formé soit contre une décision d'une juridiction d'instruction, soit contre une décision d'une juridiction de jugement.

(2) La requête est déposée au greffe de la juridiction appelée à statuer.

(3) Il y est statué d'urgence et au plus tard dans les trois jours du dépôt, le ministère public et l'inculpé ou son avocat entendus en leurs explications orales.

Lorsque la juridiction appelée à statuer est la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement, cette juridiction statue sur base d'un rapport écrit et motivé du juge d'instruction.

Il n'est statué sur une nouvelle demande de mise en liberté qu'au plus tôt un mois après le dépôt d'une précédente demande de mise en liberté.

(4) Sur décision de la juridiction appelée à statuer, l'inculpé peut être entendu en ses explications orales par voie de télécommunication audiovisuelle.

Cette décision n'est susceptible d'aucun recours.

La juridiction appelée à statuer désigne un membre du personnel de l'administration pénitentiaire qui vérifie l'identité de l'inculpé et qui est présent auprès de lui au cours de l'acte de procédure.

L'inculpé concerné est censé avoir comparu.

Si l'inculpé est assisté par un avocat, celui-ci peut se trouver soit auprès de l'inculpé, soit auprès de la juridiction appelée à statuer.

À l'issue de l'opération, le membre du personnel de l'administration pénitentiaire désigné dresse procès-verbal qui est signé par l'inculpé.

Si l'inculpé refuse de signer, le procès-verbal en fait mention.

Le procès-verbal mentionne la date et le lieu de son établissement, son objet, l'identité de l'inculpé et, le cas échéant, de son avocat, s'il se trouve auprès de lui, le nom de la juridiction devant laquelle la demande de mise en liberté provisoire a été présentée et les conditions techniques dans lesquelles l'opération s'est déroulée.

(5) L'inculpé ou son avocat sont avertis, par les soins du greffier, des lieu, jour et heure de l'audience et, le cas échéant, de la télécommunication audiovisuelle ordonnée.

Dans ce cas, l'avocat est averti qu'il a la faculté d'assister l'inculpé soit auprès de celui-ci, soit auprès de la juridiction appelée à statuer sur la demande de mise en liberté.

(6) La mise en liberté ne peut être refusée que si les conditions prévues aux alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de l'article 94 se trouvent remplies.

(7) La mise en liberté, lorsqu'elle est accordée, peut être assortie du placement sous contrôle judiciaire.

(8) Si la mise en liberté est accordée par la chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement, le procureur d'État peut, dans un délai d'un jour qui court à compter du jour de l'ordonnance, interjeter appel de la décision.

L'inculpé reste détenu jusqu'à l'expiration dudit délai.

L'appel a un effet suspensif.

Le greffé avertit l'inculpé ou son avocat des lieu, jour et heure de la comparution au plus tard l'avant-veille de l'audience.

La chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle de la Cour d'appel statue sur l'appel au plus tard dix jours après qu'appel aura été formé.

Si elle n'a pas statué dans ce délai, l'inculpé est mis en liberté, à charge de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement aussitôt qu'il en sera requis.

(9) En cas d'appel de l'inculpé contre une décision de rejet d'une demande de mise en liberté, la chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle de la Cour d'appel statue au plus tard vingt jours après qu'appel a été formé.

(10) En cas d'appel contre une décision de mise en liberté ou de rejet de mise en liberté, le ministère public et l'inculpé ou son avocat sont entendus en leurs explications orales.

L'inculpé peut également être entendu par voie de télécommunication audiovisuelle. Dans ce cas, les dispositions des paragraphes 4 et 5 sont applicables. »

3. À l'article 637, paragraphe 2, le numéro « 4490bis » est remplacé par le numéro « 409bis ».

**Art. 2.** L'article 1017-8 du Nouveau Code de procédure civile prend la teneur qui suit :

« **Art. 1017-8.** Lorsqu'une personne agresse ou menace d'agresser une personne avec laquelle elle cohabite ou a cohabité dans un cadre familial, lorsqu'elle a à son encontre un comportement qui porte gravement atteinte à sa santé psychique et lui rend ainsi intolérable toute rencontre avec elle, le juge aux affaires familiales prononce, sur la demande de la personne concernée, tout ou partie des injonctions ou interdictions énumérées ci-après, à condition qu'elles n'aillent pas à l'encontre d'intérêts fondamentaux et légitimes de la partie défenderesse :

- l'interdiction de prendre contact avec la partie demanderesse ;
- l'interdiction d'envoyer des messages à la partie demanderesse ;
- l'interdiction de s'approcher de la partie demanderesse ;
- l'interdiction de s'approcher du service d'hébergement et annexes, de la structure de garde pour enfants et de l'école ;
- l'interdiction d'établir son domicile dans le même quartier que la partie demanderesse ;
- l'interdiction de fréquenter certains endroits ;
- l'interdiction d'emprunter certains itinéraires ;
- l'injonction de laisser la partie demanderesse entrer au domicile commun pour enlever ses affaires personnelles. »



**Art. 3.** La loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est modifiée comme suit :

1. À partir du 16 septembre 2019, l'article 33 est libellé comme suit :

« **Art. 33.** (1) La Cour supérieure de justice est composée d'un président, de quatre conseillers à la Cour de cassation, de onze présidents de chambre à la Cour d'appel, de douze premiers conseillers et de treize conseillers à la Cour d'appel, d'un procureur général d'État, de deux procureurs généraux d'État adjoints, de cinq premiers avocats généraux, de cinq avocats généraux et d'un substitut.

(2) Les conseillers à la Cour de cassation portent également le titre de vice-président de la Cour supérieure de justice.

(3) Le greffe est dirigé par un greffier en chef et comprend en outre des greffiers selon les besoins du service.

D'autres fonctionnaires et employés de l'État peuvent y être affectés. »

2. L'article 35 prend la teneur suivante :

« **Art. 35.** (1) La Cour de cassation comprend une chambre qui siège au nombre de cinq magistrats.

(2) Elle est composée du président de la Cour de cassation et de quatre conseillers à la Cour de cassation.

(3) En cas de vacance de poste ou d'empêchement d'un magistrat de la Cour de cassation, il est remplacé par un magistrat de la Cour d'appel.

En cas d'empêchement de tous les magistrats de la Cour d'appel, la Cour de cassation se complète conformément à l'article 135.

(4) Les fonctions du ministère public près la Cour de cassation sont exercées par le procureur général d'État, les procureurs généraux d'État adjoints, les premiers avocats généraux et les avocats généraux.

(5) Le greffier en chef de la Cour supérieure de justice fait le service de greffier à la Cour de cassation ; il peut être remplacé par l'un des greffiers de cette cour. »

3. L'article 39 est libellé comme suit :

« **Art. 39.** (1) Sans préjudice d'autres dispositions légales, la Cour d'appel connaît des affaires civiles, commerciales, criminelles et correctionnelles, ainsi que des affaires jugées par les tribunaux du travail.

(2) La Cour d'appel comprend dix chambres qui siègent au nombre de trois magistrats, sous réserve des dispositions de l'article 1007-10 du Nouveau Code de procédure civile.

(3) Lorsqu'un procès paraît de nature à entraîner de longs débats, le président de la Cour supérieure de justice peut décider qu'un ou plusieurs magistrats supplémentaires assisteront aux débats.

Dans le cas où un ou plusieurs magistrats composant une chambre correctionnelle ou la chambre criminelle seraient empêchés de suivre les débats jusqu'au prononcé du jugement, ils sont remplacés par le ou les magistrats supplémentaires, dans l'ordre de leur désignation par le président.

(4) Au sein de la Cour d'appel, les chambres criminelles siègent au nombre de trois magistrats dont un président de chambre, désigné chaque année par l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice.

(5) En cas d'empêchement, les magistrats des chambres criminelles sont remplacés conformément aux articles 133 et 134, alinéa 1<sup>er</sup>.

(6) La répartition entre les différentes chambres des affaires civiles, commerciales, correctionnelles ainsi que des affaires de droit du travail, se fait par le président de la Cour supérieure de justice.

(7) Chacune des chambres pourvoit d'abord à l'expédition des affaires qui lui sont spécialement attribuées.

Dans le cas où, par suite de leurs attributions respectives, une des chambres est surchargée par rapport à une autre, le président de la Cour supérieure de justice délègue à celle-ci, d'office ou sur la réquisition du procureur général d'État, partie des affaires attribuées à la chambre surchargée.

(8) L'assemblée générale de la Cour supérieure de justice délègue, parmi ses membres, le président et les deux assesseurs-magistrats du Conseil supérieur de la sécurité sociale ainsi que leurs suppléants. »

4. L'article 74-1 est rédigé comme suit :

**Art. 74-1.** Il est institué sous la surveillance administrative du procureur général d'État une Cellule de renseignement financier, en abrégé « CRF », qui a compétence pour remplir les missions inscrites aux articles 74-2 à 74-7.

La CRF comprend un substitut principal, trois premiers substituts et deux substituts.

La CRF est placée sous la direction du substitut principal qui porte le titre de « directeur de la Cellule de renseignement financier ». Les trois premiers substituts remplacent le directeur de la Cellule de renseignement financier en son absence suivant leur rang d'ancienneté et portent le titre de « directeur adjoint de la Cellule de renseignement financier ».

La CRF est opérationnellement indépendante et autonome. Elle a l'autorité et la capacité nécessaires d'exercer librement ses fonctions, y compris celle de décider d'une manière autonome d'analyser, de demander et de disséminer des informations spécifiques aux services et autorités compétents en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. »

5. À l'article 74-5, paragraphe 1<sup>er</sup>, le numéro « 74-3 » est remplacé par le numéro « 74-2 ».

6. L'article 181 prend la teneur suivante :

« **Art. 181.** (1) Le magistrat du Parquet général qui est délégué par le procureur général d'État à l'exécution des peines bénéficie d'une indemnité spéciale de cinquante points indiciaires par mois.

(2) Il est accordé une prime d'astreinte de :

- 1° quarante points indiciaires par mois aux magistrats siégeant à la chambre de l'application des peines et aux représentants du ministère public auprès de cette chambre ;
- 2° quarante points indiciaires par mois aux magistrats qui sont affectés à la Cellule de renseignement financier ;
- 3° quarante points indiciaires par mois aux magistrats des parquets qui assurent le service de permanence, pendant la période de leur affectation régulière à ce service ;
- 4° quarante points indiciaires par mois au juge d'instruction directeur et aux juges d'instruction ;
- 5° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe de la chambre de l'application des peines respectivement au secrétariat du ministère public auprès de cette chambre ;
- 6° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe des cabinets des juges d'instruction.

(3) Les fonctionnaires, employés et salariés de l'État affectés au Service central d'assistance sociale bénéficient d'une prime de risque de vingt points indiciaires par mois.

(4) La valeur numérique des points indiciaires est déterminée conformément aux règles fixées par la législation en matière de traitements des fonctionnaires de l'État.

Les indemnités spéciales, primes d'astreinte et primes de risque sont non pensionnables. »

**Art. 4.** L'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse prend la teneur qui suit :

« **Art. 11.** Les parents, tuteurs ou autres personnes qui ont la garde du mineur soumis au régime de l'assistance éducative ou maintenu dans son milieu à une ou plusieurs des conditions énumérées à l'alinéa 3 de l'article 1<sup>er</sup>, conservent sur lui l'autorité parentale et en exercent tous les attributs qui ne sont pas inconciliables avec l'application de la mesure.

Si le mineur est placé hors du domicile de ses parents, tuteur ou gardiens, ceux-ci conservent uniquement un droit de visite et de correspondance. Le tribunal ou le juge de la jeunesse en fixe les

modalités et peut même, si l'intérêt de l'enfant l'exige, décider que l'exercice de ces droits ou de l'un d'eux sera suspendu.

Quant à la personne du mineur, tous les autres attributs de l'autorité parentale sont transférés à la personne ou à l'établissement à qui le mineur est confié, à l'exception du droit de consentir à l'adoption et au mariage du mineur.

Quant aux biens du mineur, le juge aux affaires familiales peut nommer un administrateur public à tout mineur ayant fait l'objet d'une mesure de placement par le tribunal de la jeunesse. Le juge aux affaires familiales est informé de la décision de placement par la voie du greffe.

L'administrateur public a, sur les biens du mineur, les mêmes attributions qu'un administrateur légal sous contrôle judiciaire.

Il n'est pas institué de subrogé-tuteur. L'hypothèque légale prévue à l'article 2121 du Code civil ne s'applique pas à l'administrateur public.

Les fonctions de l'administrateur public cessent de plein droit par la mainlevée de la mesure de placement. »

**Art. 5.** À l'article 11*bis*, paragraphe 4, alinéa 2, première phrase, *in fine*, de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État, le numéro « 2016/279 » est remplacé par le numéro « 2016/679 ».

**Art. 6.** L'article 15 de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice prend la teneur suivante :

« **Art. 15.** (1) Il est créé une commission du recrutement et de la formation des attachés de justice.

Les attributions de la commission sont déterminées par les dispositions de la présente loi et des règlements grand-ducaux qui sont pris en exécution de celle-ci.

(2) La commission est composée de neuf membres effectifs, à savoir:

- 1) le procureur général d'État ;
- 2) le président de la Cour supérieure de justice ;
- 3) le président de la Cour administrative ;
- 4) le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ;
- 5) le président du tribunal d'arrondissement de Diekirch ;
- 6) le président du tribunal administratif ;
- 7) un magistrat du Parquet général, désigné par le procureur général d'État ;
- 8) le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg ;
- 9) le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Diekirch.

La présidence de la commission est assurée par le procureur général d'État.

La vice-présidence de la commission est assurée par le président de la Cour supérieure de justice et le président de la Cour administrative.

(3) La commission se complète par neuf membres suppléants désignés dans les conditions qui suivent.

Le procureur général d'État, le président de la Cour supérieure de justice, le président de la Cour administrative, le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, le président du tribunal d'arrondissement de Diekirch, le président du tribunal administratif, le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg et le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Diekirch désignent chacun un suppléant.

Le suppléant du magistrat du Parquet général est désigné par le procureur général d'État.

(4) La nomination des membres composant la commission est faite par arrêté grand-ducal.

(5) La commission ne peut délibérer que lorsque cinq de ses membres au moins sont présents. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.

(6) Tous les actes de la commission doivent indiquer les circonstances de droit et de fait qui les justifient.

(7) L'organisation du recrutement et de la formation est assurée par le membre effectif visé au point 7) du paragraphe 2.

Il est assisté dans ses fonctions par un ou plusieurs fonctionnaire(s) de l'administration judiciaire, désigné(s) par le procureur général d'État. »

**Art. 7.** Les primes d'astreinte visées à l'article 181, paragraphe 2, points 1° et 5° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire sont accordées à partir du 16 septembre 2018.

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7386/04

**N° 7386<sup>4</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2018-2019

**PROJET DE LOI**

portant modification :

1. du Code de procédure pénale ;
2. du Nouveau Code de procédure civile ;
3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat ;
6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(5.4.2019)

Par dépêche du 25 octobre 2018, le Premier ministre, ministre d'État, a saisi le Conseil d'État du projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre de la Justice.

Le projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact, d'une fiche financière ainsi que des textes coordonnés de la partie du Code de procédure pénale et des lois que le projet de loi vise à modifier.

Par dépêches des 1<sup>er</sup> et 29 mars 2019, le Premier ministre, ministre d'État, a saisi le Conseil d'État d'amendements gouvernementaux au projet de loi sous examen.

\*

**OBSERVATION PRELIMINAIRE**

Le Conseil d'État tient à souligner que, lorsqu'une loi en projet modifie les dispositions d'une loi en vigueur, les amendements sont à apporter au dispositif de la loi en projet proprement dit, et non aux dispositions légales des codes et lois qu'il s'agit de modifier. Ce n'est qu'à la lecture du texte coordonné qu'il est possible de saisir le contenu du projet de loi tel qu'amendé. Le Conseil d'État examinera donc, à titre tout à fait exceptionnel, le projet de loi initial et les amendements y afférents sur base du texte coordonné du projet de loi sous examen, tel qu'il résulte des amendements précités du 29 mars 2019, qui tient déjà compte des amendements du 1<sup>er</sup> mars 2019.

\*

**CONSIDERATIONS GENERALES**

Le projet de loi initial sous examen vise, d'après l'exposé des motifs, à rectifier des erreurs figurant dans le Code de procédure pénale, dans la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire et dans la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État. Ces

erreurs ont pour origine des incohérences et inadvertances dans l'articulation des lois récentes du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale<sup>1</sup>, du 20 juillet 2018 sur l'exécution des peines<sup>2</sup>, du 20 juillet 2018 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011<sup>3</sup>, du 10 août 2018 portant transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016<sup>4</sup> et de la loi du 10 août 2018 portant organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF)<sup>5</sup>.

Les adaptations proposées concernent notamment la composition et le fonctionnement de la Cour supérieure de justice, en particulier en relation avec les dispositions de la loi modifiée du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire. Le Conseil d'État note que la loi précitée du 27 juin 2018 a procédé à un certain nombre de modifications de la loi précitée du 7 mars 1980 en ce qui concerne la composition des cours et tribunaux, en partie par le biais d'une modification de la loi précitée du 27 juin 2017. Ces modifications se sont partiellement révélées être erronées. Le projet de loi sous avis a pour but de redresser ces erreurs ; toutefois, le Conseil d'État constate que certaines erreurs subsistent et ne sont pas redressées. Le Conseil d'État y reviendra à l'occasion de l'examen des articles.

En outre, le projet de loi prévoit l'élargissement du cercle des bénéficiaires d'une prime d'astreinte au sein de la magistrature et du personnel de justice. Finalement, le texte proposé vise à redresser des numérotations inexactes dans le cadre de renvois à des dispositions législatives.

Les amendements des 1<sup>er</sup> et 29 mars 2019 complètent les adaptations et corrections prévues dans le projet de loi initial et ajoutent des modifications supplémentaires au Code de procédure pénale, au Nouveau Code de procédure civile, à la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse et à la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice.

\*

- 
- 1 Loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification : 1. du Nouveau Code de procédure civile ; 2. du Code civil ; 3. du Code pénal ; 4. du Code de la sécurité sociale ; 5. du Code du travail ; 6. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes ; 7. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ; 9. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ; 10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats ; 11. de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire.
  - 2 Loi du 20 juillet 2018 modifiant : 1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines ; 2° le Code pénal ; 3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; et 4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.
  - 3 Loi du 20 juillet 2018 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant 1) le Code pénal ; 2) le Code de procédure pénale ; 3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique ; 4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.
  - 4 Loi du 10 août 2018 portant modification : 1° du Code pénal ; 2° du Code de procédure pénale ; 3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales.
  - 5 Loi du 10 août 2018 modifiant : 1° le Code de procédure pénale ; 2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ; 4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État afin de porter organisation de la Cellule de de renseignement financier (CRF).



## EXAMEN DES ARTICLES

Les modifications de l'intitulé, présentées respectivement par les amendements n° 1 des 1<sup>er</sup> et 29 mars 2019, n'appellent pas d'observation.

### *Article 1<sup>er</sup>*

#### *Point 1*

La loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire prévoit, à l'article 51, point 1), de remplacer à l'article 93 du Code de procédure pénale, les termes « la maison de détention » par les termes « un centre pénitentiaire ». Or, la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale, votée et entrée en vigueur avant le projet de loi n° 7042 ayant conduit à la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire, avait remplacé le texte de l'article 93 du Code de procédure pénale par le texte suivant : « Dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, la personne sera interrogée dans les 24 heures au plus tard à partir de sa privation de liberté ». La modification, opérée par la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire était dépourvue de signification, puisque les termes « la maison de détention » ne figuraient déjà plus à l'article 93 du Code de procédure pénale. Pour éviter toute insécurité juridique, les auteurs du projet de loi proposent de confirmer le libellé correct de l'article 93 du Code de procédure pénale, tel qu'il a été introduit par la loi précitée du 8 mars 2017. Le Conseil d'État marque son accord avec cette démarche.

L'amendement n° 2, portant sur l'article 1<sup>er</sup>, point 1, du projet de loi initial, n'appelle pas d'observation.

#### *Point 2*

L'article 1<sup>er</sup>, point 2, du projet de loi sous avis, tel qu'amendé par l'amendement n° 3 du 1<sup>er</sup> mars 2019, porte modification de l'article 116 du Code de procédure pénale, afin d'y inclure la possibilité d'entendre par voie de télécommunication audiovisuelle l'inculpé qui a formulé une demande de mise en liberté provisoire. Le régime prévu est, selon les auteurs de l'amendement, étroitement calqué sur celui des articles 553 et suivants du Code de procédure pénale.

Les auteurs de l'amendement du 1<sup>er</sup> mars 2019 considèrent que le dispositif des articles 553 et suivants du Code de procédure pénale ne pourrait pas s'appliquer aux procédures en matière de demandes de liberté provisoire.

Le dispositif, tel qu'amendé par l'amendement n° 3 du 1<sup>er</sup> mars 2019, n'appelle pas d'observation particulière quant au fond.

#### *Point 3*

Par l'effet de l'amendement n° 3 du 1<sup>er</sup> mars 2019, le point 2 du projet de loi initial, qui remplace, à l'article 637, paragraphe 2, du Code de procédure pénale, le numéro « 4490bis » par celui de « 409bis », devient le nouveau point 3. Il n'appelle pas d'observation.

### *Article 2*

L'amendement n° 2 du 29 mars 2019 vise à ajouter, à l'article 1017-8, alinéa 1<sup>er</sup>, du Nouveau Code de procédure civile, les termes « ou a cohabité », ce qui permet d'étendre le champ d'application de l'intervention de la justice en cas de violences domestiques aux hypothèses où la cohabitation a déjà pris fin.

### *Article 3*

L'article sous examen remplace plusieurs dispositions de la loi précitée du 7 mars 1980, étant donné que la loi précitée du 27 juin 2018 a procédé à plusieurs modifications, partiellement erronées, des dispositions de cette loi, que ce soit par une modification directe de la loi précitée du 7 mars 1980 ou par une modification de la loi précitée du 27 juin 2017, qui elle-même modifie plusieurs dispositions de la loi précitée du 7 mars 1980.

#### *Point 1*

La modification proposée porte correction de l'article 33 de la loi précitée du 7 mars 1980. Il s'agit de réajuster la composition de la Cour supérieure de justice au regard du plan pluriannuel de recrute-

ment et de garantir qu'elle comporte également, à partir du 16 septembre 2019, quatre conseillers à la Cour de cassation et cinq premiers avocats généraux, conformément à ce qui est prévu à l'article II de la loi précitée du 27 juin 2017. Il s'agit de maintenir, en même temps, l'augmentation du nombre des conseillers à la Cour d'appel à partir du 16 septembre 2019, telle que prévue par l'article III de la loi précitée du 27 juin 2017, dans sa version modifiée par l'article 14, point 2), de la loi précitée du 27 juin 2018. Le Conseil d'État avait attiré l'attention du législateur sur ce problème dans son avis du 26 juin 2018 sur le projet de loi n° 7287, qui allait aboutir à la loi du 10 août 2018 portant organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF)<sup>6</sup>.

En effet, l'article 33 de la loi précitée du 7 mars 1980 prend différentes teneurs à des dates successives. L'article 33 précité est d'abord modifié par l'article II de la loi précitée du 27 juin 2017 en ce sens que le nombre des conseillers à la Cour de cassation et celui des premiers avocats généraux sont augmentés à partir du 16 septembre 2018, pour prévoir quatre conseillers à la Cour de cassation et cinq premiers avocats généraux. L'article III initial de la loi précitée du 27 juin 2017 ne prévoyait pas de modification de l'article 33 précité à partir du 16 septembre 2019. Or, la loi précitée du 27 juin 2018 a remplacé cet article III, en prévoyant une modification de l'article 33 précité, ayant pour effet, à partir du 16 septembre 2019, de réduire le nombre des conseillers à la Cour de cassation à trois et celui des premiers avocats généraux à quatre, tout en augmentant le nombre des conseillers à la Cour d'appel de douze à treize.

Le point 1 redresse donc cette erreur de réduction du nombre des conseillers à la Cour de cassation et du nombre des premiers avocats généraux, tout en maintenant l'augmentation prévue des conseillers à la Cour d'appel, en modifiant l'article 33 directement dans la loi précitée du 7 mars 1980, avec effet au 16 septembre 2019.

La disposition modificative de l'article III de la loi précitée du 27 juin 2017, telle que modifiée par la loi précitée du 27 juin 2018, n'étant pas formellement abrogée, la question se pose de savoir si deux dispositions contraires risqueraient de prendre effet le même jour, à savoir la disposition modificative précitée et la disposition modificative sous examen. Le Conseil d'État considère néanmoins qu'un tel conflit n'existera pas, puisque la disposition en projet sera le fruit de la volonté postérieure du législateur.

Au sujet des autres modifications de la loi précitée du 27 juin 2017 par la loi précitée du 27 juin 2018, le Conseil d'État entend faire les observations suivantes.

Les modifications prévues par l'article 14 de la loi précitée du 27 juin 2018 ont en partie pour effet d'abroger des dispositions modificatives de la loi précitée du 27 juin 2017, qui devaient initialement entrer en vigueur respectivement le 16 septembre 2019 et le 16 septembre 2020.

En effet, les articles III et IV de cette même loi sont modifiés par l'article 14, points 2) et 3), de la loi précitée du 27 juin 2018. Ces dispositions sont donc remplacées dans leur intégralité. Ce remplacement implique l'abrogation pure et simple des modifications apportées aux articles 19, 25 et 33-1 de la loi précitée du 7 mars 1980 par les articles III et IV de la loi précitée du 27 juin 2017, dans leur version initiale.

Le Conseil d'État considère qu'il y a lieu de réintroduire ces dispositions modificatives dans le projet de loi sous examen. Ces dispositions modificatives seraient à introduire à l'endroit de l'article du projet de loi sous examen. Le Conseil d'État formulera une proposition de texte de l'article 3 du projet de loi sous examen à la fin de ses observations relatives à cet article.

#### *Point 2*

Le point 2, tel qu'amendé par l'amendement n° 4 du 1<sup>er</sup> mars 2019, porte modification de l'article 35 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire et doit être compris comme un amendement apporté à l'article 2 du projet de loi initial.

Il s'agit de tenir compte de la récente création d'un quatrième poste de conseiller à la Cour de cassation, par l'effet de l'article II de la loi précitée du 27 juin 2017, ayant modifié l'article 33 de la loi

<sup>6</sup> Loi du 10 août 2018 modifiant : 1° le Code de procédure pénale ; 2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ; 4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État afin de porter organisation de la Cellule de de renseignement financier (CRF).

précitée du 7 mars 1980 et, de ce fait, ainsi la composition de la Cour supérieure de justice à partir du 16 septembre 2018.

Le Conseil d'État marque son accord avec le redressement du texte. Il considère toutefois que cette modification, qui porte sur la composition de la Cour de cassation, devrait intervenir avec effet rétroactif au 16 septembre 2018, étant donné que l'augmentation du nombre des conseillers à la Cour de cassation, prévue par l'article 33 de la loi précitée du 7 mars 1980, tel que modifié par l'article II de la loi précitée du 27 juin 2017, est intervenue avec effet au 16 septembre 2018. Il s'agira de rétablir un parallélisme des textes en ce qui concerne la composition de la Cour de cassation et la composition de la Cour supérieure de justice à partir du 16 septembre 2018 et d'éliminer une erreur matérielle manifeste dont est entaché le texte actuel.

Dans ce contexte, le Conseil d'État propose toutefois d'omettre le terme « magistrat », qui n'est pas le concept utilisé dans la loi précitée du 7 mars 1980 pour désigner les membres de la Cour supérieure de justice. À l'instar de la formule de l'article 39, paragraphe 2, de la loi précitée du 7 mars 1980, portant sur la Cour d'appel, il propose de retenir le concept de « conseiller ».

#### *Point 3*

Le point 2 du projet de loi initial est devenu le point 3, par l'effet des amendements du 1<sup>er</sup> mars 2019. Il a encore été modifié par les amendements du 29 mars 2019.

En prévoyant la compétence de l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice pour déléguer, parmi ses membres, le président et les deux assesseurs-magistrats au Conseil supérieur de la sécurité sociale, le point 3 vise à réintroduire le paragraphe 8 de l'article 39, qui a été supprimé, par erreur, à travers la modification de l'article 39 par la loi précitée du 27 juin 2018. Est encore prévue une harmonisation de la terminologie dans les dispositions relatives à la composition des différentes chambres de la Cour supérieure de justice. Le Conseil d'État marque son accord avec ces redressements.

Le point 3, tel qu'il résulte de l'amendement n° 5 du 1<sup>er</sup> mars 2019, vise encore à remplacer, à l'article 39, paragraphe 4, de la loi précitée du 7 mars 1980, le nombre de « cinq magistrats », erronément prévu dans le texte du projet de loi initial, par celui de « trois magistrats ». Le Conseil d'État approuve ce redressement du libellé de la disposition en cause. Il propose, au demeurant, de retenir le concept de « conseillers ».

Le Conseil d'État marque encore son accord avec l'amendement n° 3 du 29 mars 2019, qui vise « les chambres criminelles » « au sein de la Cour d'appel », étant donné que la Cour d'appel comprend plus d'une chambre criminelle.

#### *Point 4*

L'amendement n° 6 du 1<sup>er</sup> mars 2019 remplace le point 4 du projet de loi initial, qui devient le nouveau point 6.

Le point 4 entend modifier l'article 74-1 de la loi précitée du 7 mars 1980, en rectifiant des renvois à d'autres dispositions de la loi précitée du 7 mars 1980 et en revalorisant un poste de substitut à la Cellule de renseignement financier. Il n'appelle pas d'observation.

#### *Point 5*

Le point 3 du projet de loi initial devient le nouveau point 5, par l'effet des amendements du 1<sup>er</sup> mars 2019. Il n'appelle pas d'observation.

#### *Point 6*

Le point 6 vise à modifier l'article 181 de la loi précitée du 7 mars 1980.

Le Conseil d'État relève, à titre préliminaire, que l'article 181, paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi précitée du 7 mars 1980, qui reste intouché par la loi en projet, prévoit que « [l]a valeur numérique des points indiciaires est déterminée conformément aux règles fixées par la législation en matière de traitement des fonctionnaires de l'État ». La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, qui fixe la valeur du point indiciaire, s'applique également aux magistrats. L'article 181, paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi précitée du 7 mars 1980 est dès lors superfétatoire et le Conseil d'État propose de profiter de l'occasion du projet de loi sous examen pour le supprimer.

La modification de l'article 181 de la loi précitée du 7 mars 1980, prévue dans le projet de loi initial, vise à étendre la prime d'astreinte introduite par la loi du 20 juillet 2018 sur l'exécution des peines au profit des conseillers siégeant à la chambre de l'application des peines, aux magistrats du Parquet général délégués à l'exécution des peines ainsi qu'aux fonctionnaires et employés affectés au greffe de cette chambre ou au secrétariat du ministre public. Il convient d'écrire « secrétariat du Parquet général ».

Le point 6, tel qu'amendé par l'amendement n° 7 du 1<sup>er</sup> mars 2019, entend introduire un nouveau paragraphe 1<sup>er</sup> à l'article 181 de la loi précitée du 7 mars 1980. Par l'effet de cette insertion, les autres paragraphes de la disposition actuellement en vigueur sont renumérotés.

La prime d'astreinte de cinquante points au profit des magistrats délégués à l'exécution des peines est remplacée par une indemnité spéciale au profit du seul magistrat du Parquet général délégué à l'exécution des peines. Le Conseil d'État s'interroge sur la portée et la logique de cette modification. Pourquoi avoir remplacé le concept de « prime d'astreinte » par celui d'« indemnité spéciale », sachant que pour les magistrats de la chambre d'application des peines (il faudrait d'ailleurs retenir le terme « conseillers »), le concept de « prime d'astreinte » est maintenu. Le Conseil d'État attire surtout l'attention des auteurs de l'amendement sur la divergence entre le régime prévu par la loi en projet et le libellé de l'article 34 de la loi précitée du 7 mars 1980, tel que ce dernier résulte de l'article III de la loi du 20 juillet 2018 sur l'exécution des peines<sup>7</sup>. Aux termes de cet article 34, « [l]e procureur général d'État peut déléguer un membre de son parquet et, en cas de besoin, un membre de l'un des parquets auprès des tribunaux d'arrondissement à l'exécution des peines, telle que prévue aux articles 669 et suivants du Code de procédure pénale ». Si le procureur général d'État entend déléguer un membre d'un des deux parquets auprès des tribunaux d'arrondissement, ces magistrats ne toucheront pas l'indemnité.

L'amendement n° 7 du 1<sup>er</sup> mars 2019 procède encore à la suppression implicite du point 5 du projet de loi initial, aux termes duquel les nouvelles primes d'astreinte sont allouées aux bénéficiaires à partir du 16 septembre 2018. Le Conseil d'État reviendra sur cette question à l'occasion du nouvel article 7, tel qu'il résulte des amendements des 1<sup>er</sup> et 29 mars 2019.

Faisant suite à ses observations formulées ci-avant, le Conseil d'État propose de reformuler l'article 3 du projet de loi sous examen. En suivant l'ordre numérique des dispositions de la loi précitée du 7 mars 1980 qu'il s'agit de modifier, l'article 3 serait à rédiger comme suit, tout en tenant compte des augmentations des effectifs prévus dans la loi précitée du 27 juin 2017 et des augmentations supplémentaires prévues dans la loi précitée du 27 juin 2018 :

« **Art. 3.** La loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est modifiée comme suit :

1° À partir du 16 septembre 2019, l'article 19 est remplacé comme suit :

« Art. 19. (1) En dehors du juge d'instruction directeur visé à l'article 11, il y a treize juges d'instruction près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, dont quatre vice-présidents.

Il y a un juge d'instruction près le Tribunal d'arrondissement de Diekirch.

(2) Les juges d'instruction sont choisis par le Grand-Duc, parmi les vice-présidents, les premiers juges et les juges, chaque fois pour une période de trois années.

Ils peuvent obtenir le renouvellement de leurs fonctions.

Ils siègent suivant le rang de leur réception au jugement des affaires civiles, commerciales et correctionnelles, sauf l'exception prévue à l'article 64-1. »

2° À partir du 16 septembre 2019, l'article 25 est remplacé comme suit :

« Art. 25. (1) Le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg comprend vingt chambres.

(2) La répartition des affaires entre les différentes chambres se fait par le président du tribunal d'arrondissement.

Celui-ci fixe également les tâches des juges qui ne sont pas affectés à une chambre. »

<sup>7</sup> Loi du 20 juillet 2018 modifiant : 1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines ; 2° le Code pénal ; 3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; et 4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

3° À partir du 16 septembre 2019, l'article 33 est remplacé comme suit :

« Art. 33. (1) La Cour supérieure de justice est composée d'un président, de quatre conseillers à la Cour de cassation, de onze présidents de chambre à la Cour d'appel, de douze premiers conseillers et de treize conseillers à la Cour d'appel, d'un procureur général d'État, de deux procureurs généraux d'État adjoints, de cinq premiers avocats généraux, de cinq avocats généraux et d'un substitut.

(2) Les conseillers à la Cour de cassation portent également le titre de vice-président de la Cour supérieure de justice.

(3) Le greffe est dirigé par un greffier en chef et comprend en outre des greffiers selon les besoins du service.

D'autres fonctionnaires et employés de l'État peuvent y être affectés. »

4° À partir du 16 septembre 2019, l'article 33-1 est remplacé comme suit :

« Art. 33-1. (1) Il est créé auprès du président de la Cour supérieure de justice un pool de complément des magistrats du siège qui effectuent des remplacements temporaires dans les conditions déterminées par les articles 6 et 13.

Ce pool comprend trois premiers juges et trois juges.

(2) Il est créé auprès du procureur général d'État un pool de complément des magistrats du ministère public qui effectuent des remplacements temporaires dans les conditions déterminées par l'article 138.

Ce pool comprend un premier substitut et deux substituts. »

5° À partir du 16 septembre 2020, l'article 33-1 est remplacé comme suit :

« Art. 33-1. (1) Il est créé auprès du président de la Cour supérieure de justice un pool de complément des magistrats du siège qui effectuent des remplacements temporaires dans les conditions déterminées par les articles 6 et 13.

Ce pool comprend quatre premiers juges et quatre juges.

(2) Il est créé auprès du procureur général d'État un pool de complément des magistrats du ministère public qui effectuent des remplacements temporaires dans les conditions déterminées par l'article 138.

Ce pool comprend deux premiers substituts et deux substituts. »

6° L'article 35 est remplacé comme suit :

« Art. 35. (1) La Cour de cassation comprend une chambre qui siège au nombre de cinq conseillers.

(2) Elle est composée du président de la Cour de cassation et de quatre conseillers à la Cour de cassation.

(3) En cas de vacance de poste ou d'empêchement d'un conseiller de la Cour de cassation, il est remplacé par un conseiller de la Cour d'appel.

En cas d'empêchement de tous les conseillers de la Cour d'appel, la Cour de cassation se complète conformément à l'article 135.

(4) Les fonctions du ministère public près de la Cour de cassation sont exercées par le procureur général d'État, les procureurs généraux d'État adjoints, les premiers avocats généraux et les avocats généraux.

(5) Le greffier en chef de la Cour supérieure de justice fait le service de greffier à la Cour de cassation ; il peut être remplacé par l'un des greffiers de cette cour. »

7° L'article 39 est remplacé comme suit :

« Art. 39. (1) Sans préjudice d'autres dispositions légales, la Cour d'appel connaît des affaires civiles, commerciales, criminelles et correctionnelles, ainsi que des affaires jugées par les tribunaux du travail.

(2) La Cour d'appel comprend dix chambres qui siègent au nombre de trois conseillers, sous réserve des dispositions de l'article 1007-10 du Nouveau Code de procédure civile.

(3) Lorsqu'un procès paraît de nature à entraîner de longs débats, le président de la Cour supérieure de justice peut décider qu'un ou plusieurs conseillers supplémentaires assisteront aux débats.

Dans le cas où un ou plusieurs conseillers composant une chambre correctionnelle ou une chambre criminelle seraient empêchés de suivre les débats jusqu'au prononcé de l'arrêt, ils sont remplacés par le ou les conseillers supplémentaires, dans l'ordre de leur désignation par le président.

(4) Au sein de la Cour d'appel, les chambres criminelles siègent au nombre de trois conseillers, dont un président de chambre, désignés chaque année par l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice.

(5) En cas d'empêchement, les conseillers des chambres criminelles sont remplacés conformément aux articles 133 et 134, alinéa 1<sup>er</sup>.

(6) La répartition entre les différentes chambres des affaires civiles, commerciales, correctionnelles ainsi que des affaires de droit du travail, se fait par le président de la Cour supérieure de justice.

(7) Chacune des chambres pourvoit d'abord à l'expédition des affaires qui lui sont spécialement attribuées.

Dans le cas où, par suite de leurs attributions respectives, une des chambres est surchargée par rapport à une autre, le président de la Cour supérieure de justice délègue à celle-ci, d'office ou sur la réquisition du procureur général d'État, partie des affaires attribuées à la chambre surchargée.

(8) L'assemblée générale de la Cour supérieure de justice délègue, parmi ses membres, le président et les deux assesseurs-magistrats du Conseil supérieur de la sécurité sociale ainsi que leurs suppléants. »

8° L'article 74-1 est remplacé comme suit :

« Art. 74-1. Il est institué, sous la surveillance administrative du procureur général d'État, une Cellule de renseignement financier, ci après « CRF », qui a compétence pour remplir les missions inscrites aux articles 74-2 à 74-7.

La CRF comprend un substitut principal, trois premiers substituts et deux substituts.

La CRF est placée sous la direction du substitut principal, qui porte le titre de « directeur de la Cellule de renseignement financier ». Les trois premiers substituts remplacent le directeur de la Cellule de renseignement financier en son absence suivant leur rang d'ancienneté et portent le titre de « directeur adjoint de la Cellule de renseignement financier ».

La CRF est opérationnellement indépendante et autonome. Elle a l'autorité et la capacité nécessaires d'exercer librement ses fonctions, y compris celle de décider d'une manière autonome d'analyser, de demander et de disséminer des informations spécifiques aux services et autorités compétents en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. »

9° À l'article 74-5, paragraphe 1<sup>er</sup>, le numéro « 74-3 » est remplacé par le numéro « 74-2 ».

10° L'article 181 est remplacé comme suit :

« Art. 181. (1) Le magistrat du Parquet général qui est délégué par le procureur général d'État à l'exécution des peines bénéficie d'une indemnité spéciale de cinquante points indiciaires par mois.

(2) Il est accordé une prime d'astreinte de :

1° quarante points indiciaires par mois aux conseillers siégeant à la chambre d'application des peines et aux représentants du Parquet général auprès de cette chambre ;

2° quarante points indiciaires par mois aux magistrats qui sont affectés à la Cellule de renseignement financier ;

- 3° quarante points indiciaires par mois aux magistrats des parquets qui assurent le service de permanence, pendant la période de leur affectation régulière à ce service ;
- 4° quarante points indiciaires par mois au juge d'instruction directeur et aux juges d'instruction ;
- 5° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe de la chambre de l'application des peines respectivement au secrétariat du Parquet général auprès de cette chambre ;
- 6° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe des cabinets des juges d'instruction ;

(3) Les fonctionnaires, employés et salariés de l'État affectés au Service central d'assistance sociale bénéficient d'une prime de risque de vingt points indiciaires par mois.

(4) Les indemnités spéciales, primes d'astreinte et primes de risque sont non pensionnables. » »

Le Conseil d'État insiste sur la nécessité de publier une version coordonnée à jour de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire.

#### *Article 4*

L'article 4 a pour objet de redresser une erreur matérielle qui s'est produite lors de la modification de l'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse par l'article 11 de la loi précitée du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale. Il s'agit de revenir sur la fusion opérée, par erreur, des alinéas 3 et 4 de l'ancien article 11 de la loi précitée du 10 août 1992, ce qui a entraîné la suppression, par mégarde, de parties de phrases figurant précédemment à ces deux alinéas.

Le Conseil d'État marque son accord avec ce redressement.

Il note que les auteurs précisent que cette modification ne remet aucunement en cause le projet de loi n° 7276 instituant un régime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, qui a fait l'objet d'un avis du Conseil d'État en date du 22 janvier 2019. Le Conseil d'État insiste sur la nécessité de respecter une cohérence des nouveaux dispositifs légaux à intervenir.

#### *Article 5*

Sans observation.

#### *Article 6*

L'article sous examen entend modifier l'article 15 de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice, qui porte création de la commission du recrutement et de la formation des attachés de justice. Il vise à compléter cette commission par le président du Tribunal d'arrondissement de Diekirch et le procureur d'État près de ce tribunal. Le Conseil d'État n'a pas d'observation à formuler.

#### *Article 7*

L'amendement n° 10 du 1<sup>er</sup> mars 2019 introduit dans le projet de loi sous avis un nouvel article 6, renuméroté en article 7 suite aux amendements du 29 mars 2019, et qui porte sur l'entrée en vigueur rétroactive de la prime d'astreinte.

Le Conseil d'État constate que le projet de loi sous avis ne contient aucune disposition sur la rétroactivité de l'indemnité spéciale au profit du magistrat du Parquet général délégué à l'exécution des peines. Cette indemnité avait été prévue dans la loi du 20 juillet 2018 sur l'exécution des peines<sup>8</sup>. Or, la loi

<sup>8</sup> Loi du 20 juillet 2018 modifiant : 1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines ; 2° le Code pénal ; 3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; et 4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

du 10 août 2018 portant organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF)<sup>9</sup> a modifié, dans son article II, point 3), l'article 181 de la loi précitée du 7 mars 1980, en remplaçant, par erreur, les termes « délégué à l'exécution des peines » par les termes « délégué [...] pour la surveillance des établissements pénitentiaires », fonction supprimée par la loi du 20 juillet 2018 sur l'exécution des peines<sup>10</sup>. Cela signifie que la prime a été versée en conformité avec le dispositif légal entre le 15 septembre 2018, date d'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 2018 sur l'exécution des peines<sup>11</sup> et la date du 31 octobre 2018, veille de la date d'entrée en vigueur de la loi du 10 août 2018 portant organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF)<sup>12</sup> et réintroduisant le concept erroné de « délégué à la surveillance des établissements pénitentiaires ». Pour donner une base légale à la poursuite du versement de l'indemnité après le 1<sup>er</sup> novembre 2018, un effet rétroactif à cette date devrait être prévu pour l'octroi de l'indemnité.

Les autres dispositions de l'article sous examen n'appellent pas d'observation.

\*

## OBSERVATIONS D'ORDRE LEGISTIQUE

### *Observations générales*

Les tirets sont à remplacer par des numérotations simples, suivis d'un exposant « ° » (1°, 2°, 3°...).

L'article est indiqué en introduction du texte sous la forme abrégée « **Art.** ».

À l'occasion du remplacement d'articles dans leur intégralité, le texte nouveau est précédé de l'indication du numéro correspondant qui est souligné, au lieu d'être mis en gras, pour mieux le distinguer du numéro des articles de l'acte modificatif.

### *Intitulé*

L'intitulé n'est pas à faire suivre d'un point final, étant donné que les intitulés ne forment pas de phrase.

### *Article 3*

Tenant compte de l'observation générale relative à l'entrée en vigueur de certaines dispositions, formulée ci-dessus, la phrase liminaire du point 1 est à reformuler comme suit :

« 1° L'article 33 prend la teneur suivante : ».

Au point 3, le Conseil d'État propose de reformuler la phrase liminaire comme suit :

« 3° L'article 39 est remplacé comme suit : ».

Au point 4, le Conseil d'État propose de remplacer les termes « en abrégé » par ceux de « ci-après ».

Au point 6, le Conseil d'État renvoie à son observation relative au point 3 en ce qui concerne la formulation de la phrase liminaire.

À l'article 181, paragraphe 2, point 5°, de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, qu'il s'agit de remplacer, il convient d'écrire « qui sont affectés respectivement au greffe de la chambre de l'application des peines et au secrétariat du ministère public [...] ».

9 Loi du 10 août 2018 modifiant : 1° le Code de procédure pénale ; 2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ; 4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État afin de porter organisation de la Cellule de de renseignement financier (CRF).

10 Loi du 20 juillet 2018 modifiant : 1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines ; 2° le Code pénal ; 3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; et 4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

11 Loi du 20 juillet 2018 modifiant : 1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines ; 2° le Code pénal ; 3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; et 4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

12 Loi du 10 août 2018 modifiant : 1° le Code de procédure pénale ; 2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ; 4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État afin de porter organisation de la Cellule de de renseignement financier (CRF).



*Article 4*

À la phrase liminaire, il convient d'écrire « est remplacé comme suit », au lieu de « prend la teneur qui suit ».

À l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, qu'il s'agit de remplacer, il y a lieu d'écrire « des conditions énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3, [...] ».

*Article 6*

À la phrase liminaire, il convient d'écrire « est remplacé comme suit », au lieu de « prend la teneur suivante ».

À l'article 15, paragraphe 7, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice, qu'il s'agit de remplacer, il convient d'écrire « par le membre effectif visé au paragraphe 2, point 7<sup>o</sup> ».

À l'article 15, paragraphe 7, alinéa 2, de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice, qu'il s'agit de remplacer, il y a lieu de supprimer les parenthèses aux termes « fonctionnaires » et « désignés ».

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 16 votants, le 5 avril 2019.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*La Présidente,*  
Agy DURDU

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7386/05

N° 7386<sup>5</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2018-2019

**PROJET DE LOI**

portant modification :

1. du Code de procédure pénale ;
2. du Nouveau Code de procédure civile ;
3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat ;
6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

\* \* \*

## SOMMAIRE:

|   | <i>page</i> |
|---|-------------|
| <i>Amendements adoptés par la Commission de la Justice</i>  |             |
| 1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Président du Conseil d'Etat (19.6.2019)..... | 1           |
| 2) Texte coordonné.....   | 2           |

\*

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES  
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(19.6.2019)

Madame le Président,

J'ai l'honneur de vous soumettre ci-après un amendement au projet de loi sous rubrique, adopté par la Commission de la Justice lors de sa réunion du 19 juin 2019.

Je joins en annexe, à toutes fins utiles, un texte coordonné du projet de loi sous rubrique reprenant l'amendement parlementaire proposé (**figurant en caractères gras et soulignés**) et les propositions de texte du Conseil d'Etat soulevées dans son avis du 13 novembre 2018 que la commission a faites siennes (figurant en caractères soulignés).

\*

**I. AMENDEMENT***Amendement unique concernant l'article 7 du projet de loi*

L'article 7 du projet de loi prend la teneur suivante :

« Art. 7. (1) L'indemnité spéciale visée à l'article 181, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est accordée à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2018.

*(2) Les primes d'astreinte visées à l'article 181, paragraphe 2, points 1° et 5° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire sont accordées à partir du 16 septembre 2018. »*

*Commentaire*

Tel que recommandé par le Conseil d'État dans son avis du 5 avril 2019, l'amendement vise à créer une base légale à la poursuite du versement de l'indemnité allouée au délégué du procureur général d'État à l'exécution des peines après le 1<sup>er</sup> novembre 2018. En d'autres termes, un effet rétroactif à cette date est prévu pour l'octroi de cette indemnité.

\*

Au nom de la Commission de la Justice, je vous saurais gré de bien vouloir m'envoyer l'avis du Conseil d'État sur l'amendement exposé ci-dessus dans les meilleurs délais.

J'envoie copie de la présente, pour information, au Premier Ministre, Ministre d'État, au Ministre de la Justice et au Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

*Le Président de la Chambre des Députés,  
Fernand ETGEN*

\*

**TEXTE COORDONNE**

**7386**

**PROJET DE LOI**

**portant modification :**

- 1. du Code de procédure pénale ;**
- 2. du Nouveau Code de procédure civile ;**
- 3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;**
- 4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;**
- 5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat ;**
- 6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice<sup>2</sup>**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le Code de procédure pénale est modifié comme suit :

1° L'article 93 prend la teneur suivante :

*« Art. 93. Dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, la personne sera interrogée dans les vingt-quatre heures au plus tard à partir de sa privation de liberté. »*

2° L'article 116 est libellé comme suit :

*« Art. 116. (1) La mise en liberté peut être demandée à tout stade de la procédure, à savoir:*

- 1. à la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement, pendant la période de l'instruction ;*
- 2. à la chambre du conseil de la Cour d'appel, si elle est saisie d'un recours contre l'ordonnance de renvoi de la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement ;*
- 3. à la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement, si l'affaire y est renvoyée ;*
- 4. à la chambre correctionnelle de la Cour d'appel, si appel a été interjeté sur le fond ;*
- 5. à la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement, si l'affaire y est renvoyée ;*
- 6. à la chambre criminelle de la Cour d'appel, si appel a été interjeté sur le fond ;*

7. à la chambre correctionnelle de la Cour d'appel, si un pourvoi en cassation a été formé soit contre une décision d'une juridiction d'instruction, soit contre une décision d'une juridiction de jugement.

(2) La requête est déposée au greffe de la juridiction appelée à statuer.

(3) Il y est statué d'urgence et au plus tard dans les trois jours du dépôt, le ministère public et l'inculpé ou son avocat entendus en leurs explications orales.

Lorsque la juridiction appelée à statuer est la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement, cette juridiction statue sur base d'un rapport écrit et motivé du juge d'instruction.

Il n'est statué sur une nouvelle demande de mise en liberté qu'au plus tôt un mois après le dépôt d'une précédente demande de mise en liberté.

(4) Sur décision de la juridiction appelée à statuer, l'inculpé peut être entendu en ses explications orales par voie de télécommunication audiovisuelle.

Cette décision n'est susceptible d'aucun recours.

La juridiction appelée à statuer désigne un membre du personnel de l'administration pénitentiaire qui vérifie l'identité de l'inculpé et qui est présent auprès de lui au cours de l'acte de procédure.

L'inculpé concerné est censé avoir comparu.

Si l'inculpé est assisté par un avocat, celui-ci peut se trouver soit auprès de l'inculpé, soit auprès de la juridiction appelée à statuer.

À l'issue de l'opération, le membre du personnel de l'administration pénitentiaire désigné dresse procès-verbal qui est signé par l'inculpé.

Si l'inculpé refuse de signer, le procès-verbal en fait mention.

Le procès-verbal mentionne la date et le lieu de son établissement, son objet, l'identité de l'inculpé et, le cas échéant, de son avocat, s'il se trouve auprès de lui, le nom de la juridiction devant laquelle la demande de mise en liberté provisoire a été présentée et les conditions techniques dans lesquelles l'opération s'est déroulée.

(5) L'inculpé ou son avocat sont avertis, par les soins du greffier, des lieu, jour et heure de l'audience et, le cas échéant, de la télécommunication audiovisuelle ordonnée.

Dans ce cas, l'avocat est averti qu'il a la faculté d'assister l'inculpé soit auprès de celui-ci, soit auprès de la juridiction appelée à statuer sur la demande de mise en liberté.

(6) La mise en liberté ne peut être refusée que si les conditions prévues aux alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de l'article 94 se trouvent remplies.

(7) La mise en liberté, lorsqu'elle est accordée, peut être assortie du placement sous contrôle judiciaire.

(8) Si la mise en liberté est accordée par la chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement, le procureur d'État peut, dans un délai d'un jour qui court à compter du jour de l'ordonnance, interjeter appel de la décision.

L'inculpé reste détenu jusqu'à l'expiration dudit délai.

L'appel a un effet suspensif.

Le greffe avertit l'inculpé ou son avocat des lieu, jour et heure de la comparution au plus tard l'avant-veille de l'audience.

La chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle de la Cour d'appel statue sur l'appel au plus tard dix jours après qu'appel aura été formé.

Si elle n'a pas statué dans ce délai, l'inculpé est mis en liberté, à charge de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement aussitôt qu'il en sera requis.

(9) En cas d'appel de l'inculpé contre une décision de rejet d'une demande de mise en liberté, la chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle de la Cour d'appel statue au plus tard vingt jours après qu'appel a été formé.

(10) *En cas d'appel contre une décision de mise en liberté ou de rejet de mise en liberté, le ministère public et l'inculpé ou son avocat sont entendus en leurs explications orales.*

*L'inculpé peut également être entendu par voie de télécommunication audiovisuelle. Dans ce cas, les dispositions des paragraphes 4 et 5 sont applicables. »*

3° À l'article 637, paragraphe 2, le numéro « 4490bis » est remplacé par le numéro « 409bis ».

**Art. 2.** L'article 1017-8 du Nouveau Code de procédure civile prend la teneur qui suit :

*« Art. 1017-8. Lorsqu'une personne agresse ou menace d'agresser une personne avec laquelle elle cohabite ou a cohabité dans un cadre familial, lorsqu'elle a à son encontre un comportement qui porte gravement atteinte à sa santé psychique et lui rend ainsi intolérable toute rencontre avec elle, le juge aux affaires familiales prononce, sur la demande de la personne concernée, tout ou partie des injonctions ou interdictions énumérées ci-après, à condition qu'elles n'aillent pas à l'encontre d'intérêts fondamentaux et légitimes de la partie défenderesse :*

- l'interdiction de prendre contact avec la partie demanderesse ;*
- l'interdiction d'envoyer des messages à la partie demanderesse ;*
- l'interdiction de s'approcher de la partie demanderesse ;*
- l'interdiction de s'approcher du service d'hébergement et annexes, de la structure de garde pour enfants et de l'école ;*
- l'interdiction d'établir son domicile dans le même quartier que la partie demanderesse ;*
- l'interdiction de fréquenter certains endroits ;*
- l'interdiction d'emprunter certains itinéraires ;*
- l'injonction de laisser la partie demanderesse entrer au domicile commun pour enlever ses affaires personnelles. »*

**Art. 3.** La loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est modifiée comme suit :

1° À partir du 16 septembre 2019, l'article 19 est remplacé comme suit :

*« Art. 19. (1) En dehors du juge d'instruction directeur visé à l'article 11, il y a treize juges d'instruction près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, dont quatre vice-présidents.*

*Il y a un juge d'instruction près le Tribunal d'arrondissement de Diekirch.*

*(2) Les juges d'instruction sont choisis par le Grand-Duc, parmi les vice-présidents, les premiers juges et les juges, chaque fois pour une période de trois années.*

*Ils peuvent obtenir le renouvellement de leurs fonctions.*

*Ils siègent suivant le rang de leur réception au jugement des affaires civiles, commerciales et correctionnelles, sauf l'exception prévue à l'article 64-1. »*

2° À partir du 16 septembre 2019, l'article 25 est remplacé comme suit :

*« Art. 25. (1) Le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg comprend vingt chambres.*

*(2) La répartition des affaires entre les différentes chambres se fait par le président du tribunal d'arrondissement.*

*Celui-ci fixe également les tâches des juges qui ne sont pas affectés à une chambre. »*

3° À partir du 16 septembre 2019, l'article 33 est remplacé comme suit :

*« Art. 33. (1) La Cour supérieure de justice est composée d'un président, de quatre conseillers à la Cour de cassation, de onze présidents de chambre à la Cour d'appel, de douze premiers conseillers et de treize conseillers à la Cour d'appel, d'un procureur général d'État, de deux procureurs généraux d'État adjoints, de cinq premiers avocats généraux, de cinq avocats généraux et d'un substitut.*

*(2) Les conseillers à la Cour de cassation portent également le titre de vice-président de la Cour supérieure de justice.*

*(3) Le greffe est dirigé par un greffier en chef et comprend en outre des greffiers selon les besoins du service.*

*D'autres fonctionnaires et employés de l'État peuvent y être affectés. »*

4° À partir du 16 septembre 2019, l'article 33-1 est remplacé comme suit :

« Art. 33-1. (1) Il est créé auprès du président de la Cour supérieure de justice un pool de complément des magistrats du siège qui effectuent des remplacements temporaires dans les conditions déterminées par les articles 6 et 13.

Ce pool comprend trois premiers juges et trois juges.

(2) Il est créé auprès du procureur général d'État un pool de complément des magistrats du ministère public qui effectuent des remplacements temporaires dans les conditions déterminées par l'article 138.

Ce pool comprend un premier substitut et deux substituts. »

5° À partir du 16 septembre 2020, l'article 33-1 est remplacé comme suit :

« Art. 33-1. (1) Il est créé auprès du président de la Cour supérieure de justice un pool de complément des magistrats du siège qui effectuent des remplacements temporaires dans les conditions déterminées par les articles 6 et 13.

Ce pool comprend quatre premiers juges et quatre juges.

(2) Il est créé auprès du procureur général d'État un pool de complément des magistrats du ministère public qui effectuent des remplacements temporaires dans les conditions déterminées par l'article 138.

Ce pool comprend deux premiers substituts et deux substituts. »

6° L'article 35 est remplacé comme suit :

« Art. 35. (1) La Cour de cassation comprend une chambre qui siège au nombre de cinq conseillers.

(2) Elle est composée du président de la Cour de cassation et de quatre conseillers à la Cour de cassation.

(3) En cas de vacance de poste ou d'empêchement d'un conseiller de la Cour de cassation, il est remplacé par un conseiller de la Cour d'appel.

En cas d'empêchement de tous les conseillers de la Cour d'appel, la Cour de cassation se complète conformément à l'article 135.

(4) Les fonctions du ministère public près de la Cour de cassation sont exercées par le procureur général d'État, les procureurs généraux d'État adjoints, les premiers avocats généraux et les avocats généraux.

(5) Le greffier en chef de la Cour supérieure de justice fait le service de greffier à la Cour de cassation ; il peut être remplacé par l'un des greffiers de cette cour. »

7° L'article 39 est remplacé comme suit :

« Art. 39. (1) Sans préjudice d'autres dispositions légales, la Cour d'appel connaît des affaires civiles, commerciales, criminelles et correctionnelles, ainsi que des affaires jugées par les tribunaux du travail.

(2) La Cour d'appel comprend dix chambres qui siègent au nombre de trois conseillers, sous réserve des dispositions de l'article 1007-10 du Nouveau Code de procédure civile.

(3) Lorsqu'un procès paraît de nature à entraîner de longs débats, le président de la Cour supérieure de justice peut décider qu'un ou plusieurs conseillers supplémentaires assisteront aux débats.

Dans le cas où un ou plusieurs conseillers composant une chambre correctionnelle ou une chambre criminelle seraient empêchés de suivre les débats jusqu'au prononcé de l'arrêt, ils sont remplacés par le ou les conseillers supplémentaires, dans l'ordre de leur désignation par le président.

(4) Au sein de la Cour d'appel, les chambres criminelles siègent au nombre de trois conseillers, dont un président de chambre, désignés chaque année par l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice.



(5) En cas d'empêchement, les conseillers des chambres criminelles sont remplacés conformément aux articles 133 et 134, alinéa 1<sup>er</sup>.

(6) La répartition entre les différentes chambres des affaires civiles, commerciales, correctionnelles ainsi que des affaires de droit du travail, se fait par le président de la Cour supérieure de justice.

(7) Chacune des chambres pourvoit d'abord à l'expédition des affaires qui lui sont spécialement attribuées.

Dans le cas où, par suite de leurs attributions respectives, une des chambres est surchargée par rapport à une autre, le président de la Cour supérieure de justice délègue à celle-ci, d'office ou sur la réquisition du procureur général d'État, partie des affaires attribuées à la chambre surchargée.

(8) L'assemblée générale de la Cour supérieure de justice délègue, parmi ses membres, le président et les deux assesseurs-magistrats du Conseil supérieur de la sécurité sociale ainsi que leurs suppléants. »

8° L'article 74-1 est remplacé comme suit :

« Art. 74-1. Il est institué, sous la surveillance administrative du procureur général d'État, une Cellule de renseignement financier, ci-après « CRF », qui a compétence pour remplir les missions inscrites aux articles 74-2 à 74-7.

La CRF comprend un substitut principal, trois premiers substituts et deux substituts.

La CRF est placée sous la direction du substitut principal, qui porte le titre de « directeur de la Cellule de renseignement financier ». Les trois premiers substituts remplacent le directeur de la Cellule de renseignement financier en son absence suivant leur rang d'ancienneté et portent le titre de « directeur adjoint de la Cellule de renseignement financier ».

La CRF est opérationnellement indépendante et autonome. Elle a l'autorité et la capacité nécessaires d'exercer librement ses fonctions, y compris celle de décider d'une manière autonome d'analyser, de demander et de disséminer des informations spécifiques aux services et autorités compétents en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. »

9° À l'article 74-5, paragraphe 1<sup>er</sup>, le numéro « 74-3 » est remplacé par le numéro « 74- 2 ».

10° L'article 181 est remplacé comme suit :

« Art. 181. (1) Le magistrat du Parquet général qui est délégué par le procureur général d'État à l'exécution des peines bénéficie d'une indemnité spéciale de cinquante points indiciaires par mois.

(2) Il est accordé une prime d'astreinte de :

1° quarante points indiciaires par mois aux conseillers siégeant à la chambre d'application des peines et aux représentants du Parquet général auprès de cette chambre ;

2° quarante points indiciaires par mois aux magistrats qui sont affectés à la Cellule de renseignement financier ;

3° quarante points indiciaires par mois aux magistrats des parquets qui assurent le service de permanence, pendant la période de leur affectation régulière à ce service ;

4° quarante points indiciaires par mois au juge d'instruction directeur et aux juges d'instruction ;

5° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés respectivement au greffe de la chambre de l'application des peines et au secrétariat du Parquet général auprès de cette chambre ;

6° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe des cabinets des juges d'instruction ;

(3) Les fonctionnaires, employés et salariés de l'État affectés au Service central d'assistance sociale bénéficient d'une prime de risque de vingt points indiciaires par mois.

(4) Les indemnités spéciales, primes d'astreinte et primes de risque sont non pensionnables »

**Art. 4.** L'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse est remplacé comme suit prend la teneur qui suit :

*« Art. 11. Les parents, tuteurs ou autres personnes qui ont la garde du mineur soumis au régime de l'assistance éducative ou maintenu dans son milieu à une ou plusieurs des conditions énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3 l'alinéa 3 de l'article 1<sup>er</sup>, conservent sur lui l'autorité parentale et en exercent tous les attributs qui ne sont pas inconciliables avec l'application de la mesure.*

*Si le mineur est placé hors du domicile de ses parents, tuteur ou gardiens, ceux-ci conservent uniquement un droit de visite et de correspondance. Le tribunal ou le juge de la jeunesse en fixe les modalités et peut même, si l'intérêt de l'enfant l'exige, décider que l'exercice de ces droits ou de l'un d'eux sera suspendu.*

*Quant à la personne du mineur, tous les autres attributs de l'autorité parentale sont transférés à la personne ou à l'établissement à qui le mineur est confié, à l'exception du droit de consentir à l'adoption et au mariage du mineur.*

*Quant aux biens du mineur, le juge aux affaires familiales peut nommer un administrateur public à tout mineur ayant fait l'objet d'une mesure de placement par le tribunal de la jeunesse. Le juge aux affaires familiales est informé de la décision de placement par la voie du greffe.*

*L'administrateur public a, sur les biens du mineur, les mêmes attributions qu'un administrateur légal sous contrôle judiciaire.*

*Il n'est pas institué de subrogé-tuteur. L'hypothèque légale prévue à l'article 2121 du Code civil ne s'applique pas à l'administrateur public.*

*Les fonctions de l'administrateur public cessent de plein droit par la mainlevée de la mesure de placement. »*

**Art. 5.** À l'article 11bis, paragraphe 4, alinéa 2, première phrase, in fine, de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État, le numéro « 2016/279 » est remplacé par le numéro « 2016/679 ».

**Art. 6.** L'article 15 de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice est remplacé comme suit prend la teneur qui suit :

*« Art. 15. (1) Il est créé une commission du recrutement et de la formation des attachés de justice.*

*Les attributions de la commission sont déterminées par les dispositions de la présente loi et des règlements grand-ducaux qui sont pris en exécution de celle-ci.*

*(2) La commission est composée de neuf membres effectifs, à savoir:*

- 1) le procureur général d'État ;*
- 2) le président de la Cour supérieure de justice ;*
- 3) le président de la Cour administrative ;*
- 4) le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ;*
- 5) le président du tribunal d'arrondissement de Diekirch ;*
- 6) le président du tribunal administratif ;*
- 7) un magistrat du Parquet général, désigné par le procureur général d'État ;*
- 8) le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg ;*
- 9) le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Diekirch.*

*La présidence de la commission est assurée par le procureur général d'État.*

*La vice-présidence de la commission est assurée par le président de la Cour supérieure de justice et le président de la Cour administrative.*

*(3) La commission se complète par neuf membres suppléants désignés dans les conditions qui suivent.*

*Le procureur général d'État, le président de la Cour supérieure de justice, le président de la Cour administrative, le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, le président du tribunal d'arrondissement de Diekirch, le président du tribunal administratif, le procureur d'État*

*près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg et le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Diekirch désignent chacun un suppléant.*

*Le suppléant du magistrat du Parquet général est désigné par le procureur général d'État.*

*(4) La nomination des membres composant la commission est faite par arrêté grand-ducal.*

*(5) La commission ne peut délibérer que lorsque cinq de ses membres au moins sont présents. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.*

*(6) Tous les actes de la commission doivent indiquer les circonstances de droit et de fait qui les justifient.*

*(7) L'organisation du recrutement et de la formation est assurée par le membre effectif visé au point 7) du paragraphe 2 au paragraphe 2, point 7°.*

*Il est assisté dans ses fonctions par un ou plusieurs fonctionnaire(s) de l'administration judiciaire, désigné(s) par le procureur général d'État. »*

**Art. 7. (1) L'indemnité spéciale visée à l'article 181, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est accordée à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2018.**

**(2) Les primes d'astreinte visées à l'article 181, paragraphe 2, points 1° et 5° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire sont accordées à partir du 16 septembre 2018. »**

7386/06

N° 7386<sup>6</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2018-2019

**PROJET DE LOI**

portant modification :

1. du Code de procédure pénale ;
2. du Nouveau Code de procédure civile ;
3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat ;
6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

\* \* \*

**AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT**

(2.7.2019)

Par dépêche du 19 juin 2019, le président de la Chambre des députés a fait parvenir au Conseil d'État un amendement parlementaire au projet de loi sous rubrique, adopté par la Commission de la justice de la Chambre des députés.

Au texte de l'amendement parlementaire unique était joint un texte coordonné du projet de loi sous rubrique, reprenant l'amendement unique ainsi que les propositions de texte formulées par le Conseil d'État dans son avis du 5 avril 2019.

\*

**CONSIDERATIONS GENERALES**

L'amendement unique vise à tenir compte des observations formulées par le Conseil d'État dans son avis du 5 avril 2019.

Le Conseil d'État constate que ses propositions de texte ont été intégralement reprises par la Commission de la justice de la Chambre des députés.

Toutefois, il se doit de relever qu'il n'a pas été tenu compte de son observation relative à la nécessité de prévoir une entrée en vigueur avec effet rétroactif au 16 septembre 2018 de la modification à apporter à l'article 35 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, dans le but de tenir compte de la modification, à partir du 16 septembre 2018, de l'article 33 de la loi précitée du 7 mars 1980. Dans un souci de garantir un parallélisme des textes en ce qui concerne la composition de la Cour de cassation et la composition de la Cour supérieure de justice, le Conseil d'État préconise de prévoir une entrée en vigueur avec effet rétroactif au 16 septembre 2018 de la modification à apporter à l'article 35 de la loi précitée du 7 mars 1980.

Le Conseil d'État se déclare d'ores et déjà d'accord avec la reformulation suivante de l'article 3, point 6°, phrase liminaire, du projet de loi sous avis :

« 6° À partir du 16 septembre 2018, l'article 35 est remplacé comme suit : ».

\*

## **EXAMEN DE L'AMENDEMENT UNIQUE**

Le texte de l'amendement unique sous examen n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État quant au fond.

\*

## **OBSERVATIONS D'ORDRE LEGISTIQUE**

### *Amendement unique*

À l'article 7, paragraphe 1<sup>er</sup>, dans sa teneur amendée, il y a lieu d'insérer une virgule avant les termes « de la loi modifiée du 7 mars 1980 ».

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 18 votants, le 2 juillet 2019.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*La Présidente,*  
Agy DURDU

7386/07

N° 7386<sup>7</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2018-2019

**PROJET DE LOI**

portant modification :

1. du Code de procédure pénale ;
2. du Nouveau Code de procédure civile ;
3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat ;
6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA JUSTICE**

(3.7.2019)

La Commission de la Justice se compose de : M. Charles MARGUE, Président-Rapporteur ; Mme Diane ADEHM, MM. Guy ARENDT, François BENOY, Dan BIANCALANA, Alex BODRY, Mme Stéphanie EMPAIN, MM. Franz FAYOT, Marc GOERGEN, Léon GLODEN, Mme Carole HARTMANN, Mme Octavie MODERT, M. Laurent MOSAR, Mme Lydie POLFER, Mme Viviane REDING, MM. Roy REDING, Gilles ROTH, Membres.

\*

**I. ANTECEDENTS**

Le projet de loi n°7386 a été déposé par le Ministre de la Justice le 31 octobre 2018. Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche financière ainsi qu'une fiche d'évaluation d'impact.

Une première série d'amendements gouvernementaux a été déposée le 1<sup>er</sup> mars 2019. Des amendements gouvernementaux supplémentaires ont été déposés le 29 mars 2019.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 5 avril 2019.

Le projet de loi a été présenté aux membres de Commission de la Justice lors de la réunion du 12 juin 2019. Les membres de la Commission de la Justice ont également procédé à l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'Etat.

En date du 19 juin 2019, la Commission de la Justice a désigné M. Charles Margue Rapporteur du projet de loi sous rubrique.

Un amendement parlementaire a été adopté par la Commission de la Justice en date du 19 juin 2019.

Le Conseil d'Etat a émis son avis complémentaire le 2 juillet 2019.

Lors de la réunion du 3 juillet 2019, la Commission de la Justice a adopté le présent rapport.

\*



## II. OBJET

Le présent projet de loi vise à rectifier les erreurs matérielles et les imperfections qui se sont glissées dans les textes suivants :

1. le Code de procédure pénale ;
2. le Nouveau Code de procédure civile ;
3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
4. la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
5. et la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;
6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice.

Celles-ci ont pour origine les récentes réformes législatives visant l'exécution des peines, le droit de la famille et l'introduction du juge aux affaires familiales, l'organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF) ainsi que l'approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Plus particulièrement, les adaptations proposées concernent la composition et le fonctionnement de la Cour supérieure de justice. En outre, le projet de loi prévoit l'élargissement du cercle des bénéficiaires d'une prime d'astreinte au sein de la magistrature et du personnel de justice. Il précise la possibilité du recours à la télécommunication audiovisuelle dans le cadre d'une demande de mise en liberté provisoire. La composition de la commission prévue à l'article 15 de la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice est modifiée afin de garantir la représentation du tribunal d'arrondissement de Diekirch.

Finalement, le texte proposé vise à redresser des numérotations inexactes dans le cadre de renvois à des dispositions législatives.

\*

## III. AVIS

### Avis du Parquet général (26.10.2018)

D'une façon générale, le Parquet général souligne que les autorités judiciaires ayant rendu attentif à la plupart des erreurs matérielles à rectifier ne peuvent qu'appuyer ce projet de loi.

Concernant l'article 1<sup>er</sup> qui entend préciser le libellé de l'article 93 du Code de procédure pénale dans sa version de la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale, la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'Administration pénitentiaire avait en son article 51, point 1) disposé que les termes « *la maison de détention* » sont remplacés par ceux de « *un centre pénitentiaire* ».

Depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 8 mars 2017, le libellé de cet article ne prévoit plus que dans le cas d'un mandat d'amener ou d'un mandat d'arrêt, l'inculpé est entendu dans les 24 heures au plus tard à partir de son entrée dans la maison de détention. Dans la pratique cette disposition pose de grands problèmes d'application. Afin de résoudre cette difficulté il serait indispensable de s'inspirer de la réforme de l'article 39 du Code opérée en matière d'infractions terroristes par la loi du 27 juin 2018 adaptant la procédure pénale aux besoins liés à la menace terroriste. Le principe d'un respect d'un délai de 24 heures à partir de la privation de liberté est maintenu ; le juge d'instruction peut cependant, en cas d'indices graves de culpabilité et de circonstances particulières de l'espèce, prolonger ce délai une seule fois par une ordonnance motivée pour un délai maximal de 24 heures.

Le Parquet général entend approuver la réforme de l'article 181(1) 2<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup> qui prévoit d'accorder aux magistrats du Parquet général ainsi qu'aux greffiers affectés à la Chambre de l'application des peines une prime d'astreinte au même titre que les magistrats siégeant dans cette chambre et les greffiers affectés aux cabinets d'instruction qui eux aussi assurent un service de permanence 24/24 et 7/7.

Finalement, il profite de l'occasion pour relancer un débat qui semble clos, alors qu'à défaut de textes de loi coordonnés, de Codes pénal et de procédure pénale publiés à jour, les magistrats se trouvent confrontés à un travail d'analyse fastidieux afin de percevoir quelles dispositions légales sont actuellement applicables. Ceci est d'autant plus compliqué que certaines lois sont entrées en vigueur le

16 septembre, donc à la rentrée judiciaire. Il règne une incertitude juridique générale et le projet de loi en est une illustration. Il faudrait remédier à cette situation dans les meilleurs délais.

#### **Avis de la Cour supérieure de Justice (30.10.2018)**

Dans son avis du 30 octobre 2018, la Cour supérieure de Justice salue la réintroduction, à l'article 33 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, du quatrième conseiller à la Cour de cassation et du cinquième premier avocat général, de même qu'au paragraphe 8 de l'article 39 de la même loi, les dispositions sur la désignation des membres effectifs et suppléants du Conseil supérieur de la sécurité sociale, et, d'autre part, la désignation des trois membres de chaque chambre criminelle.

La Cour approuve également la réforme de l'article 181 (1) quant à la prime d'astreinte allouée aux magistrats et fonctionnaires de la chambre d'application des peines.

La Cour se rallie aux observations du procureur général d'Etat, telles que formulées dans son avis du 26 octobre 2016.

\*

#### **IV. AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat constate que le projet de loi sous rubrique entend redresser des erreurs qui « [...] ont pour origine des incohérences et inadvertances dans l'articulation des lois récentes du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale<sup>1</sup>, du 20 juillet 2018 sur l'exécution des peines<sup>2</sup>, du 20 juillet 2018 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011<sup>3</sup>, du 10 août 2018 portant transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016<sup>4</sup> et de la loi du 10 août 2018 portant organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF)<sup>5</sup>».

Le Conseil d'Etat fait observer que les adaptations proposées par les auteurs du projet de loi ont un impact direct sur « [...] la composition et le fonctionnement de la Cour supérieure de justice, en particulier en relation avec les dispositions de la loi modifiée du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire. Le Conseil d'Etat note que la loi précitée du 27 juin 2018 a procédé à un certain nombre de modifications de la loi précitée du 7 mars 1980 en ce qui concerne la composition des cours et tribunaux, en partie par le biais d'une modification de la loi précitée du 27 juin 2017. Ces modifications se sont partiellement révélées être erronées. [...]».

1 Loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification : 1. du Nouveau Code de procédure civile ; 2. du Code civil ; 3. du Code pénal ; 4. du Code de la sécurité sociale ; 5. du Code du travail ; 6. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes ; 7. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ; 9. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ; 10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats ; 11. de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire.

2 Loi du 20 juillet 2018 modifiant : 1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines ; 2° le Code pénal ; 3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; et 4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

3 Loi du 20 juillet 2018 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant 1) le Code pénal ; 2) le Code de procédure pénale ; 3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique ; 4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

4 Loi du 10 août 2018 portant modification : 1° du Code pénal ; 2° du Code de procédure pénale ; 3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales.

5 Loi du 10 août 2018 modifiant : 1° le Code de procédure pénale ; 2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ; 4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat afin de porter organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF).

Au sujet de l'article 3 du projet de loi, portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, le Conseil d'Etat regarde d'un œil critique le libellé proposé par les auteurs du projet de loi et il soumet aux membres de la Commission de la Justice un libellé alternatif.

En outre, le Conseil d'Etat constate que « [...] le projet de loi prévoit l'élargissement du cercle des bénéficiaires d'une prime d'astreinte au sein de la magistrature et du personnel de justice. Finalement, le texte proposé vise à redresser des numérotations inexactes dans le cadre de renvois à des dispositions législatives ».

Dans son avis complémentaire du 2 juillet 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec l'amendement parlementaire du 19 juin 2019. En outre, il soumet aux membres de la Commission de la Justice une proposition de reformulation de la phrase liminaire de l'article 3, point 6° du projet de loi.

\*

## V. COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *Article 1<sup>er</sup> du projet de loi – modification du Code de procédure pénale*

#### *Point 1° – Article 93 du Code de procédure pénale*

##### Commentaire

Au niveau de l'article 93 du Code de procédure pénale, il convient de rectifier une erreur matérielle qui s'est glissée dans le texte et de rappeler le texte tel qu'il a été introduit par la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale (cf. Mémorial A n° 346 du 30 mars 2017).

Avant la loi précitée du 8 mars 2017, l'article 93 du Code de procédure pénale était libellé comme suit :

*« Dans le cas de mandat de comparution, l'inculpé sera entendu de suite par le juge d'instruction ; dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, il sera entendu dans les 24 heures au plus tard de son entrée dans la maison de détention. »*

Initialement, il a été proposé de modifier l'article 93 du Code de procédure pénale dans le cadre du projet de loi n° 7042, étant devenu entre-temps la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'Administration pénitentiaire (cf. Mémorial A n° 626 du 28 juillet 2018), dont l'article 51, point 1°), et prévoyant le texte qui suit : « A l'article 93, les mots « la maison de détention » sont remplacés par ceux de « un centre pénitentiaire ». »

Cependant, la loi précitée du 8 mars 2017, votée et entrée en vigueur avant le projet de loi n° 7142 précité, a remplacé le texte de l'article 93 du Code de procédure pénale par le texte suivant : « Dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, la personne sera interrogée dans les 24 heures au plus tard à partir de sa privation de liberté. »

Il en résulte que la deuxième modification, opérée par la loi précitée du 20 juillet 2018, était en fait inutile, puisque les mots « la maison de détention » ne figuraient déjà plus à l'article 93 du Code de procédure pénale.

Actuellement il y a une insécurité juridique quant au libellé exact de l'article 93 du Code de procédure pénale. Dès lors, il est proposé de confirmer par la voie législative le libellé de l'article 93 du Code de procédure pénale, tel qu'il a été introduit par la loi précitée du 8 mars 2017.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat fait observer : « [p]our éviter toute insécurité juridique, les auteurs du projet de loi proposent de confirmer le libellé correct de l'article 93 du Code de procédure pénale, tel qu'il a été introduit par la loi précitée du 8 mars 2017 ». Le Conseil d'Etat marque son accord avec cette démarche.

#### *Point 2° – Article 116 du Code de procédure pénale*

##### Commentaire

L'audition par voie de télécommunication audiovisuelle a été introduite dans le Code de procédure pénale, aux articles 553 et suivants, par une loi du 1<sup>er</sup> août 2018 (Mémorial A n° 787 du 11 septembre 2018). Cependant, il résulte de la terminologie y utilisée que ces dispositions ont une fin purement probatoire et ne sauraient partantes s'appliquer à la matière des demandes de mise en liberté provisoire où l'inculpé est entendu en ses explications orales, non pas à des fins probatoires par rapport à la prévention lui reprochée, mais au sujet de la demande de mise en liberté provisoire formulée.

Or, en la matière des demandes de mise en liberté provisoire, l'audition par voie de télécommunication audiovisuelle est particulièrement utile alors qu'elle permet d'éviter des transfèrements fastidieux de l'inculpé entre la maison de détention et la juridiction appelée à statuer sur la demande.

Le projet de loi amendé a partant pour objet de modifier l'article 116 du Code de procédure pénale afin d'y inclure la possibilité d'entendre par voie de télécommunication audiovisuelle l'inculpé qui a formulé une demande de mise en liberté provisoire. Cette modification législative est effectuée en insérant à cet article un nouveau paragraphe 4, en modifiant l'actuel paragraphe 4 qui devient le paragraphe 5 et en insérant un nouveau paragraphe 10. Les paragraphes 5, 6, 7 et 8 demeurent inchangés, mais sont renumérotés 6, 7, 8 et 9.

Le régime de l'audition par voie de télécommunication audiovisuelle dans le domaine des demandes de mise en liberté provisoire est étroitement calqué sur celui des articles 553 et suivants du Code de procédure pénale.

Ainsi, le nouveau paragraphe 4 prévoit, à l'instar de l'article 553 du Code de procédure pénale, que la décision de procéder à l'audition par voie de télécommunication audiovisuelle est prise par la juridiction appelée à statuer et que cette décision n'est susceptible d'aucun recours.

Etant donné que l'inculpé se trouve détenu, son identité est vérifiée, ainsi que le prévoit également l'article 555 du Code de procédure pénale, par un membre du personnel de l'administration pénitentiaire. Celui-ci est présent auprès de lui au cours de la télécommunication audiovisuelle et dresse procès-verbal au terme de l'audition. Le procès-verbal comprend, outre la date et le lieu de son établissement, l'indication de l'identité de l'inculpé, son objet – à savoir qu'il est établi dans le cadre d'une demande de mise en liberté provisoire – ainsi que les renseignements quant à la présence ou non de l'avocat auprès de l'inculpé et les conditions techniques dans lesquelles l'opération s'est déroulée.

Si l'inculpé est assisté par un avocat, celui-ci a le choix, de la même manière que ce qui est prévu à l'article 556 du Code de procédure pénale, de se trouver soit auprès de l'inculpé, soit auprès de la juridiction appelée à statuer. Cependant, contrairement à l'article 556, alinéa 2 du Code de procédure pénale, pour le cas où l'avocat choisit de se trouver auprès de la juridiction appelée à statuer, il n'est pas prévu qu'il ait le droit de s'entretenir préalablement avec l'inculpé en utilisant le moyen de télécommunication audiovisuelle. En effet, dans la mesure où c'est l'inculpé ou son avocat qui formule la demande de mise en liberté provisoire, au moment choisi par eux, il appartient à l'avocat de rencontrer au préalable son client à la maison de détention afin d'y préparer la demande.

L'actuel paragraphe 5 est maintenu, sauf qu'en raison de l'introduction du moyen de télécommunication audiovisuelle, l'avis sur le lieu, le jour et l'heure de la comparution est remplacé par un même avis portant sur le lieu, le jour et l'heure de l'audience de la juridiction appelée à statuer sur la demande de mise en liberté provisoire et qu'il est rajouté que lorsque cette juridiction décide que l'inculpé est entendu par voie de télécommunication audiovisuelle, l'avocat est averti en outre qu'il a la faculté d'assister son client soit à la maison de détention où celui-ci est détenu, soit auprès de la juridiction appelée à statuer sur la demande de mise en liberté provisoire.

Etant donné que l'audition de l'inculpé par voie de télécommunication audiovisuelle dans le domaine des demandes de mise en liberté provisoire n'est pas effectuée à des fins probatoires, les dispositions de l'article 557 du Code de procédure pénale au sujet de l'enregistrement des dépositions ne sont pas reprises.

Le nouveau paragraphe 10 a pour objet d'introduire la possibilité de l'audition de l'inculpé par voie de télécommunication audiovisuelle également pour l'appel porté contre les décisions de mise en liberté provisoire ou de rejet de mise en liberté provisoire. Il est précisé, en outre, qu'à l'instar de ce qui est prévu à l'article 116, paragraphe 3 du Code de procédure pénale pour les demandes de mise en liberté provisoire présentées en première instance, le ministère public et l'inculpé ou son avocat sont entendus en leurs explications orales.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé.

### *Point 3° – Article 637 du Code de procédure pénale*

#### Commentaire

Il est proposé de redresser une erreur matérielle dans le cadre d'un renvoi à un article du Code pénal. Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé.

*Article 2 du projet de loi – modification du Code de procédure civile*

*Point unique – modification de l'article 1017-8 Code de procédure civile*

Commentaire

Dans le cadre de l'intervention de la Justice en cas de violences domestiques, l'article sous rubrique a pour objet de redresser une erreur matérielle, qui s'est produite lors de la modification de l'article 1017-8 du Nouveau Code de procédure civile par l'article 5, point 12 de la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale (ci-après la « loi du 27 juin 2018 »). Tel qu'indiqué au commentaire de l'article 5, point 12 de la loi du 27 juin 2018, le but de la modification de l'article 1017-8 du Nouveau Code de procédure civile était de remplacer les termes « *président du tribunal d'arrondissement* » par les termes « *juge aux affaires familiales* ». Or, lors de cette modification, les termes « ou a cohabité » qui figuraient à la première phrase de l'article 1017-8, à la suite des termes « *d'agresser une personne avec laquelle elle cohabite* », ont été supprimés par inadvertance.

Le texte proposé vise à réintroduire les termes « *ou a cohabité* » à la première phrase de l'article 1017-8 du Nouveau Code de procédure civile.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat fait observer que le libellé proposé « [...] permet d'étendre le champ d'application de l'intervention de la justice en cas de violences domestiques aux hypothèses où la cohabitation a déjà pris fin ». Il n'appelle pas d'observation particulière de la part de la Haute Corporation.

*Article 3 du projet de loi – modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*

*Point 1° (Point 3° de l'article 33 selon le libellé proposé par le Conseil d'Etat) – modification de l'article 33 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*

Commentaire

Le projet de loi vise à adapter l'article 33 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, qui détermine la composition de la Cour supérieure de justice. Depuis le 16 septembre 2018, les effectifs de la Cour supérieure de justice se trouvent renforcés de deux postes supplémentaires, à savoir un conseiller à la Cour de cassation et un premier avocat général, postes créés par la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature. La modification proposée a pour objet de réajuster le plan pluriannuel de recrutement et de garantir que la Cour supérieure de justice comporte également, à partir du 16 septembre 2019, quatre conseillers à la Cour de cassation et cinq premiers avocats généraux.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé. A noter que la Commission de la Justice fait sienne la proposition de texte formulée par le Conseil d'Etat et qui vise à reformuler l'article 3 du projet de loi.

*Point 2° (Point 6° selon le libellé proposé par le Conseil d'Etat) – modification de l'article 35 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*

Commentaire

Le texte de l'article 35 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire sera adapté afin de tenir compte de la récente création d'un quatrième poste de conseiller à la Cour de cassation. La possibilité de compléter la Cour de cassation par un magistrat de la Cour d'appel sera maintenue pour le cas où un magistrat de la Cour de cassation sera empêché de siéger.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé. Il signale toutefois que « [...] cette modification, qui porte sur la composition de la Cour de cassation, devrait intervenir avec effet rétroactif au 16 septembre 2018, étant donné que l'augmentation du nombre des conseillers à la Cour de cassation, prévue par l'article 33 de la loi précitée du 7 mars 1980, tel que modifié par l'article II de la loi précitée du 27 juin 2017, est intervenue avec effet au 16 septembre 2018. Il s'agira de rétablir un parallélisme des textes en ce qui concerne la composition de la Cour de cassation et la composition de la Cour supérieure de justice à partir du 16 septembre 2018 et d'éliminer une erreur matérielle manifeste dont est entaché le texte actuel ». Quant à la terminologie employée, le Conseil d'Etat préconise un maintien de la terminologie actuelle et de retenir le concept de « *conseiller* ».

A noter que la Commission de la Justice fait sienne la proposition de texte formulée par le Conseil d'Etat et qui vise à reformuler l'article 3 du projet de loi.

*Point 3° (Point 7° selon le libellé proposé par le Conseil d'Etat) – modification de l'article 39 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*

Commentaire

Le point 3° vise à réintroduire le paragraphe 8 de l'article 39, qui a été supprimé, par erreur, à travers la modification de l'article 39 par la loi précitée du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales. Par voie d'amendement gouvernemental du 1<sup>er</sup> mars 2019, il a été proposé d'aligner le projet de loi sur les dispositions modificatives issues de la loi du 8 août 2018 (publiée au Journal officiel N° 795 du 12 septembre 2018) exigeant que les chambres criminelles auprès de la Cour d'appel siègent au nombre de trois magistrats.

Le projet de loi tel qu'amendé vise à conserver une composition à trois magistrats. Il est précisé que l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice désignera non seulement les présidents des chambres criminelles, mais également les autres membres de celles-ci.

Par voie d'amendement gouvernemental du 29 mars 2019, il a été proposé de mettre en évidence la pluralité des chambres criminelles auprès de la Cour d'appel. Au niveau du paragraphe 4, il est proposé de reprendre tel quel le texte résultant de l'article III de la loi du 8 août 2018 (publiée au Journal officiel N° 795 du 12 septembre 2018), qui a introduit une composition à trois magistrats pour les chambres criminelles. Au niveau du paragraphe 5, le texte utilise le pluriel lors de la désignation de ces chambres.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé. A noter que la Commission de la Justice fait sienne la proposition de texte formulée par le Conseil d'Etat et qui vise à reformuler l'article 3 du projet de loi.

*Point 4° (Point 8° selon le libellé proposé par le Conseil d'Etat) – modification de l'article 74-1 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*

Commentaire

Le projet de loi vise à amender l'article 74-1 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire. Au niveau de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le texte proposé vise à rectifier un renvoi, alors que les missions de la Cellule de renseignement financier (ci-après « CRF ») sont définies par les dispositions des articles 74-2 à 74-7 de cette législation.

Au niveau de l'alinéa 2, un poste de substitut sera transformé en poste de premier substitut, tout en maintenant inchangé le nombre total de magistrats composant la CRF, qui restera donc fixée à six.

Au niveau de l'alinéa 3, le projet de loi prévoit que le remplacement du directeur de la CRF sera assuré par les trois premiers substituts suivant leur rang d'ancienneté et que ceux-ci seront autorisés à porter le titre de directeur adjoint de la CRF.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé. A noter que la Commission de la Justice fait sienne la proposition de texte formulée par le Conseil d'Etat et qui vise à reformuler l'article 3 du projet de loi.

*Point 5° (Point 9° selon le libellé proposé par le Conseil d'Etat) – modification de l'article 74-5 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*

Commentaire

A l'article 74-5, paragraphe 1<sup>er</sup>, il est proposé de rectifier un renvoi inexact à une disposition visant la Cellule de renseignement financier (CRF).

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé. A noter que la Commission de la Justice fait sienne la proposition de texte formulée par le Conseil d'Etat et qui vise à reformuler l'article 3 du projet de loi.

*Point 6° (Point 10° selon le libellé proposé par le Conseil d'Etat) – modification de l'article 74-5 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*

Commentaire

Dans un souci d'équité, il est proposé d'adapter l'article 181 de la législation sur l'organisation judiciaire en attribuant une prime d'astreinte aux membres de la magistrature et du personnel de la justice, qui sont obligés d'assurer un service de permanence. Vu que les magistrats siégeants à la chambre de l'application des peines bénéficient aujourd'hui d'une prime d'astreinte, il est proposé

d'allouer cette prime non seulement aux magistrats représentant le ministère public auprès de la chambre de l'application des peines, mais également aux fonctionnaires et employés de l'État assurant le greffe respectivement le secrétariat du ministère public auprès de cette chambre. À l'instar des fonctionnaires du greffe des cabinets d'instruction qui bénéficient d'ores et déjà d'une prime d'astreinte, les employés de l'État affectés à ce greffe bénéficieront également d'une telle prime sous l'empire de la future législation.

Par voie d'amendement gouvernemental du 1<sup>er</sup> mars 2019, il est proposé d'adapter l'article 181 de la loi prémentionnée, afin de garantir un statu quo au niveau de l'indemnisation du magistrat du Parquet général délégué à l'exécution des peines.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat signale que la disposition proposée par voie d'amendement risque de créer une « [...] divergence entre le régime prévu par la loi en projet et le libellé de l'article 34 de la loi précitée du 7 mars 1980, tel que ce dernier résulte de l'article III de la loi du 20 juillet 2018 sur l'exécution des peines. Aux termes de cet article 34, « [l]e procureur général d'État peut déléguer un membre de son parquet et, en cas de besoin, un membre de l'un des parquets auprès des tribunaux d'arrondissement à l'exécution des peines, telle que prévue aux articles 669 et suivants du Code de procédure pénale ». Si le procureur général d'État entend déléguer un membre d'un des deux parquets auprès des tribunaux d'arrondissement, ces magistrats ne toucheront pas l'indemnité. L'amendement n° 7 du 1<sup>er</sup> mars 2019 procède encore à la suppression implicite du point 5 du projet de loi initial, aux termes duquel les nouvelles primes d'astreinte sont allouées aux bénéficiaires à partir du 16 septembre 2018. Le Conseil d'État reviendra sur cette question à l'occasion du nouvel article 7, tel qu'il résulte des amendements des 1<sup>er</sup> et 29 mars 2019 ».

Le Conseil d'Etat, dans son avis prémentionné, soumet aux membres de la Commission de la Justice un libellé reformulé de l'article 3 du projet de loi. La Commission de la Justice fait sienne cette proposition de texte.

Dans son avis complémentaire du 2 juillet 2019, le Conseil d'Etat propose une reformulation de la phrase liminaire de l'article 3, point 6° du projet de loi, et soumet un libellé alternatif aux membres de la Commission de la Justice. La Commission de la Justice fait sienne cette proposition de texte.

#### *Article 4 du projet de loi – modification de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse*

##### *Article 11*

##### *Commentaire*

L'article sous rubrique a pour objet de redresser une erreur matérielle, qui s'est produite lors de la modification de l'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse par l'article 11 de la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale (ci-après la « loi du 27 juin 2018 »).

A noter que la loi prémentionnée a fusionné les alinéas 3 et 4 de l'ancien article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, ce qui a entraîné la suppression, par mégarde, de parties de phrases figurant précédemment à ces deux alinéas.

Il est donc proposé de redresser cette erreur et de rétablir l'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse dans sa version antérieure à la loi du 27 juin 2018 avec, comme seule modification, le remplacement des termes « *juge des tutelles* » par les termes « *juge aux affaires familiales* ».

Il est précisé que cette modification ne remet aucunement en cause le projet de loi 7276<sup>6</sup> instituant un régime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, mais vise uniquement à redresser une erreur matérielle au niveau de l'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, telle qu'elle reste en vigueur en attendant le vote du projet de loi n° 7276.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec ce redressement, tout en insistant « [...] sur la nécessité de respecter une cohérence des nouveaux dispositifs légaux à intervenir ».

<sup>6</sup> Projet de loi instituant un régime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

*Article 5 du projet de loi – modification de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat*

*Article 11bis, paragraphe 4, alinéa 2*

Commentaire

Au niveau de l'article 11bis de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat, il est proposé de redresser une erreur matérielle au niveau de la numérotation de la réglementation européenne en matière de protection des données à caractère personnel.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé.

*Article 6 du projet de loi – modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice*

*Article 15*

Commentaire

Il est proposé de modifier l'article 15 de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice, qui régit la composition et le fonctionnement de la commission du recrutement et de la formation des attachés de justice.

Une adaptation de cet article 15 se justifie comme suit : La charge de travail incombant à la commission du recrutement et de la formation des attachés de justice, s'est accrue au cours des dernières années judiciaires en raison de l'augmentation du nombre des recrutements dans la magistrature. Actuellement, l'arrondissement judiciaire de Diekirch n'est pas représenté au sein de ladite commission, alors que des attachés de justice sont formés au sein du tribunal d'arrondissement de Diekirch et de son parquet.

Dès lors, le projet de loi amendé vise à élargir la composition de cette commission. Le président du tribunal d'arrondissement de Diekirch et le procureur d'Etat près de ce tribunal seront membres effectifs de la commission (paragraphe 2). Ceux-ci désigneront chacun un membre suppléant (paragraphe 3). Sous l'empire de la nouvelle législation, la commission fonctionnera donc à neuf membres effectifs et à neuf membres suppléants. Enfin, le quorum de la commission sera fixé à cinq membres (paragraphe 5).

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé.

*Article 7 – modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*

*Article 181, paragraphes 1<sup>er</sup> et 2*

Commentaire

L'article 7 du projet de loi a été introduit dans le projet de loi suite aux amendements gouvernementaux et entend régir l'entrée en vigueur rétroactive de la prime d'astreinte.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat souligne « [...] que le projet de loi sous avis ne contient aucune disposition sur la rétroactivité de l'indemnité spéciale au profit du magistrat du Parquet général délégué à l'exécution des peines. Cette indemnité avait été prévue dans la loi du 20 juillet 2018 sur l'exécution des peines<sup>7</sup>. Or, la loi du 10 août 2018 portant organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF)<sup>8</sup> a modifié, dans son article II, point 3), l'article 181 de la loi précitée du 7 mars 1980, en remplaçant, par erreur, les termes « délégué à l'exécution des peines » par les termes « délégué [...] pour la surveillance des établissements pénitentiaires », fonction supprimée par la loi du 20 juillet 2018 sur l'exécution des peines. Cela signifie que la prime a été versée

7 Loi du 20 juillet 2018 modifiant :

1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines ;

2° le Code pénal ;

3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; et

4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

8 Loi du 10 août 2018 modifiant :

1° le Code de procédure pénale ;

2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat

afin de porter organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF).



en conformité avec le dispositif légal entre le 15 septembre 2018, date d'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 2018 sur l'exécution des peines<sup>11</sup> et la date du 31 octobre 2018, veille de la date d'entrée en vigueur de la loi du 10 août 2018 portant organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF) et réintroduisant le concept erroné de « délégué à la surveillance des établissements pénitentiaires » ».

Au vu des développements ci-dessus, le Conseil d'Etat fait observer que « [p]our donner une base légale à la poursuite du versement de l'indemnité après le 1<sup>er</sup> novembre 2018, un effet rétroactif à cette date devrait être prévu pour l'octroi de l'indemnité ».

La Commission de la Justice prend acte de l'observation du Conseil d'Etat et juge utile d'adopter un amendement parlementaire, afin de créer une base légale à la poursuite du versement de l'indemnité allouée au délégué du procureur général d'Etat à l'exécution des peines après le 1<sup>er</sup> novembre 2018. En d'autres termes, un effet rétroactif à cette date est prévu pour l'octroi de cette indemnité.

Dans son avis complémentaire du 2 juillet 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé par la Commission de la Justice.

*Le Président-Rapporteur,*  
Charles MARGUE

\*

## VI. TEXTE COORDONNE

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, la Commission de la Justice recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi 7386 dans la teneur qui suit :

\*

### 7386 – PROJET DE LOI portant modification :

1. du Code de procédure pénale ;
2. du Nouveau Code de procédure civile ;
3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat ;
6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le Code de procédure pénale est modifié comme suit :

1° L'article 93 prend la teneur suivante :

« *Art. 93. Dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, la personne sera interrogée dans les vingt-quatre heures au plus tard à partir de sa privation de liberté. »*

2° L'article 116 est libellé comme suit :

- « *Art. 116. (1) La mise en liberté peut être demandée à tout stade de la procédure, à savoir:*
1. à la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement, pendant la période de l'instruction ;
  2. à la chambre du conseil de la Cour d'appel, si elle est saisie d'un recours contre l'ordonnance de renvoi de la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement ;
  3. à la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement, si l'affaire y est renvoyée ;
  4. à la chambre correctionnelle de la Cour d'appel, si appel a été interjeté sur le fond ;
  5. à la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement, si l'affaire y est renvoyée ;
  6. à la chambre criminelle de la Cour d'appel, si appel a été interjeté sur le fond ;

7. à la chambre correctionnelle de la Cour d'appel, si un pourvoi en cassation a été formé soit contre une décision d'une juridiction d'instruction, soit contre une décision d'une juridiction de jugement.

(2) La requête est déposée au greffe de la juridiction appelée à statuer.

(3) Il y est statué d'urgence et au plus tard dans les trois jours du dépôt, le ministère public et l'inculpé ou son avocat entendus en leurs explications orales.

Lorsque la juridiction appelée à statuer est la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement, cette juridiction statue sur base d'un rapport écrit et motivé du juge d'instruction.

Il n'est statué sur une nouvelle demande de mise en liberté qu'au plus tôt un mois après le dépôt d'une précédente demande de mise en liberté.

(4) Sur décision de la juridiction appelée à statuer, l'inculpé peut être entendu en ses explications orales par voie de télécommunication audiovisuelle.

Cette décision n'est susceptible d'aucun recours.

La juridiction appelée à statuer désigne un membre du personnel de l'administration pénitentiaire qui vérifie l'identité de l'inculpé et qui est présent auprès de lui au cours de l'acte de procédure.

L'inculpé concerné est censé avoir comparu.

Si l'inculpé est assisté par un avocat, celui-ci peut se trouver soit auprès de l'inculpé, soit auprès de la juridiction appelée à statuer.

À l'issue de l'opération, le membre du personnel de l'administration pénitentiaire désigné dresse procès-verbal qui est signé par l'inculpé.

Si l'inculpé refuse de signer, le procès-verbal en fait mention.

Le procès-verbal mentionne la date et le lieu de son établissement, son objet, l'identité de l'inculpé et, le cas échéant, de son avocat, s'il se trouve auprès de lui, le nom de la juridiction devant laquelle la demande de mise en liberté provisoire a été présentée et les conditions techniques dans lesquelles l'opération s'est déroulée.

(5) L'inculpé ou son avocat sont avertis, par les soins du greffier, des lieu, jour et heure de l'audience et, le cas échéant, de la télécommunication audiovisuelle ordonnée.

Dans ce cas, l'avocat est averti qu'il a la faculté d'assister l'inculpé soit auprès de celui-ci, soit auprès de la juridiction appelée à statuer sur la demande de mise en liberté.

(6) La mise en liberté ne peut être refusée que si les conditions prévues aux alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de l'article 94 se trouvent remplies.

(7) La mise en liberté, lorsqu'elle est accordée, peut être assortie du placement sous contrôle judiciaire.

(8) Si la mise en liberté est accordée par la chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement, le procureur d'État peut, dans un délai d'un jour qui court à compter du jour de l'ordonnance, interjeter appel de la décision.

L'inculpé reste détenu jusqu'à l'expiration dudit délai.

L'appel a un effet suspensif.

Le greffe avertit l'inculpé ou son avocat des lieu, jour et heure de la comparution au plus tard l'avant-veille de l'audience.

La chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle de la Cour d'appel statue sur l'appel au plus tard dix jours après qu'appel aura été formé.

Si elle n'a pas statué dans ce délai, l'inculpé est mis en liberté, à charge de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement aussitôt qu'il en sera requis.

(9) En cas d'appel de l'inculpé contre une décision de rejet d'une demande de mise en liberté, la chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle de la Cour d'appel statue au plus tard vingt jours après qu'appel a été formé.

(10) *En cas d'appel contre une décision de mise en liberté ou de rejet de mise en liberté, le ministère public et l'inculpé ou son avocat sont entendus en leurs explications orales.*

*L'inculpé peut également être entendu par voie de télécommunication audiovisuelle. Dans ce cas, les dispositions des paragraphes 4 et 5 sont applicables. »*

3° À l'article 637, paragraphe 2, le numéro « 4490bis » est remplacé par le numéro « 409bis ».

**Art. 2.** L'article 1017-8 du Nouveau Code de procédure civile prend la teneur qui suit :

*« Art. 1017-8. Lorsqu'une personne agresse ou menace d'agresser une personne avec laquelle elle cohabite ou a cohabité dans un cadre familial, lorsqu'elle a à son encontre un comportement qui porte gravement atteinte à sa santé psychique et lui rend ainsi intolérable toute rencontre avec elle, le juge aux affaires familiales prononce, sur la demande de la personne concernée, tout ou partie des injonctions ou interdictions énumérées ci-après, à condition qu'elles n'aillent pas à l'encontre d'intérêts fondamentaux et légitimes de la partie défenderesse :*

- l'interdiction de prendre contact avec la partie demanderesse ;*
- l'interdiction d'envoyer des messages à la partie demanderesse ;*
- l'interdiction de s'approcher de la partie demanderesse ;*
- l'interdiction de s'approcher du service d'hébergement et annexes, de la structure de garde pour enfants et de l'école ;*
- l'interdiction d'établir son domicile dans le même quartier que la partie demanderesse ;*
- l'interdiction de fréquenter certains endroits ;*
- l'interdiction d'emprunter certains itinéraires ;*
- l'injonction de laisser la partie demanderesse entrer au domicile commun pour enlever ses affaires personnelles. »*

**Art. 3.** La loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est modifiée comme suit :

1° À partir du 16 septembre 2019, l'article 19 est remplacé comme suit :

*« Art. 19. (1) En dehors du juge d'instruction directeur visé à l'article 11, il y a treize juges d'instruction près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, dont quatre vice-présidents.*

*Il y a un juge d'instruction près le Tribunal d'arrondissement de Diekirch.*

*(2) Les juges d'instruction sont choisis par le Grand-Duc, parmi les vice-présidents, les premiers juges et les juges, chaque fois pour une période de trois années.*

*Ils peuvent obtenir le renouvellement de leurs fonctions.*

*Ils siègent suivant le rang de leur réception au jugement des affaires civiles, commerciales et correctionnelles, sauf l'exception prévue à l'article 64-1. »*

2° À partir du 16 septembre 2019, l'article 25 est remplacé comme suit :

*« Art. 25. (1) Le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg comprend vingt chambres.*

*(2) La répartition des affaires entre les différentes chambres se fait par le président du tribunal d'arrondissement.*

*Celui-ci fixe également les tâches des juges qui ne sont pas affectés à une chambre. »*

3° À partir du 16 septembre 2019, l'article 33 est remplacé comme suit :

*« Art. 33. (1) La Cour supérieure de justice est composée d'un président, de quatre conseillers à la Cour de cassation, de onze présidents de chambre à la Cour d'appel, de douze premiers conseillers et de treize conseillers à la Cour d'appel, d'un procureur général d'État, de deux procureurs généraux d'État adjoints, de cinq premiers avocats généraux, de cinq avocats généraux et d'un substitut.*

*(2) Les conseillers à la Cour de cassation portent également le titre de vice-président de la Cour supérieure de justice.*

*(3) Le greffe est dirigé par un greffier en chef et comprend en outre des greffiers selon les besoins du service.*

*D'autres fonctionnaires et employés de l'État peuvent y être affectés. »*

4° À partir du 16 septembre 2019, l'article 33-1 est remplacé comme suit :

*« Art. 33-1. (1) Il est créé auprès du président de la Cour supérieure de justice un pool de complément des magistrats du siège qui effectuent des remplacements temporaires dans les conditions déterminées par les articles 6 et 13.*

*Ce pool comprend trois premiers juges et trois juges.*

*(2) Il est créé auprès du procureur général d'État un pool de complément des magistrats du ministère public qui effectuent des remplacements temporaires dans les conditions déterminées par l'article 138.*

*Ce pool comprend un premier substitut et deux substituts. »*

5° À partir du 16 septembre 2020, l'article 33-1 est remplacé comme suit :

*« Art. 33-1. (1) Il est créé auprès du président de la Cour supérieure de justice un pool de complément des magistrats du siège qui effectuent des remplacements temporaires dans les conditions déterminées par les articles 6 et 13.*

*Ce pool comprend quatre premiers juges et quatre juges.*

*(2) Il est créé auprès du procureur général d'État un pool de complément des magistrats du ministère public qui effectuent des remplacements temporaires dans les conditions déterminées par l'article 138.*

*Ce pool comprend deux premiers substituts et deux substituts. »*

6° À partir du 16 septembre 2018, l'article 35 est remplacé comme suit :

*« Art. 35. (1) La Cour de cassation comprend une chambre qui siège au nombre de cinq conseillers.*

*(2) Elle est composée du président de la Cour de cassation et de quatre conseillers à la Cour de cassation.*

*(3) En cas de vacance de poste ou d'empêchement d'un conseiller de la Cour de cassation, il est remplacé par un conseiller de la Cour d'appel.*

*En cas d'empêchement de tous les conseillers de la Cour d'appel, la Cour de cassation se complète conformément à l'article 135.*

*(4) Les fonctions du ministère public près de la Cour de cassation sont exercées par le procureur général d'État, les procureurs généraux d'État adjoints, les premiers avocats généraux et les avocats généraux.*

*(5) Le greffier en chef de la Cour supérieure de justice fait le service de greffier à la Cour de cassation ; il peut être remplacé par l'un des greffiers de cette cour. »*

7° L'article 39 est remplacé comme suit :

*« Art. 39. (1) Sans préjudice d'autres dispositions légales, la Cour d'appel connaît des affaires civiles, commerciales, criminelles et correctionnelles, ainsi que des affaires jugées par les tribunaux du travail.*

*(2) La Cour d'appel comprend dix chambres qui siègent au nombre de trois conseillers, sous réserve des dispositions de l'article 1007-10 du Nouveau Code de procédure civile.*

*(3) Lorsqu'un procès paraît de nature à entraîner de longs débats, le président de la Cour supérieure de justice peut décider qu'un ou plusieurs conseillers supplémentaires assisteront aux débats.*

*Dans le cas où un ou plusieurs conseillers composant une chambre correctionnelle ou une chambre criminelle seraient empêchés de suivre les débats jusqu'au prononcé de l'arrêt, ils sont remplacés par le ou les conseillers supplémentaires, dans l'ordre de leur désignation par le président.*

*(4) Au sein de la Cour d'appel, les chambres criminelles siègent au nombre de trois conseillers, dont un président de chambre, désignés chaque année par l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice.*

(5) *En cas d'empêchement, les conseillers des chambres criminelles sont remplacés conformément aux articles 133 et 134, alinéa 1<sup>er</sup>.*

(6) *La répartition entre les différentes chambres des affaires civiles, commerciales, correctionnelles ainsi que des affaires de droit du travail, se fait par le président de la Cour supérieure de justice.*

(7) *Chacune des chambres pourvoit d'abord à l'expédition des affaires qui lui sont spécialement attribuées.*

*Dans le cas où, par suite de leurs attributions respectives, une des chambres est surchargée par rapport à une autre, le président de la Cour supérieure de justice délègue à celle-ci, d'office ou sur la réquisition du procureur général d'État, partie des affaires attribuées à la chambre surchargée.*

(8) *L'assemblée générale de la Cour supérieure de justice délègue, parmi ses membres, le président et les deux assesseurs-magistrats du Conseil supérieur de la sécurité sociale ainsi que leurs suppléants. »*

8° L'article 74-1 est remplacé comme suit :

*« Art. 74-1. Il est institué, sous la surveillance administrative du procureur général d'État, une Cellule de renseignement financier, ci-après « CRF », qui a compétence pour remplir les missions inscrites aux articles 74-2 à 74-7.*

*La CRF comprend un substitut principal, trois premiers substituts et deux substituts.*

*La CRF est placée sous la direction du substitut principal, qui porte le titre de « directeur de la Cellule de renseignement financier ». Les trois premiers substituts remplacent le directeur de la Cellule de renseignement financier en son absence suivant leur rang d'ancienneté et portent le titre de « directeur adjoint de la Cellule de renseignement financier ».*

*La CRF est opérationnellement indépendante et autonome. Elle a l'autorité et la capacité nécessaires d'exercer librement ses fonctions, y compris celle de décider d'une manière autonome d'analyser, de demander et de disséminer des informations spécifiques aux services et autorités compétents en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. »*

9° À l'article 74-5, paragraphe 1<sup>er</sup>, le numéro « 74-3 » est remplacé par le numéro « 74- 2 ».

10° L'article 181 est remplacé comme suit :

*« Art. 181. (1) Le magistrat du Parquet général qui est délégué par le procureur général d'État à l'exécution des peines bénéficie d'une indemnité spéciale de cinquante points indiciaires par mois.*

*(2) Il est accordé une prime d'astreinte de :*

*1° quarante points indiciaires par mois aux conseillers siégeant à la chambre d'application des peines et aux représentants du Parquet général auprès de cette chambre ;*

*2° quarante points indiciaires par mois aux magistrats qui sont affectés à la Cellule de renseignement financier ;*

*3° quarante points indiciaires par mois aux magistrats des parquets qui assurent le service de permanence, pendant la période de leur affectation régulière à ce service ;*

*4° quarante points indiciaires par mois au juge d'instruction directeur et aux juges d'instruction ;*

*5° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe de la chambre de l'application des peines respectivement au secrétariat du Parquet général auprès de cette chambre ;*

*6° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe des cabinets des juges d'instruction ;*

*(3) Les fonctionnaires, employés et salariés de l'État affectés au Service central d'assistance sociale bénéficient d'une prime de risque de vingt points indiciaires par mois.*

*(4) Les indemnités spéciales, primes d'astreinte et primes de risque sont non pensionnables. »*

**Art. 4.** L'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse est remplacé comme suit:

*« Art. 11. Les parents, tuteurs ou autres personnes qui ont la garde du mineur soumis au régime de l'assistance éducative ou maintenu dans son milieu à une ou plusieurs des conditions énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3, conservent sur lui l'autorité parentale et en exercent tous les attributs qui ne sont pas inconciliables avec l'application de la mesure.*

*Si le mineur est placé hors du domicile de ses parents, tuteur ou gardiens, ceux-ci conservent uniquement un droit de visite et de correspondance. Le tribunal ou le juge de la jeunesse en fixe les modalités et peut même, si l'intérêt de l'enfant l'exige, décider que l'exercice de ces droits ou de l'un d'eux sera suspendu.*

*Quant à la personne du mineur, tous les autres attributs de l'autorité parentale sont transférés à la personne ou à l'établissement à qui le mineur est confié, à l'exception du droit de consentir à l'adoption et au mariage du mineur.*

*Quant aux biens du mineur, le juge aux affaires familiales peut nommer un administrateur public à tout mineur ayant fait l'objet d'une mesure de placement par le tribunal de la jeunesse. Le juge aux affaires familiales est informé de la décision de placement par la voie du greffe.*

*L'administrateur public a, sur les biens du mineur, les mêmes attributions qu'un administrateur légal sous contrôle judiciaire.*

*Il n'est pas institué de subrogé-tuteur. L'hypothèque légale prévue à l'article 2121 du Code civil ne s'applique pas à l'administrateur public.*

*Les fonctions de l'administrateur public cessent de plein droit par la mainlevée de la mesure de placement. »*

**Art. 5.** À l'article 11bis, paragraphe 4, alinéa 2, première phrase, in fine, de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État, le numéro « 2016/279 » est remplacé par le numéro « 2016/679 ».

**Art. 6.** L'article 15 de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice est remplacé comme suit :

*« Art. 15. (1) Il est créé une commission du recrutement et de la formation des attachés de justice.*

*Les attributions de la commission sont déterminées par les dispositions de la présente loi et des règlements grand-ducaux qui sont pris en exécution de celle-ci.*

*(2) La commission est composée de neuf membres effectifs, à savoir:*

- 1) le procureur général d'État ;*
- 2) le président de la Cour supérieure de justice ;*
- 3) le président de la Cour administrative ;*
- 4) le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ;*
- 5) le président du tribunal d'arrondissement de Diekirch ;*
- 6) le président du tribunal administratif ;*
- 7) un magistrat du Parquet général, désigné par le procureur général d'État ;*
- 8) le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg ;*
- 9) le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Diekirch.*

*La présidence de la commission est assurée par le procureur général d'État.*

*La vice-présidence de la commission est assurée par le président de la Cour supérieure de justice et le président de la Cour administrative.*

*(3) La commission se complète par neuf membres suppléants désignés dans les conditions qui suivent.*

*Le procureur général d'État, le président de la Cour supérieure de justice, le président de la Cour administrative, le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, le président du tribunal d'arrondissement de Diekirch, le président du tribunal administratif, le procureur d'État*

*près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg et le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Diekirch désignent chacun un suppléant.*

*Le suppléant du magistrat du Parquet général est désigné par le procureur général d'État.*

*(4) La nomination des membres composant la commission est faite par arrêté grand-ducal.*

*(5) La commission ne peut délibérer que lorsque cinq de ses membres au moins sont présents. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.*

*(6) Tous les actes de la commission doivent indiquer les circonstances de droit et de fait qui les justifient.*

*(7) L'organisation du recrutement et de la formation est assurée par le membre effectif visé au paragraphe 2, point 7°.*

*Il est assisté dans ses fonctions par un ou plusieurs fonctionnaires de l'administration judiciaire, désignés par le procureur général d'État. »*

**Art. 7.** (1) L'indemnité spéciale visée à l'article 181, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est accordée à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2018.

(2) Les primes d'astreinte visées à l'article 181, paragraphe 2, points 1° et 5° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire sont accordées à partir du 16 septembre 2018.

7386



## Bulletin de Vote (Vote Public)

|  |                                    |
|--|------------------------------------|
| Date: 10/07/2019 21:14:33              | Président: M. Etgen Fernand        |
| Scrutin: 10                            | Secrétaire A: M. Frieseisen Claude |
| Vote: PL 7386 Code du procédure pénale | Secrétaire B: Mme Barra Isabelle   |
| Description: Projet de loi 7386        |                                    |

|              | Oui | Abst | Non | Total |
|--------------|-----|------|-----|-------|
| Présents:    | 47  | 2    | 0   | 49    |
| Procuration: | 9   | 2    | 0   | 11    |
| Total:       | 56  | 4    | 0   | 60    |

| Nom du député              | Vote | (Procuration)     | Nom du député      | Vote | (Procuration)                |
|----------------------------|------|-------------------|--------------------|------|------------------------------|
| <b>CSV</b>                 |      |                   |                    |      |                              |
| Mme Adehm Diane            | Oui  |                   | Mme Arendt Nancy   | Oui  | (Mme Hetto-Gaasch Françoise) |
| M. Eicher Emile            | Oui  |                   | M. Eischen Félix   | Oui  | (M. Halsdorf Jean-Marie)     |
| M. Galles Paul             | Oui  |                   | M. Gloden Léon     | Oui  |                              |
| M. Halsdorf Jean-Marie     | Oui  |                   | Mme Hansen Martine | Oui  |                              |
| Mme Hetto-Gaasch Françoise | Oui  |                   | M. Kaes Aly        | Oui  | (Mme Modert Octavie)         |
| M. Lies Marc               | Oui  | (M. Schank Marco) | M. Mischo Georges  | Oui  | (M. Wilmes Serge)            |
| Mme Modert Octavie         | Oui  |                   | M. Mosar Laurent   | Oui  |                              |
| Mme Reding Viviane         | Oui  | (Mme Adehm Diane) | M. Roth Gilles     | Oui  |                              |
| M. Schank Marco            | Oui  |                   | M. Spautz Marc     | Oui  |                              |
| M. Wilmes Serge            | Oui  |                   | M. Wiseler Claude  | Oui  |                              |
| M. Wolter Michel           | Oui  | (M. Spautz Marc)  |                    |      |                              |

| <b>LSAP</b>      |     |  |                       |     |  |
|------------------|-----|--|-----------------------|-----|--|
| M. Angel Marc    | Oui |  | M. Biancalana Dan     | Oui |  |
| M. Bodry Alex    | Oui |  | Mme Burton Tess       | Oui |  |
| M. Cruchten Yves | Oui |  | M. Di Bartolomeo Mars | Oui |  |
| M. Engel Georges | Oui |  | M. Fayot Franz        | Oui |  |
| M. Haagen Claude | Oui |  | Mme Mutsch Lydia      | Oui |  |

| <b>DP</b>           |     |  |                      |     |                  |
|---------------------|-----|--|----------------------|-----|------------------|
| M. Arendt Guy       | Oui |  | M. Bauler André      | Oui |                  |
| M. Baum Gilles      | Oui |  | Mme Beissel Simone   | Oui |                  |
| M. Berger Eugène    | Oui |  | M. Colabianchi Frank | Oui |                  |
| Mme Elvinger Joëlle | Oui |  | M. Etgen Fernand     | Oui |                  |
| M. Graas Gusty      | Oui |  | M. Hahn Max          | Oui |                  |
| Mme Hartmann Carole | Oui |  | Mme Polfer Lydie     | Oui | (M. Graas Gusty) |

| <b>déi gréng</b>      |     |  |                      |     |  |
|-----------------------|-----|--|----------------------|-----|--|
| M. Back Carlo         | Oui |  | M. Benoy François    | Oui |  |
| Mme Bernard Djuna     | Oui |  | Mme Empain Stéphanie | Oui |  |
| M. Hansen- Marc       | Oui |  | M. Kox Henri         | Oui |  |
| Mme Lorsché Josée     | Oui |  | M. Margue Charles    | Oui |  |
| M. Traversini Roberto | Oui |  |                      |     |  |

| <b>déi Lénk</b> |     |                   |                 |     |  |
|-----------------|-----|-------------------|-----------------|-----|--|
| M. Baum Marc    | Oui | (M. Wagner David) | M. Wagner David | Oui |  |

| <b>groupe technique</b>   |       |                             |                         |       |                       |
|---------------------------|-------|-----------------------------|-------------------------|-------|-----------------------|
| M. Clement Sven-Piraten   | Oui   |                             | M. Engelen Jeff-ADR     | Abst. |                       |
| M. Gibéryen Gast-ADR      | Abst. | (M. Kartheiser Fernand-ADR) | M. Goergen Marc-Piraten | Oui   |                       |
| M. Kartheiser Fernand-ADR | Abst. |                             | M. Reding Roy-ADR       | Abst. | (M. Engelen Jeff-ADR) |

Le Président:

Le Secrétaire général:

7386/08

**N° 7386<sup>8</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2018-2019

---

---

**PROJET DE LOI**

portant modification :

1. du Code de procédure pénale ;
2. du Nouveau Code de procédure civile ;
3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat ;
6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

\* \* \*

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL  
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(12.7.2019)

*Le Conseil d'État,*

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés, du 10 juillet 2019 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

**PROJET DE LOI**

portant modification :

1. du Code de procédure pénale ;
2. du Nouveau Code de procédure civile ;
3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat ;
6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 10 juillet 2019 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et les avis émis par le Conseil d'État en ses séances des 5 avril et 2 juillet 2019 ;

*se déclare d'accord*

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 17 votants, le 12 juillet 2019.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*La Présidente du Conseil d'État,*  
Agy DURDU





## Commission de la Justice

### Procès-verbal de la réunion du 03 juillet 2019

#### Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal du 5 juin et 12 juin 2019
2. 7402 Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2017/828 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 modifiant la directive 2007/36/CE en vue de promouvoir l'engagement à long terme des actionnaires
  - Nomination d'un rapporteur
  - Examen des articles et de l'avis du Conseil d'Etat
3. 7386 Projet de loi portant modification :
  1. du Code de procédure pénale ;
  2. du Nouveau Code de procédure civile ;
  3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
  4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
  5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;
  6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice
  - Rapporteur : Monsieur Charles Margue
  - Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
  - Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. Divers

\*

Présents : Mme Diane Adehm, M. Guy Arendt, M. François Benoy, M. Dan Biancalana, M. Alex Bodry, Mme Stéphanie Empain, M. Léon Gloden, Mme Carole Hartmann, M. Charles Margue, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Lydie Polfer, M. Roy Reding, M. Gilles Roth

M. Yves Huberty, Ministère de la Justice  
Mme Hélène Massard, Ministère de la Justice  
M. Julien Raum, Ministère des Finances

M. Christophe Li, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Franz Fayot, M. Marc Goergen, Mme Viviane Reding

M. Marc Baum, observateur délégué

M. Félix Braz, Ministre de la Justice

\*

Présidence : M. Charles Margue, Président de la Commission

\*

## 1. **Approbation des projets de procès-verbal du 5 juin et 12 juin 2019**

L'adoption des projets de procès-verbal a été reportée à une prochaine réunion de la commission parlementaire.

## 2. **7402 Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2017/828 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 modifiant la directive 2007/36/CE en vue de promouvoir l'engagement à long terme des actionnaires**

### **Nomination d'un rapporteur**

La Commission de la Justice décide de nommer M. Franz Fayot Rapporteur du projet de loi sous rubrique.

### **Examen des articles et de l'avis du Conseil d'Etat**

L'expert gouvernemental résume les observations et critiques soulevées par le Conseil d'Etat dans son avis en date du 11 juin 2019.

En ce qui concerne le libellé du paragraphe 7, b), initial (paragraphe 6, Point 6° nouveau), le Conseil d'Etat s'oppose formellement à l'encontre du libellé proposé.

Les auteurs du projet de loi ont souhaité maintenir la référence à la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (ci-après « *IRP* ») en raison de la dimension européenne de cette définition. La directive IRP sera transposée prochainement dans l'ordre juridique luxembourgeois, actuellement nous sommes en attente d'un avis du Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat fait observer que « *[l]e projet de loi n° 7372<sup>1</sup>, destiné à transposer la directive (UE) 2016/2341, précitée, n'est pas encore adopté. Le Conseil d'Etat considère toutefois que l'absence de transposition de cette directive ne s'oppose pas au renvoi à la loi nationale, à savoir à l'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle, portant définition de l'institution de retraite*

---

<sup>1</sup> Projet de loi relative aux institutions de retraite professionnelle et portant : 1. transposition de la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la supervision des institutions de retraite professionnelle (IRP) (refonte) ; et 2. modification de : a) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) ; b) la loi modifiée du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle ; et de c) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances.

professionnelle. Cette définition a été adoptée en exécution de la première directive en la matière, à savoir la directive 2003/41/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 juin 2003 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle. Le projet de loi n° 7372 ne modifie pas la définition de l'institution de retraite figurant dans cette loi. La directive n'étant pas un acte législatif européen directement applicable, le Conseil d'État exige, sous peine d'opposition formelle, de se référer au dispositif national de transposition ».

Cette référence devra prochainement être remplacée par une référence à la loi transposant la IRP.

### **Echange de vues**

M. Leon Gloden (CSV) juge regrettable que le Conseil d'Etat ait prononcé une opposition formelle à l'encontre du libellé proposé par les auteurs du projet de loi. L'orateur donne à considérer que la référence à la disposition du droit national risque de conférer un désavantage économique aux acteurs établis au Luxembourg. L'orateur s'interroge sur l'opportunité de préciser dans le rapport de M. le rapporteur, soit dans la partie intitulée « *considérations générales* », soit dans la partie intitulée « *commentaire des articles* », que le champ d'application de la future loi devrait englober également des acteurs économiques soumises à la directive IRP.

De plus, l'orateur signale qu'une référence faite au sein de la loi en projet est à adapter.

Décision : La Commission de la Justice charge M. le rapporteur à décider de l'emplacement d'une mention quant à la référence fait à la directive IRP.

### **Organisation des travaux**

Les membres de la Commission de la Justice jugent utile d'adopter le projet de rapport le 9 juillet 2019, lors d'une réunion supplémentaire de la commission parlementaire qui aura lieu à 13h45.

### **Examen de l'avis consultatif de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg**

L'expert gouvernemental indique que le ministère de la Justice a reçu l'avis de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg<sup>2</sup> peu de temps avant la réunion de ce jour et elle résume les observations et critiques soulevées par l'ordre professionnel des avocats.

Décision : La Commission de la Justice juge utile de ne pas intégrer les recommandations et modifications proposées par l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg.

- 3. 7386    Projet de loi portant modification :**
- 1. du Code de procédure pénale ;**
  - 2. du Nouveau Code de procédure civile ;**
  - 3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;**
  - 4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse**
- ;

---

<sup>2</sup> L'avis sous rubrique a été reçu par la Chambre des Députés en date du 11 juillet 2019.



5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;
6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

### **Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat**

L'expert gouvernemental résume les observations et suggestions soulevées par le Conseil d'Etat

Dans son avis complémentaire du 2 juillet 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec l'amendement parlementaire du 19 juin 2019. En outre, il soumet aux membres de la Commission de la Justice une proposition de reformulation de la phrase liminaire de l'article 3, point 6° du projet de loi.

La Commission de la Justice fait sienne cette proposition de reformulation émise par le Conseil d'Etat.

### **Présentation et adoption d'un projet de rapport**

M. le Rapporteur présente les grandes lignes du projet de rapport.

### **Echange de vues**

Le projet de rapport ne suscite aucune observation particulière de la part des membres de la Commission de la Justice.

### **Temps de parole**

Pour les débats en séance plénière, les membres de la Commission de la Justice proposent de recourir au modèle de base.

## **4. Divers**

M. Laurent Mosar (CSV) souhaite avoir des informations supplémentaires sur les travaux prioritaires de la Commission parlementaire avant la suspension des travaux pendant les mois d'été. L'orateur renvoie aux échanges précédents<sup>3</sup> ayant porté sur la mise à l'ordre du jour des demandes du groupe politique CSV, qui n'ont pas encore été traitées par la commission parlementaire.

M. Charles Margue explique que la demande de mise à l'ordre du jour du groupe politique CSV concernant les évaluations mutuelles du groupe d'action financier (GAFI) sera discutée le 10 juillet 2019 en commission parlementaire.

---

<sup>3</sup> cf. Procès-verbal de la réunion de la Commission de la Justice du 8 mai 2019, Session ordinaire 2018-2019, P.V. J 18

Le Secrétaire-administrateur,  
Christophe Li

Le Président de la Commission de la Justice,  
Charles Margue





## Commission de la Justice

### Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

#### Procès-verbal de la réunion du 19 juin 2019

##### Ordre du jour :

1. Demande d'une réunion jointe de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du fichier central de la Police en présence des Ministres respectifs

Uniquement pour les membres de la commission de la Justice :

2. 7386 Projet de loi portant modification :
  1. du Code de procédure pénale ;
  2. du Nouveau Code de procédure civile ;
  3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
  4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
  5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;
  6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice
    - Désignation d'un rapporteur
    - Présentation et adoption d'une lettre d'amendement
3. Approbation du projet de procès-verbal du 05 juin 2019
4. Divers

\*

Présents : Mme Diane Adehm, M. Guy Arendt, M. François Benoy, M. Dan Biancalana, M. Alex Bodry, Mme Stéphanie Empain, M. Franz Fayot, M. Léon Gloden, M. Marc Goergen, Mme Carole Hartmann, M. Charles Margue, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Lydie Polfer, M. Roy Reding, Mme Viviane Reding, M. Gilles Roth, membres de la Commission de la Justice

M. Marc Baum, observateur délégué

Mme Diane Adehm, M. Marc Angel, M. Carlo Back, M. André Bauler, M. Dan Biancalana, Mme Stéphanie Empain, M. Léon Gloden, M. Marc Goergen, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Henri Kox, M. Georges Mischo, membres de la Commission de la Sécurité intérieure et de la

Défense

M. Marc Baum, observateur délégué

M. François Bausch, Ministre de la Défense, Ministre de la Sécurité intérieure

M. Félix Braz, Ministre de la Justice

M. Eugène Berger

M. Mars Di Bartolomeo

Mme Martine Hansen

Mme Béatrice Abondio, Directrice du Ministère de la Sécurité intérieure

M. Vincent Fally, Inspection générale de la Police

M. Yves Huberty, Ministère de la Justice

M. Jeff Neuens, Police grand-ducale

M. Luc Reding, Ministère de la Justice

Mme Martine Schmit, Ministère de la Sécurité intérieure

M. Philippe Schrantz, Directeur Général Police grand-ducale

Mme Martine Solovieff, Procureur général d'Etat

Mme Monique Stirn, Inspecteur général de la Police

Mme Lydie May, Data Protection Officer de la la Police

M. Christophe Li, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf

\*

Présidence : M. Charles Margue, Président de la Commission de la Justice

\*

**1. Demande d'une réunion jointe de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du fichier central de la Police en présence des Ministres respectifs**

Les membres des commissions parlementaires jugent opportun de dresser un verbatim de ce point de l'ordre du jour. Par conséquent, le lecteur est renvoyé au verbatim figurant en annexe du présent procès-verbal.

- 2. 7386 Projet de loi portant modification :**
- 1. du Code de procédure pénale ;**
  - 2. du Nouveau Code de procédure civile ;**
  - 3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;**
  - 4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;**
  - 5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;**
  - 6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice**

## Nomination d'un Rapporteur

La Commission de la Justice nomme Monsieur Charles Margue Rapporteur du projet de loi sous rubrique.

## Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement

### Amendement unique concernant l'article 7 du projet de loi

L'article 7 du projet de loi prend la teneur suivante :

**« Art. 7. (1) L'indemnité spéciale visée à l'article 181, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est accordée à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2018.**

**(2) Les primes d'astreinte visées à l'article 181, paragraphe 2, points 1<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire sont accordées à partir du 16 septembre 2018. »**

### Commentaire

Tel que recommandé par le Conseil d'État dans son avis du 5 avril 2019, l'amendement vise à créer une base légale à la poursuite du versement de l'indemnité allouée au délégué du procureur général d'État à l'exécution des peines après le 1<sup>er</sup> novembre 2018. En d'autres termes, un effet rétroactif à cette date est prévu pour l'octroi de cette indemnité.

## Vote

L'amendement sous rubrique recueille l'accord unanime des membres de la Commission de la Justice.

### **3. Approbation du projet de procès-verbal du 05 juin 2019**

L'approbation du projet de procès-verbal sous rubrique est reportée à une prochaine réunion.

### **4. Divers**

Aucun point divers n'est soulevé.

Le Secrétaire-administrateur,  
Christophe Li

Le Président de la Commission de la Justice,  
Charles Margue

La Présidente de la Commission de la Sécurité intérieure  
et de la Défense,  
Stéphanie Empain

**déi Lénko**  
Sensibilité politique



Luxembourg, le 13 juin 2019

**Concerne: Demande de convocation au sujet du fichier central de la Police en présence des Ministres respectifs.**

Monsieur le Président,

Par la présente, nous vous faisons part de notre souhait de voir convoquées la Commission de la Justice et celle de la Sécurité intérieure et de la Défense au sujet du fichier central de la Police et des pratiques de son utilisation et d'y inviter Messieurs les Ministres de la Justice et de la Sécurité intérieure et de la Défense conformément aux articles 23 (3) et 23 (4) du Règlement de la Chambre des Députés.

En effet, les questions parlementaires concernant cette affaire se multiplient, tout comme les révélations faites dans la presse. Celles-ci se rapportent aussi bien à la non-existence de base légale, qu'à la potentielle non-conformité d'une telle base de données avec le principe de la protection des données ainsi qu'à une éventuelle utilisation frauduleuse de ces données par une partie de l'administration publique. Ces révélations (fondées ou non) sont d'une extrême gravité et touchent aux principes même d'un État de droit.

Nous estimons que les Ministres responsables devraient se prononcer sur ces questions en commission parlementaire lors d'un échange avec les députés.

C'est pourquoi nous vous prions, Monsieur le Président de bien vouloir transmettre la présente à Monsieur le Président de la Commission de la Justice et à Madame la Présidente de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense ainsi qu'à Messieurs les Ministres concernés.

Veuillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre parfaite considération.

Avec nos salutations respectueuses,

A handwritten signature in black ink, appearing to be "DW".

David Wagner  
Député

A handwritten signature in black ink, appearing to be "MB".

Marc Baum  
Député



**Verbatim de la réunion jointe du 19 juin 2019 entre la Commission de la Justice  
et la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense**

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Mir hu vun déi Lénk, ënnerschriwwe vun den Deputéierten David Wagner a Marc Baum, de leschten 13. Juni eng Demande de convocation au sujet du fichier central de la police kritt, fir eis haut de Moien ze gesinn. Merci fir déi Ufro, déi an engem Moment ass, deen elo propice ass, mengen ech, fir déi ganz Froe kënnen ze léisen.

Ech géif dem Deputéierten a Kolleeg Marc Baum d'Wuert ginn, deen déi Demande, mengen ech, formuléiert huet.

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Ob mer déi Froen all haut geléist kréien, weess ech net. Mä mer kënnen vläicht en Ufank maachen.

Virun e puer Deeg war en Zeitungsartikel, iwwerschriwwe mat engem Zitat vun engem Minister, den Här Bausch, deen zitéiert ginn ass an der Iwwerschrëft mat: „Ech blécken net duerch“. An ech muss och ganz éierlech zouginn, datt den David Wagner an ech, datt mir als Lénk en äänleche Problem haten, näämlech en Duerchbléck, deen op déi éischt Interventiounen, déi vun de Kollege vun der CSV gemaach gi sinn, en Duerchbléck, deen eis am Ufank gefeelt huet, wat awer ganz vill mat der Matière ze dinn huet.

Et geet ëm e Konvolut vun Texter, déi applizéiert respektiv net applizéiert gi sinn, Reglementer, déi verlängert respektiv net verlängert gi sinn, an eng Base légale, déi an der Applikatioun, an der Exploitatioun vun deem, ëm wat et hei geet, zumindest ganz opaque ass.

Dat huet eis dozou verleet - och no deene Question-parlementairen, wou ech de Kollege vun der CSV och Merci soen, well ech mengen, datt se Froe gestallt hunn, déi eng ganz grouss Pertinenz hunn -, datt mer gefrot hunn, datt mer hei emol en éischen Echange hu mat deenen zoustännege Ministeren an och eis Froe kënnen zu Protokoll ginn, respektiv en Echange hunn, wou Froen a Géigefroen iwwerhaapt méiglech sinn. Dat wat eng Diskussioun ass, wat vläicht iwwert dee Kader vun de

Question-parlementairen erausgeet oder zumindest eng aner Form dofir ass.

Déi éischt Äntwerten op d'Question-parlementaire si komm an et huet een den Androck, datt wat méi Äntwerte kommen, wat sech aus deenen Äntwerten erëm weider vill méi nei Froen erginn.

An net méi spéit wéi haut de Moien ëm 6:47 Auer hu mer dann eng Kommunikatioun kritt vun der Inspection générale de la police, wou et eigentlech ëm genau dat geet, wouriwwer mer diskutéiere mussen an d'Sujeten zimlech kloer ëmress sinn. Et geet nämlech ëm de Fondement légal - wa mer iwwert de Fichier central schwätzen -, iwwert d'Finalitéiten, iwwert d'Conditions d'accès, iwwert d'Durée de conservation, iwwert d'Informatioun, déi de Persounen zur Verfügung steet an, evidenteweis, net nëmmen den theoretische Volet, mä ëm d'Pratique d'utilisation. An ech géif do nach een Element bäisetzen, nämlech iwwert d'Kontrollmechanismen dovunner, déi zu bestëmmten Zäitpunkten d'rout Luuchten grouss ugemaach hunn, op déi net gelauschert ginn ass, oder zumindest potenziell net gelauschert ginn ass.

Dëst ass de Kontext natierlech an ech wëll och net op déi ..., ech mengen entre-temps sinn esou vill Question-parlementairen am Ëmlaf an esou vill Froen, déi sech aus deenen erginn, datt hir Opzielung hei, mengen ech, schwierig wier. Ech stellen awer fest, datt mer wierklech eng Diskussioun brauchen ëm d'legal Basis, wéi se bestanen huet. An d'Äntwert, déi gëschter den Deputéierten zougestallt ginn ass, huet jo eigentlech gewisen, datt et eng Zort vun Aveu ginn ass, datt bis 2018 et keng wierklech legal Basis fir de Fichier central ginn ass an datt déi legal Basis, déi mer am Gesetz vun '92 a mam Règlement d'exécution, datt déi sech eigentlech emol net op de Fichier central applizéiert huet. Dat ass op jidde Fall aus der Äntwert ..., dat ass eis Lektür vun der Äntwert vun deem Dokument.

Et ass och esou, datt sech Froe stelle wat d'Envergure ass vun deem Fichier central, dat heescht wivill Leit, wivill individuell liewend Persoune sinn an deem Fichier central opgefouert. Well wann et wierklech esou ass, wéi ee suggeréiere kann, datt et ëm all Zort vu Pven a Rapporte geet, da muss ee jo dovun ausgoen, datt méi oder manner d'Halschent vun der Populatioun an deem Fichier central op déi eng oder aner Manéier fichéiert ass, ouni datt déi Halschent vun der Populatioun iwwerhaupt dat weess an

ouni datt se, doduerch datt se et net weess, och kann eventuell Rektifikatioune maachen.

Et ass ..., et geet ëm d'Exploitatioun vun deem Fichier. Froen, déi sech do evidenteweis stellen, wien alles Accès dozou huet. Et gëtt ëmmer geschwat vun Officiers de la police judiciaire, Agents de la police judiciaire. Mä do muss ee jo soen, dat ass jo e Beräich, dee wäit iwwert d'Police erausgeet. Well d'Fonctioun vum Officier de la police judiciaire ass jo bal all Administration publique, wou et Leit ginn, déi Officier de police judiciaire sinn.

Dat heescht, quasi de ganze Stat huet - zumindest ass dat eppes, wat mer gär beäntwert hätten -, bal all Administratioun vum Stat huet oder hätt, zumindest theoretesch, en Accès dorobber. Dat ass, wann dat sech géif bewahrheiten, vun enger Envergure, wou ee muss soen, datt d'SREL-Affär effektiv emol net mat deem heite ka mathalen, fir net aner Wieder ze gebrauchen.

Et ass d'Fro, zënter wéini d'Ministere sech bewosst waren, datt dat do eng zumindest problematesch Situatioun ass, wéi d'Ministeren zu wéi engem Zäitpunkt dunn, an dat ass d'Responsabilité politique, op déi verschidde Faite reagéiert hunn oder versicht hunn ze reagéieren. An et stellt sech natierlech och d'Fro: Ass dat do dann déi eenzeg Base de données, déi et gëtt, wëssend, datt d'Rapporten an d'Pve vun der Police judiciaire un de Parquet weidergi ginn? Wat mécht de Parquet domadder? Ginn déi op déi eng oder aner Aart a Weis stockéiert? Féiert de Parquet en Archiv dovunner? En Archiv, wat bedeit datt?, op wéi eng Aart a Weis dann op senger Säit erëm kann exploitéiert ginn an zu wéi enge Finalitéiten? Dat ass effektiv de Kader dovunner.

An et geet effektiv net ëm näischt, well opgekacht oder zum Virschäi komm ass dat Ganzt jo, well Justiciablë sech leséiert gefillt hunn. Et ass natierlech e berüümte lëtzebuergeschen Affekot, deen televiséiert dat Ganzt zum Virschäi bruecht huet. Mä duerno sinn et eng ganz Rëtsch aner Temoinen, sief et pensionéiert Beamten, sief et e Kënschtlerkollektiv, déi Akt gi vun engem zumindest potenziell abusive Verhale vu soit der Police oder dem Parquet.

Et geet also ëm extrem sensibel Froen, wou ech mengen, datt mer hei haut sécherlech

keng Konklusioun wäerte kënnen zéien, mä zumindest en Ufank maache fir Opklärung an engem Dossier, deen ... Also, wann dat an engem anere Land, wa sech dat alles bewahrheitet - dat alles natierlech virausgesat -, wa sech dat bewahrheitet, da géife mer vun anere Länner soen, dat wier en „failed state“. Esou grav ass et. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt mer déi Diskussioun hei féieren, well se geet eis all un a kee vun eis huet Interêt drun, datt dat op déi eng oder aner Weis der Willkür ausgesat ass.

**Une voix.-** Très bien !

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Ech soen dem Här Baum Merci fir d'Präzisioun vu senger Fro an och de Kader, an deem hien an déi Lénk déi Fro gesinn. Ech mengen, et ass an deene leschte Woche vill geschwat ginn. Duerfir géif ech proposéieren, dass déi jeeweileg responsabel Persounen, dat heescht déi zwee Ministeren, géifen dozou Stellung huelen. An da géife mer drop iwwergoen, dass d'Police-Direktioun an d'IGP hir Positioun géifen erklärend duerstellen, fir dass mer, ier mer zu de Froen, déi dann nach bleiwen, an och d'Madamm Solovieff vum Parquet, dass mer op där Basis, där Informatiounsbasis d'Diskussioun féieren a weider Froe kënnen stellen.

Den Här Minister vun der bannenzeger Sécherheet, de François Bausch, huet dann d'Wuert.

**M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Ech wëll dem Här Baum Merci soe fir d'Demande, déi e gemaach huet, fir déi Diskussioun hei ze féieren. An ech muss och soen, ech sinn och frou, datt mer dat séier konnte maachen, well gleeft mer es, Här Baum, an och anerer heibannen, déi ech vill de Moment héiere kommentéieren, den Dateschutz an de Schutz vun der Privatsphär vun de Leit, dee läit mir ganz uewen a genau esou uewe wéi lech alleguerten och. An et ass och richtig, dat ass e Sujet, deen ass eescht ze huelen, deen ass net fir op d'licht Schëller ze huelen. A wann do Onkloerheeten am Raum stinn, dann ass et wichteg, datt mer déi Onkloerheete gekläert kréien.

Ech soen dat am Ufank, well ech domadder wëll däitlech maachen, datt wann ech dat,

wéi soll ech soen, relativ offensiv wëll ugoen, dann ass dat net, well ech eréischt sechs Méint am Amt sinn an eigentlech jo vun där Perspektiv hier, vun der politescher Responsabilitéit hier hei dee Minister sinn, deen am Fong eng relativ bequeem Situatioun huet. Ech wéilt lech dat vun Ufank u soen. Mä ech soen dat, well ech wirklech, an dat hunn ech vun der éischer Sekonn u gesot, an deem Dossier hei, um Dateschutz interesséiert sinn a well de Schutz vun der Privatsphär fir mech en absolutt wichtege Sujet ass an duerfir ech och näischt wëll ënnerloossen, fir hei Kloerheet ze kréien an deem Dossier.

Duerfir hunn ech och gesot, et ass un der Chamber ze decidéieren, wat se gär wéisst, ob se wëllt eng Enquêtëkommissioun maachen oder keng Enquêtëkommissioun maachen. Op alle Fall wär ech bereet zu alles hei, wat d'Chamber gär hätt, heihinner ze kommen an der Chamber alles liwwere wat se freet a wat se mengt misst ze wëssen.

Et ass gesot gi virdrun, den hallwe Stat wär hei. Neen, et ass net den hallwe Stat, deen hei ass, mä et sinn déi Leit hei - mindestens elo, well ech schwätzen elo fir mäi Ministère, an, ech mengen, de Félix Braz kann dat herno maache fir säin -, déi an deene leschte Joren, fir net ze soe Jorzéngten, déi haten net alleguer Responsabilitéit, mä déi kennen awer den Historique a si konnten den Historique opschaffen.

Well mir schwätze jo elo hei net nëmme vun der Situatioun vun haut - ginn ech dervun aus -, mä mir schwätze vun der Situatioun vun 1979, wéi dat éischt Dateschutzgesetz komm ass, bis haut. A wa mer den Historique opschaffen, da sinn ech Demandeur, datt mer haut natierlech kucken, datt d'Basis haut elo ass wéi se soll sinn, mä dann awer och den Historique genau am Detail opschaffen, '79 bis haut. Ech hoffen, datt dat jiddwereen heibannen och esou gesäit.

Ech hunn duerfir och der Police gesot, ech hätt gär, datt se eis fir haut, fir datt d'Deputéierten emol en lwwerbléck kréien. Well, den Här Baum huet mech zitéiert, an ech hunn ee klengt Wuert gesot, ech hat gesot, ech blécken „nach“ net duerch!

[...]

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Dat ass zitéiert.

**(Interruption)**

**M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Ech wëll elo net behaupten, ech géif haut 100%eg duerchblécken, mä ech kann lech awer soen, ech blécke méi duerch wéi virun enger Woch. An Dir wäert gesinn, wann Der den Historique elo gewise kritt, dass et wierklech e komplexen Historique ass.

Ech hunn och net gewaart bis dës Sëtzung. Dir wësst, datt ech relativ séier, wéi déi Diskussioun opkomm ass, d'Decisioun geholl hunn an dat och ëffentlech ugekënnegt hunn, datt ech zwou Administratiounen oder Institutiounen, wéi een et wëllt nennen - d'Dateschutzkommissioun ënnersteet jo net mir, mä mindestens ass eng Administratioun, déi mir ënnersteet, an déi ass duerfir do, fir d'Ofleef bei der Police ze kontrolléieren. Dat ass d'IGP. An dee Bréif, deen Der zitéiert hutt, dat ass den Optrag, deen ech hinne ginn hunn, fir mer eng ganz detailléiert Enquête hei ze maachen, fir ze kucken, wéi sinn déi Ofleef haut par rapport zu der Gesetzgebung, och e bësse vläicht dat Ganzt ze iwwerblécken.

An ech kann lech och soen, wann ech dat gemaach hunn, dann ass dat och, net fir dat op déi laang Bänk ze schiben, mä fir séier vun enger onofhängeger Instanz vun der Police - d'Police wäert jo hire Point de vue elo erklären - e Rapport ze kréien, esou wéi d'Gesetz et och virgesäit iwwregens, an de Minister kann, huet déi Méiglechkeet, fir d'IGP ze beoptragen, onofhängeg Analysen ze maache vun den Ofleef bei der Police.

Ech hunn dat gemaach, wéi gesot, well ech gär den Detail hätt vun enger onofhängeger Instanz. A si hu mer och ..., d'Madamm Stirn huet mer och gesot, an den Här Fally, datt se à même sinn, esou wéi si dat aschätzen, dat gëtt zwar elo vill Aarbecht, mä bis den Oktober eis dee Bericht scho virzeleeën. Also, et gëtt näischt op d'laang Bänk geschoben. Et gëtt relativ zügeg geschafft an zügeg diskutéiert.

An duerfir hutt Der och recht: Ganz sécher kënne mer deen Dossier haut net ofschléissen. Mä mir kënnen en eréischt ofschléissen, wa mer alleguerten d'Elementer hunn. An duerfir sinn ech och Demandeur, fir datt en net ofgeschloss gëtt. Souwisou

fannen ech, soulaang déi Froen do sinn, soll een den Dossier net ofschléissen, mä soll een déi Froe beäntwerten.

Wéi gesot, duerfir hunn ech deen Optrag ginn. Ech hunn awer och d'Dateschutzkommissioun gefrot. Do wéisst ech gär virun allem natierlech op Basis vun deem neie Gesetz, deenen neie Gesetzer - et sinn der jo zwee -, déi den 1. August d'lescht Joer a Kraaft getruede sinn, sougutt d'Dateschutzgesetz wéi d'Police-Gesetz, wou jo Elementer vun der Ëmsetzung vun deem heiten och mat dra sinn, datt ech gär hätt, datt d'Dateschutzkommissioun mer kuckt, ob an der Ëmsetzung dat alles fir si esou an der Rei ass an ob nach eventuell Saache kënne gemaach ginn, déi verbesserungsbedürfteg si par rapport zu der Situatioun, wéi se haut ass. Well haut, an dat wäert Der gesinn, ass se wesentlech anescht wéi se war an deene Jorzéngte virdrun.

An och do wëll ech soen. Alles, wat an deene Rapporte wäert erauskommen - do komme jo eventuell Recommandatiounen eraus -, wann do Recommandatiounen erauskommen, wou Saache festgestallt ginn, da wäerten déi natierlech selbstverständlech diskutéiert an och esou ëmgemat ginn, wann et drëms geet, Schwaachstellen ze behiewen - well deen Dossier mer esou wichteg ass.

Also, wéi gesot, Dir kritt elo en Iwwerbléck. Duerfir bieden ech lech och, e bësse Gedold ze hunn. Mä ech mengen, et ass awer wichteg, datt jiddwereen deen nämlechte Wëssensstand huet wéi deen, deen ech elo de Moment hunn. An da kënne mer kucken, op Basis vun deem Wëssensstand an d'Diskussioun eranzeklammern. Dann hu mer nach eng zweet, eng drëtt, eng véiert oder eng fënneft Sëtzung, brauche dann huelen mir eis der fënnef ... Ech hu guer kee Problem. Mir kënnen och eng Kéier ee ganzen Dag heiriwwer tagen, absolutt kee Problem, esou wéi Der dat gären hätt, zu all deenen Detailer, déi Der elo wäert geliwwert kréien.

Ech géif duerfir proposéieren, datt natierlech de Félix Braz nach soll d'Wuert kréien, Här President, a wann d'Deputéiert domat d'accord sinn, datt mer dann duerno der Police fir d'Éischt d'Wuert ginn. Mir hunn, wéi gesot, eng Presentatioun preparéiert, wou alles dran ass, den Historique.

Mir hunn iwwregens och déi nei Dateschutzbeoptragten, d'Madamm May - déi sëtzt och do - matbruecht. Dat ass en éischt Resultat vum Gesetz, vun der Ëmsetzung vum Gesetz vum leschte Joer, déi jo mat deem Sujet hei ze dinn huet. Da ka si och e bësse soen, wéi d'Police de Moment schafft op deem Sujet hautdesdaags, ech mengen, fir datt Der all déi Elementer kritt.

An da ginn ech elo dovun aus, datt d'Madamm Solovieff och wäert wahrscheinlech herno nach eppes soe fir de Parquet. Mä ech géif da mengen, datt de Félix Braz elo vläicht eng Introduktioun géif maachen an da géife mer duerno dem Här Schrantz d'Wuert ginn, fir datt d'Police kann déi Presentatioun maachen.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice*.**- Här Braz wannechgelift. Merci, Här Bausch, fir dës preliminär Erklärungen.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Merci, Här President. Ech ka mech deem, wat de François Bausch gesot huet, nëmmen uschléissen. Meng introduktiv Remarque kënnen also e bësse méi kuerz nach sinn. Ech wëll mech awer och dem Merci uschléissen un déi Lénk an och un all d'Membere vun deenen zwou Kommissiounen, datt se esou séier Zäit haten, fir zesummenzekommen, well dat wäert och séier hëllefen, eng ganz Rei Saachen ze klären. An ech hoffen, dass dat dann och awer zur Kenntnis geholl gëtt.

Ech si wuel net zoustänneg fir d'Polizeifichieren, mä mir ass et op de Froe vum Dateschutz gradesou wichteg wéi dem Här Bausch, dass mer, wann et sollen zons d'Ombres géife ginn, dass mer déi a) klären, an esou séier wéi méiglech géife klären.

Mir hunn eng Rei Legislatiounen an deem dote Beräich, déi och ganz rezent sinn. Vum leschte Joer datéiert d'Ëmsetzung vum sougenannten europäeschen Dateschutzpaquet, eng Initiativ, déi jo ënner Lëtzebuerger Presidence ugeholl gi war an op déi mer ganz houfreg sinn, well déi Normen, déi mer do hunn, gëllen haut weltwäit als déi bescht Normen an deem dote Beräich. An dat gëllt souwuel fir d'Reglement wéi och fir d'Direktiv. An déi Direktiv, déi ass spezifesch fir d'Données policières et judiciaires. An et ass ëm déi Texter, wou et geet.



Et gëtt doriwwer eraus awer och nach aner Texter. An déi Analys, déi de François Bausch ugekënnegt huet an ugefrot huet bei der IGP a bei der CNPD wäert eis och hoffentlech Hëllef feststellen, ob et eventuell tëschent deene verschiddenen Normen, déi op engem Rang sinn, op enger Héicht sinn, ob et do eventuell Iwwerschneidunge gëtt oder Punkten, wou se sech ënner Ëmstänn géigesäiteg am Wee stinn. Ech weess net, ob dat de Fall ass.

Sollt dat awer de Fall sinn, dann hoffen ech, dass dat bei där Analys géif erauskommen. A wann do musse Saache gekläert ginn, da wäerten déi och selbstverständlech gekläert ginn, well mir wëllen, mengen ech, alleguerten, dass déi Direktiv hei am Besonneschen, awer och d'Reglement, dass déi genee applizéiert ginn. An dat ass net nëmme wouer fir d'Betriber oder fir d'Gemengen, mä och fir de Stat, fir all seng Ministère. Dofir gëtt et och eng CNPD, déi déi Missioun huet. De Stat soll virbildlech sinn. A wann et géif iergendwou eng Lacune ginn, ma da wiere mer frou, wann déi géif kënne fonnt ginn, an da kéint se och gradesou séier behuwe ginn.

Méi hunn ech am Moment, Här President, net ze soen iwwert déi allgemeng Remarken eraus. Mä duerno kréie mer bestëmmt nach d'Geleeënheet, op Froen ze äntwerten.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice*.**- Merci, Här Braz. Da géif ech dem Här Schrantz a senger Mataarbechterin d'Wuert ginn, fir eis deen Historique duerzeleeën.

Dee PowerPoint, deen Der eis matbruecht hutt, dee wäert duerno public sinn.

**M. Philippe Schrantz, *Directeur général de la Police grand-ducale*.**- Merci, Här President. Vlächcht ier mer zur Presentatioun kommen, wollt ech e puer allgemeng Iwwerleeungen nach maachen.

Et ass esou, datt och, wéi déi zwee Häre Ministere gesot hunn, Dateschutz fir eis extrem wichteg ass. Mir hu verschidden Outilen, déi brauche mer, fir eis Aarbecht kënnen ze maachen. Mä mir wëllen awer, datt dat Ganzt geschitt am volle Respekt vum Dateschutz. Wat mir wichteg ass elo direkt ze soen, dat ass, datt mer wierklech

dru schaffen, fir absolutt korrekt dozestoen. An ech mengen kënnen ze behaupten, dass mer haut besser d'ass wéi ...

Sécher sinn nach Verbesserunge méiglech. An ech denken, déi ganz Diskussiounen wäerten eis och vläicht nach verschidde Saachen opweisen. Wat een awer kann op alle Fall richtegstellen, dat ass, dass, wa mer vu Fichier central schwätzen, dann ass dat net e Casier, an ech mengen och net, dass et e geheime Casier ass. Also mir sinn, an ech hunn dat schonn oft gesot op ville Plazen, déi am meeschte kontrolléiert Verwaltung beim Stat - ech zielen d'Instanzen net méi allegueren op. Geheimes bei eis gëtt et näischt. Also dat wëll ech einfach eng Kéier dohinnerleeën, fir de Kontext vläicht e bëssen anescht ze setzen.

Fir lech e puer Saachen, déi mer en place gesat hunn, emol scho virauszeschécken zur Presentatioun, fir och ze weisen, dass et eis wierklech dru geleeën ass, fir den Dadeschutz voll ze respektéieren: dat ass, dass mer en DPO agestellt hunn (Data Protection Officer), dee ganz kloer och Missiounen huet, déi mer lech herno wäerten erklären, dass et och méttlerweil méiglech ass, fir jiddereen, deen eppes wëllt nokucken, dass dee sech muss éischtens alogge mat senger Identitéit, dat ass retraçabel. E muss e Motiv uginn, firwat en dat gekuckt huet. Also mir hu schonn do vill Méiglechkeeten, fir och nodréiglech Kontrollen ze maachen.

Fir de Bierger dobaussen hu mer probéiert, op eisem Internet d'Prozedure kloer opzeweisen. Ech mengen also, dass mer scho ganz vill gemaach hunn an deene leschte puer Joer, fir dass mer richteg par rapport zu der Direktiv an zum Reglement stinn.

Fir lech awer de Wee bis dohinner e bëssen ze beschreiwen, an ech mengen dat ass ganz wichteg, dass een och eng Kéier dee ganze Background gesäit, géif den Här Neuens lech eng Presentatioun maachen iwwert den Historique vun ënner anerem de Fichier-central.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.*** - Merci, Här Schrantz. Här Neuens, et ass un lech.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale.***- Jo, Merci, Här President.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Et ass an der Rei, wa mer d'Technik nach op eiser Säit hunn ...

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale.***- Jo, well dat ass ëmmer deen ...

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- D'Technik verseeet erëm.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale.***- Jo, hei si vill Knäppercher drop, mä et ass awer elo keen, deen ...

**Une voix.**- Et ass deen ieweschten.

**M. Jeff Neues, *Police grand-ducale.***- Deen ieweschten, do geschitt näischt. Ech ginn dovun aus, dass en un ass.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Madamm Hansen.

**Mme Martine Hansen (CSV).**- Just eng Fro: Kéinte mer déi Presentatioun kréien? Ech gesinn ..., kéinte mer net einfach eng Kopie kréien?

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Dir kritt eng Kopie, Dir kritt eng Kopie.

**Mme Martine Hansen (CSV).**- Kéinte mer se elo scho kréien? Dat wier méi einfach.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Mir hu Kopië scho gemaach. Ech weess net, ob mer der elo genuch hei hunn.

**Une voix.**- Et kann een der jo nach maachen.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Da gi mer déi engem Huissier, da gi mer eng weider, da kënne mer Kopië maachen. Wivill Kopien hu mer? Kann een direkt Kopië maachen?

**Une voix.**- Ass en un?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale.***- Jo, en ass un. Ech kann emol eng Kéier probéieren, „reset“ ze drécken. Vlächcht ..., neen, do geschitt näischt.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Ass een à même an der Chamber, ze kucken, datt déi Apparater awer ginn?

**Une voix.**- Virdrun ass en dach gaangen, oder net?

**Plusieurs voix.**- Aah!

**Une voix.**- Elo hu mer d'Piraten um Knäppchen, da komme mer weider.

**(Hilarité)**

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale.***- Voilà! Also wéi den Här Schrantz et scho gesot huet, wollte mer nach e puer Saachen am Ufank nach eng Kéier erwänen:

De Police-Fichier, de Fichier central an de Casier hu ganz verschidde Finalitéiten. Natierlech geet et an deenen zwee Fäll ëm Strofdoten, ëm Persounen, déi géint d'Gesetz verstoussen. Deen Deel Police-Fichier ass de Recueil vun där Aarbecht, déi d'Police gemaach huet, iert den Dossier bei d'Magistratur geet. An de Casier ass dat, wann eng Decisioun geholl ass op déi Strofdot hin, wat do dann drastoe kënnt. Natierlech, wéi gesot, geet et ëm déiselwecht Aart a Weis vu Verhalen, awer mat total verschiddene Finalitéiten.

Dann ass et och: De Fichier central, et ass och scho gesot ginn, do ass näischt Geheimes drun. An eng Iddi, wou een och vlächcht muss ophalen domat: ze mengen, dass mir Fichen hätten iwuer Leit. De Fichier central ass soss näischt, wéi gesot, wéi

de Recueil vu Protokoller a Rapporten. An et ass net esou, dass et eng Fiche gëtt vun enger Persoun, vu Lëtzebuerger, wou dann drasteet, wat déi alles gemaach hunn oder wat mir mengen, dass se gemaach hätten.

Et ass och net esou, dass beispillsweis et méiglech ass, iwwer en Zeien oder iwwer en Opfer eppes ze fannen. De Protokoll, deen am Fichier dran ass, ass just iwwert den Numm vun där Persoun, den Auteur, deen dee Moment als Auteur vun der Infraktioun, als „PESAPI“, wéi mir et nennen, als „personne suspectée d'avoir participé à une infraction“ - de Suspect, wann Der wëllt -, drasteet.

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Kënnt Der dat nach eng Kéier widderhuelen? Ech verstinn dat do net.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Also et ass esou, dass déi Clé d'accès, wann Der wëllt, fir an de Fichier ze kommen, just déi Persoun ass, déi den Tatverdächtegen ass, also déi protokolléiert ginn ass. An natierlech steet an deem Dokument och d'Zeienausso dran. Och wann elo en Opfer do ass, dat steet am Dokument dran. Mä déi fannt Der net erëm. Dat heescht, Dir kënnt nëmmen, wann Der elo siche gitt ..., Dir fannt déi Persoun nëmmen, wa se Auteur vun der Infraktioun ass. Wann do een als Zeien ausgesot huet a mir ginn deen Numm an, dee fällt net eraus. Et ass just deen ...

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Dat heescht, et ass den Auteur oder Auteur présumé?

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Auteur présumé, ganz kloer.

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Dat ass e ganz groussen Ënnerscheid.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Neen, neen. Mir schwätzen elo ganz kloer hei vum Polizeifichier, dat heescht, déi Persoun, wou et Elementer ginn, dass se als Auteur vun enger Strofdot consideréiert gëtt. Dat heescht net, dass se schëlleg ass. Dat heescht net, dass se veruerteelt ass. Et ass just deen, wou d'Elementer gi sinn, déi eis dann net nëmmen erlaben, mä eis obligéieren, dat dem Parquet matzedeelen. Deen Term, dee ginn ass, ass den „PESAPI“, deen och an deenen ABC-Mesurë gepräägt

ginn ass: „personne suspectée d'avoir participé à une infraction“, also „participé“, emol net, dass en se gemaach huet.

An dann, wat ech och vläicht nach eng Kéier wëll soen, dat ass: Déi Persoun, déi am Fong hei sech ëffentlech beschwéiert huet, dass se bei enger Demande d'embauche hiren Antécédent judiciaire virgeheit kritt huet, déi ass ni de facto an der Police nogefrot ginn. Also mir hunn dat iwwerpréift. D'Madamm May kann dat herno nach vläicht eng Kéier méi am Detail soen. Mir hunn dat gekuckt.

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Dat ass jo nach méi e Skandal!

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Déi hu mer gekuckt an déi ass, wéi gesot, an der Police ni nogefrot ginn.

**M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Här President, ech wär frou ..., ech wär frou, ech verstü jo, datt d'Leit e bësselchen ...

**M. Charles Margue, Président de la Commission de la Justice.**- Kommt, kommt!

**M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Ech wär frou, wa mer awer d'Leit géifen, d'Beamte géifen ausschwätze loossen - et ka jiddweree selbstverständlech Tëschefroer stellen -, soss dauert et awer e bësse laang, Här Mosar, soss komme mer net do derduerch. Ech mengen, et ass awer wichteg, datt mer awer e Gesamtiwwerbléck driwwer kréien.

**M. Charles Margue, Président de la Commission de la Justice.**- Den Här Neuens huet d'Wuert.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Okay. Dir kënnt mer vläicht deen iwwernächste Slide huele mat de Base-legallen.

**M. Charles Margue, Président de la Commission de la Justice.**- Den nächste Slide, wannechgelift. Voilà!

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.** - Voilà! Do hu mer elo opgezielt, wat déi relevant Texter sinn. Mir hunn och do mat herno deenen „Ci-après“ et erwäant, fir dass duerno am Slide et net ze vill grouss gëtt, fir ëmmer dee ganze Libellé do ze erwänen.

Bon, et ass lassgaange mam Gesetz vun 1979, wat dat éischt Dateschutzgesetz war, dat mer zu Lëtzebuerg haten, wou mir och d'ailleurs als Lëtzebuerger eent vun deenen éischte Länner waren, déi en Dateschutztext haten. Deen Text ass geännert ginn 1992. A bon, en ass nach duerno och emol geännert ginn, mä dat do war eng wichteg Ännerung fir d'Police, well nämlech dee Moment d'Méiglechkeet geschafe ginn ass, fir iwwer Règlement grand-ducal Polizeifichieren, automatesch Fichieren ze erméiglechen. Dee Reglement koum dann och e puer Deeg drop. Dat ass dann deen ominéisen INGEPOL.

Dunn ass d'Gesetz vun 2002 komm. Dat war d'Transpositioun vun der europäescher Dateschutzdirektiv 9546, déi sech awer net un d'Police applizéiert huet. Dat war deemools eng legal Situatioun, well d'Kommissioun, déi den Auteur vun deem Text eigentlech war, keng Kompetenzen am sougenannten zweeten an drëtte Pilier hat, wou awer d'Länner, d'Memberstaten d'Méiglechkeet kritt hunn, fir op eegen Initiativ déi Texter och gëllen ze loosse fir d'Police, wat Lëtzebuerg gemaach huet.

Leider si mer do op där Reglementatioun iwwer Règlement grand-ducal bliwwen. Dat hätte mer net misse maachen. Mir hätte kënnen déi generell Prinzipien applizéieren, d'Artikelen 12 a 14, Notification oder Autorisation préalable, wat vill Problemer geléist hätt. Mä wéi gesot, dat war e Choix, fir d'Reglement bäizehalen. A bei deem Gesetz ass och drastoe komm, dass déi Reglementer, déi op Basis vum 79er Text gemaach gi sinn, och weider Bestand hunn. Dat heescht, d'Reglement INGEPOL hat weider Bestand ënnert dem Gesetz vun 2002.

Da kommen 2018 zwee Texter, dee generellen Text, also déi ominéis GDPR, oder wéi d'Germanen et soen, déi „Datenschutzgrundverordnung“, déi de generelle Kader setzt, an eben d'Direktiv, d'Dateschutzdirektiv, déi huet missen transposéiert ginn.

Dat eent Gesetz, wou et ëm d'GDPR geet, do stoungen eng Rei Regeln dran, déi national hu missen ëmgesat ginn iwwer e Gesetz, dat heescht, et ass keen

Transpositionsgesetz. Mä dat brauch ech lech net ze soen, Dir hutt déi Gesetzer gestëmmt. Mä et ass e Gesetz, wou am Fong déi Saachen, déi an der GDPR drastinn, hei ëmgesat ginn a wou notamment dann d'CNPD hire Statut ofgeännert kritt huet.

An dann eben deen aneren Text, wat dann d'Transposition ass vun der Dateschutzdirektiv.

Voilà! Do steet et dann nach eng Kéier, d'Definitiou, wat de Fichier central ass: De Recueil vun de Protokoller a vun de Rapporten, an dat war ufanks e manuelle Fichier, wou Der ... Dir musst lech dat virstellen: De Polizist schreift säi Protokoll, den Original geet op de Parquet an et geet eng Kopie an eis Archiven, an eise Fichier. An do gouf et an der Zäit eng Karteikäertchen. Dat heescht, wann en neien Dossier drakomm ass, dee krut eng Nummer an ass ënner fortlaufender Nummer stockéiert ginn. A wann Der gären eng Informatioun gehat hätt - wéi gesot, et war net informatiséiert -, da sidd Der op de Police-, op den Zentralfichier gaangen als Beamten an Dir hutt d'Persoun an deem Fichier gekuckt. Do war se alphabetesch ofsauvéiert, also Karteikärtercher. An dann hutt Der d'Nummer fonnt a mat där Nummer sidd Der de Protokoll siche gaangen.

Dat ass, wéi mer 2002 ugefaangen hunn, dat ze digitaliséieren, net anescht bliwwen. Et ass ebe just, dass Der haut keng Karteikaart méi hutt, wou Der et kucke gitt, mä Dir kënnt dat informatesch maachen an Dir braucht lech och net méi ze déplacéieren an de Fichier, mä Dir kënnt dat vun Ärem Computer aus maachen, wéi et virdu gesot ginn ass: andeem ee sech aloggt, fir dass et kloer ass, vu wéi engem Computer et geschitt, mam Mot de passe a mat engem Motiv. Mä u sech huet sech näischt geännert, ausser dass et, wéi gesot, automatiséiert ginn ass. Mä un der Qualitéit vun den Informatiounen huet sech näischt geännert.

Wann een elo nach eng Kéier op d'Base légale ageet - elo kënnt Der deen nächste Slide huelen, wannechgelift, voilà! -, virun 1979, keen Thema, do gouf et iwwerhaapt keng Base légale. Dann tëschen 1979 an 2002 war et och net noutwendeg, de Fichier ze regelen, well, wéi gesot, de Fichier war zu deem Moment eng manuell Datebank an d'Gesetz vun 1979 huet sech net op déi manuell Datebanken applizéiert.



Sou, 2002 ännert dat da mat deem Text. An deem Text vun 2002 applizéiert sech souwuel op déi manuell wéi op déi informatiséiert Datebanken. Do ass dann d'Fro, ob een do hätt missen e Reglement huelen oder net. Doriwwer kann een diskutéieren.

Bon, wat huet d'Police gemaach? Tatsaach ass, et gouf kee spezifescht Reglement fir de Fichier central. A wat huet d'Police gemaach? Ma d'Police huet esou gutt wéi et gaangen ass déi Iddien, déi am Reglement INGEPOL stoungen, och op de Fichier central applizéiert.

Do muss ee sech awer bewusst sinn, wann een dat Reglement kuckt, dat eegent sech net fir dee Fichier central, well zum Beispill war an deem Reglement virgesinn - ech kommen herno, wann ech doriwwer schwätzen, nach eng Kéier dorop zréck -, do war virgesinn, dass nëmmen d'OPJen, an och emol net all, Accès solle kréien. Jo, wann d'Magistratur en APJ chargéiert huet mat enger Enquête, ass et jo normal, dass deen APJ kucke geet, wann ech mat enger Persoun ze dinn hunn: Wie war déi Persoun, wat huet déi bis elo gemaach? Dat Recht hat en APJ. An den APJ krut och Accès op d'Informatioun, krut se just net selwer. Dat heescht, an der Regel ass dann den OPJ, säi Chef, deen ass an de Fichier d'Saach siche gaangen an huet deem aneren et ginn.

Do hu mer probéiert, e Maximum ze maachen. Mir hunn och ugefaangen, do aner Delaien eranzehuelen, wou mer et geläscht hunn. Do hu mer pauschal déi zéng Joer ageféiert. Do hu mer a verschiddene Fäll wäit iwwert d'Zil erausgeschoss, well den INGEPOL net vun zéng Joer geschwat huet. Den INGEPOL huet gesot, en absence de décision judiciaire kënnst Der d'Saachen zéng Joer halen an da gëtt et archivéiert, et gëtt och net geläscht, et gëtt net zerstéiert. Och an d'Archive kann een erakomme mat Autorisatioun vum Procureur général. A virun allem awer, wann eng Persoun condemnéiert ass a se kritt eng laang Prisongsstrof, da kann ee wäit iwwert déi zéng Joer erausgoen.

Mir hunn trotzdeem no zéng Joer geläscht, also net geläscht, „archivéiert“, fir am techneschen Term ze bleiwen. Mir sinn am Fong wäit iwwert dat erausgaangen, wat déi Obligatioun vum Reglement vun 1992 eis forcéiert hätt ze maachen. Mir hu probéiert, wéi gesot, e Maximum ze maachen.

Da kommen 2018 déi nei Texter. Deen éischten Text, also deen am Fong fir d'CNPD e frësch, en neie Kader setzt, deen huet dat Gesetz vun 2002 ofgeschaft. An doduerch huet am Fong de Règlement INGEPOL definitiv seng Base légale verluer. An duerch dat neit Gesetz, d'Transpositionsgesetz vun der Direktiv, ass dee Prinzip vum Règlement grand-ducal net méi do. Mir hunn elo d'Méiglechkeet, Daten ze traitéieren, wann den Traitement licite ass. D'Licéitéit vun engem Traitement ergëtt sech aus dem Text, deen der Verwaltung, deen eis am Fong erlaabt ze schaffen. Dat ass fir eis de Code de procédure pénale, dat ass d'Polizeigesetz, dat si Spezialgesetzter a soss nach allméiglech Gesetzter, wou mir eng Missioun kréien.

An dann, déi Donnéeën, déi mir traitéieren, déi mussen mer ënnert deenen dateschutzrechtlechen Aspekter kucken, mat all deene Regeln, Proportionalitéiten, mat Accès, wéi laang mer et kënnen halen. An do gi mer kontrolléiert vun deenen zwou Autoritéiten: d'Autorité de contrôle administrative an déi judiciaire. Et ass am Fong ee Contrôle, dee sech im Nachhinein mécht, ex post, wa mer bis d'Traitementer gemaach hunn, net méi wéi virdrun, dass een am Virfeld kontrolléiert gouf. Dat ass d'Logik vun deem neien Text, an dee mir och de Moment applizéieren.

Da kënnt Der weiderfueren, wann Der wëllt.

Voilà! Da komme mer zum INGEPOL. An INGEPOL war eigentlech geduecht, fir eppes ze ersetzen, wat mer déizäit haten, dat ass den CDRJ, dat war e Lachkaartsystem. Wann e Protokoll geschriwwen ginn ass an deen ass an de Fichier komm, dann ass do probéiert ginn, déi Informatiounen, déi an deem Protokoll dra waren, erauszehuelen, ze strukturéieren. Do ass et ugaange mat enger Beschreibung vun der Persoun: Wéi grouss ass se? Wat ass d'Aefaarf? Wat fir eng Oueren huet se? Huet se speziell Mierkmoler? Do ass eng Lachkaart gemaach ginn. An da war d'Iddi, wann elo zum Beispill eng Persoun eng Strofdot gemellt huet a si hat eng Beschreibung vum Täter, dann ass probéiert ginn, déi Beschreibung vum Täter mat deenen Täter, déi mer kannt hunn, iwwereneenzeleeën an dann eventuell erauszefannen, ob een den Täter doriwwe fënnt. Dat ass am Fong e System, fir am Enquêtëberäich ze schaffen.

Et war, wéi gesot, keen automatiséierten, respektiv et war wuel en automatiséierte System, mä keen elektroneschen. An den INGEPOL sollt eigentlech dat

remplacéieren. Do sollt am Fong déi al Technik vun de Mikrofichen ersat ginn duerch eng relationell Datebank.

Wann Der kéint weiderfueren, wannechgelift, mam nächste Slide.

Voilà! Do ass et datselwecht. Virun 1979 gouf et iwwerhaapt näischt. Dann tèschent 1979 an 1992, do huet jo dann en Dateschutztext bestanen, dee sech op automatesch Traitement applizéiert huet. Eigentlech hätt ee missen do den CDRJ regelen, well et war zwar keen elektronnesche System, mä et war en automatiséierten. Also eigentlech hätt een do schonn e Règlement grand-ducal oder e Gesetz gebraucht fir den CDRJ, wat mer awer och net haten.

Dann tèschent 1992 an 2018, do kréie mer jo dann d'Iddi, fir et am Fong ze informatiséieren. Mir kréien dat Reglement INGEPOL an dat war tèschent 1992 an 2018 a Kraaft. 2002, dat hunn ech och scho gesot, déi Transpositioun, déi mer applizéiert hunn op d'Polizeidatebank, wou mer awer trotzdeem gesot hunn, am Beräich vun der Präventioun, Recherche a Constatation d'infraction bleiwe mer bei der Reglementatiounsflicht.

Wat een och muss soen, tèschent 2002 an 2019 vun dem INGEPOL: Deen huet u sech dräi Volete virgesinn. Dat Éischt, dat war d'Partie „recherche“, dat Zweet war d'Partie „documentaire“ an dat Drëtt war d'Partie „archive“. D'Partie „recherche“, dat war eigentlech dat, wat mir e Signalementsfichier nennen. Do sinn all déi Informatiounen dran, wou mer nach konkret eppes géint eng Persoun mussen ënnerhuelen. Dat ass eng Persoun, déi ze verhaften ass. Dat ass beispillsweis, wann een de Führerschäi verléiert viru Geriicht, deen awer vläicht net do ass, wou de Führerschäin net direkt agezu gëtt. Ma deen treffe mir iergendwann eng Kéier un an da kritt en d'Uerteel zougestallt an de Führerschäin ewechgeholl. Dat ass dee Volet vun der Partie „recherche“. Dee gouf realiséiert vun 2002 un. Dee gëtt et och haut nach.

Mä deen aneren Deel, déi relationell Datebank, d'Partie „documentaire“ ass de facto ni realiséiert ginn. Dat heescht, mir hunn dat haut emol nach net. De Problem ass, et war immens schwéier, dat ze realiséieren. Do waren och Saachen deemools am

Reglement dra vun 1992, déi mat dem Stand vun der Technik déizäit net realisabel waren. Haut kéint een dat maache mat enger Browsertechnologie, wou een eng Full-Text-Recherche mécht, wéi een et aus dem Internet kennt. Deemools huet ee missen déi Informatiounen aus dem Protokoll strukturéieren, a Felder eranhuelen, fir Recherchen ze maachen. Dat hu mir ni ëmgesat kritt.

Da kënnt Der weiderfuere (*à lire: mam nächste Slide*), wannechgelift.

Règles d'accès, also op de Fichier central: Virun 2002 hat all Polizist, all OPJ an APJ Accès op dee Protokoll a Rapport aus dem Fichier. An dunn hu mir 2002 bis 2018 de Prinzip applizéiert vum INGEPOL a mir hunn am Fong just den OPJen direkten Accès ginn. Am Ufank waren dat der just 150, emol net all, dat war eng Lizenzegeschicht. An no an no ass dat awer ausgebaut ginn, dass all OPJ en Accès hat. Et haten och verschidden APJen Accèsen.

Ech wëll nach eng Kéier betounen: Mir hunn do iwwert d'Zil erausgeschoss. Mir hate keng legal Obligatioun, fir den ... Mir hätten duerchaus kënnen den APJen och deen Accès ginn, well dat Reglement INGEPOL net dofir geduecht war. Mir hunn eis do selwer ageschränkt, fir ze probéieren, e Maximum ze maachen.

An dunn no 2018, wéi dann deen Text formell ofgeschaaft ginn ass, also déi Base légale vun deem Reglement INGEPOL, hu mir och erëm all APJ deen Accès ginn, deen en, dat muss ech awer och erëm eng Kéier soen, virdrun indirekt hat. Well nach eng Kéier, wann de Parquet en APJ chargéiert huet, eng Enquête ze maachen, huet dee selbstverständlech och misse wëssen: Ma déi Persoun, mat där ech elo chargéiert sinn, d'Enquête ze maachen, wat ass där hiren Historique, wat huet déi bis elo gemaach?, fir dass en dat an der Enquête och konnt brauchen.

INGEPOL - wann Der den nächste Slide kéint huelen, wannechgelift.

Voilà! Wéi ech scho gesot hunn, nëmmen dee Volet Partie „recherche“ ass realiséiert ginn. An do stoung och am Reglement dran, dass an déi Partie d'APJen an d'OPJen en Accès hätten. Dat fonctionnéiert säit 2002 an dat huet och duerno net geännert.

Sou, dann hu mer et nach eng Kéier grafesch duergestallt am nächste Slide, fir op déi Fro ze äntweren. Do gesitt Der dat nach eng Kéier, wéi et war an deenen eenzelne Perioden iwwert déi zwee Deeler - Fichier central uewen, dann déi INGEPOL-Partie „recherche“, déi eenzeg, déi realiséiert war, ënnen. An da gesitt Der de Renseignement, dat ass effektiv déi eenzeg staatlech Verwaltung, déi en direkten Accès huet op d'Partie „recherche“. An dat ass am Gesetz vum Renseignement vun 2016 tel quel virgesinn.

Wéi gesot, de Renseignement huet just Accès op déi Informatiounen, wou d'Police eppes géint eng Persoun huet, also een, deen ze verhaften ass. De Renseignement gesäit net do den Akt, net, wat do iwwer eng Persoun steet, déi e Protokoll gemaach kritt huet. Also eng Persoun, déi e Protokoll kritt huet oder wou de Rapport geschriwwen ginn ass, déi awer net ze verhaften ass, dat gesäit de Renseignement net.

Voilà! Da kënt Der den nächste Slide huelen, wannechgelift.

Wat mir elo amgaange sinn ze maachen: Déi generell Dateschutzregelen, déi soen, dass am Fong een en Accès zu engem Traitement, zu enger Informatioun kritt, wann een e Besoin huet, déi Informatioun ze hunn. Dat ass dee grouse Prinzip vum Dateschutz, dee fir alles gëllt, net nëmme fir d'Police. Bon, an deen „need to know“, deen applizéiert sech natierlech op all Polizist am aktiven Déngscht. Ee Polizist, dee wierklech als Polizist dobausse schafft, brauch déi Informatioun.

En applizéiert sech ënner Reserven op déi Polizisten, déi an administrative Fonctionne sinn. Wann Der elo zum Beispill e Polizist huet, deen an de Ressources humaines schafft, jo, dee brauch net den Accès op de Fichier. De Moment ass et awer esou, dass dee Polizist deen Accès nach huet, techesch. Dat heescht net, dass en en dierf huelen. Well „need to know“ heescht net: „Ech hunn den Accès a well ech den Accès hunn, dierf ech kucke goen.“ E muss e Grond hunn, e muss e Motiv hunn. Dat gëllt och fir déi. Mir hätte léiwer ...

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Wie kontrolléiert dee Motiv? Dir sot: „Hie muss e Motiv hunn“, wéi gëtt dat kontrolléiert?

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- A priori gëtt emol net kontrolléiert, well de Beamte säi Motiv agëtt. Et gëtt herno kontrolléiert, wa sech erausstellt, dass e Problem war. Da geet ee kucken, éischtens emol: Huet de Polizist den Accès?

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Dann huet en emol déi Informatiounen kritt.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo, jo. Dat ass awer, wéi gesot, bei allem, also ech mengen, dee Prinzip vum Motiv gëllt fir allen Datebanken. Dee Problem hutt Der ëmmer. Ech mengen, deen, deen e Motiv agëtt, deen erkläert domat, dass en e Recht huet, déi Donnéeën ze kréien. Dee kann natierlech och fuddelen. Wann ech e Motiv aginn, deen ech net hunn, kommen ech och un Donnéeën. Mä herno gëtt kontrolléiert: Wat fir e Motiv? Hat ech iwwerhaupt e Motiv? War et dee richtege Motiv? A wat hunn ech mat den Donnéeë gemaach?

Wat een awer och muss bedenken, wann ech elo soen: „Dee Prinzip applizéiert sech sous réserves“, do dierf een net vergiessen: Ee Polizist, deen an de Ressources humaines schafft oder an der Logistik, bleift Polizist dem Statut no. An och deen ass als Polizist obligéiert, de Parquet ze informéieren, wann e Kenntnis vun enger Strofdot huet. E ka sech enger Entrave schëlleg maachen, wann en eng Strofdot weess, déi en net dem Parquet mellt. Dat heescht, et kann een och net einfach soen: „E Polizist, deen an enger administrativer Fonctioun ass, huet keen Accès méi.“

Mir probéieren, et esou ze maachen, dass een dee Polizist och drun erënnert: „Hei, pass op, du bass am Fong net deen, deen dat doten normal mécht!“, fir vläicht e bëssen och ze evitéieren, dass e vläicht eng Kéier eppes kucke geet, wat en net soll, oder dass e sech keng Froe stellt. Mä mir kënnen och deen Accès net total verbidden.

An de Moment hu mer natierlech en technesche Problem. Mir hunn de Moment, wéi eis Datebanken opgebaut sinn, keng Méiglechkeet, den Ënnerscheid ze maachen tëschent engem Polizist an engem administrative Service an an engem aneren. Mir schaffen dodrun. Dat setzt awer viraus, dass mer eis SAP-Datebank änneren, dass mer do méi Kategorië maachen. Dat ass mat Fraise verbonnen, mat Opwand verbonnen. Mä do schaffe mer drun. Also mir sinn nach net perfekt. Mä mam Text vun 2018 si mer säit engem Joer amgaangen, eis wierklech do ze perfektionéieren.

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Entschëllegt!

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo?

**M. Laurent Mosar (CSV).**- [...] Dir sot: „Am Moment ass dat technesch nach net méiglech, fir do Ënnerscheeder ze maachen.“

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo.

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Kann een dann dorauser schléissen, datt also net auszeschléissen ass, datt ausser deene Leit, déi eigentlech expressement en Accès hunn, och anerer, déi dann eben de mauvaise foi wäeren, och do kéinten erakommen?

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Natierlech net! Ech mengen, wann elo e Beamten -mä dat gëllt fir all Beamten, och e Beamten, deen en Accès duerch seng Aarbecht huet -, wann deen elo higeet an e geet eng Donnée aus Privatzwecker consultéieren, dat kann deen technesch maachen. Dat kritt Der net verhënnert.

An natierlech och dee Beamten an der administrativer Fonctioun, wann deen elo agëtt „motif de police judiciaire“, mir géifen dann am Fall vun engem Contrôle mat deem Beamte schwätzen a soen: „Wat war dann dee Motiv?“ Da muss e jo eng Erklärung ginn. Am beschte Fall huet en e Protokoll geschriwwen an dann ass et gutt. Mä do kann et awer och sinn, dass dee Beamte seet: „Jo, ech hat eppes Verdächtige gemierkt, ech hunn emol nogekuckt: Ass déi Persoun bekannt?“ En huet d'Persoun net fonnt oder huet se fonnt a muss da soen, wat e gemaach huet. Am optimale Fall, wann e selwer kee Protokoll mécht, misst en higoen an e misst d'PJ informéieren a soen: „Dat do ass mer opgefall“, a mat deem zoustännege Beamte schwätzen.

Mä ech muss awer éierlech soen, mir hunn där Fäll do de Moment ...

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Mä reng theoretisch, wivill Leit kéinten dann en Accès en théorie dorobber hunn?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Wivill Leit hunn déi administrativ Fonctiounen? Dat hänkt elo dervun of, wéi een et definéiert. Ech géif soen, mir schwätzen do vun iergendwou 600 Leit wahrscheinlech.

**M. Gilles Roth (CSV).**- A wivill sinn der am Ganzen OPJ an APJ?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Also, mir hunn ongeféier 2.000 Polizisten. Do, géif ech soen, wärend der de Moment zwee Drëttel OPJ ongeféier an een Drëttel APJ.

Leien ech do richteg? Ech sinn elo net esou ...

**Gilles Roth.**- Dat heescht, am Kloertext, et hunn iwwer 2.000 Leit hei Accès zu där Base.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Jo, jo.

**(Interruptions)**

**Une voix.**- Plus déi 600, déi nach...

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Neen, neen. Also, bei deenen 2.000 sinn déi 600 dran. Also 2.000 sinn déi Leit, déi den Accès do hunn.

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.**- Net cumulativ.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Jo.

**Une voix.**- Jo, an de Parquet?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- De Parquet huet keen Accès op eis Fichieren. Mä de Parquet huet natierlech déiselwecht Informatiounen. Wéi ech gesot hunn, de Protokoll, an ech mengen, dat ass jo de Code de procédure pénale, obligéiert eis eng Strofdot - obligéiert eis ! - eng Strofdot dem Parquet ze mellen. An d'Kopie geet an de



Fichier. Dat heescht, de Parquet huet déiselwecht Informatiounen wéi mir an de Parquet traitéiert déi Informatiounen och bei sech. Do wëll ech net driwwer schwätzen. Ech mengen, dat muss d'Magistratur lech erklären. Mä an eis Datebank huet d'Magistratur keen Accès, mä natierlech huet d'Magistratur e Matsproocherecht.

Huelt lech emol d'Beispill: Do ass e Polizist, dee schreift e Protokoll zu Onrecht. E mécht en Abus de pouvoir, e schreift e Protokoll. Deen ass natierlech bei eis dran. Mir kontrolléieren net, ass dat do richteg oder net. Elo stellt de Parquet fest, dat doten ass en Abus. Dee Moment seet de Parquet, ma hei ass eng Strofdot protokolléiert ginn, wat keng ass - huelt dat Dokument eraus.

Dat ass an der Praxis awer nach net geschitt. Mä natierlech huet de Parquet, ech mengen, déi Protokoller schreiwe mir fir de Parquet an de Parquet ass Här a Meeschter doriwwer. A selbstverständlech huet de Parquet do Matsproocherecht, wat an eisem Fichier ass. Mä en huet keen Accès, brauch en och net, well en huet jo d'Dokumenter bei sech.

Voilà! Da kënne mer vläicht deen nächste Slide huelen.

Also, mir si wierklech der Meenung, dass mat deem neien Dateschutztext mer an enger Situatioun sinn, esou gutt ware mer nach ni drun, well mer d'Traitementen elo wierklech kënnen am Sënn vun deem Gesetz maachen. Do si mer amgaangen. Déi Traitementen, déi mer bis elo hunn iwwer Règlement grand-ducal oder fréier notifizéiert hunn, déi si mir elo amgaangen, un de Regele vum Dateschutz ëmzesetzen.

Bon, do ass dee legale Volet. Dat ass dat Eent. Ech mengen, fir elo ze beschreiwen, wat mir maachen, dat ass guer kee Problem. Do si mer amgaangen. Dat anert ass awer, déi Dateschutzregelen, déi sech aus dem 2018er Gesetz erginn, och technesch ëmzesetzen.

Zum Beispill - fir elo just ee Beispill ze ginn - d'Gesetz vun 2018, dat gesäit ganz kloer vir, dass een den Ënnerscheed muss maachen tëschent de Kategorië vun de Leit. Et muss ee ganz kloer gesinn, firwat en an engem Fichier dran ass. Den Täter, wéi gesot, den Tatverdächtege selbstverständlech, Suspect, wéi Der et wëllt nennen. Ass en als

Zeien do oder als Opfer?

Wéi gesot, mir hunn de Moment just als Clé d'accès den Tatverdächtigen. Mä natierlech, wann een en Dokument erausliest, kann een an deem Dokument liesen, wien den Zeien a wien d'Opfer war.

Mir hätte léiwer, dass mer déi Donnéeën do méi séier kéinte kréien, dass een direkt géif gesinn, wie wat ass. Dat kréie mer am Moment technesch net hin. Do schaffe mer drun. An dat kréie mer och hin, wéi gesot, well den Text eis de Moment d'Méiglechkeet ergëtt, et selwer ze maachen an eben net mussen drop ze waarden, dass mer e Règlement grand-ducal hunn, well, wéi gesot, d'Dateschutzgesetz dat am Fong net méi virgesäit.

Sou, da géif ech d'Wuert ginn u meng Mataarbechterin, d'Lydie May, fir dee Volet DPO.

Ech soen lech Merci.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*. - Merci, Här Neuens.

**(Interruptions)**

Eng kuerz technesch Fro. Här Reding?

**M. Roy Reding** (*ADR*). - Net eng technesch Fro, et geet méi iwwert den Oflaf. Ech fannen, dem Här Neuens seng Explikatioun huet elo fir mech perséinlech elo esou vill Froen opgeworf, datt ech et besser géif fannen, mir géifen déi elo direkt diskutéieren. Well soss sammele sech esou vill Saachen un an duerno sprange mer vun Hëpches op Hapches.

Also ech denken, et wier fir de geuerdneten Oflaf méi sënnvoll, wa mer elo géifen direkt op dem Här Neuens seng Explikatiounen agoen an do eis Nofroe stellen. Ech mengen, näischt géint den Här Mosar, mä den Här Mosar, dee stellt do déi Zwëschefroen während dem Discours, während aner Deputéierte vläicht hir Froe sammeln, fir se dann

nom Discours ze stellen.

**Une voix.**- Voilà!

**M. Roy Reding** (*ADR*).- An ech hu ganz konkret Froen un den Här Neuens. Ech géif déi léiwer elo stelle wéi duerno, well soss geréit a Vergiess, wat den Här Neuens alles gesot huet.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Zwou Saachen, Här Reding. Ech hunn dat héieren. Ech géif awer proposéieren, der Madamm May d'Wuert ze ginn, fir dass mer och wëssen, wat ... Ech gesi jo, bei der Police ass vill „work in progress“. Mir hunn eng GDPS-Legislatioun kritt zënter zejoert, déi nach net ganz ëmgemat ass. An da wär ech och frou, wann d'Madamm May dann ouni Ënnerbriechung kéint hir Erklärunge ginn, vun deem, wat fir de Moment leeft, an da kënne mer duerno d'Froe sammeln. An da gesi mer, ob mer der Madamm Stirn, der Madamm Solovieff och nach vläicht Informatiounen ginn an dass mer duerno ... Mir sinn zäitlech net begrenzt, dass mer elo müssen um zéng Auer ophalen. Also, mir hunn ...

**Une voix.**- Mir hunn also nach Zäit.

**Roy Reding.**- Fir datt mer herno eis Froe stellen?

**Une voix.**- Jo.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Jo, jo, jo. Mä, mir ass et wichteg de Moien, dass mer emol eng Logik vun der Informatioun kréien.

**Une voix.**- Eng Vue d'ensemble wär net schlecht...

Mir maachen d'Vue d'ensemble an da kënne mer jo och erëm no an no erofbriechen, déi verschidde Punkten, zu deenen da Froe sinn, mat deene jeeweilegen Intervenanten. Kommt mir maachen et esou. D'Madamm May.

**Mme Lydie May, Déléguée à la protection des données, Police grand-ducale.-** Jo, Merci. Ech géif dann emol op d'Fonktioun vum DPO, vum Délégué à la protection des données agoen. Et ass esou, datt vum Gesetz vun 2002 aus déi Fonctioun scho virgesi war. Dat war awer just fakultativ. Mam Gesetz vum 1. August 2018 ass d'Nominatioun vun engem DPO obligatoire ginn an esou hunn ech da viru knapp engem Joer ugefaangen als Déléguée à la protection des données bei der Police.

Am Moment ginn ech assistéiert vum Här Neuens, well hien notamment de Lien assuréiert tëscht der Procédure pénale an och der Coopération policière internationale, well déi Domäne liiert sinn an et kann een net dat engt ouni dat anert traitéieren.

Dir kéint vläicht zwee Slidë weidergoen.

**Une voix.-** Zwee?

**Mme Lydie May, Déléguée à la protection des données, Police grand-ducale.-** Jo, mir si scho bei deem nächsten. Jo, Merci.

D'Missioun vum Délégué à la protection des données si folgend: Et ass notamment de Responsable du traitement, awer och d'Beamten ze informéieren an ze conseilléieren, wat d'Obligatioun vum Dateschutz betrëfft. Konkret gesäit dat esou aus, datt ech Avise schreiwen, datt ech op Froe vu Beamten äntworten. Dann dirigéieren ech, zesumme mam Här Neuens, ee Groupe de travail « protection des données », wou mer bis elo 20 Reuniounen haten. Do kucke mer da mat Leit aus deene verschiddene betraffene Servicere den operationelle Volet, well een, wéi gesot, dat och d'Streck hale muss. Et kann een net den Dateschutz ouni dat Operationellt kucken.

Dann ass eng aner Missioun vu mir, fir Formatiounen ze assuréieren. Do hate mer elo ugefaangen, fir eng Formatioun an der PJ ze halen, dat war elo während véier Moienter. Et ass awer och virgesinn, datt mer eng Formation de base an der Police-Schoul maachen, dat heescht, datt d'Beamten direkt, wa se an der Schoul sinn, schonn déi néideg Informatiounen kréien an direkt da vertraut gemaach gi mat den Obligatiounen

vum Dateschutz.

Dann ass eng weider Missioun vu mir de Cadre légal national an européen ze kontrolléieren, also de Respekt dovunner. Dat gesäit da folgendermoossen aus: Do mussen dann Auditte gemaach ginn, dat heescht, fir méi genau ze sinn, datt d'Log-filë kontrolléiert ginn, dat heescht, d'Tableaux de journalisation, wou mer eben d'Motiver an d'Accès kënnen agesinn, déi d'Beamten eben agedroen hunn. Also, respektiv, fir méi genau ze sinn: Wann ee Beamte sech an eng Base de données aloggt, muss e jo dann ee Motiv uginn. An hei kënnen mer da kucken eben, wat hien als Motiv uginn huet, respektiv gesi mer och, wéini en eragaangen ass, den Datum an d'Auerzäit.

Do kann ech vläicht kuerz soen: Déi Persoun, déi sech ebe beschwéiert huet, déi eben d'Origine ass vun där ganzer Diskussioun hei, do hat den Här Neuens schonn ugedeit, datt déi bei der Police am Fichier central net nogekuckt gi war. Déi Persoun hat bei eis eng Demande d'accès gestallt, fir hir perséinlech Donnéeën anzegesinn, a si huet eben an hirem Bréif geschriwwen gehat, datt se an e puer Entretiene beim Stat virgehale kritt hätt, datt se Antécédente gehat hätt. A wann d'Persoun dat behaupt, ech hunn doropshin du proaktiv d'Log-filë kontrolléiere gelooss, fir ebe sécher ze sinn, datt kee bei der Police déi Persoun nogekuckt hat. Dat war awer och, wéi gesot, net de Fall.

Dann ass eng weider Obligatioun, fir den Dateschutzobligatioun Rechnung ze droen, ee Registre des activités opzestellen. Dat heescht, dee Registre des activités ass e Regëster, méi genee eng Excel-Tabell, wou mer all Traitementer vun der Police oplëschten. An dee Regëster kann d'CNPD dann och agesinn.

Dann elaboréieren ech och, zesumme mam Här Neuens, d'Prescriptions internes. Dat heescht, Prescriptiounen wou mer d'Traitementer, déi mer maachen, beschreiwen.

An dann, zum Schluss nach, ass et och meng Missioun, fir mat der Autorité de contrôle ze kooperéieren an och als Kontaktpersoun fir d'Autorité de contrôle do ze sinn.

Fir vläicht nach eng Kéier op d'Elaboratioun vu Prescriptions internes anzegoen, also, mir sinn amgaangen do drun ze schaffen. Verschiddener si fäerdeg, Verschiddener si mer amgaangen. Fäerdeg zum Beispill si mer mam VisuPol. Dat heescht, dat sinn

d'Prescriptiounen, déi d'ganz Videosurveillance, déi d'Police ebe mécht, regléieren, wat den Dateschutz-Volet betrëfft.

Dann hu mer och Prescriptiounen fäerdeg gemaach iwwer eisen ELS - dat ass eisen Einsatzleitsystem. Dat heescht, dat ass de Programm, deen eben en Iwwerbléck iwwer d'Asätz vun der Police verschafft. Jo. Weider Prescriptiounen sinn, wéi gesot, nach an der Maach.

Da kënnt Der vläicht den nächste Slide huelen, wann ech gelift.

Jo, da wat och wahrscheinlech vill Leit interesséiert, ass eben d'Procédure d'accès aux données personnelles bei der Police. Eng vu mengen éischte Missiounen, déi ech mer ginn hat, wou ech ugefaangen hunn d'lescht Joer, war eben, eng Mention légale relative à la protection des données op eisem Police-Site publizéieren ze loossen, wou d'Leit dann ebe verschidden Informatiounen kréien, wéi zum Beispill: Ween ass de Responsable du traitement? Ween ass den DPO? Wéi kann ech meng Rechter geltend maachen?

An do steet dann eben och ganz kloer, datt d'Persounen sech kënnen u mech adresséieren. Dat entweder per Mail, per Courier oder si kënnen och, wa se wëllen, einfach direkt an d'Generaldirektioun kommen. Dat Ganzt awer sous réserve, datt d'Procédure de vérification d'identité agehale gëtt. Dat heescht, fir méi genau ze sinn, datt d'Dateschutztexter eis obligéieren, datt mir musse kucken, datt mir déi néideg Garantien hunn, datt déi Persoun, déi d'Demande d'accès stellt, datt dat och effektiv déi Persoun ass, déi concernéiert ass.

Dat heescht, dofir froe mir dann, datt d'Persoun, déi eng Demande d'accès stellt, dann och eng Kopie vun hirer Carte d'identité oder vun hirem Pass derbäileet, datt mir dat eben dann och verifiéieren kënnen.

An dann ass nach een zousätzleche Punkt: Et sinn och Leit, déi dann hir Demanden duerch een Affekot stellen. An do froe mer dann, datt ee Mandat signé dann derbäiläit, datt mer och sécher sinn, datt effektiv déi concernéiert Persoun dem Affekot den Optrag ginn huet.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Merci, Madamm May.

...fir ze definéieren, och wat d'Demande ass a wat d'reell Erkenntnisser vum Moment sinn an Är weider Recherchen, Äert Mandat an Zukunft.

**Mme Monique Stirn**, *Inspecteur général de la police*.- Merci, Här President. Wéi den Här Baum richtig gesot huet, hat ech gëschter - also, ech mengen, mir si jo vum Minister vun der bannenzeger Sécherheet, dem François Bausch chargéiert ginn, fir eng Etüd ze maachen iwwert d'Traitements des données, wou de Responsabelen de Generaldirekter vun der Police ass. Ech hu gëschter Owend e Slide un d'Chamber geschéckt, fir justement kuerz eis Missioun, déi Etüd kuerz ze presentéieren.

Ech wéilt dat och elo esou maachen. Ech géif awer doriwwer eraus net wëllen elo hei dat Ganzt diskutéieren. Ech mengen, mir wäerten eng déif gräifend Etüd hei maachen an ech wéilt elo net virgräifen op deem engen oder anere Punkt. Ech géif mech also limitéieren, hei elo just eng kuerz Presentatioun ze maache vun där Missioun, déi de Minister eis uvertraut huet.

Wéi gesot, ech weess elo net, ob dee Slide kann ofgespillt ginn. Ech weess awer, dass en ausgedeelt ginn ass. Ma fir ganz kuerz ze soen: Wéi gesot, d'Etüd wäert ..., also et wäert eng déif gräifend Etüd ginn. Also, mir maachen een État des lieux exhaustif, wéi hei och steet. Dat heescht, mir wäerten en Inventaire maache vun den Traitements des données, déi bei der Police existéieren. Mir wäerte kucken, wat d'Motiv war fir déi Base de données oder déi jeeweileg Base de données en place ze setzen. Selbstverständlech wäerte mer duerno, oder parallel, de Fondement légal kucke vun deene verschiddenen Traitements de données, d'Finalitéit, d'Conditions d'accès - esou wéi ech et hei och opgezielt hunn -, d'Durée de conservation vun deenen Donnéeën, déi dra sinn, an natierlech d'Prozedur vun der Informatioun vun der Persoun, déi concernéiert ass.

Mä mir wäerten awer och analyséieren, wéi déi praktesch Aspecte sinn, wéi d'Police ..., also wéi déi Donnéeën, wéi d'Police déi Saachen handhabt. Méi e

prakteschen Aspect.

Dat ass a sech elo, wat ech elo hei soe kann. Dat ass eis Missioun. Mä, wéi gesot, fir elo méi an den Detail ze goen, dat wär d'Saach ze prejudiciéieren.

**(Interruption)**

Jo.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Merci, Madamm Stirn. Här Minister, wëllt Der eppes bäifügen?

**M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Jo. Ech wollt just dozou soen, datt selbstverständlech, soubal déi Etüd fäerdeg ass - an, wéi gesot, ech krut gesot, dat misst bis den Oktober méiglech sinn -, wäerte mer déi selbstverständlech der Chamber an och dem Public virstellen.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- An der Rei. Ech géif dann d'Wuert un de Procureur général weiderginn, fir eis Opschloss ze ginn iwwert déi eventuell Liene mat deem Police-Fichier.

**Mme Martine Solovieff**, *Procureur général d'État*.- Ech wäert lech net iwwert de Police-Fichier schwätzen!

Ech wäert lech fir d'Éischt emol soen, dass bei eis intern den Dateschutz nach ëmmer e grouse Sujet war. Mir kënnen näämlech net no baussen, vis-à-vis vum Bierger, Gesetzer applizéieren a mir applizéiere se net.

**(Interruption)**

Dat ass schonn emol dat Éischt. Dat ass déi moralesch Verflchtung, déi mir hunn.

Mir müssen awer op där anerer Säit mat deem Gesetz vum 1. August 2018 nach d'Méiglechkeet hunn, ze schaffen.



Fir d'Éischt emol: Et ass ganz vill geschriwwen ginn, et ass ganz vill diskutéiert ginn. Ech mengen, à la base ass schonn eng Informatioun, déi falsch ass, an zwar ware bei eis, an der Administration judiciaire ... - net um Parquet, an der Administration judiciaire -, hate mir vun der CER, d'lescht Joer am September, dräi Plaze kritt fir zwee Joer, fir dräi Referendairen anzestelle respektiv Bibliothécaires. Dat si Leit, déi solle Recherchë maachen. Dat si keng Leit, déi Uerteeler schreiwen. Mä déi sollen Avise schreiwen am Kader vun Dossieren. Déi zwee ... Et sinn der zwee, déi affektéiert sollte gi bei der Cour supérieur de justice an een um Parquet.

Et hunn néng Kandidate sech presentéiert. An do war e Comité de sélection, wou de President vun der Cour derbäi war, e Member vum Parquet, e Member vum Parquet général - ech selwer war net do. An do war en Interview, wéi dat üüblech och ass, och bei den Attachéë gëtt dat esou gemaach. Vun deenen néng Kandidate sinn der dräi zréckbehale ginn a sechs sinn der net zréckbehale ginn.

Déi sechs, déi net zréckbehale gi sinn, krute vum Centre de gestion du personnel de l'État en identesche Bréif geschriwwen, wou gesot ginn ass: « Nous sommes au regret de vous informer que votre candidature n'a pas été retenue. » Et huet ni een no Motiver gefrot. Et ware keng Motiver do dran. A scho guer net déi Motiver, déi ech dobausse gelies hunn!

Eng vun de Froen, déi mer souwisou ëmmer bei den Attachéën och stellen, fir d'Éierlechkeet vum Kandidat festzestellen, ass: Hat Dir schonn eng Kéier mat der Justiz oder mat der Police ze dinn? Déi meescht Leit soen dann: „Majo, ech hat e Parkprotokoll.“ Déi meescht soe méttlerweil: „Jo, ech sinn zweemol duerch de Radar geflunn.“

### ***(Hilarité)***

Dat sinn normalerweis déi Saachen. Déi Informatiounen do, déi hätte mer jo souwisou net. De Radarsfichier, dat leeft jo souwisou separat vun eis. Dat sinn déi Äntwerten, déi mir eis erwaarden.

Wann natierlech een do ass, dee sech net méi bewosst ass, oder deen eis dat wëllt verheemlechen, ass dat fir eis natierlech eppes, wat net immens ass. Mä hei ass dat net d'Motivatioun gewiescht, fir deen dote Kandidat net ze huelen.

Et muss een och ervirhiewen, dee Kandidat huet och kee Recours gemaach. En huet ni ..., en huet kee Recours beim Administratif gemaach, en huet och ni an néierens gefrot. Et ass just elo op eemol, no siwe Méint, wou déi ganz Affär elo op d'Tapéit kënnt - wou ee sech muss Froe stellen.

Zweet Saach: Et ass eis ënnerstallt ginn, haaptsächlech um Penal, de Parquet géif illegal Dokumenter an den Dossier pénal eraschleisen an déi Dokumenter, natierlech mam Dossier, dem Tribunal iwwerginn.

Dat ass ganz falsch. Mir hunn éischtens eng total Transparenz. Mir hu jo déi ABC-Direktiven. A scho virdrun huet den Affekot Accès, de Prevenu natierlech och, d'Victime och, si hunn en integralen Accès zum Dossier. Si kréie Kopië vum Dossier. Mëttlerweil ass dat digitaliséiert. Si kréien eng Informatioun, dass se sech kënnen op e Link connectéieren, an do kënne si sech esou vill Dokumenter eroflueden, wéi se wëllen.

Den original Dossier, mat deem de Substitut an d'Sëtzung geet, deen ass souwisou och op. Do kann all Prevenu, dee concernéiert ass, all Affekot, zu jiddwer Zäit eng Demande d'accès froen, fir deen Dossier papier ze consultéieren, mat all de Piëcen, déi draleien.

Mir leeë keng illegal Fichieren oder Kopië vun illegale Fichieren, vu Police-Fichieren, mir leeën näischt esou an den Dossier, well soss kéinte mer souwisou och ... Dat ass nach ni gewiescht an dat wäert och ni de Fall sinn.

Eis Banque de données: Mir schwätzen zwar net méi vu Banque de données, dat war ënnert dem Gesetz vun '79, hu mer vu Banque de données geschwat. Mir schwätzen elo vun Traitement de données.

Ënnert dem Gesetz vun '79 hu mir ..., ass e Règlement grand-ducal geholl ginn, vum

13. Juni '88, deen de Parquet autoriséiert huet, fir eng Chaîne pénale ze instauréieren. Dat Reglement ass '94, dat heescht, nach wie vor ënnert deem Gesetz vun '79, weidergeleet ginn, an do ginn et ganz präzis Virschrëften. Do ass virgesinn ... Bon, de Prinzip ass jo deen: Geméiss Artikel 23 vum Code de procédure pénale ass de Parquet jo den Destinataire vu sämtleche Procès-verbaux a vu sämtleche Rapporten, déi vun der Police, déi vun der Ëmweltverwaltung, déi vun der Douane geschriwwen ginn, kommen alleguerte bei de Parquet eran. Dat sinn am Joer 60.000 Dokumenter, déi erakommen.

Virun '88 sinn déi Pven a Rapporten eenzel an e grousst Buch ageschriwwen ginn, genannt Notiz. Déi Notiz, déi besteet nach wie vor, mä déi ass elo elektronesch säit '88, déi heescht Chaîne pénale. Dat heescht, all Procès-verbal, all Rapport, dee vun der Police a vun deenen anere Verwaltungen erakënnt, kritt eng Nummer. Eng elektronesch Nummer. Fir dass mer och kënnen duerno sichen: Ween ass en charge? Wat ass mat deem Pv geschitt? Mir kréie jo relativ vill Demandes de copie vun Assurancen, vun Affekoten a vu Parteien, déi concernéiert sinn. Mir musse jo kënnen erëmfannen, wou déi Dossiere sinn.

An, bon, '88, wéi gesot, Règlement grand-ducal, '94 ass dat Reglement och weiderverfollegt ginn an du kouv d'Gesetz vun 2002. An do hu mir an deem Gesetz eng Base légale. Den Artikel 8, deen dat virgesäit. An den Artikel 12 gesäit vir, dass mir dat net mussen notifizéieren. Dat ass déi Base légale vun eiser Chaîne pénale an déi huet funktionéiert bis elo d'Gesetz vum 1. August 2018.

Wéi funktionéiert déi Chaîne pénale? Déi Chaîne pénale ass jo just, déi beinhalt am Prinzip keng Rapporten a keng Procès-verbaux. Et ass just nëmmen en Outil de gestion de dossier fir kënnen erëmfannen, wou wat ass.

Mëttlerweil hu mer e Pilotprojet mat der Police, wou d'SAlen, Signalements auteur inconnu - dat sinn d'Pven, déi gemaach ginn, wann een eng Plainte mécht bei enger Police: Et ass agebrach ginn, et huet een eppes geklaut kritt. Dat ass e Signalement auteur inconnu. Déi kréie mer ewell elektronesch. Wat mer och elektronesch kréien ass de CSA, d'Radaren.

An dréttens kréie mer déi Affären, déi Pven, déi iwwert de Weekend musse schnell geschriwwen ginn, wann een de Führerschäin ewechgeholl krut vun der Police, déi kréie mer och elektronesch. Mä soss, an där Banque de données si keng Pven a keng Rapporten.

Et ass just nëmmen, dass een novollzéie kann, op wéi engem Stadium den Dossier ass. Do kann ee just gesinn, ob eng Persoun Prevenu ass oder Victime. Et kann ee just gesinn, dat kann een novollzéien, wou den Dossier drun ass. Ass en nach um Parquet? Ass en um Parquet général? Ass en an der Chambre du conseil? Ass en am Cabinet de l'instruction? Dat ass déi Banque de données.

Prinzipiell hu mir och säit '88 déiselwecht Prinzipien. No dräi Joer, wou an engem Rapport oder Pv näischt geschitt ass, zum Beispill en SAI, ginn déi automatesch archivéiert. Dat ass dräi Joer fir de Correctionnel an d'Criminels an zwee Joer fir d'Contraventionen. Dat gëtt archivéiert. Vun deem Moment un ass keen, deen un déi Donnéeë kënnt. Et ass just, dass ee weess, hei, et war schonn eng Affär do, déi huet och eng aner Faarf, déi ass rout, mä et kënnt keen an de Fichier eran, fir ze kucken: Wat war dat?

Do ass awer eng Dispositioun, déi virgesäit, dass muss den Accord gefrot gi vum Procureur, deen zoustänneg ass, mat enger Demande motivée, fir kënnen Accès ze kréien an deen archivéierten Dossier. Dat ass jo selbstverständlech esou, wa mer zum Beispill SAIen hunn, Signalements auteur inconnu, dat si jo keng Dossieren, déi ..., dat si jo Dossieren, déi kënnen nach evoluéieren.

Et ass jo duerchaus méiglech, dass no fënnef Joer op eemol, am Kader vun iergendwéi enger Perquisitioun, Saache fonnt ginn, déi geklaut gi sinn. Da musse mer jo awer kënnen ..., op där Basis do ass et jo motivéiert, dass mer da kucke ginn: Wat war mat där Affär? Weem seng Saache sinn et? Soss kënne mer jo net méi schaffen.

Zum Accès: Déi meescht ..., also Accès chaîne pénale. Alleguerten déi Riichter, déi civil maachen a Commerce, hu selbstverständlech keen Accès. d'Substituten, d'Membere vum Parquet général hunn en Accès. D'Cabinets d'instructions, d'Riichter och, hunn en Accès. Mä mir hu just en Accès consultation. Déi, déi

Ecriture hunn, dat sinn natierlech d'Greffieren, déi mussen androen: Et ass en Uerteel ergaangen, d'Nummer esou an esou vill. Dat sinn déi, déi den Dossier androen. Also musse se jo kënnen an déi Banque de données oder an deen Traitement de données eppes aschreiwen.

Säit dem Gesetz vun 2018 applizéiere mir dat Gesetz selbstverständlech. Mir hu schonn zweemol ... Mir falen natierlech, alles, wat Traitement judiciaire ass, mir falen ënnert d'Autorité de contrôle judiciaire. Dat ass am Gesetz esou virgesinn. An déi Autorité de contrôle judiciaire ass schonn zweemol zesummekomm.

D'Schwieregkeet, déi mir natierlech hunn: Mir hunn net nëmmen d'Chaîne pénale, mir hunn och den Horaire mobile an nach aner esou Donnéeën. Mir sinn amgaangen, den Inventaire ze maachen, fir ze kucken: Wat fält ënnert d'Autorité de contrôle judiciaire? Wat fält ënnert d'Autorité de contrôle vun der CNPD? Gutt.

Um Site vun der Justice hu mer och schonn eis referéiert un d'Notice légale. Dat heescht, op Basis vun deem Gesetz kann all Mënsch eng Demande maache beim DPO, fir ze wëssen: Wat steet an där Banque de données vun der Justice? An da kritt en och eng Äntwert. En huet och e Recht, laut Gesetz, fir eng Rektifikatioun ze froen. A mir hunn och eng Journalisatioun. Dat heescht, mir kënnen novollzéien, zu jiddwer Zäit, duerch eisen Informatiker, ween Accès hat zum Dossier, mat genauem Zäitpunkt. Dat si Saachen, déi mir kënnen novollzéien.

Op där anerer Säit hu mer och eng Circulaire erausginn, d'lescht Joer, Enn des Joers, wou mer sämtlech Beamten, sämtlech Magistraten drop higewisen hunn, dass déi Banque de données vun der Justice just à des usages professionnels ze benotze sinn. Dat sinn emol déi Saachen, déi mir emol an d'Wee geleet hunn.

### ***(Interruption)***

Op där anerer Säit an, zu gudder Lescht, de Casier judiciaire, dat ass ee Gesetz fir sech. Do ass jo 2013 nogebessert ginn an, ech mengen, 2016 och nach eng Kéier. Dat ass ee Gesetz à part an de Casier judiciaire, dee leeft total à part.

Voilà vu menger Säit.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Merci, Madamm Solovieff, fir déi Erläuterungen. Ech géif da proposéieren, wa Froen do sinn - an ech huelen ..., ech gi jo emol dovun aus -, déi Wuertmeldunge géif ech elo huelen. An da géif ech och proposéieren, mer genee ze soen, u ween déi Fro adresséiert ass, respektiv géif ech och e puer Froen zesammenhuelen, fir ze gesinn ... Voilà, fir méi Uerdnung eranzekréien. Den Här Reding hat d'Wuert gefrot.

**M. Roy Reding** (*ADR*).- Jo. Merci, Här President. Ech hu fir d'Éischt e puer Froen un den Här Neuens.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Un den Här Neuens.

**M. Roy Reding** (*ADR*).- Ech weess net ob, ob Der et wëllt hunn, dass ech déi aner dann och soll hannendrun hänken oder ob mer déi dann elo trennen. Well et schéngt mer jo wierklech ëm zwee, wann och liéiert, mä awer trotzdem verschidden Themen ze goen.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Da kommt mer huele fir d'Éischt d'Froen zur Police, an duerno zum Parquet. Ganz kloer getrennt. Merci.

**M. Roy Reding** (*ADR*).- Gutt. Ech wollt den Här Neuens verschidde Saache froen.

Éischtens: Wat bréngt lech derzou, ze soen, dee Fichier wier net secret? Vu datt déi jo net ëffentlech sinn, wéi definéiert Dir e Fichier secret?

Dat Zweet, dat war, Dir hutt an Ärem Virtrag am Ufank ëmmer gesot: „den Auteur“ an „d'Strofdot“. An duerno hutt Der gesot: „den Auteur présumé“. An ech géif da bei der Strofdot vläicht derbäihänken: „déi mutmaasslech Strofdot“, well et gi jo vill Rapporte geschriwwen op Basis vu Plainten, déi nimools zu enger Poursuite geschweige dann enger Veruerteelung féieren.

Hunn ech dat richtig verstane, datt an Ärem Fichier, deen dann anscheinend net secret ass, mä wou ech awer net weess, ob ech kann en Zougang hunn, ob do och Saachen drastinn, wou iergendwann eng Kéier géint mech eng Plainte gemaach ginn ass, géint mech als Bierger, déi nimools zu enger Poursuite geschweige dann enger Condamnatioun gefouert huet?

Da sot Der, do wier et e Fichier manuel ginn. Verstinn ech ganz gutt, d'Technik war nach net esou wäit. Dir sot: „Deen existéiert nach ëmmer.“ Ass et also richtig, datt deen nach ëmmer kann agekuckt ginn? Ass deen informatiséiert ginn, iergendwann eng Kéier, jo oder neen?

A wéi stitt Der derzou, wa mer jo am Casier judiciaire, ouni elo wëllen d'Saachen ze vermëschen, eng ganz streng Regelung hunn, no wivill Joren den Droit à l'oubli, no wivill Joren datt eppes aus dem Casier gestrach gëtt, fannt Der et richtig, datt no zéng Joer e Procès-verbal archivéiert gëtt, op deen een awer ëmmer nach kann Zougrëff hunn, deen, wéi gesot, ni zu enger Poursuite geschweige dann enger Condamnatioun gefouert huet? A sollt et do net Regele gi vun Destruktioun, well all Archivage erlaabt jo ëmmer nees drop zrëckzegräifen, vun Destruktioun vun deenen Donnéeën?

Dann hutt Der eis erzielt, Dir hutt INGEPOL, Règlement INGEPOL par analogie, wann ech dat richtig verstane hunn - verbessert mech, wann et falsch ass! -, applizéiert op dee Fichier, dee fir lech net secret ass. Dat heescht, och dee Fichier fir lech non secret ass also no zéng Joer archivéiert ginn. Ass dat richtig?

Dat wieren emol meng Froen un lech direkt.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Den Här Mosar, huet deen och e puer Froen un den Här Neuens?

**M. Laurent Mosar** (CSV).- Neen, pardon. Här President, mir hunn e bëssen de Problem, mir ginn hei, an dat ass jo och gutt, mat Informatiounen zougeschott. Eisen éischte Constat ass, datt dat, wat mer hei gesot kréien, deelweis iwwerhaupt net méi mat deem iwwereneestëmmt, wat mer an de Froe geäntwert kritt hunn. Dat heescht,

do ass eis Konfusioun, Här a Madamm President, éischer nach méi grouss, wéi se virdu war.

Mir gesinn och haaptsächlech dräi Voleten. A mir wëllen elo e bëssen déi Voleten ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Neen, ech wollt Froen un den Här Neuens ...

**M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo. Neen, mä Dir hutt, ech hunn d'Wuert gefrot, ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Ma neen!

**M. Laurent Mosar** (CSV).- Ech hunn d'Wuert gefrot, ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Jo, an ech muss kucken, derduerchzekommen.

**Une voix**.- Mir kënne jo awer nach eppes soen.

**M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo, Här President, dierfe mer elo emol keng Froe méi stellen?

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Mä dach.

**M. Laurent Mosar** (CSV).- Ech si grad hei amgaangen ze erklären, wat fir eng Froen, an datt dat e bësse méi komplex ass. Kréien ech dann d'Chance, mech ze expriméieren, Här President?

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Stellt Är Fro wannechgelift, Här Mosar!

**M. Laurent Mosar** (CSV).- Maja! Mir gesinn dräi grouss Voleten vu Froeberäicher.

Deen éischte Froeberäich ass dee vun der Base légale. Vun der Base légale vun deem



Polizeifichier, och d'ailleurs vun deene Fichieren, déi do um Parquet gefouert ginn, wou mer eng ganz Rei vu Froen hunn, wou mer och absolutement d'Interpretatioun net deelen, déi hei gemaach ginn ass. An dat si wéi gesot eng Rei vu Froen.

Dann hu mer natierlech eng ganz Rei Froen, wat de Fonctionnement souwuel vu Polizeifichiere vun der Police ubelaangt wéi och vun deene Fichieren, déi elo vun der Madamm Procureur hei geschildert gi sinn, wou mir och gär hätten, datt ee wierklech déi Saachen auserneenhält, well dat eent huet net direkt eppes mat deem aneren ze dinn.

Dann ass ee ganze Volet, dee weider net oder zumindest net am Detail vum Här Neuens och hei traitéiert ginn ass. En huet ganz vill iwwert de Fichier geschwat, en huet awer net iwwert den Archiv geschwat. An dat ass eppes, wat mer eigentlech eréischt gëschter gewuer gi sinn, wéi mer d'Äntwert kritt hunn op eng Question parlementaire, wou mir zumindest, den Här Roth an ech an déi Leit, déi sech bei eis an der Fraktioun mat deem Dossier befaasst hunn, extrem erschreckt woren, wéi mer déi Noriicht kritt hunn. An eleng och iwwert deen Archiv gëtt et extrem vill Froen ze stellen, wou elo, wéi gesot, emol iwwerhaapt nach näischt driwwer gesot ginn ass.

Ech wéisst elo just gär, Här President, wou fänke mer un? Wéi gesot, iwwert d'Base légale hätte mer eng ganz Rei vu Froen, duerno eng Rei vu Froen, déi an déiselwecht Richtung gi wéi déi vum Här Reding, awer och nach Zousazfroen. An dann och nach Froen, déi sech méi mat deene Fichieren um Niveau vun der Justiz beschäftegen. Solle mer vläicht dann elo ufänken?

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Majo, ech ...

**M. Laurent Mosar** (CSV).- Et ginn awer elo 20 Froen, soen ech lech.

**(Interruptions)**

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Da stellt Dir 20 Froen! Mir hunn de ganzen Dag Zäit.

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Da kommt, da fänke mer un! Da fänke mer vläicht fir d'Éischt mat deem éischte Volet ...

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- D'Froe fir d'Justiz kommen duerno.

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, da loosst mech och den éischte Punkt ufänke mat der Base légale.

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- Jo.

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Mir hunn eis jo ganz vill Méi an deem Dossier ginn, mir hu ganz vill nogekuckt. Hei gëtt elo ëmmer gesot, et wär eng Base légale do säit dem oder deenen zwee Gesetzer vum August vum leschte Joer. Wann Der awer d'Avise liest souwuel vun der CNPD wéi vum Statsrot, gëtt an all deenen Avisen unisono gesot, déi dote Gesetzer géifen net duergoen, et missten hei Spezialgesetzer oder zumindest Spezialreglementer kommen, fir déi Base légale ze schafen. Dat heescht, Dir hutt eigentlech hei eng Interpretatioun, wat eng aner Interpretatioun ass wéi awer déi, déi par ailleurs vu ville Juristen hei am Land gedeelt gëtt.

Duerfir wéisst ech awer gär, wéi Der dozou stitt, ob Der wierklech der Meenung sidd, datt dat, déi zwee Gesetzer do, d'Polizeigesetz an d'Protection-des-données-Gesetz, ob déi eleng duerginn, fir lech wierklech hei eng 100 %eg Base légale ze ginn? Mir gesinn dat do e bëssen anescht. Mä wéi gesot, mir sinn och net iwwerzeegt vun Ären Explikatiounen.

Dann eng zweet Saach, déi eis och e bësse schockéiert huet, déi och domadder ze dinn huet a wou ech och direkt wollt eng Fro hannendrunhänken. Déi stellt sech dann awer éischer un déi politesch Responsabel. Hei ass gesot gi vun der Directrice vun der Polzeiinspektioun, datt si gëschter chargéiert gi wär, ...

**(Interruption)**

... virun e puer Deeg, ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Loosse mer soen, virun e puer Deeg.

**M. Laurent Mosar** (CSV).- ... et ass eigentlech och net wichteg, ob et gëschter oder virun e puer Deeg war, fir hei elo emol eng genau Analys ze maachen.

Also, mir si wierklech hei, den Här Roth an ech, et ass gutt, datt mer déif sëtzen, soss wäre mer vum Stull gefall! Ech ginn also dervun aus, datt hei gewaart ginn ass op praktesch déi ganz Diskussioun dobaussen, dat, wat alles dobausse komm ass op déi Froen, déi vu ville Kolleegen hei an deem Haus gestallt gi sinn, datt déi dann, an esou mussen mer dat jo interpretéieren, eigentlech den Ulass ginn hunn, fir déi Etüd do an Optrag ze ginn. Dat heescht, wann dat net de Fall gewiescht wär, wäre mer iwwerhaapt net zu där Etüd do komm.

Den Här Roth weist mer och, datt mer do eng Kéier schonn eng Fro ...

**M. Gilles Roth** (CSV).- 2015.

**M. Laurent Mosar** (CSV).- 2015 war dat dote schonn e Sujet, hat den Här Roth schonn an der Chamber gefrot, a mir haten och nach eng Question parlementaire écrite gestallt. Dunn ass schonn 2015, an erlaabt mer dat vläicht, zur Autorité de contrôle, dat ass net Mosar/Roth, Autorité de contrôle, wat dozou gesot gouf.

Also: « Dans son rapport relatif à l'année 2015, l'autorité de contrôle a fait remarquer :  
- que le système de traitement des données figurant dans le journal des incidents de la Police est inadéquat par rapport aux règles de la protection des données ;  
- que les rapports dressés par les agents sont enregistrés dans une banque de données globale ouverte à tous les agents sur l'ensemble du territoire ; (...). »

Dat ass jo plutôt elo confirméiert ginn hei vum Här Neuens, datt do iwwer 3.000 Leit, ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Neen,

zwee (veuillez lire : 2.000).

**M. Laurent Mosar (CSV).**- ... zwee, et ass och elo egal, ...

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- Zwee. Et sinn ...

**(Brouhaha)**

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Mir sinn eis eens, datt et der schonn enorm vill sinn, ...

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- Datt et der vill sinn.

**(Brouhaha)**

**M. Laurent Mosar (CSV).**- ... vill sinn, déi hei also an de Genoss, wa se da wëllen, vun deenen Donnéeë kommen.

Ech fuere virun: « - que les agents de police détachés auprès d'autres administrations (...) ont continué de bénéficier de l'accès aux systèmes de traitement des données de la police ;

- la nécessité d'éliminer les données une fois un rapport ou un procès-verbal a été établi et transmis au parquet ;

- la nécessité de limiter les accès d'après le lieu d'affectation des agents et en fonction de leur grade ; (...). »

Dat war also fir 2015.

Mir wëllen elo emol wëssen: Wat ass mat deene Prescriptiounen, mat deene Recommandatiounen, mat deene Kriticke geschitt? An, wéi gesot, mir sinn erschreckt, datt elo eréischt hei dann angeeblech e Rapport ugefrot gëtt, wou do gewësse Saache sollen nogekuckt ginn.

Bon, ech géif vläicht elo emol proposéieren, mir kommen dann nach op den zweeten ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Jo.

**M. Laurent Mosar** (CSV).- Dat do si wichteg Froen. Mir sollen déi vläicht emol elo klären.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Den Här Baum hat och nach d'Wuert gefrot.

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Jo, Merci. Merci, Här President. Och Merci de Membere vun der Police fir déi Explikatiounen, déi relativ strukturéiert waren an och ausféierlech. Ech hunn éischer, wat de Parquet ugeet, nach vill méi Froen. Mä elo emol, wat d'Police ugeet.

Dir hutt gesot, de Moteur de recherche fir am Fichier central, do kéint ee just no presuméierten Auteurs sichen. Ass dat da wierklech e Moteur de recherche, deen esou schwach ass, datt e just mam Moteur de recherche vun der Chamber vergläichbar ass, deen näämlech och ganz schlecht ass, datt een net kann eng Persounesich maachen an da ginn alleguer d'Fichen, wou déi Persoun virkënt, affichéiert, wou een dann och eventuell, wéi den Här Reding gesot huet, eventuell Affer oder Zeie vun enger bestëmmter Infraktioun war? Also, vläicht wann Der do nach eng Kéier kéint zwou, dräi Explikatiounen ginn, wéi ee sech dat konkret kéint virstellen.

Dann hutt Der gesot: Natierlech, et gëtt eng Retraçabilitéit. Dat heescht, déi Agenten, déi eng Recherche maachen, mussen sech aloggen a se müssen e Motiv uginn. Mä wéi ausféierlech muss dat Motiv sinn? Well ech ka mer jo virstellen, wann ech als Agent do eng Recherche géif maachen, als Motiv ass «Enquête», esou, also. D'Fro ass jo, awéiwäit kann dat Motiv wierklech eppes aussoen iwwert d'Natur selwer vun der Recherche? Hutt Der do Regeln, wat d'Motivugab ugeet?

An déi drëtt Fro ass: Den Accès vum SRE zu den Donnéeën, do sot Der, also éischtens ass d'Fro, dat ass jo en immateriellen Accès evidenterweis. Dat heescht, si logge sech op déi eng oder aner Manéier da bei lech an de Computer an, stellen ech mer vir.

Vläicht kënnt Der mer do soen, wéi dat funktionéiert. A si kënnen da just op eng bestëmmte Partie zrëckgräifen, näämlech déi vun deene Leit, déi Dir sicht. Hunn ech dat richteg verstanen? Ass dat esou? Well dat wier jo awer och komesch, well da misst Der jo wierklech quasi e Blockage hunn innerhalb vun deem informatiséierte System. A fir de SRE deemno, wat deem säin Aktivitéitsfeld ass, Recherche vu radikalen Terroristen, kéinten awer aner Donnéeë jo awer och duerchaus interessant sinn. An d'Fro ass, d'Fro, déi ech mer einfach stellen: Ass dat wierklech just esou strikt beschränkt op Leit, no deenen Dir sicht?

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Den Här Bodry hat och nach d'Wuert gefrot.

**M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Jo. Bon, zum Deel si mer haut konfrontéiert gi mat Impressiounen, déi mer scho laang haten, déi zum Deel Géigestand och scho vun Diskussiounen an eenzelne Kommissiounen ware respektiv déi Géigestand vu Question-parlementairen iwwert déi lescht Jore waren. Ech mengen, d'Chamber huet gewosst, dass e Problem besteet, wat dee Règlement grand-ducal ugeet. Dat ass jorelaang an der Diskussioun.

Fir mech ass allerdéngs e bëssen nei déi Informatioun, dass dee Règlement grand-ducal, dass et do net kloer ass, dass de Fichier central géif drënnerfalen. Ech muss éierlech soen, ech hunn ëmmer net déi Distinction gemaach INGEPOL/Fichier central. Dat ass fir mech elo éischer, muss ech soen, eng nei Informatioun, déi den Dossier aus der Vergaangenheet net besser mécht. Mä et betrëfft awer éischer den Dossier aus der Vergaangenheet.

An ech muss och selwer soen, d'Chamber huet selwer och schon op esou Informatiounen zrëckgegraff. Ech wëll drun erënneren, fir d'Leit, déi méi laang derbäi sinn, wéi d'Chamber nach d'Naturalisatiounen gekuckt huet, well all Demanden hei gelaf sinn, do ass déi Spezialkommissioun, d'Commission juridique, wou mer een nom aneren, mengen ech, och emol Member waren, deen heibannen nach sëtzt, déi hat natierlech den Avis vun der Police, deen d'Gesetz virgesinn huet, dee louch dran an deen huet zu engem groussen Deel bestanen aus Protokoller! Aus Protokoller aus der Vergaangenheet, a wou mir dann oft dozou iwwergaange sinn, well et relativ grav Faite

waren, déi do beschriwwe gi sinn, awer wou et schéngt net zu engem Prozess komm war, hu mer oft d'Dossieren zrëckgeschéckt oder nogekuckt bei der Police. Mä well mir um Enn vun der Chaîne waren, ass dann entre-temps näischt Konkretes méi komm an där Affär. A meeschtens war näischt méi Konkretes do, soudass mer dann do eise Misär hate mat deenen doten Donnéeën, déi mer dann zur Verfügung haten.

Also, et ass schonn u sech gewosst, also d'Chamber selwer huet och op Dossieren zrëckgegraff, wou déi Protokoller do aus der Vergaangenheet dra waren, déi net zu engem Prozess gefouert hunn.

Dat ass keng gutt Situatioun. An déi gréisste Bedenken hunn ech haaptsächlech effektiv op dem Archimage. Dat war mer eigentlech, muss ech soen, net esou bewosst, obwuel, ech wëll drun erënneren, mir sëtzen zu vill hei, déi dat Gesetz gestëmmt hu vun 2018. Do geet rieds an engem Artikel vum Archimage! Also och dat Gesetz vun 2018 en matière pénale gesäit d'Méiglechkeet vum Archimage vir - dat ass den Artikel 3 - «pour des historiques, scientifiques» an esou virun an esou weider. Et ass also net ganz kloer, firwat deen Archimage do méiglech ass, mä u sech ass awer am Text en Archimage virgesinn.

Also meng Fro ass och éischter, et kann een elo driwwer diskutéieren, ob zéng Joer eng ze laang Period ass, fir eenzel Donnéeën ze halen, wéi Dir dat maacht. Well am Règlement grand-ducal, wann ech dee richteg an Erënnerung hunn, dee jo dann awer eng aner Datebank schéngt ze betreffen, do sinn zum Deel awer aner Delaie virgesinn, eigentlech méi kuerz Delaien. Jee no Contravention, Délit, Crime si verschidden Delaie virgesinn an déi ware manner staark wéi déi zéng Joer.

Duerfir, firwat hutt Dir déi zéng Joer zrëckbehalen an net déi méi kuerz Delaien zrëckbehalen, déi awer an deem Reglement vun 2000 an 1992 do stinn?

An ech wëll wëssen: Wéi oft gëtt dann tatsächlech op deen Archiv do zrëckgegraff? Dat schéngt mer awer eng wesentlech Fro ze sinn. Wie freet dat un?, quitte dass ee muss eng Autorisatioun derfir hu vum Procureur oder vu sengem Stellvertrieder. Mä wéi oft gëtt deen Archiv do nach ugezaapt? Well dee stellt awer fir mech jo eng Banque de données duer, quitte dass et e restreinten Accès ass. Mä dat werft awer fir mech

Problemer op, ob mer do mat där onbeschränkter Dauer esou 100%eg an der Linn leie mat den allgemenge Prinzipien, quitte dass dat Gesetz, wat mer selwer gestëmmt hunn 2018, dat Ganzt virgesäit.

Ech wëll nach e Wuert awer soen zur Base légale. Ech sinn awer der Meenung, dass ... Mir hunn dat Gesetz 2018 gestëmmt, an et ass mat alle Stëmme gestëmmt ginn, mat Ausnam vun deene vun der ADR, wëll ech nach eng Kéier hei soen. An ech hunn och keng Trace fonnt an engem Rapport vun der Kommissioun oder a soss iergendeppes, dass mer schlussendlech d'Meenung vum Conseil d'État zum Schluss iwverholl hätten, dee gesot huet, well d'CNPD hat e ganz kriteschen Avis zu deem Gesetz gemaach, an d'Kommissioun ass eigentlech iwwert dee kriteschen Avis ewechgaangen.

Si huet eigentlech déi fundamental Kriticken, déi d'Kommissioun (veuillez lire : d'CNPD) gesot huet, net berücksichtegt, opgrond vun de Positionen, déi d'Regierung hat respektiv déi hir Verrieder duergeluecht hunn, firwat ee soll op een anere Wee goen, an de Conseil d'État och éischer eng Präferenz zum Schluss markéiert huet, fir net d'Delaien, zum Beispill vun der Conservatioun oder aner Delaien, déi een elo muss an der Praxis sech jo awer ginn, net déi an d'Gesetz ze schreiwen, mä eigentlech dann dem Responsabele vun dem Traitement dat doten zoukommen ze loossen.

An et muss ee soen, mir däerfen net iwverall esou iwverrascht sinn, mengen ech, wat elo hei diskutéiert gëtt, well mer u sech awer e Gesetz gestëmmt hunn, dat deen dote Wee geet. An ech hu keng Trace fonnt, dass mer der Meenung gewiescht wieren, dass elo all Kéiers misst e Spezialgesetz kommen, fir dat doten ze regelen. Ech hunn an eise Rapport näischt esou fonnt. Mir waren eis jo sécherlech bewosst, wann een dat Kapitel iwwert d'Règlement-grand-ducallen ersatzlos sträicht, da si mer am juristeschen No man's land, wann ee gläichzäiteg seet, et misst ee Gesetz gestëmmt sinn. Da si vun haut op muer déi Datebanken, déi opgrond vun deene Reglementer fonctionnéieren, net méi do, déi gëtt et net méi.

Ech hunn néierens fonnt, dass dat d'Absicht gewiescht wär vun der Chamber, dat do ze bewierken. Et si kritesch Remarque gemaach ginn iwwert d'Vergaangeneheet. Ech hunn der Madamm Aehm hir Ried nach eng Kéier nogelies op deem dote Punkt; do



ass et ëm d'Vergaangenheet gaangen, mä et waren awer ganz positiv Remarken zum Text vun 2018 an u sech d'Meenung, dass dat awer géif elo eng Rei vu Problemer léisen an net nei Problemer schafen. Dat wëll ech just soen.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Merci, Här Bodry. D'Madamm Hartmann hat nach d'Wuert gefrot an den Här Goergen duerno.

**(Interruption)**

An den Här Berger, pardon. Ah pardon, ech hat geduecht, Dir hätt dat ... Jo, okay.

**Mme Carole Hartmann** (*DP*).- Jo, Merci, Här President. Ech géif als Éischt wëllen dem Här Baum Merci soe fir d'Aruffen, fir d'Fro fir dës Kommissioun ze halen, an dann awer och eise Ministere fir d'Explikatiounen, déi se ginn hunn, an och déi Etüden, déi elo an Optrag ginn.

Ech mengen, dass dat heiten eng Problematik ass, déi elo vläicht kierzlech an der Press war, mä déi et awer scho wierklech vill méi laang gëtt. An dat huet den Här Bausch och richteg erkläert. An dat, wat elo soll gemaach ginn, ass, dass Transparenz, soen ech emol, an den Dossier soll kommen. An et ass dofir gutt, dass elo Etüden an Optrag ginn, fir dass déi Transparenz och soll kommen. A wann et dann néideg ass, dass mer dann am Nachhinein effektiv och kënnen nobesseren um Niveau vun de Gesetzer, wou vläicht nozebesseren ass.

Et ass ganz vill vu Protection des données geschwat ginn. Ech mengen awer, dass de Sujet, iwwert dee mer schwätzen, méi wäit geet wéi d'Protection des données an dass mer och den Niveau vun eise Rechtsprinzipien hei mussen abrénge.

Et ass scho virdrun ugeschwat ginn, mä wa mer vun engem Fichier schwätzen, musse mer och vun Droit de la défense schwätzen, musse mer vu Présomption d'innocence schwätzen, musse mer einfach vu grouse Prinzipien aus eisem Rechtsstat schwätzen. An do musse mer och oppassen, dass et net zu Kontradiktioune kënnt um Niveau vun deene Gesetzer, déi mer hunn, wat elo d'Protection des données betrëfft,

an dann, soen ech emol, Regeln, déi mer hunn um Niveau vun de Rechter, vun dem Droit de la défense an esou weider.

... vun de Rechter vun den Droits de la défense an esou weider.

Dofir hunn ech och konkret Froen zu dem Fichier central vun der Police: ob et méiglech ass, dass an deem Fichier central nach kënnen Informatiounen dra si vun Infractionen, déi eventuell souguer verjæert sinn, éischtens. An zweetens, ob eventuell nach ëmmer Protokollen am Fichier central kënnen dra sinn, wou et um Niveau vun enger Decisioun vun eise Juridictionen zu engem Acquittement komm ass. Well ech mengen, dass mer op deem Punkt kënnen Kontradictionen hunn tèschent, ech soen elo emol engem Fichage, dee vläicht néideg ass, an dann awer zum Beispill engem Acquittement oder enger Verjæerung, déi maachen, dass an dem Casier judiciaire déi Saachen net opgefouert ginn. An ech mengen, dass dowéinst eben dat Ganz net nëmme soll um Niveau vu Protection des données betruecht ginn.

An dann och nach eng *drëtt* Fro: Wann elo Donnéeën aus deem Fichier central benotzt ginn, ass et da fir déi concernéiert Persoun transparent, dass Donnéeë benotzt goufen, respektiv gëtt déi Persoun da gewuer, soen ech emol, wat an eng Enquête oder wat mat an eng Instruktioun gefloss ass aus deem Fichier central? Weess een dat? Oder ass dat just eppes, wat benotzt gëtt a wat awer net, soen ech emol, iergendwou geschriwwen gëtt oder och haart gesot gëtt?

Voilà. Merci.

**M. Charles Margue, Président de la Commission de la Justice.**- Merci, Madamm Hartmann. Den Här Goergen.

**M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President, Merci och fir déi vill Erklärungen. D'Madamm Hartmann huet elo schonn do e puer ganz gutt Froen gestallt, dofir wëll ech déi net nach eng Kéier widderhuelen. Fir eis ass et natierlech och eng Affär vun der politescher Aschätzung. Mir hätte gärten do Transparenz an och Recht an Asicht ëmmer op Géigenduerstellungen. Duerfir ass dee Fichier do fir eis e ganz wichtegt Thema. An et geet net eleng dorëms, ob dat elo eng legal Basis fir de Stockage ass,

mä et geet och ëm den Ëmfang vun de Grondprinzipien iwwerhaapt, fir eis onschëlleg Bierger an enger Datebank ze erfaassen.

An do emol, fir dat besser ze verstoen, géife mer froen, ob et méiglech wär, fir esou Beispiller vun deenen Datebanken ze kréien, natierlech anonymer, dass mer als Kommissioun géife gesinn: Wéi gesäit dat aus? Wat kann ee genau kucken? Wéi kann een dat ofruffen? Wéi ass et ofgesécher? Dass mer do e bësse méi transparent gesinn, wéi dee ganzen Oflaf ass.

Dann, déi aner Fro ass eben, wéi grad ugeklongen ass, mam Tatverdacht: Hutt Der och schonn Identitéitskontrollen, wou nëmmen op Verdacht erfaasst ginn ass.

Dann zum Archiv, do hu mer e Problem: Wann dat nëmmen archivéiert gëtt, wisou ass do kee Läsche virgesinn? Dass dat einfach verjæert ass oder een net méi ..., dass dat geläscht gëtt, dass dovun net méi herno eng Trace do ass, mä d'Recht op Vergiessen, wéi mir et nennen.

Dann, déi aner Fro ass: Kënnen d'Policen aus dem Ausland oder Geheimdéngschter och Informatiounen iwwert déi doten Datebank kréien? Oder ass dat reng reservéiert fir d'Lëtzebuenger Servicer?

An déi aner Fro, wa mer iwwert d'Rapporten an déi ganz Diskussioun schwätzen, fir dem Bierger méi Transparenz ze ginn: Wären d'Kommissioun an d'Ministeren averstanen, fir do en ëffentlechen Hearing ze organiséieren?

Ech soen lech Merci.

**M. Charles Margue**, *Président de la Commission de la Justice*.- Merci, Här Goergen. Pardon, ech hat den Här Roth iwwersinn. Den Här Roth an duerno den Här Berger an den Här Fayot.

**M. Gilles Roth** (CSV).- Merci, Här President. Bon, ech mengen, et ass gesot ginn, do wier scho viles gewosst ginn. Ech muss lech soen, dass ech awer ..., obschonn ech oft, mengen ech, als Gilles Roth dat nogefrot hunn zënter dräi Joer! An ech muss lech

soen, d'Äntwerten, souwuel an der Question orale wéi an der Question écrite, déi waren ëmmer e bëssen: „Wat ass dat do fir eng lächerlech Fro!“. Ech gesinn nach genau d'Grinsen an d'Laache vu Verschiddenen. A mir hu jo och dann d'Äntwerte vun deene responsabele Regierungsmemberen, déi se op déi Froe ginn hunn.

Ech muss lech ganz éierlech soen: Ech si geschockt, dass hei d'Leit als suspect *betuecht ginn!* An dat ass net eng Notioun, déi nei ass, déi gëtt et scho laang. D'Notioun vum „suspect“, vum „présumé“, déi gëtt et zënter Mäerz 2017 an eisem Code de procédure pénal, näamlech vun do un, wéi mer d'Direktiven, d'ABC-Direktiven ëmgemat hunn. Dat ass dat Éischt, wat ech emol soen.

Ma ech si geschockt, dass 2000 Leit hei vu jiddwer Bierger zu Lëtzebuerg kënnen d'Protokolle kucken! Wann ee Buttek mat senger Fra huet, da geet en dem Frënd seng Dénger kucken. Ech gesinn, dass hei gesot gëtt: „Jo, mir kënnen net ..., et gëtt iergende Motiv uginn, mir kënnen awer eréischt herno ex post kucken, ob déi Motiver, ob déi berechtigt sinn oder net.“

An et ware genau déi dote Froen, déi zënter 2015 och vun der Autorité de contrôle monéiert goufen. A wann ech mech gutt erënneren, war de President vun der Autorité de contrôle, Artikel 17, keen anere wéi de fréiere President vum Conseil d'État a Procureur général adjoint, den Här Wivenes. An dat, muss ech ganz éierlech soen, dat stellt mech net zefridden.

Déi Fro, déi ech awer konkret hunn ... An ech hätt och gären, Här President, am Numm vun der CSV-Fraktioun, dass et vun dëser Sitzung e Verbatim gëtt. Mir froen dat ausdrécklech. An déi Fro, déi ech dem Här Neuens stellen, well do sinn ech net ganz klug ginn, hien huet gesot, déi Fichieren, oder déi Donnéeën, déi mir an eise Fichieren hunn, sief dat Rapporten, Procès-verballen, déi hätt souwisou de Parquet och. Dat huet den Här Neuens esou gesot.

Dann - an dat, mengen ech, deckt sech och e bëssen, wann ech haut d'„Tageblatt“ gelies hunn -, wat mech och geschockt huet: dass do ee Bierger, an ech ka mer jo awer net virstellen, dass deen einfach esou eppes erfënnt, dass deen do vun engem Procureur d'État gefrot gëtt: „Sidd Dir Client bei eis?“ Vun engem Procureur d'État:

„Sidd Dir Client bei eis?!“! Dat muss ee sech virstellen!

An da gëtt deen awer do konfrontéiert mat Saachen, wéi dass en zu Stroossbuerg ze séier gefuer wier. Wann dat awer nëmmen eng Chaîne pénale sollt sinn, déi do an deenen Dossiere vum Parquet ass, jo, wou kënnt dann de Procureur, dee jo awer da keen Zougang zu de Fichieren huet vun der Police, wou kënnt deen dann un esou konkret Informatiounen?

An dann, déi drëtt Fro, déi ech wéilt stellen: Kann ausgeschloss ginn, dass Informatiounen, sief dat Rapporten oder Procès-verballen, iwwer Mannerjäreger - iwwer Mannerjäreger! - sech nach an Äre Fichiere befannen? An ech hätt do gären eng ganz kloer Äntwert.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice*.**- Merci, Här Roth. Den Här Berger, wannechgelift.

**M. Eugène Berger (DP).**- Jo, Merci, Här President. Ech mengen, et sinn eng Rei Elementer hei presentéiert ginn, Historiquen, an ech mengen, dat ass och ganz sënnavoll gewiescht. Säit 2018 hu mer, ech soen net, en neien Zäitalter, mä trotzdeem awer en neie Moment mat alle Fichieren, déi souwuel privat wéi vu staatlechen Instanzen traitéiert ginn, well mer zwee Gesetzer hunn am Dateschutz. Ech mengen, ech soen, den Dateschutz fir déi normal oder privat Donnéeën. An op där anerer Säit hu mer awer och e Gesetz iwwert d'Protection des données en matière pénale.

An ech mengen, et ass eigentlech och do awer, bei deenen zwee Gesetzer, wou déi grouss Prinzipie gëllen. All, ech soen emol, Privatentreprise oder Privatentitéit, vun ASBLe bis soss Veräiner, mä awer och staatlech Instanzen, Verwaltungen, mussen éischtens e Relevé maache vun all den Donnéeën oder Fichieren, déi se hu vun de Leit. A si mussen dann och op där anerer Säit kucken, ech vereinfachen hei, mä déi zwee grouss Prinzipien, e Relevé maachen a kucken: Wéi gi mer mat deenen Donnéeën ëm? Wie ka se consultéieren? Oder: Musse se zerstéiert ginn? Et cetera, et cetera. Also einfach Relevé a kucken: Wéi gi mer mat deenen Donnéeën ëm?

An dat gëllt also och fir zum Beispill d'Police, dat gëllt also och fir de Parquet, sief et,

datt beim Parquet dann éischer dat Gesetz iwwert d'Protection des données en matière pénale zoustänneg ass, wou eng aner Autorité de contrôle ass wéi d'CNPD. Mä et ass och esou, datt all d'Verwaltunge müssen en DPO hunn, also en Délégué à la protection des données, dee sech dann do méi spezifesch also dorëmmer soll këmmere.

Wann ech elo richtig verstane hunn, ass et esou bei der Police, datt do en DPO genannt ass, deen dann déi grouss Aufgab huet, fir do dee ganze Relevé ze maachen a fir ze kucken, wéi een da mat den Donnéeën ëmgeet. Respektiv krute mer och nach gesot, datt dann nach méi eng speziell Etüd gemaach géif ginn, fir eben dat alles ze kucken iwwert de Fondement légal, d'Finalité, d'Durée an esou weider. Mä ech mengen, dat ass dat, wat ganz sënnvoll ass a wat eigentlech och an der Logik, a mengen Aen, vum Gesetz vun 2018 ass, iwwert d'Protection des données a wéi ee mat Fichiere muss ëmgoen.

Et ass eng grouss Aufgab, well do vill Froen opstinn a gekuckt muss ginn, fir all déi Fichieren ze identifizéieren, fir ze kucken, wéi bis elo d'Prozedure waren an esou virun an esou fort.

Meng Fro ass eigentlech déi: Mir kruten elo vill Explicatioune vun der Police, respektiv och gesot, datt do Etüde gemaach ginn. Ech hunn elo net richtig verstane: Bei dem Parquet, gëtt et do och een oder ass do och en Délégué à la protection des données genannt ginn? An: Misst deen net och déiselwecht Aufgabe maache mat deene Fichieren, déi eben um Parquet unhängeg sinn? Dat heescht, eben och konform zum Gesetz iwwert den Dateschutz en matière pénale.

Dat heescht, ech hunn dat virdrun net richtig erausfonnt. Et ass gesot ginn: „Mir këmmere eis elo dodrëm.“ Dat heescht einfach, meng Fro ass: Ass och do en DPO genannt ginn? A wier et awer net och net nëmme sënnvoll, mä an der Logik, dann och genau dat ze maachen, wat elo bei der Police gemaach gëtt, also och beim Parquet ze kucken: Wat fir eng Fichieren hu mer? A wéi gi mer an Zukunft domadder ëm? Tout en sachant, datt dat vläicht e bësse Volumen elo ass, fir dat alles, deen Audit, losse mer emol esou soen, ze maachen a fir dat herno dann och an d'Praxis ëmzesetzen.

**M. Charles Margue**, *Président de la Commission de la Justice*.- Merci, Här Berger. An den Här Fayot, an da géif ech ...

**M. Franz Fayot** (*LSAP*).- Jo, Merci, Här President, just ganz kuerz. Déi eng Fro rejoinéiert déi, déi den Alex Bodry och scho gestallt huet, effektiv iwwert déi Partie „archive“ vun deem Fichier bei der Police, wou jo effektiv Saachen - ënnert dem Règlement grand-ducal vun 1992 -, wou Faiten drastinn, déi op Acquittermenter sech jo och kënnen beruffen oder wou Non-Lieuen an esou weider gesprach gi sinn, déi sech och an deem Fichier dann erëmfannen. Wéi oft ass do Réckgrëff geholl ginn op déi Partie „archive“? Gëtt et do Chifferen, wéi oft iwwert d'Joren do Demandë gemaach gi sinn un de Procureur, fir do Accès ze kréien?

Déi zweet Fro, dat ass eng Präzisionsfro un den Här Neuens. Dir hutt gesot, seule la partie recherche vum INGEPOL wär realiséiert ginn. Kënnt Der dat vläicht e bësse präzisieren? Ass dat, heescht dat, dass déi Partie Recoupermenter oder déi Base relationnelle, dass Der déi u sech ni realiséiert hutt an dass u sech just dann, wann ech dat richteg verstinn, déi éischt Partie vun där Banque de données, mat Referenz erëm eng Kéier op de Règlement grand-ducal vun 1992, operationell war an Ärem ganzen Dispositif?

An eng drëtt Fro, dat ass e bësse méi eng prinzipiell Fro, déi rejoinéiert e bëssen dat, wat d'Carole Hartmann gefrot huet. Dir hutt jo ..., dat, wat jo hei an deem Ganzen dat declenchéiert huet, ass jo am Fong de Constat oder d'Suspicioun, dass hei Informatiounen benotzt gi si fir aner Zwecker wéi déi, woufir se destinéiert waren. An dat ass jo e grouse Prinzip am Dateschutz, dass een am Fong nëmme kann Date sammeln an traitéiere fir déi Zwecker, déi am Gesetz oder am GDPR virgesi sinn, autoriséiert si fir genee déi Zwecker. An do ass et effektiv, mengen ech, extrem wichtig, dass dee Prinzip vun der Zweckméissegkeet wierklech assuréiert gëtt.

Ech hunn dem Här Neuens nogelauschert, wéi e gesot huet, dass iwwert déi Motivatioun en fait do just e Contrôle ex post ass bei der Police, iwwert d'Grënn, déi een huet, fir dee Fichier do ze consultéieren. Bon, dat ass natierlech - do ginn ech dem Gilles Roth recht - net onbedéngt zefriddestellend. Gëtt do driwwer nogeduecht, fir dat vläicht ze änneren a fir do e Contrôle ex ante oder méi en ...? Ech hunn och héieren,

dass Der do jo driwwer nodenkt, fir dat ze maachen, mä wéi schnell gëtt dat realiséiert?

An déiselwecht Fro stellt sech natierlech beim Parquet. Wann et effektiv esou ass, dass kënnen Informatiounen benotzt ginn, zum Beispill fir Zwecker vu Rekrutement oder vu Moralitéitszeugnisser, ass et fir mech extrem zweifelhaft, dass dat deem Prinzip vun der Zweckméissegkeet do entsprécht. An ech mengen, do misst ee wierklech Mesuren huelen, fir dass dat an Zukunft gewäert ass.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.*** - Merci, Här Fayot. Ech gi kuerz dem Här Bausch d'Wuert fir eng Äntwert, an dann dem Här Neuens.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*** - Jo. Merci, Här President, a Merci och allen Deputéierte fir hir Stellungnamen. Ech wëll fir d'Éischt, vu datt jo e Verbatim gemaach gëtt oder zumindest d'Demande dofir virläit, dem Här Roth soen, datt ech, vu datt e seet, et wär iwwer seng Froe gelaacht ginn oder d'Froe wäeren net uerdentlech beäntwert ginn oder mat Witz beäntwert ginn - op alle Fall déi Froen, oder eng ass et bis elo zu deem dote präzise Sujet, nee zwou, pardon, waren et der zu deem dote präzise Sujet -, datt ech mech net erënnere kann, datt ech do, éischtens, iwwert d'Fro gelaacht hunn, an zweetens, datt ech déi net versicht hätt seriö ze beäntwerten. Ech war laang genuch an der Chamber, fir ze wëssen, wat de Rôle vun den Deputéierten ass, nämlech fir den Executif ze kontrolléieren. An ech hunn iwwerhaupt kee Problem mat Froen, déi gestallt ginn, au contraire. An ech stelle mech och all Fro!

An ech versichen, d'Froen esou gutt ze beäntwerten, en fonction vun deenen Informatiounen, déi ech zu deem Zäitpunkt, wou ech d'Fro beäntwerten, hunn. Well ech hu jo och Delaie vun der Chamber, déi ech muss anhalen, wou Der gär selwer hätt, datt ech se soll anhalen. Duerfir wär ech och frou dann, datt dat esou aktéiert gëtt, datt ech d'Chamber respektéieren a seriö huelen.

Dat Zweet ass: Den Alex Bodry huet eng ganz Rei Saache gesot iwwert d'Gesetz vun 2018, déi legal Basis vun haut. Duerfir brauch ech net méi dorop anzegoen, kann ech mer dat spueren. Ech deele seng Analys, déi en do gemaach huet, an och déi Froestellung, déi en opgeworf huet. An dat ass ënner anerem och, mengen ech, jo



gutt, datt mer Avise kréien, wou mer eventuell musse kucken, wat do erauskënnt, ob mer nach do kënnen zousätzlech oder mussen zousätzlech Nobesserungen an de Gesetzer maachen oder net.

Den Här Mosar ... Ass en hei? Wou ass en? Ah, en ass leider net méi hei, den Här Mosar. Mä ech wëll dann awer ... Vlächicht kann den Här Roth oder ee vu senger Fraktioun em dat iwwermëttelen, well en am Ufank mech ugesprach huet an deem Sënn, datt e gesot huet, e géif sech d'Fro stellen, ob elo eréischt déi präzis Affär hei zum Ulass geholl gi wär vu mir, fir déi Etüden do unzefroe bei der IGP respektiv bei der CNPD.

Dozou wëll ech em Folgendes soen: Ech sinn elo sechs Méint do. Ech hu mech an deene sechs Méint vill mat där ganzer Fro vun Deontologie, Ethik bis elo beschäftigt. Ech mengen, dat wëssen déi Leit, déi hei ronderëm sëtzen. A sechs Méint kréien ech natierlech net alles gemaach. Ech mengen, dat muss jiddweree mer zougestoen. Mä ech hu schonn eng Etüd an Optrag ginn, déi och mam Dateschutz ze dinn huet, nämlech déi vun der Kameraiwwerwaachung. Vun där gëtt elo hei net esou vill geschwat, mä et huet awer och iergendwou domadder ze dinn. Dozou hunn ech bei der IGP direkt am Ufank eng Etüd an Optrag ginn.

Dat Zweet ass: Ech sinn amgaangen, iwwert déi ganz Fro vun Deontologieskodex och mat der IGP ze schaffen. Niewebäi bemierkt hat ech jo nach e puer Dossieren ze bewältegen an der leschter Zäit och a puncto gesetzlech Basis vun den Aarbechtskonditiounen vun der Police an esou weider, déi Dir jo alleguerten entre-temps kennt, déi mer jo glécklech zu engem gudden Enn konnte féieren. Also alles dat a sechs Méint, ech mengen, dat ass net schlecht!

An datt ech duerfir elo déi doten Avise ginn, dat mécht duerfir déi Saach net méi schlecht, au contraire. D'autant plus, wann ech weess, datt alles dat, wat hei gefrot gëtt, a vëlleg zu Recht gefrot gëtt, déi Froen, déi sech gestallt ginn, datt déi Froe schonn zënter 39 Joer sech gestallt ginn! An datt schonn x Usätz gemaach gi sinn, vun deene verschiddenste Ministere vun deene verschiddenste Faarwen, fir déi dote Froen esou ze reglementéieren, am Sënn wéi jiddweree sech se heibanne stellt an et ni esou richtig bis elo gelongen ass. An donc, et muss immens komplizéiert a komplex sinn.

An dat erkläert wahrscheinlech och zum Deel, firwat et natierlech ëmmer erëm versicht gëtt.

An ech wëll nëmmen dorun erënneren: Eleng 2002, wéi jo d'Méiglechkeet bestanen hätt, dunn ass mam Fanger och op dat do scho gewise ginn, 2002. An do ass en Usaz gemaach gi vum deemolege Justizminister, mat engem Règlement grand-ducal, dee komplett zerrappt ginn ass vum Statsrot. An dunn ass en net nogebessert ginn. Dunn ass einfach d'Saach si gelooss ginn. Dunn ass deen ale Règlement grand-ducal erëm verlängert ginn!

Also wéi gesot, déi Froen, all déi Froen, déi vëlleg berechtegt sinn a wou, mengen ech, et och wichteg ass - an dat sollt en Haaptzil si vun deem, wat ech mer wënschen, datt mer hei diskutéieren -, datt mer all zesammen herno hei eng gesetzlech Basis hunn a Regeln hunn, déi deem entspriechen, wat mer eigentlech jo alleguer gär hätten, näämlech datt d'Police op där enger Säit ka schaffen - ech schwätzen elo nëmme fir d'Police, mä ech ginn dovunner aus, bei der Justice ass et net aneschtens -, datt si hir Enquêtë kënne maachen an datt awer d'Privatsphär an den Dateschutz a respektiv d'Rechter vun de Leit garantéiert ginn.

Duerfir, wéi gesot, no sechs Méint stinn ech gär zu mengem Bilan; fir dat dann ze beäntweren, wat den Här Mosar wollt hei opwerfen.

An ech waarden da mat Spannung elo op déi Avisen, déi ech wäert kréien. A wann déi Avisen erginn, dat hunn ech jo am Ufank och gesot, datt musse gesetzlech Nobesserunge gemaach ginn, wat mäi Volet betrëfft - an ech ginn dovun aus, fir anerer wäert et net anescht sinn -, da wäert ech déi selbstverständlech ugoen. An da wäerte mer déi mat der Chamber zesammen - well d'Chamber muss déi jo dann och stëmmen - dann och maachen.

Voilà, ech géif elo proposéieren, den Här Neuens soll vläicht all déi präzis Froen nach beäntweren, déi gestallt gi sinn un hien am Zesammenhang mat all deene Fichieren.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Merci, Här Minister.  
Den Här Neuens huet d'Wuert.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Merci, Här President. Ech mengen, ech fänke mam Archiv un, well déi Fro ass vu quasi allen Deputéierte gestallt ginn, an da géif ech duerno chronologesch ofaarbechten.

Wann een iwwert den Archiv schwätzt, muss ech nach eng Kéier soen, dierf een net vergiessen, dass dee Règlement grand-ducal vun 1992, deen den Archiv virgesäit, sech limitéiert op déi relationell Datebank, déi mer net realiséiert hunn.

Wat steet do dran? Et ginn zwee Deeler: Wéini gëtt eng Affär archivéiert en l'absence d'une décision judiciaire? A wéini gëtt archivéiert, wann eng Decisioun komm ass?

Ech fänke mam zweeten Deel un, dat ass deen einfachsten. Am Text steet, am Règlement steet, dass eng Decisioun muss, wann eng geholl ass oder wann eng Condamnatioun geschitt ass, da muss dat archivéiert ginn, wann do aus dem Casier erausgeholl gëtt. Dat heescht, dat Règlement erlaabt eis, déi Affären, wou eng Decisioun ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- ... dee Règlement vun 1992, dee gëtt et zënter dem Juni 2018 net méi! Dat heescht, Dir fuert nach ëmmer no dem Règlement vun 1992, obschonn et e guer net méi gëtt.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Jo, also ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo!

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Also et gouf e jo och u sech net fir de Fichier central. Duerfir hunn ech jo gesot, ech schwätzen elo vun deem, wat d'gesetzlech Basis ass, an datt deen Term Archiv ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dat ass keng gesetzlech Basis méi. Neen!

**Une voix.**- Här Roth.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Also gutt, dann, wa mer elo soen: „Vun 2018 un“, ech mengen, do ass jo déi Lecture, wou mir soen, dass mer kee Reglement brauchen.

An da kommen ech op déi Fro, déi den Här Mosar ugeschwat huet: Effektiv, d'CNPD huet gesot, si hätt léiwer Règlement-grand-ducallen a meng Erënnerung ass, dass de Statsrot gesot huet, dass deen neien Dateschutztext déi Logik net méi hätt, dass ee keng Reglementer brauch, an de Statsrot och gesot huet, dass déi Reglementer zwar de facto implizit duerch deen neien Text ofgeschaaft ginn, mä dass de Statsrot awer och gefrot huet, dass déi Reglementer formell duerch e Règlement grand-ducal ofgeschaaft ginn. An da stellt de Problem vum Archivage sech net.

Da schwätzt en hei vun deene generellen Durées de conservation, déi mer hunn. Da gëllt den Dateschutzprinzip vun der Durée, déi rasonabel ass. An da kommen ech zwar erëm op datselwecht zrëck, wou mir der Meenung ..., mir wëlle gären un deene Prinzipie vum Règlement grand-ducal vun 1992 festhalen. Well mir soen: Soulaang eng Affär an engem Casier ass an eng Persoun veruerteelt ass, dass et och interessant ass fir d'Police, déi Informatioun ze hunn, dass et do e Protokoll gëtt. Dat ass deen Deel.

Dat anert, dat ass: En absence d'une décision judiciaire, do huet den Text gesot, zéng Joer beim Crime an, wéi den Här Bodry richtig gesot huet, bei anere Contraventione waren et zwee Joer, bei Delikter war et sechs Joer.

Sou, wou kommen déi Delaien hier? Déizäit, '92, war d'Prescriptioun vun der Action publique vun den Delikter dräi Joer a mir hunn dat hei verduebelt. Mëttlerweil ass d'Prescriptioun bei den Delikter fënnef Joer. Wann een dat verduebelt, ass een op zéng Joer. Duerfir huet een haut déi zéng Joer an deenen zwee Fäll an duerfir proposéiere mir, op deenen zéng Joer ze bleiwen. An natierlech, d'Contraventione wëlle mer net op zéng Joer. Dat bréngt näischt. Do géife mer déi zwee Joer bäibehalen.

Och schonn '92, an deem Text - Règlement grand-ducal, wéi gesot -, do war et méiglech, dass eng Affär verjæert war no dräi Joer, mä mir konnte se sechs Joer halen.

Dat heescht, och deemools, per Règlement grand-ducal, konnte mir d'Protokoller halen, déi eigentlech verjæert waren. Dat war d'Logik vum Reglement.

Haut, an där Logik wou mer sinn, kéint dat passéieren, wa mer géife soen, mir halen d'Saachen zéng Joer, kéint et passéieren, wann en Delikt op de Parquet geschéckt gëtt an do géif net ..., géif keng Decisioun geholl ginn, et géif klasséiert ginn, da wär déi Affär iergendwann eng Kéier, no fënnef Joer plus, well d'Décision de classement sans suite ass jo och eng Interruption vun der Procédure, déi den Delai erëm e bësse verlängert, mä et kéint och da sinn, dass mir Affären dran hunn, déi verjæert wäeren.

Mä de Moment ass et éischer ëmgedréit. De Moment hu mir Affären am Archiv, déi eigentlech, laut Reglement, nach kéinten an der Partie documentaire, also an der Partie active sinn. Dat ass dee Kompromiss, dee mer gemaach hunn. A mir sinn eigentlech an deene meeschte Fäll do méi helleg wéi de Poopst, dat muss ee wierklech soen. Mä et ginn awer Fäll, wou et anescht ka sinn. Ganz kloer. Wéi gesot, dat nach eng Kéier, fir zum Thema Archiv ze kommen.

An, bon, d'Fro gestallt: Wéi oft gëtt dorobber zrëckgegraff? Majo, an der Logik vum Reglement, wéi et war, hätt et net vill Sënn gemaach, op eng Affär zrëckzegräifen. Well wann eng Affär, wann eng Condamnatioun do ass, an et ass aus dem Casier eraus, ma dann ass d'Persoun rehabilitéiert. Dat heescht, och wann ech do zrëckgräife ginn op Donnéeën, ech kann näischt dermat ufänken. Dat heescht, do géif et relativ wéineg Sënn maachen.

Well mir awer elo relativ fréi archivéieren, mécht et natierlech Sënn, kucken ze goen. Duerfir kënnt dat haut méi oft vir. An et ass quasi esou: Wann eng Enquête gemaach gëtt géint eng Persoun, wou e Beamten op déi Persoun schafft, da geet e sech – logesch - kucken, wat sinn d'Antécédents vun där Persoun um Polizeiniveau. An da gesäit en, dass e Protokoll archivéiert ass. An da gëtt beim Parquet nogefrot, beim Parquet général, fir Accès ze kréien, an dee kréie mer och an der Regel.

Mir hunn ... Natierlech, mir kréien et nëmmen, wann et der Finalitéit entsprécht. Mir haten elo e Fall, wou nogefrot gi war fir am Kader vun engem Rekrutement - do kommen ech herno drop zrëck, dat war jo och eng Fro -, do huet de Parquet général

gesot: „Neen. Dat ass net déi Finalitéit.“ Wou huet de Parquet général 100%eg richtig war a wou de Feeler war, déi Fro iwwerhaapt ze stellen. Voilà. Gutt.

Dat ass d'Situatioun vum Archivage. Da kéim ech der Rei no op d'Froen - ech fänken u mat deene Froe vum Här Reding: d'Definitioun vun engem Fichier secret.

Oh, vu dass mer keng Secretsfighieren hunn, hu mer bis elo och kee Besoin gesinn, se ze definéieren. A wat kéint e Secretsfighier sinn? Dat kéint e Fichier sinn, deen e Polizist uleet à l'insu vun der Generaldirektioun. Eises Wëssens gëtt et dat net. Et kéint e Fichier sinn, deen d'Generaldirektioun vun der Police decidéiert ze halen, dee mer géifen - lech hei, zum Beispill - ënnerschloen. Dat ass och net de Fall.

Et gëtt keng Secretsfighieren. Et ass natierlech esou, dass net all Traitement, dee mir maachen, iergendwou grouss op eiser Internetsäit steet, de Moment. Dat ass awer eppes, wat am Dateschutz virgesinn ass a wat mer och gamgaange sinn, ze maachen. Dat ass dee faméise Register. An där Logik si mer elo eréischt säit 2018. Do schaffe mer de Moment drun.

Do kann een eis de Reproche maachen, dass mer elo dat net hikritt hunn. Mir hunn awer, an dat ass, wat oft vu mer gesot ginn ass, wann en neien Text kënnt, dee komplex ass, do ass esou vill ze maachen, dass et net méiglech ass, dat hinzekréien.

Mir kënne jo och elo net 15 Leit astellen, dat do séier ze maachen, a se dann erëm ze entloossen, wa mer se net méi brauchen. Do si mer hannendran. Jo, mir hätte missen eigentlech dee Register do hunn. Hu mer net. A wann een elo seet: All Fichier ass secret, deen net publizéiert ass - jo, da kann een dat esou gesinn. Ass eis Lektür net.

E Secretsfighier wär fir eis e Fichier, deen illegal wär. An net e Fichier, deen elo net publizéiert ass um Internet. Wou awer och richtig gesot ginn ass: All Mënsch weess, wann e protokolléiert gëtt, e kritt jo eng Kopie vun där Informatioun, wann e gehéiert gëtt vun der Police, kritt en d'Informatioun, wann e beim Parquet ..., wann en an d'Prozedur erakënnt, kritt e se. Duerfir ass dat fir eis net secret.

Bon, natierlech, ëmmer wann ech elo hei schwätzen, als Polizist, natierlech, wa mir

vun Auteure schwätzen um Polizeiniveau, dat ass beim Parquet net anescht: Présomption d'innocence, dat sinn eigentlech Persounen, déi suspektéiert ginn, eng Strofdot gemaach ze hunn. Dat gëllt och fir d'Faiten.

De Fait, deen ass: Do gi mir hin a mir schreiwen all Qualifikatioun, déi méiglech ass. Ee gutt Beispill ass d'Escroquerie an de Faux. E Faux ass en Element vun der Escroquerie, kann awer och eng Strofdot fir sech sinn. Mir gi systematesch hin, dass mer beim Verdacht op eng Escroquerie et als Faux libelléieren an och als Escroquerie. Dann ass et um Parquet ze decidéieren, wat fir eng Qualifikatioun behält en zréck. Herno geet eventuell d'Chambre du Conseil nach eng Kéier d'Meenung änneren. Dann iergendwann eng Kéier um Fong gëtt et geännert. An d'Veruerteelung kann erëm eng Kéier an zweeter Instanz op eng aner Strofdot sinn.

Dat heescht, dat ka variéieren. Do kënnt et dann och vir, dass eng Persoun acquittéiert gëtt wéinst der Escroquerie, mä condamnéiert wéinst dem Faux oder ëmgedrëit. Dat heescht, Dir hutt en Acquittement net op d'Strofdot, déi e gemaach huet, mä Dir kritt en Acquittement op de Libellé vun der Strofdot. Wou sech och erëm d'Fro stellt: Wat läsche mer do? Mir läsche jo net de Fait. Mir läschen da vläicht déi Qualificatioun, awer net de Fait. Dee bleift bestoen. Et ass eng Condamnatioun wéinst Faux.

Dat ass jo och de Problem mat deem aktuelle System, dee mer hunn, well am Protokoll déi zwou Saachen drastinn. Wa mir dee Fichier hätten - wéi et de Moment am Raum steet, an der Ëffentlechkeet, dass mer en hunn -, do wär et einfach. Do hätte mer eng Persoun, do géif dann drastoen, déi ass protokolléiert gi wéinst Faux a wéinst Escroquerie. An da géife mer soen, bei der Escroquerie ass et e Fräisproch ginn. Dat géife mer läschen an de Faux géif bestoe bleiwen. Dat ass en technesche Problem, fir dat hinzekréien.

Affaires non poursuivies, war eng Fro. Jo, wann eng Persoun bei eis protokolléiert gouf, wa se eng Strofdot gemaach huet - wat eng Obligatioun ass, laut Procédure pénale -, schécke mir et op de Parquet. Wann de Parquet do e Classement sans suite mécht a mir ginn dat net gewuer, dat ass de Moment de Fall, net systematesch zumindest, da bleift déi Affär am System dran.

Dat war awer am Reglement INGEPOL och net anescht. Well do war de Classement sans suite, ass consideréiert gi wéi en l'absence d'une décision judiciaire. An da muss ee jo och bedenken, e Classement sans suite ass net definitiv. De Classement sans suite kann interessant sinn, um Polizeiniveau nach ze halen, well vläicht Reglementer da kommen, wou et dann heescht: Majo, elo sinn nei Elementer do an elo gëtt et kee Grond méi, ze klasséieren, mä et soll ee poursuivéieren. Also, och dat mécht Sënn.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Vu correctionneller Säit? Si se awer net schëlleg?

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Nee, nee. Nee, nee. Nee, nee. Ganz kloer. Also, ech mengen, dat ass bei eis evident, ...

**(Interruption)**

**M. Gilles Roth (CSV).**- Mir hunn och eng Direktiv Présomption d'innocence, wou den Artikel 3 seet, dass de Stat näischt däerf halen iwwer een, wann eng Présomption d'innocence do ass.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo.

**Plusieurs voix.**- Jo!

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Also ech ginn ... Ech muss dann och soen, jo ...

**(Interruption)**

Also, mir hunn och scho Leit mat der Présomption d'innocence an Untersuchungshaft geholl. Ech mengen, dat ass effektiv e Problem. Wou komme mer - an, ech mengen, dat hu vill Leit hei gesot ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- *Recours* ?



**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Do kënnt et ... Do ass einfach d'Limitt vum Rechtsstat. Ech mengen, dat ass e Problem.

Dat si grouss Prinzipien, mä déi hir Limitten ..., iwwregens och wéi eng Rei Dateschutzprinzipien, Droit d'accès beispillsweis, oder och Droit de rectification huet och Limitten.

Et ass jo kloer, dass en Täter eng Saach ..., pardon, e Suspect eng Saach anescht gesäit wéi en Opfer. An et ka jo net sinn, dass, zum Beispill bei enger Vergewaltung, de Suspect seet: „Dat war net esou.“, an da sträiche mir dat.

Ech mengen, dat sinn ëmmer zwou Logiken. An do kënnt een einfach u Limitten, wann een op där enger Säit d'Procédure pénale huet, op där anerer Säit den Dateschutz, an déi Exceptionne sinn d'ailleurs virgesinn am Dateschutz. Et ass net, dass dat net virgesinn ass.

Déi manuell Datebank, wou gefrot ginn ass, och vum Här Reding, déi existéiert net méi. Dat war jo dee Fichier central, dee virdu manuell war. Deen ass informatiséiert ginn. Wéi gesot, dat gëtt et net méi.

**Une voix.**- Ass en zerstéiert ginn?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Jo. Zerstéiert, do ass et esou: Am Reglement INGEPOL steet dran, dass eppes an der Partie archive zerstéiert gëtt no 60 Joer. Dat ass de Moment d'Regel, wéi se am Reglement stoung. Dat schéngt eis och relativ laang ze sinn. Dat mécht, a verschiddene Fäll, kee grouse Sënn.

Ech mengen, wann een elo veruerteelt gëtt zu enger laanger Prisongsstrof, 20 Joer oder méi, dass een déi Affär 30 oder 40 Joer hält, okay. Mä et huet kee Wäert, an dat ass awer, wat INGEPOL virgesäit. Stelltlech vir, Dir hutt eng Persoun, déi en Delikt mécht, déi kritt eng Strof, komm mir soen emol sechs Méint mat Prisong, déi hätt, wa meng Gedanken elo richteg sinn - ech sinn net 100 % sécher -, mengen ech, wär dat de Casier no fënnef Joer eraus. Mä et ass déi Gréisstenuerdnung zumindest. Dat

heescht, déi Affär misst bei eis no fënnef Joer archivéiert ginn a kéint 60 Joer dra bleiwen, no där éischer Inscriptioun. Dat schéngt iwwerdriwwe laang. A wann een do iwwert déi Delaien diskutéiere wëllt, do si mir absolutt Demandeur, fir doriwwer ze diskutéieren. Well dat bréngt absolutt näischt. Dat ass bei eis e risen Datevolumen an do kann ee ganz gären driwwer diskutéieren. Wéi gesot, mir hunn am Moment dat applizéiert, faute de mieux, wat mer haten.

Dem Här Mosar seng Fro iwwert den Avis RGD hat ech beäntwert. Ech soen lech et nach eng Kéier: Effektiv, d'CNPD hat dat gefrot. De Conseil d'État, menger Erënnerung no, huet et anescht ausgeluecht.

Jo, an dann, fir nach eng Kéier op d'Fro ze äntwerte fir den Accès: Jo, eng 2.000 Polizisten hunn Accès. Wa mer elo vun deene ronn 1.400 schwätzen, déi am aktiven Déngscht sinn - iwwert déi aner, wéi gesot, kann een och erëm eng Kéier diskutéieren; iwwert déi 1.400 ass et schwéier. All Polizist, deen am operationellen Déngscht ass, muss jo awer kënne wëssen, wann e mat enger Persoun ze dinn huet, wat déi Persoun ..., ween deen ass.

Wat wär d'Konsequenz, wa mer et anescht géife maachen? Wéi géife mer den Tri maachen? Géife mer der Police judiciaire méi e largen Accès gi wéi dem Beamten an Uniform? Jo, et ass awer de Beamten an Uniform op der Strooss, deen e kontrolléiert. Gi mer dem Beamten an Uniform dann den Accès, well deen op der Strooss kontrolléiert? Et ka jo och net sinn, dass deen, deen d'Enquête mécht, déi Informatiounen net huet. Dat gétt wierklech ganz schwéier.

An ech ... Jo, ech gesinn do keng richtig Léisung.

Wéi gesot, fir déi 600 Polizisten am administrativen Déngscht, jo. Do kéint een zum Beispill sech virstellen, dass déi Leit déi Polizei-Obligatiounen, dee Statut net méi hätten, dass se einfach ..., wann ee seet, déizäit, wou ech an enger administrativer Fonctioun sinn, brauch ech dat net. Mä dann dierf en awer och d'Flichten net hunn. Ech mengen, dann dierf awer och net **Entravestext** applizéiert ginn, wéi fir den aktive Polizist. Doriwwer kann ee sécher diskutéieren. Also, ech mengen, mir als Police hunn domat absolutt kee Problem. Mä de Moment ass et relativ schwéier am Rame vum

gesetzleche Kader.

Bon, fir dem Här Baum seng Fro ze beäntwerten, Moteurs de recherche: Jo, mir si wierklech esou schlecht. Dat ass guer keen Zweifel. Mir hunn déi Protokoller an engem Fichier dran an Dir kommt un déi Protokoller erun nëmmen iwwert den Numm vun der Persoun an natierlech och iwwert d'Nummer, am Fall wou den Auteur inconnu ass. Déi Affäre ginn nämlech mat der Nummer enregistréiert. Da musst Der d'Nummer hunn. Wann Der déi net hut - also, wann elo ee géif soen, do war eng Affär X, wou mer keen Auteur haten, déi war 2013, se ass vun deem an deem Beamte geschriwwe ginn, déi fanne mir am Fichier net erëm. Mir brauchen d'Nummer. Natierlech, wann ech weess wat fir e Beamte se geschriwwen huet, kann ech mech och un dee wenden. Awer am Fichier, wéi gesot, nëmmen iwwert d'Nummer, wann ech se hunn, oder iwwert den Numm vum Suspect.

Bon, mat de Motiver. Do weisen ech drop hin, dass mer en Text haten - 2009, wa meng Erënnerunge richteg sinn -, den Artikel 34 vum Police-Gesetz, wou mer d'Accèsen op d'Datebanke kritt hunn. Do war an der éischer Phas genau dat do virgesinn, dass beim Motiv eng Protokollnummer huet missen agedroe ginn. Do waren awer Fäll, wou herno gesot ginn ass: Majo, d'Protokollnummer entsteet jo am Fong eréischt, wann ech e Fait hunn. An de Fait kréien ech eréischt, wann ech d'Donnéeën hunn. Dat heescht, ech hu keng Protokollnummer. Et kënt also och ni zu engem Fait an ech ka keng Protokollnummer aginn.

Dunn ass do nogebessert ginn an deem Text, et ass erausgeholl ginn. An deem Commentaire vun deenen Artikelen ass gesot ginn, ech mengen och, de Statsrot hat et gesot: Dat, wat wesentlech ass, dat ass, dass ech d'Méiglechkeet hunn, erauszefannen, ween eppes nokucke war, wat de Motiv war. Elo kann een natierlech higoen an et kann een dee Motiv méi komplizéiert maachen. Et ännert awer näischt. An d'Kontrollen heescht ëmmer erëm méi administrativ Aarbecht fir d'Beamten. Do muss ee wëssen, wat d'Konsequenzen dervu sinn a wat et bréngt. Mä och do verschléisse mir eis enger Diskussioun net. Mir hätte just gär, wann eng Regel do geholl gëtt, dass ee sech bewusst ass, wat d'Konsequenze sinn. An dass een net déi Feeler mécht, déi mer an der Zäit scho gemaach hunn, dass mer Texter maachen, déi mer herno mussen nobesseren, well mer an der Praxis mierken, et fonctionnéiert net.

Also ech mengen, nach eng Kéier: De Motiv ass duerfir do, fir dass de Beamte weess, deen eppes nokuckt - ech muss e Grond hunn. Hie gëtt dorun erënnert. Dann ass et och esou, dass mir de Motiv notzen, well en Fonctioun vum Motiv den Accès zu den Donnéeën ze änneren.

Mir stellen eis zum Beispill vir ..., ech schwätze vun der Zukunft. Mir stellen eis vir eng Datebank eng Kéier ze hunn, vu wann dobaussen ee kontrolléiert gëtt, vun engem Beamten, dass dee Beamte just d'Informatioun kritt, wat géint déi Persoun virläit a wou se als Suspect geholl ginn ass. Mir wëllen net, an dat gëtt kee Sënn, dass e Beamten dobaussen, deen eng Führerschäinskroll mécht, gesäit, dass eng Persoun, déi e kontrolléiert, Opfer ginn ass vun Abroch zum Beispill. Dat wëlle mer änneren. Hu mer haut, wéi gesot, guer net. An do wëlle mer dann den Accès zur Informatioun op de Motiv ginn. Mä selbstverständlech, dee Beamten, dee jo dann zwou Kapen huet, Police administrative a Police judiciaire, dee kann, wann et e Grond gëtt, wann e Verdachtsmoment besteet, da swichte mat där anerer Kap, als Motiv Police judiciaire dann un d'Informatiounen kënnt, wann e se brauch, mä net wann en ee Führerschäin kontrolléiert. Dat stelle mir eis vir.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Ech hu just eng Zwëschefro.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Deen, deen lech op der Strooss unhält, dee freet dat dann of an da gesäit deen Äre ganze Fichier?

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Dee kritt d'Informatioun ... Fir de Moment gesäit en näischt direkt, well e keen direkten Accès huet, mä wann deen um Reseau nofreet, e kontrolléiert een, ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**-... da kritt e gesot: „Jo, deen do ass bekannt fir Abroch.“

Ech ginn lech e Beispill: Dir kontrolléiert owes um eelef Auer an der Cité eng Persoun. Et fällt lech een op, dir kontrolléiert déi Persoun. Dann ass et en Ënnerscheid ze wëssen, ob déi Persoun eng Kéier vläicht scho protokolléiert ginn ass wéinst Abroch oder net. Dat ass en Ënnerscheid. Wann déi Persoun ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Oder soss suspekt ass?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Natierlech suspekt. Ass se protokolléiert, ass se suspekt, an net veruerteelt.

Natierlech wär et interessant, ze wëssen, wa mir en direkte Feedback hätten, duerfir si mir jo och Demendeur duerfir, wa mir déi Informatioun vun der Justiz hätten, dass se veruerteelt wär wéinst dem Abroch, dat wier nach eng Etapp méi. Mä dat hu mer am Moment net.

Mä ech wëll awer einfach soen, vun der Basis hier mécht et schon en Ënnerscheid, wann ech dobaussen ee kontrolléieren, ob e bekannt ass oder net.

Ech kann en anert Beispill ginn, dat ass op Basis vun der Autosplack. Ech kontrolléieren en net direkt, mä op Basis vun der Autosplack kréien ech de Propriétaire. Ech froen de Propriétaire no. Ech kréie gesot: Deen ass verdächtig ginn, protokolléiert ginn zwee-, dräimol wéinst Abroch. Elo ass et jo interessant als Polizist, deen net ze kontrolléieren, mä mol vläicht ze kucken: Wat mécht deen?, an en am Flagrant ze erwëschen.

Wa mir keen Accès op d'Datebanken hunn, wat huet de Polizist als eenzeg Méiglechkeet? E kontrolléiert en. Deen, deen eng Intentioun hat, anzubriechen, dee seet sech: Okay, ech sinn erwëscht ginn, elo fueren ech heem. Dat ass d'Konsequenz dovun.

An duerfir ass et interessant fir eis, déi Informatioun ze hunn. Mä, nach eng Kéier: Dee Polizist, deen do kontrolléiert, dee brauch net gewuer ze ginn, dass déi Persoun, déi do kontrolléiert gëtt, eng Kéier Opfer ginn ass vun enger Strofdot. Dat ass net relevant.

Haut hu mer dat souwisou net. Wéi gesot, ech soen et nach eng Kéier: Mir hu just d'Informatioun iwwer e Suspect, dee protokolléiert ginn ass. Dat do stelle mir eis an Zukunft vir, dass mer den Ënnerscheid kënne maachen tëschent de Kategorien, wat den Dateschutz och virgesäit, et ass obligéiert. An da wëlle mer iwwert de Motiv dat trennen, dass een, wann ee Motiv agëtt Police judiciaire, eng Enquête also mécht, déi Gesamtinformatioun kritt.

Do kann ech och e Beispill ginn: Dir hutt eng Persoun, déi ass Zeie vun engem Autosaccident; et geet ëm eng riets Virfaart. Majo, wann ee siwen-, aachtmol Zeien a sechs Méint ass vun engem Accident an enger riets Virfaart - eng Kéier zu Esch, eng Kéier um Belair an eng Kéier iergendwou am Éislek -, da kann ech mer d'Fro stellen, ob dat e richtegen Zeien ass, ob mer net op engem Assurancëbedruch sinn, wou deen Zeie gefaked ass an herno Geschichten ziele kënnt. Dat ass e Beispill, wou ee kënnt soen, do wär et interessant fir ze wëssen, ob een Zeien ass an awer trotzdeem fir d'Enquête relevant ka sinn. Voilà.

Dann zur Fro vum Här Baum iwwert den SRE. Jo, den SRE huet just Accès zur Partie recherche. An do gëtt et och kee Blockage, well dat quasi zwou verschidden Datebanke sinn. Déi eng gëtt et, déi aner gëtt et net. Recherche gëtt et, Documentaire gëtt et an deem Sënn net. An do stinn, wéi gesot, déi Informatiounen dran, déi mer vun der Justiz kréien, wou eppes géint d'Persoun ze mellen ass.

Fréier war dat manuell. *Dir sidd erëm eng Kéier manuell an de Fichier gaangen, dann ass d'Demande erausgeholl ginn.* Dann ass dat eventuell gefaxt ginn. D'Persoun ass verhaft ginn. D'Dokumenter koumen no.

Haut ass dat elektronesch. Dat ka gemailt ginn. An dee Beamten, deen dann eng Persoun untrëfft dobaussen, dee kann déi Persoun da verhaften, op Basis vun deem Dokument, wat e kritt huet.

Den SRE kann net verhaften. Ech soen lech elo, dat ass meng perséinlech Meenung. Mä et wär besser gewiescht, den SRE hätt Accès kritt op déi Partie documentaire wéi op d'Partie recherche.

Well d'Partie recherche, domat mécht den SRE näischt. Wat huet den SRE dervun, ze wëssen, dass eng Persoun ze verhaften ass? Si kënnen emol net verhaften. Wann d'Persoun dobaussen een untrëfft, deen an hiren Terroristenenquête, beispillsweis, géif opfalen, a si gi gewuer, deen ass ze verhaften, da ruffe se d'Police, dass déi se verhafte kommen.

Et wär u sech méi logesch gewiescht fir d'Aarbecht vun dem Renseignement, hinnen Accès ze ginn op de Fichier central, an den Accès op d'Partie recherche hätte se eigentlech net gebraucht. Awer, dat ass eben d'gesetzlech Basis an dat applizéiere mer.

Dann op dem Här Bodry seng Fro, d'Distinctionen op deem INGEPOL an dem Fichier central: Wéi gesot, nach eng Kéier, e Fichier central ass et eigentlech ëmmer scho ginn. An d'Iddi vum INGEPOL war eng ganz aner. Dat war déi relationell Datebank, an dat ass de Fichier central definitiv net.

Nach eng Kéier, e Fichier central ass eigentlech ... Dat wat fréier iwuer Karteikaarte gemaach ginn ass, ass haut elektronesch. Mä dat, wat mer erauszéien, ass net méi wéi dat, wat och fréier de Fall war. An natierlech, wat haut och de Beamte ka maachen, en huet direkten Zougrëff op sengem PC, e kritt et gemailt, wou e virdrun hätt missen op d'Plaz sech deplacéieren oder et noutfalls da gefaxt kréien - wat och '79 natierlech net de Fall war. Do ass et dat och nach net ginn.

Déi zéng Joer, hunn ech erkläert, wou déi hierkommen. Elo kann ech meng Schrëft net liesen. Ah jo.

***(Interruption)***

Jo. D'Recoursen. Also wann ... Wéini gött op de Fichier central zrëckgegraff? Majo, wa mir beispillsweis vum Parquet eng Enquête ze maache kréien, wa mir een am Flagrant délit erwëschen

Wa mir eng Enquête préliminaire maachen, da kucke mir: Mat wem hu mer ze dinn? Wann elo zum Beispill een hikënnt, da ka jo emol passéieren, dass: Eng Persoun mécht Plainte géint eng aner Persoun, hein. Déi kënnt a se beschëllegt ee mat iergendeppes.

Natierlech: Mir müssen dat ophuelen. Mir kënne jo net soen: „Dat do ass net esou“. Mir hunn d'Obligatioun, wann dat Kapp a Schwanz huet, fir dat zu Pabeier ze bréngen. Mir hunn awer en Interêt, fir ze kucken ... Wann déi Persoun bekannt ass, wann elo mir eng Plainte kréie vun enger Persoun, wou een ee beschëllegt: Wann dat sech deckt mat engem Verhalen, wat déi Persoun schonn zwee-, dräimol gemaach huet, ass dat eppes anescht, wéi wann déi Persoun onschëlleg ass. An dat gëtt dann am Rapport geschriwwen.

Bon, dat anert, wat gefrot ginn ass, dat ass déi Saach mat der Finalitéit.

Zum Verglach am Fichier beim Rekrutement: Dat war fréier net gereegelt, guer net gereegelt. An dat ass effektiv gemaach ginn op Benefiss vun anere Verwaltungen. Net ... also, net op privat ... net op Privater. Mä un d'staatlech Verwaltungen ass dat gemaach ginn, en l'absence zur Base légale. Et war awer och net verbueden. Et kann een diskutéieren: Dierf d'Police dat, dierf d'Police dat net? Gutt! Ech loossen déi Diskussioun op.

Wat awer elo ass, dat huet geännert:

Éischtens emol hu mer elo am Polizeigesetz en Artikel 58, deen eis et erlaabt, Polizisten ze sreenen. Deen Artikel erlaabt eis net, d'Zivilpersonal ze screenen - wat e Feeler ass, a mengen Aen, well Dir musst lech virstellen: E jonke Polizist, deen op den UGRM schaffe geet, dee frësch ufänkt, dee gëtt gekuckt, an den Informatiker, dee mer astellen, deen Accès zu allem huet, dee gëtt net gekuckt, well en Zivillcharakter huet. Dat ass net logesch!

En A1-Universitär, dee fir d'Police judiciaire agestellt gëtt, deen OPG soll ginn an der Finanzsektioun, dierfe mir net kucken, well en zivill ass. Do wär et gutt, wann nogebessert géif ginn.



Et gëtt en anere Beräich, dat ass an der Fluchhafesécherheet. Do gëtt et e Reglement iwwert den Accès op d'Sécherheitszone vum Fluchhafen. Do steet am Reglement dran, dass d'Police e Screening ka maachen. Et ass tel quel de Prinzip selwer virgesinn an dem Règlement grand-ducal.

An da gëtt et nach déi schwedesch Initiativ, dat Gesetz vum 22. Februar 2018. Do ass de Prinzip deen: Deen definéiert am Fong, d'Police ass responsabel du traitement. An et sinn Donnéeën, wou d'Police den Accès drop huet. Déi sinn disponibel an accessibel. An do seet deen Text: Wann et eng Base légale gëtt, da kann d'Police déi Informatiounen ginn. D'Base légale, dass d'Police ka ginn, dat ass d'Gesetz vum 22. Februar. An d'Base légale, déi een dann nach brauch, ass déi Base légale, déi eng aner Verwaltung brauch.

An do hutt Der dann zum Beispill als Beispill de Waffefichier, wou mer Informatiounen ginn, déi mer och fréier ginn hunn, entweder ouni Base légale oder wéi een et wëllt huelen, oder mat enger douteuser Base légale.

Elo hu mer eng! A mir hunn do eng Kooperatioun. Bon, den Här Reding ass jo och deen, deen dat ënner sech huet. Do hu mer eng Kooperatioun, wou mir elo gesot hunn: Jo, do gëtt et eng Base légale, dass déi Donnée kann ... dass déi relevant ass, fir ze decidéieren, ob een e Fichier kritt oder net. A mir ginn déi Informatioun.

Stellt lech elo emol vir - elo kommen ech nach eng Kéier op dat zréck mat der Problematik vun der Suspicioun a Condamnatioun -: Mir protokolléieren een, mir suspektéieren een, dass e radikalisiert ass. Mir schécken deen op de Parquet. Et dauert een oder zwee Joer, bis déi Persoun wéinst Radikalisatioun veruerteelt ass, elo géif deen eng Demande maachen, fir eng Waff ze kréien. A mir géifen deem déi Waff ginn, well en ass net veruerteelt.

Gutt! Dann d'Madamm Hartmann: d'Prescriptioun, Acquittement. Do hunn ech zwar och schonn eng Kéier drop opmierksam och gemaach.

Acquittement hu mer e Problem de Moment, well mir net systematesch vum Parquet d'Informatiounen kréien. Do schaffe mer drun, dass dat fonctionnéiert. Dat ass och net esou einfach, well dat ass een enorme Volumen. Mir schwätze vu 40.000 Affären d'Joer. An dat kann een net manuell maachen.

Mir géifen et nach mat deenen 2.000 Polizisten iergendwou hikréien, der iergendwou fënnef dohinner ze setzen, déi dat maachen. Mä wa mer op der Magistratur musse fënnef Leit huelen, fir dat do ze maachen, bon ... Mir mussen en elektronesch System do hunn. Dat obligéiert eis, déi Datebanken zesummen ze maachen. Do schaffe mer, wéi gesot, drun. Mä dat ass de Moment net garantéiert.

Also: Jo, et ka passéieren, dass eng Persoun, déi acquittéiert ass, bei eis am Fichier nach dran ass. Et ka passéieren, dass dat an de Protokoll geschriwwen gëtt. Mä ech soen awer och do, wann d'Magistratur e kritt, eise Protokoll, si wësse jo, wat lass ass. Si kucken dat.

An da spille och déi normal Regeln. Ech mengen, wann ... Firwat ass dat do relevant? Ma dat ass relevant, fir ze wëssen ob et eng Recidive ass. An enger Recidive kann een näämlech, wann ee veruerteelt ass ... Et gëtt och do Delaien. An do këmmert sech d'Magistratur drëm. Dat heescht, am Endeffekt ass et net besonnesch wesentlech, ob déi Informatioun, déi de Parquet kritt, honnertprozenteg korrekt ass, well de Parquet déi Méiglechkeet huet, dat ze iwwerpréiwen. A wann et herno um Fong tranchéiert ass, do ass et korrekt. An et ass do, wou et Konsequenze fir d'Leit huet.

Elo kann ech meng Schrëft erëm net liesen. Ah jo!

Also, jo, eng Persoun kann effektiv nofroe bei eis, wat **hir** eng Donnéeë sinn. An do muss een den Ënnerscheid maachen tëschent der Procédure pénale an dem Dateschutz. Dat ass och schonn e puermol vun enger Rei Deputéierte gesot ginn. Dateschutz ass net alles. An do seet den Text och ganz kloer, dass d'Regele vun der Procédure pénale priméieren iwwert den Dateschutz.

Et kann net sinn, wann d'Procédure pénale beispillsweis enger Persoun, aus Grënn vun der Sécherheet vun der Enquête, den Accès net gëtt, dass dann d'Persoun iwwert d'Hannerdier den Accès ka kréien iwwert den Dateschutz. Dat steet tel quel am Text.

An eis Regel ass eigentlech déi: Wann d'Enquête nach leeft, da verweise mir op d'Procédure judiciaire. An do muss een och en Ënnerscheid erëm eng Kéier maachen, ob d'Persoun et weess oder net. Wann d'Persoun protokolléiert ginn ass oder d'Persoun zum Beispill eng Perquisitioun hat, da weess d'Persoun, dass op se geschafft gëtt. Dann ass also guer kee Problem, fir där Persoun ze soen: „Ma Dir wësst jo, dass Der Objet vun enger Enquête sidd. Went lech wannechgelift un den Untersuchungsriichter, deen d'Perquisitioun ordonnéiert huet.“

Wou et awer méi delikat ass, dat ass: Stellt lech emol vir, Dir hutt e Réseau vu Pedophilie, an an deem Kontext sinn e puer Leit verdächtig. Déi Leit, déi am Réseau sinn, wëssen et vläicht. Dat geet an d'Press: „Internationale Réseau.“ Do kann et sinn, dass eng Persoun sech seet: „Ups, kann dat mäi Réseau sinn?!“ Wann déi Persoun eis elo freet: „Wat hutt Der iwwer mech?“, da kënne mir net äntweren: „Mir hunn eng Enquête en cours“, wou d'Persoun da géif wëssen: „Oh neen, elo komme se eng Kéier bei mech. Elo zerstéieren ech alles.“ Do gesäit den Dateschutz och vir dee Prinzip: „Neither confirm nor deny.“ Dat heescht, mir soe weder Jo nach Neen.

An der konkreter ... Konkret heescht dat do: Wa mir do géifen ... Wa mir do probéieren, d'Dateschutzregelen ze respektéieren respektiv d'Enquête ze erméiglechen, da musse mir léien. Mir mussen där Persoun soen: „Mir hunn näischt iwwer lech.“ Well bei all anerer Äntwert, souguer d'Äntwert, fir ze soen: „Mir kënnen lech näischt soen“, weess déi Persoun ëm wat dass et geet.

Och do kommen erëm eng Kéier d'Limite vum Dateschutz par rapport zu der Procédure pénale. A wann een den Dateschutz iwwert d'Procédure pénale setzt do - wat ee ka maachen; dat ass eng politesch Decisioun -, da muss ee sech bewusst sinn, dass ee verschidden Enquêten net méi méiglech mécht.

An dann, den Här Goergen hat d'Fro gestallt: Beispiller vun anonymen Datebanken. Kënnt Der mer do vläicht nach eng Kéier ... Ech hunn elo net méi ... Ech hunn elo net méi ...

**M. Marc Goergen (Piraten).**- Neen, neen. Et war e Beispill ze kréien, natierlech anonym, net mat engem Numm vun enger Persoun.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Ah, okay. Jo.

**M. Marc Goergen (Piraten).**- Dass een eng Kéier gesäit, wéi déi Mask ausgesäit. Wéi gesäit ... Wéi freet een dat of? Wat steet do dran? Wéi eng Informatiounen sinn dran?

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Okay. Dat kann een absolutt maachen. Do kritt Der en Numm mat enger Referenz an da kritt Der de Protokoll. Dat heescht, konkret géife mer lech dann de Protokoll ginn, wou all Informatiounen geschwäerzt wäeren. Mä et ass eigentlech de Protokoll, méi ass et net.

**M. Marc Goergen (Piraten).**- ... d'Kommissioun, dass een eng Kéier ...

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo, jo, dat ass guer kee Problem, fir dat ze maachen.

An och d'Äntwert op d'Fro: Jo, natierlech gi mir déi Informatiounen och un d'Ausland weider am Kader vun der Entraide ... also der Coopération policière. An do gëtt et jo och da Regeln. Do gëtt et vill Regeln. Do gëtt et de Volet Interpol. Do gëtt et de Volet Europol. Do gëtt et Schengen. Do gëtt et Prüm. Do gëtt et Benelux. Do gëtt et ganz vill verschidde Regeln, déi am Detail verschidde sinn, mä mir ginn - fir d'Fro ze beäntwerten -: Jo, am Kader vun der Coopération policière gi mir déi Äntwerten, wann et eng legal Basis gëtt, fir déi Äntwert ze ginn; wat meeschtens de Fall ass.

D'Fro vum Här Roth iwwert d'Mineuren.

Do hu mer de Moment och e Problem. E Mineur ka jo net Suspect sinn. E Mineur ass Opfer. A vu dass mir d'Méiglechkeet nëmmen hunn ... nëmmen hätten, eng Persoun

als Suspect eranzehuelen, géif dat heeschen, dass mer, wa mer déi Informatiounen hätten, de Mineur als Suspect géife consideréieren.

Do hu mer e Problem. Do musse mer och un eiser Datebank schaffen, dass mer déi zwou Méiglechkeete kréien. An eis Meenung ass do, dass eben d'Informatioun vum Mineur natierlech net soll un all Polizist goen, de Mineur ass jo geschützt, awer déi Leit, déi am Jugendschutz schaffen, déi musse forcement déi Informatioun hunn. Well wa mir vum Parquet zum Beispill kréien, fir ze kucken, wann et ëm d'Protektioun vum Mineur geet, ob dee muss protegéiert ginn oder net, da musse mer jo wëssen, wat géint dee virlooch.

Mir kënnen natierlech och soen: „Da soll de Parquet eis déi Saache matliwweren.“ Dat kéint ee maachen. Do gétt et eng Rei Méiglechkeeten. Mir schaffen och do drun. Och do si mer haut net perfekt, hein. De Problem ass bekannt. Technesch net onbedéngt léisbar de Moment, hein. Mä dat ass e Problem, keen Zweifel.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Ech hunn nach eng Fro. Dat war déi, déi ech virdu gestallt hat. Dir hat gesot, de Parquet, deen hätt déiselwecht Informatiounen wéi Dir.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo.

**M. Gilles Roth (CSV).**- An do ass awer gesot ginn, vum Parquet, déi hätten eng Chaîne pénale.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Duerfir wëllt ech nach eng Kéier soen: Stëmmt dat oder ...

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo. De Parquet kritt jo de Protokoll, ne. Dat heescht, déi Daten-Informatioun. Bei eis kann een de Protokoll de Moment ebe just erëm kucken. Dat kann de Parquet och.

Wat fir en Deel vun deem Protokoll de Parquet iwwerhëlt fir an d'Chaîne pénale. Ech ginn emol dervun aus, dass den Numm drakënnt, dass d'Qualifikatioun drakënnt.

Ech kennen dee Jugement och elo am Detail net. An ... Mä d'Informatioun à la base, déi ass déiselwecht. Wéi déi weider traitéiert gëtt ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dat heescht, de Parquet huet och déiselwecht Informatiounen wéi Dir?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Absolutt, absolutt.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Och déi, déi suspekt sinn?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Ma jo, se si jo suspekt.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Okay.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Ech mengen ...

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État*.**- Par définition.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Da verstinn ech méttlerweil vill.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Jo, ech mengen, mir si jo obligéiert. Mir hu jo guer kee Choix. Mir kënnen jo net jugéieren, wann elo een zum Beispill eng Plainte féiere kënn ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dat heescht, déi Chaîne pénale, dat ass net nëmmen, wie wat gekuckt huet. Dat si carrement déiselwecht Informatiounen, wéi Dir hutt?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- De Parquet ... Mir schaffe jo fir de Parquet. Also, mir si jo ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, Neen, ech verstinn dat. Dir sidd ...

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Fir elo d'Beispill ze ginn - dat ass elo en extremt Beispill -: Elo kënt eng Fra Plainte maache wéinst Viol. Elo kann déi Geschicht eis nach esou komesch schéngen, wéi se schéngt, mir protokolléieren dat a mir beschëllegen ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Ech hu just eng Fro.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Jo.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Wann Dir elo kommt wéinst enger Führerschäinsaffär, dann huet deen zoustännege Substitut, deen an déi Sitzung geet, Accès zu sämtlechen Informatiounen iwwert déi Persoun, déi virgelueden ass?

Majo dach, dat ass awer dat ... Deen huet d'Méiglechkeet, fir dat ofzefroen. Sot: Jo oder Neen.

Jo?

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État*.**- U wien ass d'Fro gestallt? U mech?

**M. Gilles Roth (CSV).**- Ma un den Här Neuens.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Souvill wéi ech weess, huet e Substitut d'Méiglechkeet, all Informatioun ze kréien, déi an der Magistratur iwwer eng Persoun virläit. Mengen Informatiounen no.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Och wa se suspekt ass?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Se ass jo suspekt och beim Parquet. Se ass eréischt net méi suspekt ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, mä si ass suspekt vläicht an aneren Dossiere gewiescht, wéi dat, wou se suspekt ass an Ärer spezifischer Führerschäinsaffär.

**M. Jeff Neuens**, *Police grand-ducale*.- Jo.

**M. Gilles Roth** (CSV).- Okay. Merci.

**M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Awer net iwwer Äre Fichier. Duerch de Fait, datt e Procès-verballen huet. Et ass net iwwer hire Fichier, ne?

**Plusieurs voix**.- Jo, jo.

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Den Här Neuens kann déi Fro och net beäntwerten.

**Mme Martine Solovieff**, *Procureur général d'État*.- Neen, dat ass eng Fro u mech.

**(Brouhaha)**

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Den Här Neuens weess just, wat am Police-Dossier steet. Et wär gutt, wann d'Froe mat Präzisioun géife gestallt ginn ...

**M. Gilles Roth** (CSV).- D'Fro ass mat Präzisioun gestallt, Här Justizminister. Den Här Neuens huet gesot, dass - souwäit ech dat op jidde Fall elo verstanen hunn; zweemol - déi Informatiounen, déi d'Police hätt iwwer eng Persoun, déi suspekt ass, wat d'Procès-verballen ubelaangt, wat d'Rapporten ubelaangt, dass déi géife bei de Parquet goen, wat jo normal ass, well si rapportéiere jo dem Parquet, ...

**(Interruption)**

... an dass deemo de Parquet an hirem Fichier, dat ass mer awer nei, déiselwecht Zougangsméiglechkeeten huet, iwwert déi Persoun nozefroen, wat do ass. An dat explizéiert fir mech eng ...

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Här Roth, entschëllegt nach eng Kéier.

**M. Gilles Roth** (CSV).- Jo, jo.



**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Dass déi Procès-verballen eriwwer ginn, dat huet d'Madamm Procureur général jo scho virdrun erkläert. Wat dann an de Fichiere vun der Justiz ass, weess den Här Neuens net. Dat muss Der d'Madamm Solovieff scho froen. Dat weess den Här Neuens net.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Déi sinn awer do?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Also, deen Deel géif ech nach eng Kéier beäntweren.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Wéi gesot, dat musst Der d'Madamm Solovieff duerno froen, net den Här Neuens. Den Här Neuens weess dat net.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Deen Deel, deen ech beäntwere kann ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- (...) Da stellen ech d'Fro un d'Madamm Solovieff. Kann d'Madamm Solovieff dementéieren, dass, obschonn d'Fichieren eriwweginn, deen Accès net méiglech ass? Also, Dir musst eis awer elo net fir domm hei verkafen.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État*.**- Also, lauschtert emol. Déi Protokoller an déi Rapporten, déi erakommen, dat ass jo da selbstverständlech: Wann déi agedroe ginn, da si se alleguerte suspekt. Dat, wat mir da kucken: Ass et eng Victime oder ass et e Prevenu oder respektiv huet en duerno e Statut vun engem Inculpé? Mir musse jo kënnen déi PVen an déi Rapporten iergendwou androen, fir dass mer se selwer erëmfannen.

Firwat ass et interessant° Dir geheit e puer Saachen duercherneen. Dat do ass de JUCHA - Justice chaîne pénale, dat ass eng Banque de données de gestion vun den Dossieren. Selbstverständlech kënnen mir kucken: Wivill Affären? Wat hat deen? Mä dat ass awer net d'Base vun enger Condamnatioun!

Mir ginn an eng Audienz mat engem Dossier, mat engem Procès-verbal. A mir probéieren, wann et ee Prevenu ass, deen dräi Affären huet, déi fäerdeg sinn, fir an

eng Sätzung, anstatt, dass e méindes kënnt, dënschdes a mëttwochs, probéiere mir selbstverständlech, andeem mer déi Donnéeën do kucken, fir déi dräi Affären dann zesummen ze maachen. Effikassitéit vun der Justiz; wann ee ka vun Effikassitéit schwätzen.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Entschëllegt, Madamm Procureur général. Dat ass fir déi Dossieren, wou e virgelueden ass. Dann ass e jo inculpéiert oder beschëllegt.

Mä an deem Virstadium, d'Fro ass déi: Huet d'Justiz, wann déi eng Affär huet, zum Beispill eng Führerschäinsaffär, sämtlech Informatiounen iwwer eng Persoun, wou se a Rapporte respektiv PVe vun der Police an aneren eventuelle presuméierten Infraktiounen, déi awer emol näischt gi sinn, dra virkënnt?

An esou, wéi ech den Här Neuens verstinn, ass do d'Äntwert: Jo.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Den Här Neuens weess dat net.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- Här Roth ...

***(Interruption)***

**Une voix.**- Pst!

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dat ass eng Fro. Et ass einfach Jo oder Neen.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- Ma jo. Neen, mä Här Roth, Déi PVen an déi Rapporten, déi agedroe ginn, do ass jo necessairement ... Déi gi jo agedroe mam Numm ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- ... a mam Gebuertsdatum. Bon, do gi sämtlech PVen, déi déi Persoun concernéieren, agedroen, mä déi kënnen net

consultéiert ginn. Et ass just einfach nëmmen, fir ze wëssen: Wou ass deen Dossier drun? Mir kréie 60.000 PVen d'Joer!

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, jo jo.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Jo neen, net jo, jo, jo.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- Dat musse mer geréiere kënnen!

**M. Gilles Roth (CSV).**- Mir schéngt et awer eng aner Appreciatioun ze sinn, an dat rejoinéiert awer e bëssen dat hei. Dir sidd net frou mat der Police, hein. Ech beruffe mech hei op den Artikel 68, ...

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- Neen.

**M. Gilles Roth (CSV).**- ... fir dass net herno ...

*(Interruption par M. Félix Braz)*

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- Neen.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Neen, neen, neen. Hei si Saachen, déi ... Ech mengen, dass vläicht vun engem Riichter eng aner Appreciatioun ass, wat e méi Informatiounen iwwer eng Persoun huet, och wann déi net zu Infraktiounen gefouert huet, wéi wann e just eng Führerschäinsaffär jugéiert.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- Dat do ass ni an engem Dossier! Dat kënnen mir consultéieren, fir ze kucken, wéi mer d'Dossiere solle geréieren. Déi doten Informatioun iwwert de Passé oder Pseudopassé vun engem Justiciabel ass ni an engem Dossier pénal.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Neen. Si ass awer consultéierbar.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Majo, wat maache mer da mat där Informatioun? Mir kënnen awer keen Usage maachen an enger Sëtzung. An dat ass jo net dat, wat maßgebend ass. Mir baséieren eis op de Casier judiciaire.

Fir op Är Fro och eventuell ze äntweren: Et ass kee Rapport iwwert d'Mineuren an der Justice chaîne pénale. Et ass kee Rapport iwwert d'Mineuren an der Chaîne pénale. Esou eppes gëtt et net! Déi Rapporte betreffend Mineuren, déi kritt den Tribunal de la jeunesse. Déi hunn näischt an enger Justice chaîne pénale verluer!

An da gëtt et nach eppes anescht.

**(Interruption)**

Et sinn a verschidde Gesetzer ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- 2016, entschëllegt, ass en Uerteel vum Verwaltungsgericht komm, an dat huet mech sideréiert. Do ass eng Persoun vun 12 bis 15 Joer - vun 12 bis 15 Joer! -, déi zitéiert gouf an engem PV, dass eng aner Persoun Affer war vun engem Harcèlement moral. Aus deenen Ursaachen ass déi Persoun net an d'Police agestallt ginn.

Se huet e Recours gemaach - dat ass den Uerteel vum 25. Oktober 2016 - beim Verwaltungsgericht an do huet de Polizeiminister d'Affär verluer, well déi Persoun selwer, déi bei der Police postuléiert huet, net Täter war.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Ech wëll och nach op déi Fro zrëckkommen, déi Der relativ am Ufank gestallt hat, Här Roth. Dir hutt nees iwwert de Kandidat geschwat.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Et muss ee wëssen, ech kann dat elo net méi retracéierene, well dat ass och Dateschutz. Déi Akten, déi Actes de candidature ginn ee Mount nodeem den Interview war, zerstéiert. Ech kéint mer

virstellen, dass do e Casier dra louch. Ech kéint mer virstellen, well ech d'Zeitung och gelies hunn, dass do eng Condamnatioun vu Strosbuerg schéngt dra gewiescht ze sinn. Mä dat ass e Casier, deen hien ofginn huet. Op dee wäerte mer jo nach kënnen zrëckgräifen.

Op där anerer Säit musst Der wëssen, am Attachés-Gesetz zum Beispill: Wa mir Interviewe féiere fir zukünfteg Magistraten, do kënnen mir op Informatiounen zrëckgräifen - dat ass am AttachésGesetz -, kënnen mir Informatiounen bei der Police sichen a bei der Ju ... Mir kënnen et eis jo awer net erlaben ... Wa mer e Kandidat hätten, deen op der Gare Droge géif verkafen, a mir hätten d'Méiglechkeet gehat, fir dat an eiser Datebank ze kucken, mir kënnen dach keng esou Leit an d'Justiz eranhuelen!

Dir wäert deen Éischten, deen dann duerno géift soen: „Majo Dir hätt et jo kënnen kucken! Dir hutt jo Datebanken!“ Esou compartimentéiert kënnen mer awer net schaffen! Et deet mer leed!

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, entweder ass déi Persoun strofbar oder ass se net strofbar.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Majo, lauschtert emol, an enger éischer Phas, wann een e Rapport oder e PV erakritt, da weess een nach net, wat hannen erauskënnt. Deen Dossier muss jo traitéiert ginn. An do si jo relativ präzis Richtlinnen, déi genau dat virgesinn. Déi si säit 1988 .... Dat ass en automatesche System, wéini déi PVen alleguerten archivéiert ginn. Dat ass bei eis no dräi Joer, well dat tatsächlech ... Fir d'Contraventionne sinn et zwee Joer, well et correctionnel ... Dat war eben den Délai de prescription vun der Action publique.

Fir elo op den Dateschutz zrëckzekommen.

Mir hunn direkt, wéi dat Gesetz a Kraaft getrueden ass ... Mir hu bei all Juridiction hu mir DPOen. A mir hunn e Collège des DPO. An dee Collège des DPO, déi sinn amgaangen den Inventaire ze maache vu sämtlechen Donnéeën, déi mir iwverhaapt traitéieren. Dat ass ganz komplex! Mir hu Parqueten, mir hunn d'Tribunal, mir hunn de Juge aux affaires familiales, deen elo nei ass. Mir hunn de Civil. Mir hunn de

Commerce. Mir hu Parqueten, mir hunn d'Tribunal, mir hunn de Juge aux affaires familiales, deen elo nei ass. Mir hunn de Civil, mir hunn de Commerce, mir hunn d'Justice de paix, mir hunn d'Entraide judiciaire. Mir hu mëttlerweil op d'mannst a 40 Gesetzer, dass de Parquet général d'Autorité centrale ass fir déi Demanden, déi aus dem Ausland kommen. Do hu mer natierlech och eng Datebank. Mir mussen déi Demandë jo kënnen androen. Mir hunn de Répertoire civil, mir hunn d'Exécution des peines, mir hunn Dräibuer, mir hunn e Personalbüro, mir hu 700 Leit, déi bei eis schaffen, dat musse mer jo och traitéieren. Mir hunn de SCAS, dee fält och ënner eis Kompetenz, an de Casier judiciaire. A mir sinn amgaangen, en Inventaire ze maachen an eis och präzis Richtlinnen ze ginn. Mä fir den Ament ass et relativ vill Aarbecht, a mir hunn och nach aner Saachen ze dinn, wéi just dat do.

**(Interruption)**

Mä déi respektiv DPOen - an dofir hu mer der ganz vill agesat -, déi respektiv DPOe sinn amgaangen, dat opzeschaffen.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Wéi laang ass d'Journalisatioun? Dat heescht, wann elo een nofreet: „Wien huet zu wat fir engem Zweck wéini Donnéeën iwwer mech gekuckt?“ Wéi laang gëtt dat gehalen?

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Dat misst ech den Informatiker froen.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Bei der Police?

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- An der Police sinn et am Prinzip dräi Joer, wou mer d'Saachen halen.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dat heescht, d'Saache bleiwe méi laang stockéiert, wéi Dir d'Journale vun de Consultatiounen haalt?

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- D'Journalisatioun ass jo duerfir do, fir en Datemëssbrauch nozeweisen, an duerfir ass och, mengen ech, deen Ënnerscheid vun deem engen an deem aneren Delai. Et huet een dann dräi Joer Zäit, fir en

nozeweisen. Natierlech, do ass elo e Problem: Verschidden Dateschutzverstéiss, do muss een elo kucken, de Gros ass net méi penal. Ech mengen, fréier war de Gros vun den Dateschutzverstéiss penal, haut ass et ganz eng Peine administrative.

Et bleiwen natierlech nach verschidde Verhalen, déi penal sinn. Alles, wat Delikt ass, do ass d'Prescriptioun fënnef Joer, dat heescht, et wier eng gewësse Logik dran, fir dat fënnef Joer opzeféieren. Mä wou kommen déi dräi Joer hier, och historiesch bedéngt? Well fréier d'Prescriptioun vun der Peine dräi Joer war. Duerfir, wann ech also no véier Joer kucken, wat deen nogefrot huet, a mir wäeren am Fall gewiescht, nom alen Text, vun engem Verstouss, da wär d'Strofdot verjäert gewiescht. Duerfir hu mer dräi Joer geholl. Mir hunn nach dräi Joer.

Et däerf een net vergiessen: Dat ginn da grouss Datevolumen! An do ass och zu Bréissel, an der Diskussioun iwwert d'Dateschutzdirektiv, vu ville Leit gesot ginn, mir sollen ophalen, Datebanke vun Datebanken ze maachen, well am Endeffekt ass déi Journalisatiounsdatebank op eemol méi grouss wéi déi aner.

Wat zum Beispill interessant ass, e bëssen als Anekdot: D'Belsch, déi benotzen déi Informatiounen. Wann do beispillsweis eng Persoun vun der Police op dräi verschiddene Plazen iwwerpréift gëtt, zu Antwerpen, zu Bréissel an zu Arel, an engem bestëmmten Zäitraum, da geet eng rout Luucht un, an dat fonctionnéiert iwwert d'Journalisatioun. Mä da gesäit een am Fong och erëm eng Kéier: Och d'Journalisatioun, dat sinn erëm Daten, an et gëtt jo och am Dateschutz de Prinzip vun enger Minimisatioun vun den Donnéeën. Duerfir proposéiere mir, un deenen dräi Joer festzehalen. Et kann een op fënnef Joer eropgoen, doriwwer eraus huet kee Wäert. Wat sécherlech kee Wäert huet, dat ass, d'Donnéeën esou laang ze halen, wéi et d'Datebank gëtt.

Wat ee jo och net däerf vergiessen: Wann eng Persoun an der Datebank dran ass, an, komm, mir soen, déi Donnée ass säit zéng Joer dran, an ech ginn no zéng Joer kontrolléieren, ma dann ass dat tëschent zéng an 13 Joer, wou déi Journalisatioun gehale gëtt. Dat heescht, erëm eng Kéier dräi Joer vun der Consultatioun un. Mä dräi Joer no der Consultatioun ass d'Journalisatioun eraus. Et kann awer sinn, dass d'Donnée nach do ass. Et kann och sinn, dass d'Donnée eraus ass, mä

d'Journalisatioun nach do ass. Dat ass eng ganz aner Finalitéit. Wéi gesot, et geet drëm, fir Verstéiss festzestellen.

Bon, den Här Fayot hat nach e puer Froen, déi ech, mengen ech, beäntwert hätt, D'Archiv, a wéi oft nogekuckt gëtt. Relativ oft, dat heescht, quasi ëmmer, wann e Polizist am Fichier gesäit, dass eng Persoun en Archiv huet, gëtt nogefrot. Ech erënneren nach eng Kéier drun: Dat ass, well mir däitlech éischerter archivéieren, wéi mer missten. Wann d'Regele vum INGEPOL géifen applizéiert ginn, da géif et an deene meeschten Affären iwwerhaupt kee Sënn maachen, d'Archiver kucken ze goen.

Vläicht anekdotshalber, mir waren elo och vun der Belsch kontaktéiert ginn, dat beweist, oder dat äntwert op zwou Froen: Déi vum Service étranger hunn am Kader vun der Tuerie du Brabant wallon eppes nogefrot bei eis. An dunn ass dann erauskomm, dass déi Persoun, iwwert déi se nogefrot hunn, bei eis effektiv am Fichier dra war, archivéiert war. Déi Affär ass 35 Joer al gewiescht. Déi Persoun war awer net condemnéiert gi bei eis, dat heescht, déi hätt eigentlech missen archivéiert sinn, wat se am Endeffekt och war. An do hu mer mam Parquet général geschwat a mir hunn hinnen déi Informatioun ginn, well mer gesot hunn: D'Tuerie du Brabant wallon ass net näischt! A well mer gemierkt hunn, wéi mer do kucke waren: Dat war dee Milieu, dat ass dee Milieu vun de Braqueurë gewiescht! An do hu mer de Belsch déi Informatioun ginn.

Dat ass elo e konkret Beispill, wou eng Donnée sécherlech hätt missen archivéiert sinn. Dat war se, se hätt och kee Casier gehat, wa se veruerteelt gi wär, well et dann eriwwer gewiescht wär. An do hu mer déi Informatioun ginn, well mer einfach gesot hunn, dass et fir si ka relevant sinn, net wéinst der Persoun, mä wéinst dem Entourage, wéinst de Kontakter, well een awer gesäit, dass déi Persoun Kontakter an deem Milieu hat. Wou mir net wëssen, ob se hinnen eppes bruecht hunn oder net, mä wou mir gemengt hunn, et wär sënnvoll, déi Informatioun ze ginn. Wéi gesot, ee konkret Beispill vun enger Archivage-Informatioun, déi mer weiderginn hunn.

Mir haten da scho geschwat iwwert de Recrutement, wat haut d'Situatioun ass. Iwwert d'Motiver, do kann ee méi wäit goen, mä wéi gesot, oppassen, dass mer net herno e Pabeiertiger schafe mat de Motiver, wann ee wëllt eng Donnée kucke goen. E Polizist,



deen operationell schafft, deen huet ëmmer en Argument, fir kucken ze goen. Dat heescht, mir verhënneren am Endeffekt näischt, dat heescht, mir maachen näischt fir den Dateschutz. Mir maachen d'Liewe vun de Polizisten einfach just méi komplizéiert. A mir hu jo im Nachhinein d'Méiglechkeet, nokucken ze goen, wann eng Persoun sech beschwéiert a seet: „Hei, ech sinn do zu iergendeppes gekuckt ginn“, wéi dat elo hei an deem konkrete Fall jo ass. Mir hunn dat iwwerpréift. Mir stelle fest: Et war net esou. A wann et esou gewiescht wär, wann déi Persoun nogefrot gi wär, wat jo d'dateschutzbeoptragt Initiativ gemaach huet, dann hätt dat Konsequenze gehat. Mä wéi gesot, et ass net nogefrot ginn.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice***.- Merci, Här Neuens. Madamm Solovieff.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État***.- Jo, ech hätt nach just eng Präzisioun, dat hat ech vergiess ze soen, firwat et fir eis wichteg ass, dass mer och déi archivéiert Fichiere kënnen behalen an deem Status vun den Archiven. Mir hu jo nach ëmmer eng Méiglechkeet vun der Revisioun. Wann eng Revisioun géif ugefrot ginn, da musse mer jo awer kënnen op den Dossier zrëckgräifen, dat ass jo awer elementar. An déi Revisioun ass jo ...

**M. Gilles Roth (CSV)**.- Wann e veruerteelt ass!

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État***.- Ah bein, wann e veruerteelt ass. Mä dann ...

**M. Gilles Roth (CSV)**.- Neen, awer net, wann ee presuméiert ass, eppes gemaach ze hunn, an net agestanen huet.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État***.- Jo, d'accord, mä awer fir déi, dat si jo awer déi meescht, déi och condemnéiert sinn. Dat ass eng vun den Ursaachen, firwat dass och déi Partie Archimage fir eis wichteg ass.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice***.- Den Här Minister Braz wollt kuerz reagéieren.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Jo. Mir si jo hei, fir Kloerheet ze schafen an e bësse Liicht dohinner ze bréngen, well an der leschter Woch, an deene leschten zéng Deeg zimlech vill behaapt ginn ass, och wann ech net ëmmer ...

***(Interruption par M. Gilles Roth)***

... och wann ech net ëmmer sécher sinn, dass et argumentéiert war, wat do behaapt ginn ass. Mir hunn eng éischt Äntwert op eng Question parlementaire schrëftlech ginn. Dat huet och deels zu Commentairë gefouert, wou ech och do d'Argumentatioun e bësse vermësse vun de Commentairen. An duerfir si mer haut hei.

Duerfir wier ech frou, Här President, wann den Här Baum, dee virdu gesot huet, en hätt och nach Froen un de Parquet, déi wierklech all haut kéint stellen. Ech wier ganz frou, all déi Froe kënnen ze héieren an och ze beäntwerten, déi gestallt sinn. An ech géif awer och an aller Frëndschaft dem Här Roth gäre soen, dass et gutt wier, wann Dir alles sot, wat Dir denkt. Well Dir stellt eng Fro, a wann Dir eng Äntwert kritt, da maacht Dir esou, wéi wann dat dann net gutt genuch wier. Ech fuerderen lech ausdrécklech op: Sot, wat Dir denkt, da kënne mer driwwer schwätzen. Wann Dir Bedenken hutt, bei wat och ëmmer, sot et. Wann Dir sot, Dir géift do konkret e Fall kennen, wou Ärer Meenung no eppes schifgaangen ass, sot et.

Ech wier ganz frou, wa mer haut hei herno erausginn, iergendwann eng Kéier, an dann ass alles, wat een op de Longen hat, gesot a beäntwert. Well fir duerno erauszegoe mat Saachen, déi heibannen net evoquéiert gi sinn, dat ass net de But vun haut.

An ech hunn och kee Problem, wa mer haut nach verlängeren oder eng weider Sëtzung géife maachen. Mir ass et wichteg, dass, wann iergendwellech Saachen do sinn, da wëll ech se net am Raum stoe loossen. Ech wëll, dass déi Saachen hei gekläert ginn. Op der Säit vun der Magistratur stellt jo keng Fro sech vun der Base légale, wou ech iwwregens komplett dat rejoignéieren, wat den Alex Bodry virdu gesot huet. Déi Base légale ass viru manner wéi engem Joer als Base légale fir all déi dote Froen no ausgibeger Diskussioun unerkannt ginn.

Wa mer also haut mengen, mir missten déi Base légale verbesseren, evoluéiere loossen, ass dat eng aner Diskussioun. Dat gëllt fir all Gesetz, wat et an dësem Land gëtt. Awer duerzestellen, wéi wa mer haut an enger Situatioun wieren, wou mer keng Base légale hätten, dat ass net richtig. Déi Froen, déi sech ronderëm d'Base légale gestallt hunn, hu mer viru manner wéi engem Joer diskutéiert a mat 57 Stëmmen och verabschied.

Wa mer elo erausfannen an den nächste Méint oder Joren, dass mer géife mengen, se wär perfektibel, da maache mer dat wéi bei all Gesetz, wat et an dësem Land gëtt. Mä do gëtt et näischt Skandaléises. Dat ass eng ganz normal Evolutioun vun de Legislatiounen. Wat déi Fichiere vun der Magistratur betrëfft, stellt déi Fro sech net. Si sinn ni ënnert dem Reglement gelaf, deem Reglement, wou dann diskutéiert gëtt: Gëllt et, gëllt et net? Dat war ni de Fall bei der Magistratur, ech wëll dat och gären dofir festhalen.

An nach eng Kéier, Här Roth, wann Dir nach Saachen hutt, wou Dir mengt, do wär vläicht eppes net richtig, sot et wannechgelift. Da kënne mer driwwer schwätzen. An ech wier eben och frou, wann den Här Baum déi Froen, déi e virdrun ugedeit huet, kéint stellen, fir dass mer se kënne diskutéieren a beäntweren.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice*.**- Zum konkreten Oflaf géif ech proposéieren, dass den Här Baum an den Här Roth, fir dorop anzegoen, dass mer déi Froen, ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Ech kann dat ganz kuerz maachen.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice*.**- ...dass mer déi Froe relativ zum zweeten Deel, déi mer nach wollten zur Justiz an zum Parquet stellen, dass mer haut en Inventar maache vun deene Froen, wa mer net mat der Diskussioun derduerchkommen. Ech kucken op d'Auer, ech mengen, mir hunn de Mëtteg Plenièr, wa mer géint 12.00 Auer kéinten ophalen, a wa mer eis duerno musse vertagen, da vertage mer eis, dat soll net de Problem sinn. Mir sinn domat ugetratt, dass mer Kloeerheet an deem Dossier wéilten. Mä ech wär frou, wa mer den Inventar vun den Haaptfroen bis 12.00 Auer kéinten duerchhunn.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, ech kann dat ganz kuerz maachen. Déi Froen, déi mir ze stellen hunn, do hu mer der schonn eng Rei gestallt. Mä ech muss lech soen: Dat, wat mer haut gewuer gi sinn, do stelle sech der bei mir op jidde Fall eng ganz Rei weider.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Da stellt se! Mir sinn hei, fir drop ze äntweren.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, jo.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Soss bréngt dat hei net vill.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Da stellen ech lech d'Fro, da soen ech lech ganz konkret d'Fro.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Voilà! Fuert duer!

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dass mir e Gesetz 2018 gestëmmt hunn, wou ech der Meenung sinn, dass, wann een de Conseil d'État an d'CNPD liest, dass ee fir d'Datebank vun der Justiz an d'Datebank vun der Police misst e spezifescht Gesetz hunn, ob Base vun dem Artikel 8 vun eiser Konstitioun, nämlech d'Protection vun der Vie privée, an dass déi net kann iwver Reglementer oder intern Direktive geregelt ginn, dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass: Dir sot, mir hunn e Gesetz gestëmmt. A wann ech d'Kritäre vun dem Gesetz vun 2018 liesen, besonnesch den Artikel 3, dass déi Datebanke vun der Police a vun der Justiz, zumindest, wéi mer se haut virgestallt kritt hunn, awer net am Geréngsten deene Kritären an Ufuerderungen aus deene Gesetzer entsprechen.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Den Här Minister wollt kuerz dorobber reagieren. Da kënnt den Här Baum hannendrun.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Ech wollt eppes zu där éischer Fro, also där éischer Remark vum Här Roth soen, an zu där zweeter wollt ech em soen: Mir kréie jo nach zwee Avisen no am Oktober. Déi wäerte jo dann entweder bestätegen, wat Dir sot ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Mir hunn och d'Dateschutzkommissioun, do ass och eng Convocatioun...

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Jo. Mä da loosst mech emol ausschwätzen, loosst mech emol ausschwätzen.

**Une voix.**- D'Iddi ass gutt.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Berouegt lech einfach e bësselchen an da loosst Der d'Leit emol ausschwätzen. Dir kritt op all déi Froen eng Äntwert. A wann Är Aschätzung sech sollt bestätegen duerch déi Avisen, déi mer kréien, dat hunn ech am Ufank scho gesot, da ginn Ännerungen an de Gesetzer gemaach.

Ech wëll dann zum éischte Punkt kommen an awer rappeléieren, wat den Alex Bodry gesot huet, datt dat Gesetz am Juli 2018 war. Dat ass nach kee Joer hier an et ass mat 57 Stëmmen hei gestëmmt ginn. A menges Wëssens waart Dir jo och an där leschter Chamber hei derbäi. An den Här Bodry huet och zu Recht gesot, datt déi dote Froen - dat ass awer elo kee Reproche - zumindest deemools net opgeworf gi sinn. An duerfir géif ech och manner echaufféiert doriwwer diskutéieren an einfach soen: Et kann emol sinn, datt am Laf vun der Zäit een zu aneren Erkenntnesser kënnt. Well Dir sidd jo och zu aneren Erkenntnesser komm wéi déi, déi Dir hat d'lescht Joer am Juli par rapport zu haut.

Duerfir fält kengem eng Zack aus der Kroun.

**Une voix.**- Kee Problem.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Mir ass nach ni eng Zack aus der Kroun gefall, wann ech gesot hunn: „Okay, do mengen ech, do louch ech vläicht net grad esou richtig, elo hunn ech nei Erkenntnisser, mir kënnen dat änneren.“ Duerfir brauche mer doriwwer guer net opgereezt ze diskutéieren. A wann d'Rapporten an alles dat dann erginn, da wäerte mer déi Nobesserungen do maachen.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Okay. Merci. Den Här Bodry. Neen, den Här Roth, pardon, den Här Baum.

**M. Marc Baum (*déi Lénk*).**- Also, ech hunn awer just e bësse Problemer mat der Prozedur. Ech hu kee Problem domadder, elo och nach eng Kéier hei eng ganz Rëtsch Froen ze stellen. Mir diskutéieren elo dräi Stonnen am Stéck. Ech mengen, mer bräichten alleguer vläicht awer d'Méiglechkeet, hoffentlech, wa mer de Verbatim dann hunn, och nach eng Kéier dat ze retracéieren.

Ech hunn eng ganz Rëtsch Verständnisfroen, déi ech zum Deel net verstanen hunn, respektiv Froen, déi ech nach eng Kéier wéilt nostellen, déi, mengen ech, net beäntwert gi sinn oder wou mir op jidde Fall net kloer sinn.

Bon, ech kann awer elo nach eng Kéier Froefelder zumindest opmaachen. Dat gëllt souwuel fir d'Fro un de Parquet wéi un d'Police. Wivill där Fichen, oder wat ass den Ordre de grandeur vun deene Fichë par rapport zur Populatioun zu Lëtzebuerg? Wivill Fiche sinn et, 20 % vun der Populatioun schätzungsweis, 15, 50, 0,2? Wat ass den Ordre de grandeur, datt ee sech ongeféier virstelle kann, wat d'Ausmooss dovunner ass?

Déi zweet Remark, dat ass elo méi spezifesch un de Parquet: Dir hutt, wann ech dat richteg verstanen hunn, eng enorm Base de données, déi nach méi grouss ass wéi déi vun der Police, well d'Police just een Element vun där Base de données ass. A mir ass net kloer, wéi déi Base de données verwalt gëtt, wéi se geréiert gëtt. An ech kann iwwerhaupt net aschätzen, ob dat am Aklang ass mat dem 2018er Gesetz, einfach, well ech et net verstinn am Moment.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Déi Äntwert kréie mer elo, Här Baum. Duerfir hunn ech ...

**M. Marc Baum (*déi Lénk*).**- Jo, beim Parquet hunn ech ...

Ech hunn elo ...

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure*.**- Ah, pardon!

**M. Marc Baum (*déi Lénk*).**- Ech hunn elo just vum Parquet geschwat, well déi Base de données nach wesentlech méi grouss ass. A wat mat deenen Donnéeë geschitt, do, mengen ech, datt den Här Roth awer net onrecht huet, well et geet jo awer schonn ëm d'Opportunité des poursuites a verschiddene Fäll, wou de Parquet driwwer jugéiert, wéi eng Suite hien enger bestëmmter Affär gëtt, an ob dann do Elementer an d'Consideratioun matgeholl ginn, déi eventuell näischt mat deem Fall ze dinn hunn. Dat sinn awer a mengen Aen duerchaus wichteg Froen.

Ech hunn och net richtig verstanen: Huet de Parquet dann elo een DPO, deen zentral ass? Hunn all déi verschidden Departementer hiren eegenen DPO? Wéi funktionéiert dat?

An dann, ee Beispill, just fir et ze zitieren, wéi awer zumindest potenziell willkürlech eng net seriö genuch Handhab mat deene persounebezunnenen Date ka sinn, ass en Temoignage, deen op Facebook ass vum ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dir baséiert Iech op den Artikel 68.

**M. Marc Baum (*déi Lénk*).**- Ech mengen, datt den Artikel 68 och fir mech gëllt, wann ech mech net dorobber beruffen. Mä Dir hutt awer op jidde Fall recht. Et ass eppes, wat op Facebook steet, an déi Leit sinn och domadder averstanen, datt een dat zitiert. Et geet ëm d'Kënschtlerkollektiv Richtung 22, déi eng Statu opgestallt hu fir den Här Marx, awer net deen, deen eis nosteet, mä dee vun der Bankenopsicht. An déi Persoun huet dann eng Plainte gemaach.

**(Interruption)**

**(Hilarité)**

**M. Marc Baum (*déi Lénk*).**- Jo, jo. An déi Persoun huet dann eng Plainte gemaach an d'Police huet enquêtéiert. A se trëfft dann op der Plaz zwee Leit un, déi eng Foto

gemaach hu vun hirem Wierk. Bon, d'Police freet d'Identitéit vun deenen zwou Persounen. An et kënn dann eraus, no der Identitéitskontroll, datt d'Police zu deem enge vun deenen zwee seet: „Ah, mä Dir waart dach schonn derbäi bei där Geschicht mat der Philharmonie mat der Kräid.“ A wat geschitt? D'Police enquêtiert exklusiv géint déi eng Persoun, well si schonn eng Kéier am Fichier stoung, fräigeschwat ginn ass, viru Geriicht fräigeschwat ginn ass, an net géint déi aner, déi quasi niewendru steet a seet: „Jo, mä ech, ech sinn dach grad esou.“

Do gesäit een awer, datt eng potenziell Willkür do derhannert stécht, déi, mengen ech, ganz geféierlech ass. Hei ass elo nach e ganz harmlose Fall, deen, mengen ech, net esou eng grouss Geféierlechkeet huet. Mä ech mengen, datt dat awer e gutt Beispill ass, wann et net eng seriö Handhabung gëtt vun deene Banque-de-donnéeën, wéi se kënnen a verschiddene Situatiounen awer willkürlech Reaktiounen provozéieren. Awer fir d'Éischt: Ech weess nach ëmmer net, wéi déi Base de donnée vum Parquet geréiert gëtt. Do musst Der mer wierklech nach eng Kéier hëllefen.

**(Interruption)**

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Madamm Solovieff, wann Dir wëllt.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- Ech ...

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Erlaabt just ganz kuerz, ech wollt eng Remark maachen, vu datt mer an enger Kommissioun sinn, wou jo vläicht herno e PV gemaach gëtt. Ech liesen hei op RTL, datt een Deputéierte vun dëser Kommissioun, an zwar den Här Laurent Mosar, eng Stonn hei war, Froe gestallt huet, d'Froen an d'Äntwerten op d'Froen net méi nogelauschtert huet, och d'Äntwert vun de Ministeren net méi, erausgeet bei RTL an do seng Commentairen ofgëtt, déi elo schonn um RTL-Site stinn, an datt hei steet: D'Reunioun, déi u sech op eng Stonn ugesat war, huet um Enn bal dat duebelt vun der Zäit gedauert.

Dat heescht, ech sätze jo nach ëmmer hei, a mir alleguer och hei, soudatt ech dervun ausginn, datt hei Commentairë gemaach ginn, an datt hei just en Interesse bestanen



huet vun engem Deputéierten, nämlech dem Här Laurent Mosar, fir eranzekommen, seng Froen ze stellen, d'Äntwerten net nozelauschteren an eraus bei ...

**(Interruption)**

Här Roth, Dir sidd hei, Dir sidd jo och entschëllegt, Dir sidd jo ...

**M. Gilles Roth (CSV).**-... dass eng Léisung kënnt.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Jo. Ech och. Mä ech wëll just soen, wat den Här Mosar hei op RTL gesot huet. Ech fannen awer wichteg, wéinst dem Verbatim, datt dat festgehale gëtt.

**Mme Octavie Modert (CSV).**- Ech muss mech entschëllegen, ech war elo erausgaangen. Ech hunn nach eng aner Kommissioun amgaange gehat. Ech sinn elo erëmkomm. Ech hunn näischt gesot. Ech wëll awer just soen: Et waren och aner Kommissiounen. Et si Leit, déi einfach hu missen éischer goen.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Jo, mä deen hei war net an enger Kommissioun, wéi ech dat festgestallt hunn.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Dir waart och net bei RTL.

**(Brouhaha)**

**Mme Octavie Modert (CSV).** - Ech hunn awer missen erausgoen.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Jo, jo. Mir hunn elo net vun lech geschwat. Dir gitt op RTL net zitéiert.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Also, als neie Chamberdeputéierten an als President hei fannen ech dat relativ penibel, dass, wann ech eng Sitzung presidéieren, wärenddeem Leit dobaussen hir Kommentaren ofginn. Ech protestéieren an där Hisiicht absolutt.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- ... froen déi nächst Kéier.

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice.***- Absolutt!  
Mir hunn ...

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Dat misst direkt iwverdroe ginn. Et misst direkt iwverdroe ginn, an de Livestream.

**M. Alex Bodry (*LSAP*).**- Dat froe mir scho méi laang.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Genau!

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Jo, ech sinn och do derfir.  
Ech sinn ...

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice.***- Voilà! An an deem Sënn ... Här Minister, an deem Sënn proposéieren ech dann, dass mer och als Commission jointe de verbatim der Demande vun der CSV Rechnung droen ...

**Une voix.**- Absolutt!

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice.***- ... an de Verbatim bei der Conférence des Présidents ufroen. Ass dat esou okay fir d'Membere vun der Kommissioun?

**(Assentiment)**

**Une voix.**- Très bien !

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice.***- Da maache mer dat.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dass mer eis do gutt verstinn: Ech verstinn, dass hei ... Mir hunn awer och e bësse Verständnis fir de Rechtsstat. Wann hei Informatiounen gi gi si vu Police oder vun de Magistraten, déi net au grand public destinéiert sinn, dann hu mir kee Problem - ech froen den Alex Bodry, ob dat geet -, dass e Verbatim gemaach gëtt, mä dass dee just dann, oder dass deen - wéi heescht dat? -, dass een deen eng gewëssen ..., dass deen intern bleift.

**(Interruptions)**

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- E gëtt integral, proposéieren ech ze maachen.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Neen! D'Fro ass déi, dass e Verbatim gemaach gëtt. Mä hei si Memberen, Verrieder vun der Police, déi sinn ...

**(Interruption)**

Jo, bon, mir ass et egal! Mä ech soen awer ...

**M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Ech hunn eng Propos.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo.

**M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Als responsabele Minister vun der Police géif ech proposéieren, datt, wann de Verbatim gemaach ass, d'Police dee soll elo kënne kréien; souwisou misste se e jo kréien. Da soll se kucken, ob eppes dran ass, wou si der Meenung ass, datt dat, wéi den Här Roth seet, problematesch kéint sinn, well dat am Public dann ass.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Mir froen, fir e kënne komplett ze kréien. Mä verstitt Der, et ass den Ënnerscheid tëschen...

**M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Jo, neen, ech verstinn dat.

**M. Gilles Roth (CSV).**- [...] ]

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Ech verstinn et. Mä mir kënne jo ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Et ass en Ënnerscheid tëschent den Deputéierten, déi de Verbatim hunn, en huele fir d'gutt Comprehensioun vun den Dossieren, an deem, ob een elo e Verbatim public mécht, deen, ech weess net, eng grande Diskussioun op de Medie mécht.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Jo, mä ech mengen, ech géif proposéieren nach eng Kéier, datt d'Chamber mécht, wéi se wëllt. Et ass jo bei alle Rapporten esou, datt d'Ministeren d'Rapporte jo och kréien, fir ze kucken, ob alles richteg erëmgé ginn ass. An deem hei Fall géif ech kucken, der Police dat ze ginn, datt si driwwerkuckt, ob Saachen dra sinn, déi net censéiert sinn, an engem PV ze stoen. An da gétt dat, da kënne mir dat jo proposéieren hei. Da mécht d'Chamber nach, wéi se dat wëllt. Wann elo näischt derbäi ass, ech mengen, da kann en esou getippt ginn an esou och ofgedréckt ginn, wéi et verbatimsméisseg virgesinn ass.

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice.***- Här Bodry!

**M. Alex Bodry (LSAP).**- Ech mengen, ech hunn elo, den Text vum Reglement misst ee genau kucken. De Verbatim ka jo zwou Fonctiounen hunn: Du kanns e Verbatim maache loosse vun enger Sitzung, dann ass dat e Verbatim vun enger Sitzung, deen de Membere vun der Kommissioun zougänglech ass oder zougestallt gétt och, « qui fait ou non fonction de procès-verbal ». Ech war scho bei Sitzungen derbäi, do ass nëmmen e Verbatim gemaach ginn an et ass eigentlech kee Protokoll gemaach ginn, well vun der Sitzung war dat, de Verbatim ass jo ...

**Une voix.**- Dat ass de PV.

**M. Alex Bodry (LSAP).**- ... dann e largë Protokoll vun der ... Dat ass eng Méiglechkeet.

Mir kéinten awer, mengen ech, och decidéieren, oder d'Conférence des Présidents kéint decidéieren, dass awer nach e klassesche Procès-verbal gemaach gëtt vun der Sitzung an dass dee Verbatim dann de Membere vun der Kommissioun nëmmen zougestallt gëtt. Ech mengen, do ginn et zwou Varianten, déi ee kéint maachen.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Ech géif proposéieren, déi zwou ze maachen, dass mer ...

**Une voix**.- Dass den secrétaire méi Aarbecht huet.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Et gëtt méi Aarbecht. ...dass mer en Aarbechtdokument herno hunn, awer och en traditionelle PV hunn, dee mer dann och net verjäre loossen.

**(Hilarité)**

**M. Gilles Roth** (CSV).- Zu där Fro. Also d'Martine ass Fraktiounspräsidentin bei eis. Mä ech mengen, et wier utile, dass een e Verbatim hätt pour les besoins internes an et hätt een e klassesche Procès-verbal vun der Sitzung, deen dann deen normale Procès-verbal wier mat allen Dénger.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- «les besoins internes»?

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Dee gëtt awer llicht schreiwen.

**M. Alex Bodry** (LSAP).- Wéi laang mengt Der dann, dass dee geheim bleiwe géif?

**(Hilarité)**

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Intern? Solle mer eis dann do Illusiounen maachen, wann ech elo grad erliewen, wat um Handy zitéiert gëtt? Här Minister!

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Also, wann ech eng Suggestioun der Chamber dierft maachen, opgräifend déi lescht Remark vum Alex Bodry?

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.**- Ausnamswais.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Also déi Persoun, déi dee Procès-verbal ze schreiwe kritt, déi huet eng ganz dankbar Tâche!

Also ech mengen, et wier méi utile, mir géifen tatsächlech dee ganze Verbatim maachen, tatsächlech dem Här Roth senger Remark Rechnung droen, ob do net awer iergendwellech kleng Passagen, déi kéinten nominell oder esou weider consideréiert ginn, dass mer déi am gemeinsamen Accord géifen da vläicht tilgen. Et pour le reste wier dat dann och de Procès-verbal vun dëser Reunioun, well alles anescht, bonne chance fir deen ze schreiwen!

Souwisou bleift dat dote wahrscheinlech, aus der Erfahrung, déi mer alleguerten hunn, no enger Zäitche riskéiert dat net ganz geheim ze bleiwen. Also ech géif mengen, et wier méi utile, hei mat oppene Kaarten ze spillen. Et gött e Verbatim gemaach a just, ...

***(Interruptions)***

... an abstraction faite, mengen ech, wär dat déi besser Solutioun. Da spille mer mat oppene Kaarten. Wat hei gesot ginn ass, gëllt. An dat ass de Procès-verbal, mat der Reserv, déi den Här Roth gemaach huet, wou ech net weess, ob do vill esou derbäi war. Ech mengen éischter net. An da wär dat an engems och den Text, dee mer hei zrëckbehalen, an aller Transparenz.

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.**- Den Här Berger!

**M. Eugène Berger (*DP*).**- Ech hunn och net d'Chambersreglement en détail virun Aen. Mä op där enger Säit hu mer awer déi kllassesch PVen, déi mer elo ëmmer hunn, déi

jo och vum Public da kënne gelies ginn. A mir wëssen awer op där anerer Säit, datt d'Seancë vun de Kommissiounen net public sinn.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Jo.

**M. Eugène Berger** (*DP*).- Duerfir kënne mer also awer net dann herno e Verbatim public maachen, well dat wier jo dann eigentlech awer, wéi wann d'Seance public gewiescht wier.

**(Interruption)**

Dat heescht, op där enger Säit kënnt, muss oder maache mer dann e Verbatim, dat kënne mer jo, effektiv kann dat eng Kommissioun esou maachen, e Verbatim pour les besoins internes, fir nozeliesen eventuell a fir sécher ze sinn, datt een dann och alles verstanen huet. An op där anerer Säit ass awer dee classesche PV, dee gemaach gëtt. Mä mir kënnen net herno de Verbatim public maachen.

Dat schéngt mir awer net konform ze sinn zu där Regel, datt mer keng ëffentlech Kommissiounssitzung hunn.

**(Brouhaha)**

**M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Här President, ech muss soen, muss lech ganz éierlech soen, also hei gëtt esou vill an der Ëffentlechkeet diskutéiert iwwert dee Sujet. Ech sinn hei fir voll Transparenz! An ech wär frou, an d'Chamber verlaangt dat vun der Regierung, wann d'Chamber sech dann och selwer géif drun halen a voll Transparenz hei géif spille loossen!

Hei soll de Public ... Hei sinn esou vill Saache gesot ginn, behaupt ginn, analyséiert ginn, jiddwerengem säi Recht, dat alles ze soen. Mä da soll awer och hei erauskommen, wat heibanne gesot ginn ass, well soss, soen ech lech, sti mer net gutt do.

**Une voix**.- Transparenz.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Sou ass et.

**Une autre voix.**- Dat ass alles richtig.

**M. Eugène Berger (DP).**- Nee, nee! Ech kann déi Appreciatioun verstoen, mä mer mussen awer hei och eist Chambersreglement einfach respektéieren. Kommissiounssitzunge sinn net öffentlech. Da kënne mer net elo hei eng Kommissiounssitzung, mat all deenen Argumenter, déi een huet, öffentlech maachen.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure*.**- Ech hunn net gesot, Dir sollt de Verbatim publizéieren, mä Dir sollt e maachen, amplaz ...

**M. Eugène Berger (DP).**- Jo, neen, maachen, awer pour les besoins internes.

**(Brouhaha général)**

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Här Berger! Mä den Här Bodry weess dat. De Fait, dass eng Kommissioun net public ass, huet näischt domat ze dinn, datt se secret wier!

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure*.**- Se ass net secret, soss hätt Der de Huis clos verlaangt.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Net public heescht just, dass hei keen däerf eramarschéieren! Mä wat hei gesot gött, ass, a wannechgelift an aller Transparenz, och dobaussen ze soen. Mir hu keng Secretskommissiounen, mir hu just Net-public-Kommissiounen, ce n'est pas la même chose.

**M. Eugène Berger (DP).**- Wann awer herno de Verbatim publizéiert gött fir jiddwereen, ass en eigentlech awer, ...eis Kameraen...

**M. Charles Margue (déi gréng), *Président de la Commission de la Justice*.**- Ech proposéieren op Basis vum Reglement, wat den Här Li mir virleet, vum Artikel 25.8,



neen, .7, dass mer am Fong kéinten transmettéieren en public, wa mer et ufroen. Hu mer elo net gemaach. Natierlech geet dat dann duerch d'Conférence des Présidents. Mä mir kënnen awer och nodréiglech froen, dass de Verbatim, an dat géif ech elo wierklech proposéieren, un d'Conférence des Présidents d'Demande maachen, dass de Verbatim dann dës Kéier am Geescht vun deem, wat am Reglement steet, effektiv public gëtt, fir dass mer keng Mëssverständniss kréien an dass mer net hei eis brauchen ënnereneen ze kucken: Wien huet dann elo erëm als Éischte fuitéiert, a wien huet dann hallef fuitéiert a wien huet falsch fuitéiert? Duerfir fannen ech, wäer mer ...

**Une voix.**- Dat gëtt flott am Verbatim!

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- D'Madamm Solovieff wollt awer nach...

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice.***- Voilà! Madamm Solovieff!

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- Jo, fir op Är Fro vläicht e bësse méi ze äntwerten. Also déi Justice, ech schwätzen elo just vun der Justice chaîne pénale, dat ass jo déi, déi lech interesséiert. Do si sämtlech Procès-verballen a Rapporten, déi inventuriéiert ginn, déi mer vun der Police kréien. Mä mir kréien och Rapporten, wéi ech virdu gesot hunn, vun anere Verwaltungen. Do sinn awer och Plaintë vun de Verwaltungen, Plaintë vun der Chamber, wann esou eppes ass. Sämtlech Plainten, déi mer och vu Privatleit kréien, déi sinn och an där Banque de données erfaasst.

Wéi grouss dass déi Base de données elo ass, de Pourcentage vun der Bevëlkerung, dat kann ech lech net soen, dat ass souwisou och net, dat ass irrelevant, well mir hu jo net nëmmen an där Base de données Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen. Mir hu ganz vill Leit, déi vun iwwert de Grenzen op Lëtzebuerg kommen. An dofir ass dat irrelevant elo ze kucken, wéi e Pourcentage par rapport zu der Populatioun, well dat kënne mer net erausfannen.

Déi Base de données do, dat ass och déi, op déi mer zréckgräifen, wa mer déi sëlliche Question-parlementaire gestallt kréien, wou mer och Statistike musse bréngen. Dat

ass och déi, déi consultéiert gëtt. Déi Banque de données ass säit 2018 ënnert der Responsabilitéit vum Procureur général.

Fir den Ament ass et esou, säit dem Gesetz vun 2018 hu mer och eng Autorité de contrôle judiciaire. Dat ass och am Gesetz esou virgesinn. Ënnert dem Gesetz vun 2002 hate mer och déi Autorité de contrôle. Do war d'Autorité de contrôle am Artikel 17. An de President vun där Autorité de contrôle war tatsächlech den Här Wivenes bis 2016, bis en du President ginn ass vum Statsrot.

Déi aner, dat war d'Directrice vun der CNPD an den Här Lallemand, och vun der CNPD. D'Madamm Lallemand respektiv also d'Madamm, ...

**Une voix.-** Tine Larsen.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.-** D'Madamm Tine Larsen respektiv den Här Lallemand, déi sinn och elo Member vun der Autorité de contrôle judiciaire.

Wéi ech scho gesot hunn, den Accès: Den Accès ass limitéiert op déi Leit, déi iergendwéi eppes mam Penal ze dinn hunn. Dat sinn d'Substituten, d'Untersuchungsriichten natierlech, dat sinn och déi Leit vum Parquet général. Dat sinn och déi vun der Exécution des peines, déi musse jo kënnen zrëckgräifen op déi Datebank.

D'Personnel administratif, awer och relativ strikt gekuckt, déi hunn den Droit d'écriture. Dat sinn d'Greffieren, wann esou en Dossier erakënnt, déi mussen dat jo kënnen androen.

Mä wéi ech scho virdu gesot hunn, an där Datebank do si keng Procès-verballen en tant que tel an och keng Rapporten. Dat gëtt net gescannt. Dat gëtt net gescannt. Et ass just nëmmen, fir dass ee weess: Hei de Rapport Nummer esou an esou ass deen Dag erakomm a gëtt bearbecht vun där Persoun. An et ass am Fong, fir ze retracéieren, wou den Dossier grad drun ass, fir dass een net muss dem Dossier ...

Bon, souwisou leeft een dem Dossier no, mä et ass awer kee Procès verbal an et ass kee Rapport an där Banque de données. Mat Ausnam vun deem Pilotprojet, wou mer elo op den E-Procès-verbal kommen. An doriwwer kréie mer d'SAlen, Signalement auteurs inconnus, respektiv déi Procès-verballen, déi iwwert de Weekend musse gemaach ginn, well dobaussen e Bierger de Führerschäin ewechgeholl krut, well een do relativ schnell muss eng Decisioun huelen. Dat sinn och déi, déi mer elektronesch eriwwerkréien. Mä soss si keng PVen an där Datebank.

**M. Marc Baum (déi Lénk).**- Entschëllegt Madamm, mä wou sinn d'PVen dann? Also Dir kritt se jo vun der Police. Wou ... Also verbrennt Dir déi?

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Ma um Pabeier am Dossier. Um Pabeier. Mir schaffen um Pabeier. Mir sinn nach net „e-justice“.

**M. Marc Baum (déi Lénk).**- Jo. Mä dat ass jo awer och eng Datebank. Also et si jo och scho virun der Informatiséierung Datebanke ginn.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Ma nee. Den Dossier ass en version Pabeier. A wann den Dossier bis ... Wa bis e Jugement oder en Arrêt dran ass, da gëtt deen archivéiert. Déi ginn alleguerten hei an den Archiven archivéiert. Mir behalen déi eng gewëssen Zäit an da gi se global hei bei d'Archive geluecht.

**M. Marc Baum (déi Lénk).**- Mer ass net kloer. Wat sinn dann do kloer ... Also, ginn et dann do Regeln? Wéi ass d'Gestioun dovunner?

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Mä wat mengt Der ënner Gestioun?

**M. Marc Baum (déi Lénk).**- Ma Dir kënnt jo, also iwwert déi ... Wann ech dat richtig verstanen hunn, hein, also et ass eng ... Vlächicht iwwersteigt dat elo, no dräi Stonnen, meng kognitiv Fäegkeeten, mä Dir hutt eng Chaîne pénale, an där, wann ech dat richtig verstanen hunn, retracéiert gëtt fir all PV oder Dossier, wéini en erakomm ass, ween en eventuell traitéiert huet. Dat ass déi grouss Banque de données, op déi Dir e

permanenten Zougrëff hutt, déi, wahrscheinlech, och bis wäit an d'Vergaangenheet erareecht, déi Chaîne pénale.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Archiv. Archiv. Dat ass archivéiert.

**M. Marc Baum (déi Lénk).**- Jo. Mä Dir hutt awer direkten Zougrëff dorobber.

**Une voix.**- Nee.

**M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Nee, nee, nee.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Nee.

**M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Kee Mënsch. Ausser si ass ...

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Kee Mënsch. Do muss eng Demande motivée sinn, firwat dass een Zougrëff huet op d'Archiven. An et ass de Procureur, deen zoustänneg ass, dee gëtt d'Autorisatioun.

**M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Soss gëtt et keen Accès.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Soss gëtt et keen Accès. A mir schaffen nach ëmmer op Basis vun engem Pabeierdossier. An et ass och de Pabeierdossier, deen den Affekot an de Prevenu zur Verfügung gestallt kréien. Et ass och dee Pabeierdossier, deen am Original bei den Tribunal geet. An et ass och duerno deen Originaldossier, deen archivéiert gëtt. E gëtt wuel geraumt, well mer duerch d'Archivgesetz och mussen déi Regele respektéieren.

An do ass och am Archivgesetz virgesinn, dass, wa mir en archivéierten Dossier brauchen, da kënne mir dee selbstverständlech ufroen, ënnert deene Bedéngungen. D'Archivgesetz ass vum leschte Joer.

**Une voix.**- Här President, et ass ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Pardon, ech hunn Datumsconcertatioun gemaach, entschëllegt, dass ech, ... Jo, Här Bodry.

**M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Jo. Dat do ass interessant als Informatioun. Dat schéngt jo dann en Ënnerscheid ze sinn awer zur Polizei. Quitte dass Äre méi theoretisch ... Dir kritt jo méi Dokumenter era wéi d'Police, ...

**Mme Martine Solovieff**, *Procureur général d'État*.- Jo.

**M. Alex Bodry** (*LSAP*).- ... well Der aner Verwaltungen hutt, déi lech mat Rapporten an allméigleche Saache bedéngen. Dat heescht, bei lech ass et esou, dass just nach nozevollzéien ass, dass eng Kéier en Dossier opgemaach ginn ass, wou eng Persoun am Zentrum stoung vun deem doten Dossier. An dann ass eng Referenz op iergendee Protokoll dran, deen dat beleet. An dann ... Méi ass bei lech am Fong net direkt ze fannen. An och wéinst wat. Wahrscheinlech och, wéinst wat, ...

**Mme Martine Solovieff**, *Procureur général d'État*.- Dat sinn ... Jo.

**M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Wéinst wat de Procès verbal opgemaach gëtt.

**Mme Martine Solovieff**, *Procureur général d'État*.- Jo.

Jo. Genau.

**M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Wéi oft kënnt et da vir, dat muss jo da ganz seele sinn, dass eng formell Demande kënnt, fir an déi Pabeierarchiven do ze wandere, fir al ... Ganz seelen? Ass dat esou?

**Mme Martine Solovieff**, *Procureur général d'État*.- Jo. Ganz seelen.

**M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Ganz seelen. Dat ass dann den Ënnerscheid, wann ech dat richtig verstinn: Bei der Polizei, do gi jo och déi Pabeierprotokoller an alles gehalen, archivéiert. Dat mécht ... Geschitt dat bei der Polizei selwer oder geet dat och an d'Archiven, wéi dat bei dem Parquet de Fall ass?

**Une voix.-** Pabeierdossieren.

**M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat ass déi éischt Fro. Ech stellen e puer Froen nach eng Kéier. Et ass wichteg, dass een emol eng Kéier gesäit, wéi dat Ganzt do ofleeft, da gesäit ee jo och den Accès, deen ass jo dann deemno wéi en aneren, dee sech stellt.

Da wollt ech nach eng Kéier froen: Mir ass opgefall, wéi ech nach eng Kéier eis Dokumenter nogelies hunn, wéi mer d'Gesetz do fabrizéiert hunn, do ass vill rieds gaangen a mir hunn eis an engem gewëssene Moment ugeleent un déi franséisch Texter, wéi ech gesinn. Do ass eng Rei vun Elementer (veuillez lire: Bei enger Rei vun Elementer), vu Regeln, ech mengen, och wat d'Archiven ugeet, si mer op déi franséisch Texter do gaangen. Et wär vläicht interessant, well déi dote Problematik stellt sech jo elo wierklech: Wéi geet ee mat polizeilechen Daten ëm? Sief et d'Polizei selwer, sief et aner Instanzen. Et wär awer interessant, eng Kéier ze gesin, wat sinn déi Grond...

Wéi hunn aner Länner dat ëmgusat? Déi fale jo och ënnert déi europäesch Direktiv. Och déi musse sech jo, wa se sech net iwwer e Gesetz déi Regele ginn hunn, intern Regele ginn, wéi se dat Ganzt, déi Gestoun maachen, wéi laang se verschidden Donnéeën halen, wéi laang Saachen an d'Archive ginn, ob se éiweg dra sinn, ob dat limitéiert ass. Et wär awer net oninteressant, ech denken, Dir sidd jo och am stännege Kontakt mat aneren Instanzen, wann ee wéinstens déi Donnéeën hätt vun eisen Nopeschlänner. Ech verlaangen elo net en komparativ Dokument, mä dass een eng Kéier kuckt: Wéi gött déi Problematik do a Frankräich gehandelt? Wéi gött et an der Belsch gehandelt? Wéi gött et an Däitschland gehandelt?

Dass een awer emol Punkte kritt, wou ee sech ka vläicht drunhänken a soen: Déi haten eng aner Approche. Oder: Dat do ass interessant, fir vläicht ze iwwerhuelen. Also ech versti jo och, dass, dat mierken ech ... An dat erkläert jo och, firwat dee Règlement grand-ducal ni ëmgeännert ginn ass. Do war jo, ech mengen, net nëmmen eng Tentativ do, fir de Règlement grand-ducal vun 1992 ëmzeänneren. Et war eng ganz am Ufank, déi ass genannt ginn. Ech mengen, et war och eng méi rezent do.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- 2007 hu mer eng gemaach.

**M. Alex Bodry (*LSAP*).**- Et war méi eng rezent do. An déi ass, oder déi Dokumenter sinn theoretisch och nach nozevollzéien, déi ass bis un de Conseil d'État gaangen an do war esou en negativen Avis vum Statsrot komm, dass déi Affär erëm hänke bliwwen ass. A bon, soudass mer dann do schlussendlech op déi Léisung gaange sinn, fir dann en allgemengen Text ze maachen, wou mer aus dem Autorisationsprinzip eigentlech erauskomm sinn a wou mer dann u sech allgemeng Regele festgehalten hunn, wou jiddweree sech muss dann intern déi dote Saache ginn.

Duerfir nach eng Kéier vläicht och, also Droit comparé wär, mengen ech, interessant. Wann Der eis och kéint kuerz soen, wat déi Haaptknackpunte waren, déi et net méiglech gemaach hunn, sech mam Conseil d'État an engem Punkt ze begéinen, wat d'Ofännerung vun de Regelen ugeet, déi am Reglement vun 1992 stinn.

**Une voix.**- Jo. Fir d'éischt emol d'Police.

**Une autre voix.**- Jo.

**(Interruptions)**

**Une voix.**- Genau. Jo.

**Une deuxième voix.**- Et ass fir dech.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Fir ze äntweren.

**Une deuxième voix.**- Jo.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Ech hat elo gemengt, fir d'Äntwert ze ginn op dee Reglement, entschëllegt. Also à chaud kann ech net op all Fro do äntweren, wat d'Ausland ubelaangt, well déizäit, wéi ech am aktiven Déngscht war, wou ech déi Informatiounen do hat (veuillez lire: hat ech déi Informatiounen do), mä ech weess net,

wéi déi aner Länner elo 2018 dann eben d'Datendirektiv ëmgesat hunn. Dat kann ech de Moment wierklech net beäntweren.

**M. Alex Bodry (LSAP).**- Also et wär gutt fir mech, wann déi Donnéeë géifen nogereecht ginn. Also ech hu scho gemengt, dass Der net direkt kënnt drop äntweren, mä ech mengen, et ass wichteg, dass awer déi Donnéeën, net fir eis, ...

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo, jo.

**M. Alex Bodry (LSAP).**- ... mä mir musse kucken, wéi mer weiderkommen.

**M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Mir schreiwen ... D'Police schreift dat op.

**Une voix.**- Jo.

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- Jo. Wann Der keng kloer Äntwert kënnt ginn, dann huet et jo elo kee Wäert hei aus dem ... Jo. Also mir si jo dann elo fënnel ...

**M. Alex Bodry (LSAP).**- Déi aner Fro war: ...

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- Jo.

**M. Alex Bodry (LSAP).**- Dir haalt ... Nach eng Kéier, bei lech ginn déi al Procès-verballen archivéiert. Déi Texter, déi bleiwen awer bei lech inhouse, déi ginn net un de Statsarchiv ...

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Also déi Fro kann ech beäntweren. Vu dass bei eis jo just Kopië sinn, et sinn net d'Originaler, hu mir ugefaangen, elo wou mer déi elektronesch scannen, d'Originaler net méi ze stockéieren. Well et, wéi gesot, keng Originaler sinn, mécht et kee Sënn. Déi sinn um Parquet.



A wat elo den Archivage ubelaangt, do kann ech lech och dee leschte Stand elo net soen. Fréier ass regelméisseg an d'Këschte gemaach ginn, wann d'Saachen ural waren, an et ass an d'Archiv gaangen. Wéini dat fir d'Lescht geschitt ass, weess ech net. Mä do ass elo en neit Archivagegesetz, wat eis obligéiert, dat do ze maachen. Do musse mer eng Kéier Kontakt ophuelen, well do stellt sech d'Fro, well esou vill ech weess, ass d'Magistratur jo aus deem Text ausgeholl. Déi hunn aner Obligatiounen. Bon, vu dass dat awer elo Protokoller sinn, déi d'Magistratur gëtt, stellt sech déi prinzipiell Fro, et géif elo kee Sënn maachen, dass mir als Police eppes an d'Archiv ginn, wat de Parquet net gëtt. Do musse mer eis eng Kéier zesummesetzen. Dat war net geschitt, also kann ech och net drop äntweren.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Sinn nach ...

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Ech hätt nach eng Zousazfro.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Jo, kommt, mer huelen déi Fro nach duerch. Ech wollt elo grad d'Kalennerbestëmmunge maachen.

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Jo, entschëllegt, ech hätt, ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Mä , ...

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Et ass effektiv, sech no dräi an enger hallwer Stonn ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Mer ginn net eens. Kommt, mir huelen d'Froen nach duerch.

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- ... nach ze konzentréieren, och fir d'Beamten, mengen ech, net einfach.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- An d'Madamm Hansen duerno.

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Just eng formell Fro, wou et wahrscheinlech och eng séier Äntwert drop gëtt: D'Fonctionnairen, déi och Officiers de l'État civil sinn ... Net de l'État civil, de la Police judiciaire - also Dir gesitt, et ass scho spéit -, hunn déi Zougang zu deem Police-Fichier oder net?

**Une voix**.- Nee.

**M. Jeff Neuens**, *Police grand-ducale*.- Nee.

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Nee? Ah.

**M. Jeff Neuens**, *Police grand-ducale*.- Mat enger klenger Ausnam erëm: Mir hunn dräi Douanieren, déi an d'Police detachéiert sinn. Dovu sëtzt een, oder zwee op der Direction relations internationales an, ech mengen, een am CCPD. Elo ass d'Fro: Awéifern wëllt Der déi elo als extern, intern gesinn? Et sinn ëmmer nach Douanieren, schaffe bei der Police. Een ass, wéi gesot, beim CCPD, de Centre Commun de Coopération Police Douane (veuillez lire: Centre de coopération policière et douanière), do kann een elo soen: Dach, et sinn der dräi, déi Accès hunn. Mä dat ass eng Definitionssaach, mä fir komplett ze sinn. Mä all déi aner OPJen, aner Verwaltungen hu keen Accès.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- D'Madamm Hansen wollt nach eng Bemierkung maachen. Oder eng Interventioun.

**M. Gilles Roth** (CSV).- E Polizist, deen op eng aner Verwaltung detachéiert ass, deen nach ëmmer Polizist ass?

**M. Jeff Neuens**, *Police grand-ducale*.- Do ass och en Ënnerscheid. Do sinn zum Beispill déi Leit, déi bei dem SRE sinn, déi hunn en net méi, well et am Gesetz virgesi war, dass se en net méi dierfen hunn. D'IGP d'selwecht. Et gëtt awer aner Polizisten, déi elo net formell an eng aner Verwaltung detachéiert sinn, mä op enger anerer Plaz schaffen. Dat ass zum Beispill de Regierungsgarage, do gëtt et verschidden Accèsen.

Mä dat si Polizisten, déi just op enger anerer Plaz quasi schaffen an och net an enger Verwaltung.

**(Interruption)**

Bon, déi Leit op der IGP zum Deel och an SRE och. Mä do ass et per Gesetz ebe virgesinn, dass et net ass.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Entschëllegt, mä wat mécht dann e Chauffeur vun engem Minister mat Informatiounen iwwer Leit, déi presuméiert sinn, eng Infraktioun begaangen ze hunn?

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Also ech wëll drop hiweisen, Här Roth, Dir waart nach net an der Regierung, duerfir kënnt Der dat vläicht net wëssen, mä dat sinn net d'Chauffere vun der Regierung. Dat ass de Service de protection rapprochée vum Gouvernement. Déi hu Sécherheet...

**(Interruption)**

Jo, mä déi hu Sécherheetsfunctiounen. Do gëtt et eng Basis, datt déi opgebaut ass. Déi sinn do fir d'Sécherheet vun der Regierung.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Dat heescht och net méi Regierungsgarage.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Esou heescht dat.

**(Hilarité)**

**M. Charles Margue (déi gréng), *Président de la Commission de la Justice.***- Bon, d'Madamm Hansen.

**Une voix.**- Also déi fueren net, nee?

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure***.- Déi fueren, mä déi fueren awer mat hirem Sécherheetswon.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice***.- Déi kënnen alles.

**Mme Martine Hansen (CSV)**.- Ech hu just eng Bemierkung, dat huet awer elo näischt direkt hei mam Fall ze dinn. Mä den Här Bausch hat sech virdru relativ opgereeget, datt den Här Mosar net méi hei wier. Éischtens wëll ech soen, den Här Mosar huet eng Verflichtung gehat, déi e scho méi laang hat. A wann ech esou ronderëm kucken, ass en net ...

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice***.- Bei RTL!

**Mme Martine Hansen (CSV)**.- Nee. Net bei RTL. Da lauschtert wannechgelift eng Kéier no.

**(Brouhaha)**

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure***.-Här President, ...

**Mme Martine Hansen (CSV)**.- Da lauschtert wannechgelift eng Kéier no.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure***.- Här President, ...

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice***.- Do kommt Der net wäit.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure***.- Jo. Nee, Här President, ech, ....

**Mme Martine Hansen (CSV)**.- Ech war nach net fäerdeg.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure***.- Jo.

**Mme Martine Hansen (CSV)**.- Ech hunn éischtens gesot.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Loosst d'Madamm Hansen schwätzen.

**Mme Martine Hansen** (CSV).- Éischtens. An ech hu gesot, et sinn der nach e puer, déi dann och elo net méi hei sinn.

**Une voix**.- Jo.

**Mme Martine Hansen** (CSV).- Zweetens huet den Här Mosar keen Interview an ee Mikro ginn an en huet souguer drop verweisen, datt den Här Gilles Roth herno eis Positioun géif duerleeën.

Drëttens huet en awer mat engem Journalist geschwat, einfach esou. An ech denken awer, ...

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Einfach esou.

**Mme Martine Hansen** (CSV).- ... datt Dir eis dat net hei kënt verbidden. Ech mengen, et ass awer nach jiddweree fräi, mat de Leit ze schwätzen. Merci.

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Mer kënnen et awer kommentéieren.

**M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Här President, ech wëll dozou, ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- [...] Tëschent verbidden a wat Kollegialitéit ass, voilà, ...

**M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Ech wëll kengem eppes verbidden, mä ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- ... hunn ech eng aner Opfaassung vun där Saach.

**M. Alex Bodry** (*LSAP*).- ... direkt eppes ze kritiséieren.

**Une voix**.- Ech sinn och laanschtgaangen, se hu mech och gefrot, ech hunn...

**(Brouhaha)**

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Jo. Also, ...

**(Interruptions)**

... ech ...

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Da gi mer weider!

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Pardon, déi Saach vum Verbatim ass gekläert. Et läit d'Demande vir, dass mer d'CNPD an d'Kommissioun ruffen. Do proposéieren ech och der Kommissioun, unzehuelen, dass dat geschitt. Wann dat esou ass, da gi mer dat un d'Conférence des Présidents weider, fir e formellen Accord ze kréien.

Den Datum, wéini mer eis dann elo gesinn: Ech géif emol proposéieren, wa betreffend der Thematik, der breeder Thematik vun de Moien nach Froe sinn, déi méndlech ausgedréckt goufen, respektiv wann der nach do sinn, déi Der wëllt schrëftlech ausdrécken, dat wannechgelift an deenen nächsten Deeg ze maachen. Am beschte virun Enn der Woch. Da géife mer doropshin eng weider Sëtzung aberuffen. Ech hat elo versicht, am Kalenner ze kucken, dat ass awer elo net ganz kloer, wou mer do erauskommen. Ech géif lech dann déi Invitatioun ulterieurement noschécken, voilà, fir dass mer dat kënnen an aller Sachlechkeet maachen. A well mer jo awer zu vill ...

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Mä, Här President, just trotzdeem, ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Jo, Här Minister.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Mir stinn zu Ärer Verfügung. Dir musst eis soen, wéi séier dass dat soll sinn. Dat ass awer Är Entscheidung. Den Här Bausch an ech stinn zu Ärer Verfügung.

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.**- Jo, mä ...

**Mme Martine Hansen (CSV).**- Bis wéini hu mer de Verbatim?

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.**- Jo, de Verbatim, dat gött eng länger Geschicht vun dräi Stonnen. Ech wëll jo net hei, ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Mä da rufft d'nächst Woch mol d'CNPD un.

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.**- Jo, also d'CNPD kënne mer onofhängeg dovou ruffen.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure*.**- Här President, ech wollt just soen, ...

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.**- Dat ass ganz kloer.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure*.**- ... ech hunn d'nächst Woch dräi an een hallwen Dag Conseil zu Bréissel. Dat heescht, ...

**Une voix.**- Dofir brauch den Här Bausch jo net dobäi ze sinn.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure*.**- Bon. Nee, bei der CNPD brauch ech net dobäi ze sinn.

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.**- Nee, nee. Nee, et wier fir eng aner Sitzung, duerfir hat ech och ee Moment geduecht, mir hätten en Datum fonnt. A mir hunn deen awer net fonnt, well international Kon... Well JAI ass.

**M. Marc Goergen (Piraten).**- Ech hu just nach eng Fro.

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- Den Här Goergen nach kuerz dann.

**M. Marc Goergen (Piraten).**- Ech hu just nach eng Fro. Ech hu virdrun dem Här Bausch seng Ausso matkritt, dass e sechs Méint elo eréischt Minister ass an dat huet och mäi vollste Respekt. Wär et dann net méiglech, well jo virdrun en anere Minister do zoustänneg war, dass dee Minister och matkënnt. Well dee muss sech jo bei allem eppes geduecht hunn. Dass deen awer och do kann dozou ...

**M. Franz Fayot (LSAP).**- Dann och all déi vun 1992 un.

**M. Marc Goergen (Piraten).**- Nee, mä 2018 ass elo ëmmer erwäant ginn.

**(Brouhaha)**

Well den Här ...

Ech verstinn, dass den Här Bausch no sechs Méint do elo net d'Welt revolutionéiere konnt an dass hien dat elo ausbuede muss.

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- Ech hunn Är Demande zur Kenntnis geholl. Ech soe just och, dass dat mat 57 ...

**(Brouhaha)**

... Stëmmen hei an der Chamber verabschit ginn ass.

Ech wënschen lech fir haut e gudden Appetit. Ech soen lech all Merci fir är Gedold a virun allem deene vun eise Gäscht, déi Ried an Äntwert stoungen, an deenen, déi just nogelauschtert hunn, e besonnesche Merci.





08



## Commission de la Justice

### Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

#### Procès-verbal de la réunion du 19 juin 2019

##### Ordre du jour :

1. Demande d'une réunion jointe de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du fichier central de la Police en présence des Ministres respectifs

Uniquement pour les membres de la commission de la Justice :

2. 7386 Projet de loi portant modification :
  1. du Code de procédure pénale ;
  2. du Nouveau Code de procédure civile ;
  3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
  4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
  5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;
  6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice- Désignation d'un rapporteur  
- Présentation et adoption d'une lettre d'amendement
3. Approbation du projet de procès-verbal du 05 juin 2019
4. Divers

\*

Présents : Mme Diane Adehm, M. Guy Arendt, M. François Benoy, M. Dan Biancalana, M. Alex Bodry, Mme Stéphanie Empain, M. Franz Fayot, M. Léon Gloden, M. Marc Goergen, Mme Carole Hartmann, M. Charles Margue, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Lydie Polfer, M. Roy Reding, Mme Viviane Reding, M. Gilles Roth, membres de la Commission de la Justice

M. Marc Baum, observateur délégué

Mme Diane Adehm, M. Marc Angel, M. Carlo Back, M. André Bauler, M. Dan Biancalana, Mme Stéphanie Empain, M. Léon Gloden, M. Marc Goergen, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Henri Kox, M. Georges Mischo, membres de la Commission de la Sécurité intérieure et de la

Défense

M. Marc Baum, observateur délégué

M. François Bausch, Ministre de la Défense, Ministre de la Sécurité intérieure

M. Félix Braz, Ministre de la Justice

M. Eugène Berger

M. Mars Di Bartolomeo

Mme Martine Hansen

Mme Béatrice Abondio, Directrice du Ministère de la Sécurité intérieure

M. Vincent Fally, Inspection générale de la Police

M. Yves Huberty, Ministère de la Justice

M. Jeff Neuens, Police grand-ducale

M. Luc Reding, Ministère de la Justice

Mme Martine Schmit, Ministère de la Sécurité intérieure

M. Philippe Schrantz, Directeur Général Police grand-ducale

Mme Martine Solovieff, Procureur général d'Etat

Mme Monique Stirn, Inspecteur général de la Police

Mme Lydie May, Data Protection Officer de la la Police

M. Christophe Li, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf

\*

Présidence : M. Charles Margue, Président de la Commission de la Justice

\*

**1. Demande d'une réunion jointe de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du fichier central de la Police en présence des Ministres respectifs**

Les membres des commissions parlementaires jugent opportun de dresser un verbatim de ce point de l'ordre du jour. Par conséquent, le lecteur est renvoyé au verbatim figurant en annexe du présent procès-verbal.

- 2. 7386 Projet de loi portant modification :**
- 1. du Code de procédure pénale ;**
  - 2. du Nouveau Code de procédure civile ;**
  - 3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;**
  - 4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;**
  - 5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;**
  - 6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice**

## Nomination d'un Rapporteur

La Commission de la Justice nomme Monsieur Charles Margue Rapporteur du projet de loi sous rubrique.

## Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement

### Amendement unique concernant l'article 7 du projet de loi

L'article 7 du projet de loi prend la teneur suivante :

**« Art. 7. (1) L'indemnité spéciale visée à l'article 181, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est accordée à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2018.**

**(2) Les primes d'astreinte visées à l'article 181, paragraphe 2, points 1° et 5° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire sont accordées à partir du 16 septembre 2018. »**

### Commentaire

Tel que recommandé par le Conseil d'État dans son avis du 5 avril 2019, l'amendement vise à créer une base légale à la poursuite du versement de l'indemnité allouée au délégué du procureur général d'État à l'exécution des peines après le 1<sup>er</sup> novembre 2018. En d'autres termes, un effet rétroactif à cette date est prévu pour l'octroi de cette indemnité.

## Vote

L'amendement sous rubrique recueille l'accord unanime des membres de la Commission de la Justice.

### **3. Approbation du projet de procès-verbal du 05 juin 2019**

L'approbation du projet de procès-verbal sous rubrique est reportée à une prochaine réunion.

### **4. Divers**

Aucun point divers n'est soulevé.

Le Secrétaire-administrateur,  
Christophe Li

Le Président de la Commission de la Justice,  
Charles Margue

La Présidente de la Commission de la Sécurité intérieure  
et de la Défense,  
Stéphanie Empain

**déi Lénk**  
Sensibilité politique



Luxembourg, le 13 juin 2019

**Concerne: Demande de convocation au sujet du fichier central de la Police en présence des Ministres respectifs.**

Monsieur le Président,

Par la présente, nous vous faisons part de notre souhait de voir convoquées la Commission de la Justice et celle de la Sécurité intérieure et de la Défense au sujet du fichier central de la Police et des pratiques de son utilisation et d'y inviter Messieurs les Ministres de la Justice et de la Sécurité intérieure et de la Défense conformément aux articles 23 (3) et 23 (4) du Règlement de la Chambre des Députés.

En effet, les questions parlementaires concernant cette affaire se multiplient, tout comme les révélations faites dans la presse. Celles-ci se rapportent aussi bien à la non-existence de base légale, qu'à la potentielle non-conformité d'une telle base de données avec le principe de la protection des données ainsi qu'à une éventuelle utilisation frauduleuse de ces données par une partie de l'administration publique. Ces révélations (fondées ou non) sont d'une extrême gravité et touchent aux principes même d'un État de droit.

Nous estimons que les Ministres responsables devraient se prononcer sur ces questions en commission parlementaire lors d'un échange avec les députés.

C'est pourquoi nous vous prions, Monsieur le Président de bien vouloir transmettre la présente à Monsieur le Président de la Commission de la Justice et à Madame la Présidente de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense ainsi qu'à Messieurs les Ministres concernés.

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre parfaite considération.

Avec nos salutations respectueuses,

A handwritten signature in black ink, appearing to be "DW".

David Wagner  
Député

A handwritten signature in black ink, appearing to be "MB".

Marc Baum  
Député

**Verbatim de la réunion jointe du 19 juin 2019 entre la Commission de la Justice  
et la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense**

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*. - Mir hu vun déi Lénk, ënnerschriwwen vun den Deputéierten David Wagner a Marc Baum, de leschten 13. Juni eng Demande de convocation au sujet du fichier central de la police kritt, fir eis haut de Moien ze gesinn. Merci fir déi Ufro, déi an engem Moment ass, deen elo propice ass, mengen ech, fir déi ganz Froe kënnen ze léisen.

Ech géif dem Deputéierten a Kolleeg Marc Baum d'Wuert ginn, deen déi Demande, mengen ech, formuléiert huet.

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*). - Merci, Här President. Ob mer déi Froen all haut geléist kréien, weess ech net. Mä mer kënnen vläicht en Ufank maachen.

Virun e puer Deeg war en Zeitungsartikel, iwwerschriwwen mat engem Zitat vun engem Minister, den Här Bausch, deen zitéiert ginn ass an der Iwwerschrëft mat: „Ech blécken net duerch“. An ech muss och ganz éierlech zouginn, datt den David Wagner an ech, datt mir als Lénk en äänleche Problem haten, näämlech en Duerchbléck, deen op déi éischt Interventiounen, déi vun de Kollege vun der CSV gemaach gi sinn, en Duerchbléck, deen eis am Ufank gefeelt huet, wat awer ganz vill mat der Matière ze dinn huet.

Et geet ëm e Konvolut vun Texter, déi applizéiert respektiv net applizéiert gi sinn, Reglementer, déi verlängert respektiv net verlängert gi sinn, an eng Base légale, déi an der Applikatioun, an der Exploitatioun vun deem, ëm wat et hei geet, zumindest ganz opaque ass.

Dat huet eis dozou verleet - och no deene Question-parlementairen, wou ech de Kollege vun der CSV och Merci soen, well ech mengen, datt se Froe gestallt hunn, déi eng ganz grouss Pertinenz hunn -, datt mer gefrot hunn, datt mer hei emol en éischen Echange hu mat deenen zoustännege Ministeren an och eis Froe kënnen zu Protokoll ginn, respektiv en Echange hunn, wou Froen a Géigefroen iwwerhaapt méiglech sinn. Dat wat eng Diskussioun ass, wat vläicht iwwert dee Kader vun de



Question-parlementairen erausgeet oder zumindest eng aner Form dofir ass.

Déi éischt Äntwerten op d'Question-parlementaire si komm an et huet een den Androck, datt wat méi Äntwerte kommen, wat sech aus deenen Äntwerten erëm weider vill méi nei Froen erginn.

An net méi spéit wéi haut de Moien ëm 6:47 Auer hu mer dann eng Kommunikatioun kritt vun der Inspection générale de la police, wou et eigentlech ëm genau dat geet, wouriwwer mer diskutéiere mussen an d'Sujeten zimlech kloer ëmress sinn. Et geet nämlech ëm de Fondement légal - wa mer iwwert de Fichier central schwätzen -, iwwert d'Finalitéiten, iwwert d'Conditions d'accès, iwwert d'Durée de conservation, iwwert d'Informatioun, déi de Persounen zur Verfügung steet an, evidenteweis, net nëmmen den theoretische Volet, mä ëm d'Pratique d'utilisation. An ech géif do nach een Element bäisetzen, nämlech iwwert d'Kontrollmechanismen dovunner, déi zu bestëmmten Zäitpunkten d'rout Luuchten grouss ugemaach hunn, op déi net gelauschtert ginn ass, oder zumindest potenziell net gelauschtert ginn ass.

Dëst ass de Kontext natierlech an ech wëll och net op déi ..., ech mengen entre-temps sinn esou vill Question-parlementairen am Ëmlaf an esou vill Froen, déi sech aus deenen erginn, datt hir Opzielung hei, mengen ech, schwierig wier. Ech stellen awer fest, datt mer wierklech eng Diskussioun brauchen ëm d'legal Basis, wéi se bestanen huet. An d'Äntwert, déi gëschter den Deputéierten zougestallt ginn ass, huet jo eigentlech gewisen, datt et eng Zort vun Aveu ginn ass, datt bis 2018 et keng wierklech legal Basis fir de Fichier central ginn ass an datt déi legal Basis, déi mer am Gesetz vun '92 a mam Règlement d'exécution, datt déi sech eigentlech emol net op de Fichier central applizéiert huet. Dat ass op jidde Fall aus der Äntwert ..., dat ass eis Lektür vun der Äntwert vun deem Dokument.

Et ass och esou, datt sech Froe stelle wat d'Envergure ass vun deem Fichier central, dat heescht wivill Leit, wivill individuell liewend Persounen sinn an deem Fichier central opgefouert. Well wann et wierklech esou ass, wéi ee suggeréiere kann, datt et ëm all Zort vu Pven a Rapporte geet, da muss ee jo dovun ausgoen, datt méi oder manner d'Halschent vun der Populatioun an deem Fichier central op déi eng oder aner Manéier fichéiert ass, ouni datt déi Halschent vun der Populatioun iwwerhaupt dat weess an

ouni datt se, doduerch datt se et net weess, och kann eventuell Rektifikatioune maachen.

Et ass ..., et geet ëm d'Exploitatioun vun deem Fichier. Froen, déi sech do evidenteweis stellen, wien alles Accès dozou huet. Et gëtt ëmmer geschwat vun Officiers de la police judiciaire, Agents de la police judiciaire. Mä do muss ee jo soen, dat ass jo e Beräich, dee wäit iwwert d'Police erausgeet. Well d'Fonctioun vum Officier de la police judiciaire ass jo bal all Administration publique, wou et Leit ginn, déi Officier de police judiciaire sinn.

Dat heescht, quasi de ganze Stat huet - zumindest ass dat eppes, wat mer gär beäntwert hätten -, bal all Administratioun vum Stat huet oder hätt, zumindest theoretesch, en Accès dorobber. Dat ass, wann dat sech géif bewahrheiten, vun enger Envergure, wou ee muss soen, datt d'SREL-Affär effektiv emol net mat deem heite ka mathalen, fir net aner Wieder ze gebrauchen.

Et ass d'Fro, zënter wéini d'Ministere sech bewosst waren, datt dat do eng zumindest problematesch Situatioun ass, wéi d'Ministeren zu wéi engem Zäitpunkt dunn, an dat ass d'Responsabilité politique, op déi verschidde Faite reagéiert hunn oder versicht hunn ze reagéieren. An et stellt sech natierlech och d'Fro: Ass dat do dann déi eenzeg Base de données, déi et gëtt, wëssend, datt d'Rapporten an d'Pve vun der Police judiciaire un de Parquet weidergi ginn? Wat mécht de Parquet domadder? Ginn déi op déi eng oder aner Aart a Weis stockéiert? Féiert de Parquet en Archiv dovunner? En Archiv, wat bedeit datt?, op wéi eng Aart a Weis dann op senger Säit erëm kann exploitéiert ginn an zu wéi enge Finalitéiten? Dat ass effektiv de Kader dovunner.

An et geet effektiv net ëm näischt, well opgekacht oder zum Virschäi komm ass dat Ganzt jo, well Justiciablë sech leséiert gefillt hunn. Et ass natierlech e berüümte lëtzebuergeschen Affekot, deen televiséiert dat Ganzt zum Virschäi bruecht huet. Mä duerno sinn et eng ganz Rëtsch aner Temoinen, sief et pensionéiert Beamten, sief et e Kënschtlerkollektiv, déi Akt gi vun engem zumindest potenziell abusive Verhale vu soit der Police oder dem Parquet.

Et geet also ëm extrem sensibel Froen, wou ech mengen, datt mer hei haut sécherlech

keng Konklusioun wäerte kënnen zéien, mä zumindest en Ufank maache fir Opklärung an engem Dossier, deen ... Also, wann dat an engem anere Land, wa sech dat alles bewahrheitet - dat alles natierlech virausgesat -, wa sech dat bewahrheitet, da géife mer vun anere Länner soen, dat wier en „failed state“. Esou grav ass et. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt mer déi Diskussioun hei féieren, well se geet eis all un a kee vun eis huet Interêt drun, datt dat op déi eng oder aner Weis der Willkür ausgesat ass.

**Une voix.-** Très bien !

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Ech soen dem Här Baum Merci fir d'Präzisioun vu senger Fro an och de Kader, an deem hien an déi Lénk déi Fro gesinn. Ech mengen, et ass an deene leschte Woche vill geschwat ginn. Duerfir géif ech proposéieren, dass déi jeeweileg responsabel Persounen, dat heescht déi zwee Ministeren, géifen dozou Stellung huelen. An da géife mer drop iwwergoen, dass d'Police-Direktioun an d'IGP hir Positioun géifen erklärend duerstellen, fir dass mer, ier mer zu de Froen, déi dann nach bleiwen, an och d'Madamm Solovieff vum Parquet, dass mer op där Basis, där Informatiounsbasis d'Diskussioun féieren a weider Froe kënnen stellen.

Den Här Minister vun der bannenzeger Sécherheet, de François Bausch, huet dann d'Wuert.

**M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Ech wëll dem Här Baum Merci soe fir d'Demande, déi e gemaach huet, fir déi Diskussioun hei ze féieren. An ech muss och soen, ech sinn och frou, datt mer dat séier konnte maachen, well gleeft mer es, Här Baum, an och anerer heibannen, déi ech vill de Moment héiere kommentéieren, den Dateschutz an de Schutz vun der Privatsphär vun de Leit, dee läit mir ganz uewen a genau esou uewe wéi lech alleguerten och. An et ass och richteg, dat ass e Sujet, deen ass eescht ze huelen, deen ass net fir op d'licht Schëller ze huelen. A wann do Onkloerheeten am Raum stinn, dann ass et wichteg, datt mer déi Onkloerheete gekläert kréien.

Ech soen dat am Ufank, well ech domadder wëll daitlech maachen, datt wann ech dat,

wéi soll ech soen, relativ offensiv wëll ugoen, dann ass dat net, well ech eréischt sechs Méint am Amt sinn an eigentlech jo vun där Perspektiv hier, vun der politescher Responsabilitéit hier hei dee Minister sinn, deen am Fong eng relativ bequeem Situatioun huet. Ech wéilt lech dat vun Ufank u soen. Mä ech soen dat, well ech wierklech, an dat hunn ech vun der éischer Sekonn u gesot, an deem Dossier hei, um Dateschutz interesséiert sinn a well de Schutz vun der Privatsphär fir mech en absolutt wichtege Sujet ass an duerfir ech och näischt wëll ënnerloossen, fir hei Kloerheet ze kréien an deem Dossier.

Duerfir hunn ech och gesot, et ass un der Chamber ze decidéieren, wat se gär wéisst, ob se wëllt eng Enquêtëkommissioun maachen oder keng Enquêtëkommissioun maachen. Op alle Fall wär ech bereet zu alles hei, wat d'Chamber gär hätt, heihinner ze kommen an der Chamber alles liwwere wat se freet a wat se mengt misst ze wëssen.

Et ass gesot gi virdrun, den hallwe Stat wär hei. Neen, et ass net den hallwe Stat, deen hei ass, mä et sinn déi Leit hei - mindestens elo, well ech schwätzen elo fir mäi Ministère, an, ech mengen, de Félix Braz kann dat herno maache fir säin -, déi an deene leschte Joren, fir net ze soe Jorzéngten, déi haten net alleguer Responsabilitéit, mä déi kennen awer den Historique a si konnten den Historique opschaffen.

Well mir schwätze jo elo hei net nëmme vun der Situatioun vun haut - ginn ech dervun aus -, mä mir schwätze vun der Situatioun vun 1979, wéi dat éischt Dateschutzgesetz komm ass, bis haut. A wa mer den Historique opschaffen, da sinn ech Demandeur, datt mer haut natierlech kucken, datt d'Basis haut elo ass wéi se soll sinn, mä dann awer och den Historique genau am Detail opschaffen, '79 bis haut. Ech hoffen, datt dat jiddwereen heibannen och esou gesäit.

Ech hunn duerfir och der Police gesot, ech hätt gär, datt se eis fir haut, fir datt d'Deputéierten emol en lwwerbléck kréien. Well, den Här Baum huet mech zitéiert, an ech hunn ee klengt Wuert gesot, ech hat gesot, ech blécken „nach“ net duerch!

[...]

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Dat ass zitéiert.

**(Interruption)**

**M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Ech wëll elo net behaupten, ech géif haut 100%eg duerchblécken, mä ech kann lech awer soen, ech blécke méi duerch wéi virun enger Woch. An Dir wäert gesinn, wann Der den Historique elo gewise kritt, dass et wierklech e komplexen Historique ass.

Ech hunn och net gewaart bis dës Sëtzung. Dir wësst, datt ech relativ séier, wéi déi Diskussioun opkomm ass, d'Decisioun geholl hunn an dat och ëffentlech ugekënnegt hunn, datt ech zwou Administratiounen oder Institutiounen, wéi een et wëllt nennen - d'Dateschutzkommissioun ënnersteet jo net mir, mä mindestens ass eng Administratioun, déi mir ënnersteet, an déi ass duerfir do, fir d'Ofleef bei der Police ze kontrolléieren. Dat ass d'IGP. An dee Bréif, deen Der zitéiert hutt, dat ass den Optrag, deen ech hinne ginn hunn, fir mer eng ganz detailléiert Enquête hei ze maachen, fir ze kucken, wéi sinn déi Ofleef haut par rapport zu der Gesetzgebung, och e bësse vläicht dat Ganzt ze iwwerblécken.

An ech kann lech och soen, wann ech dat gemaach hunn, dann ass dat och, net fir dat op déi laang Bänk ze schiben, mä fir séier vun enger onofhängeger Instanz vun der Police - d'Police wäert jo hire Point de vue elo erklären - e Rapport ze kréien, esou wéi d'Gesetz et och virgesäit iwwregens, an de Minister kann, huet déi Méiglechkeet, fir d'IGP ze beoptragen, onofhängeg Analysen ze maache vun den Ofleef bei der Police.

Ech hunn dat gemaach, wéi gesot, well ech gär den Detail hätt vun enger onofhängeger Instanz. A si hu mer och ..., d'Madamm Stirn huet mer och gesot, an den Här Fally, datt se à même sinn, esou wéi si dat aschätzen, dat gött zwar elo vill Aarbecht, mä bis den Oktober eis dee Bericht scho virzeleeën. Also, et gött näischt op d'laang Bänk geschoben. Et gött relativ zügeg geschafft an zügeg diskutéiert.

An duerfir hutt Der och recht: Ganz sécher kënne mer deen Dossier haut net ofschléissen. Mä mir kënne en eréischt ofschléissen, wa mer alleguerten d'Elementer hunn. An duerfir sinn ech och Demandeur, fir datt en net ofgeschloss gött. Souwisou

fannen ech, soulaang déi Froen do sinn, soll een den Dossier net ofschléissen, mä soll een déi Froe beäntwerten.

Wéi gesot, duerfir hunn ech deen Optrag ginn. Ech hunn awer och d'Dateschutzkommissioun gefrot. Do wéisst ech gär virun allem natierlech op Basis vun deem neie Gesetz, deenen neie Gesetzer - et sinn der jo zwee -, déi den 1. August d'lescht Joer a Kraaft getruede sinn, sougutt d'Dateschutzgesetz wéi d'Police-Gesetz, wou jo Elementer vun der Ëmsetzung vun deem heiten och mat dra sinn, datt ech gär hätt, datt d'Dateschutzkommissioun mer kuckt, ob an der Ëmsetzung dat alles fir si esou an der Rei ass an ob nach eventuell Saache kënne gemaach ginn, déi verbesserungsbedürftig si par rapport zu der Situatioun, wéi se haut ass. Well haut, an dat wäert Der gesinn, ass se wesentlech anescht wéi se war an deene Jorzéngte virdrun.

An och do wëll ech soen. Alles, wat an deene Rapporte wäert erauskommen - do komme jo eventuell Recommandatiounen eraus -, wann do Recommandatiounen erauskommen, wou Saache festgestallt ginn, da wäerten déi natierlech selbstverständlech diskutéiert an och esou ëmgemat ginn, wann et drëms geet, Schwaachstellen ze behiewen - well deen Dossier mer esou wichteg ass.

Also, wéi gesot, Dir kritt elo en Iwwerbléck. Duerfir bieden ech lech och, e bësse Gedold ze hunn. Mä ech mengen, et ass awer wichteg, datt jiddwereen deen nämlechte Wëssensstand huet wéi deen, deen ech elo de Moment hunn. An da kënne mer kucken, op Basis vun deem Wëssensstand an d'Diskussioun eranzeklammen. Dann hu mer nach eng zweet, eng drëtt, eng véiert oder eng fënneft Sëtzung, brauche dann huelen mir eis der fënnef ... Ech hu guer kee Problem. Mir kënnen och eng Kéier ee ganzen Dag heiriwwer tagen, absolutt kee Problem, esou wéi Der dat gären hätt, zu all deenen Detailer, déi Der elo wäert geliwwert kréien.

Ech géif duerfir proposéieren, datt natierlech de Félix Braz nach soll d'Wuert kréien, Här President, a wann d'Deputéiert domat d'accord sinn, datt mer dann duerno der Police fir d'Éischt d'Wuert ginn. Mir hunn, wéi gesot, eng Presentatioun preparéiert, wou alles dran ass, den Historique.

Mir hunn iwwregens och déi nei Dateschutzbeoptragten, d'Madamm May - déi sëtzt och do - matbruecht. Dat ass en éischt Resultat vum Gesetz, vun der Ëmsetzung vum Gesetz vum leschte Joer, déi jo mat deem Sujet hei ze dinn huet. Da ka si och e bësse soen, wéi d'Police de Moment schafft op deem Sujet hautdesdaags, ech mengen, fir datt Der all déi Elementer kritt.

An da ginn ech elo dovun aus, datt d'Madamm Solovieff och wäert wahrscheinlech herno nach eppes soe fir de Parquet. Mä ech géif da mengen, datt de Félix Braz elo vläicht eng Introduktioun géif maachen an da géife mer duerno dem Här Schrantz d'Wuert ginn, fir datt d'Police kann déi Presentatioun maachen.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Här Braz wannechgelift. Merci, Här Bausch, fir dës preliminär Erklärungen.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Merci, Här President. Ech ka mech deem, wat de François Bausch gesot huet, nëmmen uschléissen. Meng introduktiv Remarque kënnen also e bësse méi kuerz nach sinn. Ech wëll mech awer och dem Merci uschléissen un déi Lénk an och un all d'Membere vun deenen zwou Kommissiounen, datt se esou séier Zäit haten, fir zesummenzekommen, well dat wäert och séier hëllefen, eng ganz Rei Saachen ze klären. An ech hoffen, dass dat dann och awer zur Kenntnis geholl gëtt.

Ech si wuel net zoustänneg fir d'Polizeifichieren, mä mir ass et op de Froe vum Dateschutz gradesou wichteg wéi dem Här Bausch, dass mer, wann et sollen zons d'Ombres géife ginn, dass mer déi a) klären, an esou séier wéi méiglech géife klären.

Mir hunn eng Rei Legislatiounen an deem dote Beräich, déi och ganz rezent sinn. Vum leschte Joer datéiert d'Ëmsetzung vum sougenannten europäeschen Dateschutzpaquet, eng Initiativ, déi jo ënner Lëtzebuerger Presidence ugeholl gi war an op déi mer ganz houfreg sinn, well déi Normen, déi mer do hunn, gëllen haut weltwäit als déi bescht Normen an deem dote Beräich. An dat gëllt souwuel fir d'Reglement wéi och fir d'Direktiv. An déi Direktiv, déi ass spezifesch fir d'Données policières et judiciaires. An et ass ëm déi Texter, wou et geet.

Et gëtt doriwwer eraus awer och nach aner Texter. An déi Analys, déi de François Bausch ugekënnegt huet an ugefrot huet bei der IGP a bei der CNPD wäert eis och hoffentlech Hëllef feststellen, ob et eventuell tëschent deene verschiddenen Normen, déi op engem Rang sinn, op enger Héicht sinn, ob et do eventuell Iwwerschneidunge gëtt oder Punkten, wou se sech ënner Ëmstänn géigesäiteg am Wee stinn. Ech weess net, ob dat de Fall ass.

Sollt dat awer de Fall sinn, dann hoffen ech, dass dat bei där Analys géif erauskommen. A wann do musse Saache gekläert ginn, da wäerten déi och selbstverständlech gekläert ginn, well mir wëllen, mengen ech, alleguerten, dass déi Direktiv hei am Besonneschen, awer och d'Reglement, dass déi genee applizéiert ginn. An dat ass net nëmme wouer fir d'Betribler oder fir d'Gemengen, mä och fir de Stat, fir all seng Ministère. Dofir gëtt et och eng CNPD, déi déi Missioun huet. De Stat soll virbildlech sinn. A wann et géif iergendwou eng Lacune ginn, ma da wiere mer frou, wann déi géif kënne fonnt ginn, an da kéint se och gradesou séier behuwe ginn.

Méi hunn ech am Moment, Här President, net ze soen iwwert déi allgemeng Remarken eraus. Mä duerno kréie mer bestëmmt nach d'Geleeënheet, op Froen ze äntwerten.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Merci, Här Braz. Da géif ech dem Här Schrantz a senger Mataarbechterin d'Wuert ginn, fir eis deen Historique duerzeleeën.

Dee PowerPoint, deen Der eis matbruecht hutt, dee wäert duerno public sinn.

**M. Philippe Schrantz, *Directeur général de la Police grand-ducale.***- Merci, Här President. Vlächcht ier mer zur Presentatioun kommen, wollt ech e puer allgemeng Iwwerleeungen nach maachen.

Et ass esou, datt och, wéi déi zwee Häre Ministere gesot hunn, Dateschutz fir eis extrem wichteg ass. Mir hu verschidden Outilen, déi brauche mer, fir eis Aarbecht kënnen ze maachen. Mä mir wëllen awer, datt dat Ganzt geschitt am volle Respekt vum Dateschutz. Wat mir wichteg ass elo direkt ze soen, dat ass, datt mer wierklech



dru schaffen, fir absolutt korrekt dozestoen. An ech mengen kënnen ze behaupten, datt mer haut besser dosti wéi ...

Sécher sinn nach Verbesserunge méiglech. An ech denken, déi ganz Diskussiounen wäerten eis och vläicht nach verschidde Saachen opweisen. Wat een awer kann op alle Fall richtegstellen, dat ass, datt, wa mer vu Fichier central schwätzen, dann ass dat net e Casier, an ech mengen och net, datt et e geheime Casier ass. Also mir sinn, an ech hunn dat schonn oft gesot op ville Plazen, déi am meeschte kontrolléiert Verwaltung beim Stat - ech zielen d'Instanzen net méi allegueren op. Geheimes bei eis gëtt et näischt. Also dat wëll ech einfach eng Kéier dohinnerleeën, fir de Kontext vläicht e bëssen anescht ze setzen.

Fir lech e puer Saachen, déi mer en place gesat hunn, emol scho virauszeschécken zur Presentatioun, fir och ze weisen, datt et eis wierklech dru geleeën ass, fir den Dadeschutz voll ze respektéieren: dat ass, datt mer en DPO agestellt hunn (Data Protection Officer), dee ganz kloer och Missiounen huet, déi mer lech herno wäerten erklären, datt et och méttlerweil méiglech ass, fir jiddereen, deen eppes wëllt nokucken, datt dee sech muss éischtens alogge mat senger Identitéit, dat ass retraçabel. E muss e Motiv uginn, firwat en dat gekuckt huet. Also mir hu schonn do vill Méiglechkeeten, fir och nodréiglech Kontrollen ze maachen.

Fir de Bierger dobaussen hu mer probéiert, op eisem Internet d'Prozedure kloer opzeweisen. Ech mengen also, datt mer scho ganz vill gemaach hunn an deene leschte puer Joer, fir datt mer richteg par rapport zu der Direktiv an zum Reglement stinn.

Fir lech awer de Wee bis dohinner e bëssen ze beschreiwen, an ech mengen dat ass ganz wichteg, datt een och eng Kéier dee ganze Background gesäit, géif den Här Neuens lech eng Presentatioun maachen iwwert den Historique vun ënner anerem de Fichier-central.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.*** - Merci, Här Schrantz. Här Neuens, et ass un lech.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale.***- Jo, Merci, Här President.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Et ass an der Rei, wa mer d'Technik nach op eiser Säit hunn ...

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale.***- Jo, well dat ass ëmmer deen ...

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- D'Technik verseeet erëm.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale.***- Jo, hei si vill Knäppercher drop, mä et ass awer elo keen, deen ...

**Une voix.**- Et ass deen ieweschten.

**M. Jeff Neues, *Police grand-ducale.***- Deen ieweschten, do geschitt näischt. Ech ginn dovun aus, dass en un ass.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Madamm Hansen.

**Mme Martine Hansen (CSV).**- Just eng Fro: Kéinte mer déi Presentatioun kréien? Ech gesinn ..., kéinte mer net einfach eng Kopie kréien?

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Dir kritt eng Kopie, Dir kritt eng Kopie.

**Mme Martine Hansen (CSV).**- Kéinte mer se elo scho kréien? Dat wier méi einfach.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Mir hu Kopië scho gemaach. Ech weess net, ob mer der elo genuch hei hunn.

**Une voix.**- Et kann een der jo nach maachen.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Da gi mer déi engem Huissier, da gi mer eng weider, da kënne mer Kopië maachen. Wivill Kopien hu mer? Kann een direkt Kopië maachen?

**Une voix.**- Ass en un?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale.***- Jo, en ass un. Ech kann emol eng Kéier probéieren, „reset“ ze drécken. Vlächcht ..., neen, do geschitt näischt.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Ass een à même an der Chamber, ze kucken, datt déi Apparater awer ginn?

**Une voix.**- Virdrun ass en dach gaangen, oder net?

**Plusieurs voix.**- Aah!

**Une voix.**- Elo hu mer d'Piraten um Knäppchen, da komme mer weider.

**(Hilarité)**

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale.***- Voilà! Also wéi den Här Schrantz et scho gesot huet, wollte mer nach e puer Saachen am Ufank nach eng Kéier erwänen:

De Police-Fichier, de Fichier central an de Casier hu ganz verschidde Finalitéiten. Natierlech geet et an deenen zwee Fäll ëm Strofdoten, ëm Persounen, déi géint d'Gesetz verstoussen. Deen Deel Police-Fichier ass de Recueil vun där Aarbecht, déi d'Police gemaach huet, iert den Dossier bei d'Magistratur geet. An de Casier ass dat, wann eng Decisioun geholl ass op déi Strofdot hin, wat do dann drastoe kënnt. Natierlech, wéi gesot, geet et ëm déiselwecht Aart a Weis vu Verhalen, awer mat total verschiddene Finalitéiten.

Dann ass et och: De Fichier central, et ass och scho gesot ginn, do ass näischt Geheimes drun. An eng Iddi, wou een och vlächcht muss ophalen domat: ze mengen, dass mir Fichen hätten iwuer Leit. De Fichier central ass soss näischt, wéi gesot, wéi

de Recueil vu Protokoller a Rapporten. An et ass net esou, dass et eng Fiche gëtt vun enger Persoun, vu Lëtzebuerger, wou dann drasteet, wat déi alles gemaach hunn oder wat mir mengen, dass se gemaach hätten.

Et ass och net esou, dass beispillsweis et méiglech ass, iwwer en Zeien oder iwwer en Opfer eppes ze fannen. De Protokoll, deen am Fichier dran ass, ass just iwwert den Numm vun där Persoun, den Auteur, deen dee Moment als Auteur vun der Infraktioun, als „PESAPI“, wéi mir et nennen, als „personne suspectée d'avoir participé à une infraction“ - de Suspect, wann Der wëllt -, drasteet.

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Kënnt Der dat nach eng Kéier widderhuelen? Ech verstinn dat do net.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Also et ass esou, dass déi Clé d'accès, wann Der wëllt, fir an de Fichier ze kommen, just déi Persoun ass, déi den Tatverdächtegen ass, also déi protokolléiert ginn ass. An natierlech steet an deem Dokument och d'Zeienausso dran. Och wann elo en Opfer do ass, dat steet am Dokument dran. Mä déi fannt Der net erëm. Dat heescht, Dir kënnt nëmmen, wann Der elo siche gitt ..., Dir fannt déi Persoun nëmmen, wa se Auteur vun der Infraktioun ass. Wann do een als Zeien ausgesot huet a mir ginn deen Numm an, dee fällt net eraus. Et ass just deen ...

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Dat heescht, et ass den Auteur oder Auteur présumé?

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Auteur présumé, ganz kloer.

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Dat ass e ganz groussen Ënnerscheid.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Neen, neen. Mir schwätzen elo ganz kloer hei vum Polizeifichier, dat heescht, déi Persoun, wou et Elementer ginn, dass se als Auteur vun enger Strofdot consideréiert gëtt. Dat heescht net, dass se schëlleg ass. Dat heescht net, dass se veruerteelt ass. Et ass just deen, wou d'Elementer gi sinn, déi eis dann net nëmmen erlaben, mä eis obligéieren, dat dem Parquet matzedeelen. Deen Term, dee ginn ass, ass den „PESAPI“, deen och an deenen ABC-Mesurë gepräägt

ginn ass: „personne suspectée d'avoir participé à une infraction“, also „participé“, emol net, dass en se gemaach huet.

An dann, wat ech och vläicht nach eng Kéier wëll soen, dat ass: Déi Persoun, déi am Fong hei sech ëffentlech beschwéiert huet, dass se bei enger Demande d'embauche hiren Antécédent judiciaire virgeheit kritt huet, déi ass ni de facto an der Police nogefrot ginn. Also mir hunn dat iwwerpréift. D'Madamm May kann dat herno nach vläicht eng Kéier méi am Detail soen. Mir hunn dat gekuckt.

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Dat ass jo nach méi e Skandal!

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Déi hu mer gekuckt an déi ass, wéi gesot, an der Police ni nogefrot ginn.

**M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Här President, ech wär frou ..., ech wär frou, ech versti jo, datt d'Leit e bësselchen ...

**M. Charles Margue, Président de la Commission de la Justice.**- Kommt, kommt!

**M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Ech wär frou, wa mer awer d'Leit géifen, d'Beamte géifen ausschwätze loossen - et ka jiddweree selbstverständlech Tëschefroer stellen -, soss dauert et awer e bësse laang, Här Mosar, soss komme mer net do derduerch. Ech mengen, et ass awer wichteg, datt mer awer e Gesamtiwwerbléck driwwer kréien.

**M. Charles Margue, Président de la Commission de la Justice.**- Den Här Neuens huet d'Wuert.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Okay. Dir kënnt mer vläicht deen iwwernächste Slide huele mat de Base-legallen.

**M. Charles Margue, Président de la Commission de la Justice.**- Den nächste Slide, wannechgelift. Voilà!

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.** - Voilà! Do hu mer elo opgezielt, wat déi relevant Texter sinn. Mir hunn och do mat herno deenen „Ci-après“ et erwäant, fir dass duerno am Slide et net ze vill grouss gëtt, fir ëmmer dee ganze Libellé do ze erwänen.

Bon, et ass lassgaange mam Gesetz vun 1979, wat dat éischt Dateschutzgesetz war, dat mer zu Lëtzebuerg haten, wou mir och d'ailleurs als Lëtzebuurger eent vun deenen éischte Länner waren, déi en Dateschutztext haten. Deen Text ass geännert ginn 1992. A bon, en ass nach duerno och emol geännert ginn, mä dat do war eng wichteg Ännerung fir d'Police, well nämlech dee Moment d'Méiglechkeet geschafe ginn ass, fir iwwer Règlement grand-ducal Polizeifichieren, automatesch Fichieren ze erméiglechen. Dee Reglement koum dann och e puer Deeg drop. Dat ass dann deen ominéisen INGEPOL.

Dunn ass d'Gesetz vun 2002 komm. Dat war d'Transpositioun vun der europäescher Dateschutzdirektiv 9546, déi sech awer net un d'Police applizéiert huet. Dat war deemools eng legal Situatioun, well d'Kommissioun, déi den Auteur vun deem Text eigentlech war, keng Kompetenzen am sougenannten zweeten an drëtte Pilier hat, wou awer d'Länner, d'Memberstaten d'Méiglechkeet kritt hunn, fir op eegen Initiativ déi Texter och gëllen ze loosse fir d'Police, wat Lëtzebuerg gemaach huet.

Leider si mer do op där Reglementatioun iwwer Règlement grand-ducal bliwwen. Dat hätte mer net misse maachen. Mir hätte kënnen déi generell Prinzipien applizéieren, d'Artikelen 12 a 14, Notification oder Autorisation préalable, wat vill Problemer geléist hätt. Mä wéi gesot, dat war e Choix, fir d'Reglement bäizehalen. A bei deem Gesetz ass och drastoe komm, dass déi Reglementer, déi op Basis vum 79er Text gemaach gi sinn, och weider Bestand hunn. Dat heescht, d'Reglement INGEPOL hat weider Bestand ënnert dem Gesetz vun 2002.

Da kommen 2018 zwee Texter, dee generellen Text, also déi ominéis GDPR, oder wéi d'Germanen et soen, déi „Datenschutzgrundverordnung“, déi de generelle Kader setzt, an eben d'Direktiv, d'Dateschutzdirektiv, déi huet missen transposéiert ginn.

Dat eent Gesetz, wou et ëm d'GDPR geet, do stoungen eng Rei Regeln dran, déi national hu missen ëmgesat ginn iwwer e Gesetz, dat heescht, et ass keen

Transpositionsgesetz. Mä dat brauch ech lech net ze soen, Dir hutt déi Gesetzer gestëmmt. Mä et ass e Gesetz, wou am Fong déi Saachen, déi an der GDPR drastinn, hei ëmgesat ginn a wou notamment dann d'CNPD hire Statut ofgeännert kritt huet.

An dann eben deen aneren Text, wat dann d'Transposition ass vun der Dateschutzdirektiv.

Voilà! Do steet et dann nach eng Kéier, d'Definitiou, wat de Fichier central ass: De Recueil vun de Protokoller a vun de Rapporten, an dat war ufanks e manuelle Fichier, wou Der ... Dir musst lech dat virstellen: De Polizist schreift säi Protokoll, den Original geet op de Parquet an et geet eng Kopie an eis Archiven, an eise Fichier. An do gouf et an der Zäit eng Karteikäertchen. Dat heescht, wann en neien Dossier drakomm ass, dee krut eng Nummer an ass ënner fortlaufender Nummer stockéiert ginn. A wann Der gären eng Informatioun gehat hätt - wéi gesot, et war net informatiséiert -, da sidd Der op de Police-, op den Zentralfichier gaangen als Beamten an Dir hutt d'Persoun an deem Fichier gekuckt. Do war se alphabetesch ofsauvéiert, also Karteikärtercher. An dann hutt Der d'Nummer fonnt a mat där Nummer sidd Der de Protokoll siche gaangen.

Dat ass, wéi mer 2002 ugefaangen hunn, dat ze digitaliséieren, net anescht bliwwen. Et ass ebe just, dass Der haut keng Karteikaart méi hutt, wou Der et kucke gitt, mä Dir kënnt dat informatesch maachen an Dir braucht lech och net méi ze déplacéieren an de Fichier, mä Dir kënnt dat vun Ärem Computer aus maachen, wéi et virdu gesot ginn ass: andeem ee sech aloggt, fir dass et kloer ass, vu wéi engem Computer et geschitt, mam Mot de passe a mat engem Motiv. Mä u sech huet sech näischt geännert, ausser dass et, wéi gesot, automatiséiert ginn ass. Mä un der Qualitéit vun den Informatiounen huet sech näischt geännert.

Wann een elo nach eng Kéier op d'Base légale ageet - elo kënnt Der deen nächste Slide huelen, wannechgelift, voilà! -, virun 1979, keen Thema, do gouf et iwwerhaapt keng Base légale. Dann tëschen 1979 an 2002 war et och net noutwendeg, de Fichier ze regelen, well, wéi gesot, de Fichier war zu deem Moment eng manuell Datebank an d'Gesetz vun 1979 huet sech net op déi manuell Datebanken applizéiert.

Sou, 2002 ännert dat da mat deem Text. An deem Text vun 2002 applizéiert sech souwuel op déi manuell wéi op déi informatiséiert Datebanken. Do ass dann d'Fro, ob een do hätt missen e Reglement huelen oder net. Doriwwer kann een diskutéieren.

Bon, wat huet d'Police gemaach? Tatsaach ass, et gouf kee spezifescht Reglement fir de Fichier central. A wat huet d'Police gemaach? Ma d'Police huet esou gutt wéi et gaangen ass déi Iddien, déi am Reglement INGEPOL stoungen, och op de Fichier central applizéiert.

Do muss ee sech awer bewusst sinn, wann een dat Reglement kuckt, dat eegent sech net fir dee Fichier central, well zum Beispill war an deem Reglement virgesinn - ech kommen herno, wann ech doriwwer schwätzen, nach eng Kéier dorop zréck -, do war virgesinn, dass nëmmen d'OPJen, an och emol net all, Accès solle kréien. Jo, wann d'Magistratur en APJ chargéiert huet mat enger Enquête, ass et jo normal, dass deen APJ kucke geet, wann ech mat enger Persoun ze dinn hunn: Wie war déi Persoun, wat huet déi bis elo gemaach? Dat Recht hat en APJ. An den APJ krut och Accès op d'Informatioun, krut se just net selwer. Dat heescht, an der Regel ass dann den OPJ, säi Chef, deen ass an de Fichier d'Saach siche gaangen an huet deem aneren et ginn.

Do hu mer probéiert, e Maximum ze maachen. Mir hunn och ugefaangen, do aner Delaien eranzehuelen, wou mer et geläscht hunn. Do hu mer pauschal déi zéng Joer ageféiert. Do hu mer a verschiddene Fäll wäit iwwert d'Zil erausgeschoss, well den INGEPOL net vun zéng Joer geschwat huet. Den INGEPOL huet gesot, en absence de décision judiciaire kënnst Der d'Saachen zéng Joer halen an da gëtt et archivéiert, et gëtt och net geläscht, et gëtt net zerstéiert. Och an d'Archive kann een erakomme mat Autorisatioun vum Procureur général. A virun allem awer, wann eng Persoun condemnéiert ass a se kritt eng laang Prisongsstrof, da kann ee wäit iwwert déi zéng Joer erausgoen.

Mir hunn trotzdeem no zéng Joer geläscht, also net geläscht, „archivéiert“, fir am techneschen Term ze bleiwen. Mir sinn am Fong wäit iwwert dat erausgaangen, wat déi Obligatioun vum Reglement vun 1992 eis forcéiert hätt ze maachen. Mir hu probéiert, wéi gesot, e Maximum ze maachen.



Da kommen 2018 déi nei Texter. Deen éischten Text, also deen am Fong fir d'CNPD e frësch, en neie Kader setzt, deen huet dat Gesetz vun 2002 ofgeschaft. An doduerch huet am Fong de Règlement INGEPOL definitiv seng Base légale verluer. An duerch dat neit Gesetz, d'Transpositionsgesetz vun der Direktiv, ass dee Prinzip vum Règlement grand-ducal net méi do. Mir hunn elo d'Méiglechkeet, Daten ze traitéieren, wann den Traitement licite ass. D'Licéitéit vun engem Traitement ergëtt sech aus dem Text, deen der Verwaltung, deen eis am Fong erlaabt ze schaffen. Dat ass fir eis de Code de procédure pénale, dat ass d'Polizeigesetz, dat si Spezialgesetzter a soss nach allméiglech Gesetzter, wou mir eng Missioun kréien.

An dann, déi Donnéeën, déi mir traitéieren, déi musse mer ënnert deenen dateschutzrechtlechen Aspekter kucken, mat all deene Regeln, Proportionalitéiten, mat Accès, wéi laang mer et kënnen halen. An do gi mer kontrolléiert vun deenen zwou Autoritéiten: d'Autorité de contrôle administrative an déi judiciaire. Et ass am Fong ee Contrôle, dee sech im Nachhinein mécht, ex post, wa mer bis d'Traitementer gemaach hunn, net méi wéi virdrun, dass een am Virfeld kontrolléiert gouf. Dat ass d'Logik vun deem neien Text, an dee mir och de Moment applizéieren.

Da kënnt Der weiderfueren, wann Der wëllt.

Voilà! Da komme mer zum INGEPOL. An INGEPOL war eigentlech geduecht, fir eppes ze ersetzen, wat mer déizäit haten, dat ass den CDRJ, dat war e Lachkaartsystem. Wann e Protokoll geschriwwen ginn ass an deen ass an de Fichier komm, dann ass do probéiert ginn, déi Informatiounen, déi an deem Protokoll dra waren, erauszehuelen, ze strukturéieren. Do ass et ugaange mat enger Beschreibung vun der Persoun: Wéi grouss ass se? Wat ass d'Aefaarf? Wat fir eng Oueren huet se? Huet se speziell Mierkmoler? Do ass eng Lachkaart gemaach ginn. An da war d'Iddi, wann elo zum Beispill eng Persoun eng Strofdot gemellt huet a si hat eng Beschreibung vum Täter, dann ass probéiert ginn, déi Beschreibung vum Täter mat deenen Täter, déi mer kannt hunn, iwwereneenzeleeën an dann eventuell erauszefannen, ob een den Täter doriwwe fënnt. Dat ass am Fong e System, fir am Enquêtëberäich ze schaffen.

Et war, wéi gesot, keen automatiséierten, respektiv et war wuel en automatiséierte System, mä keen elektroneschen. An den INGEPOL sollt eigentlech dat

remplacéieren. Do sollt am Fong déi al Technik vun de Mikrofichen ersat ginn duerch eng relationell Datebank.

Wann Der kéint weiderfueren, wannechgelift, mam nächste Slide.

Voilà! Do ass et datselwecht. Virun 1979 gouf et iwwerhaapt näischt. Dann tèschent 1979 an 1992, do huet jo dann en Dateschutztext bestanen, dee sech op automatesch Traitement applizéiert huet. Eigentlech hätt ee missen do den CDRJ regelen, well et war zwar keen elektronnesche System, mä et war en automatiséierten. Also eigentlech hätt een do schonn e Règlement grand-ducal oder e Gesetz gebraucht fir den CDRJ, wat mer awer och net haten.

Dann tèschent 1992 an 2018, do kréie mer jo dann d'Iddi, fir et am Fong ze informatiséieren. Mir kréien dat Reglement INGEPOL an dat war tèschent 1992 an 2018 a Kraaft. 2002, dat hunn ech och scho gesot, déi Transpositioun, déi mer applizéiert hunn op d'Polizeidatebank, wou mer awer trotzdeem gesot hunn, am Beräich vun der Präventioun, Recherche a Constatation d'infraction bleiwe mer bei der Reglementatiounsflicht.

Wat een och muss soen, tèschent 2002 an 2019 vun dem INGEPOL: Deen huet u sech dräi Volete virgesinn. Dat Éischt, dat war d'Partie „recherche“, dat Zweet war d'Partie „documentaire“ an dat Drëtt war d'Partie „archive“. D'Partie „recherche“, dat war eigentlech dat, wat mir e Signalementsfichier nennen. Do sinn all déi Informatiounen dran, wou mer nach konkret eppes géint eng Persoun mussen ënnerhuelen. Dat ass eng Persoun, déi ze verhaften ass. Dat ass beispillsweis, wann een de Führerschäi verléiert viru Geriicht, deen awer vläicht net do ass, wou de Führerschäin net direkt agezu gëtt. Ma deen treffe mir iergendwann eng Kéier un an da kritt en d'Uerteel zougestallt an de Führerschäin ewechgeholl. Dat ass dee Volet vun der Partie „recherche“. Dee gouf realiséiert vun 2002 un. Dee gëtt et och haut nach.

Mä deen aneren Deel, déi relationell Datebank, d'Partie „documentaire“ ass de facto ni realiséiert ginn. Dat heescht, mir hunn dat haut emol nach net. De Problem ass, et war immens schwéier, dat ze realiséieren. Do waren och Saachen deemools am

Reglement dra vun 1992, déi mat dem Stand vun der Technik déizäit net realisabel waren. Haut kéint een dat maache mat enger Browsertechnologie, wou een eng Full-Text-Recherche mécht, wéi een et aus dem Internet kennt. Deemools huet ee missen déi Informatiounen aus dem Protokoll strukturéieren, a Felder eranhuelen, fir Recherchen ze maachen. Dat hu mir ni ëmgesat kritt.

Da kënnt Der weiderfuere (*à lire: mam nächste Slide*), wannechgelift.

Règles d'accès, also op de Fichier central: Virun 2002 hat all Polizist, all OPJ an APJ Accès op dee Protokoll a Rapport aus dem Fichier. An dunn hu mir 2002 bis 2018 de Prinzip applizéiert vum INGEPOL a mir hunn am Fong just den OPJen direkten Accès ginn. Am Ufank waren dat der just 150, emol net all, dat war eng Lizenzegeschicht. An no an no ass dat awer ausgebaut ginn, dass all OPJ en Accès hat. Et haten och verschidden APJen Accèsen.

Ech wëll nach eng Kéier betounen: Mir hunn do iwwert d'Zil erausgeschoss. Mir hate keng legal Obligatioun, fir den ... Mir hätten duerchaus kënnen den APJen och deen Accès ginn, well dat Reglement INGEPOL net dofir geduecht war. Mir hunn eis do selwer ageschränkt, fir ze probéieren, e Maximum ze maachen.

An dunn no 2018, wéi dann deen Text formell ofgeschaaft ginn ass, also déi Base légale vun deem Reglement INGEPOL, hu mir och erëm all APJ deen Accès ginn, deen en, dat muss ech awer och erëm eng Kéier soen, virdrun indirekt hat. Well nach eng Kéier, wann de Parquet en APJ chargéiert huet, eng Enquête ze maachen, huet dee selbstverständlech och misse wëssen: Ma déi Persoun, mat där ech elo chargéiert sinn, d'Enquête ze maachen, wat ass där hiren Historique, wat huet déi bis elo gemaach?, fir dass en dat an der Enquête och konnt brauchen.

INGEPOL - wann Der den nächste Slide kéint huelen, wannechgelift.

Voilà! Wéi ech scho gesot hunn, nëmmen dee Volet Partie „recherche“ ass realiséiert ginn. An do stoung och am Reglement dran, dass an déi Partie d'APJen an d'OPJen en Accès hätten. Dat fonctionnéiert säit 2002 an dat huet och duerno net geännert.

Sou, dann hu mer et nach eng Kéier grafesch duergestallt am nächste Slide, fir op déi Fro ze äntweren. Do gesitt Der dat nach eng Kéier, wéi et war an deenen eenzelne Perioden iwwert déi zwee Deeler - Fichier central uewen, dann déi INGEPOL-Partie „recherche“, déi eenzeg, déi realiséiert war, ënnen. An da gesitt Der de Renseignement, dat ass effektiv déi eenzeg staatlech Verwaltung, déi en direkten Accès huet op d'Partie „recherche“. An dat ass am Gesetz vum Renseignement vun 2016 tel quel virgesinn.

Wéi gesot, de Renseignement huet just Accès op déi Informatiounen, wou d'Police eppes géint eng Persoun huet, also een, deen ze verhaften ass. De Renseignement gesäit net do den Akt, net, wat do iwwer eng Persoun steet, déi e Protokoll gemaach kritt huet. Also eng Persoun, déi e Protokoll kritt huet oder wou de Rapport geschriwwen ginn ass, déi awer net ze verhaften ass, dat gesäit de Renseignement net.

Voilà! Da kënnt Der den nächste Slide huelen, wannechgelift.

Wat mir elo amgaange sinn ze maachen: Déi generell Dateschutzregelen, déi soen, dass am Fong een en Accès zu engem Traitement, zu enger Informatioun kritt, wann een e Besoin huet, déi Informatioun ze hunn. Dat ass dee grouse Prinzip vum Dateschutz, dee fir alles gëllt, net nëmme fir d'Police. Bon, an deen „need to know“, deen applizéiert sech natierlech op all Polizist am aktiven Déngscht. Ee Polizist, dee wierklech als Polizist dobausse schafft, brauch déi Informatioun.

En applizéiert sech ënner Reserven op déi Polizisten, déi an administrative Fonctionne sinn. Wann Der elo zum Beispill e Polizist huet, deen an de Ressources humaines schafft, jo, dee brauch net den Accès op de Fichier. De Moment ass et awer esou, dass dee Polizist deen Accès nach huet, techesch. Dat heescht net, dass en en dierf huelen. Well „need to know“ heescht net: „Ech hunn den Accès a well ech den Accès hunn, dierf ech kucke goen.“ E muss e Grond hunn, e muss e Motiv hunn. Dat gëllt och fir déi. Mir hätte léiwer ...

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Wie kontrolléiert dee Motiv? Dir sot: „Hie muss e Motiv hunn“, wéi gëtt dat kontrolléiert?

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- A priori gëtt emol net kontrolléiert, well de Beamte säi Motiv agëtt. Et gëtt herno kontrolléiert, wa sech erausstellt, dass e Problem war. Da geet ee kucken, éischtens emol: Huet de Polizist den Accès?

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Dann huet en emol déi Informatiounen kritt.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo, jo. Dat ass awer, wéi gesot, bei allem, also ech mengen, dee Prinzip vum Motiv gëllt fir allen Datebanken. Dee Problem hutt Der ëmmer. Ech mengen, deen, deen e Motiv agëtt, deen erkläert domat, dass en e Recht huet, déi Donnéeën ze kréien. Dee kann natierlech och fuddelen. Wann ech e Motiv aginn, deen ech net hunn, kommen ech och un Donnéeën. Mä herno gëtt kontrolléiert: Wat fir e Motiv? Hat ech iwwerhaupt e Motiv? War et dee richtege Motiv? A wat hunn ech mat den Donnéeë gemaach?

Wat een awer och muss bedenken, wann ech elo soen: „Dee Prinzip applizéiert sech sous réserves“, do dierf een net vergiessen: Ee Polizist, deen an de Ressources humaines schafft oder an der Logistik, bleift Polizist dem Statut no. An och deen ass als Polizist obligéiert, de Parquet ze informéieren, wann e Kenntnis vun enger Strofdot huet. E ka sech enger Entrave schëlleg maachen, wann en eng Strofdot weess, déi en net dem Parquet mellit. Dat heescht, et kann een och net einfach soen: „E Polizist, deen an enger administrativer Fonctioun ass, huet keen Accès méi.“

Mir probéieren, et esou ze maachen, dass een dee Polizist och drun erënnert: „Hei, pass op, du bass am Fong net deen, deen dat doten normal mécht!“, fir vläicht e bëssen och ze evitéieren, dass e vläicht eng Kéier eppes kucke geet, wat en net soll, oder dass e sech keng Froe stellt. Mä mir kënnen och deen Accès net total verbidden.

An de Moment hu mer natierlech en technesche Problem. Mir hunn de Moment, wéi eis Datebanken opgebaut sinn, keng Méiglechkeet, den Ënnerscheid ze maachen tëschent engem Polizist an engem administrative Service an an engem aneren. Mir schaffen dodrun. Dat setzt awer viraus, dass mer eis SAP-Datebank änneren, dass mer do méi Kategorië maachen. Dat ass mat Fraise verbonnen, mat Opwand verbonnen. Mä do schaffe mer drun. Also mir sinn nach net perfekt. Mä mam Text vun 2018 si mer säit engem Joer amgaangen, eis wierklech do ze perfektionéieren.

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Entschëllegt!

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo?

**M. Laurent Mosar (CSV).**- [...] Dir sot: „Am Moment ass dat technesch nach net méiglech, fir do Ënnerscheeder ze maachen.“

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo.

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Kann een dann dorausser schléissen, datt also net auszeschléissen ass, datt ausser deene Leit, déi eigentlech expressement en Accès hunn, och anerer, déi dann eben de mauvaise foi wäeren, och do kéinten erakommen?

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Natierlech net! Ech mengen, wann elo e Beamten -mä dat gëllt fir all Beamten, och e Beamten, deen en Accès duerch seng Aarbecht huet -, wann deen elo higeet an e geet eng Donnée aus Privatzwecker consultéieren, dat kann deen technesch maachen. Dat kritt Der net verhënnert.

An natierlech och dee Beamten an der administrativer Fonctioun, wann deen elo agëtt „motif de police judiciaire“, mir géifen dann am Fall vun engem Contrôle mat deem Beamte schwätzen a soen: „Wat war dann dee Motiv?“ Da muss e jo eng Erklärung ginn. Am beschte Fall huet en e Protokoll geschriwwen an dann ass et gutt. Mä do kann et awer och sinn, dass dee Beamte seet: „Jo, ech hat eppes Verdächtige gemierkt, ech hunn emol nogekuckt: Ass déi Persoun bekannt?“ En huet d'Persoun net fonnt oder huet se fonnt a muss da soen, wat e gemaach huet. Am optimale Fall, wann e selwer kee Protokoll mécht, misst en higoen an e misst d'PJ informéieren a soen: „Dat do ass mer opgefall“, a mat deem zoustännege Beamte schwätzen.

Mä ech muss awer éierlech soen, mir hunn där Fäll do de Moment ...

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Mä reng theoretisch, wivill Leit kéinten dann en Accès en théorie dorobber hunn?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Wivill Leit hunn déi administrativ Fonctiounen? Dat hänkt elo dervun of, wéi een et definéiert. Ech géif soen, mir schwätzen do vun iergendwou 600 Leit wahrscheinlech.

**M. Gilles Roth (CSV).**- A wivill sinn der am Ganzen OPJ an APJ?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Also, mir hunn ongeféier 2.000 Polizisten. Do, géif ech soen, wärend der de Moment zwee Drëttel OPJ ongeféier an een Drëttel APJ.

Leien ech do richteg? Ech sinn elo net esou ...

**Gilles Roth.**- Dat heescht, am Kloertext, et hunn iwwer 2.000 Leit hei Accès zu där Base.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Jo, jo.

**(Interruptions)**

**Une voix.**- Plus déi 600, déi nach...

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Neen, neen. Also, bei deenen 2.000 sinn déi 600 dran. Also 2.000 sinn déi Leit, déi den Accès do hunn.

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.**- Net cumulativ.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Jo.

**Une voix.**- Jo, an de Parquet?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- De Parquet huet keen Accès op eis Fichieren. Mä de Parquet huet natierlech déiselwecht Informatiounen. Wéi ech gesot hunn, de Protokoll, an ech mengen, dat ass jo de Code de procédure pénale, obligéiert eis eng Strofdot - obligéiert eis ! - eng Strofdot dem Parquet ze mellen. An d'Kopie geet an de

Fichier. Dat heescht, de Parquet huet déiselwecht Informatiounen wéi mir an de Parquet traitéiert déi Informatiounen och bei sech. Do wëll ech net driwwer schwätzen. Ech mengen, dat muss d'Magistratur lech erklären. Mä an eis Datebank huet d'Magistratur keen Accès, mä natierlech huet d'Magistratur e Matsproocherecht.

Huelt lech emol d'Beispill: Do ass e Polizist, dee schreift e Protokoll zu Onrecht. E mécht en Abus de pouvoir, e schreift e Protokoll. Deen ass natierlech bei eis dran. Mir kontrolléieren net, ass dat do richteg oder net. Elo stellt de Parquet fest, dat doten ass en Abus. Dee Moment seet de Parquet, ma hei ass eng Strofdot protokolléiert ginn, wat keng ass - huelt dat Dokument eraus.

Dat ass an der Praxis awer nach net geschitt. Mä natierlech huet de Parquet, ech mengen, déi Protokoller schreiwe mir fir de Parquet an de Parquet ass Här a Meeschter doriwwer. A selbstverständlech huet de Parquet do Matsproocherecht, wat an eisem Fichier ass. Mä en huet keen Accès, brauch en och net, well en huet jo d'Dokumenter bei sech.

Voilà! Da kënne mer vläicht deen nächste Slide huelen.

Also, mir si wierklech der Meenung, dass mat deem neien Dateschutztext mer an enger Situatioun sinn, esou gutt ware mer nach ni drun, well mer d'Traitementen elo wierklech kënnen am Sënn vun deem Gesetz maachen. Do si mer amgaangen. Déi Traitementen, déi mer bis elo hunn iwwer Règlement grand-ducal oder fréier notifizéiert hunn, déi si mir elo amgaangen, un de Regele vum Dateschutz ëmzesetzen.

Bon, do ass dee legale Volet. Dat ass dat Eent. Ech mengen, fir elo ze beschreiwen, wat mir maachen, dat ass guer kee Problem. Do si mer amgaangen. Dat anert ass awer, déi Dateschutzregelen, déi sech aus dem 2018er Gesetz erginn, och technesch ëmzesetzen.

Zum Beispill - fir elo just ee Beispill ze ginn - d'Gesetz vun 2018, dat gesäit ganz kloer vir, dass een den Ënnerscheed muss maachen tëschent de Kategorië vun de Leit. Et muss ee ganz kloer gesinn, firwat en an engem Fichier dran ass. Den Täter, wéi gesot, den Tatverdächtege selbstverständlech, Suspect, wéi Der et wëllt nennen. Ass en als



Zeien do oder als Opfer?

Wéi gesot, mir hunn de Moment just als Clé d'accès den Tatverdächtigen. Mä natierlech, wann een en Dokument erausliest, kann een an deem Dokument liesen, wien den Zeien a wien d'Opfer war.

Mir hätte léiwer, dass mer déi Donnéeën do méi séier kéinte kréien, dass een direkt géif gesinn, wie wat ass. Dat kréie mer am Moment technesch net hin. Do schaffe mer drun. An dat kréie mer och hin, wéi gesot, well den Text eis de Moment d'Méiglechkeet ergëtt, et selwer ze maachen an eben net mussen drop ze waarden, dass mer e Règlement grand-ducal hunn, well, wéi gesot, d'Dateschutzgesetz dat am Fong net méi virgesäit.

Sou, da géif ech d'Wuert ginn u meng Mataarbechterin, d'Lydie May, fir dee Volet DPO.

Ech soen lech Merci.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*. - Merci, Här Neuens.

**(Interruptions)**

Eng kuerz technesch Fro. Här Reding?

**M. Roy Reding** (*ADR*). - Net eng technesch Fro, et geet méi iwwert den Oflaf. Ech fannen, dem Här Neuens seng Explikatioun huet elo fir mech perséinlech elo esou vill Froen opgeworf, datt ech et besser géif fannen, mir géifen déi elo direkt diskutéieren. Well soss sammele sech esou vill Saachen un an duerno sprange mer vun Hëpches op Hapches.

Also ech denken, et wier fir de geuerdneten Oflaf méi sënnvoll, wa mer elo géifen direkt op dem Här Neuens seng Explikatiounen agoen an do eis Nofroe stellen. Ech mengen, näischt géint den Här Mosar, mä den Här Mosar, dee stellt do déi Zwëschefroen während dem Discours, während aner Deputéierte vläicht hir Froe sammeln, fir se dann

nom Discours ze stellen.

**Une voix.-** Voilà!

**M. Roy Reding (ADR).**- An ech hu ganz konkret Froen un den Här Neuens. Ech géif déi léiwer elo stelle wéi duerno, well soss geréit a Vergiess, wat den Här Neuens alles gesot huet.

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- Zwou Saachen, Här Reding. Ech hunn dat héieren. Ech géif awer proposéieren, der Madamm May d'Wuert ze ginn, fir dass mer och wëssen, wat ... Ech gesi jo, bei der Police ass vill „work in progress“. Mir hunn eng GDPS-Legislatioun kritt zënter zejoert, déi nach net ganz ëmgemat ass. An da wär ech och frou, wann d'Madamm May dann ouni Ënnerbriechung kéint hir Erklärunge ginn, vun deem, wat fir de Moment leeft, an da kënne mer duerno d'Froe sammeln. An da gesi mer, ob mer der Madamm Stirn, der Madamm Solovieff och nach vläicht Informatiounen ginn an dass mer duerno ... Mir sinn zäitlech net begrenzt, dass mer elo müssen um zéng Auer ophalen. Also, mir hunn ...

**Une voix.-** Mir hunn also nach Zäit.

**Roy Reding.-** Fir datt mer herno eis Froe stellen?

**Une voix.-** Jo.

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- Jo, jo, jo. Mä, mir ass et wichteg de Moien, dass mer emol eng Logik vun der Informatioun kréien.

**Une voix.-** Eng Vue d'ensemble wär net schlecht...

Mir maachen d'Vue d'ensemble an da kënne mer jo och erëm no an no erofbriechen, déi verschidde Punkten, zu deenen da Froe sinn, mat deene jeeweilegen Intervenanten. Kommt mir maachen et esou. D'Madamm May.

**Mme Lydie May, Déléguée à la protection des données, Police grand-ducale.**- Jo, Merci. Ech géif dann emol op d'Fonktioun vum DPO, vum Délégué à la protection des données agoen. Et ass esou, datt vum Gesetz vun 2002 aus déi Fonctioun scho virgesi war. Dat war awer just fakultativ. Mam Gesetz vum 1. August 2018 ass d'Nominatioun vun engem DPO obligatoire ginn an esou hunn ech da viru knapp engem Joer ugefaangen als Déléguée à la protection des données bei der Police.

Am Moment ginn ech assistéiert vum Här Neuens, well hien notamment de Lien assuréiert tëscht der Procédure pénale an och der Coopération policière internationale, well déi Domäne liiert sinn an et kann een net dat engt ouni dat anert traitéieren.

Dir kéint vläicht zwee Slidë weidergoen.

**Une voix.**- Zweek?

**Mme Lydie May, Déléguée à la protection des données, Police grand-ducale.**- Jo, mir si scho bei deem nächsten. Jo, Merci.

D'Missioun vum Délégué à la protection des données si folgend: Et ass notamment de Responsable du traitement, awer och d'Beamten ze informéieren an ze conseilléieren, wat d'Obligatioun vum Dateschutz betrëfft. Konkret gesäit dat esou aus, datt ech Avise schreiwen, datt ech op Froe vu Beamten äntworten. Dann dirigéieren ech, zesumme mam Här Neuens, ee Groupe de travail « protection des données », wou mer bis elo 20 Reuniounen haten. Do kucke mer da mat Leit aus deene verschiddene betraffene Servicer den operationelle Volet, well een, wéi gesot, dat och d'Streck hale muss. Et kann een net den Dateschutz ouni dat Operationellt kucken.

Dann ass eng aner Missioun vu mir, fir Formatiounen ze assuréieren. Do hate mer elo ugefaangen, fir eng Formatioun an der PJ ze halen, dat war elo während véier Moienter. Et ass awer och virgesinn, datt mer eng Formation de base an der Police-Schoul maachen, dat heescht, datt d'Beamten direkt, wa se an der Schoul sinn, schonn déi néideg Informatiounen kréien an direkt da vertraut gemaach gi mat den Obligatiounen

vum Dateschutz.

Dann ass eng weider Missioun vu mir de Cadre légal national an européen ze kontrolléieren, also de Respekt dovunner. Dat gesäit da folgendermoossen aus: Do mussen dann Auditte gemaach ginn, dat heescht, fir méi genau ze sinn, datt d'Log-filë kontrolléiert ginn, dat heescht, d'Tableaux de journalisation, wou mer eben d'Motiver an d'Accès kënnen agesinn, déi d'Beamten eben agedroen hunn. Also, respektiv, fir méi genau ze sinn: Wann ee Beamte sech an eng Base de données aloggt, muss e jo dann ee Motiv uginn. An hei kënnen mer da kucken eben, wat hien als Motiv uginn huet, respektiv gesi mer och, wéini en eragaangen ass, den Datum an d'Auerzäit.

Do kann ech vläicht kuerz soen: Déi Persoun, déi sech ebe beschwéiert huet, déi eben d'Origine ass vun där ganzer Diskussioun hei, do hat den Här Neuens schonn ugedeit, datt déi bei der Police am Fichier central net nogekuckt gi war. Déi Persoun hat bei eis eng Demande d'accès gestallt, fir hir perséinlech Donnéeën anzegesinn, a si huet eben an hirem Bréif geschriwwen gehat, datt se an e puer Entretiene beim Stat virgehale kritt hätt, datt se Antécédente gehat hätt. A wann d'Persoun dat behaupt, ech hunn doropshin du proaktiv d'Log-filë kontrolléiere gelooss, fir ebe sécher ze sinn, datt kee bei der Police déi Persoun nogekuckt hat. Dat war awer och, wéi gesot, net de Fall.

Dann ass eng weider Obligatioun, fir den Dateschutzobligatioun Rechnung ze droen, ee Registre des activités opzestellen. Dat heescht, dee Registre des activités ass e Regëster, méi genee eng Excel-Tabell, wou mer all Traitementer vun der Police oplëschten. An dee Regëster kann d'CNPD dann och agesinn.

Dann elaboréieren ech och, zesumme mam Här Neuens, d'Prescriptions internes. Dat heescht, Prescriptiounen wou mer d'Traitementer, déi mer maachen, beschreiwen.

An dann, zum Schluss nach, ass et och meng Missioun, fir mat der Autorité de contrôle ze kooperéieren an och als Kontaktpersoun fir d'Autorité de contrôle do ze sinn.

Fir vläicht nach eng Kéier op d'Elaboratioun vu Prescriptions internes anzegoen, also, mir sinn amgaangen do drun ze schaffen. Verschiddener si fäerdeg, Verschiddener si mer amgaangen. Fäerdeg zum Beispill si mer mam VisuPol. Dat heescht, dat sinn

d'Prescriptiounen, déi d'ganz Videosurveillance, déi d'Police ebe mécht, regléieren, wat den Dateschutz-Volet betrëfft.

Dann hu mer och Prescriptiounen fäerdeg gemaach iwwer eisen ELS - dat ass eisen Einsatzleitsystem. Dat heescht, dat ass de Programm, deen eben en Iwwerbléck iwwer d'Asätz vun der Police verschafft. Jo. Weider Prescriptiounen sinn, wéi gesot, nach an der Maach.

Da kënnt Der vläicht den nächste Slide huelen, wann ech gelift.

Jo, da wat och wahrscheinlech vill Leit interesséiert, ass eben d'Procédure d'accès aux données personnelles bei der Police. Eng vu mengen éischte Missiounen, déi ech mer ginn hat, wou ech ugefaangen hunn d'lescht Joer, war eben, eng Mention légale relative à la protection des données op eisem Police-Site publizéieren ze loossen, wou d'Leit dann ebe verschidden Informatiounen kréien, wéi zum Beispill: Ween ass de Responsable du traitement? Ween ass den DPO? Wéi kann ech meng Rechter geltend maachen?

An do steet dann eben och ganz kloer, datt d'Persounen sech kënnen u mech adresséieren. Dat entweder per Mail, per Courier oder si kënnen och, wa se wëllen, einfach direkt an d'Generaldirektioun kommen. Dat Ganzt awer sous réserve, datt d'Procédure de vérification d'identité agehale gëtt. Dat heescht, fir méi genau ze sinn, datt d'Dateschutztexter eis obligéieren, datt mir musse kucken, datt mir déi néideg Garantien hunn, datt déi Persoun, déi d'Demande d'accès stellt, datt dat och effektiv déi Persoun ass, déi concernéiert ass.

Dat heescht, dofir froe mir dann, datt d'Persoun, déi eng Demande d'accès stellt, dann och eng Kopie vun hirer Carte d'identité oder vun hirem Pass derbäileet, datt mir dat eben dann och verifiéieren kënnen.

An dann ass nach een zousätzleche Punkt: Et sinn och Leit, déi dann hir Demanden duerch een Affekot stellen. An do froe mer dann, datt ee Mandat signé dann derbäiläit, datt mer och sécher sinn, datt effektiv déi concernéiert Persoun dem Affekot den Optrag ginn huet.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Merci, Madamm May.

...fir ze definéieren, och wat d'Demande ass a wat d'reell Erkenntnisser vum Moment sinn an Är weider Recherchen, Äert Mandat an Zukunft.

**Mme Monique Stirn**, *Inspecteur général de la police*.- Merci, Här President. Wéi den Här Baum richtig gesot huet, hat ech gëschter - also, ech mengen, mir si jo vum Minister vun der bannenzeger Sécherheet, dem François Bausch chargéiert ginn, fir eng Etüd ze maachen iwwert d'Traitements des données, wou de Responsabelen de Generaldirekter vun der Police ass. Ech hu gëschter Owend e Slide un d'Chamber geschéckt, fir justement kuerz eis Missioun, déi Etüd kuerz ze presentéieren.

Ech wéilt dat och elo esou maachen. Ech géif awer doriwwer eraus net wëllen elo hei dat Ganzt diskutéieren. Ech mengen, mir wäerten eng déif gräifend Etüd hei maachen an ech wéilt elo net virgräifen op deem engen oder anere Punkt. Ech géif mech also limitéieren, hei elo just eng kuerz Presentatioun ze maache vun där Missioun, déi de Minister eis uvertraut huet.

Wéi gesot, ech weess elo net, ob dee Slide kann ofgespillt ginn. Ech weess awer, dass en ausgedeelt ginn ass. Ma fir ganz kuerz ze soen: Wéi gesot, d'Etüd wäert ..., also et wäert eng déif gräifend Etüd ginn. Also, mir maachen een État des lieux exhaustif, wéi hei och steet. Dat heescht, mir wäerten en Inventaire maache vun den Traitements des données, déi bei der Police existéieren. Mir wäerte kucken, wat d'Motiv war fir déi Base de données oder déi jeeweileg Base de données en place ze setzen. Selbstverständlech wäerte mer duerno, oder parallel, de Fondement légal kucke vun deene verschiddenen Traitements de données, d'Finalitéit, d'Conditions d'accès - esou wéi ech et hei och opgezielt hunn -, d'Durée de conservation vun deenen Donnéeën, déi dra sinn, an natierlech d'Prozedur vun der Informatioun vun der Persoun, déi concernéiert ass.

Mä mir wäerten awer och analyséieren, wéi déi praktesch Aspecte sinn, wéi d'Police ..., also wéi déi Donnéeën, wéi d'Police déi Saachen handhabt. Méi e

prakteschen Aspect.

Dat ass a sech elo, wat ech elo hei soe kann. Dat ass eis Missioun. Mä, wéi gesot, fir elo méi an den Detail ze goen, dat wär d'Saach ze prejudiciéieren.

**(Interruption)**

Jo.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Merci, Madamm Stirn. Här Minister, wëllt Der eppes bäifügen?

**M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Jo. Ech wollt just dozou soen, datt selbstverständlech, soubal déi Etüd fäerdeg ass - an, wéi gesot, ech krut gesot, dat misst bis den Oktober méiglech sinn -, wäerte mer déi selbstverständlech der Chamber an och dem Public virstellen.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- An der Rei. Ech géif dann d'Wuert un de Procureur général weiderginn, fir eis Opschloss ze ginn iwwert déi eventuell Liene mat deem Police-Fichier.

**Mme Martine Solovieff**, *Procureur général d'État*.- Ech wäert lech net iwwert de Police-Fichier schwätzen!

Ech wäert lech fir d'Éischt emol soen, dass bei eis intern den Dateschutz nach ëmmer e grouse Sujet war. Mir kënnen näämlech net no baussen, vis-à-vis vum Bierger, Gesetzer applizéieren a mir applizéiere se net.

**(Interruption)**

Dat ass schonn emol dat Éischt. Dat ass déi moralesch Verflchtung, déi mir hunn.

Mir müssen awer op där anerer Säit mat deem Gesetz vum 1. August 2018 nach d'Méiglechkeet hunn, ze schaffen.

Fir d'Éischt emol: Et ass ganz vill geschriwwen ginn, et ass ganz vill diskutéiert ginn. Ech mengen, à la base ass schonn eng Informatioun, déi falsch ass, an zwar ware bei eis, an der Administration judiciaire ... - net um Parquet, an der Administration judiciaire -, hate mir vun der CER, d'lescht Joer am September, dräi Plaze kritt fir zwee Joer, fir dräi Referendairen anzestelle respektiv Bibliothécaires. Dat si Leit, déi solle Recherchë maachen. Dat si keng Leit, déi Uerteeler schreiwen. Mä déi sollen Avise schreiwen am Kader vun Dossieren. Déi zwee ... Et sinn der zwee, déi affektéiert sollte gi bei der Cour supérieur de justice an een um Parquet.

Et hunn néng Kandidate sech presentéiert. An do war e Comité de sélection, wou de President vun der Cour derbäi war, e Member vum Parquet, e Member vum Parquet général - ech selwer war net do. An do war en Interview, wéi dat üüblech och ass, och bei den Attachéë gëtt dat esou gemaach. Vun deenen néng Kandidate sinn der dräi zréckbehale ginn a sechs sinn der net zréckbehale ginn.

Déi sechs, déi net zréckbehale gi sinn, krute vum Centre de gestion du personnel de l'État en identesche Bréif geschriwwen, wou gesot ginn ass: « Nous sommes au regret de vous informer que votre candidature n'a pas été retenue. » Et huet ni een no Motiver gefrot. Et ware keng Motiver do dran. A scho guer net déi Motiver, déi ech dobausse gelies hunn!

Eng vun de Froen, déi mer souwisou ëmmer bei den Attachéën och stellen, fir d'Éierlechkeet vum Kandidat festzestellen, ass: Hat Dir schonn eng Kéier mat der Justiz oder mat der Police ze dinn? Déi meescht Leit soen dann: „Majo, ech hat e Parkprotokoll.“ Déi meescht soe méttlerweil: „Jo, ech sinn zweemol duerch de Radar geflunn.“

### ***(Hilarité)***

Dat sinn normalerweis déi Saachen. Déi Informatiounen do, déi hätte mer jo souwisou net. De Radarsfichier, dat leeft jo souwisou separat vun eis. Dat sinn déi Äntwerten, déi mir eis erwaarden.



Wann natierlech een do ass, dee sech net méi bewosst ass, oder deen eis dat wëllt verheemlechen, ass dat fir eis natierlech eppes, wat net immens ass. Mä hei ass dat net d'Motivatioun gewiescht, fir deen dote Kandidat net ze huelen.

Et muss een och ervirhiewen, dee Kandidat huet och kee Recours gemaach. En huet ni ..., en huet kee Recours beim Administratif gemaach, en huet och ni an néierens gefrot. Et ass just elo op eemol, no siwe Méint, wou déi ganz Affär elo op d'Tapéit kënnt - wou ee sech muss Froe stellen.

Zweet Saach: Et ass eis ënnerstallt ginn, haaptsächlech um Penal, de Parquet géif illegal Dokumenter an den Dossier pénal eraschleisen an déi Dokumenter, natierlech mam Dossier, dem Tribunal iwwerginn.

Dat ass ganz falsch. Mir hunn éischtens eng total Transparenz. Mir hu jo déi ABC-Direktiven. A scho virdrun huet den Affekot Accès, de Prevenu natierlech och, d'Victime och, si hunn en integralen Accès zum Dossier. Si kréie Kopië vum Dossier. Méttlerweil ass dat digitaliséiert. Si kréien eng Informatioun, dass se sech kënnen op e Link connectéieren, an do kënne si sech esou vill Dokumenter eroflueden, wéi se wëllen.

Den original Dossier, mat deem de Substitut an d'Sëtzung geet, deen ass souwisou och op. Do kann all Prevenu, dee concernéiert ass, all Affekot, zu jiddwer Zäit eng Demande d'accès froen, fir deen Dossier papier ze consultéieren, mat all de Piècen, déi draleien.

Mir leeë keng illegal Fichieren oder Kopië vun illegale Fichieren, vu Police-Fichieren, mir leeën näischt esou an den Dossier, well soss kéinte mer souwisou och ... Dat ass nach ni gewiescht an dat wäert och ni de Fall sinn.

Eis Banque de données: Mir schwätzen zwar net méi vu Banque de données, dat war ënnert dem Gesetz vun '79, hu mer vu Banque de données geschwat. Mir schwätzen elo vun Traitement de données.

Ënnert dem Gesetz vun '79 hu mir ..., ass e Règlement grand-ducal geholl ginn, vum

13. Juni '88, deen de Parquet autoriséiert huet, fir eng Chaîne pénale ze instauréieren. Dat Reglement ass '94, dat heescht, nach wie vor ënnert deem Gesetz vun '79, weidergeleet ginn, an do ginn et ganz präzis Virschrëften. Do ass virgesinn ... Bon, de Prinzip ass jo deen: Geméiss Artikel 23 vum Code de procédure pénale ass de Parquet jo den Destinataire vu sämtleche Procès-verbaux a vu sämtleche Rapporten, déi vun der Police, déi vun der Ëmweltverwaltung, déi vun der Douane geschriwwe ginn, kommen alleguerte bei de Parquet eran. Dat sinn am Joer 60.000 Dokumenter, déi erakommen.

Virun '88 sinn déi Pven a Rapporten eenzel an e grousst Buch ageschriwwe ginn, genannt Notiz. Déi Notiz, déi besteet nach wie vor, mä déi ass elo elektronesch säit '88, déi heescht Chaîne pénale. Dat heescht, all Procès-verbal, all Rapport, dee vun der Police a vun deenen anere Verwaltungen erakënnt, kritt eng Nummer. Eng elektronesch Nummer. Fir dass mer och kënnen duerno sichen: Ween ass en charge? Wat ass mat deem Pv geschitt? Mir kréie jo relativ vill Demandes de copie vun Assurancen, vun Affekoten a vu Parteien, déi concernéiert sinn. Mir musse jo kënnen erëmfannen, wou déi Dossiere sinn.

An, bon, '88, wéi gesot, Règlement grand-ducal, '94 ass dat Reglement och weiderverfollegt ginn an du kouv d'Gesetz vun 2002. An do hu mir an deem Gesetz eng Base légale. Den Artikel 8, deen dat virgesäit. An den Artikel 12 gesäit vir, dass mir dat net mussen notifizéieren. Dat ass déi Base légale vun eiser Chaîne pénale an déi huet funktionéiert bis elo d'Gesetz vum 1. August 2018.

Wéi funktionéiert déi Chaîne pénale? Déi Chaîne pénale ass jo just, déi beinhalt am Prinzip keng Rapporten a keng Procès-verbaux. Et ass just nëmmen en Outil de gestion de dossier fir kënnen erëmfannen, wou wat ass.

Mëttlerweil hu mer e Pilotprojet mat der Police, wou d'SAlen, Signalements auteur inconnu - dat sinn d'Pven, déi gemaach ginn, wann een eng Plainte mécht bei enger Police: Et ass agebrach ginn, et huet een eppes geklaut kritt. Dat ass e Signalement auteur inconnu. Déi kréie mer ewell elektronesch. Wat mer och elektronesch kréien ass de CSA, d'Radaren.

An dréttens kréie mer déi Affären, déi Pven, déi iwwert de Weekend musse schnell geschriwwen ginn, wann een de Führerschäin ewechgeholl krut vun der Police, déi kréie mer och elektronesch. Mä soss, an där Banque de données si keng Pven a keng Rapporten.

Et ass just nëmmen, dass een novollzéie kann, op wéi engem Stadium den Dossier ass. Do kann ee just gesinn, ob eng Persoun Prevenu ass oder Victime. Et kann ee just gesinn, dat kann een novollzéien, wou den Dossier drun ass. Ass en nach um Parquet? Ass en um Parquet général? Ass en an der Chambre du conseil? Ass en am Cabinet de l'instruction? Dat ass déi Banque de données.

Prinzipiell hu mir och säit '88 déiselwecht Prinzipien. No dräi Joer, wou an engem Rapport oder Pv näischt geschitt ass, zum Beispill en SAI, ginn déi automatesch archivéiert. Dat ass dräi Joer fir de Correctionnel an d'Criminels an zwee Joer fir d'Contraventionen. Dat gëtt archivéiert. Vun deem Moment un ass keen, deen un déi Donnéeë kënnt. Et ass just, dass ee weess, hei, et war schonn eng Affär do, déi huet och eng aner Faarf, déi ass rout, mä et kënnt keen an de Fichier eran, fir ze kucken: Wat war dat?

Do ass awer eng Dispositioun, déi virgesäit, dass muss den Accord gefrot gi vum Procureur, deen zoustänneg ass, mat enger Demande motivée, fir kënnen Accès ze kréien an deen archivéierten Dossier. Dat ass jo selbstverständlech esou, wa mer zum Beispill SAIen hunn, Signalements auteur inconnu, dat si jo keng Dossieren, déi ..., dat si jo Dossieren, déi kënnen nach evoluéieren.

Et ass jo duerchaus méiglech, dass no fënnef Joer op eemol, am Kader vun iergendwéi enger Perquisitioun, Saache fonnt ginn, déi geklaut gi sinn. Da musse mer jo awer kënnen ..., op där Basis do ass et jo motivéiert, dass mer da kucke ginn: Wat war mat där Affär? Weem seng Saache sinn et? Soss kënne mer jo net méi schaffen.

Zum Accès: Déi meescht ..., also Accès chaîne pénale. Alleguerten déi Riichter, déi civil maachen a Commerce, hu selbstverständlech keen Accès. d'Substituten, d'Membere vum Parquet général hunn en Accès. D'Cabinets d'instructions, d'Riichter och, hunn en Accès. Mä mir hu just en Accès consultation. Déi, déi

Ecriture hunn, dat sinn natierlech d'Greffieren, déi mussen androen: Et ass en Uerteel ergaangen, d'Nummer esou an esou vill. Dat sinn déi, déi den Dossier androen. Also musse se jo kënnen an déi Banque de données oder an deen Traitement de données eppes aschreiwen.

Säit dem Gesetz vun 2018 applizéiere mir dat Gesetz selbstverständlech. Mir hu schonn zweemol ... Mir falen natierlech, alles, wat Traitement judiciaire ass, mir falen ënnert d'Autorité de contrôle judiciaire. Dat ass am Gesetz esou virgesinn. An déi Autorité de contrôle judiciaire ass schonn zweemol zesummekomm.

D'Schwieregkeet, déi mir natierlech hunn: Mir hunn net nëmmen d'Chaîne pénale, mir hunn och den Horaire mobile an nach aner esou Donnéeën. Mir sinn amgaangen, den Inventaire ze maachen, fir ze kucken: Wat fält ënnert d'Autorité de contrôle judiciaire? Wat fält ënnert d'Autorité de contrôle vun der CNPD? Gutt.

Um Site vun der Justice hu mer och schonn eis referéiert un d'Notice légale. Dat heescht, op Basis vun deem Gesetz kann all Mënsch eng Demande maache beim DPO, fir ze wëssen: Wat steet an där Banque de données vun der Justice? An da kritt en och eng Äntwert. En huet och e Recht, laut Gesetz, fir eng Rektifikatioun ze froen. A mir hunn och eng Journalisatioun. Dat heescht, mir kënnen novollzéien, zu jiddwer Zäit, duerch eisen Informatiker, ween Accès hat zum Dossier, mat genauem Zäitpunkt. Dat si Saachen, déi mir kënnen novollzéien.

Op där anerer Säit hu mer och eng Circulaire erausginn, d'lescht Joer, Enn des Joers, wou mer sämtlech Beamten, sämtlech Magistraten drop higewisen hunn, dass déi Banque de données vun der Justice just à des usages professionnels ze benotze sinn. Dat sinn emol déi Saachen, déi mir emol an d'Wee geleet hunn.

### ***(Interruption)***

Op där anerer Säit an, zu gudder Lescht, de Casier judiciaire, dat ass ee Gesetz fir sech. Do ass jo 2013 nogebessert ginn an, ech mengen, 2016 och nach eng Kéier. Dat ass ee Gesetz à part an de Casier judiciaire, dee leeft total à part.

Voilà vu menger Säit.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Merci, Madamm Solovieff, fir déi Erläuterungen. Ech géif da proposéieren, wa Froen do sinn - an ech huelen ..., ech gi jo emol dovun aus -, déi Wuertmeldunge géif ech elo huelen. An da géif ech och proposéieren, mer genee ze soen, u ween déi Fro adresséiert ass, respektiv géif ech och e puer Froen zesammenhuelen, fir ze gesinn ... Voilà, fir méi Uerdnung eranzekréien. Den Här Reding hat d'Wuert gefrot.

**M. Roy Reding** (*ADR*).- Jo. Merci, Här President. Ech hu fir d'Éischt e puer Froen un den Här Neuens.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Un den Här Neuens.

**M. Roy Reding** (*ADR*).- Ech weess net ob, ob Der et wëllt hunn, dass ech déi aner dann och soll hannendrun hänken oder ob mer déi dann elo trennen. Well et schéngt mer jo wierklech ëm zwee, wann och liéiert, mä awer trotzdem verschidden Themen ze goen.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Da kommt mer huele fir d'Éischt d'Froen zur Police, an duerno zum Parquet. Ganz kloer getrennt. Merci.

**M. Roy Reding** (*ADR*).- Gutt. Ech wollt den Här Neuens verschidde Saache froen.

Éischtens: Wat bréngt lech derzou, ze soen, dee Fichier wier net secret? Vu datt déi jo net ëffentlech sinn, wéi definéiert Dir e Fichier secret?

Dat Zweet, dat war, Dir hutt an Ärem Virtrag am Ufank ëmmer gesot: „den Auteur“ an „d'Strofdot“. An duerno hutt Der gesot: „den Auteur présumé“. An ech géif da bei der Strofdot vläicht derbäihänken: „déi mutmaasslech Strofdot“, well et gi jo vill Rapporte geschriwwen op Basis vu Plainten, déi nimools zu enger Poursuite geschweige dann enger Veruerteelung féieren.

Hunn ech dat richtig verstane, datt an Ärem Fichier, deen dann anscheinend net secret ass, mä wou ech awer net weess, ob ech kann en Zougang hunn, ob do och Saachen drastinn, wou iergendwann eng Kéier géint mech eng Plainte gemaach ginn ass, géint mech als Bierger, déi nimools zu enger Poursuite geschweige dann enger Condamnatioun gefouert huet?

Da sot Der, do wier et e Fichier manuel ginn. Verstinn ech ganz gutt, d'Technik war nach net esou wäit. Dir sot: „Deen existéiert nach ëmmer.“ Ass et also richtig, datt deen nach ëmmer kann agekuckt ginn? Ass deen informatiséiert ginn, iergendwann eng Kéier, jo oder neen?

A wéi stitt Der derzou, wa mer jo am Casier judiciaire, ouni elo wëllen d'Saachen ze vermëschen, eng ganz streng Regelung hunn, no wivill Joren den Droit à l'oubli, no wivill Joren datt eppes aus dem Casier gestrach gëtt, fannt Der et richtig, datt no zéng Joer e Procès-verbal archivéiert gëtt, op deen een awer ëmmer nach kann Zougrëff hunn, deen, wéi gesot, ni zu enger Poursuite geschweige dann enger Condamnatioun gefouert huet? A sollt et do net Regele gi vun Destruktioun, well all Archivage erlaabt jo ëmmer nees drop zrëckzegräifen, vun Destruktioun vun deenen Donnéeën?

Dann hutt Der eis erzielt, Dir hutt INGEPOL, Reglement INGEPOL par analogie, wann ech dat richtig verstane hunn - verbessert mech, wann et falsch ass! -, applizéiert op dee Fichier, dee fir lech net secret ass. Dat heescht, och dee Fichier fir lech non secret ass also no zéng Joer archivéiert ginn. Ass dat richtig?

Dat wieren emol meng Froen un lech direkt.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Den Här Mosar, huet deen och e puer Froen un den Här Neuens?

**M. Laurent Mosar** (CSV).- Neen, pardon. Här President, mir hunn e bëssen de Problem, mir ginn hei, an dat ass jo och gutt, mat Informatiounen zougeschott. Eisen éischte Constat ass, datt dat, wat mer hei gesot kréien, deelweis iwwerhaupt net méi mat deem iwwereneestëmmt, wat mer an de Froe geäntwert kritt hunn. Dat heescht,

do ass eis Konfusioun, Här a Madamm President, éischer nach méi grouss, wéi se virdu war.

Mir gesinn och haaptsächlech dräi Voleten. A mir wëllen elo e bëssen déi Voleten ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Neen, ech wollt Froen un den Här Neuens ...

**M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo. Neen, mä Dir hutt, ech hunn d'Wuert gefrot, ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Ma neen!

**M. Laurent Mosar** (CSV).- Ech hunn d'Wuert gefrot, ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Jo, an ech muss kucken, derduerchzekommen.

**Une voix**.- Mir kënne jo awer nach eppes soen.

**M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo, Här President, dierfe mer elo emol keng Froe méi stellen?

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Mä dach.

**M. Laurent Mosar** (CSV).- Ech si grad hei amgaangen ze erklären, wat fir eng Froen, an datt dat e bësse méi komplex ass. Kréien ech dann d'Chance, mech ze expriméieren, Här President?

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Stellt Är Fro wannechgelift, Här Mosar!

**M. Laurent Mosar** (CSV).- Maja! Mir gesinn dräi grouss Voleten vu Froeberäicher.

Deen éischte Froeberäich ass dee vun der Base légale. Vun der Base légale vun deem

Polizeifichier, och d'ailleurs vun deene Fichieren, déi do um Parquet gefouert ginn, wou mer eng ganz Rei vu Froen hunn, wou mer och absolutement d'Interpretatioun net deelen, déi hei gemaach ginn ass. An dat si wéi gesot eng Rei vu Froen.

Dann hu mer natierlech eng ganz Rei Froen, wat de Fonctionnement souwuel vu Polizeifichiere vun der Police ubelaangt wéi och vun deene Fichieren, déi elo vun der Madamm Procureur hei geschildert gi sinn, wou mir och gär hätten, datt ee wierklech déi Saachen auserneenhält, well dat eent huet net direkt eppes mat deem aneren ze dinn.

Dann ass ee ganze Volet, dee weider net oder zumindest net am Detail vum Här Neuens och hei traitéiert ginn ass. En huet ganz vill iwwert de Fichier geschwat, en huet awer net iwwert den Archiv geschwat. An dat ass eppes, wat mer eigentlech eréischt gëschter gewuer gi sinn, wéi mer d'Äntwert kritt hunn op eng Question parlementaire, wou mir zumindest, den Här Roth an ech an déi Leit, déi sech bei eis an der Fraktioun mat deem Dossier befaasst hunn, extrem erschreckt woren, wéi mer déi Noriicht kritt hunn. An eleng och iwwert deen Archiv gëtt et extrem vill Froen ze stellen, wou elo, wéi gesot, emol iwwerhaapt nach näischt driwwer gesot ginn ass.

Ech wéisst elo just gär, Här President, wou fänke mer un? Wéi gesot, iwwert d'Base légale hätte mer eng ganz Rei vu Froen, duerno eng Rei vu Froen, déi an déiselwecht Richtung gi wéi déi vum Här Reding, awer och nach Zousazfroen. An dann och nach Froen, déi sech méi mat deene Fichieren um Niveau vun der Justiz beschäftegen. Solle mer vläicht dann elo ufänken?

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Majo, ech ...

**M. Laurent Mosar** (CSV).- Et ginn awer elo 20 Froen, soen ech lech.

**(Interruptions)**

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Da stellt Dir 20 Froen! Mir hunn de ganzen Dag Zäit.



**M. Laurent Mosar (CSV).**- Da kommt, da fänke mer un! Da fänke mer vläicht fir d'Éischt mat deem éischte Volet ...

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- D'Froe fir d'Justiz kommen duerno.

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, da loosst mech och den éischte Punkt ufänke mat der Base légale.

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- Jo.

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Mir hunn eis jo ganz vill Méi an deem Dossier ginn, mir hu ganz vill nogekuckt. Hei gëtt elo ëmmer gesot, et wär eng Base légale do säit dem oder deenen zwee Gesetzer vum August vum leschte Joer. Wann Der awer d'Avise liest souwuel vun der CNPD wéi vum Statsrot, gëtt an all deenen Avisen unisono gesot, déi dote Gesetzer géifen net duergoen, et missten hei Spezialgesetzer oder zumindest Spezialreglementer kommen, fir déi Base légale ze schafen. Dat heescht, Dir hutt eigentlech hei eng Interpretatioun, wat eng aner Interpretatioun ass wéi awer déi, déi par ailleurs vu ville Juristen hei am Land gedeelt gëtt.

Duerfir wéisst ech awer gär, wéi Der dozou stitt, ob Der wierklech der Meenung sidd, datt dat, déi zwee Gesetzer do, d'Polizeigesetz an d'Protection-des-données-Gesetz, ob déi eleng duerginn, fir lech wierklech hei eng 100 %eg Base légale ze ginn? Mir gesinn dat do e bëssen anescht. Mä wéi gesot, mir sinn och net iwwerzeegt vun Ären Explikatiounen.

Dann eng zweet Saach, déi eis och e bësse schockéiert huet, déi och domadder ze dinn huet a wou ech och direkt wollt eng Fro hannendrunhänken. Déi stellt sech dann awer éischer un déi politesch Responsabel. Hei ass gesot gi vun der Directrice vun der Polzeiinspektioun, datt si gëschter chargéiert gi wär, ...

**(Interruption)**

... virun e puer Deeg, ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Loosse mer soen, virun e puer Deeg.

**M. Laurent Mosar** (CSV).- ... et ass eigentlech och net wichteg, ob et gëschter oder virun e puer Deeg war, fir hei elo emol eng genau Analys ze maachen.

Also, mir si wierklech hei, den Här Roth an ech, et ass gutt, datt mer déif sëtzen, soss wäre mer vum Stull gefall! Ech ginn also dervun aus, datt hei gewaart ginn ass op praktesch déi ganz Diskussioun dobaussen, dat, wat alles dobausse komm ass op déi Froen, déi vu ville Kolleegen hei an deem Haus gestallt gi sinn, datt déi dann, an esou mussen mer dat jo interpretéieren, eigentlech den Ulass ginn hunn, fir déi Etüd do an Optrag ze ginn. Dat heescht, wann dat net de Fall gewiescht wär, wäre mer iwwerhaapt net zu där Etüd do komm.

Den Här Roth weist mer och, datt mer do eng Kéier schonn eng Fro ...

**M. Gilles Roth** (CSV).- 2015.

**M. Laurent Mosar** (CSV).- 2015 war dat dote schonn e Sujet, hat den Här Roth schonn an der Chamber gefrot, a mir haten och nach eng Question parlementaire écrite gestallt. Dunn ass schonn 2015, an erlaabt mer dat vläicht, zur Autorité de contrôle, dat ass net Mosar/Roth, Autorité de contrôle, wat dozou gesot gouf.

Also: « Dans son rapport relatif à l'année 2015, l'autorité de contrôle a fait remarquer :  
- que le système de traitement des données figurant dans le journal des incidents de la Police est inadéquat par rapport aux règles de la protection des données ;  
- que les rapports dressés par les agents sont enregistrés dans une banque de données globale ouverte à tous les agents sur l'ensemble du territoire ; (...). »

Dat ass jo plutôt elo confirméiert ginn hei vum Här Neuens, datt do iwwer 3.000 Leit, ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Neen,

zwee (veuillez lire : 2.000).

**M. Laurent Mosar (CSV).**- ... zwee, et ass och elo egal, ...

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- Zweek. Et sinn ...

**(Brouhaha)**

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Mir sinn eis eens, datt et der schonn enorm vill sinn, ...

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- Datt et der vill sinn.

**(Brouhaha)**

**M. Laurent Mosar (CSV).**- ... vill sinn, déi hei also an de Genoss, wa se da wëllen, vun deenen Donnéeën kommen.

Ech fuere virun: « - que les agents de police détachés auprès d'autres administrations (...) ont continué de bénéficier de l'accès aux systèmes de traitement des données de la police ;

- la nécessité d'éliminer les données une fois un rapport ou un procès-verbal a été établi et transmis au parquet ;

- la nécessité de limiter les accès d'après le lieu d'affectation des agents et en fonction de leur grade ; (...). »

Dat war also fir 2015.

Mir wëllen elo emol wëssen: Wat ass mat deene Prescriptiounen, mat deene Recommandatiounen, mat deene Kriticke geschitt? An, wéi gesot, mir sinn erschreckt, datt elo eréischt hei dann angeeblech e Rapport ugefrot gëtt, wou do gewësse Saache sollen nogekuckt ginn.

Bon, ech géif vläicht elo emol proposéieren, mir kommen dann nach op den zweeten ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Jo.

**M. Laurent Mosar** (CSV).- Dat do si wichteg Froen. Mir sollen déi vläicht emol elo klären.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Den Här Baum hat och nach d'Wuert gefrot.

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Jo, Merci. Merci, Här President. Och Merci de Membere vun der Police fir déi Explikatiounen, déi relativ strukturéiert waren an och ausféierlech. Ech hunn éischer, wat de Parquet ugeet, nach vill méi Froen. Mä elo emol, wat d'Police ugeet.

Dir hutt gesot, de Moteur de recherche fir am Fichier central, do kéint ee just no presuméierten Auteurs sichen. Ass dat da wierklech e Moteur de recherche, deen esou schwach ass, datt e just mam Moteur de recherche vun der Chamber vergläichbar ass, deen näämlech och ganz schlecht ass, datt een net kann eng Persounesich maachen an da ginn alleguer d'Fichen, wou déi Persoun virkënt, affichéiert, wou een dann och eventuell, wéi den Här Reding gesot huet, eventuell Affer oder Zeie vun enger bestëmmter Infraktioun war? Also, vläicht wann Der do nach eng Kéier kéint zwou, dräi Explikatiounen ginn, wéi ee sech dat konkret kéint virstellen.

Dann hutt Der gesot: Natierlech, et gëtt eng Retraçabilitéit. Dat heescht, déi Agenten, déi eng Recherche maachen, musse sech aloggen a se mussen e Motiv uginn. Mä wéi ausféierlech muss dat Motiv sinn? Well ech ka mer jo virstellen, wann ech als Agent do eng Recherche géif maachen, als Motiv ass «Enquête», esou, also. D'Fro ass jo, awéiwäit kann dat Motiv wierklech eppes aussoen iwwert d'Natur selwer vun der Recherche? Hutt Der do Regeln, wat d'Motivugab ugeet?

An déi drëtt Fro ass: Den Accès vum SRE zu den Donnéeën, do sot Der, also éischtens ass d'Fro, dat ass jo en immateriellen Accès evidenterweis. Dat heescht, si logge sech op déi eng oder aner Manéier da bei lech an de Computer an, stellen ech mer vir.

Vläicht kënnt Der mer do soen, wéi dat funktionéiert. A si kënnen da just op eng bestëmmte Partie zrëckgräifen, näämlech déi vun deene Leit, déi Dir sicht. Hunn ech dat richteg verstanen? Ass dat esou? Well dat wier jo awer och komesch, well da misst Der jo wierklech quasi e Blockage hunn innerhalb vun deem informatiséierte System. A fir de SRE deemno, wat deem säin Aktivitéitsfeld ass, Recherche vu radikalen Terroristen, kéinten awer aner Donnéeë jo awer och duerchaus interessant sinn. An d'Fro ass, d'Fro, déi ech mer einfach stellen: Ass dat wierklech just esou strikt beschränkt op Leit, no deenen Dir sicht?

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Den Här Bodry hat och nach d'Wuert gefrot.

**M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Jo. Bon, zum Deel si mer haut konfrontéiert gi mat Impressiounen, déi mer scho laang haten, déi zum Deel Géigestand och scho vun Diskussiounen an eenzelne Kommissiounen ware respektiv déi Géigestand vu Question-parlementairen iwwert déi lescht Jore waren. Ech mengen, d'Chamber huet gewosst, dass e Problem besteet, wat dee Règlement grand-ducal ugeet. Dat ass jorelaang an der Diskussioun.

Fir mech ass allerdéngs e bëssen nei déi Informatioun, dass dee Règlement grand-ducal, dass et do net kloer ass, dass de Fichier central géif drënnerfalen. Ech muss éierlech soen, ech hunn ëmmer net déi Distinction gemaach INGEPOL/Fichier central. Dat ass fir mech elo éischer, muss ech soen, eng nei Informatioun, déi den Dossier aus der Vergaangenheet net besser mécht. Mä et betrëfft awer éischer den Dossier aus der Vergaangenheet.

An ech muss och selwer soen, d'Chamber huet selwer och schon op esou Informatiounen zrëckgegraff. Ech wëll drun erënneren, fir d'Leit, déi méi laang derbäi sinn, wéi d'Chamber nach d'Naturalisatiounen gekuckt huet, well all Demanden hei gelaf sinn, do ass déi Spezialkommissioun, d'Commission juridique, wou mer een nom aneren, mengen ech, och emol Member waren, deen heibannen nach sëtzt, déi hat natierlech den Avis vun der Police, deen d'Gesetz virgesinn huet, dee louch dran an deen huet zu engem groussen Deel bestanen aus Protokoller! Aus Protokoller aus der Vergaangenheet, a wou mir dann oft dozou iwwergaange sinn, well et relativ grav Faite

waren, déi do beschriwwe gi sinn, awer wou et schéngt net zu engem Prozess komm war, hu mer oft d'Dossieren zrëckgeschéckt oder nogekuckt bei der Police. Mä well mir um Enn vun der Chaîne waren, ass dann entre-temps näischt Konkretes méi komm an där Affär. A meeschtens war näischt méi Konkretes do, soudass mer dann do eise Misär hate mat deenen doten Donnéeën, déi mer dann zur Verfügung haten.

Also, et ass schonn u sech gewosst, also d'Chamber selwer huet och op Dossieren zrëckgegraff, wou déi Protokoller do aus der Vergaangenheet dra waren, déi net zu engem Prozess gefouert hunn.

Dat ass keng gutt Situatioun. An déi gréisste Bedenken hunn ech haaptsächlech effektiv op dem Archimage. Dat war mer eigentlech, muss ech soen, net esou bewosst, obwuel, ech wëll drun erënneren, mir sëtzen zu vill hei, déi dat Gesetz gestëmmt hu vun 2018. Do geet rieds an engem Artikel vum Archimage! Also och dat Gesetz vun 2018 en matière pénale gesäit d'Méiglechkeet vum Archimage vir - dat ass den Artikel 3 - «pour des historiques, scientifiques» an esou virun an esou weider. Et ass also net ganz kloer, firwat deen Archimage do méiglech ass, mä u sech ass awer am Text en Archimage virgesinn.

Also meng Fro ass och éischter, et kann een elo driwwer diskutéieren, ob zéng Joer eng ze laang Period ass, fir eenzel Donnéeën ze halen, wéi Dir dat maacht. Well am Règlement grand-ducal, wann ech dee richteg an Erënnerung hunn, dee jo dann awer eng aner Datebank schéngt ze betreffen, do sinn zum Deel awer aner Delaie virgesinn, eigentlech méi kuerz Delaien. Jee no Contravention, Délit, Crime si verschidden Delaie virgesinn an déi ware manner staark wéi déi zéng Joer.

Duerfir, firwat hutt Dir déi zéng Joer zrëckbehalen an net déi méi kuerz Delaien zrëckbehalen, déi awer an deem Reglement vun 2000 an 1992 do stinn?

An ech wëll wëssen: Wéi oft gëtt dann tatsächlech op deen Archiv do zrëckgegraff? Dat schéngt mer awer eng wesentlech Fro ze sinn. Wie freet dat un?, quitte dass ee muss eng Autorisatioun derfir hu vum Procureur oder vu sengem Stellvertrieder. Mä wéi oft gëtt deen Archiv do nach ugezaapt? Well dee stellt awer fir mech jo eng Banque de données duer, quitte dass et e restreinten Accès ass. Mä dat werft awer fir mech

Problemer op, ob mer do mat där onbeschränkter Dauer esou 100%eg an der Linn leie mat den allgemenge Prinzipien, quitte dass dat Gesetz, wat mer selwer gestëmmt hunn 2018, dat Ganzt virgesäit.

Ech wëll nach e Wuert awer soen zur Base légale. Ech sinn awer der Meenung, dass ... Mir hunn dat Gesetz 2018 gestëmmt, an et ass mat alle Stëmme gestëmmt ginn, mat Ausnam vun deene vun der ADR, wëll ech nach eng Kéier hei soen. An ech hunn och keng Trace fonnt an engem Rapport vun der Kommissioun oder a soss iergendeppes, dass mer schlussendlech d'Meenung vum Conseil d'État zum Schluss iwverholl hätten, dee gesot huet, well d'CNPD hat e ganz kriteschen Avis zu deem Gesetz gemaach, an d'Kommissioun ass eigentlech iwwert dee kriteschen Avis ewechgaangen.

Si huet eigentlech déi fundamental Kriticken, déi d'Kommissioun (veuillez lire : d'CNPD) gesot huet, net berücksichtegt, opgrond vun de Positionen, déi d'Regierung hat respektiv déi hir Verrieder duergeluecht hunn, firwat ee soll op een anere Wee goen, an de Conseil d'État och éischer eng Präferenz zum Schluss markéiert huet, fir net d'Delaien, zum Beispill vun der Conservatioun oder aner Delaien, déi een elo muss an der Praxis sech jo awer ginn, net déi an d'Gesetz ze schreiwen, mä eigentlech dann dem Responsabele vun dem Traitement dat doten zoukommen ze loossen.

An et muss ee soen, mir dāerfen net iwverall esou iwverrascht sinn, mengen ech, wat elo hei diskutéiert gëtt, well mer u sech awer e Gesetz gestëmmt hunn, dat deen dote Wee geet. An ech hu keng Trace fonnt, dass mer der Meenung gewiescht wieren, dass elo all Kéiers misst e Spezialgesetz kommen, fir dat doten ze regelen. Ech hunn an eise Rapport näischt esou fonnt. Mir waren eis jo sécherlech bewusst, wann een dat Kapitel iwwert d'Règlement-grand-ducallen ersatzlos sträicht, da si mer am juristeschen No man's land, wann ee gläichzäiteg seet, et misst ee Gesetz gestëmmt sinn. Da si vun haut op muer déi Datebanken, déi opgrond vun deene Reglementer fonctionnéieren, net méi do, déi gëtt et net méi.

Ech hunn néierens fonnt, dass dat d'Absicht gewiescht wär vun der Chamber, dat do ze bewierken. Et si kritesch Remarque gemaach ginn iwwert d'Vergaangenheet. Ech hunn der Madamm Aehm hir Ried nach eng Kéier nogelies op deem dote Punkt; do

ass et ëm d'Vergaangenheet gaangen, mä et waren awer ganz positiv Remarken zum Text vun 2018 an u sech d'Meenung, dass dat awer géif elo eng Rei vu Problemer léisen an net nei Problemer schafen. Dat wëll ech just soen.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Merci, Här Bodry. D'Madamm Hartmann hat nach d'Wuert gefrot an den Här Goergen duerno.

**(Interruption)**

An den Här Berger, pardon. Ah pardon, ech hat geduecht, Dir hätt dat ... Jo, okay.

**Mme Carole Hartmann** (*DP*).- Jo, Merci, Här President. Ech géif als Éischt wëllen dem Här Baum Merci soe fir d'Aruffen, fir d'Fro fir dës Kommissioun ze halen, an dann awer och eise Ministere fir d'Explikatiounen, déi se ginn hunn, an och déi Etüden, déi elo an Optrag ginn.

Ech mengen, dass dat heiten eng Problematik ass, déi elo vläicht kierzlech an der Press war, mä déi et awer scho wierklech vill méi laang gëtt. An dat huet den Här Bausch och richteg erkläert. An dat, wat elo soll gemaach ginn, ass, dass Transparenz, soen ech emol, an den Dossier soll kommen. An et ass dofir gutt, dass elo Etüden an Optrag ginn, fir dass déi Transparenz och soll kommen. A wann et dann néideg ass, dass mer dann am Nachhinein effektiv och kënnen nobesseren um Niveau vun de Gesetzer, wou vläicht nozebesseren ass.

Et ass ganz vill vu Protection des données geschwat ginn. Ech mengen awer, dass de Sujet, iwwert dee mer schwätzen, méi wäit geet wéi d'Protection des données an dass mer och den Niveau vun eise Rechtsprinzipien hei mussen abrénge.

Et ass scho virdrun ugeschwat ginn, mä wa mer vun engem Fichier schwätzen, musse mer och vun Droit de la défense schwätzen, musse mer vu Présomption d'innocence schwätzen, musse mer einfach vu grouse Prinzipien aus eisem Rechtsstat schwätzen. An do musse mer och oppassen, dass et net zu Kontradiktioune kënnt um Niveau vun deene Gesetzer, déi mer hunn, wat elo d'Protection des données betrëfft,



an dann, soen ech emol, Regeln, déi mer hunn um Niveau vun de Rechter, vun dem Droit de la défense an esou weider.

... vun de Rechter vun den Droits de la défense an esou weider.

Dofir hunn ech och konkret Froen zu dem Fichier central vun der Police: ob et méiglech ass, dass an deem Fichier central nach kënnen Informatiounen dra si vun Infractionen, déi eventuell souguer verjæert sinn, éischtens. An zweetens, ob eventuell nach ëmmer Protokollen am Fichier central kënnen dra sinn, wou et um Niveau vun enger Decisioun vun eise Juridictionen zu engem Acquittement komm ass. Well ech mengen, dass mer op deem Punkt kënnen Kontradictionen hunn tèschent, ech soen elo emol engem Fichage, dee vläicht néideg ass, an dann awer zum Beispill engem Acquittement oder enger Verjæerung, déi maachen, dass an dem Casier judiciaire déi Saachen net opgefouert ginn. An ech mengen, dass dowéinst eben dat Ganz net nëmme soll um Niveau vu Protection des données betruecht ginn.

An dann och nach eng *drëtt* Fro: Wann elo Donnéeën aus deem Fichier central benotzt ginn, ass et da fir déi concernéiert Persoun transparent, dass Donnéeë benotzt goufen, respektiv gëtt déi Persoun da gewuer, soen ech emol, wat an eng Enquête oder wat mat an eng Instruktioun gefloss ass aus deem Fichier central? Weess een dat? Oder ass dat just eppes, wat benotzt gëtt a wat awer net, soen ech emol, iergendwou geschriwwen gëtt oder och haart gesot gëtt?

Voilà. Merci.

**M. Charles Margue, Président de la Commission de la Justice.**- Merci, Madamm Hartmann. Den Här Goergen.

**M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President, Merci och fir déi vill Erklärungen. D'Madamm Hartmann huet elo schonn do e puer ganz gutt Froen gestallt, dofir wëll ech déi net nach eng Kéier widderhuelen. Fir eis ass et natierlech och eng Affär vun der politescher Aschätzung. Mir hätte gärten do Transparenz an och Recht an Asiicht ëmmer op Géigenduerstellungen. Duerfir ass dee Fichier do fir eis e ganz wichtegt Thema. An et geet net eleng dorëms, ob dat elo eng legal Basis fir de Stockage ass,

mä et geet och ëm den Ëmfang vun de Grondprinzipien iwwerhaapt, fir eis onschëlleg Bierger an enger Datebank ze erfaassen.

An do emol, fir dat besser ze verstoen, géife mer froen, ob et méiglech wär, fir esou Beispiller vun deenen Datebanken ze kréien, natierlech anonymer, dass mer als Kommissioun géife gesinn: Wéi gesäit dat aus? Wat kann ee genau kucken? Wéi kann een dat ofruffen? Wéi ass et ofgeséichert? Dass mer do e bësse méi transparent gesinn, wéi dee ganzen Oflaf ass.

Dann, déi aner Fro ass eben, wéi grad ugeklongen ass, mam Tatverdacht: Hutt Der och schonn Identitéitskontrollen, wou nëmmen op Verdacht erfaasst ginn ass.

Dann zum Archiv, do hu mer e Problem: Wann dat nëmmen archivéiert gëtt, wisou ass do kee Läsche virgesinn? Dass dat einfach verjæert ass oder een net méi ..., dass dat geläscht gëtt, dass dovun net méi herno eng Trace do ass, mä d'Recht op Vergiessen, wéi mir et nennen.

Dann, déi aner Fro ass: Kënnen d'Policen aus dem Ausland oder Geheimdéngschter och Informatiounen iwwert déi doten Datebank kréien? Oder ass dat reng reservéiert fir d'Lëtzebuerger Servicer?

An déi aner Fro, wa mer iwwert d'Rapporten an déi ganz Diskussioun schwätzen, fir dem Bierger méi Transparenz ze ginn: Wären d'Kommissioun an d'Ministeren averstanen, fir do en ëffentlechen Hearing ze organiséieren?

Ech soen lech Merci.

**M. Charles Margue**, *Président de la Commission de la Justice*.- Merci, Här Goergen. Pardon, ech hat den Här Roth iwwersinn. Den Här Roth an duerno den Här Berger an den Här Fayot.

**M. Gilles Roth** (CSV).- Merci, Här President. Bon, ech mengen, et ass gesot ginn, do wier scho viles gewosst ginn. Ech muss lech soen, dass ech awer ..., obschonn ech oft, mengen ech, als Gilles Roth dat nogefrot hunn zënter dräi Joer! An ech muss lech

soen, d'Äntwerten, souwuel an der Question orale wéi an der Question écrite, déi waren ëmmer e bëssen: „Wat ass dat do fir eng lächerlech Fro!“. Ech gesinn nach genau d'Grinsen an d'Laache vu Verschiddenen. A mir hu jo och dann d'Äntwerte vun deene responsabele Regierungsmemberen, déi se op déi Froe ginn hunn.

Ech muss lech ganz éierlech soen: Ech si geschockt, dass hei d'Leit als suspect *betuecht ginn!* An dat ass net eng Notioun, déi nei ass, déi gött et scho laang. D'Notioun vum „suspect“, vum „présumé“, déi gött et zënter Mäerz 2017 an eisem Code de procédure pénal, näämlech vun do un, wéi mer d'Direktiven, d'ABC-Direktiven ëmgemat hunn. Dat ass dat Éischt, wat ech emol soen.

Ma ech si geschockt, dass 2000 Leit hei vu jiddwer Bierger zu Lëtzebuerg kënnen d'Protokolle kucken! Wann ee Buttek mat senger Fra huet, da geet en dem Frënd seng Dénger kucken. Ech gesinn, dass hei gesot gött: „Jo, mir kënnen net ..., et gött iergende Motiv uginn, mir kënnen awer eréischt herno ex post kucken, ob déi Motiver, ob déi berechtigt sinn oder net.“

An et ware genau déi dote Froen, déi zënter 2015 och vun der Autorité de contrôle monéiert goufen. A wann ech mech gutt erënneren, war de President vun der Autorité de contrôle, Artikel 17, keen anere wéi de fréiere President vum Conseil d'État a Procureur général adjoint, den Här Wivenes. An dat, muss ech ganz éierlech soen, dat stellt mech net zefridden.

Déi Fro, déi ech awer konkret hunn ... An ech hätt och gären, Här President, am Numm vun der CSV-Fraktioun, dass et vun dëser Sitzung e Verbatim gött. Mir froen dat ausdrécklech. An déi Fro, déi ech dem Här Neuens stellen, well do sinn ech net ganz klug ginn, hien huet gesot, déi Fichieren, oder déi Donnéeën, déi mir an eise Fichieren hunn, sief dat Rapporten, Procès-verballen, déi hätt souwisou de Parquet och. Dat huet den Här Neuens esou gesot.

Dann - an dat, mengen ech, deckt sech och e bëssen, wann ech haut d'„Tageblatt“ gelies hunn -, wat mech och geschockt huet: dass do ee Bierger, an ech ka mer jo awer net virstellen, dass deen einfach esou eppes erfënnt, dass deen do vun engem Procureur d'État gefrot gött: „Sidd Dir Client bei eis?“ Vun engem Procureur d'État:

„Sidd Dir Client bei eis?!“! Dat muss ee sech virstellen!

An da gëtt deen awer do konfrontéiert mat Saachen, wéi dass en zu Stroossbuerg ze séier gefuer wier. Wann dat awer nëmmen eng Chaîne pénale sollt sinn, déi do an deenen Dossiere vum Parquet ass, jo, wou kënnt dann de Procureur, dee jo awer da keen Zougang zu de Fichieren huet vun der Police, wou kënnt deen dann un esou konkret Informatiounen?

An dann, déi drëtt Fro, déi ech wéilt stellen: Kann ausgeschloss ginn, dass Informatiounen, sief dat Rapporten oder Procès-verballen, iwwer Mannerjäreger - iwwer Mannerjäreger! - sech nach an Äre Fichiere befannen? An ech hätt do gären eng ganz kloer Äntwert.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice*.**- Merci, Här Roth. Den Här Berger, wannechgelift.

**M. Eugène Berger (DP).**- Jo, Merci, Här President. Ech mengen, et sinn eng Rei Elementer hei presentéiert ginn, Historiquen, an ech mengen, dat ass och ganz sënnvoll gewiescht. Säit 2018 hu mer, ech soen net, en neien Zäitalter, mä trotzdeem awer en neie Moment mat alle Fichieren, déi souwuel privat wéi vu staatlechen Instanzen traitéiert ginn, well mer zwee Gesetzer hunn am Dateschutz. Ech mengen, ech soen, den Dateschutz fir déi normal oder privat Donnéeën. An op där anerer Säit hu mer awer och e Gesetz iwwert d'Protection des données en matière pénale.

An ech mengen, et ass eigentlech och do awer, bei deenen zwee Gesetzer, wou déi grouss Prinzipie gëllen. All, ech soen emol, Privatentreprise oder Privatentitéit, vun ASBLe bis soss Veräiner, mä awer och staatlech Instanzen, Verwaltungen, mussen éischtens e Relevé maache vun all den Donnéeën oder Fichieren, déi se hu vun de Leit. A si mussen dann och op där anerer Säit kucken, ech vereinfachen hei, mä déi zwee grouss Prinzipien, e Relevé maachen a kucken: Wéi gi mer mat deenen Donnéeën ëm? Wie ka se consultéieren? Oder: Musse se zerstéiert ginn? Et cetera, et cetera. Also einfach Relevé a kucken: Wéi gi mer mat deenen Donnéeën ëm?

An dat gëllt also och fir zum Beispill d'Police, dat gëllt also och fir de Parquet, sief et,

datt beim Parquet dann éischer dat Gesetz iwwert d'Protection des données en matière pénale zoustänneg ass, wou eng aner Autorité de contrôle ass wéi d'CNPD. Mä et ass och esou, datt all d'Verwaltunge müssen en DPO hunn, also en Délégué à la protection des données, dee sech dann do méi spezifesch also dorëmmer soll këmmere.

Wann ech elo richtig verstanen hunn, ass et esou bei der Police, datt do en DPO genannt ass, deen dann déi grouss Aufgab huet, fir do dee ganze Relevé ze maachen a fir ze kucken, wéi een da mat den Donnéeën ëmgeet. Respektiv krute mer och nach gesot, datt dann nach méi eng speziell Etüd gemaach géif ginn, fir eben dat alles ze kucken iwwert de Fondement légal, d'Finalité, d'Durée an esou weider. Mä ech mengen, dat ass dat, wat ganz sënnvoll ass a wat eigentlech och an der Logik, a mengen Aen, vum Gesetz vun 2018 ass, iwwert d'Protection des données a wéi ee mat Fichiere muss ëmgoen.

Et ass eng grouss Aufgab, well do vill Froen opstinn a gekuckt muss ginn, fir all déi Fichieren ze identifizéieren, fir ze kucken, wéi bis elo d'Prozedure waren an esou virun an esou fort.

Meng Fro ass eigentlech déi: Mir kruten elo vill Explicatioune vun der Police, respektiv och gesot, datt do Etüde gemaach ginn. Ech hunn elo net richtig verstanen: Bei dem Parquet, gëtt et do och een oder ass do och en Délégué à la protection des données genannt ginn? An: Misst deen net och déiselwecht Aufgabe maache mat deene Fichieren, déi eben um Parquet unhängeg sinn? Dat heescht, eben och konform zum Gesetz iwwert den Dateschutz en matière pénale.

Dat heescht, ech hunn dat virdrun net richtig erausfonnt. Et ass gesot ginn: „Mir këmmere eis elo dodrëm.“ Dat heescht einfach, meng Fro ass: Ass och do en DPO genannt ginn? A wier et awer net och net nëmme sënnvoll, mä an der Logik, dann och genau dat ze maachen, wat elo bei der Police gemaach gëtt, also och beim Parquet ze kucken: Wat fir eng Fichieren hu mer? A wéi gi mer an Zukunft domadder ëm? Tout en sachant, datt dat vläicht e bësse Volumen elo ass, fir dat alles, deen Audit, losse mer emol esou soen, ze maachen a fir dat herno dann och an d'Praxis ëmzesetzen.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Merci, Här Berger. An den Här Fayot, an da géif ech ...

**M. Franz Fayot (LSAP).**- Jo, Merci, Här President, just ganz kuerz. Déi eng Fro rejoinéiert déi, déi den Alex Bodry och scho gestallt huet, effektiv iwwert déi Partie „archive“ vun deem Fichier bei der Police, wou jo effektiv Saachen - ënnert dem Règlement grand-ducal vun 1992 -, wou Faiten drastinn, déi op Acquittermenter sech jo och kënnen beruffen oder wou Non-Lieuen an esou weider gesprach gi sinn, déi sech och an deem Fichier dann erëmfannen. Wéi oft ass do Réckgrëff geholl ginn op déi Partie „archive“? Gëtt et do Chifferen, wéi oft iwwert d'Joren do Demandë gemaach gi sinn un de Procureur, fir do Accès ze kréien?

Déi zweet Fro, dat ass eng Präzisionsfro un den Här Neuens. Dir hutt gesot, seule la partie recherche vum INGEPOL wär realiséiert ginn. Kënnt Der dat vläicht e bësse präzisieren? Ass dat, heescht dat, dass déi Partie Recoupermenter oder déi Base relationnelle, dass Der déi u sech ni realiséiert hutt an dass u sech just dann, wann ech dat richteg verstinn, déi éischt Partie vun där Banque de données, mat Referenz erëm eng Kéier op de Règlement grand-ducal vun 1992, operationell war an Ärem ganzen Dispositif?

An eng drëtt Fro, dat ass e bësse méi eng prinzipiell Fro, déi rejoinéiert e bëssen dat, wat d'Carole Hartmann gefrot huet. Dir hutt jo ..., dat, wat jo hei an deem Ganzen dat declenchéiert huet, ass jo am Fong de Constat oder d'Suspicioun, dass hei Informatiounen benotzt gi si fir aner Zwecker wéi déi, woufir se destinéiert waren. An dat ass jo e grouse Prinzip am Dateschutz, dass een am Fong nëmme kann Date sammeln an traitéiere fir déi Zwecker, déi am Gesetz oder am GDPR virgesi sinn, autoriséiert si fir genee déi Zwecker. An do ass et effektiv, mengen ech, extrem wichtig, dass dee Prinzip vun der Zweckméissegkeet wierklech assuréiert gëtt.

Ech hunn dem Här Neuens nogelauschert, wéi e gesot huet, dass iwwert déi Motivatioun en fait do just e Contrôle ex post ass bei der Police, iwwert d'Grënn, déi een huet, fir dee Fichier do ze consultéieren. Bon, dat ass natierlech - do ginn ech dem Gilles Roth recht - net onbedéngt zefriddestellend. Gëtt do driwwer nogeduecht, fir dat vläicht ze änneren a fir do e Contrôle ex ante oder méi en ...? Ech hunn och héieren,

dass Der do jo driwwer nodenkt, fir dat ze maachen, mä wéi schnell gëtt dat realiséiert?

An déiselwecht Fro stellt sech natierlech beim Parquet. Wann et effektiv esou ass, dass kënnen Informatiounen benotzt ginn, zum Beispill fir Zwecker vu Rekrutement oder vu Moralitéitszeugnisser, ass et fir mech extrem zweifelhaft, dass dat deem Prinzip vun der Zweckméissegkeet do entsprécht. An ech mengen, do misst ee wierklech Mesuren huelen, fir dass dat an Zukunft gewäert ass.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.*** - Merci, Här Fayot. Ech gi kuerz dem Här Bausch d'Wuert fir eng Äntwert, an dann dem Här Neuens.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*** - Jo. Merci, Här President, a Merci och allen Deputéierte fir hir Stellungnamen. Ech wëll fir d'Éischt, vu datt jo e Verbatim gemaach gëtt oder zumindest d'Demande dofir virläit, dem Här Roth soen, datt ech, vu datt e seet, et wär iwwer seng Froe gelaacht ginn oder d'Froe wäeren net uerdentlech beäntwert ginn oder mat Witz beäntwert ginn - op alle Fall déi Froen, oder eng ass et bis elo zu deem dote präzise Sujet, nee zwou, pardon, waren et der zu deem dote präzise Sujet -, datt ech mech net erënnere kann, datt ech do, éischtens, iwwert d'Fro gelaacht hunn, an zweetens, datt ech déi net versicht hätt seriö ze beäntweren. Ech war laang genuch an der Chamber, fir ze wëssen, wat de Rôle vun den Deputéierten ass, nämlech fir den Executif ze kontrolléieren. An ech hunn iwwerhaupt kee Problem mat Froen, déi gestallt ginn, au contraire. An ech stelle mech och all Fro!

An ech versichen, d'Froen esou gutt ze beäntweren, en fonction vun deenen Informatiounen, déi ech zu deem Zäitpunkt, wou ech d'Fro beäntweren, hunn. Well ech hu jo och Delaie vun der Chamber, déi ech muss anhalen, wou Der gär selwer hätt, datt ech se soll anhalen. Duerfir wär ech och frou dann, datt dat esou aktéiert gëtt, datt ech d'Chamber respektéieren a seriö huelen.

Dat Zweet ass: Den Alex Bodry huet eng ganz Rei Saache gesot iwwert d'Gesetz vun 2018, déi legal Basis vun haut. Duerfir brauch ech net méi dorop anzegoen, kann ech mer dat spueren. Ech deele seng Analys, déi en do gemaach huet, an och déi Froestellung, déi en opgeworf huet. An dat ass ënner anerem och, mengen ech, jo

gutt, datt mer Avise kréien, wou mer eventuell musse kucken, wat do erauskënnt, ob mer nach do kënnen zousätzlech oder mussen zousätzlech Nobesserungen an de Gesetzer maachen oder net.

Den Här Mosar ... Ass en hei? Wou ass en? Ah, en ass leider net méi hei, den Här Mosar. Mä ech wëll dann awer ... Vlächicht kann den Här Roth oder ee vu senger Fraktioun em dat iwermëttelen, well en am Ufank mech ugesprach huet an deem Sënn, datt e gesot huet, e géif sech d'Fro stellen, ob elo eréischt déi präzis Affär hei zum Ulass geholl gi wär vu mir, fir déi Etüden do unzefroe bei der IGP respektiv bei der CNPD.

Dozou wëll ech em Folgendes soen: Ech sinn elo sechs Méint do. Ech hu mech an deene sechs Méint vill mat där ganzer Fro vun Deontologie, Ethik bis elo beschäftigt. Ech mengen, dat wëssen déi Leit, déi hei ronderëm sëtzen. A sechs Méint kréien ech natierlech net alles gemaach. Ech mengen, dat muss jiddweree mer zougestoen. Mä ech hu schonn eng Etüd an Optrag ginn, déi och mam Dateschutz ze dinn huet, näämlech déi vun der Kameraiwwerwaachung. Vun där gëtt elo hei net esou vill geschwat, mä et huet awer och iergendwou domadder ze dinn. Dozou hunn ech bei der IGP direkt am Ufank eng Etüd an Optrag ginn.

Dat Zweet ass: Ech sinn amgaangen, iwwert déi ganz Fro vun Deontologieskodex och mat der IGP ze schaffen. Niewebäi bemierkt hat ech jo nach e puer Dossieren ze bewältegen an der leschter Zäit och a puncto gesetzlech Basis vun den Aarbechtskonditiounen vun der Police an esou weider, déi Dir jo alleguerten entre-temps kennt, déi mer jo glécklech zu engem gudden Enn konnte féieren. Also alles dat a sechs Méint, ech mengen, dat ass net schlecht!

An datt ech duerfir elo déi doten Avise ginn, dat mécht duerfir déi Saach net méi schlecht, au contraire. D'autant plus, wann ech weess, datt alles dat, wat hei gefrot gëtt, a vëlleg zu Recht gefrot gëtt, déi Froen, déi sech gestallt ginn, datt déi Froe schonn zënter 39 Joer sech gestallt ginn! An datt schonn x Usätz gemaach gi sinn, vun deene verschiddenste Ministere vun deene verschiddenste Faarwen, fir déi dote Froen esou ze reglementéieren, am Sënn wéi jiddweree sech se heibanne stellt an et ni esou richteg bis elo gelongen ass. An donc, et muss immens komplizéiert a komplex sinn.



An dat erkläert wahrscheinlech och zum Deel, firwat et natierlech ëmmer erëm versicht gëtt.

An ech wëll nëmmen dorun erënneren: Eleng 2002, wéi jo d'Méiglechkeet bestanen hätt, dunn ass mam Fanger och op dat do scho gewise ginn, 2002. An do ass en Usaz gemaach gi vum deemolege Justizminister, mat engem Règlement grand-ducal, dee komplett zerrappt ginn ass vum Statsrot. An dunn ass en net nogebessert ginn. Dunn ass einfach d'Saach si gelooss ginn. Dunn ass deen ale Règlement grand-ducal erëm verlängert ginn!

Also wéi gesot, déi Froen, all déi Froen, déi vëlleg berechtegt sinn a wou, mengen ech, et och wichteg ass - an dat sollt en Haaptzil si vun deem, wat ech mer wënschen, datt mer hei diskutéieren -, datt mer all zesummen herno hei eng gesetzlech Basis hunn a Regeln hunn, déi deem entspriechen, wat mer eigentlech jo alleguer gär hätten, nämlech datt d'Police op där enger Säit ka schaffen - ech schwätzen elo nëmme fir d'Police, mä ech ginn dovunner aus, bei der Justice ass et net anescht -, datt si hir Enquêtë kënne maachen an datt awer d'Privatsphär an den Dateschutz a respektiv d'Rechter vun de Leit garantéiert ginn.

Duerfir, wéi gesot, no sechs Méint stinn ech gär zu mengem Bilan; fir dat dann ze beäntweren, wat den Här Mosar wollt hei opwerfen.

An ech waarden da mat Spannung elo op déi Avisen, déi ech wäert kréien. A wann déi Avisen erginn, dat hunn ech jo am Ufank och gesot, datt musse gesetzlech Nobesserunge gemaach ginn, wat mäi Volet betrëfft - an ech ginn dovun aus, fir anerer wäert et net anescht sinn -, da wäert ech déi selbstverständlech ugoen. An da wäerte mer déi mat der Chamber zesummen - well d'Chamber muss déi jo dann och stëmmen - dann och maachen.

Voilà, ech géif elo proposéieren, den Här Neuens soll vläicht all déi präzis Froen nach beäntweren, déi gestallt gi sinn un hien am Zesammenhang mat all deene Fichieren.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Merci, Här Minister.  
Den Här Neuens huet d'Wuert.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Merci, Här President. Ech mengen, ech fänke mam Archiv un, well déi Fro ass vu quasi allen Deputéierte gestallt ginn, an da géif ech duerno chronologesch ofaarbechten.

Wann een iwwert den Archiv schwätzt, muss ech nach eng Kéier soen, dierf een net vergiessen, dass dee Règlement grand-ducal vun 1992, deen den Archiv virgesäit, sech limitéiert op déi relationell Datebank, déi mer net realiséiert hunn.

Wat steet do dran? Et ginn zwee Deeler: Wéini gëtt eng Affär archivéiert en l'absence d'une décision judiciaire? A wéini gëtt archivéiert, wann eng Decisioun komm ass?

Ech fänke mam zweeten Deel un, dat ass deen einfachsten. Am Text steet, am Règlement steet, dass eng Decisioun muss, wann eng geholl ass oder wann eng Condamnatioun geschitt ass, da muss dat archivéiert ginn, wann do aus dem Casier erausgeholl gëtt. Dat heescht, dat Règlement erlaabt eis, déi Affären, wou eng Decisioun ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- ... dee Règlement vun 1992, dee gëtt et zënter dem Juni 2018 net méi! Dat heescht, Dir fuert nach ëmmer no dem Règlement vun 1992, obschonn et e guer net méi gëtt.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Jo, also ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo!

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Also et gouf e jo och u sech net fir de Fichier central. Duerfir hunn ech jo gesot, ech schwätzen elo vun deem, wat d'gesetzlech Basis ass, an datt deen Term Archiv ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dat ass keng gesetzlech Basis méi. Neen!

**Une voix.**- Här Roth.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Also gutt, dann, wa mer elo soen: „Vun 2018 un“, ech mengen, do ass jo déi Lecture, wou mir soen, dass mer kee Reglement brauchen.

An da kommen ech op déi Fro, déi den Här Mosar ugeschwat huet: Effektiv, d'CNPD huet gesot, si hätt léiwer Règlement-grand-ducallen a meng Erënnerung ass, dass de Statsrot gesot huet, dass deen neien Dateschutztext déi Logik net méi hätt, dass ee keng Reglementer brauch, an de Statsrot och gesot huet, dass déi Reglementer zwar de facto implizit duerch deen neien Text ofgeschaaft ginn, mä dass de Statsrot awer och gefrot huet, dass déi Reglementer formell duerch e Règlement grand-ducal ofgeschaaft ginn. An da stellt de Problem vum Archivage sech net.

Da schwätzt en hei vun deene generellen Durées de conservation, déi mer hunn. Da gëllt den Dateschutzprinzip vun der Durée, déi rasonabel ass. An da kommen ech zwar erëm op datselwecht zrëck, wou mir der Meenung ..., mir wëlle gären un deene Prinzipie vum Règlement grand-ducal vun 1992 festhalen. Well mir soen: Soulaang eng Affär an engem Casier ass an eng Persoun veruerteelt ass, dass et och interessant ass fir d'Police, déi Informatioun ze hunn, dass et do e Protokoll gëtt. Dat ass deen Deel.

Dat anert, dat ass: En absence d'une décision judiciaire, do huet den Text gesot, zéng Joer beim Crime an, wéi den Här Bodry richtig gesot huet, bei anere Contraventione waren et zwee Joer, bei Delikter war et sechs Joer.

Sou, wou kommen déi Delaien hier? Déizäit, '92, war d'Prescriptioun vun der Action publique vun den Delikter dräi Joer a mir hunn dat hei verduebelt. Mëttlerweil ass d'Prescriptioun bei den Delikter fënnef Joer. Wann een dat verduebelt, ass een op zéng Joer. Duerfir huet een haut déi zéng Joer an deenen zwee Fäll an duerfir proposéiere mir, op deenen zéng Joer ze bleiwen. An natierlech, d'Contraventione wëlle mer net op zéng Joer. Dat bréngt näischt. Do géife mer déi zwee Joer bäibehalen.

Och schonn '92, an deem Text - Règlement grand-ducal, wéi gesot -, do war et méiglech, dass eng Affär verjæert war no dräi Joer, mä mir konnte se sechs Joer halen.

Dat heescht, och deemools, per Règlement grand-ducal, konnte mir d'Protokoller halen, déi eigentlech verjæert waren. Dat war d'Logik vum Reglement.

Haut, an där Logik wou mer sinn, kéint dat passéieren, wa mer géife soen, mir halen d'Saachen zéng Joer, kéint et passéieren, wann en Delikt op de Parquet geschéckt gëtt an do géif net ..., géif keng Decisioun geholl ginn, et géif klasséiert ginn, da wär déi Affär iergendwann eng Kéier, no fënnef Joer plus, well d'Décision de classement sans suite ass jo och eng Interruption vun der Procédure, déi den Delai erëm e bësse verlängert, mä et kéint och da sinn, dass mir Affären dran hunn, déi verjæert wäeren.

Mä de Moment ass et éischer ëmgedréit. De Moment hu mir Affären am Archiv, déi eigentlech, laut Reglement, nach kéinten an der Partie documentaire, also an der Partie active sinn. Dat ass dee Kompromiss, dee mer gemaach hunn. A mir sinn eigentlech an deene meeschte Fäll do méi helleg wéi de Poopst, dat muss ee wierklech soen. Mä et ginn awer Fäll, wou et anescht ka sinn. Ganz kloer. Wéi gesot, dat nach eng Kéier, fir zum Thema Archiv ze kommen.

An, bon, d'Fro gestallt: Wéi oft gëtt dorobber zrëckgegraff? Majo, an der Logik vum Reglement, wéi et war, hätt et net vill Sënn gemaach, op eng Affär zrëckzegräifen. Well wann eng Affär, wann eng Condamnatioun do ass, an et ass aus dem Casier eraus, ma dann ass d'Persoun rehabilitéiert. Dat heescht, och wann ech do zrëckgräife ginn op Donnéeën, ech kann näischt dermat ufänken. Dat heescht, do géif et relativ wéineg Sënn maachen.

Well mir awer elo relativ fréi archivéieren, mécht et natierlech Sënn, kucken ze goen. Duerfir kënnt dat haut méi oft vir. An et ass quasi esou: Wann eng Enquête gemaach gëtt géint eng Persoun, wou e Beamten op déi Persoun schafft, da geet e sech – logesch - kucken, wat sinn d'Antécédents vun där Persoun um Polizeiniveau. An da gesäit en, dass e Protokoll archivéiert ass. An da gëtt beim Parquet nogefrot, beim Parquet général, fir Accès ze kréien, an dee kréie mer och an der Regel.

Mir hunn ... Natierlech, mir kréien et nëmmen, wann et der Finalitéit entsprécht. Mir haten elo e Fall, wou nogefrot gi war fir am Kader vun engem Rekrutement - do kommen ech herno drop zrëck, dat war jo och eng Fro -, do huet de Parquet général

gesot: „Neen. Dat ass net déi Finalitéit.“ Wou huet de Parquet général 100%eg richtig war a wou de Feeler war, déi Fro iwwerhaapt ze stellen. Voilà. Gutt.

Dat ass d'Situatioun vum Archivage. Da kéim ech der Rei no op d'Froen - ech fänken u mat deene Froe vum Här Reding: d'Definitioun vun engem Fichier secret.

Oh, vu dass mer keng Secretsfichieren hunn, hu mer bis elo och kee Besoin gesinn, se ze definéieren. A wat kéint e Secretsfichier sinn? Dat kéint e Fichier sinn, deen e Polizist uleet à l'insu vun der Generaldirektioun. Eises Wëssens gëtt et dat net. Et kéint e Fichier sinn, deen d'Generaldirektioun vun der Police decidéiert ze halen, dee mer géifen - lech hei, zum Beispill - ënnerschloen. Dat ass och net de Fall.

Et gëtt keng Secretsfichieren. Et ass natierlech esou, dass net all Traitement, dee mir maachen, iergendwou grouss op eiser Internetsäit steet, de Moment. Dat ass awer eppes, wat am Dateschutz virgesinn ass a wat mer och gamgaange sinn, ze maachen. Dat ass dee faméise Register. An där Logik si mer elo eréischt säit 2018. Do schaffe mer de Moment drun.

Do kann een eis de Reproche maachen, dass mer elo dat net hikritt hunn. Mir hunn awer, an dat ass, wat oft vu mer gesot ginn ass, wann en neien Text kënnt, dee komplex ass, do ass esou vill ze maachen, dass et net méiglech ass, dat hinzekréien.

Mir kënne jo och elo net 15 Leit astellen, dat do séier ze maachen, a se dann erëm ze entloossen, wa mer se net méi brauchen. Do si mer hannendran. Jo, mir hätte missen eigentlech dee Register do hunn. Hu mer net. A wann een elo seet: All Fichier ass secret, deen net publizéiert ass - jo, da kann een dat esou gesinn. Ass eis Lektür net.

E Secretsfichier wär fir eis e Fichier, deen illegal wär. An net e Fichier, deen elo net publizéiert ass um Internet. Wou awer och richtig gesot ginn ass: All Mënsch weess, wann e protokolléiert gëtt, e kritt jo eng Kopie vun där Informatioun, wann e gehéiert gëtt vun der Police, kritt en d'Informatioun, wann e beim Parquet ..., wann en an d'Prozedur erakënnt, kritt e se. Duerfir ass dat fir eis net secret.

Bon, natierlech, ëmmer wann ech elo hei schwätzen, als Polizist, natierlech, wa mir

vun Auteure schwätzen um Polizeiniveau, dat ass beim Parquet net anescht: Présomption d'innocence, dat sinn eigentlech Persounen, déi suspektéiert ginn, eng Strofdot gemaach ze hunn. Dat gëllt och fir d'Faiten.

De Fait, deen ass: Do gi mir hin a mir schreiwen all Qualifikatioun, déi méiglech ass. Ee gutt Beispill ass d'Escroquerie an de Faux. E Faux ass en Element vun der Escroquerie, kann awer och eng Strofdot fir sech sinn. Mir gi systematesch hin, dass mer beim Verdacht op eng Escroquerie et als Faux libelléieren an och als Escroquerie. Dann ass et um Parquet ze decidéieren, wat fir eng Qualifikatioun behält en zréck. Herno geet eventuell d'Chambre du Conseil nach eng Kéier d'Meenung änneren. Dann iergendwann eng Kéier um Fong gëtt et geännert. An d'Veruerteelung kann erëm eng Kéier an zweeter Instanz op eng aner Strofdot sinn.

Dat heescht, dat ka variéieren. Do kënnt et dann och vir, dass eng Persoun acquittéiert gëtt wéinst der Escroquerie, mä condamnéiert wéinst dem Faux oder ëmgedrëit. Dat heescht, Dir hutt en Acquittement net op d'Strofdot, déi e gemaach huet, mä Dir kritt en Acquittement op de Libellé vun der Strofdot. Wou sech och erëm d'Fro stellt: Wat läsche mer do? Mir läsche jo net de Fait. Mir läschen da vläicht déi Qualificatioun, awer net de Fait. Dee bleift bestoen. Et ass eng Condamnatioun wéinst Faux.

Dat ass jo och de Problem mat deem aktuelle System, dee mer hunn, well am Protokoll déi zwou Saachen drastinn. Wa mir dee Fichier hätten - wéi et de Moment am Raum steet, an der Ëffentlechkeet, dass mer en hunn -, do wär et einfach. Do hätte mer eng Persoun, do géif dann drastoen, déi ass protokolléiert gi wéinst Faux a wéinst Escroquerie. An da géife mer soen, bei der Escroquerie ass et e Fräisproch ginn. Dat géife mer läschen an de Faux géif bestoe bleiwen. Dat ass en technesche Problem, fir dat hinze kréien.

Affaires non poursuivies, war eng Fro. Jo, wann eng Persoun bei eis protokolléiert gouf, wa se eng Strofdot gemaach huet - wat eng Obligatioun ass, laut Procédure pénale -, schécke mir et op de Parquet. Wann de Parquet do e Classement sans suite mécht a mir ginn dat net gewuer, dat ass de Moment de Fall, net systematesch zumindest, da bleift déi Affär am System dran.

Dat war awer am Reglement INGEPOL och net anescht. Well do war de Classement sans suite, ass consideréiert gi wéi en l'absence d'une décision judiciaire. An da muss ee jo och bedenken, e Classement sans suite ass net definitiv. De Classement sans suite kann interessant sinn, um Polizeiniveau nach ze halen, well vläicht Reglementer da kommen, wou et dann heescht: Majo, elo sinn nei Elementer do an elo gëtt et kee Grond méi, ze klasséieren, mä et soll ee poursuivéieren. Also, och dat mécht Sënn.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Vu correctionneller Säit? Si se awer net schëlleg?

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Nee, nee. Nee, nee. Nee, nee. Ganz kloer. Also, ech mengen, dat ass bei eis evident, ...

**(Interruption)**

**M. Gilles Roth (CSV).**- Mir hunn och eng Direktiv Présomption d'innocence, wou den Artikel 3 seet, dass de Stat näischt däerf halen iwver een, wann eng Présomption d'innocence do ass.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo.

**Plusieurs voix.**- Jo!

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Also ech ginn ... Ech muss dann och soen, jo ...

**(Interruption)**

Also, mir hunn och scho Leit mat der Présomption d'innocence an Untersuchungshaft geholl. Ech mengen, dat ass effektiv e Problem. Wou komme mer - an, ech mengen, dat hu vill Leit hei gesot ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- *Recours* ?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Do kënnt et ... Do ass einfach d'Limitt vum Rechtsstat. Ech mengen, dat ass e Problem.

Dat si grouss Prinzipien, mä déi hir Limitten ..., iwwregens och wéi eng Rei Dateschutzprinzipien, Droit d'accès beispillsweis, oder och Droit de rectification huet och Limitten.

Et ass jo kloer, dass en Täter eng Saach ..., pardon, e Suspect eng Saach anescht gesäit wéi en Opfer. An et ka jo net sinn, dass, zum Beispill bei enger Vergewaltung, de Suspect seet: „Dat war net esou.“, an da sträiche mir dat.

Ech mengen, dat sinn ëmmer zwou Logiken. An do kënnt een einfach u Limitten, wann een op där enger Säit d'Procédure pénale huet, op där anerer Säit den Dateschutz, an déi Exceptionne sinn d'ailleurs virgesinn am Dateschutz. Et ass net, dass dat net virgesinn ass.

Déi manuell Datebank, wou gefrot ginn ass, och vum Här Reding, déi existéiert net méi. Dat war jo dee Fichier central, dee virdu manuell war. Deen ass informatiséiert ginn. Wéi gesot, dat gëtt et net méi.

**Une voix.**- Ass en zerstéiert ginn?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Jo. Zerstéiert, do ass et esou: Am Reglement INGEPOL steet dran, dass eppes an der Partie archive zerstéiert gëtt no 60 Joer. Dat ass de Moment d'Regel, wéi se am Reglement stoung. Dat schéngt eis och relativ laang ze sinn. Dat mécht, a verschiddene Fäll, kee grouse Sënn.

Ech mengen, wann een elo veruerteelt gëtt zu enger laanger Prisongsstrof, 20 Joer oder méi, dass een déi Affär 30 oder 40 Joer hält, okay. Mä et huet kee Wäert, an dat ass awer, wat INGEPOL virgesäit. Stellt Iech vir, Dir hutt eng Persoun, déi en Delikt mécht, déi kritt eng Strof, komm mir soen emol sechs Méint mat Prisong, déi hätt, wa meng Gedanken elo richteg sinn - ech sinn net 100 % sécher -, mengen ech, wär dat de Casier no fënnef Joer eraus. Mä et ass déi Gréisstenuerdnung zumindest. Dat



heescht, déi Affär misst bei eis no fënnef Joer archivéiert ginn a kéint 60 Joer dra bleiwen, no där éischer Inscriptioun. Dat schéngt iwwerdriwwe laang. A wann een do iwwert déi Delaien diskutéiere wëllt, do si mir absolutt Demandeur, fir doriwwer ze diskutéieren. Well dat bréngt absolutt näischt. Dat ass bei eis e risen Datevolumen an do kann ee ganz gären driwwer diskutéieren. Wéi gesot, mir hunn am Moment dat applizéiert, faute de mieux, wat mer haten.

Dem Här Mosar seng Fro iwwert den Avis RGD hat ech beäntwert. Ech soen lech et nach eng Kéier: Effektiv, d'CNPD hat dat gefrot. De Conseil d'État, menger Erënnerung no, huet et anescht ausgeluecht.

Jo, an dann, fir nach eng Kéier op d'Fro ze äntwerte fir den Accès: Jo, eng 2.000 Polizisten hunn Accès. Wa mer elo vun deene ronn 1.400 schwätzen, déi am aktiven Déngscht sinn - iwwert déi aner, wéi gesot, kann een och erëm eng Kéier diskutéieren; iwwert déi 1.400 ass et schwéier. All Polizist, deen am operationellen Déngscht ass, muss jo awer kënne wëssen, wann e mat enger Persoun ze dinn huet, wat déi Persoun ..., ween deen ass.

Wat wär d'Konsequenz, wa mer et anescht géife maachen? Wéi géife mer den Tri maachen? Géife mer der Police judiciaire méi e largen Accès gi wéi dem Beamten an Uniform? Jo, et ass awer de Beamten an Uniform op der Strooss, deen e kontrolléiert. Gi mer dem Beamten an Uniform dann den Accès, well deen op der Strooss kontrolléiert? Et ka jo och net sinn, dass deen, deen d'Enquête mécht, déi Informatiounen net huet. Dat gétt wierklech ganz schwéier.

An ech ... Jo, ech gesinn do keng richtig Léisung.

Wéi gesot, fir déi 600 Polizisten am administrativen Déngscht, jo. Do kéint een zum Beispill sech virstellen, dass déi Leit déi Polizei-Obligatiounen, dee Statut net méi hätten, dass se einfach ..., wann ee seet, déizäit, wou ech an enger administrativer Fonctioun sinn, brauch ech dat net. Mä dann dierf en awer och d'Flichten net hunn. Ech mengen, dann dierf awer och net **Entravestext** applizéiert ginn, wéi fir den aktive Polizist. Doriwwer kann ee sécher diskutéieren. Also, ech mengen, mir als Police hunn domat absolutt kee Problem. Mä de Moment ass et relativ schwéier am Rame vum

gesetzleche Kader.

Bon, fir dem Här Baum seng Fro ze beäntwerten, Moteurs de recherche: Jo, mir si wierklech esou schlecht. Dat ass guer keen Zweifel. Mir hunn déi Protokoller an engem Fichier dran an Dir kommt un déi Protokoller erun nëmmen iwwert den Numm vun der Persoun an natierlech och iwwert d'Nummer, am Fall wou den Auteur inconnu ass. Déi Affäre ginn nämlech mat der Nummer enregistréiert. Da musst Der d'Nummer hunn. Wann Der déi net hut - also, wann elo ee géif soen, do war eng Affär X, wou mer keen Auteur haten, déi war 2013, se ass vun deem an deem Beamte geschriwwe ginn, déi fanne mir am Fichier net erëm. Mir brauchen d'Nummer. Natierlech, wann ech weess wat fir e Beamte se geschriwwen huet, kann ech mech och un dee wenden. Awer am Fichier, wéi gesot, nëmmen iwwert d'Nummer, wann ech se hunn, oder iwwert den Numm vum Suspect.

Bon, mat de Motiver. Do weisen ech drop hin, dass mer en Text haten - 2009, wa meng Erënnerunge richteg sinn -, den Artikel 34 vum Police-Gesetz, wou mer d'Accèsen op d'Datebanke kritt hunn. Do war an der éischer Phas genau dat do virgesinn, dass beim Motiv eng Protokollnummer huet missen agedroe ginn. Do waren awer Fäll, wou herno gesot ginn ass: Majo, d'Protokollnummer entsteet jo am Fong eréischt, wann ech e Fait hunn. An de Fait kréien ech eréischt, wann ech d'Donnéeën hunn. Dat heescht, ech hu keng Protokollnummer. Et kënt also och ni zu engem Fait an ech ka keng Protokollnummer aginn.

Dunn ass do nogebessert ginn an deem Text, et ass erausgeholl ginn. An deem Commentaire vun deenen Artikelen ass gesot ginn, ech mengen och, de Statsrot hat et gesot: Dat, wat wesentlech ass, dat ass, dass ech d'Méiglechkeet hunn, erauszefannen, ween eppes nokucke war, wat de Motiv war. Elo kann een natierlech higoen an et kann een dee Motiv méi komplizéiert maachen. Et ännert awer näischt. An d'Kontrollen heescht ëmmer erëm méi administrativ Aarbecht fir d'Beamten. Do muss ee wëssen, wat d'Konsequenzen dervu sinn a wat et bréngt. Mä och do verschléisse mir eis enger Diskussioun net. Mir hätte just gär, wann eng Regel do geholl gëtt, dass ee sech bewusst ass, wat d'Konsequenze sinn. An dass een net déi Feeler mécht, déi mer an der Zäit scho gemaach hunn, dass mer Texter maachen, déi mer herno mussen nobesseren, well mer an der Praxis mierken, et fonctionnéiert net.

Also ech mengen, nach eng Kéier: De Motiv ass duerfir do, fir dass de Beamte weess, deen eppes nokuckt - ech muss e Grond hunn. Hie gëtt dorun erënnert. Dann ass et och esou, dass mir de Motiv notzen, well en Fonctioun vum Motiv den Accès zu den Donnéeën ze änneren.

Mir stellen eis zum Beispill vir ..., ech schwätze vun der Zukunft. Mir stellen eis vir eng Datebank eng Kéier ze hunn, vu wann dobaussen ee kontrolléiert gëtt, vun engem Beamten, dass dee Beamte just d'Informatioun kritt, wat géint déi Persoun virläit a wou se als Suspect geholl ginn ass. Mir wëllen net, an dat gëtt kee Sënn, dass e Beamten dobaussen, deen eng Führerschäinskontroll mécht, gesäit, dass eng Persoun, déi e kontrolléiert, Opfer ginn ass vun Abroch zum Beispill. Dat wëlle mer änneren. Hu mer haut, wéi gesot, guer net. An do wëlle mer dann den Accès zur Informatioun op de Motiv ginn. Mä selbstverständlech, dee Beamten, dee jo dann zwou Kapen huet, Police administrative a Police judiciaire, dee kann, wann et e Grond gëtt, wann e Verdachtsmoment besteet, da swichte mat där anerer Kap, als Motiv Police judiciaire dann un d'Informatiounen kënnt, wann e se brauch, mä net wann en ee Führerschäin kontrolléiert. Dat stelle mir eis vir.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Ech hu just eng Zwëschefro.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Deen, deen lech op der Strooss unhält, dee freet dat dann of an da gesäit deen Äre ganze Fichier?

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Dee kritt d'Informatioun ... Fir de Moment gesäit en näischt direkt, well e keen direkten Accès huet, mä wann deen um Reseau nofreet, e kontrolléiert een, ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**-... da kritt e gesot: „Jo, deen do ass bekannt fir Abroch.“

Ech ginn lech e Beispill: Dir kontrolléiert owes um eelef Auer an der Cité eng Persoun. Et fällt lech een op, dir kontrolléiert déi Persoun. Dann ass et en Ënnerscheid ze wëssen, ob déi Persoun eng Kéier vläicht scho protokolléiert ginn ass wéinst Abroch oder net. Dat ass en Ënnerscheid. Wann déi Persoun ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Oder soss suspekt ass?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Natierlech suspekt. Ass se protokolléiert, ass se suspekt, an net veruerteelt.

Natierlech wär et interessant, ze wëssen, wa mir en direkte Feedback hätten, duerfir si mir jo och Demendeur duerfir, wa mir déi Informatioun vun der Justiz hätten, dass se veruerteelt wär wéinst dem Abroch, dat wier nach eng Etapp méi. Mä dat hu mer am Moment net.

Mä ech wëll awer einfach soen, vun der Basis hier mécht et schonn en Ënnerscheid, wann ech dobaussen ee kontrolléieren, ob e bekannt ass oder net.

Ech kann en anert Beispill ginn, dat ass op Basis vun der Autosplack. Ech kontrolléieren en net direkt, mä op Basis vun der Autosplack kréien ech de Propriétaire. Ech froen de Propriétaire no. Ech kréie gesot: Deen ass verdächtig ginn, protokolléiert ginn zwee-, dräimol wéinst Abroch. Elo ass et jo interessant als Polizist, deen net ze kontrolléieren, mä mol vläicht ze kucken: Wat mécht deen?, an en am Flagrant ze erwëschen.

Wa mir keen Accès op d'Datebanken hunn, wat huet de Polizist als eenzeg Méiglechkeet? E kontrolléiert en. Deen, deen eng Intentioun hat, anzubriechen, dee seet sech: Okay, ech sinn erwëscht ginn, elo fueren ech heem. Dat ass d'Konsequenz dovun.

An duerfir ass et interessant fir eis, déi Informatioun ze hunn. Mä, nach eng Kéier: Dee Polizist, deen do kontrolléiert, dee brauch net gewuer ze ginn, dass déi Persoun, déi do kontrolléiert gëtt, eng Kéier Opfer ginn ass vun enger Strofdot. Dat ass net relevant.

Haut hu mer dat souwisou net. Wéi gesot, ech soen et nach eng Kéier: Mir hu just d'Informatioun iwwer e Suspect, dee protokolléiert ginn ass. Dat do stelle mir eis an Zukunft vir, dass mer den Ënnerscheid kënne maachen tëschent de Kategorien, wat den Dateschutz och virgesäit, et ass obligéiert. An da wëlle mer iwwert de Motiv dat trennen, dass een, wann ee Motiv agëtt Police judiciaire, eng Enquête also mécht, déi Gesamtinformatioun kritt.

Do kann ech och e Beispill ginn: Dir hutt eng Persoun, déi ass Zeie vun engem Autosaccident; et geet ëm eng riets Virfaart. Majo, wann ee siwen-, aachtmol Zeien a sechs Méint ass vun engem Accident an enger riets Virfaart - eng Kéier zu Esch, eng Kéier um Belair an eng Kéier iergendwou am Éislek -, da kann ech mer d'Fro stellen, ob dat e richtegen Zeien ass, ob mer net op engem Assurancëbedruch sinn, wou deen Zeie gefaked ass an herno Geschichten ziele kënnt. Dat ass e Beispill, wou ee kënnt soen, do wär et interessant fir ze wëssen, ob een Zeien ass an awer trotzdeem fir d'Enquête relevant ka sinn. Voilà.

Dann zur Fro vum Här Baum iwwert den SRE. Jo, den SRE huet just Accès zur Partie recherche. An do gëtt et och kee Blockage, well dat quasi zwou verschidden Datebanke sinn. Déi eng gëtt et, déi aner gëtt et net. Recherche gëtt et, Documentaire gëtt et an deem Sënn net. An do stinn, wéi gesot, déi Informatiounen dran, déi mer vun der Justiz kréien, wou eppes géint d'Persoun ze mellen ass.

Fréier war dat manuell. *Dir sidd erëm eng Kéier manuell an de Fichier gaangen, dann ass d'Demande erausgeholl ginn.* Dann ass dat eventuell gefaxt ginn. D'Persoun ass verhaft ginn. D'Dokumenter koumen no.

Haut ass dat elektronesch. Dat ka gemailt ginn. An dee Beamten, deen dann eng Persoun untrëfft dobaussen, dee kann déi Persoun da verhaften, op Basis vun deem Dokument, wat e kritt huet.

Den SRE kann net verhaften. Ech soen lech elo, dat ass meng perséinlech Meenung. Mä et wär besser gewiescht, den SRE hätt Accès kritt op déi Partie documentaire wéi op d'Partie recherche.

Well d'Partie recherche, domat mécht den SRE näischt. Wat huet den SRE dervun, ze wëssen, dass eng Persoun ze verhaften ass? Si kënnen emol net verhaften. Wann d'Persoun dobaussen een untrëfft, deen an hiren Terroristenenquête, beispillsweis, géif opfalen, a si gi gewuer, deen ass ze verhaften, da ruffe se d'Police, dass déi se verhafte kommen.

Et wär u sech méi logesch gewiescht fir d'Aarbecht vun dem Renseignement, hinnen Accès ze ginn op de Fichier central, an den Accès op d'Partie recherche hätte se eigentlech net gebraucht. Awer, dat ass eben d'gesetzlech Basis an dat applizéiere mer.

Dann op dem Här Bodry seng Fro, d'Distinctionen op deem INGEPOL an dem Fichier central: Wéi gesot, nach eng Kéier, e Fichier central ass et eigentlech ëmmer scho ginn. An d'Iddi vum INGEPOL war eng ganz aner. Dat war déi relationell Datebank, an dat ass de Fichier central definitiv net.

Nach eng Kéier, e Fichier central ass eigentlech ... Dat wat fréier iwuer Karteikaarte gemaach ginn ass, ass haut elektronesch. Mä dat, wat mer erauszéien, ass net méi wéi dat, wat och fréier de Fall war. An natierlech, wat haut och de Beamte ka maachen, en huet direkten Zougrëff op sengem PC, e kritt et gemailt, wou e virdrun hätt missen op d'Plaz sech deplacéieren oder et noutfalls da gefaxt kréien - wat och '79 natierlech net de Fall war. Do ass et dat och nach net ginn.

Déi zéng Joer, hunn ech erkläert, wou déi hierkommen. Elo kann ech meng Schrëft net liesen. Ah jo.

***(Interruption)***

Jo. D'Recoursen. Also wann ... Wéini gött op de Fichier central zrëckgegraff? Majo, wa mir beispillsweis vum Parquet eng Enquête ze maache kréien, wa mir een am Flagrant délit erwëschen

Wa mir eng Enquête préliminaire maachen, da kucke mir: Mat wem hu mer ze dinn? Wann elo zum Beispill een hikënnt, da ka jo emol passéieren, dass: Eng Persoun mécht Plainte géint eng aner Persoun, hein. Déi kënnt a se beschëllegt ee mat iergendeppes.

Natierlech: Mir müssen dat ophuelen. Mir kënne jo net soen: „Dat do ass net esou“. Mir hunn d'Obligatioun, wann dat Kapp a Schwanz huet, fir dat zu Pabeier ze bréngen. Mir hunn awer en Interêt, fir ze kucken ... Wann déi Persoun bekannt ass, wann elo mir eng Plainte kréie vun enger Persoun, wou een ee beschëllegt: Wann dat sech deckt mat engem Verhalen, wat déi Persoun schonn zwee-, dräimol gemaach huet, ass dat eppes anescht, wéi wann déi Persoun onschëlleg ass. An dat gëtt dann am Rapport geschriwwen.

Bon, dat anert, wat gefrot ginn ass, dat ass déi Saach mat der Finalitéit.

Zum Verglach am Fichier beim Rekrutement: Dat war fréier net gereegelt, guer net gereegelt. An dat ass effektiv gemaach ginn op Benefiss vun anere Verwaltungen. Net ... also, net op privat ... net op Privater. Mä un d'staatlech Verwaltungen ass dat gemaach ginn, en l'absence zur Base légale. Et war awer och net verbueden. Et kann een diskutéieren: Dierf d'Police dat, dierf d'Police dat net? Gutt! Ech loossen déi Diskussioun op.

Wat awer elo ass, dat huet geännert:

Éischtens emol hu mer elo am Polizeigesetz en Artikel 58, deen eis et erlaabt, Polizisten ze sreenen. Deen Artikel erlaabt eis net, d'Zivilpersonal ze screenen - wat e Feeler ass, a mengen Aen, well Dir musst lech virstellen: E jonke Polizist, deen op den UGRM schaffe geet, dee frësch ufänkt, dee gëtt gekuckt, an den Informatiker, dee mer astellen, deen Accès zu allem huet, dee gëtt net gekuckt, well en Zivillcharakter huet. Dat ass net logesch!

En A1-Universitär, dee fir d'Police judiciaire agestellt gëtt, deen OPG soll ginn an der Finanzsektioun, dierfe mir net kucken, well en zivill ass. Do wär et gutt, wann nogebessert géif ginn.

Et gëtt en anere Beräich, dat ass an der Fluchhafesécherheet. Do gëtt et e Reglement iwwert den Accès op d'Sécherheitszone vum Fluchhafen. Do steet am Reglement dran, dass d'Police e Screening ka maachen. Et ass tel quel de Prinzip selwer virgesinn an dem Règlement grand-ducal.

An da gëtt et nach déi schwedesch Initiativ, dat Gesetz vum 22. Februar 2018. Do ass de Prinzip deen: Deen definéiert am Fong, d'Police ass responsabel du traitement. An et sinn Donnéeën, wou d'Police den Accès drop huet. Déi sinn disponibel an accessibel. An do seet deen Text: Wann et eng Base légale gëtt, da kann d'Police déi Informatiounen ginn. D'Base légale, dass d'Police ka ginn, dat ass d'Gesetz vum 22. Februar. An d'Base légale, déi een dann nach brauch, ass déi Base légale, déi eng aner Verwaltung brauch.

An do hutt Der dann zum Beispill als Beispill de Waffefichier, wou mer Informatiounen ginn, déi mer och fréier ginn hunn, entweder ouni Base légale oder wéi een et wëllt huelen, oder mat enger douteuser Base légale.

Elo hu mer eng! A mir hunn do eng Kooperatioun. Bon, den Här Reding ass jo och deen, deen dat ënner sech huet. Do hu mer eng Kooperatioun, wou mir elo gesot hunn: Jo, do gëtt et eng Base légale, dass déi Donnée kann ... dass déi relevant ass, fir ze decidéieren, ob een e Fichier kritt oder net. A mir ginn déi Informatioun.

Stellt lech elo emol vir - elo kommen ech nach eng Kéier op dat zréck mat der Problematik vun der Suspicioun a Condamnatioun -: Mir protokolléieren een, mir suspektéieren een, dass e radikalisiert ass. Mir schécken deen op de Parquet. Et dauert een oder zwee Joer, bis déi Persoun wéinst Radikalisatioun veruerteelt ass, elo géif deen eng Demande maachen, fir eng Waff ze kréien. A mir géifen deem déi Waff ginn, well en ass net veruerteelt.

Gutt! Dann d'Madamm Hartmann: d'Prescriptioun, Acquittement. Do hunn ech zwar och schonn eng Kéier drop opmierksam och gemaach.



Acquittement hu mer e Problem de Moment, well mir net systematesch vum Parquet d'Informatiounen kréien. Do schaffe mer drun, dass dat fonctionnéiert. Dat ass och net esou einfach, well dat ass een enorme Volumen. Mir schwätze vu 40.000 Affären d'Joer. An dat kann een net manuell maachen.

Mir géifen et nach mat deenen 2.000 Polizisten iergendwou hikréien, der iergendwou fënnef dohinner ze setzen, déi dat maachen. Mä wa mer op der Magistratur musse fënnef Leit huelen, fir dat do ze maachen, bon ... Mir mussen en elektronesch System do hunn. Dat obligéiert eis, déi Datebanken zesummen ze maachen. Do schaffe mer, wéi gesot, drun. Mä dat ass de Moment net garantéiert.

Also: Jo, et ka passéieren, dass eng Persoun, déi acquittéiert ass, bei eis am Fichier nach dran ass. Et ka passéieren, dass dat an de Protokoll geschriwwen gëtt. Mä ech soen awer och do, wann d'Magistratur e kritt, eise Protokoll, si wësse jo, wat lass ass. Si kucken dat.

An da spille och déi normal Regeln. Ech mengen, wann ... Firwat ass dat do relevant? Ma dat ass relevant, fir ze wëssen ob et eng Recidive ass. An enger Recidive kann een näämlech, wann ee veruerteelt ass ... Et gëtt och do Delaien. An do këmmert sech d'Magistratur drëm. Dat heescht, am Endeffekt ass et net besonnesch wesentlech, ob déi Informatioun, déi de Parquet kritt, honnertprozenteg korrekt ass, well de Parquet déi Méiglechkeet huet, dat ze iwwerpréiwen. A wann et herno um Fong tranchéiert ass, do ass et korrekt. An et ass do, wou et Konsequenze fir d'Leit huet.

Elo kann ech meng Schrëft erëm net liesen. Ah jo!

Also, jo, eng Persoun kann effektiv nofroe bei eis, wat **hir** eng Donnéeë sinn. An do muss een den Ënnerscheid maachen tëschent der Procédure pénale an dem Dateschutz. Dat ass och schonn e puermol vun enger Rei Deputéierte gesot ginn. Dateschutz ass net alles. An do seet den Text och ganz kloer, dass d'Regele vun der Procédure pénale priméieren iwwert den Dateschutz.

Et kann net sinn, wann d'Procédure pénale beispillsweis enger Persoun, aus Grënn vun der Sécherheet vun der Enquête, den Accès net gëtt, dass dann d'Persoun iwwert d'Hannerdier den Accès ka kréien iwwert den Dateschutz. Dat steet tel quel am Text.

An eis Regel ass eigentlech déi: Wann d'Enquête nach leeft, da verweise mir op d'Procédure judiciaire. An do muss een och en Ënnerscheid erëm eng Kéier maachen, ob d'Persoun et weess oder net. Wann d'Persoun protokolléiert ginn ass oder d'Persoun zum Beispill eng Perquisitioun hat, da weess d'Persoun, dass op se geschafft gëtt. Dann ass also guer kee Problem, fir där Persoun ze soen: „Ma Dir wësst jo, dass Der Objet vun enger Enquête sidd. Went lech wannechgelift un den Untersuchungsriichter, deen d'Perquisitioun ordonnéiert huet.“

Wou et awer méi delikat ass, dat ass: Stellt lech emol vir, Dir hutt e Réseau vu Pedophilie, an an deem Kontext sinn e puer Leit verdächtig. Déi Leit, déi am Réseau sinn, wëssen et vläicht. Dat geet an d'Press: „Internationale Réseau.“ Do kann et sinn, dass eng Persoun sech seet: „Ups, kann dat mäi Réseau sinn?!“ Wann déi Persoun eis elo freet: „Wat hutt Der iwwer mech?“, da kënne mir net äntweren: „Mir hunn eng Enquête en cours“, wou d'Persoun da géif wëssen: „Oh neen, elo komme se eng Kéier bei mech. Elo zerstéieren ech alles.“ Do gesäit den Dateschutz och vir dee Prinzip: „Neither confirm nor deny.“ Dat heescht, mir soe weder Jo nach Neen.

An der konkreter ... Konkret heescht dat do: Wa mir do géifen ... Wa mir do probéieren, d'Dateschutzregelen ze respektéieren respektiv d'Enquête ze erméiglechen, da musse mir léien. Mir mussen där Persoun soen: „Mir hunn näischt iwwer lech.“ Well bei all anerer Äntwert, souguer d'Äntwert, fir ze soen: „Mir kënnen lech näischt soen“, weess déi Persoun ëm wat dass et geet.

Och do kommen erëm eng Kéier d'Limite vum Dateschutz par rapport zu der Procédure pénale. A wann een den Dateschutz iwwert d'Procédure pénale setzt do - wat ee ka maachen; dat ass eng politesch Decisioun -, da muss ee sech bewusst sinn, dass ee verschidden Enquêten net méi méiglech mécht.

An dann, den Här Goergen hat d'Fro gestallt: Beispiller vun anonymen Datebanken. Kënnt Der mer do vläicht nach eng Kéier ... Ech hunn elo net méi ... Ech hunn elo net méi ...

**M. Marc Goergen (Piraten).**- Neen, neen. Et war e Beispill ze kréien, natierlech anonym, net mat engem Numm vun enger Persoun.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Ah, okay. Jo.

**M. Marc Goergen (Piraten).**- Dass een eng Kéier gesäit, wéi déi Mask ausgesäit. Wéi gesäit ... Wéi freet een dat of? Wat steet do dran? Wéi eng Informatiounen sinn dran?

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Okay. Dat kann een absolutt maachen. Do kritt Der en Numm mat enger Referenz an da kritt Der de Protokoll. Dat heescht, konkret géife mer lech dann de Protokoll ginn, wou all Informatiounen geschwäerzt wäeren. Mä et ass eigentlech de Protokoll, méi ass et net.

**M. Marc Goergen (Piraten).**- ... d'Kommissioun, dass een eng Kéier ...

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo, jo, dat ass guer kee Problem, fir dat ze maachen.

An och d'Äntwert op d'Fro: Jo, natierlech gi mir déi Informatiounen och un d'Ausland weider am Kader vun der Entraide ... also der Coopération policière. An do gëtt et jo och da Regeln. Do gëtt et vill Regeln. Do gëtt et de Volet Interpol. Do gëtt et de Volet Europol. Do gëtt et Schengen. Do gëtt et Prüm. Do gëtt et Benelux. Do gëtt et ganz vill verschidde Regeln, déi am Detail verschidde sinn, mä mir ginn - fir d'Fro ze beäntwerten -: Jo, am Kader vun der Coopération policière gi mir déi Äntwerten, wann et eng legal Basis gëtt, fir déi Äntwert ze ginn; wat meeschtens de Fall ass.

D'Fro vum Här Roth iwwert d'Mineuren.

Do hu mer de Moment och e Problem. E Mineur ka jo net Suspect sinn. E Mineur ass Opfer. A vu dass mir d'Méiglechkeet nëmmen hunn ... nëmmen hätten, eng Persoun

als Suspect eranzehuelen, géif dat heeschen, dass mer, wa mer déi Informatiounen hätten, de Mineur als Suspect géife consideréieren.

Do hu mer e Problem. Do musse mer och un eiser Datebank schaffen, dass mer déi zwou Méiglechkeete kréien. An eis Meenung ass do, dass eben d'Informatioun vum Mineur natierlech net soll un all Polizist goen, de Mineur ass jo geschützt, awer déi Leit, déi am Jugendschutz schaffen, déi musse forcement déi Informatioun hunn. Well wa mir vum Parquet zum Beispill kréien, fir ze kucken, wann et ëm d'Protektioun vum Mineur geet, ob dee muss protegéiert ginn oder net, da musse mer jo wëssen, wat géint dee virlooch.

Mir kënnen natierlech och soen: „Da soll de Parquet eis déi Saache matliwweren.“ Dat kéint ee maachen. Do gétt et eng Rei Méiglechkeeten. Mir schaffen och do drun. Och do si mer haut net perfekt, hein. De Problem ass bekannt. Technesch net onbedéngt léisbar de Moment, hein. Mä dat ass e Problem, keen Zweifel.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Ech hunn nach eng Fro. Dat war déi, déi ech virdu gestallt hat. Dir hat gesot, de Parquet, deen hätt déiselwecht Informatiounen wéi Dir.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo.

**M. Gilles Roth (CSV).**- An do ass awer gesot ginn, vum Parquet, déi hätten eng Chaîne pénale.

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Duerfir wëllt ech nach eng Kéier soen: Stëmmt dat oder ...

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo. De Parquet kritt jo de Protokoll, ne. Dat heescht, déi Daten-Informatioun. Bei eis kann een de Protokoll de Moment ebe just erëm kucken. Dat kann de Parquet och.

Wat fir en Deel vun deem Protokoll de Parquet iwwerhëlt fir an d'Chaîne pénale. Ech ginn emol dervun aus, dass den Numm drakënnt, dass d'Qualifikatioun drakënnt.

Ech kennen dee Jugement och elo am Detail net. An ... Mä d'Informatioun à la base, déi ass déiselwecht. Wéi déi weider traitéiert gëtt ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dat heescht, de Parquet huet och déiselwecht Informatiounen wéi Dir?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Absolutt, absolutt.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Och déi, déi suspekt sinn?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Ma jo, se si jo suspekt.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Okay.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Ech mengen ...

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État*.**- Par définition.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Da verstinn ech méttlerweil vill.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Jo, ech mengen, mir si jo obligéiert. Mir hu jo guer kee Choix. Mir kënnen jo net jugéieren, wann elo een zum Beispill eng Plainte féiere kënnt ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dat heescht, déi Chaîne pénale, dat ass net nëmmen, wie wat gekuckt huet. Dat si carrement déiselwecht Informatiounen, wéi Dir hutt?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- De Parquet ... Mir schaffe jo fir de Parquet. Also, mir si jo ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, Neen, ech verstinn dat. Dir sidd ...

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Fir elo d'Beispill ze ginn - dat ass elo en extremt Beispill -: Elo kënt eng Fra Plainte maache wéinst Viol. Elo kann déi Geschicht eis nach esou komesch schéngen, wéi se schéngt, mir protokolléieren dat a mir beschëllegen ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Ech hu just eng Fro.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Jo.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Wann Dir elo kommt wéinst enger Führerschäinsaffär, dann huet deen zoustännege Substitut, deen an déi Sitzung geet, Accès zu sämtlechen Informatiounen iwwert déi Persoun, déi virgelueden ass?

Majo dach, dat ass awer dat ... Deen huet d'Méiglechkeet, fir dat ofzefroen. Sot: Jo oder Neen.

Jo?

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État*.**- U wien ass d'Fro gestallt? U mech?

**M. Gilles Roth (CSV).**- Ma un den Här Neuens.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Souvill wéi ech weess, huet e Substitut d'Méiglechkeet, all Informatioun ze kréien, déi an der Magistratur iwwer eng Persoun virläit. Mengen Informatiounen no.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Och wa se suspekt ass?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Se ass jo suspekt och beim Parquet. Se ass eréischt net méi suspekt ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, mä si ass suspekt vläicht an aneren Dossiere gewiescht, wéi dat, wou se suspekt ass an Ärer spezifischer Führerschäinsaffär.

**M. Jeff Neuens**, *Police grand-ducale*.- Jo.

**M. Gilles Roth** (CSV).- Okay. Merci.

**M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Awer net iwwer Äre Fichier. Duerch de Fait, datt e Procès-verballen huet. Et ass net iwwer hire Fichier, ne?

**Plusieurs voix**.- Jo, jo.

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Den Här Neuens kann déi Fro och net beäntwerten.

**Mme Martine Solovieff**, *Procureur général d'État*.- Neen, dat ass eng Fro u mech.

**(Brouhaha)**

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Den Här Neuens weess just, wat am **Police-Dossier steet**. Et wär gutt, wann d'Froe mat Präzisioun géife gestallt ginn ...

**M. Gilles Roth** (CSV).- D'Fro ass mat Präzisioun gestallt, Här Justizminister. Den Här Neuens huet gesot, dass - souwäit ech dat op jidde Fall elo verstanen hunn; zweemol - déi Informatiounen, déi d'Police hätt iwwer eng Persoun, déi suspekt ass, wat d'Procès-verballen ubelaangt, wat d'Rapporten ubelaangt, dass déi géife bei de Parquet goen, wat jo normal ass, well si rapportéiere jo dem Parquet, ...

**(Interruption)**

... an dass deemo de Parquet an hirem Fichier, dat ass mer awer nei, déiselwecht Zougangsméiglechkeeten huet, iwwert déi Persoun nozefroen, wat do ass. An dat explizéiert fir mech eng ...

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Här Roth, entschëllegt nach eng Kéier.

**M. Gilles Roth** (CSV).- Jo, jo.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Dass déi Procès-verballen eriwwer ginn, dat huet d'Madamm Procureur général jo scho virdrun erkläert. Wat dann an de Fichiere vun der Justiz ass, weess den Här Neuens net. Dat muss Der d'Madamm Solovieff scho froen. Dat weess den Här Neuens net.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Déi sinn awer do?

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Also, deen Deel géif ech nach eng Kéier beäntweren.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Wéi gesot, dat musst Der d'Madamm Solovieff duerno froen, net den Här Neuens. Den Här Neuens weess dat net.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Deen Deel, deen ech beäntwere kann ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- (...) Da stellen ech d'Fro un d'Madamm Solovieff. Kann d'Madamm Solovieff dementéieren, dass, obschonn d'Fichieren eriwweginn, deen Accès net méiglech ass? Also, Dir musst eis awer elo net fir domm hei verkafen.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État*.**- Also, lauschtert emol. Déi Protokoller an déi Rapporten, déi erakommen, dat ass jo da selbstverständlech: Wann déi agedroe ginn, da si se alleguerte suspekt. Dat, wat mir da kucken: Ass et eng Victime oder ass et e Prevenu oder respektiv huet en duerno e Statut vun engem Inculpé? Mir musse jo kënnen déi PVen an déi Rapporten iergendwou androen, fir dass mer se selwer erëmfannen.

Firwat ass et interessant° Dir geheit e puer Saachen duercherneen. Dat do ass de JUCHA - Justice chaîne pénale, dat ass eng Banque de données de gestion vun den Dossieren. Selbstverständlech kënnen mir kucken: Wivill Affären? Wat hat deen? Mä dat ass awer net d'Base vun enger Condamnatioun!

Mir ginn an eng Audienz mat engem Dossier, mat engem Procès-verbal. A mir probéieren, wann et ee Prevenu ass, deen dräi Affären huet, déi fäerdeg sinn, fir an



eng Sätzung, anstatt, dass e méindes kënnt, dënschdes a mëttwochs, probéiere mir selbstverständlech, andeem mer déi Donnéeën do kucken, fir déi dräi Affären dann zesummen ze maachen. Effikassitéit vun der Justiz; wann ee ka vun Effikassitéit schwätzen.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Entschëllegt, Madamm Procureur général. Dat ass fir déi Dossieren, wou e virgelueden ass. Dann ass e jo inculpéiert oder beschëllegt.

Mä an deem Virstadium, d'Fro ass déi: Huet d'Justiz, wann déi eng Affär huet, zum Beispill eng Führerschäinsaffär, sämtlech Informatiounen iwwer eng Persoun, wou se a Rapporte respektiv PVe vun der Police an aneren eventuelle presuméierten Infraktiounen, déi awer emol näischt gi sinn, dra virkënnt?

An esou, wéi ech den Här Neuens verstinn, ass do d'Äntwert: Jo.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Den Här Neuens weess dat net.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- Här Roth ...

***(Interruption)***

**Une voix.**- Pst!

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dat ass eng Fro. Et ass einfach Jo oder Neen.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- Ma jo. Neen, mä Här Roth, Déi PVen an déi Rapporten, déi agedroe ginn, do ass jo necessairement ... Déi gi jo agedroe mam Numm ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- ... a mam Gebuertsdatum. Bon, do gi sämtlech PVen, déi déi Persoun concernéieren, agedroen, mä déi kënnen net

consultéiert ginn. Et ass just einfach nëmmen, fir ze wëssen: Wou ass deen Dossier drun? Mir kréie 60.000 PVen d'Joer!

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, jo jo.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Jo neen, net jo, jo, jo.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- Dat musse mer geréiere kënnen!

**M. Gilles Roth (CSV).**- Mir schéngt et awer eng aner Appreciatioun ze sinn, an dat rejoinéiert awer e bëssen dat hei. Dir sidd net frou mat der Police, hein. Ech beruffe mech hei op den Artikel 68, ...

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- Neen.

**M. Gilles Roth (CSV).**- ... fir dass net herno ...

*(Interruption par M. Félix Braz)*

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- Neen.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Neen, neen, neen. Hei si Saachen, déi ... Ech mengen, dass vläicht vun engem Riichter eng aner Appreciatioun ass, wat e méi Informatiounen iwwer eng Persoun huet, och wann déi net zu Infraktiounen gefouert huet, wéi wann e just eng Führerschäinsaffär jugéiert.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- Dat do ass ni an engem Dossier! Dat kënnen mir consultéieren, fir ze kucken, wéi mer d'Dossiere solle geréieren. Déi doten Informatioun iwwert de Passé oder Pseudopassé vun engem Justiciabel ass ni an engem Dossier pénal.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Neen. Si ass awer consultéierbar.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Majo, wat maache mer da mat där Informatioun? Mir kënnen awer keen Usage maachen an enger Sëtzung. An dat ass jo net dat, wat maßgebend ass. Mir baséieren eis op de Casier judiciaire.

Fir op Är Fro och eventuell ze äntweren: Et ass kee Rapport iwwert d'Mineuren an der Justice chaîne pénale. Et ass kee Rapport iwwert d'Mineuren an der Chaîne pénale. Esou eppes gëtt et net! Déi Rapporte betreffend Mineuren, déi kritt den Tribunal de la jeunesse. Déi hunn näischt an enger Justice chaîne pénale verluer!

An da gëtt et nach eppes anescht.

**(Interruption)**

Et sinn a verschidde Gesetzer ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- 2016, entschëllegt, ass en Uerteel vum Verwaltungsgericht komm, an dat huet mech sideréiert. Do ass eng Persoun vun 12 bis 15 Joer - vun 12 bis 15 Joer! -, déi zitéiert gouf an engem PV, dass eng aner Persoun Affär war vun engem Harcèlement moral. Aus deenen Ursaachen ass déi Persoun net an d'Police agestallt ginn.

Se huet e Recours gemaach - dat ass den Uerteel vum 25. Oktober 2016 - beim Verwaltungsgericht an do huet de Polizeiminister d'Affär verluer, well déi Persoun selwer, déi bei der Police postuléiert huet, net Täter war.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Ech wëll och nach op déi Fro zrëckkommen, déi Der relativ am Ufank gestallt hat, Här Roth. Dir hutt nees iwwert de Kandidat geschwat.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Et muss ee wëssen, ech kann dat elo net méi retracéierene, well dat ass och Dateschutz. Déi Akten, déi Actes de candidature ginn ee Mount nodeem den Interview war, zerstéiert. Ech kéint mer

virstellen, dass do e Casier dra louch. Ech kéint mer virstellen, well ech d'Zeitung och gelies hunn, dass do eng Condamnatioun vu Strosbuerg schéngt dra gewiescht ze sinn. Mä dat ass e Casier, deen hien ofginn huet. Op dee wäerte mer jo nach kënnen zréckgräifen.

Op där anerer Säit musst Der wëssen, am Attachés-Gesetz zum Beispill: Wa mir Interviewe féiere fir zukünfteg Magistraten, do kënnen mir op Informatiounen zréckgräifen - dat ass am AttachésGesetz -, kënnen mir Informatiounen bei der Police sichen a bei der Ju ... Mir kënnen et eis jo awer net erlaben ... Wa mer e Kandidat hätten, deen op der Gare Droge géif verkafen, a mir hätten d'Méiglechkeet gehat, fir dat an eiser Datebank ze kucken, mir kënnen dach keng esou Leit an d'Justiz eranhuelen!

Dir wäert deen Éischten, deen dann duerno géift soen: „Majo Dir hätt et jo kënnen kucken! Dir hutt jo Datebanken!“ Esou compartimentéiert kënnen mer awer net schaffen! Et deet mer leed!

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, entweder ass déi Persoun strofbar oder ass se net strofbar.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Majo, lauschtert emol, an enger éischer Phas, wann een e Rapport oder e PV erakritt, da weess een nach net, wat hannen erauskënnt. Deen Dossier muss jo traitéiert ginn. An do si jo relativ präzise Richtlinnen, déi genau dat virgesinn. Déi si säit 1988 .... Dat ass en automatesche System, wéini déi PVen alleguerten archivéiert ginn. Dat ass bei eis no dräi Joer, well dat tatsächlech ... Fir d'Contraventionne sinn et zwee Joer, well et correctionnel ... Dat war eben den Délai de prescription vun der Action publique.

Fir elo op den Dateschutz zréckzekommen.

Mir hunn direkt, wéi dat Gesetz a Kraaft getrueden ass ... Mir hu bei all Juridictionen hu mir DPOen. A mir hunn e Collège des DPO. An dee Collège des DPO, déi sinn amgaangen den Inventaire ze maache vu sämtlechen Donnéeën, déi mir iwwerhaapt traitéieren. Dat ass ganz komplex! Mir hu Parqueten, mir hunn d'Tribunal, mir hunn de Juge aux affaires familiales, deen elo nei ass. Mir hunn de Civil. Mir hunn de

Commerce. Mir hu Parqueten, mir hunn d'Tribunal, mir hunn de Juge aux affaires familiales, deen elo nei ass. Mir hunn de Civil, mir hunn de Commerce, mir hunn d'Justice de paix, mir hunn d'Entraide judiciaire. Mir hu mëttlerweil op d'mannst a 40 Gesetzer, dass de Parquet général d'Autorité centrale ass fir déi Demanden, déi aus dem Ausland kommen. Do hu mer natierlech och eng Datebank. Mir mussen déi Demandë jo kënnen androen. Mir hunn de Répertoire civil, mir hunn d'Exécution des peines, mir hunn Dräibuer, mir hunn e Personalbüro, mir hu 700 Leit, déi bei eis schaffen, dat musse mer jo och traitéieren. Mir hunn de SCAS, dee fält och ënner eis Kompetenz, an de Casier judiciaire. A mir sinn amgaangen, en Inventaire ze maachen an eis och präzis Richtlinnen ze ginn. Mä fir den Ament ass et relativ vill Aarbecht, a mir hunn och nach aner Saachen ze dinn, wéi just dat do.

**(Interruption)**

Mä déi respektiv DPOen - an dofir hu mer der ganz vill agesat -, déi respektiv DPOe sinn amgaangen, dat opzeschaffen.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Wéi laang ass d'Journalisatioun? Dat heescht, wann elo een nofreet: „Wien huet zu wat fir engem Zweck wéini Donnéeën iwwer mech gekuckt?“ Wéi laang gëtt dat gehalen?

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Dat misst ech den Informatiker froen.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Bei der Police?

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- An der Police sinn et am Prinzip dräi Joer, wou mer d'Saachen halen.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dat heescht, d'Saache bleiwe méi laang stockéiert, wéi Dir d'Journale vun de Consultatiounen haalt?

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- D'Journalisatioun ass jo duerfir do, fir en Datemëssbrauch nozeweisen, an duerfir ass och, mengen ech, deen Ënnerscheid vun deem engen an deem aneren Delai. Et huet een dann dräi Joer Zäit, fir en

nozeweisen. Natierlech, do ass elo e Problem: Verschidden Dateschutzverstéiss, do muss een elo kucken, de Gros ass net méi penal. Ech mengen, fréier war de Gros vun den Dateschutzverstéiss penal, haut ass et ganz eng Peine administrative.

Et bleiwen natierlech nach verschidde Verhalen, déi penal sinn. Alles, wat Delikt ass, do ass d'Prescriptioun fënnef Joer, dat heescht, et wier eng gewësse Logik dran, fir dat fënnef Joer opzeféieren. Mä wou kommen déi dräi Joer hier, och historesch bedéngt? Well fréier d'Prescriptioun vun der Peine dräi Joer war. Duerfir, wann ech also no véier Joer kucken, wat deen nogefrot huet, a mir wäeren am Fall gewiescht, nom alen Text, vun engem Verstouss, da wär d'Strofdot verjäert gewiescht. Duerfir hu mer dräi Joer geholl. Mir hunn nach dräi Joer.

Et däerf een net vergiessen: Dat ginn da grouss Datevolumen! An do ass och zu Bréissel, an der Diskussioun iwwert d'Dateschutzdirektiv, vu ville Leit gesot ginn, mir sollen ophalen, Datebanke vun Datebanken ze maachen, well am Endeffekt ass déi Journalisatiounsdatebank op eemol méi grouss wéi déi aner.

Wat zum Beispill interessant ass, e bëssen als Anekdot: D'Belsch, déi benotzen déi Informatiounen. Wann do beispillsweis eng Persoun vun der Police op dräi verschiddene Plazen iwwerpréift gëtt, zu Antwerpen, zu Bréissel an zu Arel, an engem bestëmmten Zäitraum, da geet eng rout Luucht un, an dat fonctionnéiert iwwert d'Journalisatioun. Mä da gesäit een am Fong och erëm eng Kéier: Och d'Journalisatioun, dat sinn erëm Daten, an et gëtt jo och am Dateschutz de Prinzip vun enger Minimisatioun vun den Donnéeën. Duerfir proposéiere mir, un deenen dräi Joer festzehalen. Et kann een op fënnef Joer eropgoen, doriwwer eraus huet kee Wäert. Wat sécherlech kee Wäert huet, dat ass, d'Donnéeën esou laang ze halen, wéi et d'Datebank gëtt.

Wat ee jo och net däerf vergiessen: Wann eng Persoun an der Datebank dran ass, an, komm, mir soen, déi Donnée ass säit zéng Joer dran, an ech ginn no zéng Joer kontrolléieren, ma dann ass dat tëschent zéng an 13 Joer, wou déi Journalisatioun gehale gëtt. Dat heescht, erëm eng Kéier dräi Joer vun der Consultatioun un. Mä dräi Joer no der Consultatioun ass d'Journalisatioun eraus. Et kann awer sinn, dass d'Donnée nach do ass. Et kann och sinn, dass d'Donnée eraus ass, mä

d'Journalisatioun nach do ass. Dat ass eng ganz aner Finalitéit. Wéi gesot, et geet drëm, fir Verstéiss festzestellen.

Bon, den Här Fayot hat nach e puer Froen, déi ech, mengen ech, beäntwert hätt, D'Archiv, a wéi oft nogekuckt gëtt. Relativ oft, dat heescht, quasi ëmmer, wann e Polizist am Fichier gesäit, dass eng Persoun en Archiv huet, gëtt nogefrot. Ech erënneren nach eng Kéier drun: Dat ass, well mir däitlech éischerter archivéieren, wéi mer missten. Wann d'Regele vum INGEPOL géifen applizéiert ginn, da géif et an deene meeschten Affären iwwerhaupt kee Sënn maachen, d'Archiver kucken ze goen.

Vläicht anekdotshalber, mir waren elo och vun der Belsch kontaktéiert ginn, dat beweist, oder dat äntwert op zwou Froen: Déi vum Service étranger hunn am Kader vun der Tuerie du Brabant wallon eppes nogefrot bei eis. An dunn ass dann erauskomm, dass déi Persoun, iwwert déi se nogefrot hunn, bei eis effektiv am Fichier dra war, archivéiert war. Déi Affär ass 35 Joer al gewiescht. Déi Persoun war awer net condemnéiert gi bei eis, dat heescht, déi hätt eigentlech missen archivéiert sinn, wat se am Endeffekt och war. An do hu mer mam Parquet général geschwat a mir hunn hinnen déi Informatioun ginn, well mer gesot hunn: D'Tuerie du Brabant wallon ass net näischt! A well mer gemierkt hunn, wéi mer do kucke waren: Dat war dee Milieu, dat ass dee Milieu vun de Braqueurë gewiescht! An do hu mer de Belsch déi Informatioun ginn.

Dat ass elo e konkret Beispill, wou eng Donnée sécherlech hätt missen archivéiert sinn. Dat war se, se hätt och kee Casier gehat, wa se veruerteelt gi wär, well et dann eriwwer gewiescht wär. An do hu mer déi Informatioun ginn, well mer einfach gesot hunn, dass et fir si ka relevant sinn, net wéinst der Persoun, mä wéinst dem Entourage, wéinst de Kontakter, well een awer gesäit, dass déi Persoun Kontakter an deem Milieu hat. Wou mir net wëssen, ob se hinnen eppes bruecht hunn oder net, mä wou mir gemengt hunn, et wär sënnvoll, déi Informatioun ze ginn. Wéi gesot, ee konkret Beispill vun enger Archivage-Informatioun, déi mer weiderginn hunn.

Mir haten da scho geschwat iwwert de Recrutement, wat haut d'Situatioun ass. Iwwert d'Motiver, do kann ee méi wäit goen, mä wéi gesot, oppassen, dass mer net herno e Pabeiertiger schafe mat de Motiver, wann ee wëllt eng Donnée kucke goen. E Polizist,

deen operationell schafft, deen huet ëmmer en Argument, fir kucken ze goen. Dat heescht, mir verhënneren am Endeffekt näischt, dat heescht, mir maachen näischt fir den Dateschutz. Mir maachen d'Liewe vun de Polizisten einfach just méi komplizéiert. A mir hu jo im Nachhinein d'Méiglechkeet, nokucken ze goen, wann eng Persoun sech beschwéiert a seet: „Hei, ech sinn do zu iergendeppes gekuckt ginn“, wéi dat elo hei an deem konkrete Fall jo ass. Mir hunn dat iwwerpréift. Mir stelle fest: Et war net esou. A wann et esou gewiescht wär, wann déi Persoun nogefrot gi wär, wat jo d'dateschutzbeoptragt Initiativ gemaach huet, dann hätt dat Konsequenze gehat. Mä wéi gesot, et ass net nogefrot ginn.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice*.**- Merci, Här Neuens. Madamm Solovieff.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État*.**- Jo, ech hätt nach just eng Präzisioun, dat hat ech vergiess ze soen, firwat et fir eis wichteg ass, dass mer och déi archivéiert Fichiere kënnen behalen an deem Status vun den Archiven. Mir hu jo nach ëmmer eng Méiglechkeet vun der Revisioun. Wann eng Revisioun géif ugefrot ginn, da musse mer jo awer kënnen op den Dossier zrëckgräifen, dat ass jo awer elementar. An déi Revisioun ass jo ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Wann e veruerteelt ass!

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État*.**- Ah bein, wann e veruerteelt ass. Mä dann ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Neen, awer net, wann ee presuméiert ass, eppes gemaach ze hunn, an net agestanen huet.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État*.**- Jo, d'accord, mä awer fir déi, dat si jo awer déi meescht, déi och condemnéiert sinn. Dat ass eng vun den Ursaachen, firwat dass och déi Partie Archivage fir eis wichteg ass.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice*.**- Den Här Minister Braz wollt kuerz reagéieren.



**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Jo. Mir si jo hei, fir Kloerheet ze schafen an e bësse Liicht dohinner ze bréngen, well an der leschter Woch, an deene leschten zéng Deeg zimlech vill behaapt ginn ass, och wann ech net ëmmer ...

***(Interruption par M. Gilles Roth)***

... och wann ech net ëmmer sécher sinn, dass et argumentéiert war, wat do behaapt ginn ass. Mir hunn eng éischt Äntwert op eng Question parlementaire schrëftlech ginn. Dat huet och deels zu Commentairë gefouert, wou ech och do d'Argumentatioun e bësse vermësse vun de Commentairen. An duerfir si mer haut hei.

Duerfir wier ech frou, Här President, wann den Här Baum, dee virdu gesot huet, en hätt och nach Froen un de Parquet, déi wierklech all haut kéint stellen. Ech wier ganz frou, all déi Froe kënnen ze héieren an och ze beäntwerten, déi gestallt sinn. An ech géif awer och an aller Frëndschaft dem Här Roth gäre soen, dass et gutt wier, wann Dir alles sot, wat Dir denkt. Well Dir stellt eng Fro, a wann Dir eng Äntwert kritt, da maacht Dir esou, wéi wann dat dann net gutt genuch wier. Ech fuerderen lech ausdrécklech op: Sot, wat Dir denkt, da kënne mer driwwer schwätzen. Wann Dir Bedenken hutt, bei wat och ëmmer, sot et. Wann Dir sot, Dir géift do konkret e Fall kennen, wou Ärer Meenung no eppes schifgaangen ass, sot et.

Ech wier ganz frou, wa mer haut hei herno erausginn, iergendwann eng Kéier, an dann ass alles, wat een op de Longen hat, gesot a beäntwert. Well fir duerno erauszegoe mat Saachen, déi heibannen net evoquéiert gi sinn, dat ass net de But vun haut.

An ech hunn och kee Problem, wa mer haut nach verlängeren oder eng weider Sëtzung géife maachen. Mir ass et wichteg, dass, wann iergendwellech Saachen do sinn, da wëll ech se net am Raum stoe loossen. Ech wëll, dass déi Saachen hei gekläert ginn. Op der Säit vun der Magistratur stellt jo keng Fro sech vun der Base légale, wou ech iwwregens komplett dat rejoignéieren, wat den Alex Bodry virdu gesot huet. Déi Base légale ass viru manner wéi engem Joer als Base légale fir all déi dote Froen no ausgabeger Diskussioun unerkannt ginn.

Wa mer also haut mengen, mir missten déi Base légale verbesseren, evoluéiere loossen, ass dat eng aner Diskussioun. Dat gëllt fir all Gesetz, wat et an dësem Land gëtt. Awer duerzestellen, wéi wa mer haut an enger Situatioun wieren, wou mer keng Base légale hätten, dat ass net richtig. Déi Froen, déi sech ronderëm d'Base légale gestallt hunn, hu mer viru manner wéi engem Joer diskutéiert a mat 57 Stëmmen och verabschied.

Wa mer elo erausfannen an den nächste Méint oder Joren, dass mer géife mengen, se wär perfektibel, da maache mer dat wéi bei all Gesetz, wat et an dësem Land gëtt. Mä do gëtt et näischt Skandaléises. Dat ass eng ganz normal Evolutioun vun de Legislatiounen. Wat déi Fichiere vun der Magistratur betrëfft, stellt déi Fro sech net. Si sinn ni ënnert dem Reglement gelaf, deem Reglement, wou dann diskutéiert gëtt: Gëllt et, gëllt et net? Dat war ni de Fall bei der Magistratur, ech wëll dat och gären dofir festhalen.

An nach eng Kéier, Här Roth, wann Dir nach Saachen hutt, wou Dir mengt, do wär vläicht eppes net richtig, sot et wannechgelift. Da kënne mer driwwer schwätzen. An ech wier eben och frou, wann den Här Baum déi Froen, déi e virdrun ugedeit huet, kéint stellen, fir dass mer se kënne diskutéieren a beäntweren.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice*.**- Zum konkreten Oflaf géif ech proposéieren, dass den Här Baum an den Här Roth, fir dorop anzegoen, dass mer déi Froen, ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Ech kann dat ganz kuerz maachen.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice*.**- ...dass mer déi Froe relativ zum zweeten Deel, déi mer nach wollten zur Justiz an zum Parquet stellen, dass mer haut en Inventar maache vun deene Froen, wa mer net mat der Diskussioun derduerchkommen. Ech kucken op d'Auer, ech mengen, mir hunn de Mëtteg Plenièr, wa mer géint 12.00 Auer kéinten ophalen, a wa mer eis duerno musse vertagen, da vertage mer eis, dat soll net de Problem sinn. Mir sinn domat ugetratt, dass mer Kloeerheet an deem Dossier wéilten. Mä ech wär frou, wa mer den Inventar vun den Haaptfroen bis 12.00 Auer kéinten duerchhunn.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, ech kann dat ganz kuerz maachen. Déi Froen, déi mir ze stellen hunn, do hu mer der schonn eng Rei gestallt. Mä ech muss lech soen: Dat, wat mer haut gewuer gi sinn, do stelle sech der bei mir op jidde Fall eng ganz Rei weider.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Da stellt se! Mir sinn hei, fir drop ze äntweren.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, jo.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Soss bréngt dat hei net vill.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Da stellen ech lech d'Fro, da soen ech lech ganz konkret d'Fro.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Voilà! Fuert duer!

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dass mir e Gesetz 2018 gestëmmt hunn, wou ech der Meenung sinn, dass, wann een de Conseil d'État an d'CNPD liest, dass ee fir d'Datebank vun der Justiz an d'Datebank vun der Police misst e spezifescht Gesetz hunn, ob Base vun dem Artikel 8 vun eiser Konstitutioun, nämlech d'Protection vun der Vie privée, an dass déi net kann iwver Reglementer oder intern Direktive geregelt ginn, dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass: Dir sot, mir hunn e Gesetz gestëmmt. A wann ech d'Kritäre vun dem Gesetz vun 2018 liesen, besonnesch den Artikel 3, dass déi Datebanke vun der Police a vun der Justiz, zumindest, wéi mer se haut virgestallt kritt hunn, awer net am Geréngsten deene Kritären an Ufuerderungen aus deene Gesetzer entsprechen.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Den Här Minister wollt kuerz dorobber reagieren. Da kënnt den Här Baum hannendrun.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Ech wollt eppes zu där éischer Fro, also där éischer Remark vum Här Roth soen, an zu där zweeter wollt ech em soen: Mir kréie jo nach zwee Avisen no am Oktober. Déi wäerte jo dann entweder bestätegen, wat Dir sot ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Mir hunn och d'Dateschutzkommissioun, do ass och eng Convocatioun...

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Jo. Mä da loosst mech emol ausschwätzen, loosst mech emol ausschwätzen.

**Une voix.**- D'Iddi ass gutt.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Berouegt lech einfach e bësselchen an da loosst Der d'Leit emol ausschwätzen. Dir kritt op all déi Froen eng Äntwert. A wann Är Aschätzung sech sollt bestätegen duerch déi Avisen, déi mer kréien, dat hunn ech am Ufank scho gesot, da ginn Ännerungen an de Gesetzer gemaach.

Ech wëll dann zum éischte Punkt kommen an awer rappeléieren, wat den Alex Bodry gesot huet, datt dat Gesetz am Juli 2018 war. Dat ass nach kee Joer hier an et ass mat 57 Stëmme hei gestëmmt ginn. A menges Wëssens waart Dir jo och an där leschter Chamber hei derbäi. An den Här Bodry huet och zu Recht gesot, datt déi dote Froen - dat ass awer elo kee Reproche - zumindest deemools net opgeworf gi sinn. An duerfir géif ech och manner echaufféiert doriwwer diskutéieren an einfach soen: Et kann emol sinn, datt am Laf vun der Zäit een zu aneren Erkenntnesser kënnt. Well Dir sidd jo och zu aneren Erkenntnesser komm wéi déi, déi Dir hat d'lescht Joer am Juli par rapport zu haut.

Duerfir fällt kengem eng Zack aus der Kroun.

**Une voix.**- Kee Problem.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Mir ass nach ni eng Zack aus der Kroun gefall, wann ech gesot hunn: „Okay, do mengen ech, do louch ech vläicht net grad esou richtig, elo hunn ech nei Erkenntnisser, mir kënnen dat änneren.“ Duerfir brauche mer doriwwer guer net opgereggt ze diskutéieren. A wann d'Rapporten an alles dat dann erginn, da wäerte mer déi Nobesserungen do maachen.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Okay. Merci. Den Här Bodry. Neen, den Här Roth, pardon, den Här Baum.

**M. Marc Baum (*déi Lénk*).**- Also, ech hunn awer just e bësse Problemer mat der Prozedur. Ech hu kee Problem domadder, elo och nach eng Kéier hei eng ganz Rëtsch Froen ze stellen. Mir diskutéieren elo dräi Stonnen am Stéck. Ech mengen, mer bräichten alleguer vläicht awer d'Méiglechkeet, hoffentlech, wa mer de Verbatim dann hunn, och nach eng Kéier dat ze retracéieren.

Ech hunn eng ganz Rëtsch Verständnisfroen, déi ech zum Deel net verstanen hunn, respektiv Froen, déi ech nach eng Kéier wéilt nostellen, déi, mengen ech, net beäntwert gi sinn oder wou mir op jidde Fall net kloer sinn.

Bon, ech kann awer elo nach eng Kéier Froefelder zumindest opmaachen. Dat gëllt souwuel fir d'Fro un de Parquet wéi un d'Police. Wivill där Fichen, oder wat ass den Ordre de grandeur vun deene Fichë par rapport zur Populatioun zu Lëtzebuerg? Wivill Fiche sinn et, 20 % vun der Populatioun schätzungsweis, 15, 50, 0,2? Wat ass den Ordre de grandeur, datt ee sech ongeféier virstelle kann, wat d'Ausmooss dovunner ass?

Déi zweet Remark, dat ass elo méi spezifesch un de Parquet: Dir hutt, wann ech dat richteg verstanen hunn, eng enorm Base de données, déi nach méi grouss ass wéi déi vun der Police, well d'Police just een Element vun där Base de données ass. A mir ass net kloer, wéi déi Base de données verwalt gëtt, wéi se geréiert gëtt. An ech kann iwwerhaupt net aschätzen, ob dat am Aklang ass mat dem 2018er Gesetz, einfach, well ech et net verstinn am Moment.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Déi Äntwert kréie mer elo, Här Baum. Duerfir hunn ech ...

**M. Marc Baum (*déi Lénk*).**- Jo, beim Parquet hunn ech ...

Ech hunn elo ...

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure*.**- Ah, pardon!

**M. Marc Baum (*déi Lénk*).**- Ech hunn elo just vum Parquet geschwat, well déi Base de données nach wesentlech méi grouss ass. A wat mat deenen Donnéeë geschitt, do, mengen ech, datt den Här Roth awer net onrecht huet, well et geet jo awer schonn ëm d'Opportunité des poursuites a verschiddene Fäll, wou de Parquet driwwer jugéiert, wéi eng Suite hien enger bestëmmter Affär gëtt, an ob dann do Elementer an d'Consideratioun matgeholl ginn, déi eventuell näischt mat deem Fall ze dinn hunn. Dat sinn awer a mengen Aen duerchaus wichteg Froen.

Ech hunn och net richtig verstanen: Huet de Parquet dann elo een DPO, deen zentral ass? Hunn all déi verschidden Departementer hiren eegenen DPO? Wéi funktionéiert dat?

An dann, ee Beispill, just fir et ze zitieren, wéi awer zumindest potenziell willkürlech eng net seriö genuch Handhab mat deene persounebezunnenen Date ka sinn, ass en Temoignage, deen op Facebook ass vum ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dir baséiert Iech op den Artikel 68.

**M. Marc Baum (*déi Lénk*).**- Ech mengen, datt den Artikel 68 och fir mech gëllt, wann ech mech net dorobber beruffen. Mä Dir hutt awer op jidde Fall recht. Et ass eppes, wat op Facebook steet, an déi Leit sinn och domadder averstanen, datt een dat zitiert. Et geet ëm d'Kënschtlerkollektiv Richtung 22, déi eng Statu opgestallt hu fir den Här Marx, awer net deen, deen eis nosteet, mä dee vun der Bankenopsicht. An déi Persoun huet dann eng Plainte gemaach.

**(Interruption)**

**(Hilarité)**

**M. Marc Baum (*déi Lénk*).**- Jo, jo. An déi Persoun huet dann eng Plainte gemaach an d'Police huet enquêtéiert. A se trëfft dann op der Plaz zwee Leit un, déi eng Foto

gemaach hu vun hirem Wierk. Bon, d'Police freet d'Identitéit vun deenen zwou Persounen. An et kënt dann eraus, no der Identitéitskontroll, datt d'Police zu deem enge vun deenen zwee seet: „Ah, mä Dir waart dach schonn derbäi bei där Geschicht mat der Philharmonie mat der Kräid.“ A wat geschitt? D'Police enquêtiert exklusiv géint déi eng Persoun, well si schonn eng Kéier am Fichier stoung, fräigeschwat ginn ass, viru Geriicht fräigeschwat ginn ass, an net géint déi aner, déi quasi niewendru steet a seet: „Jo, mä ech, ech sinn dach grad esou.“

Do gesäit een awer, datt eng potenziell Willkür do derhannert stécht, déi, mengen ech, ganz geféierlech ass. Hei ass elo nach e ganz harmlose Fall, deen, mengen ech, net esou eng grouss Geféierlechkeet huet. Mä ech mengen, datt dat awer e gutt Beispill ass, wann et net eng seriö Handhabung gëtt vun deene Banque-de-donnéeën, wéi se kënnen a verschiddene Situatiounen awer willkürlech Reaktiounen provozéieren. Awer fir d'Éischt: Ech weess nach ëmmer net, wéi déi Base de donnée vum Parquet geréiert gëtt. Do musst Der mer wierklech nach eng Kéier hëllefen.

**(Interruption)**

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Madamm Solovieff, wann Dir wëllt.

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- Ech ...

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Erlaabt just ganz kuerz, ech wollt eng Remark maachen, vu datt mer an enger Kommissioun sinn, wou jo vläicht herno e PV gemaach gëtt. Ech liesen hei op RTL, datt een Deputéierte vun dëser Kommissioun, an zwar den Här Laurent Mosar, eng Stonn hei war, Froe gestallt huet, d'Froen an d'Äntwerten op d'Froen net méi nogelauschtert huet, och d'Äntwert vun de Ministeren net méi, erausgeet bei RTL an do seng Commentairen ofgëtt, déi elo schonn um RTL-Site stinn, an datt hei steet: D'Reunioun, déi u sech op eng Stonn ugesat war, huet um Enn bal dat duebelt vun der Zäit gedauert.

Dat heescht, ech sëtze jo nach ëmmer hei, a mir alleguer och hei, soudatt ech dervun ausginn, datt hei Commentairë gemaach ginn, an datt hei just en Interesse bestanen

huet vun engem Deputéierten, nämlech dem Här Laurent Mosar, fir eranzekommen, seng Froen ze stellen, d'Äntwerten net nozelauschteren an eraus bei ...

**(Interruption)**

Här Roth, Dir sidd hei, Dir sidd jo och entschëllegt, Dir sidd jo ...

**M. Gilles Roth (CSV).**-... dass eng Léisung kënnt.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Jo. Ech och. Mä ech wëll just soen, wat den Här Mosar hei op RTL gesot huet. Ech fannen awer wichteg, wéinst dem Verbatim, datt dat festgehale gëtt.

**Mme Octavie Modert (CSV).**- Ech muss mech entschëllegen, ech war elo erausgaangen. Ech hunn nach eng aner Kommissioun amgaange gehat. Ech sinn elo erëmkommen. Ech hunn näischt gesot. Ech wëll awer just soen: Et waren och aner Kommissiounen. Et si Leit, déi einfach hu missen éischer goen.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Jo, mä deen hei war net an enger Kommissioun, wéi ech dat festgestallt hunn.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Dir waart och net bei RTL.

**(Brouhaha)**

**Mme Octavie Modert (CSV).** - Ech hunn awer missen erausgoen.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Jo, jo. Mir hunn elo net vun lech geschwat. Dir gitt op RTL net zitíiert.

**M. Charles Margue, *Président de la Commission de la Justice.***- Also, als neie Chamberdeputéierten an als President hei fannen ech dat relativ penibel, dass, wann ech eng Sitzung presidéieren, wärenddeem Leit dobaussen hir Kommentaren ofginn. Ech protestéieren an där Hisiicht absolutt.



**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- ... froen déi nächst Kéier.

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice.***- Absolutt!  
Mir hunn ...

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Dat misst direkt iwwerdroe ginn. Et misst direkt iwwerdroe ginn, an de Livestream.

**M. Alex Bodry (*LSAP*).**- Dat froe mir scho méi laang.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Genau!

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Jo, ech sinn och do derfir.  
Ech sinn ...

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice.***- Voilà! An an deem Sënn ... Här Minister, an deem Sënn proposéieren ech dann, dass mer och als Commission jointe de verbatim der Demande vun der CSV Rechnung droen ...

**Une voix.**- Absolutt!

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice.***- ... an de Verbatim bei der Conférence des Présidents ufroen. Ass dat esou okay fir d'Membere vun der Kommissioun?

**(Assentiment)**

**Une voix.**- Très bien !

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice.***- Da maache mer dat.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dass mer eis do gutt verstinn: Ech verstinn, dass hei ... Mir hunn awer och e bësse Verständnis fir de Rechtsstat. Wann hei Informatiounen gi gi si vu Police oder vun de Magistraten, déi net au grand public destinéiert sinn, dann hu mir kee Problem - ech froen den Alex Bodry, ob dat geet -, dass e Verbatim gemaach gëtt, mä dass dee just dann, oder dass deen - wéi heescht dat? -, dass een deen eng gewëssen ..., dass deen intern bleift.

**(Interruptions)**

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- E gëtt integral, proposéieren ech ze maachen.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Neen! D'Fro ass déi, dass e Verbatim gemaach gëtt. Mä hei si Memberen, Verrieder vun der Police, déi sinn ...

**(Interruption)**

Jo, bon, mir ass et egal! Mä ech soen awer ...

**M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Ech hunn eng Propos.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo.

**M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Als responsabele Minister vun der Police géif ech proposéieren, datt, wann de Verbatim gemaach ass, d'Police dee soll elo kënne kréien; souwisou misste se e jo kréien. Da soll se kucken, ob eppes dran ass, wou si der Meenung ass, datt dat, wéi den Här Roth seet, problematesch kéint sinn, well dat am Public dann ass.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Mir froen, fir e kënne komplett ze kréien. Mä verstitt Der, et ass den Ënnerscheid tëschen...

**M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Jo, neen, ech verstinn dat.

**M. Gilles Roth (CSV).**- [...] ]

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Ech verstinn et. Mä mir kënnen jo ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Et ass en Ënnerscheid tëschent den Deputéierten, déi de Verbatim hunn, en huele fir d'gutt Comprehensioun vun den Dossieren, an deem, ob een elo e Verbatim public mécht, deen, ech weess net, eng grande Diskussioun op de Medie mécht.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Jo, mä ech mengen, ech géif proposéieren nach eng Kéier, datt d'Chamber mécht, wéi se wëllt. Et ass jo bei alle Rapporten esou, datt d'Ministeren d'Rapporte jo och kréien, fir ze kucken, ob alles richteg erëmgé ginn ass. An deem hei Fall géif ech kucken, der Police dat ze ginn, datt si driwwerkuckt, ob Saachen dra sinn, déi net censéiert sinn, an engem PV ze stoen. An da gétt dat, da kënnen mir dat jo proposéieren hei. Da mécht d'Chamber nach, wéi se dat wëllt. Wann elo näischt derbäi ass, ech mengen, da kann en esou getippt ginn an esou och ofgedréckt ginn, wéi et verbatimsméisseg virgesinn ass.

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice.***- Här Bodry!

**M. Alex Bodry (LSAP).**- Ech mengen, ech hunn elo, den Text vum Reglement misst ee genau kucken. De Verbatim ka jo zwou Fonctiounen hunn: Du kanns e Verbatim maache loosse vun enger Sitzung, dann ass dat e Verbatim vun enger Sitzung, deen de Membere vun der Kommissioun zougänglech ass oder zougestallt gétt och, « qui fait ou non fonction de procès-verbal ». Ech war scho bei Sitzungen derbäi, do ass nëmmen e Verbatim gemaach ginn an et ass eigentlech kee Protokoll gemaach ginn, well vun der Sitzung war dat, de Verbatim ass jo ...

**Une voix.**- Dat ass de PV.

**M. Alex Bodry (LSAP).**- ... dann e largë Protokoll vun der ... Dat ass eng Méiglechkeet.

Mir kéinten awer, mengen ech, och decidéieren, oder d'Conférence des Présidents kéint decidéieren, dass awer nach e klassesche Procès-verbal gemaach gëtt vun der Sitzung an dass dee Verbatim dann de Membere vun der Kommissioun nëmmen zougestallt gëtt. Ech mengen, do ginn et zwou Varianten, déi ee kéint maachen.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Ech géif proposéieren, déi zwou ze maachen, dass mer ...

**Une voix**.- Dass den secrétaire méi Aarbecht huet.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Et gëtt méi Aarbecht. ...dass mer en Aarbechtdokument herno hunn, awer och en traditionelle PV hunn, dee mer dann och net verjäre loossen.

**(Hilarité)**

**M. Gilles Roth** (CSV).- Zu där Fro. Also d'Martine ass Fraktiounspräsidentin bei eis. Mä ech mengen, et wier utile, dass een e Verbatim hätt pour les besoins internes an et hätt een e klassesche Procès-verbal vun der Sitzung, deen dann deen normale Procès-verbal wier mat allen Dénger.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- «les besoins internes»?

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Dee gëtt awer licht schreiwen.

**M. Alex Bodry** (LSAP).- Wéi laang mengt Der dann, dass dee geheim bleiwe géif?

**(Hilarité)**

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Intern? Solle mer eis dann do Illusiounen maachen, wann ech elo grad erliewen, wat um Handy zitéiert gëtt? Här Minister!

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Also, wann ech eng Suggestioun der Chamber dierft maachen, opgräifend déi lescht Remark vum Alex Bodry?

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.**- Ausnamswais.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Also déi Persoun, déi dee Procès-verbal ze schreiwe kritt, déi huet eng ganz dankbar Tâche!

Also ech mengen, et wier méi utile, mir géifen tatsächlech dee ganze Verbatim maachen, tatsächlech dem Här Roth senger Remark Rechnung droen, ob do net awer iergendwellech kleng Passagen, déi kéinten nominell oder esou weider consideréiert ginn, dass mer déi am gemeinsamen Accord géifen da vläicht tilgen. Et pour le reste wier dat dann och de Procès-verbal vun dëser Reunioun, well alles anescht, bonne chance fir deen ze schreiwen!

Souwisou bleift dat dote wahrscheinlech, aus der Erfahrung, déi mer alleguerten hunn, no enger Zäitche riskéiert dat net ganz geheim ze bleiwen. Also ech géif mengen, et wier méi utile, hei mat oppene Kaarten ze spillen. Et gött e Verbatim gemaach a just, ...

***(Interruptions)***

... an abstraction faite, mengen ech, wär dat déi besser Solutioun. Da spille mer mat oppene Kaarten. Wat hei gesot ginn ass, gëllt. An dat ass de Procès-verbal, mat der Reserv, déi den Här Roth gemaach huet, wou ech net weess, ob do vill esou derbäi war. Ech mengen éischter net. An da wär dat an engems och den Text, dee mer hei zrëckbehalen, an aller Transparenz.

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.**- Den Här Berger!

**M. Eugène Berger (*DP*).**- Ech hunn och net d'Chambersreglement en détail virun Aen. Mä op där enger Säit hu mer awer déi kllassesch PVen, déi mer elo ëmmer hunn, déi

jo och vum Public da kënne gelies ginn. A mir wëssen awer op där anerer Säit, datt d'Seancë vun de Kommissiounen net public sinn.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Jo.

**M. Eugène Berger** (*DP*).- Duerfir kënne mer also awer net dann herno e Verbatim public maachen, well dat wier jo dann eigentlech awer, wéi wann d'Seance public gewiescht wier.

**(Interruption)**

Dat heescht, op där enger Säit kënnt, muss oder maache mer dann e Verbatim, dat kënne mer jo, effektiv kann dat eng Kommissioun esou maachen, e Verbatim pour les besoins internes, fir nozeliesen eventuell a fir sécher ze sinn, datt een dann och alles verstanen huet. An op där anerer Säit ass awer dee classesche PV, dee gemaach gëtt. Mä mir kënnen net herno de Verbatim public maachen.

Dat schéngt mir awer net konform ze sinn zu där Regel, datt mer keng ëffentlech Kommissiounssitzung hunn.

**(Brouhaha)**

**M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Här President, ech muss soen, muss lech ganz éierlech soen, also hei gëtt esou vill an der Ëffentlechkeet diskutéiert iwwert dee Sujet. Ech sinn hei fir voll Transparenz! An ech wär frou, an d'Chamber verlaangt dat vun der Regierung, wann d'Chamber sech dann och selwer géif drun halen a voll Transparenz hei géif spille loossen!

Hei soll de Public ... Hei sinn esou vill Saache gesot ginn, behaupt ginn, analyséiert ginn, jiddwerengem säi Recht, dat alles ze soen. Mä da soll awer och hei erauskommen, wat heibanne gesot ginn ass, well soss, soen ech lech, sti mer net gutt do.

**Une voix**.- Transparenz.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Sou ass et.

**Une autre voix.**- Dat ass alles richtig.

**M. Eugène Berger (DP).**- Nee, nee! Ech kann déi Appreciatioun verstoen, mä mer mussen awer hei och eist Chambersreglement einfach respektéieren. Kommissiounssitzunge sinn net öffentlech. Da kënne mer net elo hei eng Kommissiounssitzung, mat all deenen Argumenter, déi een huet, öffentlech maachen.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure*.**- Ech hunn net gesot, Dir sollt de Verbatim publizéieren, mä Dir sollt e maachen, amplaz ...

**M. Eugène Berger (DP).**- Jo, neen, maachen, awer pour les besoins internes.

**(Brouhaha général)**

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Här Berger! Mä den Här Bodry weess dat. De Fait, dass eng Kommissioun net public ass, huet näischt domat ze dinn, datt se secret wier!

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure*.**- Se ass net secret, soss hätt Der de Huis clos verlaangt.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Net public heescht just, dass hei keen däerf eramarschéieren! Mä wat hei gesot gött, ass, a wannechgelift an aller Transparenz, och dobaussen ze soen. Mir hu keng Secretskommissiounen, mir hu just Net-public-Kommissiounen, ce n'est pas la même chose.

**M. Eugène Berger (DP).**- Wann awer herno de Verbatim publizéiert gött fir jiddwereen, ass en eigentlech awer, ...eis Kameraen...

**M. Charles Margue (déi gréng), *Président de la Commission de la Justice*.**- Ech proposéieren op Basis vum Reglement, wat den Här Li mir virleet, vum Artikel 25.8,

neen, .7, dass mer am Fong kéinten transmettéieren en public, wa mer et ufroen. Hu mer elo net gemaach. Natierlech geet dat dann duerch d'Conférence des Présidents. Mä mir kënnen awer och nodréiglech froen, dass de Verbatim, an dat géif ech elo wierklech proposéieren, un d'Conférence des Présidents d'Demande maachen, dass de Verbatim dann dës Kéier am Geescht vun deem, wat am Reglement steet, effektiv public gëtt, fir dass mer keng Mëssverständniss kréien an dass mer net hei eis brauchen ënnereneen ze kucken: Wien huet dann elo erëm als Éischte fuitéiert, a wien huet dann hallef fuitéiert a wien huet falsch fuitéiert? Duerfir fannen ech, wäer mer ...

**Une voix.**- Dat gëtt flott am Verbatim!

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- D'Madamm Solovieff wollt awer nach...

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice.***- Voilà! Madamm Solovieff!

**Mme Martine Solovieff, *Procureur général d'État.***- Jo, fir op Är Fro vläicht e bësse méi ze äntwerten. Also déi Justice, ech schwätzen elo just vun der Justice chaîne pénale, dat ass jo déi, déi lech interesséiert. Do si sämtlech Procès-verballen a Rapporten, déi inventuriéiert ginn, déi mer vun der Police kréien. Mä mir kréien och Rapporten, wéi ech virdu gesot hunn, vun anere Verwaltungen. Do sinn awer och Plaintë vun de Verwaltungen, Plaintë vun der Chamber, wann esou eppes ass. Sämtlech Plainten, déi mer och vu Privatleit kréien, déi sinn och an där Banque de données erfaasst.

Wéi grouss dass déi Base de données elo ass, de Pourcentage vun der Bevëlkerung, dat kann ech lech net soen, dat ass souwisou och net, dat ass irrelevant, well mir hu jo net nëmmen an där Base de données Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen. Mir hu ganz vill Leit, déi vun iwwert de Grenzen op Lëtzebuerg kommen. An dofir ass dat irrelevant elo ze kucken, wéi e Pourcentage par rapport zu der Populatioun, well dat kënne mer net erausfannen.

Déi Base de données do, dat ass och déi, op déi mer zrëckgräifen, wa mer déi sëllege Question-parlementaire gestallt kréien, wou mer och Statistike musse bréngen. Dat



ass och déi, déi consultéiert gëtt. Déi Banque de données ass säit 2018 ënnert der Responsabilitéit vum Procureur général.

Fir den Ament ass et esou, säit dem Gesetz vun 2018 hu mer och eng Autorité de contrôle judiciaire. Dat ass och am Gesetz esou virgesinn. Ënnert dem Gesetz vun 2002 hate mer och déi Autorité de contrôle. Do war d'Autorité de contrôle am Artikel 17. An de President vun där Autorité de contrôle war tatsächlech den Här Wivenes bis 2016, bis en du President ginn ass vum Statsrot.

Déi aner, dat war d'Directrice vun der CNPD an den Här Lallemand, och vun der CNPD. D'Madame Lallemand respektiv also d'Madame, ...

**Une voix.-** Tine Larsen.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.-** D'Madame Tine Larsen respektiv den Här Lallemand, déi sinn och elo Member vun der Autorité de contrôle judiciaire.

Wéi ech scho gesot hunn, den Accès: Den Accès ass limitéiert op déi Leit, déi iergendwéi eppes mam Penal ze dinn hunn. Dat sinn d'Substituten, d'Untersuchungsriichten natierlech, dat sinn och déi Leit vum Parquet général. Dat sinn och déi vun der Exécution des peines, déi musse jo kënnen zréckgräifen op déi Datebank.

D'Personnel administratif, awer och relativ strikt gekuckt, déi hunn den Droit d'écriture. Dat sinn d'Greffieren, wann esou en Dossier erakënnt, déi mussen dat jo kënnen androen.

Mä wéi ech scho virdu gesot hunn, an där Datebank do si keng Procès-verballen en tant que tel an och keng Rapporten. Dat gëtt net gescannt. Dat gëtt net gescannt. Et ass just nëmmen, fir dass ee weess: Hei de Rapport Nummer esou an esou ass deen Dag erakomm a gëtt bearbecht vun där Persoun. An et ass am Fong, fir ze retracéieren, wou den Dossier grad drun ass, fir dass een net muss dem Dossier ...

Bon, souwisou leeft een dem Dossier no, mä et ass awer kee Procès verbal an et ass kee Rapport an där Banque de données. Mat Ausnam vun deem Pilotprojet, wou mer elo op den E-Procès-verbal kommen. An doriwwer kréie mer d'SAlen, Signalement auteurs inconnus, respektiv déi Procès-verballen, déi iwwert de Weekend musse gemaach ginn, well dobaussen e Bierger de Führerschäin ewechgeholl krut, well een do relativ schnell muss eng Decisioun huelen. Dat sinn och déi, déi mer elektronesch eriwwerkréien. Mä soss si keng PVen an där Datebank.

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Entschëllegt Madamm, mä wou sinn d'PVen dann? Also Dir kritt se jo vun der Police. Wou ... Also verbrennt Dir déi?

**Mme Martine Solovieff**, *Procureur général d'État*.- Ma um Pabeier am Dossier. Um Pabeier. Mir schaffen um Pabeier. Mir sinn nach net „e-justice“.

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Jo. Mä dat ass jo awer och eng Datebank. Also et si jo och scho virun der Informatiséierung Datebanke ginn.

**Mme Martine Solovieff**, *Procureur général d'État*.- Ma nee. Den Dossier ass en version Pabeier. A wann den Dossier bis ... Wa bis e Jugement oder en Arrêt dran ass, da gëtt deen archivéiert. Déi ginn alleguerten hei an den Archiven archivéiert. Mir behalen déi eng gewëssen Zäit an da gi se global hei bei d'Archive geluecht.

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Mer ass net kloer. Wat sinn dann do kloer ... Also, ginn et dann do Regeln? Wéi ass d'Gestioun dovunner?

**Mme Martine Solovieff**, *Procureur général d'État*.- Mä wat mengt Der ënner Gestioun?

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Ma Dir kënnt jo, also iwwert déi ... Wann ech dat richtig verstanen hunn, hein, also et ass eng ... Vlächicht iwwersteigt dat elo, no dräi Stonnen, meng kognitiv Fäegkeeten, mä Dir hutt eng Chaîne pénale, an där, wann ech dat richtig verstanen hunn, retracéiert gëtt fir all PV oder Dossier, wéini en erakomm ass, ween en eventuell traitéiert huet. Dat ass déi grouss Banque de données, op déi Dir e

permanenten Zougrëff hutt, déi, wahrscheinlech, och bis wäit an d'Vergaangenheet erareecht, déi Chaîne pénale.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Archiv. Archiv. Dat ass archivéiert.

**M. Marc Baum (déi Lénk).**- Jo. Mä Dir hutt awer direkten Zougrëff dorobber.

**Une voix.**- Nee.

**M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Nee, nee, nee.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Nee.

**M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Kee Mënsch. Ausser si ass ...

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Kee Mënsch. Do muss eng Demande motivée sinn, firwat dass een Zougrëff huet op d'Archiven. An et ass de Procureur, deen zoustänneg ass, dee gëtt d'Autorisatioun.

**M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Soss gëtt et keen Accès.

**Mme Martine Solovieff, Procureur général d'État.**- Soss gëtt et keen Accès. A mir schaffen nach ëmmer op Basis vun engem Pabeierdossier. An et ass och de Pabeierdossier, deen den Affekot an de Prevenu zur Verfügung gestallt kréien. Et ass och dee Pabeierdossier, deen am Original bei den Tribunal geet. An et ass och duerno deen Originaldossier, deen archivéiert gëtt. E gëtt wuel geraumt, well mer duerch d'Archivgesetz och mussen déi Regele respektéieren.

An do ass och am Archivgesetz virgesinn, dass, wa mir en archivéierten Dossier brauchen, da kënne mir dee selbstverständlech ufroen, ënnert deene Bedéngungen. D'Archivgesetz ass vum leschte Joer.

**Une voix.**- Här President, et ass ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Pardon, ech hunn Datumsconcertatioun gemaach, entschëllegt, dass ech, ... Jo, Här Bodry.

**M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Jo. Dat do ass interessant als Informatioun. Dat schéngt jo dann en Ënnerscheid ze sinn awer zur Polizei. Quitte dass Äre méi theoretisch ... Dir kritt jo méi Dokumenter era wéi d'Police, ...

**Mme Martine Solovieff**, *Procureur général d'État*.- Jo.

**M. Alex Bodry** (*LSAP*).- ... well Der aner Verwaltungen hutt, déi lech mat Rapporten an allméigleche Saache bedéngen. Dat heescht, bei lech ass et esou, dass just nach nozevollzéien ass, dass eng Kéier en Dossier opgemaach ginn ass, wou eng Persoun am Zentrum stoung vun deem doten Dossier. An dann ass eng Referenz op iergendee Protokoll dran, deen dat beleet. An dann ... Méi ass bei lech am Fong net direkt ze fannen. An och wéinst wat. Wahrscheinlech och, wéinst wat, ...

**Mme Martine Solovieff**, *Procureur général d'État*.- Dat sinn ... Jo.

**M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Wéinst wat de Procès verbal opgemaach gëtt.

**Mme Martine Solovieff**, *Procureur général d'État*.- Jo.

Jo. Genau.

**M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Wéi oft kënnt et da vir, dat muss jo da ganz seele sinn, dass eng formell Demande kënnt, fir an déi Pabeierarchiven do ze wanderen, fir al ... Ganz seelen? Ass dat esou?

**Mme Martine Solovieff**, *Procureur général d'État*.- Jo. Ganz seelen.

**M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Ganz seelen. Dat ass dann den Ënnerscheid, wann ech dat richtig verstinn: Bei der Polizei, do gi jo och déi Pabeierprotokoller an alles gehalen, archivéiert. Dat mécht ... Geschitt dat bei der Polizei selwer oder geet dat och an d'Archiven, wéi dat bei dem Parquet de Fall ass?

**Une voix.-** Pabeierdossieren.

**M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat ass déi éischt Fro. Ech stellen e puer Froen nach eng Kéier. Et ass wichteg, dass een emol eng Kéier gesäit, wéi dat Ganzt do ofleeft, da gesäit ee jo och den Accès, deen ass jo dann deemno wéi en aneren, dee sech stellt.

Da wollt ech nach eng Kéier froen: Mir ass opgefall, wéi ech nach eng Kéier eis Dokumenter nogelies hunn, wéi mer d'Gesetz do fabrizéiert hunn, do ass vill rieds gaangen a mir hunn eis an engem gewëssene Moment ugeleent un déi franséisch Texter, wéi ech gesinn. Do ass eng Rei vun Elementer (veuillez lire: Bei enger Rei vun Elementer), vu Regeln, ech mengen, och wat d'Archiven ugeet, si mer op déi franséisch Texter do gaangen. Et wär vläicht interessant, well déi dote Problematik stellt sech jo elo wierklech: Wéi geet ee mat polizeilechen Daten ëm? Sief et d'Polizei selwer, sief et aner Instanzen. Et wär awer interessant, eng Kéier ze gesin, wat sinn déi Grond...

Wéi hunn aner Länner dat ëmgusat? Déi fale jo och ënnert déi europäesch Direktiv. Och déi musse sech jo, wa se sech net iwwer e Gesetz déi Regele ginn hunn, intern Regele ginn, wéi se dat Ganzt, déi Gestoun maachen, wéi laang se verschidden Donnéeën halen, wéi laang Saachen an d'Archive ginn, ob se éiweg dra sinn, ob dat limitéiert ass. Et wär awer net oninteressant, ech denken, Dir sidd jo och am stännege Kontakt mat aneren Instanzen, wann ee wéinstens déi Donnéeën hätt vun eisen Nopeschlänner. Ech verlaangen elo net en komparativ Dokument, mä dass een eng Kéier kuckt: Wéi gëtt déi Problematik do a Frankräich gehandelt? Wéi gëtt et an der Belsch gehandelt? Wéi gëtt et an Däitschland gehandelt?

Dass een awer emol Punkte kritt, wou ee sech ka vläicht drunhänken a soen: Déi haten eng aner Approche. Oder: Dat do ass interessant, fir vläicht ze iwwerhuelen. Also ech versti jo och, dass, dat mierken ech ... An dat erklärt jo och, firwat dee Règlement grand-ducal ni ëmgeännert ginn ass. Do war jo, ech mengen, net nëmmen eng Tentativ do, fir de Règlement grand-ducal vun 1992 ëmzeänneren. Et war eng ganz am Ufank, déi ass genannt ginn. Ech mengen, et war och eng méi rezent do.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- 2007 hu mer eng gemaach.

**M. Alex Bodry (*LSAP*).**- Et war méi eng rezent do. An déi ass, oder déi Dokumenter sinn theoretisch och nach nozevollzéien, déi ass bis un de Conseil d'État gaangen an do war esou en negativen Avis vum Statsrot komm, dass déi Affär erëm hänke bliwwen ass. A bon, soudass mer dann do schlussendlech op déi Léisung gaange sinn, fir dann en allgemengen Text ze maachen, wou mer aus dem Autorisationsprinzip eigentlech erauskomm sinn a wou mer dann u sech allgemeng Regele festgehalten hunn, wou jiddweree sech muss dann intern déi dote Saache ginn.

Duerfir nach eng Kéier vläicht och, also Droit comparé wär, mengen ech, interessant. Wann Der eis och kéint kuerz soen, wat déi Haaptknackpunte waren, déi et net méiglech gemaach hunn, sech mam Conseil d'État an engem Punkt ze begéinen, wat d'Ofännerung vun de Regelen ugeet, déi am Reglement vun 1992 stinn.

**Une voix.**- Jo. Fir d'éischt emol d'Police.

**Une autre voix.**- Jo.

**(Interruptions)**

**Une voix.**- Genau. Jo.

**Une deuxième voix.**- Et ass fir dech.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Fir ze äntweren.

**Une deuxième voix.**- Jo.

**M. Jeff Neuens, *Police grand-ducale*.**- Ech hat elo gemengt, fir d'Äntwert ze ginn op dee Reglement, entschëllegt. Also à chaud kann ech net op all Fro do äntweren, wat d'Ausland ubelaangt, well déizäit, wéi ech am aktiven Déngscht war, wou ech déi Informatiounen do hat (veuillez lire: hat ech déi Informatiounen do), mä ech weess net,

wéi déi aner Länner elo 2018 dann eben d'Datendirektiv ëmgesat hunn. Dat kann ech de Moment wierklech net beäntweren.

**M. Alex Bodry (LSAP).**- Also et wär gutt fir mech, wann déi Donnéeë géifen nogereecht ginn. Also ech hu scho gemengt, dass Der net direkt kënnt drop äntweren, mä ech mengen, et ass wichteg, dass awer déi Donnéeën, net fir eis, ...

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Jo, jo.

**M. Alex Bodry (LSAP).**- ... mä mir musse kucken, wéi mer weiderkommen.

**M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Mir schreiwen ... D'Police schreift dat op.

**Une voix.**- Jo.

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- Jo. Wann Der keng kloer Äntwert kënnt ginn, dann huet et jo elo kee Wäert hei aus dem ... Jo. Also mir si jo dann elo fënnel ...

**M. Alex Bodry (LSAP).**- Déi aner Fro war: ...

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- Jo.

**M. Alex Bodry (LSAP).**- Dir haalt ... Nach eng Kéier, bei lech ginn déi al Procès-verballen archivéiert. Déi Texter, déi bleiwen awer bei lech inhouse, déi ginn net un de Statsarchiv ...

**M. Jeff Neuens, Police grand-ducale.**- Also déi Fro kann ech beäntweren. Vu dass bei eis jo just Kopië sinn, et sinn net d'Originaler, hu mir ugefaangen, elo wou mer déi elektronesch scannen, d'Originaler net méi ze stockéieren. Well et, wéi gesot, keng Originaler sinn, mécht et kee Sënn. Déi sinn um Parquet.

A wat elo den Archivage ubelaangt, do kann ech lech och dee leschte Stand elo net soen. Fréier ass regelméisseg an d'Këschte gemaach ginn, wann d'Saachen ural waren, an et ass an d'Archiv gaangen. Wéini dat fir d'Lescht geschitt ass, weess ech net. Mä do ass elo en neit Archivagegesetz, wat eis obligéiert, dat do ze maachen. Do musse mer eng Kéier Kontakt ophuelen, well do stellt sech d'Fro, well esou vill ech weess, ass d'Magistratur jo aus deem Text ausgeholl. Déi hunn aner Obligatiounen. Bon, vu dass dat awer elo Protokoller sinn, déi d'Magistratur gëtt, stellt sech déi prinzipiell Fro, et géif elo kee Sënn maachen, dass mir als Police eppes an d'Archiv ginn, wat de Parquet net gëtt. Do musse mer eis eng Kéier zesummesetzen. Dat war net geschitt, also kann ech och net drop äntweren.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Sinn nach ...

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Ech hätt nach eng Zousazfro.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Jo, kommt, mer huelen déi Fro nach duerch. Ech wollt elo grad d'Kalennerbestëmmunge maachen.

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Jo, entschëllegt, ech hätt, ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Mä , ...

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Et ass effektiv, sech no dräi an enger hallwer Stonn ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Mer ginn net eens. Kommt, mir huelen d'Froen nach duerch.

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- ... nach ze konzentréieren, och fir d'Beamten, mengen ech, net einfach.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- An d'Madamm Hansen duerno.



**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Just eng formell Fro, wou et wahrscheinlech och eng séier Äntwert drop gëtt: D'Fonctionnairen, déi och Officiers de l'État civil sinn ... Net de l'État civil, de la Police judiciaire - also Dir gesitt, et ass scho spéit -, hunn déi Zougang zu deem Police-Fichier oder net?

**Une voix**.- Nee.

**M. Jeff Neuens**, *Police grand-ducale*.- Nee.

**M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Nee? Ah.

**M. Jeff Neuens**, *Police grand-ducale*.- Mat enger klenger Ausnam erëm: Mir hunn dräi Douanieren, déi an d'Police detachéiert sinn. Dovu sëtzt een, oder zwee op der Direction relations internationales an, ech mengen, een am CCPD. Elo ass d'Fro: Awéifern wëllt Der déi elo als extern, intern gesinn? Et sinn ëmmer nach Douanieren, schaffe bei der Police. Een ass, wéi gesot, beim CCPD, de Centre Commun de Coopération Police Douane (veuillez lire: Centre de coopération policière et douanière), do kann een elo soen: Dach, et sinn der dräi, déi Accès hunn. Mä dat ass eng Definitionssaach, mä fir komplett ze sinn. Mä all déi aner OPJen, aner Verwaltungen hu keen Accès.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- D'Madamm Hansen wollt nach eng Bemierkung maachen. Oder eng Interventioun.

**M. Gilles Roth** (CSV).- E Polizist, deen op eng aner Verwaltung detachéiert ass, deen nach ëmmer Polizist ass?

**M. Jeff Neuens**, *Police grand-ducale*.- Do ass och en Ënnerscheid. Do sinn zum Beispill déi Leit, déi bei dem SRE sinn, déi hunn en net méi, well et am Gesetz virgesi war, dass se en net méi dierfen hunn. D'IGP d'selwecht. Et gëtt awer aner Polizisten, déi elo net formell an eng aner Verwaltung detachéiert sinn, mä op enger anerer Plaz schaffen. Dat ass zum Beispill de Regierungsgarage, do gëtt et verschidden Accèsen.

Mä dat si Polizisten, déi just op enger anerer Plaz quasi schaffen an och net an enger Verwaltung.

**(Interruption)**

Bon, déi Leit op der IGP zum Deel och an SRE och. Mä do ass et per Gesetz ebe virgesinn, dass et net ass.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Entschëllegt, mä wat mécht dann e Chauffeur vun engem Minister mat Informatiounen iwwer Leit, déi presuméiert sinn, eng Infraktioun begaangen ze hunn?

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Also ech wëll drop hiweisen, Här Roth, Dir waart nach net an der Regierung, duerfir kënnt Der dat vläicht net wëssen, mä dat sinn net d'Chauffere vun der Regierung. Dat ass de Service de protection rapprochée vum Gouvernement. Déi hu Sécherheet...

**(Interruption)**

Jo, mä déi hu Sécherheitsfunctiounen. Do gëtt et eng Basis, datt déi opgebaut ass. Déi sinn do fir d'Sécherheet vun der Regierung.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.***- Dat heescht och net méi Regierungsgarage.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.***- Esou heescht dat.

**(Hilarité)**

**M. Charles Margue (déi gréng), *Président de la Commission de la Justice.***- Bon, d'Madamm Hansen.

**Une voix.**- Also déi fueren net, nee?

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure***.- Déi fueren, mä déi fueren awer mat hirem Sécherheetswon.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice***.- Déi kënnen alles.

**Mme Martine Hansen (CSV)**.- Ech hu just eng Bemierkung, dat huet awer elo näischt direkt hei mam Fall ze dinn. Mä den Här Bausch hat sech virdru relativ opgereeget, datt den Här Mosar net méi hei wier. Éischtens wëll ech soen, den Här Mosar huet eng Verflichtung gehat, déi e scho méi laang hat. A wann ech esou ronderëm kucken, ass en net ...

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice***.- Bei RTL!

**Mme Martine Hansen (CSV)**.- Nee. Net bei RTL. Da lauschtert wannechgelift eng Kéier no.

**(Brouhaha)**

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure***.-Här President, ...

**Mme Martine Hansen (CSV)**.- Da lauschtert wannechgelift eng Kéier no.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure***.- Här President, ...

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice***.- Do kommt Der net wäit.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure***.- Jo. Nee, Här President, ech, ....

**Mme Martine Hansen (CSV)**.- Ech war nach net fäerdeg.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure***.- Jo.

**Mme Martine Hansen (CSV)**.- Ech hunn éischtens gesot.

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Loosst d'Madamm Hansen schwätzen.

**Mme Martine Hansen** (CSV).- Éischtens. An ech hu gesot, et sinn der nach e puer, déi dann och elo net méi hei sinn.

**Une voix**.- Jo.

**Mme Martine Hansen** (CSV).- Zweetens huet den Här Mosar keen Interview an ee Mikro ginn an en huet souguer drop verweisen, datt den Här Gilles Roth herno eis Positioun géif duerleeën.

Drëttens huet en awer mat engem Journalist geschwat, einfach esou. An ech denken awer, ...

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Einfach esou.

**Mme Martine Hansen** (CSV).- ... datt Dir eis dat net hei kënt verbidden. Ech mengen, et ass awer nach jiddweree fräi, mat de Leit ze schwätzen. Merci.

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Mer kënnen et awer kommentéieren.

**M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Här President, ech wëll dozou, ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- [...] Tëschent verbidden a wat Kollegialitéit ass, voilà, ...

**M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Ech wëll kengem eppes verbidden, mä ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- ... hunn ech eng aner Opfaassung vun där Saach.

**M. Alex Bodry** (*LSAP*).- ... direkt eppes ze kritiséieren.

**Une voix**.- Ech sinn och laanschtgaangen, se hu mech och gefrot, ech hunn...

**(Brouhaha)**

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Jo. Also, ...

**(Interruptions)**

... ech ...

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Da gi mer weider!

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Pardon, déi Saach vum Verbatim ass gekläert. Et läit d'Demande vir, dass mer d'CNPD an d'Kommissioun ruffen. Do proposéieren ech och der Kommissioun, unzehuelen, dass dat geschitt. Wann dat esou ass, da gi mer dat un d'Conférence des Présidents weider, fir e formellen Accord ze kréien.

Den Datum, wéini mer eis dann elo gesinn: Ech géif emol proposéieren, wa betreffend der Thematik, der breeder Thematik vun de Moien nach Froe sinn, déi méndlech ausgedréckt goufen, respektiv wann der nach do sinn, déi Der wëllt schrëftlech ausdrécken, dat wannechgelift an deenen nächsten Deeg ze maachen. Am beschte virun Enn der Woch. Da géife mer doropshin eng weider Sëtzung aberuffen. Ech hat elo versicht, am Kalenner ze kucken, dat ass awer elo net ganz kloer, wou mer do erauskommen. Ech géif lech dann déi Invitatioun ulterieurement noschécken, voilà, fir dass mer dat kënnen an aller Sachlechkeet maachen. A well mer jo awer zu vill ...

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Mä, Här President, just trotzdeem, ...

**M. Charles Margue** (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.- Jo, Här Minister.

**M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.**- Mir stinn zu Ärer Verfügung. Dir musst eis soen, wéi séier dass dat soll sinn. Dat ass awer Är Entscheidung. Den Här Bausch an ech stinn zu Ärer Verfügung.

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.**- Jo, mä ...

**Mme Martine Hansen (CSV).**- Bis wéini hu mer de Verbatim?

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.**- Jo, de Verbatim, dat gött eng länger Geschicht vun dräi Stonnen. Ech wëll jo net hei, ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Mä da rufft d'nächst Woch mol d'CNPD un.

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.**- Jo, also d'CNPD kënne mer onofhängeg dovou ruffen.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure*.**- Här President, ech wollt just soen, ...

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.**- Dat ass ganz kloer.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure*.**- ... ech hunn d'nächst Woch dräi an een hallwen Dag Conseil zu Bréissel. Dat heescht, ...

**Une voix.**- Dofir brauch den Här Bausch jo net dobäi ze sinn.

**M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure*.**- Bon. Nee, bei der CNPD brauch ech net dobäi ze sinn.

**M. Charles Margue (*déi gréng*), *Président de la Commission de la Justice*.**- Nee, nee. Nee, et wier fir eng aner Sitzung, duerfir hat ech och ee Moment geduecht, mir hätten en Datum fonnt. A mir hunn deen awer net fonnt, well international Kon... Well JAI ass.

**M. Marc Goergen (Piraten).**- Ech hu just nach eng Fro.

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- Den Här Goergen nach kuerz dann.

**M. Marc Goergen (Piraten).**- Ech hu just nach eng Fro. Ech hu virdrun dem Här Bausch seng Ausso matkritt, dass e sechs Méint elo eréischt Minister ass an dat huet och mäi vollste Respekt. Wär et dann net méiglech, well jo virdrun en anere Minister do zoustänneg war, dass dee Minister och matkënnt. Well dee muss sech jo bei allem eppes geduecht hunn. Dass deen awer och do kann dozou ...

**M. Franz Fayot (LSAP).**- Dann och all déi vun 1992 un.

**M. Marc Goergen (Piraten).**- Nee, mä 2018 ass elo ëmmer erwäant ginn.

**(Brouhaha)**

Well den Här ...

Ech verstinn, dass den Här Bausch no sechs Méint do elo net d'Welt revolutionéiere konnt an dass hien dat elo ausbuede muss.

**M. Charles Margue (déi gréng), Président de la Commission de la Justice.**- Ech hunn Är Demande zur Kenntnis geholl. Ech soe just och, dass dat mat 57 ...

**(Brouhaha)**

... Stëmmen hei an der Chamber verabschit ginn ass.

Ech wënschen lech fir haut e gudden Appetit. Ech soen lech all Merci fir är Gedold a virun allem deene vun eise Gäscht, déi Ried an Äntwert stoungen, an deenen, déi just nogelauschtert hunn, e besonnesche Merci.









## Commission de la Justice

### Procès-verbal de la réunion du 12 juin 2019

#### Ordre du jour :

- 1. 7386 Projet de loi portant modification :**
  1. du Code de procédure pénale ;
  2. du Nouveau Code de procédure civile ;
  3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
  4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
  5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;
  6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice
  - Désignation d'un rapporteur
  - Présentation du projet de loi
  - Examen des amendements gouvernementaux
  - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
  
- 2. 7425 Projet de loi sur les armes et munitions et portant :** 1° transposition de la directive (UE) 2017/853 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes ; 2° modification du Code pénal, et 3° abrogation de la loi du 20 avril 1881 concernant le transport et le commerce des matières explosives
  - Rapporteur : Madame Stéphanie Empain
  - Continuation des travaux
  
- 3. Divers**

\*

Présents : Mme Diane Adehm, M. Guy Arendt, M. François Benoy, M. Dan Biancalana, M. Alex Bodry, Mme Stéphanie Empain, M. Léon Gloden, Mme Carole Hartmann, M. Charles Margue, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Lydie Polfer, M. Roy Reding, M. Gilles Roth

M. Yves Huberty, Ministère de la Justice  
Mme Marion Muller, Attachée parlementaire (déi gréng)  
M. Luc Reding, Ministère de la Justice  
M. Christophe Li, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Franz Fayot, M. Marc Goergen, Mme Viviane Reding

M. Marc Baum, observateur délégué

M. Félix Braz, Ministre de la Justice

\*

Présidence : M. Charles Margue, Président de la Commission

\*

- 1. 7386** **Projet de loi portant modification :**
- 1. du Code de procédure pénale ;**
  - 2. du Nouveau Code de procédure civile ;**
  - 3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;**
  - 4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;**
  - 5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;**
  - 6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice**

### 1. Présentation du projet de loi

Le représentant du ministère de la Justice présente les différentes dispositions du projet de loi sous rubrique, ainsi que les deux séries d'amendements gouvernementaux y apportés. A noter que l'objet principal du projet de loi sous rubrique constitue à rectifier des erreurs matérielles et imperfections qui se sont glissées dans les codes et textes de loi suivants :

- le Code de procédure pénale ;
- le Code de procédure civile ;
- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
- la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
- la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;
- de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice.

Celles-ci ont pour origine les récentes réformes législatives visant l'exécution des peines, le droit de la famille, l'organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF) ainsi que l'approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Les adaptations proposées concernent également la composition et le fonctionnement de la Cour supérieure de justice. En outre, le projet de loi prévoit l'élargissement du cercle des bénéficiaires d'une prime d'astreinte au sein de la magistrature et du personnel de justice. Finalement, le texte proposé vise à redresser des numérotations inexactes dans le cadre de renvois à d'autres dispositions législatives.

### Echange de vues

- ❖ La Commission de la Justice estime qu'il serait souhaitable à ce que des textes de loi consolidés de certaines lois jugées importantes, reprenant les derniers éléments modificatifs votés par la loi en vigueur et permettant de sorte au lecteur d'accéder facilement à une version complète et à jour du texte de loi modifiée, soient davantage accessibles aux citoyens.

Décision : La Commission de la Justice juge nécessaire à ce que des représentants de la Chambre des Députés conviendraient dans les meilleurs délais d'une réunion avec Monsieur

le Premier ministre, ministre d'Etat, sous la responsabilité duquel les textes de loi sont édités. Il s'agirait de discuter de vive voix de cette problématique avec les représentants du pouvoir exécutif et d'en trouver une solution satisfaisante.

A défaut d'élaboration de textes de loi consolidés par le Service Central de la Législation, la Chambre des Députés se verrait obligée, dans son rôle de législateur, d'annexer pour les lois jugées importantes, lors du vote d'un projet de loi, un texte consolidé permettant à tout un chacun d'accéder à une version complète et actuelle de la loi modifiée.

- ❖ Madame Octavie Modert renvoie aux critiques soulevées par le Conseil d'Etat relatives à la présentation des dispositions modificatives à apporter par la loi en projet. En effet, selon le Conseil d'Etat « [...] *les amendements sont à apporter au dispositif de la loi en projet proprement dit, et non aux dispositions légales des codes et lois qu'il s'agit de modifier* ».

## **2. Examen des articles amendés du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat**

### **Article 1<sup>er</sup> du projet de loi – modification du Code de procédure pénale**

#### **Point 1° - Article 93 du Code de procédure pénale**

##### Commentaire

Au niveau de l'article 93 du Code de procédure pénale, il convient de rectifier une erreur matérielle qui s'est glissée dans le texte et de rappeler le texte tel qu'il a été introduit par la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale (cf. Mémorial A n° 346 du 30 mars 2017).

Avant la loi précitée du 8 mars 2017, l'article 93 du Code de procédure pénale était libellé comme suit :

*« Dans le cas de mandat de comparution, l'inculpé sera entendu de suite par le juge d'instruction ; dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, il sera entendu dans les 24 heures au plus tard de son entrée dans la maison de détention. »*

Initialement, il a été proposé de modifier l'article 93 du Code de procédure pénale dans le cadre du projet de loi n° 7042, étant devenu entre-temps la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'Administration pénitentiaire (cf. Mémorial A n° 626 du 28 juillet 2018), dont l'article 51, point 1°), et prévoyant le texte qui suit : « A l'article 93, les mots « la maison de détention » sont remplacés par ceux de « un centre pénitentiaire ». »

Cependant, la loi précitée du 8 mars 2017, votée et entrée en vigueur avant le projet de loi n° 7142 précité, a remplacé le texte de l'article 93 du Code de procédure pénale par le texte suivant : « *Dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, la personne sera interrogée dans les 24 heures au plus tard à partir de sa privation de liberté.* »

Il en résulte que la deuxième modification, opérée par la loi précitée du 20 juillet 2018, était en fait inutile, puisque les mots « la maison de détention » ne figuraient déjà plus à l'article 93 du Code de procédure pénale.

Actuellement il y a une insécurité juridique quant au libellé exact de l'article 93 du Code de procédure pénale. Dès lors, il est proposé de confirmer par la voie législative le libellé de l'article 93 du Code de procédure pénale, tel qu'il a été introduit par la loi précitée du 8 mars 2017.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat fait observer : « [p]our éviter toute insécurité juridique, les auteurs du projet de loi proposent de confirmer le libellé correct de l'article 93 du Code de procédure pénale, tel qu'il a été introduit par la loi précitée du 8 mars 2017 ». Le Conseil d'Etat marque son accord avec cette démarche.

### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

## **Point 2° - Article 116 du Code de procédure pénale**

### Commentaire

L'audition par voie de télécommunication audiovisuelle a été introduite dans le Code de procédure pénale, aux articles 553 et suivants, par une loi du 1<sup>er</sup> août 2018 (Mémorial A n° 787 du 11 septembre 2018). Cependant, il résulte de la terminologie y utilisée que ces dispositions ont une fin purement probatoire et ne sauraient partantes s'appliquer à la matière des demandes de mise en liberté provisoire où l'inculpé est entendu en ses explications orales, non pas à des fins probatoires par rapport à la prévention lui reprochée, mais au sujet de la demande de mise en liberté provisoire formulée.

Or, en la matière des demandes de mise en liberté provisoire, l'audition par voie de télécommunication audiovisuelle est particulièrement utile alors qu'elle permet d'éviter des transfèrements fastidieux de l'inculpé entre la maison de détention et la juridiction appelée à statuer sur la demande.

Le projet de loi amendé a partant pour objet de modifier l'article 116 du Code de procédure pénale afin d'y inclure la possibilité d'entendre par voie de télécommunication audiovisuelle l'inculpé qui a formulé une demande de mise en liberté provisoire. Cette modification législative est effectuée en insérant à cet article un nouveau paragraphe 4, en modifiant l'actuel paragraphe 4 qui devient le paragraphe 5 et en insérant un nouveau paragraphe 10. Les paragraphes 5, 6, 7 et 8 demeurent inchangés, mais sont renumérotés 6, 7, 8 et 9.

Le régime de l'audition par voie de télécommunication audiovisuelle dans le domaine des demandes de mise en liberté provisoire est étroitement calqué sur celui des articles 553 et suivants du Code de procédure pénale.

Ainsi, le nouveau paragraphe 4 prévoit, à l'instar de l'article 553 du Code de procédure pénale, que la décision de procéder à l'audition par voie de télécommunication audiovisuelle est prise par la juridiction appelée à statuer et que cette décision n'est susceptible d'aucun recours.

Etant donné que l'inculpé se trouve détenu, son identité est vérifiée, ainsi que le prévoit également l'article 555 du Code de procédure pénale, par un membre du personnel de l'administration pénitentiaire. Celui-ci est présent auprès de lui au cours de la télécommunication audiovisuelle et dresse procès-verbal au terme de l'audition. Le procès-verbal comprend, outre la date et le lieu de son établissement, l'indication de l'identité de l'inculpé, son objet – à savoir qu'il est établi dans le cadre d'une demande de mise en liberté provisoire – ainsi que les renseignements quant à la présence ou non de l'avocat auprès de l'inculpé et les conditions techniques dans lesquelles l'opération s'est déroulée.

Si l'inculpé est assisté par un avocat, celui-ci a le choix, de la même manière que ce qui est prévu à l'article 556 du Code de procédure pénale, de se trouver soit auprès de l'inculpé, soit auprès de la juridiction appelée à statuer. Cependant, contrairement à l'article 556, alinéa 2

du Code de procédure pénale, pour le cas où l'avocat choisit de se trouver auprès de la juridiction appelée à statuer, il n'est pas prévu qu'il ait le droit de s'entretenir préalablement avec l'inculpé en utilisant le moyen de télécommunication audiovisuelle. En effet, dans la mesure où c'est l'inculpé ou son avocat qui formule la demande de mise en liberté provisoire, au moment choisi par eux, il appartient à l'avocat de rencontrer au préalable son client à la maison de détention afin d'y préparer la demande.

L'actuel paragraphe 5 est maintenu, sauf qu'en raison de l'introduction du moyen de télécommunication audiovisuelle, l'avis sur le lieu, le jour et l'heure de la comparution est remplacé par un même avis portant sur le lieu, le jour et l'heure de l'audience de la juridiction appelée à statuer sur la demande de mise en liberté provisoire et qu'il est rajouté que lorsque cette juridiction décide que l'inculpé est entendu par voie de télécommunication audiovisuelle, l'avocat est averti en outre qu'il a la faculté d'assister son client soit à la maison de détention où celui-ci est détenu, soit auprès de la juridiction appelée à statuer sur la demande de mise en liberté provisoire.

Etant donné que l'audition de l'inculpé par voie de télécommunication audiovisuelle dans le domaine des demandes de mise en liberté provisoire n'est pas effectuée à des fins probatoires, les dispositions de l'article 557 du Code de procédure pénale au sujet de l'enregistrement des dépositions ne sont pas reprises.

Le nouveau paragraphe 10 a pour objet d'introduire la possibilité de l'audition de l'inculpé par voie de télécommunication audiovisuelle également pour l'appel porté contre les décisions de mise en liberté provisoire ou de rejet de mise en liberté provisoire. Il est précisé, en outre, qu'à l'instar de ce qui est prévu à l'article 116, paragraphe 3 du Code de procédure pénale pour les demandes de mise en liberté provisoire présentées en première instance, le ministère public et l'inculpé ou son avocat sont entendus en leurs explications orales.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Point 3° - Article 637 du Code de procédure pénale**

#### Commentaire

Il est proposé de redresser une erreur matérielle dans le cadre d'un renvoi à un article du Code pénal. Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Article 2 du projet de loi – modification du Code de procédure civile**

#### **Point unique - modification de l'article 1017-8 Code de procédure civile**

### Commentaire

Dans le cadre de l'intervention de la Justice en cas de violences domestiques, l'article sous rubrique a pour objet de redresser une erreur matérielle, qui s'est produite lors de la modification de l'article 1017-8 du Nouveau Code de procédure civile par l'article 5, point 12 de la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale (ci-après la « *loi du 27 juin 2018* »). Tel qu'indiqué au commentaire de l'article 5, point 12 de la loi du 27 juin 2018, le but de la modification de l'article 1017-8 du Nouveau Code de procédure civile était de remplacer les termes « *président du tribunal d'arrondissement* » par les termes « *juge aux affaires familiales* ». Or, lors de cette modification, les termes « ou a cohabité » qui figuraient à la première phrase de l'article 1017-8, à la suite des termes « *d'agresser une personne avec laquelle elle cohabite* », ont été supprimés par inadvertance.

Le texte proposé vise à réintroduire les termes « *ou a cohabité* » à la première phrase de l'article 1017-8 du Nouveau Code de procédure civile.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat fait observer que le libellé proposé « [...] *permet d'étendre le champ d'application de l'intervention de la justice en cas de violences domestiques aux hypothèses où la cohabitation a déjà pris fin* ». Il n'appelle pas d'observation particulière de la part de la Haute Corporation.

### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### Article 3 du projet de loi – modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

**Point 1° (Point 3° de l'article 33 selon le libellé proposé par le Conseil d'Etat) - modification de l'article 33 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire**

### Commentaire

Le projet de loi vise à adapter l'article 33 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, qui détermine la composition de la Cour supérieure de justice. Depuis le 16 septembre 2018, les effectifs de la Cour supérieure de justice se trouvent renforcés de deux postes supplémentaires, à savoir un conseiller à la Cour de cassation et un premier avocat général, postes créés par la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature. La modification proposée a pour objet de réajuster le plan pluriannuel de recrutement et de garantir que la Cour supérieure de justice comporte également, à partir du 16 septembre 2019, quatre conseillers à la Cour de cassation et cinq premiers avocats généraux.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé. A noter que la Commission de la Justice fait sienne la proposition de texte formulée par le Conseil d'Etat et qui vise à reformuler l'article 3 du projet de loi.

### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Point 2° (Point 6° selon le libellé proposé par le Conseil d'Etat) - modification de l'article 35 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire**

#### Commentaire

Le texte de l'article 35 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire sera adapté afin de tenir compte de la récente création d'un quatrième poste de conseiller à la Cour de cassation. La possibilité de compléter la Cour de cassation par un magistrat de la Cour d'appel sera maintenue pour le cas où un magistrat de la Cour de cassation sera empêché de siéger.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé. Il signale toutefois que « [...] cette modification, qui porte sur la composition de la Cour de cassation, devrait intervenir avec effet rétroactif au 16 septembre 2018, étant donné que l'augmentation du nombre des conseillers à la Cour de cassation, prévue par l'article 33 de la loi précitée du 7 mars 1980, tel que modifié par l'article II de la loi précitée du 27 juin 2017, est intervenue avec effet au 16 septembre 2018. Il s'agira de rétablir un parallélisme des textes en ce qui concerne la composition de la Cour de cassation et la composition de la Cour supérieure de justice à partir du 16 septembre 2018 et d'éliminer une erreur matérielle manifeste dont est entaché le texte actuel ». Quant à la terminologie employée, le Conseil d'Etat préconise un maintien de la terminologie actuelle et de retenir le concept de « conseiller ».

A noter que la Commission de la Justice fait sienne la proposition de texte formulée par le Conseil d'Etat et qui vise à reformuler l'article 3 du projet de loi.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Point 3° (Point 7° selon le libellé proposé par le Conseil d'Etat) - modification de l'article 39 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire**

#### Commentaire

Le point 3° vise à réintroduire le paragraphe 8 de l'article 39, qui a été supprimé, par erreur, à travers la modification de l'article 39 par la loi précitée du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales. Par voie d'amendement gouvernemental du 1<sup>er</sup> mars 2019, il a été proposé d'aligner le projet de loi sur les dispositions modificatives issues de la loi du 8 août 2018 (publiée au Journal officiel N° 795 du 12 septembre 2018) exigeant que les chambres criminelles auprès de la Cour d'appel siègent au nombre de trois magistrats.

Le projet de loi tel qu'amendé vise à conserver une composition à trois magistrats. Il est précisé que l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice désignera non seulement les présidents des chambres criminelles, mais également les autres membres de celles-ci.

Par voie d'amendement gouvernemental du 29 mars 2019, il a été proposé de mettre en évidence la pluralité des chambres criminelles auprès de la Cour d'appel. Au niveau du paragraphe 4, il est proposé de reprendre tel quel le texte résultant de l'article III de la loi du 8 août 2018 (publiée au Journal officiel N° 795 du 12 septembre 2018), qui a introduit une



composition à trois magistrats pour les chambres criminelles. Au niveau du paragraphe 5, le texte utilise le pluriel lors de la désignation de ces chambres.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé. A noter que la Commission de la Justice fait sienne la proposition de texte formulée par le Conseil d'Etat et qui vise à reformuler l'article 3 du projet de loi.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Point 4° (Point 8° selon le libellé proposé par le Conseil d'Etat) - modification de l'article 74-1 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire**

#### Commentaire

Le projet de loi vise à amender l'article 74-1 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire. Au niveau de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le texte proposé vise à rectifier un renvoi, alors que les missions de la Cellule de renseignement financier (ci-après « CRF ») sont définies par les dispositions des articles 74-2 à 74-7 de cette législation.

Au niveau de l'alinéa 2, un poste de substitut sera transformé en poste de premier substitut, tout en maintenant inchangé le nombre total de magistrats composant la CRF, qui restera donc fixée à six.

Au niveau de l'alinéa 3, le projet de loi prévoit que le remplacement du directeur de la CRF sera assuré par les trois premiers substituts suivant leur rang d'ancienneté et que ceux-ci seront autorisés à porter le titre de directeur adjoint de la CRF.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé. A noter que la Commission de la Justice fait sienne la proposition de texte formulée par le Conseil d'Etat et qui vise à reformuler l'article 3 du projet de loi.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Point 5° (Point 9° selon le libellé proposé par le Conseil d'Etat) - modification de l'article 74-5 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire**

#### Commentaire

A l'article 74-5, paragraphe 1<sup>er</sup>, il est proposé de rectifier un renvoi inexact à une disposition visant la Cellule de renseignement financier (CRF).

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé. A noter que la Commission de la Justice fait sienne la proposition de texte formulée par le Conseil d'Etat et qui vise à reformuler l'article 3 du projet de loi.

### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Point 6° (Point 10° selon le libellé proposé par le Conseil d'Etat) - modification de l'article 74-5 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire**

#### Commentaire

Dans un souci d'équité, il est proposé d'adapter l'article 181 de la législation sur l'organisation judiciaire en attribuant une prime d'astreinte aux membres de la magistrature et du personnel de la justice, qui sont obligés d'assurer un service de permanence. Vu que les magistrats siégeants à la chambre de l'application des peines bénéficient aujourd'hui d'une prime d'astreinte, il est proposé d'allouer cette prime non seulement aux magistrats représentant le ministère public auprès de la chambre de l'application des peines, mais également aux fonctionnaires et employés de l'État assurant le greffe respectivement le secrétariat du ministère public auprès de cette chambre. À l'instar des fonctionnaires du greffe des cabinets d'instruction qui bénéficient d'ores et déjà d'une prime d'astreinte, les employés de l'État affectés à ce greffe bénéficieront également d'une telle prime sous l'empire de la future législation.

Par voie d'amendement gouvernemental du 1<sup>er</sup> mars 2019, il est proposé d'adapter l'article 181 de la loi prémentionnée, afin de garantir un statu quo au niveau de l'indemnisation du magistrat du Parquet général délégué à l'exécution des peines.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat signale que la disposition proposée par voie d'amendement risque de créer une « [...] *divergence entre le régime prévu par la loi en projet et le libellé de l'article 34 de la loi précitée du 7 mars 1980, tel que ce dernier résulte de l'article III de la loi du 20 juillet 2018 sur l'exécution des peines*<sup>7</sup>. Aux termes de cet article 34, « [l]e procureur général d'État peut déléguer un membre de son parquet et, en cas de besoin, un membre de l'un des parquets auprès des tribunaux d'arrondissement à l'exécution des peines, telle que prévue aux articles 669 et suivants du Code de procédure pénale ». Si le procureur général d'État entend déléguer un membre d'un des deux parquets auprès des tribunaux d'arrondissement, ces magistrats ne toucheront pas l'indemnité. L'amendement n° 7 du 1<sup>er</sup> mars 2019 procède encore à la suppression implicite du point 5 du projet de loi initial, aux termes duquel les nouvelles primes d'astreinte sont allouées aux bénéficiaires à partir du 16 septembre 2018. Le Conseil d'État reviendra sur cette question à l'occasion du nouvel article 7, tel qu'il résulte des amendements des 1<sup>er</sup> et 29 mars 2019 ».

Le Conseil d'Etat, dans son avis prémentionné, soumet aux membres de la Commission de la Justice un libellé reformulé de l'article 3 du projet de loi. La Commission de la Justice fait sienne cette proposition de texte.

### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

## **Article 4 du projet de loi – modification de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse**

### **Article 11**

#### **Commentaire**

L'article sous rubrique a pour objet de redresser une erreur matérielle, qui s'est produite lors de la modification de l'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse par l'article 11 de la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale (ci-après la « *loi du 27 juin 2018* »).

A noter que la loi prémentionnée a fusionné les alinéas 3 et 4 de l'ancien article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, ce qui a entraîné la suppression, par mégarde, de parties de phrases figurant précédemment à ces deux alinéas.

Il est donc proposé de redresser cette erreur et de rétablir l'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse dans sa version antérieure à la loi du 27 juin 2018 avec, comme seule modification, le remplacement des termes « *juge des tutelles* » par les termes « *juge aux affaires familiales* ».

Il est précisé que cette modification ne remet aucunement en cause le projet de loi 7276<sup>1</sup> instituant un régime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, mais vise uniquement à redresser une erreur matérielle au niveau de l'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, telle qu'elle reste en vigueur en attendant le vote du projet de loi n° 7276.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec ce redressement, tout en insistant « [...] *sur la nécessité de respecter une cohérence des nouveaux dispositifs légaux à intervenir* ».

#### **Echange de vues**

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

## **Article 5 du projet de loi – modification de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État**

### **Article 11bis, paragraphe 4, alinéa 2**

#### **Commentaire**

Au niveau de l'article 11bis de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État, il est proposé de redresser une erreur matérielle au niveau de la numérotation de la réglementation européenne en matière de protection des données à caractère personnel.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé.

---

<sup>1</sup> Projet de loi instituant un régime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

## **Article 6 du projet de loi – modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice**

### **Article 15**

#### **Commentaire**

Il est proposé de modifier l'article 15 de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice, qui régit la composition et le fonctionnement de la commission du recrutement et de la formation des attachés de justice.

Une adaptation de cet article 15 se justifie comme suit : La charge de travail incombant à la commission du recrutement et de la formation des attachés de justice, s'est accrue au cours des dernières années judiciaires en raison de l'augmentation du nombre des recrutements dans la magistrature. Actuellement, l'arrondissement judiciaire de Diekirch n'est pas représenté au sein de ladite commission, alors que des attachés de justice sont formés au sein du tribunal d'arrondissement de Diekirch et de son parquet.

Dès lors, le projet de loi amendé vise à élargir la composition de cette commission. Le président du tribunal d'arrondissement de Diekirch et le procureur d'État près de ce tribunal seront membres effectifs de la commission (paragraphe 2). Ceux-ci désigneront chacun un membre suppléant (paragraphe 3). Sous l'empire de la nouvelle législation, la commission fonctionnera donc à neuf membres effectifs et à neuf membres suppléants. Enfin, le quorum de la commission sera fixé à cinq membres (paragraphe 5).

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat marque son accord avec le libellé proposé.

#### **Echange de vues**

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

## **Article 7 - modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire**

### **Article 181, paragraphes 1<sup>er</sup> et 2**

#### **Commentaire**

L'article 7 du projet de loi a été introduit dans le projet de loi suite aux amendements gouvernementaux et entend régir l'entrée en vigueur rétroactive de la prime d'astreinte.

Dans son avis du 5 avril 2019, le Conseil d'Etat souligne « [...] que le projet de loi sous avis ne contient aucune disposition sur la rétroactivité de l'indemnité spéciale au profit du magistrat du Parquet général délégué à l'exécution des peines. Cette indemnité avait été prévue dans la loi du 20 juillet 2018 sur l'exécution des peines<sup>2</sup>. Or, la loi du 10 août 2018 portant organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF)<sup>3</sup> a modifié, dans son article II,

---

<sup>2</sup> Loi du 20 juillet 2018 modifiant :

1° le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines ;

2° le Code pénal ;

3° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; et

4° la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

<sup>3</sup> Loi du 10 août 2018 modifiant :

point 3), l'article 181 de la loi précitée du 7 mars 1980, en remplaçant, par erreur, les termes « délégué à l'exécution des peines » par les termes « délégué [...] pour la surveillance des établissements pénitentiaires », fonction supprimée par la loi du 20 juillet 2018 sur l'exécution des peines. Cela signifie que la prime a été versée en conformité avec le dispositif légal entre le 15 septembre 2018, date d'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 2018 sur l'exécution des peines<sup>11</sup> et la date du 31 octobre 2018, veille de la date d'entrée en vigueur de la loi du 10 août 2018 portant organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF) et réintroduisant le concept erroné de « délégué à la surveillance des établissements pénitentiaires » ».

Au vu des développements ci-dessus, le Conseil d'Etat fait observer que « [p]our donner une base légale à la poursuite du versement de l'indemnité après le 1<sup>er</sup> novembre 2018, un effet rétroactif à cette date devrait être prévu pour l'octroi de l'indemnité ».

### Echange de vues

- ❖ Monsieur Gilles Roth signale qu'il peut marquer son accord avec le libellé proposé et il donne à considérer que le Conseil d'Etat semble avoir opéré un revirement de sa position traditionnelle au sujet de la rétroactivité de primes d'astreintes. L'orateur souligne que le Conseil d'Etat, ainsi que les juridictions administratives, n'ont guère approuvé dans le passé le paiement rétroactif de primes de natures diverses au bénéfice de certains fonctionnaires et employés étatiques et communaux.

L'orateur rappelle qu'une prime d'astreinte est accordée à certains agents étatiques en raison de la continuité de service à assurer. Certains magistrats, tels que les juges d'instruction, bénéficient déjà d'une prime d'astreinte, de sorte qu'il y a lieu de s'interroger si la loi en projet entend procéder à une extension des primes à accorder aux magistrats et fonctionnaires de l'administration judiciaire. Quant aux coûts liés aux primes, l'orateur renvoie à la fiche financière annexé au projet de loi et aux montants y indiqués. L'orateur s'interroge si le paiement de la prime prémentionnée figure déjà dans les montants affichés dans le projet de loi.

A noter également que le législateur créera un précédent par le paiement rétroactif de primes qui pourrait servir de référence pour des revendications futures de différents groupes d'intérêts.

L'expert gouvernemental explique que la disposition existante attribuant aux membres de la magistrature et au personnel de la Justice une prime d'astreinte, devra être réadaptée suite aux modifications législatives récentes. Il est proposé de clarifier que ces primes sont payées aux magistrats et fonctionnaires concernés, dès leur entrée en fonction auprès de la chambre de l'application des peines. Cette juridiction a été créée en 2018 par la réforme portant sur l'exécution des peines.

Quant aux montants affichés dans la fiche financière qui fait partie intégrante du projet de loi, il y a lieu de signaler que ne sont pas uniquement y mentionnés les magistrats visés par l'article 181 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire.

- ❖ Monsieur Alex Bodry estime qu'on ne saurait parler dans ce cas de figure d'un précédent proprement dit. Les personnes visées par l'article 181 de la loi prémentionnée ont pu bénéficier

---

<sup>1°</sup> le Code de procédure pénale ;

<sup>2°</sup> la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

<sup>3°</sup> la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

<sup>4°</sup> la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat

afin de porter organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF).

de ladite prime dans le passé et suite à une modification législative, le bénéfice de ladite prime a été remis en cause par erreur. Ainsi, le législateur entend remédier à une situation jugée inéquitable.

- ❖ Monsieur Charles Marque constate qu'un consensus sur la création d'une base légale au versement rétroactif de l'indemnité visée par l'article sous rubrique semble exister parmi les membres de la Commission de la Justice. L'orateur préconise l'adoption d'un amendement parlementaire à ce sujet lors d'une prochaine réunion.
- ❖ Monsieur Guy Arendt souhaite savoir si le projet de loi sous rubrique pourra entrer en vigueur pour la prochaine rentrée judiciaire.

L'expert gouvernemental se montre confiant que le projet de loi sous rubrique pourra être voté prochainement par la Chambre des Députés.

Décision : lors d'une prochaine réunion, un amendement parlementaire sera adopté qui visera à créer une base légale à la poursuite du versement de l'indemnité allouée au délégué du procureur général d'État à l'exécution des peines après le 1er novembre 2018. En d'autres termes, un effet rétroactif à cette date est prévu pour l'octroi de cette indemnité.

- 2. 7425    Projet de loi sur les armes et munitions et portant : 1° transposition de la directive (UE) 2017/853 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes ; 2° modification du Code pénal, et 3° abrogation de la loi du 20 avril 1881 concernant le transport et le commerce des matières explosives**

### **Continuation de l'examen des articles**

#### **Article 31 - Permis de port d'armes professionnels**

##### Commentaire

Cet article est une disposition nouvelle par rapport à la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions. Il vise à prévoir certaines modalités du « motif reconnu valable » visé à l'article 22, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1<sup>o</sup>, du présent projet de loi pour les personnes qui exercent une mission de sécurité consistant à protéger des personnes exposées à des risques particuliers.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article prévoit des dispositions générales au sujet de ces permis de port d'armes. Par « *profession de sécurité réglementée* » sont visés les agents de gardiennage au sens de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance, à l'exclusion, notamment, des détectives privés.

Le paragraphe 2 prévoit les armes de la catégorie B qui peuvent être inscrites sur un permis de port d'armes de cette catégorie.

Le paragraphe 3 concerne l'hypothèse spécifique des agents de sécurité qui se rendent au Luxembourg pour une courte durée, en règle générale 2 à 3 jours, afin d'accompagner des personnes haut placés qui sont exposés à des risques particuliers. Le cas le plus fréquent est celui des conseils des Ministres de l'Union européenne qui ont régulièrement lieu au Luxembourg, notamment au « *European Conference Center Luxembourg* » au Kirchberg.

Le paragraphe 4 propose de prévoir une exception au principe que sur un permis de port d'armes les armes autorisées y sont inscrites individuellement. En effet, les entreprises de gardiennage qui exercent cumulativement les 3 missions y visées disposent, en règle générale, d'un nombre d'armes qui dépasse le nombre d'armes pouvant être inscrites sur un permis de port d'armes. Afin de ne pas contraindre ces entreprises de répartir leurs armes sur les permis de port d'armes de leurs agents, avec tous les inconvénients qui pourraient en résulter, les permis de port d'armes de ces agents sont pourvus d'une mention plus générale. Pour le surplus, ces entreprises sont tenues de désigner parmi leur personnel une personne responsable qui est titulaire d'une autorisation de détention sur laquelle toutes les armes de service de l'entreprise sont reprises en détail, de sorte que les dispositions de la loi en projet en ce qui le traçage des armes sont néanmoins respectées.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Article 32 - Permis de port d'armes délivrés à des fins historiques, culturelles ou sportives**

#### Commentaire

Cet article est une disposition nouvelle par rapport à la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions et concerne le « motif reconnu valable » visé à l'article 22, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1<sup>o</sup>, du présent projet de loi.

L'hypothèse en question n'est pas des plus fréquentes mais néanmoins régulière, et étant donné que ces événements ne constituent pas un risque de sécurité publique particulier, ces demandes ont dans le passé été autorisées, avec les conditions et restrictions que le présent projet de loi propose d'inscrire dans la loi en projet.

#### Echange de vues

- ❖ Monsieur Charles Margue s'interroge si un tel permis de port d'armes peut être délivré pour des manifestations récurrentes ou occasionnelles, au cours desquelles des armes historiques sont utilisées à des fins de démonstration.

Le représentant du ministère de la Justice confirme qu'un tel permis de port d'armes peut être délivré pour des événements récurrents ou occasionnels. A titre d'exemple, l'orateur renvoie aux fêtes médiévales ou encore aux reconstitutions de batailles historiques, au sein desquelles des armes sont utilisées.

- ❖ Monsieur Guy Arendt souhaite savoir à qui incombe la charge de demander une telle autorisation, en cas d'organisation d'une manifestation au sein de laquelle des armes historiques sont utilisées à des fins de spectacle.

Le représentant du ministère de la Justice explique que le libellé est accordé une certaine flexibilité en la matière. Le paragraphe 1<sup>er</sup> précise qu'une autorisation peut être délivrée à une personne responsable qui peut remettre les armes autorisées momentanément à d'autres participants de ces événements qui ne sont pas titulaires d'une autorisation personnelle.

### **Article 33 - Autorisations de détention d'armes et munitions**

### Commentaire

Cet article est une disposition nouvelle par rapport à la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions et concerne le « motif reconnu valable », visé à l'article 22, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1<sup>o</sup>, du présent projet de loi, en ce qui concerne plus précisément les autorisations de détention d'armes.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> prévoit ainsi les différents cas de figure qui permettent de reconnaître le motif avancé par le demandeur comme valable. Il s'agit en l'occurrence des 5 cas de figure avec qui le Service des armes prohibées a été confronté au cours des dernières années.

Le paragraphe 2 prévoit ensuite quelques dispositions particulières concernant les munitions des armes qui figurent sur une autorisation de détention d'armes délivrée sur base du motif de la collection. Il s'agit en l'occurrence de la solution contraire à celle actuellement prévue à l'article 5, alinéa 3, de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions pour autant que les autorisations de détention d'armes sont concernées. La pratique a en effet montré qu'il n'est pas approprié d'accorder, en ce qui concerne les munitions, les mêmes droits aux titulaires d'une autorisation de détention d'armes qu'aux titulaires d'un permis de port d'armes, alors que, précisément, une autorisation de détention d'armes n'autorise pas son titulaire à faire usage des armes figurant sur l'autorisation de détention d'armes.

Le Service des armes prohibées a d'ailleurs été confronté à plusieurs cas au cours des dernières années, où des titulaires d'une autorisation de détention d'armes disposaient de munitions et ont fait usage de leurs armes à feu sur leur propriété privée, parfois à l'intérieur d'une agglomération et à proximité d'autres habitations. La disposition sous examen vise donc à contribuer à empêcher ce genre d'incidents dangereux de se produire.

### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

## **Article 34 - Autorisations d'acquisition d'armes et de munitions**

### Commentaire

Il s'agit en l'occurrence d'une disposition nouvelle par rapport à la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions et elle prévoit de faire inscrire dans la loi en projet certaines dispositions qui, actuellement, font partie de la pratique administrative, à l'exception de la dernière phrase qui constitue en quelque sorte la reprise de l'article 24 de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions.

### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

## **Article 35 - Autorisations de transport d'armes et de munitions**

### Commentaire



Cet article propose des dispositions nouvelles par rapport à la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions et il prévoit de faire inscrire dans la loi en projet certaines dispositions qui, actuellement, font partie de la pratique administrative.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Article 36 - Remise d'armes entre particuliers**

#### Commentaire

Cet article propose des dispositions nouvelles par rapport à la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions et il prévoit certaines modalités de contrôle dans le cas de vente d'armes entre particuliers, dans le même ordre d'idées que les dispositions de l'article 18 du présent projet de loi en cas de vente d'armes et de munitions d'un armurier à un particulier. Or, au vu de la fréquence relativement importante de vente d'armes entre particuliers, il est indiqué d'introduire ces modalités de contrôle également dans ce cas de figure.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Article 37 - Stockage et mesures de sécurité relatives aux armes et munitions des particuliers**

#### Commentaire

Cet article prévoit des dispositions nouvelles par rapport à la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions et propose de transposer l'article 5bis de la directive 2017/853. Il s'inspire, à cette fin, des dispositions de la loi belge du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes et de ses arrêtés d'exécution y afférentes.

Les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 prévoient le détail des modalités de stockage des armes et munitions.

Le paragraphe 3 prévoit certaines modalités concernant l'exposition des armes à domicile, hypothèse également prévue en droit belge. Il s'agit d'un cas de figure qui existe également au Luxembourg.

Le paragraphe 4 vise à couvrir le cas de figure où un particulier entend conserver des armes non pas, ou pas exclusivement, à son domicile ou sa résidence principale, mais également à sa résidence secondaire.

Le paragraphe 5 reflète la pratique administrative actuelle et constitue une application des réquisitions prévues aux articles 27 et suivants de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale. Etant donné que l'article 27 requiert qu'une autorisation doit être prévue par la loi et que, suivant l'article 28, l'autorité requérante doit indiquer la base légale de la réquisition, il est nécessaire d'inscrire cette modalité dans la loi en projet.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Article 38 - Transferts définitifs**

#### Commentaire

Cet article reprend l'article 22-1 de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions et ne requiert pas d'observations particulières.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Article 39 - Dispositions particulières aux transferts effectués entre armuriers**

#### Commentaire

Cet article reprend l'article 22-2 de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions et ne requiert pas d'observations particulières.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Article 40 - Transferts temporaires effectués vers un autre Etat membre**

#### Commentaire

Cet article reprend l'article 22-3 de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions et propose, par son paragraphe 2, alinéa 2, de transposer l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 3, de la directive n° 91/477/CEE.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Article 41 - Transferts temporaires effectués vers le Luxembourg**

#### Commentaire

Cet article reprend l'article 22-4 de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions et ne requiert pas d'observations particulières.

## Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

## **Article 42 - Exportations vers des Etats tiers par rapport à l'Union européenne**

### Commentaire

Cet article vise à mettre en œuvre certaines dispositions du règlement (UE) n° 258/2012 qui concernent les opérations d'importation et d'exportation d'armes civiles.

A noter que les dispositions du règlement (UE) n° 258/2012 ont été mises en œuvre depuis son entrée en vigueur sans difficultés par le Service des armes prohibées sur base de la pratique administrative, alors qu'il ne faisait aucun doute que les armes visées à l'annexe I du règlement (UE) n° 258/2012 correspondent aux armes visées à la catégorie II de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions. Le nombre relativement faible d'exportations d'armes du Luxembourg vers un Etat tiers, qui ne dépasse en règle générale pas la demi-douzaine par an, a contribué à une application sans difficultés des dispositions du règlement (UE) n° 258/2012. Toutefois, pour des raisons de transparence et de sécurité juridique, il est proposé d'inscrire ces dispositions dans la loi en projet.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> confère au Ministre de la Justice la compétence pour les décisions à prendre concernant les autorisations à délivrer en application du règlement (UE) n° 258/2012.

Le paragraphe 2 constitue une procédure qui vise à régler un cas de figure similaire à celui visé par l'article 15 de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations, mais avec une procédure plus légère, eu égard aux différences entre les deux cas de figure. En effet, le règlement (UE) n° 258/2012, et donc également l'article sous examen, concernent des armes dites « civiles », c'est-à-dire des armes qui n'ont pas été conçues à des fins militaires. Une exportation d'armes de ce genre vers des Etats tiers n'est donc pas susceptible, en règle générale, d'avoir des répercussions potentielles en termes de politique étrangère.

Cependant, deux exemples permettent d'illustrer que certains aspects pourraient faire surgir une question de politique étrangère. Le premier exemple est celui de l'exportation de 50 pistolets de la catégorie B.19 d'un armurier luxembourgeois vers un armurier canadien ou brésilien. Dans ce cas, il est évident qu'il est difficile d'imaginer comment cette exportation puisse avoir des répercussions sur la politique étrangère du Luxembourg. En revanche, deuxième exemple, l'exportation de 15.000 exemplaires du même pistolet destinés à équiper la garde prétorienne d'un dictateur du tiers monde qui a comme habitude d'utiliser sa garde prétorienne pour réprimer la liberté d'expression dans son pays est une hypothèse qui, sans aucun doute, concerne la politique étrangère du Luxembourg, d'où l'intérêt que, dans ce cas, le Ministre de la Justice soit tenu d'entendre en son avis le Ministre ayant la politique étrangère dans ses attributions.

Les paragraphes 3 et 4 prévoient ensuite quelques modalités spécifiques de mise en œuvre du règlement (UE) n° 258/2012.

Les paragraphes 5 et 6 prévoient les modalités de mise en œuvre du règlement (UE) n° 258/2012 en cas d'interdictions ou de mesures de sanctions prises au niveau international à l'égard, notamment, de pays ou de personnes déterminés. A noter que le paragraphe 6 prévoit en quelque sorte une publication « *par défaut* » de ces instruments internationaux par le

Ministre de la Justice, s'ils n'ont pas encore été publiés sur base d'une autre disposition légale nationale. Etant donné que ces instruments internationaux ne se limitent jamais aux armes civiles mais concernent toujours tous les aspects économiques et financiers en relation avec ces pays ou ces personnes, il est en effet fort probable que ces instruments internationaux ont déjà fait l'objet d'une publication, notamment, en application de l'article 4 de la loi du 27 octobre 2010 relative à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives en matière financière à l'encontre de certaines personnes, entités et groupes dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, ou encore en application de l'article 20, paragraphe 3, de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations. Par conséquent, ce n'est qu'à défaut d'une publication sur base de ces dispositions que le paragraphe 6 du présent projet de loi trouverait application.

Le paragraphe 7 vise à mettre en œuvre les dispositions de l'article 7, paragraphe 1<sup>er</sup>, point b), et paragraphe 3 du règlement (UE) n° 258/2012.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Article 43 - Exportations temporaires**

#### Commentaire

Cet article vise à transposer l'article 9, paragraphe 1<sup>er</sup>, point b), alinéa 2, du règlement (UE) n° 258/2012.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Article 44 - Réexportations suite à une importation temporaire**

#### Commentaire

Cet article vise à transposer les dispositions du règlement (UE) n° 258/2012 mentionnées par l'article lui-même.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Article 45 - Exportations temporaires et réimportation**

#### Commentaire

Cet article vise à transposer les dispositions du règlement (UE) n° 258/2012 mentionnées par l'article lui-même.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Article 46 - Importations vers le Luxembourg**

#### Commentaire

Cet article est une disposition générale qui vise à clarifier que les dispositions de la future loi en projet sont applicables aux importations des armes et munitions qui relèvent de son champ d'application.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Article 47 - Identification des armes et des personnes concernées**

#### Commentaire

Cet article reprend l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions en y ajoutant l'obligation d'être muni d'une pièce d'identité en cas de port et/ou de transport d'armes et de munitions en dehors du domicile ou de la résidence habituelle.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

### **Article 48 - Information de la Police grand-ducale**

#### Commentaire

Cet article est une disposition nouvelle par rapport à la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions. Etant donné que la disponibilité des informations visées dans les meilleurs délais est indispensable afin que les services publics concernés puissent exécuter leurs missions légales de la meilleure façon possible, il paraît indiqué d'insérer cette disposition dans la loi en projet.

#### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

## **Article 49 - Information du Ministre par la Police grand-ducale**

### **Commentaire**

Cet article est une disposition nouvelle par rapport à la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions et vise également, à l'instar de l'article précédent, à améliorer le flux d'information entre les différents services publics compétents afin d'assurer une bonne application de la loi en projet. La mise en œuvre de cet article est possible par le biais de l'article 48-24 du Code de procédure pénale en matière de police judiciaire et par l'article 43 de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale en matière de police administrative, qui accordent à la Police grand-ducale un accès au fichier des armes du Service des armes prohibées.

Le paragraphe 2 vise à préciser que la transmission du procès-verbal ou du rapport en cause n'est possible que conformément aux dispositions expressément citées, alors qu'il faut, en tout état de cause, éviter de compromettre une instruction pénale en cours par une transmission prématurée d'informations au Ministre de la Justice qui ne serait pas autorisée ou du moins avalisée par les autorités judiciaires compétentes.

### **Echange de vues**

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

## **Article 50 - Information du Ministre par d'autres agents publics**

### **Commentaire**

Cet article est une nouvelle disposition par rapport à la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions et vise, à l'instar des articles 48 et 49 de la loi en projet, à améliorer le flux d'information entre les services publics compétents afin qu'ils puissent remplir aussi bien et aussi rapidement que possible.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> fonctionne déjà sur base d'une pratique administrative, de sorte que la création de cette disposition ne devrait pas poser problème.

Le paragraphe 2 est un complément par rapport au paragraphe 1<sup>er</sup>, alors que ce genre de décisions peut poser exactement le même problème que des décisions de condamnation.

Le paragraphe 3 vise à mettre un terme à une situation qui a été constatée dans le passé à plusieurs reprises, à savoir que le Service des armes prohibées n'a été informé dans certains cas que très tardivement, parfois seulement après plusieurs mois, d'une telle situation, à un moment où des armes avaient déjà disparues. En revanche, dans les cas où le Service des armes prohibées a été informé en temps utile, des consignes, surtout temporaires, ont pu être données qui ont permis de régler ces situations sans risque pour la sécurité publique et sans pour autant toucher les droits civils des personnes concernées.

### **Echange de vues**

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

## **Article 51 - Contrôles effectués par la Police grand-ducale**

### Commentaire

Cet article est une disposition nouvelle par rapport à la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions et s'inspire très étroitement de dispositions similaires prévues par d'autres législations, comme par exemple la loi du 21 juillet 2012 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n° 2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne, ou la loi du 21 juillet 2012 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n° 995/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché<sup>4</sup>, ou encore la loi du 5 juin 2014 a. concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n° 649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux, b. abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n° 689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux<sup>5</sup>.

### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

## **Article 52 - Contrôles effectués par l'Administration des douanes et accises**

### Commentaire

Cet article vise à conférer certains pouvoirs de contrôle aux agents de l'Administration des douanes et accises en raison du règlement (UE) n° 258/2012 et des dispositions du présent projet de loi y afférentes.

Les dispositions des paragraphes 1<sup>er</sup> à 5 prévoient en ce sens des dispositions qui figurent déjà dans d'autres lois ayant la même finalité.

Dans le même ordre d'idées, les paragraphes 6 et 7 confèrent aux agents de l'Administration des douanes et accises un accès informatique direct similaire à celui dont dispose déjà la Police grand-ducale sur base de l'article 43 de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, afin que l'Administration des douanes et accises puisse exercer ses missions de contrôle, en ce qui concerne l'exportation d'armes, dans les mêmes conditions que la Police grand-ducale exerce les siennes par rapport aux autres dispositions de la loi en projet.

### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

---

<sup>4</sup> Les deux lois du 21 juillet 2012 ayant été publiées au Mémorial A n° 155 du 27 juillet 2012.

<sup>5</sup> Loi publiée au Mémorial A n° 101 du 13 juin 2014

## **Article 53 - Obligation de coopération des personnes concernées**

### Commentaire

Cet article est une disposition nouvelle par rapport à la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions et vise à faciliter les opérations de contrôle effectuées par la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises.

### Echange de vues

- ❖ Monsieur Alex Bodry regarde d'un œil critique la disposition proposée par l'article sous rubrique et s'interroge sur la conformité de celle-ci avec le principe de légalité des peines. L'orateur rappelle que les crimes et délits doivent être légalement définis avec clarté et précision, ainsi que les peines qui leur sont applicables. Or, en l'espèce, il s'agit d'une obligation formulée de manière vague. L'orateur estime que le Conseil d'Etat s'opposera à une telle disposition.

Le représentant du ministère de la Justice explique que la disposition actuelle a été insérée dans la loi en projet, suite aux expériences recueillies par les acteurs du terrain. En effet, la loi actuelle ne connaît pas une telle obligation, ce qui risque de rendre le travail des agents investis de la force publique particulièrement épineux.

Monsieur Alex Bodry prend acte de ces explications. L'orateur signale cependant qu'il marque ses réticences quant au libellé proposé et juge plus opportun de conférer des droits et obligations clairs aux officiers de la police judiciaire qui sont tenus d'exécuter les dispositions de la future loi. Le délit d'entrave à la justice<sup>6</sup> qui sanctionne le fait de faire sciemment obstacle à la manifestation de la vérité existe déjà au sein de l'arsenal législatif, de sorte que l'orateur s'interroge sur la nécessité de l'insertion d'une obligation de coopération dans la loi sous rubrique.

## **Article 54 - Infractions relatives à la chasse**

### Commentaire

Le paragraphe 1<sup>er</sup> reprend le principe des dispositions de l'article 27, alinéa 2, de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions, tout en étendant le cercle des agents publics compétents pour constater les infractions au permis de port d'armes de chasse et au permis de chasser, afin de prévoir au sein du présent projet de loi les mêmes compétences que celles visées à l'article 78 de la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse. Il est en outre proposé que les officiers, agents et fonctionnaires visés peuvent, en cas de constatation d'une infraction, saisir les armes et munitions en cause et les remettre à l'armurerie de la Police grand-ducale, alors que toutes les armes et munitions saisies en cas d'infraction sont d'ores et déjà gardées à l'armurerie de la Police grand-ducale.

Les paragraphes 2 et 3 reprennent ensuite la même idée que l'article 19 du présent projet de loi qui visent à assurer que le Service des armes prohibées dispose aussi rapidement que possible des informations nécessaires afin que les mesures puissent être prises, tout en évitant de compromettre une éventuelle instruction pénale déclenchée pour les faits en cause.

---

<sup>6</sup> cf. Article 141 du Code pénal



## Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

## **Article 55 - Fermeture en cas d'atteinte à la sécurité publique**

### Commentaire

Cet article reprend l'article 15 de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions, en procédant seulement à quelques adaptations terminologiques.

## Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

## **Article 56 - Interdictions**

### Commentaire

Cet article est une disposition nouvelle qui prévoit, en son paragraphe 1<sup>er</sup>, certaines interdictions particulières en relation avec des armes et munitions qui, au vu de l'expérience du Service des armes prohibées des dernières années, sont indiquées.

Le point 7<sup>o</sup> du paragraphe 1<sup>er</sup> vise plus particulièrement à interdire la manipulation d'armes sous l'emprise d'alcool. Il paraît en effet surprenant que la conduite d'un véhicule sur la voie publique sous l'emprise de l'alcool est interdite et punie, tandis que cela n'est actuellement pas le cas en ce qui concerne la manipulation d'armes. Au vu de la similarité des deux situations, il est proposé de prévoir, pour la manipulation d'armes, le même seuil d'alcoolémie et également la même sanction que dans le cadre de la circulation routière.

Le paragraphe 2 est une disposition générale d'interdiction de faire usage d'armes à feu sur le territoire du Luxembourg, sauf dans les cas ou dans des lieux où un tel usage est autorisé par la loi. Parmi les cas de figure autorisés figurent principalement la chasse et le tir sportif et l'usage d'une arme à feu dans les conditions de la légitime défense au sens des articles 416 et 417 du Code pénal.

Il convient de préciser qu'à l'heure actuelle, une telle interdiction n'est pas prévue par la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions, et la seule disposition tant soit peu y similaire est l'Ordonnance du 25 juin 1814 du directeur de la police défendant le tir dans l'intérieur des localités. Etant donné que cette disposition n'est plus adaptée aux besoins actuels, tant par son champ d'application que par sa formulation, il est proposé de remplacer cette Ordonnance par le paragraphe 2 de l'article sous examen, l'abrogation formelle de l'Ordonnance sera prévue par règlement grand-ducal.

A noter que ce remplacement est également, indirectement, à l'origine de l'abrogation de l'article 553, point 1<sup>o</sup>, du Code pénal, qui est une contravention et ne prévoit dès lors qu'une amende en cas de non-respect de cette disposition. Etant donné qu'il est proposé de prévoir en tant que sanction pénale celle proposée par l'article 57, paragraphe 1<sup>er</sup>, du présent projet de loi, il convient en effet d'abroger l'article 553, point 1<sup>o</sup>, du Code pénal par l'article 64 du présent projet de loi.

### Echange de vues

- ❖ Madame Octavie Modert donne à considérer que la manipulation d'armes sous l'emprise de stupéfiants n'est pas expressément prohibée par l'article sous rubrique. L'oratrice s'interroge sur les raisons de l'absence d'une telle interdiction.

Le représentant du ministère de la Justice signale que la consommation de stupéfiants est déjà largement prohibée par la loi pénale. A priori, rien ne s'oppose cependant à insérer une disposition spécifique sur l'interdiction de la manipulation d'armes sous l'emprise de stupéfiants.

## **Article 57 - Dispositions pénales**

### Commentaire

Cet article prévoit les sanctions pénales applicables à certaines dispositions de la future loi. Les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 reprennent l'article 28, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions avec la même logique en ce sens que le paragraphe 1<sup>er</sup> prévoit les sanctions qui sont applicables à la plus grande majorité des comportements incriminés, tandis que le paragraphe 2 prévoit des sanctions aggravées pour certains comportements considérés comme étant plus graves. Il est en outre proposé d'augmenter les sanctions pénales prévues par les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 de la future loi.

Le paragraphe 3 propose l'assimilation des décisions retenant l'irresponsabilité pénale d'une personne au sens de l'article 71 du Code pénal avec une condamnation pénale, alors qu'il est considéré que, même si une personne est considérée comme étant irresponsable pénalement, les effets d'une telle décision, en relation avec des armes et munitions, doivent être les mêmes qu'en cas de condamnation pénale.

Le paragraphe 4 propose également une assimilation, mais cette fois-ci entre une condamnation intervenue dans certains pays étrangers et une condamnation prononcée au Luxembourg.

Le paragraphe 5 prévoit certaines dispositions spécifiques en matière de confiscation. Ainsi, l'alinéa 1<sup>er</sup> de ce paragraphe concerne les confiscations prononcées en tant que mesure de sécurité. Etant donné que ces confiscations ont actuellement uniquement une base jurisprudentielle, il est proposé de leur conférer par la présente disposition une base légale permettant une confiscation même si les dispositions des articles 31 et 32 du Code pénal ne sont pas remplies. L'alinéa 2 vise à permettre, par dérogation aux mêmes articles, la confiscation des armes et munitions de la catégorie A même si l'infraction en cause n'est qu'une contravention.

### Echange de vues

Le libellé sous rubrique ne suscite aucune observation particulière des membres de la Commission de la Justice.

## **3. Divers**

Aucun point divers n'est soulevé.

Le Secrétaire-administrateur,  
Christophe Li

Le Président de la Commission de la Justice,  
Charles Margue

7386

**Loi du 1<sup>er</sup> août 2019 portant modification :**

- 1. du Code de procédure pénale ;**
- 2. du Nouveau Code de procédure civile ;**
- 3. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;**
- 4. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;**
- 5. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État ;**
- 6. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 10 juillet 2019 et celle du Conseil d'État du 12 juillet 2019 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

*Avons ordonné et ordonnons :*

**Art. 1<sup>er</sup>.**

Le Code de procédure pénale est modifié comme suit :

1° L'article 93 prend la teneur suivante :

« Art. 93.

*Dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, la personne sera interrogée dans les vingt-quatre heures au plus tard à partir de sa privation de liberté.»*

2° L'article 116 est libellé comme suit :

« Art. 116.

*(1) La mise en liberté peut être demandée à tout stade de la procédure, à savoir :*

- 1. à la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement, pendant la période de l'instruction ;*
- 2. à la chambre du conseil de la Cour d'appel, si elle est saisie d'un recours contre l'ordonnance de renvoi de la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement ;*
- 3. à la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement, si l'affaire y est renvoyée ;*
- 4. à la chambre correctionnelle de la Cour d'appel, si appel a été interjeté sur le fond ;*
- 5. à la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement, si l'affaire y est renvoyée ;*
- 6. à la chambre criminelle de la Cour d'appel, si appel a été interjeté sur le fond ;*
- 7. à la chambre correctionnelle de la Cour d'appel, si un pourvoi en cassation a été formé soit contre une décision d'une juridiction d'instruction, soit contre une décision d'une juridiction de jugement.*

*(2) La requête est déposée au greffe de la juridiction appelée à statuer.*

*(3) Il y est statué d'urgence et au plus tard dans les trois jours du dépôt, le ministère public et l'inculpé ou son avocat entendus en leurs explications orales.*

*Lorsque la juridiction appelée à statuer est la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement, cette juridiction statue sur base d'un rapport écrit et motivé du juge d'instruction.*

*Il n'est statué sur une nouvelle demande de mise en liberté qu'au plus tôt un mois après le dépôt d'une précédente demande de mise en liberté.*

*(4) Sur décision de la juridiction appelée à statuer, l'inculpé peut être entendu en ses explications orales par voie de télécommunication audiovisuelle.*

*Cette décision n'est susceptible d'aucun recours.*

*La juridiction appelée à statuer désigne un membre du personnel de l'administration pénitentiaire qui vérifie l'identité de l'inculpé et qui est présent auprès de lui au cours de l'acte de procédure.*

*L'inculpé concerné est censé avoir comparu.*

*Si l'inculpé est assisté par un avocat, celui-ci peut se trouver soit auprès de l'inculpé, soit auprès de la juridiction appelée à statuer.*

*À l'issue de l'opération, le membre du personnel de l'administration pénitentiaire désigné dresse procès-verbal qui est signé par l'inculpé.*

*Si l'inculpé refuse de signer, le procès-verbal en fait mention.*

*Le procès-verbal mentionne la date et le lieu de son établissement, son objet, l'identité de l'inculpé et, le cas échéant, de son avocat, s'il se trouve auprès de lui, le nom de la juridiction devant laquelle la demande de mise en liberté provisoire a été présentée et les conditions techniques dans lesquelles l'opération s'est déroulée.*

*(5) L'inculpé ou son avocat sont avertis, par les soins du greffier, des lieu, jour et heure de l'audience et, le cas échéant, de la télécommunication audiovisuelle ordonnée.*

*Dans ce cas, l'avocat est averti qu'il a la faculté d'assister l'inculpé soit auprès de celui-ci, soit auprès de la juridiction appelée à statuer sur la demande de mise en liberté.*

*(6) La mise en liberté ne peut être refusée que si les conditions prévues aux alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de l'article 94 se trouvent remplies.*

*(7) La mise en liberté, lorsqu'elle est accordée, peut être assortie du placement sous contrôle judiciaire.*

*(8) Si la mise en liberté est accordée par la chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement, le procureur d'État peut, dans un délai d'un jour qui court à compter du jour de l'ordonnance, interjeter appel de la décision.*

*L'inculpé reste détenu jusqu'à l'expiration dudit délai.*

*L'appel a un effet suspensif.*

*Le greffe avertit l'inculpé ou son avocat des lieu, jour et heure de la comparution au plus tard l'avant-veille de l'audience.*

*La chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle de la Cour d'appel statue sur l'appel au plus tard dix jours après qu'appel aura été formé.*

*Si elle n'a pas statué dans ce délai, l'inculpé est mis en liberté, à charge de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement aussitôt qu'il en sera requis.*

*(9) En cas d'appel de l'inculpé contre une décision de rejet d'une demande de mise en liberté, la chambre du conseil, la chambre correctionnelle ou la chambre criminelle de la Cour d'appel statue au plus tard vingt jours après qu'appel a été formé.*

*(10) En cas d'appel contre une décision de mise en liberté ou de rejet de mise en liberté, le ministère public et l'inculpé ou son avocat sont entendus en leurs explications orales.*

*L'inculpé peut également être entendu par voie de télécommunication audiovisuelle. Dans ce cas, les dispositions des paragraphes 4 et 5 sont applicables. »*

3° À l'article 637, paragraphe 2, le numéro « 4490bis » est remplacé par le numéro « 409bis ».

**Art. 2.**

L'article 1017-8 du Nouveau Code de procédure civile prend la teneur qui suit :

« Art. 1017-8.

*Lorsqu'une personne agresse ou menace d'agresser une personne avec laquelle elle cohabite ou a cohabité dans un cadre familial, lorsqu'elle a à son encontre un comportement qui porte gravement atteinte à sa santé psychique et lui rend ainsi intolérable toute rencontre avec elle, le juge aux affaires familiales prononce, sur la demande de la personne concernée, tout ou partie des injonctions ou interdictions énumérées ci-après, à condition qu'elles n'aillent pas à l'encontre d'intérêts fondamentaux et légitimes de la partie défenderesse :*

- *l'interdiction de prendre contact avec la partie demanderesse ;*
- *l'interdiction d'envoyer des messages à la partie demanderesse ;*
- *l'interdiction de s'approcher de la partie demanderesse ;*
- *l'interdiction de s'approcher du service d'hébergement et annexes, de la structure de garde pour enfants et de l'école ;*
- *l'interdiction d'établir son domicile dans le même quartier que la partie demanderesse ;*
- *l'interdiction de fréquenter certains endroits ;*
- *l'interdiction d'emprunter certains itinéraires ;*
- *l'injonction de laisser la partie demanderesse entrer au domicile commun pour enlever ses affaires personnelles. »*

**Art. 3.**

La loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est modifiée comme suit :

1° À partir du 16 septembre 2019, l'article 19 est remplacé comme suit :

« Art. 19.

*(1) En dehors du juge d'instruction directeur visé à l'article 11, il y a treize juges d'instruction près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, dont quatre vice-présidents.*

*Il y a un juge d'instruction près le Tribunal d'arrondissement de Diekirch.*

*(2) Les juges d'instruction sont choisis par le Grand-Duc, parmi les vice-présidents, les premiers juges et les juges, chaque fois pour une période de trois années.*

*Ils peuvent obtenir le renouvellement de leurs fonctions.*

*Ils siègent suivant le rang de leur réception au jugement des affaires civiles, commerciales et correctionnelles, sauf l'exception prévue à l'article 64-1. »*

2° À partir du 16 septembre 2019, l'article 25 est remplacé comme suit :

« Art. 25.

*(1) Le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg comprend vingt chambres.*

*(2) La répartition des affaires entre les différentes chambres se fait par le président du tribunal d'arrondissement.*

*Celui-ci fixe également les tâches des juges qui ne sont pas affectés à une chambre. »*

3° À partir du 16 septembre 2019, l'article 33 est remplacé comme suit :

« Art. 33.

*(1) La Cour supérieure de justice est composée d'un président, de quatre conseillers à la Cour de cassation, de onze présidents de chambre à la Cour d'appel, de douze premiers conseillers et de*

*treize conseillers à la Cour d'appel, d'un procureur général d'État, de deux procureurs généraux d'État adjoints, de cinq premiers avocats généraux, de cinq avocats généraux et d'un substitut.*

*(2) Les conseillers à la Cour de cassation portent également le titre de vice-président de la Cour supérieure de justice.*

*(3) Le greffe est dirigé par un greffier en chef et comprend en outre des greffiers selon les besoins du service.*

*D'autres fonctionnaires et employés de l'État peuvent y être affectés. »*

4° À partir du 16 septembre 2019, l'article 33-1 est remplacé comme suit :

*« Art. 33-1.*

*(1) Il est créé auprès du président de la Cour supérieure de justice un pool de complément des magistrats du siège qui effectuent des remplacements temporaires dans les conditions déterminées par les articles 6 et 13.*

*Ce pool comprend trois premiers juges et trois juges.*

*(2) Il est créé auprès du procureur général d'État un pool de complément des magistrats du ministère public qui effectuent des remplacements temporaires dans les conditions déterminées par l'article 138.*

*Ce pool comprend un premier substitut et deux substituts. »*

5° À partir du 16 septembre 2020, l'article 33-1 est remplacé comme suit :

*« Art. 33-1.*

*(1) Il est créé auprès du président de la Cour supérieure de justice un pool de complément des magistrats du siège qui effectuent des remplacements temporaires dans les conditions déterminées par les articles 6 et 13.*

*Ce pool comprend quatre premiers juges et quatre juges.*

*(2) Il est créé auprès du procureur général d'État un pool de complément des magistrats du ministère public qui effectuent des remplacements temporaires dans les conditions déterminées par l'article 138.*

*Ce pool comprend deux premiers substituts et deux substituts. »*

6° À partir du 16 septembre 2018, l'article 35 est remplacé comme suit :

*« Art. 35.*

*(1) La Cour de cassation comprend une chambre qui siège au nombre de cinq conseillers.*

*(2) Elle est composée du président de la Cour de cassation et de quatre conseillers à la Cour de cassation.*

*(3) En cas de vacance de poste ou d'empêchement d'un conseiller de la Cour de cassation, il est remplacé par un conseiller de la Cour d'appel.*

*En cas d'empêchement de tous les conseillers de la Cour d'appel, la Cour de cassation se complète conformément à l'article 135.*

*(4) Les fonctions du ministère public près de la Cour de cassation sont exercées par le procureur général d'État, les procureurs généraux d'État adjoints, les premiers avocats généraux et les avocats généraux.*

*(5) Le greffier en chef de la Cour supérieure de justice fait le service de greffier à la Cour de cassation ; il peut être remplacé par l'un des greffiers de cette cour. »*

7° L'article 39 est remplacé comme suit :

*« Art. 39.*

*(1) Sans préjudice d'autres dispositions légales, la Cour d'appel connaît des affaires civiles, commerciales, criminelles et correctionnelles, ainsi que des affaires jugées par les tribunaux du travail.*



(2) La Cour d'appel comprend dix chambres qui siègent au nombre de trois conseillers, sous réserve des dispositions de l'article 1007-10 du Nouveau Code de procédure civile.

(3) Lorsqu'un procès paraît de nature à entraîner de longs débats, le président de la Cour supérieure de justice peut décider qu'un ou plusieurs conseillers supplémentaires assisteront aux débats.

Dans le cas où un ou plusieurs conseillers composant une chambre correctionnelle ou une chambre criminelle seraient empêchés de suivre les débats jusqu'au prononcé de l'arrêt, ils sont remplacés par le ou les conseillers supplémentaires, dans l'ordre de leur désignation par le président.

(4) Au sein de la Cour d'appel, les chambres criminelles siègent au nombre de trois conseillers, dont un président de chambre, désignés chaque année par l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice.

(5) En cas d'empêchement, les conseillers des chambres criminelles sont remplacés conformément aux articles 133 et 134, alinéa 1<sup>er</sup>.

(6) La répartition entre les différentes chambres des affaires civiles, commerciales, correctionnelles ainsi que des affaires de droit du travail, se fait par le président de la Cour supérieure de justice.

(7) Chacune des chambres pourvoit d'abord à l'expédition des affaires qui lui sont spécialement attribuées.

Dans le cas où, par suite de leurs attributions respectives, une des chambres est surchargée par rapport à une autre, le président de la Cour supérieure de justice délègue à celle-ci, d'office ou sur la réquisition du procureur général d'État, partie des affaires attribuées à la chambre surchargée.

(8) L'assemblée générale de la Cour supérieure de justice délègue, parmi ses membres, le président et les deux assesseurs-magistrats du Conseil supérieur de la sécurité sociale ainsi que leurs suppléants. »

8° L'article 74-1 est remplacé comme suit :

« Art. 74-1.

Il est institué, sous la surveillance administrative du procureur général d'État, une Cellule de renseignement financier, ci-après « CRF », qui a compétence pour remplir les missions inscrites aux articles 74-2 à 74-7.

La CRF comprend un substitut principal, trois premiers substituts et deux substituts.

La CRF est placée sous la direction du substitut principal, qui porte le titre de « directeur de la Cellule de renseignement financier ». Les trois premiers substituts remplacent le directeur de la Cellule de renseignement financier en son absence suivant leur rang d'ancienneté et portent le titre de « directeur adjoint de la Cellule de renseignement financier ».

La CRF est opérationnellement indépendante et autonome. Elle a l'autorité et la capacité nécessaires d'exercer librement ses fonctions, y compris celle de décider d'une manière autonome d'analyser, de demander et de disséminer des informations spécifiques aux services et autorités compétents en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. »

9° À l'article 74-5, paragraphe 1<sup>er</sup>, le numéro « 74-3 » est remplacé par le numéro « 74-2 ».

10° L'article 181 est remplacé comme suit :

« Art. 181.

(1) Le magistrat du Parquet général qui est délégué par le procureur général d'État à l'exécution des peines bénéficie d'une indemnité spéciale de cinquante points indiciaires par mois.

(2) Il est accordé une prime d'astreinte de :

1° quarante points indiciaires par mois aux conseillers siégeant à la chambre d'application des peines et aux représentants du Parquet général auprès de cette chambre ;

2° quarante points indiciaires par mois aux magistrats qui sont affectés à la Cellule de renseignement financier ;

3° quarante points indiciaires par mois aux magistrats des parquets qui assurent le service de permanence, pendant la période de leur affectation régulière à ce service ;

4° quarante points indiciaires par mois au juge d'instruction directeur et aux juges d'instruction ;  
5° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe de la chambre de l'application des peines respectivement au secrétariat du Parquet général auprès de cette chambre ;

6° trente points indiciaires par mois aux fonctionnaires et employés de l'État qui sont affectés au greffe des cabinets des juges d'instruction ;

(3) Les fonctionnaires, employés et salariés de l'État affectés au Service central d'assistance sociale bénéficient d'une prime de risque de vingt points indiciaires par mois.

(4) Les indemnités spéciales, primes d'astreinte et primes de risque sont non pensionnables. »

#### **Art. 4.**

L'article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse est remplacé comme suit :

« Art. 11.

*Les parents, tuteurs ou autres personnes qui ont la garde du mineur soumis au régime de l'assistance éducative ou maintenu dans son milieu à une ou plusieurs des conditions énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3, conservent sur lui l'autorité parentale et en exercent tous les attributs qui ne sont pas inconciliables avec l'application de la mesure.*

*Si le mineur est placé hors du domicile de ses parents, tuteur ou gardiens, ceux-ci conservent uniquement un droit de visite et de correspondance. Le tribunal ou le juge de la jeunesse en fixe les modalités et peut même, si l'intérêt de l'enfant l'exige, décider que l'exercice de ces droits ou de l'un d'eux sera suspendu.*

*Quant à la personne du mineur, tous les autres attributs de l'autorité parentale sont transférés à la personne ou à l'établissement à qui le mineur est confié, à l'exception du droit de consentir à l'adoption et au mariage du mineur.*

*Quant aux biens du mineur, le juge aux affaires familiales peut nommer un administrateur public à tout mineur ayant fait l'objet d'une mesure de placement par le tribunal de la jeunesse. Le juge aux affaires familiales est informé de la décision de placement par la voie du greffe.*

*L'administrateur public a, sur les biens du mineur, les mêmes attributions qu'un administrateur légal sous contrôle judiciaire.*

*Il n'est pas institué de subrogé-tuteur. L'hypothèque légale prévue à l'article 2121 du Code civil ne s'applique pas à l'administrateur public.*

*Les fonctions de l'administrateur public cessent de plein droit par la mainlevée de la mesure de placement. »*

#### **Art. 5.**

À l'article 11bis, paragraphe 4, alinéa 2, première phrase, in fine, de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État, le numéro « 2016/279 » est remplacé par le numéro « 2016/679 ».

#### **Art. 6.**

L'article 15 de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice est remplacé comme suit :

« Art. 15.

(1) *Il est créé une commission du recrutement et de la formation des attachés de justice.*

*Les attributions de la commission sont déterminées par les dispositions de la présente loi et des règlements grand-ducaux qui sont pris en exécution de celle-ci.*

(2) *La commission est composée de neuf membres effectifs, à savoir :*

1) *le procureur général d'État ;*

2) *le président de la Cour supérieure de justice ;*

- 3) le président de la Cour administrative ;
- 4) le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ;
- 5) le président du tribunal d'arrondissement de Diekirch ;
- 6) le président du tribunal administratif ;
- 7) un magistrat du Parquet général, désigné par le procureur général d'État ;
- 8) le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg ;
- 9) le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Diekirch.

La présidence de la commission est assurée par le procureur général d'État.

La vice-présidence de la commission est assurée par le président de la Cour supérieure de justice et le président de la Cour administrative.

(3) La commission se complète par neuf membres suppléants désignés dans les conditions qui suivent.

Le procureur général d'État, le président de la Cour supérieure de justice, le président de la Cour administrative, le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, le président du tribunal d'arrondissement de Diekirch, le président du tribunal administratif, le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg et le procureur d'État près le tribunal d'arrondissement de Diekirch désignent chacun un suppléant.

Le suppléant du magistrat du Parquet général est désigné par le procureur général d'État.

(4) La nomination des membres composant la commission est faite par arrêté grand-ducal.

(5) La commission ne peut délibérer que lorsque cinq de ses membres au moins sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.

(6) Tous les actes de la commission doivent indiquer les circonstances de droit et de fait qui les justifient.

(7) L'organisation du recrutement et de la formation est assurée par le membre effectif visé au paragraphe 2, point 7°.

Il est assisté dans ses fonctions par un ou plusieurs fonctionnaires de l'administration judiciaire, désignés par le procureur général d'État. »

#### **Art. 7.**

(1) L'indemnité spéciale visée à l'article 181, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est accordée à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2018.

(2) Les primes d'astreinte visées à l'article 181, paragraphe 2, points 1° et 5° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire sont accordées à partir du 16 septembre 2018.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de la Justice,*  
**Félix Braz**

Cabasson, le 1<sup>er</sup> août 2019.  
**Henri**

Doc. parl. 7386 ; sess. ord. 2018-2019.

